MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

SIXIEME ANNEE

STATISTIQUE PÉNALE : 1903
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1902-1903
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1903
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1903
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1903
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ETRANGERS : 1903
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1903
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1903

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
Oscar SCHEPENS & C^ie^, Éditeurs
16, rue Treurenberg

1905

PRIX : 7 FRANCS

STATISTIQUE

JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE

1903

IMPRIMERIE DU MONITEUR BELGE
Rue de Louvain, 40, Bruxelles.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Statistique Judiciaire de la Belgique

SIXIÈME ANNÉE

STATISTIQUE PÉNALE : 1903
STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE : 1902-1903
STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE : 1903
STATISTIQUE DE LA MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE : 1903
STATISTIQUE DES GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE : 1903
STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS : 1903
STATISTIQUE DES ALIÉNÉS : 1903
STATISTIQUE DES SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES : 1903

BRUXELLES

Veuve Ferdinand LARCIER
ÉDITEUR
26-28, rue des Minimes

SOCIÉTÉ BELGE DE LIBRAIRIE
Oscar SCHEPENS & Cie, Éditeurs
16, rue Treurenberg

1905

PRIX : 7 FRANCS

SOMMAIRE DU VOLUME

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* IX

SECONDE PARTIE. *Statistique criminelle* XXIII

Statistique de la justice civile et commerciale. XLI

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative* L

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus* LIX

Statistique de la mendicité et du vagabondage LXI

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle LXVI

Statistique de la police des étrangers LXVIII

Statistique des aliénés LXIX

TABLEAUX

Statistique pénale :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale* . . . 9

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.* 149

Statistique de la justice civile et commerciale 191

Statistique pénitentiaire :

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.* 261

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* 285

Statistique de la mendicité et du vagabondage 295

Statistique de la libération conditionnelle 313

Statistique de la police des étrangers 317

Statistique des aliénés 323

Statistique des sourds-muets et des aveugles 337

Table analytique 339

Table méthodique 349

INTRODUCTION

INTRODUCTION

STATISTIQUE PÉNALE

1903

La statistique pénale belge est divisée en deux parties. L'une, dite : « Statistique de l'administration de la Justice », rend compte des affaires traitées durant l'année par les différentes juridictions répressives du royaume et expose dans quelle mesure chacune d'elles participe à l'administration de la Justice. L'autre, la statistique criminelle, traduit en chiffres certains aspects de la criminalité considérée comme phénomène social et non plus comme objet de l'activité de la magistrature.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique de l'administration de la Justice pénale.

On suivra dans l'introduction le même plan que dans le corps même de la publication, c'est-à-dire qu'on examinera successivement chacun des rouages de l'organisation judiciaire dans l'ordre que lui assigne le Code d'instruction criminelle.

1. — Police judiciaire et juridictions d'instruction.

Parquets.

Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux.

Les parquets des tribunaux de première instance ont reçu, en 1903, 164,207 plaintes, dénonciations et procès-verbaux. Le tableau ci-contre montre la marche de ces affaires depuis 1870. Eu égard à l'accroissement de la population, l'année 1902 comparée à l'année 1901, marquait déjà une légère diminution dans le nombre proportionnel des plaintes, dénonciations et procès-verbaux. La diminution est, cette fois, plus sensible; et il faut retourner quatre ans en arrière, c'est-à-dire en 1899, pour trouver un chiffre proportionnel inférieur au chiffre de l'année 1903.

ANNÉES.	NOMBRE DE PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX.	Population au 31 décembre de chaque année.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS, PROCÈS-VERBAUX par 10,000 habitants.
1870	37,110	5,087,826	72.95
1875	48,081	5,403,006	90.65
1880	70,255	5,520,009	127.27
1885	85,041	5,853,278	141.86
1890	112,776	6,069,321	185.81
1895	130,218	6,410,785	203.12
1896	132,052	6,495,886	203.25
1897	139,164	6,586,593	211.28
1898	151,002	6,669,732	226.39
1899	156,570	6,744,532	232.14
1900	159,540	(1) 6,693,548	238.34
1901	165,017	6,799,999	239.75
1902	164,810	6,896,079	238.99
1903	164,207	6,985,210	235.08

Il serait inexact de conclure de ces chiffres à une allure correspondante de la criminalité.

Beaucoup de plaintes, de dénonciations et surtout de procès-verbaux ont pour objet des infractions créées par des lois nouvelles. La loi sur l'ivresse publique de 1887, la loi de 1890 sur la falsification des denrées alimentaires, l'arrêté royal du 16 juin 1891 relatif aux mesures de précaution contre la rage canine, etc., ont notablement accru le nombre des affaires entrées dans les parquets. Les modifications apportées par la loi du 5 juillet 1899 à la réglementation de la pêche fluviale ont donné lieu également à un accroissement de procès-verbaux en cette matière.

L'augmentation ou la diminution de la criminalité proprement dite ne peuvent être déduites que des chiffres de la statistique criminelle, complétés par ceux de la statistique des parquets et des cabinets d'instruction qui indiquent le nombre des crimes et des délits restés sans suite parce qu'on n'a pu en découvrir les auteurs.

Le nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux dans chacun des arrondissements du royaume fait l'objet du tableau suivant.

(1) Chiffres du recensement. Etablie comme en 1899 d'après les registres de la population, la population aurait été de 6,815,034 habitants : le nombre des plaintes n'aurait été que de 234.09 par 10,000 habitants.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX entrés au parquet en							NOMBRE DES PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX par 10,000 habitants, entrés au parquet en						
	1880	1890	1899	1900	1901	1902	1903	1880	1890	1899	1900	1901	1902	1903
Bruxelles	11,651	20,609	35,074	32,524	31,550	29,842	30,322	187	285	380	370	350	332	331
Louvain	2,002	3,501	4,205	4,259	4,220	4,151	3,787	145	158	177	176	172	166	151
Nivelles	1,485	2,498	3,798	4,180	4,055	3,979	3,743	94	135	225	248	238	232	217
Anvers	6,418	11,104	12,347	12,082	11,551	11,044	12,775	109	260	240	240	225	226	250
Malines	1,216	1,892	1,965	1,991	2,170	2,111	2,055	85	115	105	111	110	114	109
Turnhout	869	1,247	1,184	1,486	1,520	1,776	1,631	78	105	89	110	111	127	116
Mons	4,946	6,556	8,668	8,942	9,011	9,463	9,573	148	183	227	231	230	240	236
Charleroi	6,225	8,765	20,601	20,304	20,353	20,098	20,839	158	198	418	408	397	405	394
Tournai	2,259	2,859	3,169	3,339	3,528	3,709	3,753	91	113	123	132	151	148	145
Gand	4,408	8,151	9,363	10,593	10,670	11,006	10,595	111	188	198	226	225	230	219
Audenarde	1,733	2,734	3,550	3,563	4,161	3,958	4,009	93	143	169	171	197	185	185
Termonde	2,842	3,468	4,110	4,383	5,009	5,006	5,064	94	107	117	124	140	138	138
Bruges	2,733	4,573	5,907	6,602	6,875	6,810	6,140	113	174	203	227	232	226	212
Courtrai	3,043	6,220	6,661	6,465	6,857	7,148	6,642	129	240	234	227	236	244	225
Furnes	908	1,639	1,372	1,303	1,566	1,621	1,631	115	197	158	155	182	187	186
Ypres	1,175	2,090	2,170	2,455	3,097	3,352	3,120	88	151	148	170	215	226	210
Liége	4,259	6,596	10,805	10,849	11,062	11,010	11,783	115	150	212	218	231	225	226
Huy	1,180	1,642	2,424	2,422	2,519	2,807	2,567	87	115	161	161	166	185	168
Verviers	2,203	3,037	3,632	3,780	3,928	4,218	5,286	139	210	198	211	219	253	294
Tongres	1,212	1,420	1,998	1,879	1,915	2,220	2,148	112	126	165	158	158	182	174
Hasselt	1,228	1,401	1,928	1,971	1,900	2,287	2,579	119	127	159	162	154	181	201
Arlon	1,904	1,652	1,955	2,008	2,506	2,263	2,158	238	202	220	250	260	265	246
Marche	828	1,085	1,299	1,269	1,507	1,177	1,224	131	172	200	199	204	184	190
Neufchâteau	1,054	1,253	1,782	1,773	1,868	1,081	1,755	137	184	249	252	259	275	240
Namur	3,098	3,517	5,503	5,683	6,041	5,871	5,705	178	189	277	288	303	242	280
Dinant	2,950	2,745	3,153	3,428	3,036	3,459	3,247	199	184	203	220	242	228	215

Juges d'instruction et chambres du conseil.

Les chambres du conseil ont eu à statuer en 1903 sur 44,084 affaires.

Dans le chiffre total des affaires soumises par les juges d'instruction aux chambres du conseil, figurent les très nombreux délits transmis par les parquets aux juges d'instruction en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867 (contraventionnalisations). Ces affaires ne donnent lieu à aucun devoir d'instruction. La statistique dressée pour les années antérieures à 1903 ne permettait pas de les distinguer des affaires réellement instruites. On le peut aujourd'hui. Sur 24,318 affaires qui, en 1903, ont été l'objet de renvoi devant le tribunal de police, 23,495 le furent en vertu de l'article 4 de la loi du 4 octobre 1867.

Le total des affaires *réellement* instruites pendant l'année 1903 est donc : 20,589. En voici le détail pour chaque arrondissement :

Bruxelles	3,413	Courtrai	1,058
Louvain	369	Furnes	353
Nivelles	379	Ypres	474
Anvers	1,787	Liége	2,086
Malines	475	Huy	209
Turnhout	142	Verviers	786
Mons	1,321	Tongres	183
Charleroi	1,828	Hasselt	233
Tournai	574	Arlon	218
Gand	1,272	Marche	76
Audenarde	384	Neufchâteau	120
Termonde	693	Namur	916
Bruges	860	Dinant	380

Chambres des mises en accusation.

Les chambres des mises en accusation ont rendu 131 arrêts portant renvoi devant une juridiction de jugement ou décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés. Ce nombre est encore inférieur à celui de l'année 1902, lequel était le chiffre le plus bas relevé depuis 1898.

Pendant les années 1898 à 1902 il y avait eu 168, 199, 181, 169 et 150 arrêts.

Le nombre des ordonnances rendues par les chambres du conseil qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation est en 1903 de 594; il avait été de 558 en 1899, de 613 en

1900, de 646 en 1901, de 664 en 1902. L'augmentation qui s'était produite durant les trois dernières années est donc interrompue. Dans la grande majorité des cas, les chambres des mises en accusation n'ont pas modifié les décisions prises par les chambres du conseil.

Ont été confirmées entièrement en 1899, 426 ordonnances, soit 76 %; en 1900, 485 ordonnances, soit 79 %; en 1901, 524 ordonnances, soit 81 %; en 1902, 515 ordonnances, soit 78 %; en 1903, 438 ordonnances, soit 72 %.

Les chambres des mises en accusation ont, dans une plus large mesure, usé de leur pouvoir d'infirmation à l'égard des ordonnances qui étaient rendues sur le fond des affaires qu'à l'égard des ordonnances préparatoires et d'instruction.

	Ordonnances rendues sur le fond des affaires.		
	Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
1899.	191	81	42 %
1900.	177	72	41 %
1901.	167	62	37 %
1902.	148	53	36 %
1903.	128	62	48 %

	Ordonnances préparatoires et d'instruction.		
	Total.	Infirmées en tout ou en partie.	Proportion.
1899.	367	54	15 %
1900.	436	56	13 %
1901.	479	60	13 %
1902.	516	96	19 %
1903.	466	94	20 %

Réhabilitations. — On constatait en 1902 que la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale recevait chaque année une application plus étendue. Il y a eu, cette année, recul.

Années.	Demandes accordées.	Demandes rejetées.	Total.
1896	21	6	27
1897	22	14	36
1898	26	6	32
1899	38	14	52
1900	48	13	61
1901	59	13	72
1902	63	18	81
1903	57	20	77

Durant les cinq dernières années, 251 demandes en réhabilitation ont été adressées à la cour d'appel de Bruxelles, 46 à celle de Gand, 46 à celle de Liége. C'est dans le ressort de Bruxelles que les demandes en réhabilitation sont les plus nombreuses.

Un relevé opéré durant les années 1899, 1900, 1901, 1902 et 1903 permet de se rendre compte de l'empressement que mettent les intéressés à réclamer le bénéfice de la réhabilitation. Des 343 demandeurs que l'on a comptés durant ces cinq années, 41, ou 12 %, ont agi dès l'expiration des délais légaux, c'est-à-dire moins de six ans après avoir subi leur peine ou en avoir obtenu la remise; 114, ou 33 %, ont laissé s'écouler, avant d'agir, un délai de six ans à moins de dix ans; 102, ou 30 %, un délai de dix à moins de quinze ans; 86, ou 25 %, une période de plus de quinze ans.

Les chiffres sont encore trop restreints pour qu'on puisse établir quelles sont, proportionnellement, les infractions qui donnent lieu au plus grand nombre de demandes en réhabilitation. Néanmoins, le tableau V démontre que les demandes concernent les délits les plus divers et que les magistrats n'en repoussent systématiquement aucune. Appliquant la loi comme elle doit l'être, ils basent leur décision sur les garanties morales que le condamné présente et non sur la nature du fait dont il s'est rendu coupable.

2. — Tribunaux de police.

Nombre des affaires.

Le mouvement des affaires devant les tribunaux de police a été comme suit depuis 1899 :

	Total.	Affaires de police.	Affaires concernant la mendicité et le vagabondage.	Affaires électorales.
1899.	144,523	133,992	8,132	2,399
1900.	146,645	133,404	7,635	5,606
1901.	154,282	145,034	9,083	165
1902.	153,419	142,386	9,104	1,929
1903.	143,773	133,805	8,267	1,701

Comparée à l'année 1902, l'année 1903 présente une diminution de 9,646 affaires, dont une diminution de 8,581 soit 6.4 % sur les affaires de police, et une diminution de 837 soit 9.2 % sur les affaires concernant la mendicité et le vagabondage.

Le tableau ci-dessous, donne le nombre des affaires de police et des affaires concernant la mendicité et le vagabondage réunies dans les différents arrondissements du royaume en 1902 et 1903; il permet de voir où la diminution s'est surtout fait sentir.

ARRONDISSEMENTS.	1902	1903	ARRONDISSEMENTS.	1902	1903
Bruxelles	40,290	41,119	Report.	25,989	23,573
Louvain	2,627	2,676	Furnes	936	553
Nivelles	2,451	2,087	Ypres	1,657	1,459
Anvers	15,033	14,857	RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE GAND.	28,602	25,567
Malines	1,746	1,713	Liége	11,986	12,011
Turnhout	1,961	1,662	Huy.	1,948	1,714
Mons	8,035	6,442	Verviers.	3,362	3,321
Charleroi	15,121	13,082	Tongres	1,203	1,236
Tournai	3,872	3,236	Hasselt	1,366	1,339
RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES.	92,059	86,894	Arlon.	1,094	1,766
Gand	10,700	9,054	Marche	882	873
Audenarde	1,882	1,858	Neufchâteau	1,579	1,331
Termonde	2,751	2,752	Namur	4,123	3,931
Bruges	5,724	4,675	Dinant	2,096	1,689
Courtrai	4,932	4,336	RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LIÉGE.	30,829	29,611
A reporter.	25,989	23,573	ROYAUME.	151,490	142,072

Quand on compare les 3 ressorts des cours d'appel, on constate que si la baisse se manifeste dans chacun d'eux, elle est surtout prononcée dans le ressort de la cour d'appel de Gand; on y compte 3,035 affaires de moins qu'en 1902 ou 10.6 %, contre une diminution de 5,165 ou 5.6 % dans le ressort de Bruxelles et une diminution de 1,218 ou 4 % dans le ressort de Liége.

La diminution constatée provient surtout d'une réduction dans le nombre des poursuites pour contraventions à des lois spéciales, notamment pour infractions aux dispositions du Code rural et de la loi sur l'ivresse publique.

La réduction du nombre des affaires dans les tribunaux de police des villes comptant plus de 100,000 habitants constatée pour l'année 1902 par rapport à l'année 1901 ne s'est pas maintenue en 1903.

Nombre des inculpés.

Déduction faite des enfants de moins de 16 ans, les tribunaux de police ont eu à juger en matière ordinaire :

En 1899. . . .	170,074	inculpés.
En 1900. . . .	163,528	id.
En 1901. . . .	183,908	id.
En 1902. . . .	178,986	id.
En 1903. . . .	164,683	id.

Pour apprécier les causes de la diminution, il est indispensable d'établir un classement parmi les infractions.

		1899.	1900.	1901.	1902.	1903.
Inculpés de délits renvoyés au tribunal de police par la chambre du conseil.	Code pénal	31,710	29,597	33,335	32,910	29,614
	Lois spéciales	8,483	7,793	3,142	2,020	2,326
Inculpés d'infractions de la compétence directe du tribunal de police.	Code pénal	41,647	41,753	41,936	40,323	38,195
	Règlements provinciaux et communaux .	54,294	44,015	49,721	48,165	47,437
	Lois spéciales et règlements généraux .	33,940	40,370	55,774	55,568	47,111

Parmi les inculpés renvoyés au tribunal de police en application de la loi du 4 octobre 1867 — chose digne de remarque, c'est la première catégorie comprenant les inculpés de délits prévus par le Code pénal qui accuse une forte réduction sur l'année 1902. La réduction se fait sentir pour chacun des délits (sauf pour l'incendie dont le nombre trop minime est dépourvu de toute signification). La rubrique : Vol mérite d'être mentionnée; on y observe une diminution de 1,177 unités, soit 28.9 %.

Dans la seconde catégorie comprenant les inculpés de délits prévus par les lois spéciales, il y a une augmentation de 306 unités soit 15.14 %. Mais il ne faut pas perdre de vue que l'arrêté royal du 16 juin 1891 prescrivant les mesures de précaution contre la rage canine a amené devant les tribunaux 2,098 inculpés, c'est-à-dire 595 de plus qu'en 1902.

Parmi les inculpés d'infractions de la compétence directe des tribunaux de police, on notait en 1902 que le nombre de ceux qui étaient poursuivis du chef de contraventions aux dispositions du Code pénal, resté presque invariable pendant les quatre années précédentes, était cette fois en décroissance. La différence d'avec 1901 atteignait : 1,613. La décroissance s'est accentuée durant l'année 1903. On relève un nombre d'inculpés inférieur de 2,128 au nombre de 1902. Les chiffres qui par leur importance, influent surtout sur la diminution sont : les bruits et tapages nocturnes (diminution : 576), et les injures verbales (diminution : 1,106).

Dans la catégorie des infractions aux règlements communaux le nombre des filles publiques poursuivies subit une hausse considérable. De 2,681 en 1901 il passait à 3,540 en 1902 et monte cette année à 5,038. On sait le caractère instable qu'affecte la police des cabarets et autres lieux publics; l'année dernière il y avait 7,380 inculpés; le chiffre est descendu à 6,631. Les infractions aux règlements provinciaux tombent de 4,702 (en 1902) à 3,356. Les poursuites pour violation des

lois spéciales et des règlements généraux n'ont amené devant les tribunaux que 47,111 inculpés; c'est comparativement à l'année précédente un déchet de 8,457; les chiffres portés à deux rubriques expliquent ce déchet: le Code rural où la diminution est de 6,293, l'ivresse publique où la diminution est de 2,642.

Résultat des poursuites.

Déduction faite des jeunes délinquants placés par la loi dans une position spéciale au point de vue de la répression, les poursuites devant les tribunaux de police ont abouti aux résultats suivants :

	1902.	1903.
	%	%
Acquittés	12.49	11.96
Renvoyés, le tribunal étant incompétent. . .	0.13	0.13
Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	0.10	0.10
Id. id. sans sursis .	2.75	3.12
Condamnés à l'amende conditionnelle. . . .	27.99	27.55
Id. id. sans sursis	56.54	57.14
	100.00	100.00

Lorsque les juges de paix prononcent des peines d'emprisonnement, ce sont généralement des peines peu élevées. Sur 5,133 condamnés à l'emprisonnement sans sursis, on compte 4,300 condamnés à un emprisonnement dont la durée ne dépasse pas quatre jours, soit 84 %.

Les juges de paix se montrent fort réservés dans le prononcé des emprisonnements conditionnels. On en compte 162 en 1903; on en comptait 180 en 1902, 197 en 1901, 155 en 1900, 245 en 1899, 313 en 1898.

Si l'on rapproche le nombre total des condamnés à l'emprisonnement du nombre total des condamnés à l'amende, on remarque combien les tribunaux de police apportent de réserve dans l'application de la peine de l'emprisonnement. Sur 144,761 inculpés condamnés en 1903, 5,295 soit 3.7 % sont condamnés à l'emprisonnement. Les proportions étaient de 3.3 % en 1902, de 3.1 % en 1901, de 3.8 % en 1900, de 4.7 % en 1899, de 6.3 % en 1898.

Parmi les condamnations à l'amende, le nombre des amendes avec sursis est très considérable : 45,371, soit 33 % du chiffre total des amendes. Les proportions des années précédentes étaient de : pour les années 1902, 1901, 1900 et 1899, 33 %, 37 %, 37 % et 35 %.

En 1903, 8,157 mendiants et vagabonds ont été mis à la disposition du gouvernement. Les mendiants et vagabonds qui avaient été l'objet de pareille mesure étaient au nombre de 7,395 en 1900, de 8,810 en 1901, de 9,028 en 1902.

Inculpés âgés de moins de 16 ans.

Aux termes de la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage, les inculpés âgés de moins de 16 ans ne peuvent être condamnés ni à l'emprisonnement, ni à l'amende, mais doivent, s'ils ont agi avec discernement, être réprimandés ou mis à la disposition du gouvernement pour être élevés dans une école de bienfaisance.

Le nombre de ces inculpés a été :

En 1901, de 4,330, dont 55 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1902, de 3,599, dont 40 ont été mis à la disposition du gouvernement.

En 1903, de 3,510, dont 47 ont été mis à la disposition du gouvernement.

Depuis 1900 on n'a pas relevé de chiffre inférieur à celui de 1903. Il diffère peu d'ailleurs du chiffre de 1902.

3. — Tribunaux correctionnels.

Nombre des affaires.

Les tribunaux correctionnels ont eu à juger, en 1903, 40,565 affaires nouvelles et 14,522 qui étaient pendantes au début de l'année, soit un total de 55,087 affaires. Ils en ont terminé 43,085. Le nombre des affaires restant à juger à la fin de l'année était donc de 12,002.

De 1897 à 1903, la marche des affaires introduites et des affaires terminées par jugement a été comme suit :

	Affaires introduites.	Différence en plus ou en moins d'une année à l'autre.	Affaires jugées.	Différence en plus ou en moins d'une année à l'autre.
	—	—	—	—
1899.	40,997		39,943	
1900.	42,338	+ 3 %	39,617	— 0.8 %
1901.	42,864	+ 1 %	42,677	+ 7 %
1902.	41,074	— 4 %	42,911	+ 1 %
1903.	40,565	— 1 %	43,085	+ 4 %

Grâce à l'activité déployée par les tribunaux, le nombre des affaires jugées a dépassé celui des affaires introduites, de telle sorte que le chiffre des affaires restant à juger à la fin de l'année 1903 est inférieur de 2,520 unités à celui de l'année 1902. Les tribunaux où le nombre des jugements a le plus augmenté de 1902 à 1903 sont : Anvers (augmentation de 658 jugements); Gand (augmentation de 336 jugements); Liége (augmentation de 1,692 jugements).

Par contre, dans plusieurs tribunaux le nombre des affaires jugées a diminué. Ainsi à Charleroi, il est tombé de 5,228 en 1902 à 3,729 en 1903; ainsi encore, à Turnhout, il a diminué de 188; à Bruges de 322; à Namur de 229.

Malgré la satisfaction que l'on éprouve à constater que le nombre des affaires restant à juger a diminué, on mesure avec une certaine inquiétude l'effort qu'il faudra encore faire pour liquider les excédents des années antérieures et réduire progressivement l'arriéré, qui était encore de 12,002 affaires à la fin de l'année 1903.

TRIBUNAUX.	AFFAIRES INTRODUITES DURANT L'ANNÉE					AFFAIRES restant à juger au 31 décembre				
	1899	1900	1901	1902	1903	1899	1900	1901	1902	1903
Bruxelles.	6,606	6,736	6,204	6,310	7,035	740	1,540	1,706	1,566	1,726
Louvain	1,420	1,455	1,585	1,526	1,151	327	369	396	398	180
Nivelles	734	841	796	878	761	116	212	156	204	115
Anvers	5,785	4,150	4,208	4,124	5,878	2,085	2,550	2,592	2,685	1,887
Malines	718	844	800	670	625	251	555	192	195	151
Turnhout	786	910	958	1,006	905	55	89	161	152	100
Mons	1,485	1,512	1,520	1,290	1,334	555	522	508	555	711
Charleroi	3,565	5,004	4,425	5,552	5,250	2,220	2,689	2,651	955	495
Tournai	675	759	720	780	696	276	310	241	207	202
Gand	5,801	5,547	5,420	5,051	5,596	1,251	1,515	1,557	1,405	1,598
Audenarde	756	858	955	948	990	250	208	218	255	548
Termonde	1,706	1,675	2,059	2,128	1,949	510	561	588	464	562
Bruges.	2,528	2,841	2,148	2,192	2 518	848	1,041	777	600	871
Courtrai	2,591	2,250	1,851	2,050	2,067	805	401	575	545	577
Furnes.	596	595	690	595	662	148	152	169	100	120
Ypres	525	765	907	984	881	216	175	70	155	170
Liége	5,518	2,882	5,201	2,770	5,166	2,508	5,102	5,075	5,116	1,852
Huy.	547	574	568	574	512	65	70	111	71	59
Verviers.	778	775	909	890	810	92	121	256	221	148
Tongres	700	564	514	619	542	95	76	70	95	105
Hasselt	750	807	818	852	787	128	195	174	184	150
Arlon	562	596	550	486	502	20	54	20	59	59
Marche	525	542	246	286	297	18	57	24	19	24
Neufchâteau	515	298	570	512	506	41	25	55	57	55
Namur.	1,177	1,252	1,605	1,474	1,159	245	205	517	457	250
Dinant.	874	982	1,082	962	798	159	168	222	254	84
TOTAUX.	40,997	42,338	42,864	41,074	40,565	13,574	16,295	16,430	14,522	12,002

Nombre des prévenus.

Les inculpés jugés par les tribunaux correctionnels sur appel d'un jugement d'un tribunal de police étaient, dans les relevés de 1899 et 1900, confondus avec les prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels. Les chiffres relatifs aux uns et aux autres sont séparés dans les tableaux de 1903 comme ils l'ont été dans les tableaux de 1902 et 1901. Il faut donc réunir ces chiffres pour pouvoir comparer le nombre des individus jugés en 1901, 1902 et 1903 par les tribunaux correctionnels à celui de chacune des deux années précédentes. Cette réunion faite, la série des chiffres s'établit comme suit :

1899.	54,765 prévenus.
1900.	56,862 id.
1901.	60,685 id.
1902.	60,989 id.
1903.	60,674 id.

Les prévenus d'infractions forestières, dont il n'est pas tenu compte dans l'exposé qui va suivre, furent au nombre de 2,123. Les 58,551 autres prévenus se décomposent en 56,792 prévenus jugés en première instance par les tribunaux correctionnels et 1,759 jugés en degré d'appel par ces mêmes tribunaux.

Les poursuites dirigées contre les 56,792 prévenus jugés en première instance ont abouti aux résultats que voici :

Acquittés	10,448 ou	18.3 %
Acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal : sans mise à la disposition du gouvernement	470 ou	0.8 %
Acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal : avec mise à la disposition du gouvernement	351 ou	0.6 %
Réprimandés en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891	10	—
Mis à la disposition du gouvernement en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novembre 1891.	—	—
Condamnés à l'emprisonnement	24,028 ou	42.3 %
Id. à l'amende	21,479 ou	38.0 %
(1)	56,786	100.0 %

(1) Dont 6 individus condamnés à des peines spéciales.

Les peines infligées à ceux de ces prévenus qui ont été condamnés se décomposent en :

3,869 (8.5 %) condamnations à une amende de police;
17,610 (38.7 %) id. id. correctionnelle;
63 (0.1 %) id. à un emprisonnement de police;
11,055 (24.3 %) id. id. de 8 jours à moins d'un mois;
11,185 (24.6 %) condamnations à un emprisonnement de 1 mois à 6 mois;
760 (1.7 %) condamnations à un emprisonnement de plus de 6 mois à moins d'un an.
965 (2.1 %) condamnations à un emprisonnement de 1 an ou plus.

On voit par ces chiffres que les condamnations que l'on peut considérer comme graves, c'est-à-dire celles qui dépassent 6 mois d'emprisonnement, ne sont qu'exceptionnellement prononcées par les tribunaux correctionnels. La proportion des condamnations graves varie d'ailleurs avec les antécédents judiciaires des condamnés et avec les tribunaux. On tiendra compte de ce que la répartition des condamnés effectuée d'après la nature et le taux des peines a subi, cette année, une modification. Les condamnés à un emprisonnement de 6 mois ont changé de groupe. Les années précédentes (1898 à 1902), ils étaient compris dans le groupe des individus condamnés à un emprisonnement de 6 mois à moins d'un an. En 1903, ils font partie du groupe des individus condamnés à un emprisonnement de 1 mois à 6 mois. Ce changement a été opéré afin de mettre les classifications en harmonie complète avec la législation. (Loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle.) Il y a dans pareil transfert, un élément qui influence la composition respective des deux groupes et, partant, si l'on n'y prend garde, une source d'erreur pour l'étude comparative des divers chiffres annuels. La perturbation des nombres que cause le déplacement des condamnés à un emprisonnement de 6 mois n'existe plus quand on confond en un seul et même groupe les condamnés d'un mois à moins de 3 ans.

En répartissant les condamnés d'après leurs antécédents judiciaires, on trouve :

	Condamnés à l'amende.	Condamnés à un emprisonnement de six mois et moins.	Condamnés à un emprisonnement de plus de six mois.
Première catégorie. — Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encore encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle.	13,450 (57.4 %)	9,330 (39.8 %)	645 (2.8 %)
Deuxième catégorie. — Condamnés ayant encouru des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 26 francs d'amende .	576 (52.6 %)	491 (44.8 %)	28 (2.6 %)
Troisième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois	4,645 (51.6 %)	4,137 (46.0 %)	214 (2.4 %)
Quatrième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois	1,924 (28.8 %)	4,511 (67.5 %)	248 (3.7 %)
Cinquième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.	749 (18.4 %)	2,969 (73.0 %)	348 (8.6 %)
Sixième catégorie. — Condamnés ayant encouru une ou plusieurs peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans ou plus, ou une peine criminelle	135 (10.9 %)	900 (72.4 %)	207 (16.7 %)

D'autre part, le nombre total des condamnés se répartit comme suit entre les six catégories :

Première catégorie	23,430	ou	51.48 %
Deuxième catégorie. . . .	1,095	ou	2.41 %
Troisième catégorie. . . .	8,996	ou	19.74 %
Quatrième catégorie. . . .	6,678	ou	14.70 %
Cinquième catégorie . . .	4,066	ou	8.94 %
Sixième catégorie.	1,242	ou	2.73 %
	45,507		100.00

Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle.

Les tribunaux correctionnels ont accordé, en 1903, le bénéfice du sursis à 5,579 condamnés à l'emprisonnement sur 24,087 et à 10,860 condamnés à l'amende sur 22,599. Ces chiffres comprennent, comme les années précédentes, les condamnés en première instance et les condamnés sur appel d'un jugement de police. Comparés à ceux des années précédentes, ils donnent les proportions suivantes de condamnés conditionnellement :

	1903. %	1902. %	1901. %	1900. %	1899. %	1898. %
Parmi les condamnés à l'emprisonnement . .	23.16	21.26	24.4	28.0	25.8	21.6
Parmi les condamnés à l'amende.	48.49	46.41	49.4	51.2	51.0	51.4

Les proportions qui viennent d'être citées peuvent être utilement employées pour certaines comparaisons générales, mais elles n'indiquent nullement dans quelle mesure les tribunaux font usage de la faculté qui leur est accordée par la loi, de suspendre l'exécution des peines. Pour élucider ce point, il faut éliminer les condamnés qui sont exclus par la loi du bénéfice du sursis. Cette exclusion frappe, parmi les condamnés soit à l'amende, soit à l'emprisonnement, ceux qui ont déjà encouru une condamnation à une peine correctionnelle (8 jours de prison ou 26 francs d'amende), en outre, parmi les condamnés à l'emprisonnement, ceux à qui le tribunal inflige une peine de plus de 6 mois d'emprisonnement ou des peines, soit principales soit subsidiaires, qui, cumulées, dépassent 6 mois d'emprisonnement. De cette double restriction mise par la loi à la faculté qu'ont les tribunaux de suspendre l'exécution des condamnations à l'emprisonnement, la statistique a dû jusqu'ici négliger la seconde. Quand un individu est condamné simultanément à plusieurs peines, elle ne note que la principale. Il lui est donc actuellement impossible de déterminer dans combien de cas les tribunaux n'ont pu accorder un sursis à des condamnés à l'emprisonnement n'ayant pas d'antécédents judiciaires, parce que les peines qu'ils prononçaient contre eux formaient un total de plus de 6 mois de prison.

Les nombres qui vont être donnés ne disent donc pas exactement en ce qui concerne les condamnations à l'emprisonnement la proportion des cas où le tribunal, pouvant accorder un sursis, l'a réellement accordé, parce qu'on n'a pu tenir compte, en faisant le calcul, des cas où, par suite de l'élévation des peines, l'octroi du sursis était impossible. Ces nombres sont donc trop faibles. Ils sont exacts en ce qui concerne l'amende.

La proportion des condamnations conditionnelles parmi les condamnés qui n'avaient pas d'antécédents judiciaires faisant obstacle à l'obtention d'un sursis, a été (*les jugements des tribunaux correctionnels en première instance et en appel étant réunis*) :

	Emprisonnement.					Amende.				
	1903. %	1902. %	1901. %	1900. %	1899. %	1903. %	1902. %	1901. %	1900. %	1899. %
Condamnés sans antécédents judiciaires ou n'ayant encouru que des condamnations de police qui, cumulées, n'équivalent pas à une peine correctionnelle. . . .	54.3	49.7	55.2	60.0	56.5	74.8	72.7	76.4	78.4	78.5
Condamnés ayant encouru des condamnations de police qui, cumulées, équivalent à une condamnation correctionnelle	27.5	23.6	29.9	29.8	32.1	33.3	25.6	29.8	32.2	34.3

Il résulte de ces chiffres que les tribunaux, pris dans leur ensemble, après avoir montré une certaine circonspection en 1901 et 1902, semblent portés à faire de nouveau largement usage de la condamnation conditionnelle.

Les relevés statistiques avaient démontré que la proportion des rechutes après une condamnation conditionnelle était considérable. Cette constatation, rapprochée de la proportion élevée des condamnations conditionnelles, prouvait que les tribunaux ne se montraient pas assez circonspects en accordant aux condamnés un sursis à l'exécution de leur peine. Cette faveur, dans l'esprit de la loi, ne devait être accordée qu'aux condamnés primaires qui ont encore assez le sentiment de l'honneur pour qu'une menace de peine soit une peine suffisante. En fait, elle était accordée à la grande majorité des condamnés primaires, au point que beaucoup de condamnés croyaient avoir le droit de la revendiquer. Une circulaire du département de la justice du 12 août 1901 a rappelé aux parquets la prudence avec laquelle, au vœu de la loi, la condamnation conditionnelle doit être appliquée. Les chiffres transcrits permettent de juger des fruits qu'elle a portés.

TRIBUNAUX.	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'emprisonnement	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	PROPORTION des condamnés à l'emprisonnement conditionnel. 1903	1902	1901	1900	1899	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'amende.	TOTAL parmi les prévenus primaires : des condamnés à l'amende conditionnelle.	PROPORTION des condamnés à l'amende conditionnelle. 1903	1902	1901	1900	1899
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	1,871	1,065	56.8	48.6	51.3	59.8	51.6	1,601	1,077	67.3	69.8	70.2	61.1	71.8
Louvain	378	260	68.8	72 9	73.1	79.5	76.6	509	392	77.0	77.0	82.7	81.2	80.6
Nivelles	183	67	43 8	37.4	49.2	75.8	64.8	464	380	81.0	61.0	78.2	86.7	85.0
Anvers	1,045	651	62.3	50.7	59.3	59.7	59 2	1,303	1,026	78.7	71.4	74.7	77.6	77.1
Malines	136	65	47.8	44 1	67.1	77.8	70.0	204	192	72.7	78.2	76.5	89.5	90.3
Turnhout	246	164	66 7	60 6	71 0	78 4	66 3	975	182	69.2	73.1	70.3	69.6	64 3
Mons	447	234	56.8	47.9	56.4	59.5	58.6	309	254	82.2	82.0	80.7	81.6	85.6
Charleroi	958	442	47.1	37 2	36.5	40.6	40.3	1,149	869	75.6	65.4	55.4	71.7	65.5
Tournai	294	162	55.1	46.9	56.8	57.9	56.6	168	136	81.0	66.5	75.5	83.6	78.9
Gand	500	290	58.0	65.7	71.0	64.1	52.4	1,039	867	85.4	85.5	87.5	84.3	79.0
Audenarde	245	93	38.8	48.9	57 6	51.8	53.6	325	215	66.2	73.1	81.5	74.1	79.2
Termonde	603	241	40.0	46.9	57.6	65.3	61.2	1,061	520	49.9	61.1	67.9	73.5	66.0
Bruges	567	280	49.4	54.6	67.4	66.3	57.6	704	451	64.1	55.7	70.3	74.1	64.0
Courtrai	405	250	60.7	54.2	58.0	59.3	60.3	607	457	65.5	68.6	75.1	76.9	70.7
Furnes	171	120	70.2	66.7	66.4	65.5	60.7	242	207	83.6	92.0	88.1	91.4	88.9
Ypres	118	57	48.3	(48.9)	46.6	62.9	40.1	305	302	82.7	84.6	77.6	80.8	85.9
Liége	967	498	51.5	41.1	48.0	58.9	59.3	1,378	1,130	82.0	75.7	82.9	82.8	86.6
Huy	63	46	(73.0)	(75.5)	(60.3)	(63.0)	(68.1)	143	114	79.7	89.4	97.0	93.4	95.3
Verviers	110	68	57.1	39.4	36 8	35.2	41.1	347	300	88.2	69.2	77.4	57.8	76.4
Tongres	87	57	(65.5)	(52.1)	(51.0)	(57.8)	(72.9	250	212	81.9	76.4	87.0	90.9	85.5
Hasselt	145	121	82.8	87 2	78,6	78.3	68.8	322	235	70.2	87.7	87.4	90.3	89.5
Arlon	72	20	(27.8)	(17.1)	(28.0)	(35.4)	(38.8)	117	95	81.2	86.3	91.9	85.9	90.5
Marche	22	10	(45.5)	(45.8)	(61.8)	(30.0)	(59.0)	157	121	88.3	85.6	89.4	92.2	89.0
Neufchâteau	31	16	(51.6)	(32.4)	(40.0)	(30.0)	(51.7)	140	124	85.2	77.4	84.6	84.6	93.1
Namur	195	117	60.0	52.0	52.2	58.2	59.6	587	508	86.5	87.0	89.3	87.8	86.7
Dinant	98	22	(22.4)	26.4	29.3	34.9	40.2	365	274	75.1	68.1	83.3	91.3	90.8
En général	10,004	5,435	54.3	49.7	55.2	60.0	56.5	14,249	10,655	74.8	72.7	76.4	78.4	78.5

N. B. Les proportions sont mises entre parenthèses quand elles sont calculées sur des chiffres inférieurs à 100.

Durée des sursis. — Une condamnation conditionnelle est considérée comme non avenue si, pendant un délai dont la durée est fixée par le jugement, celui qui l'a encourue ne commet ni crime, ni délit. Les tribunaux déterminent librement la durée de cette épreuve, sauf qu'ils ne peuvent la prolonger au delà de cinq ans. De quelle manière ont-ils usé de la liberté d'appréciation que la loi leur a laissée; quelle est leur jurisprudence en cette matière?

Si, pour répondre à cette question, on répartit par durée les sursis accordés en 1903 par tous les tribunaux du pays, on n'obtient pas une série régulièrement graduée, mais une suite de chiffres qui, lus sur un diagramme, donneraient une courbe aux allures tourmentées.

Sur 100 sursis, on en a compté :

En 1903.	En 1902.	En 1901.	En 1900.	En 1899.		
—	—	—	—	—		
1.8	1.9	2.8	2.5	3.7	d'une durée de 6 mois et moins;	
9.4	8.9	9.4	10.3	14.5	id.	1 an;
7.8	6.5	9.1	8.0	7.8	id.	2 ans;
43.7	47.1	45.4	42.4	40.6	id.	3 id.
1.0	1.6	1.8	2.7	2.2	id.	4 id.
36.3	34.0	31.5	34.1	31.2	id.	5 id.
100.0	100.0	100.0	100.0	100.0		

Dans l'ensemble donc, les tribunaux ont une préférence marquée pour trois types de sursis : ceux d'une durée d'un an, de trois ans et de cinq ans. Le sursis de quatre ans, qui devrait, à première vue, former un stade d'épreuve intermédiaire entre ceux de trois et de cinq ans et d'importance proportionnellement égale à ces derniers, n'est appliqué qu'à un petit nombre de condamnations. En 1903, le tribunal d'Audenarde a été seul à l'employer dans une mesure considérable.

La faveur dont jouit le sursis de trois ans est toujours très grande.

Le sursis de cinq ans n'a pas perdu de son importance.

Les tribunaux mettent beaucoup de réserve à accorder les sursis de deux ans et d'une durée inférieure.

Si irrégulière que soit la disposition des chiffres pour l'ensemble des tribunaux, les différences dans la jurisprudence de chacun d'eux sont plus prononcées encore, comme on peut s'en convaincre par la lecture du tableau ci-dessous. Presque tous les tribunaux ont une préférence marquée pour quelques sursis; bien rares sont ceux qui en varient la durée suivant une échelle soigneusement mesurée à la gravité des condamnations.

TRIBUNAUX.	DURÉE DU SURSIS ACCORDÉ : 6 mois et moins.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	NOMBRE TOTAL des condamnations conditionnelles.
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	9	309	230	944	30	682	2,204
Louvain	—	101	1	474	—	85	661
Nivelles	—	15	1	6	—	427	447
Anvers	25	120	—	1,083	—	470	1,707
Malines	2	21	5	220	—	—	237
Turnhout	—	100	4	230	5	12	331
Mons	1	62	1	456	—	17	537
Charleroi	9	90	31	992	—	228	1,353
Tournai	—	10	4	21	—	280	315
Gand	—	17	83	498	—	590	1,190
Audenarde	—	8	17	63	80	145	313
Termonde	—	16	13	171	12	560	772
Bruges	—	13	37	133	2	540	735
Courtrai	—	12	11	11	—	663	697
Furnes	1	—	25	240	—	61	327
Ypres	—	20	—	33	—	303	303
Liége	34	224	340	670	21	390	1,679
Huy	4	46	81	20	—	5	165
Verviers	20	145	146	50	6	8	384
Tongres	1	34	16	213	3	1	270
Hasselt	—	1	74	283	—	19	377
Arlon	13	4	94	8	—	3	122
Marche	35	70	18	3	—	—	135
Neufchâteau	2	81	39	18	—	—	140
Namur	118	11	3	56	—	452	640
Dinant	21	7	2	204	2	2	298
Totaux	304	1,563	1,281	7,180	163	5,958	16,439

Rechutes survenues pendant la durée du sursis. — Un des résultats principaux qu'on s'est proposé d'obtenir par l'institution de la condamnation conditionnelle, c'est la diminution de la récidive. Quelques recherches commencées en 1899 sur les résultats de la loi à ce point de vue, ont été continuées en 1903. Elles ont pour objet de déterminer combien de condamnés commettent une nouvelle infraction avant l'expiration du sursis qui leur a été accordé.

On donne souvent à ces recherches le nom de « Statistique des rechutes », en attribuant au mot *rechute* le sens spécial de récidive survenue au cours du sursis accordé au délinquant par le jugement de condamnation conditionnelle.

On n'a pas, jusqu'à présent, fait le compte des condamnés conditionnellement qui récidivent après l'expiration de leur terme de sursis.

Avant 1902 la statistique des rechutes avait été dressée en comprenant dans les condamnations formant rechute non seulement les condamnations à une peine correctionnelle qui seules, avec celles à une peine criminelle, donnent lieu au retrait du sursis, mais également les condamnations à une peine de police; ces dernières avaient fait l'objet d'un relevé distinct.

Dans la statistique de 1903, on s'en est tenu aux termes de la loi du 31 mai 1888; il n'a plus été tenu compte des condamnations à une peine de police.

Comme dans celle de 1902, 1,844 délinquants condamnés antérieurement à une peine correctionnelle ont encouru, en 1903, une nouvelle condamnation correctionnelle pour une infraction commise avant que le sursis qui leur avait été accordé ne fût expiré. Leur nombre était de 1,985 en 1902, de 2,056 en 1901, de 1,754 en 1900 et de 1,586 en 1899.

Si l'on rapproche le nombre de ces rechutes du nombre des condamnations conditionnelles à une peine correctionnelle prononcées pendant l'année 1903, on trouve la proportion de 12.84 % contre 14.66 % en 1902, 13.96 % en 1901, 12.21 % en 1900 et 12.01 % en 1899.

Appels de police.

Les prévenus jugés en appel par les tribunaux correctionnels étaient, dans les statistiques antérieures à 1901, compris dans les chiffres des prévenus jugés par ces tribunaux en première instance. En 1901, ils en ont été séparés. Leur nombre s'est élevé, pendant l'année 1903, à 1,765, dont 1,182 condamnés et 583 acquittés. Dans ces chiffres ne sont pas compris 8 individus qui, mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques, se sont pourvus en appel devant le tribunal correctionnel.

La proportion des individus jugés en appel, comme appelants ou intimés, calculée sur le nombre des inculpés jugés par les tribunaux de police, échet à 19 pour 1,000 des individus renvoyés devant les tribunaux de police par les chambres du conseil du chef d'un délit prévu par le Code pénal ; à 15 pour 1,000 des inculpés poursuivis pour une contravention prévue par le Code pénal ; à 6 pour 1,000 des inculpés d'un délit ou d'une contravention prévue par une loi ou un règlement spécial. Au total, la proportion est de 11 appelants ou intimés sur 1,000 individus jugés par les tribunaux de police.

Le nombre des affaires de police déférées en appel aux tribunaux de première instance ne montre depuis quinze ans aucune tendance à se modifier.

Voici à quel chiffre annuel les appels se sont élevés depuis 1889 :

1889. . .	1,531	1894. . .	1,287	1899. . .	1,392
1890. . .	1,252	1895. . .	1,245	1900. . .	1,314
1891. . .	1,306	1896. . .	1,379	1901. . .	1,466
1892. . .	1,195	1897. . .	1,375	1902. . .	1,552
1893. . .	1,920	1898. . .	1,353	1903. . .	1,534

Comme les affaires susceptibles d'appel ont considérablement augmenté pendant cette période, il s'ensuit que, proportionnellement, le nombre des affaires frappées d'appel n'a pas augmenté. Rien, mieux que ces chiffres, ne peut témoigner de la sagesse des magistrats cantonaux : les inculpés comme le parquet ne réclament que fort rarement l'intervention de la magistrature supérieure.

4. — Cours d'appel.

Pendant plusieurs années on a fait remarquer que le chiffre des affaires déférées aux cours d'appel restait à peu près stationnaire depuis 1895. Cette période d'arrêt succédait au mouvement d'augmentation rapide qui avait caractérisé les années 1891, 1892, 1893. Tandis que l'année 1890 clôturait avec 1,994 affaires une période décennale où la moyenne des affaires déférées avait été de 1,988 par an, sans dépasser en 1888, année la plus forte, le chiffre de 2,355, la masse des affaires portées devant les cours d'appel grossissait subitement de 1891 à 1893 et dépassait en 1893 le chiffre de 3,000 (3,048), au-dessous duquel elle n'est plus descendue.

Le chiffre de l'exercice 1903 (4,062) est décisif ; il démontre que la période d'arrêt a nettement pris fin et que pendant les dernières années un nouveau mouvement ascensionnel des affaires s'est produit.

En dix ans, de 1893 à 1903, il y a eu une augmentation de 1,014 affaires.

Ce mouvement de hausse des affaires déférées aux cours d'appel a été beaucoup plus marqué que celui des affaires jugées par les tribunaux de première instance :

	Affaires jugées par les tribunaux de première instance.	Affaires portées devant les cours d'appel.
	—	—
1885.	31,341	1,955
1890.	33,148	1,994
1895.	34,288	3,331
1899.	39,943	3,615
1900.	39,570	3,412
1901.	42,677	3,482
1902.	42,911	3,613
1903.	43,006	4,062

Ces chiffres montrent que les recours à la juridiction supérieure sont beaucoup plus fréquents aujourd'hui qu'il y a quinze ans. Sur 1,000 jugements rendus par les tribunaux correctionnels, les prévenus ou le ministère public n'en attaquaient que 62 en 1885 et 60 en 1890, tandis qu'ils en ont attaqué 95 en 1895, 90 en 1899, 86 en 1900, 81 en 1901, 84 en 1902, 94 en 1903.

En comparant, par catégories, les infractions jugées par les cours d'appel durant la période 1881-1885 (1) à celles qui furent jugées successivement durant chacune des années 1900, 1901, 1902, on constatait que l'augmentation des appels avait été plus forte pour les crimes correctionnalisés et les contraventions aux lois spéciales que pour les délits prévus par le Code pénal. Lorsqu'on fait la même comparaison relativement à l'année 1903, on observe une très notable progression des appels pour les délits prévus par le Code pénal.

	Moyenne 1881-1885.	1903.	Différence % en plus.
	—	—	—
Crimes correctionnalisés. .	161	389	142 %
Délits prévus par le Code pénal	1,436	2,982	108 %
Délits prévus par des lois spéciales.	211	431	104 %

La différence en plus est cette fois de 108 % contre 72 % en 1902, 82 % en 1901, 76 % en 1900.

(1) C'est la dernière période, avant l'année 1898, où ces recherches aient été faites.

Le tableau ci-dessous donne le nombre des affaires introduites devant chaque cour depuis 1881 :

ANNÉES.	BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	TOTAL.
1881	767	454	345	1,566
1885	1,020	534	401	1,955
1890	1,025	582	389	1,994
1895	1,872	816	643	3,331
1896	1,542	1,032	661	3,235
1897	1,653	1,025	682	3,338
1898	1,448	968	785	3,201
1899	1,692	924	999	3,615
1900	1,657	1,002	773	3,412
1901	1,620	980	876	3,482
1902	1,744	1,000	869	3,613
1903	1,909	947	1,206	4,062

5. — Cours d'assises.

En 1903, les cours d'assises ont jugé 67 affaires. Ce nombre est encore inférieur de 23 unités à celui de l'année 1902 déjà signalé comme étant le plus bas depuis la revision du Code pénal (1868). Des 67 affaires, 2 étaient des poursuites pour délits politiques et de presse.

Le nombre des accusés de crimes jugés contradictoirement ou par contumace a été de 84. Voici la moyenne du nombre des accusés pendant les sept périodes quinquennales qui se sont écoulées depuis la revision du Code pénal (1868) :

Moyenne des accusés de crimes ordinaires de	1868 à 1872	...	154
Id.	id.	de 1873 à 1877	... 174
Id.	id.	de 1878 à 1882	... 166
Id.	id.	de 1883 à 1887	... 177
Id.	id.	de 1888 à 1892	... 179
Id.	id.	de 1893 à 1897	... 153
Id.	id.	de 1898 à 1902	... 118

Dans le recueil de statistique de l'année 1902, une réduction très sensible du nombre des accusés de crimes contre les propriétés a été constatée pour les dix dernières années, tandis que le nombre des accusés de crimes contre les personnes ne diminuait guère. En 1903, la réduction est plus forte pour ces derniers.

Quand on compare séparément, d'une part, dans la catégorie des crimes contre les personnes et, d'autre part, dans la catégorie des crimes contre les propriétés, jugés contradictoirement, les résultats de l'instruction orale à ceux de l'instruction faite antérieurement par écrit, on constate que, depuis 1898 jusqu'en 1903, sur un total de 434 accusés de crimes contre les personnes, le jury a admis l'accusation sans modification pour 210 individus, l'a rejetée complètement pour 97, l'a modifiée pour 127 ; que, sur un total de 226 accusés de crimes contre les propriétés, le jury a admis l'accusation sans modification pour 146 accusés, l'a rejetée complètement pour 59, l'a modifiée pour 21.

En matière de crimes contre les propriétés, le jury adhère donc plus souvent à l'acte d'accusation puisqu'il l'accepte entièrement pour 65 individus sur 100, alors qu'il ne l'admet que pour 48 individus en matière de crimes contre les personnes. Au contraire, c'est, beaucoup plus, à l'égard des accusés de cette dernière catégorie que les débats ont comme effet d'entraîner la conviction du jury dans un sens différent de l'accusation, car le jury modifie ou rejette l'accusation pour 52 sur 100 accusés de crimes contre les personnes, tandis qu'il rejette ou modifie l'accusation pour 35 sur 100 accusés de crimes contre les propriétés ; toutefois, l'influence de l'instruction orale en matière de crimes contre les personnes ne se traduit pas par une proportion supérieure d'acquittements (la proportion est même ici un peu moins forte, 22 % crimes contre les personnes, 26 % crimes contre les propriétés). Le résultat des débats est surtout d'amener le jury à modifier l'accusation, modifications laissant au fait le caractère de délit. (Accusations modifiées : crimes contre les personnes 29 %, crimes contre les propriétés 9 %.)

La proportion des acquittés parmi les accusés jugés contradictoirement pour crimes ordinaires va toujours décroissant depuis 1900.

Proportion des acquittés pour crimes ordinaires :

En 1898	24 %.
En 1899	27 %.
En 1900	32 %.
En 1901	23 %.
En 1902	19 %.
En 1903	17 %.

La période 1898-1902 comprenait 57 récidivistes sur 100 condamnés. L'année 1903 n'en compte que 43 sur 100 condamnés.

6. — Cour de cassation.

La seconde chambre de la cour de cassation a rendu, en 1903, 510 arrêts. C'est une augmentation de 84 arrêts sur le chiffre de 1902 (426). L'augmentation est due aux recours en matière électorale, qui de 55 passent à 163.

Le tableau ci-dessous permet de comparer le nombre des arrêts de chaque espèce rendus pendant la période décennale 1894-1903 :

NATURE DES ARRÊTS.		1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Arrêts statuant au fond, rendus en matière	criminelle	32	25	30	21	25	26	27	20	21	26
	correctionnelle	171	171	167	199	169	146	152	146	143	142
	de police	33	23	27	39	39	42	28	48	52	35
	pénale militaire	30	29	33	22	45	34	20	31	24	27
	de garde civique	10	20	4	9	171	121	200	70	72	64
	de milice	19	28	22	20	15	12	15	27	14	16
	électorale	538	25	57	34	75	134	119	41	55	163
	fiscale	10	1	2	3	—	9	9	4	9	5
Arrêts de désistement		5	4	4	9	4	3	3	2	—	—
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	correctionnelle	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
	de police	7	3	1	—	1	—	—	1	—	1
	autre	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrêts statuant sur des demandes concernant :	le règlement de juges	16	12	11	16	14	15	22	18	26	22
	l'art. 441 (instr. crim.) et la loi du 27 ventôse an VIII.	—	—	4	2	9	5	6	2	7	5
	l'art. 415 (instr. crim.)	1	3	5	9	2	2	1	—	2	2
	d'autres matières	—	—	—	5	—	—	1	3	1	2
TOTAUX		880	347	348	389	565	547	612	413	426	510

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique criminelle.

Les tableaux de la statistique criminelle pour l'année 1903 ont été dressés de la même manière que ceux relatifs aux années 1902, 1901, 1900, 1899. Comme ces derniers, ils donnent le nombre non plus des *condamnations individuelles*, mais celui des *individus condamnés*. Un délinquant condamné plusieurs fois durant l'année n'est compté qu'une fois et est inscrit dans les tableaux pour la dernière condamnation qu'il a encourue ou, s'il a été condamné à raison d'infractions concurrentes par différents jugements, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte. Cependant, pour permettre de comparer les résultats de 1903 à ceux de 1898, année dont la statistique ne fait mention que des condamnations individuelles, les totaux de chaque tableau donnent, à côté du nombre des condamnés, celui des condamnations individuelles.

7. — Nombre des condamnés.

Si, pour faire porter la comparaison sur les six années qu'embrasse actuellement la statistique criminelle, on mesure le mouvement de la criminalité au nombre des condamnations individuelles, on obtient le tableau suivant :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général.
1898.	22,004	19,169	42,073	9,559	3,587	12,726	54,799
1899.	24,556	20,953	45,469	10,148	3,674	13,822	59,291
1900.	24,380	21,779	46,159	9,569	3,717	13,286	59,445
1901.	23,732	24,214	47,946	10,039	4,370	14,198	64,344
1902.	25,115	24,126	49,239	10,214	4,870	15,084	64,323
1903.	23,193	24,033	47,230	9,308	4,860	14,168	61,398

Le chiffre des individus condamnés, qui n'a été établi en distinguant le sexe et les antécédents qu'à partir de 1899, donne les résultats que voici, assez différents des premiers :

	HOMMES.			FEMMES.			
	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Total général
1899.	25,150	17,443	40,593	9,770	3,145	12,915	53,508
1900.	25,099	18,134	41,233	9,203	3,231	12,434	53,687
1901.	24,227	20,015	44,242	9,307	3,770	13,376	57,618
1902.	25,707	20,238	45,963	9,734	4,089	13,843	57,808
1903.	21,904	20,241	42,145	8,931	4,208	13,139	55,304

Afin de mettre mieux en lumière l'influence que le choix de l'unité exerce sur les mouvements apparents de la criminalité, on a traduit ci-dessous en proportions les mouvements de la criminalité de 1899 à 1900, de 1900 à 1901, de 1901 à 1902 et de 1902 à 1903, d'après le nombre des condamnations individuelles et celui des condamnés :

	PRIMAIRES.		RÉCIDIVISTES.		TOTAL.		HOMMES et FEMMES.
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	
Mouvement de 1899 à 1900	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 0.63	— 5.70	+ 4.04	+ 1.17	+ 1.51	— 3.87	+ 0.25
Individus condamnés	— 0.22	— 5.78	+ 3.00	+ 3.37	+ 1.57	— 3.56	+ 0.32
Mouvement de 1900 à 1901	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	+ 3.54	+ 4.70	+ 11.18	+ 17.81	+ 8.20	+ 8.36	+ 8.24
Individus condamnés	+ 4.88	+ 4.28	+ 10.37	+ 10.24	+ 7.20	+ 7.40	+ 7.32
Mouvement de 1901 à 1902	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 2.40	+ 1.91	— 0.36	+ 11 21	— 1.41	+ 4.76	— 0.03
Individus condamnés	— 2.14	+ 1.63	+ 1.21	+ 8.20	— 0.63	+ 3.40	+ 0.32
Mouvement de 1902 à 1903	%	%	%	%	%	%	%
Condamnations individuelles	— 7.64	— 8.87	— 0.38	— 0.21	— 4.08	— 6.07	— 4 35
Individus condamnés	— 7.61	— 8.23	— 0.08	+ 2.91	— 4.14	— 4.04	— 4.33

Le tableau ci-dessous montre de combien chaque catégorie d'infractions a augmenté ou diminué d'une année à l'autre :

NATURE des INFRACTIONS.	HOMMES. PRIMAIRES. Année 1902.	Année 1903.	Différence en plus.	Différence en moins.	HOMMES. RÉCIDIVISTES. Année 1902.	Année 1903.	Différence en plus.	Différence en moins.	FEMMES. PRIMAIRES. Année 1902.	Année 1903.	Différence en plus.	Différence en moins.	FEMMES. RÉCIDIVISTES. Année 1902.	Année 1903.	Différence en plus.	Différence en moins.
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	11	19	8	—	9	7	—	2	—	—	—	—	1	—	—	1
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	41	29	—	12	19	27	8	—	6	12	6	—	2	4	2	—
Faux en écriture.	134	134	18	—	87	125	38	—	26	38	12	—	12	13	1	—
Faux témoignage et faux serment	31	23	—	8	9	16	7	—	5	6	1	—	4	2	—	2
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	225	270	45	—	108	150	42	—	49	46	—	3	11	15	4	—
Crimes et délits contre l'ordre public.	3,590	2,887	—	703	4,072	3,684	—	388	513	516	3	—	376	403	27	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	708	631	—	77	881	890	9	—	97	91	—	6	62	67	5	—
Crimes et délits contre l'ordre des familles	196	239	43	—	173	235	62	—	227	264	37	—	103	126	23	—
Crimes et délits contre la moralité publique	589	582	—	7	436	484	48	—	112	116	4	—	44	58	14	—
Meurtre	12	16	4	—	27	15	—	12	7	12	5	—	2	—	—	2
Lésions corporelles volontaires	12,025	11,440	—	585	9,369	9,378	9	—	4,081	3,687	—	393	1,509	1,610	101	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	69	83	14	—	72	96	24	—	8	5	—	3	1	5	4	—
Calomnies et injures	1,008	814	—	194	620	581	—	39	1,247	1,019	—	228	411	440	29	—
Violation de sépulture.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	—	3	3	—	—	2	2	—	1	1	—	—	2	—	—	2
Vols et maraudages.	2,804	2,592	—	212	2,481	2,568	84	—	2,713	2,310	—	203	1,287	1,194	—	93
Banqueroute.	68	83	15	—	22	39	17	—	14	15	1	—	4	1	—	3
Escroqueries et abus de confiance	674	698	24	—	608	742	134	—	200	304	14	—	91	120	29	—
Recel	252	214	—	18	280	268	—	12	178	153	—	25	81	76	—	5
Incendie	8	1	—	7	9	8	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—
Destructions et dommages.	1,282	1,128	—	154	975	946	—	29	147	125	—	22	86	74	—	12

Parmi les 55,304 condamnés de 1903, 4,842 ont encouru plusieurs condamnations pendant l'année.

Ces condamnations répétées se sont élevées, au total, à 6,094 contre 6,515 en 1902, 6,726 en 1901, 5,758 en 1900, et 5,783 en 1899. Durant chacune de ces années, elles se sont réparties entre les condamnés de la manière suivante :

		1899	1900	1901	1902	1903
Individus condamnés 2 fois pendant l'année.		3,839	3,765	4,337	4,031	3,021
Id.	3 id.	602	587	718	680	694
Id.	4 id.	129	107	193	217	173
Id.	5 id.	52	49	38	63	29
Id.	6 id.	14	15	24	20	14
Id.	7 id.	1	2	1	7	5
Id.	8 fois et plus.	7	5	10	8	14

Au point de vue de la procédure, il est à remarquer que, sur ces 6,094 condamnations, 4,063 concernaient des infractions qui se trouvaient en concours (1) avec d'autres précédemment jugées, de telle sorte qu'elles n'ont produit aucune modification de l'état pénal de l'individu qui les encourait : le condamné primaire est resté primaire, le condamné récidiviste n'a pas passé à un groupe supérieur de récidive.

Les 2,031 autres condamnations répétées concernaient des faits commis en 1903, après une condamnation prononcée elle-même en 1903. Ces condamnations constituaient donc une rechute, une récidive pour celui qui les a subies et, de ce chef, 516 hommes et 138 femmes ont été inscrits, en 1903, d'abord parmi les condamnés primaires, puis dans la catégorie des récidivistes.

(1) Il y a concours d'infractions, *concursus delictorum*, dans le sens général du mot, quand un individu s'est rendu coupable de deux ou plusieurs infractions sans qu'il ait été condamné pour l'une d'elles au moment où il a commis l'autre. (NYPELS, *Législation criminelle de la Belgique*. Comm. II, nº 252.)

8. — Sexe.

La répartition des condamnés par sexe est sujette à très peu de variations. Le nombre des hommes et des femmes condamnés chaque année, se maintient dans un rapport presqu'aussi constant que celui des individus de chaque sexe existant au sein de la population du pays. Sur 1,000 condamnés, on comptait, en 1899, 241 femmes, en 1900 et en 1901, 232; en 1902, 239; et en 1903, 238 femmes.

On a naguère suffisamment fait ressortir la constance du rapport qui se manifeste entre les condamnés des deux sexes, pour qu'il soit inutile d'insister à nouveau.

Quant au taux de la criminalité, en prenant pour base les chiffres de la population fournis par l'*Annuaire statistique* (population au 31 décembre de l'année précédente) on arrive à le fixer comme suit :

Sur 10,000 habitants, on compte :

	Hommes.	Femmes.
1899.	122	39
1900.	122	36
1901 (1).	133	40
1902.	130	40
1903.	123	38

La répartition par nature de peines, est aussi significative, au point de vue de la comparaison entre la criminalité masculine et la criminalité féminine (2).

		1899	1900	1901	1902	1903
Sur 100 condamnés à une peine correctionnelle.	hommes	88	88	88	87	87
	femmes	12	12	12	13	13
Sur 100 condamnés à une peine de police.	hommes	64	64	63	62	62
	femmes	36	36	37	38	38

Le tableau ci-dessous, dressé dans la même forme que les années précédentes, établit, par nature d'infractions, la répartition qui vient d'être donnée par nature de peines :

NATURE DES INFRACTIONS.	NUMÉROS de la NOMENCLATURE.	NOMBRE DES CONDAMNÉS. Hommes.	Femmes.	SUR 100 CONDAMNÉS. NOMBRE DES Hommes.	Femmes.	Répartition par nature d'infractions de 1,000 hommes condamnés.	Répartition par nature d'infractions de 1,000 femmes condamnées.
	1	2	3	4	5	6	7
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	26	—	100.0	—	0.6	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	2	56	16	77.8	22.2	1.3	1.2
Faux en écritures	3	277	51	84.5	15.5	6.6	3.9
Faux témoignage et faux serment.	4	39	8	83.0	17.0	0.9	0.6
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	410	61	87.3	12.7	10.0	4.6
Crimes et délits contre l'ordre public	6, 7, 8	6,371	949	87.4	12.6	155.9	72.1
Id. id. la sécurité publique	9	1,521	158	90.6	9.4	36.1	12.0
Id. id. l'ordre des familles.	10, 11, 12, 13, 20	474	380	55.5	44.5	11.2	28.9
Id. id. la moralité publique	14, 15, 16, 17, 18, 19	1,066	184	85.3	14.7	25.3	14.0
Meurtre	21, 22	51	12	72.1	27.9	0.7	0.9
Lésions corporelles volontaires.	23, 24, 25, 26	20,818	5,207	79.7	20.3	494.0	402.5
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	170	10	94.7	5.3	4.3	0.8
Calomnies et injures	28, 29	1,375	1,459	48.5	51.5	32.6	110.9
Violation du secret des lettres et du secret professionnel.	32, 33	5	1	83 3	16.7	0.1	0.1
Vols et maraudages	34, 35, 36	5,100	5,704	58.2	41.8	122.4	281.5
Banqueroute	37	122	16	88.4	11.6	2.9	1.2
Escroqueries et abus de confiance.	38, 39	1,440	424	77.3	22.7	34.2	32.2
Recel	40	482	220	67.8	32.2	11.5	17.4
Incendie	41, 42	9	1	90.0	10.0	0.2	0 1
Destructions et dommages.	43, 44, 45	2,074	190	91.2	8.8	49.2	15.1
TOTAUX.		42,145	13,159	76.2	23 8	1,000.0	1,000.0

(1) Il est à remarquer que les chiffres de 1901 ont été calculés en prenant pour base le recensement général de 1900.
(2) Le calcul porte sur les infractions qui donnent lieu à une subdivision par nature de peines dans la statistique criminelle.

9. — Etat civil.

La répartition des habitants du royaume par état civil, telle qu'elle résulte du recensement effectué le 31 décembre 1900, diffère sensiblement de celle qu'on avait constatée lors du recensement précédent.

Sur 1,000 habitants de chaque sexe âgés de 16 ans au moins, on compte 418 célibataires, 522 mariés (1), 60 veufs ou divorcés, parmi les hommes; 377 célibataires, 509 mariées, 114 veuves ou divorcées parmi les femmes.

Les condamnés d'âge correspondant se répartissent dans des proportions très différentes.

Sur 1,000 condamnés âgés de 16 ans au moins (2) il y a :

	Chez les hommes.		
	Célibataires.	Mariés.	Veufs ou divorcés.
En 1899.	559	428	13
En 1900.	558	425	17
En 1901.	550	432	18
En 1902.	545	435	20
En 1903.	543	435	22

	Chez les femmes.		
	Célibataires.	Mariées.	Veuves ou divorcées.
En 1899.	281	671	48
En 1900.	272	681	47
En 1901.	268	683	49
En 1902.	256	695	49
En 1903.	262	692	46

En rapprochant le chiffre des condamnés célibataires, mariés, veufs ou divorcés, des catégories correspondantes de la population, telles que le recensement de 1900 nous les fait connaître, on constate qu'en 1903 :

Sur 1,000 hommes célibataires, il y a eu 25 condamnés.
Id. hommes mariés, il y a eu 16 condamnés.
Id. hommes veufs ou divorcés, il y a eu 7 condamnés.
Sur 1,000 femmes célibataires, il y a eu 4 condamnées.
Id. femmes mariées, il y a eu 8 condamnées.
Id. femmes veuves ou divorcées, il y a eu 2 condamnées.

La grande différence de criminalité que l'on remarque entre les célibataires et les gens mariés et la disposition en sens contraire des chiffres, selon qu'il s'agit d'hommes ou de femmes, ne doit pas être attribuée uniquement à l'influence qu'exercent sur l'individu le célibat et le mariage. L'âge intervient comme un élément important dans la solution du problème.

A défaut d'un tableau qui donne la répartition des condamnés de chaque âge par état civil, on peut se rendre un compte assez exact de l'influence qu'exercent sur la criminalité chacun des facteurs : âge et état civil, en calculant quelle doit être, d'après le recensement général de la population, la proportion des célibataires et des gens mariés parmi les condamnés de chaque âge. En réunissant pour chaque sexe les chiffres ainsi obtenus et en les comparant aux résultats de la statistique criminelle donnés plus haut, on obtiendra, par voie de différence, une évaluation de la part d'influence qui doit être attribuée à l'état civil sur la criminalité.

Les résultats de ce calcul sont donnés dans le tableau ci-dessous :

AGE.	HOMMES.			FEMMES.		
	PROPORTION des célibataires d'après le recensement.	CHIFFRE PRÉSUMÉ DES CONDAMNÉS		PROPORTION des célibataires d'après le recensement.	CHIFFRE PRÉSUMÉ DES CONDAMNÉES	
		célibataires.	mariés, veufs ou divorcés.		célibataires.	mariées, veuves ou divorcées.
16 à moins de 21 ans.	99.2	7,070	61	95.0	1,853	96
21 à id. de 25 id.	82.2	6,650	1,440	67.5	1,231	592
25 à id. de 30 id.	40.8	4,527	4,561	40.8	941	1,565
30 à id. de 35 id.	20.8	1,665	5,021	26.8	527	1,441
35 à id. de 40 id.	21.2	866	3,210	21.1	331	1,256
40 à id. de 45 id.	17.8	502	2,316	18.2	228	1,025
45 à id. de 50 id.	16.1	306	1,595	17.1	159	770
50 à id. de 55 id.	15.7	195	1,050	16.4	105	555
55 à id. de 60 id.	15.5	127	690	16.1	58	290
60 à id. de 70 id.	15.4	112	615	16.5	53	266
70 ans et plus.	15.5	22	110	16 4	11	59
TOTAL.		22,751	19,390		5,477	7,680

(1) Le recensement n'établit pas de distinction entre les mariés avec enfants et les mariés sans enfants.

(2) Les calculs n'embrassent que les condamnés âgés de 16 ans ou plus. Les condamnés de moins de 16 ans ont été déduits des célibataires. Il ne saurait en résulter d'erreur dans les calculs, puisqu'il n'y avait en Belgique, lors du recensement de 1900 que 82 femmes de moins de 16 ans qui n'étaient pas célibataires. Tous les hommes de moins de 16 ans étaient célibataires.

Il résulte de ces chiffres que si l'état civil n'exerce aucune influence sur la criminalité, la proportion des mariés, veufs ou divorcés, sur l'ensemble des condamnés, doit être de 460 °/₀₀ pour les hommes, de 584 °/₀₀ pour les femmes.

En réalité elle est, parmi les condamnés du sexe masculin, comme on vient de le voir de 457 °/₀₀ et parmi les condamnés du sexe féminin de 738 °/₀₀.

L'influence de l'état civil sur la criminalité masculine se montre nulle puisqu'assurément la différence est insignifiante entre 460 et 457. Pour les femmes, au contraire, la différence est grande entre 584 et 738; elle prouve manifestement l'action défavorable du mariage sur la criminalité féminine.

Pourquoi la vie conjugale exerce-t-elle sur la femme cette influence funeste? *A priori* on serait tenté d'en rechercher la cause dans la misère, dans la tentation que peut éprouver une mère de famille de subvenir par des moyens malhonnêtes aux charges de son ménage, mais il a été constaté (voir statistiques de 1898, 1899, 1900) que cette cause n'est point la vraie, puisque la criminalité n'est pas plus forte chez les femmes ayant des enfants que chez celles qui n'en ont pas. Le tableau ci-dessous, qui répartit les condamnés par état civil et par nature d'infractions, confirme cette constatation en montrant que la criminalité des femmes mariées dépasse davantage celle des célibataires quand il s'agit de délits contre les personnes que lorsqu'il s'agit de délits contre les propriétés.

NATURE DES INFRACTIONS.	HOMMES.			FEMMES.		
	Célibataires.	Veufs ou divorcés.	Mariés.	Célibataires.	Veuves ou divorcées.	Mariées.
Crimes et délits contre l'ordre public	511	21	468	245	64	691
Crimes et délits contre la moralité publique	567	49	384	—	—	—
Lésions corporelles volontaires.	548	17	453	258	30	725
Calomnies et injures	588	55	570	191	62	747
Vols et maraudages.	606	22	572	347	44	609
Escroqueries et abus de confiance.	441	57	522	315	69	618
Destructions et dommages.	665	15	522	221	35	744
EN GÉNÉRAL.	544	22	434	264	46	690

10. — Ivrognerie.

Avant d'exposer les modifications qui, depuis 1898, se sont produites dans les rapports entre l'ivresse alcoolique et la criminalité, il est utile de rappeler de quelle manière sont dressées les statistiques relatives à l'ivrognerie.

Ces statistiques font connaître :

1° Le nombre des condamnés qui ont encouru une condamnation pour infraction à la loi sur l'ivresse (art. 1, 2 et 3), soit avant la condamnation pour laquelle ils sont inscrits dans la statistique, soit en même temps que celle-ci;

2° Le nombre des condamnés qui ont agi sous l'influence de la boisson, si même ils ne se trouvaient pas en ce moment dans l'état d'ivresse occasionnant du scandale, du désordre ou du danger, que la loi punit.

Comme le fait remarquer la statistique de 1898, « ces deux ordres de renseignements sont évidemment de valeur statistique inégale : les premiers sont des faits constatés par un jugement, les seconds une simple appréciation émise par les employés de justice chargés de rédiger les bulletins transmis au casier judiciaire. Mais cette appréciation, venant de gens sérieux qui l'ont formulée le dossier du condamné sous les yeux, constitue pour le moins une indication dont on aurait tort de ne pas tenir compte ».

On verra plus loin, par la statistique des infractions individuelles, que les condamnations pour infractions à la loi sur l'ivresse publique (art. 1, 2, 3) ont passé de 21,118 en 1899 à 23,244 en 1900, à 27,160 en 1901, à 26,747 en 1902 et à 22,916 en 1903.

A ne prendre que les *condamnations individuelles* (1) encourues par des individus ayant contrevenu à la loi sur l'ivresse publique, on trouve pour chacune de ces années sur 100 *condamnations individuelles :*

	Parmi les primaires	Parmi les récidivistes
	du sexe masculin.	
En 1898	8.66 °/₀	31.17 °/₀
En 1899	10.82 °/₀	36.68 °/₀
En 1900	11.52 °/₀	39.65 °/₀
En 1901	13.39 °/₀	42.03 °/₀
En 1902	13.24 °/₀	42.82 °/₀
En 1903	11.96 °/₀	41.83 °/₀

individus condamnés pour infraction à la loi sur l'ivresse.

Tous les chiffres concourent donc à démontrer que les délits imputables à des délinquants atteints à un degré quelconque du vice de l'ivrognerie, restent nombreux.

(1) Ceci afin de pouvoir comparer les chiffres de 1898 à ceux de 1899, de 1900, de 1901 et de 1902.

Cependant la réduction qui s'était légèrement accusée en 1902, s'est marquée bien davantage pendant l'année 1903. On compte en effet 3,831 condamnations de moins qu'en 1902 et 4,244 de moins qu'en 1901. L'interruption dans la marche ascendante des chiffres, concluait-on l'année dernière, tout en laissant au fléau de l'alcoolisme son caractère redoutable, autorise peut-être un espoir et mérite d'être signalée.

Aujourd'hui on observe avec satisfaction qu'à un arrêt succède une baisse. Mais l'avenir seul dira ce que ce recul a de momentané ou de décisif.

Les femmes heureusement résistent mieux que les hommes aux attractions de l'alcool. Le nombre de celles qui y cèdent reste minime.

Les trois tableaux suivants établissent quels sont les délits où l'on rencontre le plus grand nombre d'ivrognes. On trouve dans le dernier de ces tableaux, lequel réunit les individus qui ont agi en état d'ivresse à ceux qui ont été condamnés de ce chef, les chiffres très suggestifs que voici :

Parmi les condamnés primaires, 15.97 % des condamnés pour crimes et délits contre la moralité publique; 25.35 % des auteurs de destructions de propriétés; 36.75 % des condamnés pour crimes et délits contre l'ordre public étaient des ivrognes.

Parmi les récidivistes, les proportions atteignent 46.90 %; 51.69 %; 62.65 % d'ivrognes!

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant agi en état d'ivresse, qu'ils aient ou non encouru une condamnation pour ivresse.							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DE CONDAMNÉS.				PROPORTIONS POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	19	7	—	—	3	2	—	—	15.79	28.57	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	29	27	12	4	2	—	—	—	6.90	—	—	—
Faux en écritures	152	125	38	13	—	1	—	—	—	0.80	—	—
Faux témoignage et faux serment	23	16	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	270	150	46	15	12	11	—	—	4.44	7.33	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public	2,887	3,684	516	405	917	1,482	44	55	31.76	40.22	8.06	13.65
Id. id. la sécurité publique.	631	890	91	67	86	96	1	1	13.63	10.79	1.10	1.49
Id. id. l'ordre des familles	239	255	264	126	—	1	—	—	—	0.45	—	—
Id. id. la moralité publique.	582	484	116	58	53	63	4	5	9.11	13.02	3.45	8.47
Meurtre	16	15	12	—	1	1	—	—	6.25	6.67	—	—
Lésions corporelles volontaires	11,440	9,578	3,087	1,610	747	815	11	20	6.53	8.68	0.30	1.24
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	83	96	5	5	8	16	—	—	9.64	16.67	—	—
Calomnies et injures	814	561	1,019	440	37	35	2	5	4.55	6.24	0.20	1.14
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,592	2,568	2,310	1,194	22	55	1	1	0.85	1.36	0.04	0.08
Banqueroute	83	59	15	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroqueries et abus de confiance	698	742	304	120	1	7	—	—	0.14	0.94	—	—
Recel	214	268	153	76	1	—	—	1	0.47	—	—	1.32
Incendie	1	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	1,128	946	125	74	225	223	6	10	19.95	23.57	4.80	13.51
TOTAUX DU TABLEAU	21,904	20,241	8,951	4,208	2,115	2,786	69	98	9.66	13.77	0.77	2.33
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	23,195	24,035	9,308	4,860	2,238	3,349	71	110	9.65	13.93	0.76	2.26

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse (qu'ils aient ou non commis l'infraction sous l'influence de la boisson).							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	19	7	—	—	3	5	—	—	15.79	71.43	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	29	27	12	4	4	5	1	—	13.79	18.52	8.33	—
Faux en écritures	152	125	38	13	8	19	1	3	5.26	15.20	2.63	23.08
Faux témoignage et faux serment	23	16	6	2	2	4	—	—	8.70	25.00	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	270	150	46	15	17	42	—	1	6.30	28.00	—	6.67
Crimes et délits contre l'ordre public	2,887	3,684	516	405	981	2,274	51	95	33.98	61.73	9.34	23.57
Id. id. la sécurité publique	631	890	91	67	88	296	1	4	13.95	33.26	1.10	5.97
Id. id. l'ordre des familles	239	255	264	126	17	69	3	9	7.11	29.36	1.14	7.14
Id. id. la moralité publique.	582	484	116	58	86	224	3	13	14.78	46.28	4.31	22.41
Meurtre	16	15	12	—	—	1	—	—	—	6.67	—	—
Lésions corporelles volontaires	11,440	9,578	3,087	1,610	889	3,201	16	91	7.77	34.13	0.43	5.65
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	83	96	5	5	8	48	—	1	9.64	50.00	—	20.00
Calomnies et injures	814	561	1,019	440	40	164	3	29	4.91	29.23	0.29	6.59
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	2,592	2,568	2,310	1,194	154	859	11	52	5.94	33.45	0.44	4.36
Banqueroute	83	59	15	1	1	7	—	—	1.20	17.95	—	—
Escroqueries et abus de confiance	698	742	304	120	34	212	2	10	4.87	28.57	0.66	8.33
Recel	214	268	153	76	7	90	2	1	3.27	33.58	1.31	1.32
Incendie	1	8	1	—	—	3	—	—	—	37.50	—	—
Destructions et dommages	1,128	946	125	74	219	472	10	19	19.41	49.90	8.00	25.68
TOTAUX DU TABLEAU	21,904	20,241	8,951	4,208	2,558	7,995	106	328	11.68	39.50	1.18	7.79
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	23,195	24,035	9,308	4,860	2,773	10,055	114	399	11.95	41.83	1.22	8.21

NATURE DES INFRACTIONS.	Nombre de condamnés.				Condamnés ayant encouru au moins une condamnation pour ivresse ou ayant commis l'infraction en état d'ivresse.							
	HOMMES.		FEMMES.		NOMBRE DES CONDAMNÉS.				PROPORTION POUR CENT.			
					Hommes.		Femmes.		Hommes.		Femmes.	
	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou qui portent atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution . . .	10	7	—	—	3	5	—	—	15.79	71.43	—	—
Contrefaçon de monnaies, effets publics, timbres, etc.	20	27	12	4	4	5	1	—	13.79	18.52	8.33	—
Faux en écritures	152	125	38	13	8	19	1	3	5.26	15.20	2.63	23.08
Faux témoignage et faux serment.	23	16	0	2	2	4	—	—	8.70	25.00	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	270	150	40	15	20	43	—	1	7.41	28.67	—	6.67
Crimes et délits contre l'ordre public . . .	2,887	3 684	340	403	1,061	2,508	56	97	36.75	68.65	10.26	24.07
Id. id. la sécurité publique.	631	890	91	67	115	505	1	4	18.23	54.01	1.10	5.97
Id. id. l'ordre des familles.	239	235	204	126	17	69	3	9	7.11	29.36	1.14	7.14
Id. id. la moralité publique.	582	484	116	58	93	227	7	13	15.98	46.90	6.03	22.41
Meurtre	10	15	12	—	1	2	—	—	6.25	13.33	—	—
Lésions corporelles volontaires.	11.440	9,378	3,087	1,610	1,180	5,296	20	94	10.31	55.15	0.54	5.84
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	83	96	5	5	10	49	—	1	12.05	51.04	—	20.00
Calomnies et injures	814	561	1,019	440	55	169	4	29	6.76	30.12	0.39	6.59
Violation du secret des lettres et du secret professionnel	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages.	12,592	2,568	2,510	1,194	163	862	11	52	6.29	33.56	0.44	4.36
Banqueroute	83	39	15	1	1	7	—	—	1.20	17.95	—	—
Escroqueries et abus de confiance.	698	742	304	129	34	213	2	10	4.87	28.71	0.66	8.33
Recel	214	268	153	76	7	90	2	1	3.27	33.58	1.31	1.32
Incendie	1	8	1	—	—	3	—	—	—	37.50	—	—
Destructions et dommages.	1,128	946	125	74	286	489	10	19	25.35	51.69	8.00	25.68
TOTAUX DU TABLEAU.	21,904	20,241	8,951	4,208	3,060	8,163	118	333	13.97	40.33	1.32	7.91
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.	23,195	24,035	9,308	4,860	3,295	10,245	126	404	14.21	42.63	1.35	8.31

11. — Age.

Les tableaux suivants donnent la répartition des condamnés par âge d'abord en chiffres absolus, puis proportionnellement au nombre pour chaque âge.

AGE.	HOMMES.						FEMMES.					
	1902			1903			1902			1903		
	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.	Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.
Moins de 16 ans	120	13	133	105	2	107	13	1	14	28	—	28
De 16 à moins de 18 ans . .	2,011	246	2,257	1,744	212	1,956	646	49	695	582	40	622
De 18 id. 21 ans . .	4,650	1,738	6,388	4,267	1,713	5,980	1,096	229	1,325	1,032	227	1,279
De 21 id. 25 ans . .	4,626	3,740	8,366	4,451	3,639	8,090	1,364	514	1,878	1,300	514	1,823
De 25 id. 30 ans . .	4,775	4,080	8,855	3,922	4,766	8,688	1,633	735	2,368	1,514	792	2,306
De 30 id. 35 ans . .	2,482	3,257	5,739	2,323	3,263	5,586	1,328	676	2,004	1,225	743	1,968
De 35 id. 40 ans . .	1,753	2,439	4,192	1,650	2,420	4,085	1,118	601	1,719	934	613	1,567
De 40 id. 45 ans . .	1,261	1,695	2,956	1,145	1,673	2,818	820	471	1,300	770	481	1,251
De 45 id. 50 ans . .	909	1,048	1,957	797	1,104	1,901	617	333	950	581	348	929
De 50 id. 55 ans . .	639	686	1,345	566	679	1,245	456	244	700	413	225	638
De 55 id. 60 ans . .	402	352	814	410	398	817	306	128	434	240	117	357
De 60 id. 70 ans . .	483	291	774	415	314	727	280	94	374	228	91	319
De 70 ans et plus	123	49	172	92	49	141	63	14	77	53	17	70
Age inconnu.	13	4	17	4	—	4	5	—	5	2	—	2

AGE.	RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 hommes.		RÉPARTITION PAR AGE de 1,000 femmes.	
	1902	1903	1902	1903
Moins de 16 ans.	3.0	2.5	1.0	2.1
De 16 à moins de 18 ans	51.4	46.4	50.2	47.3
De 18 id. 21 ans	145.3	141.9	95.8	97.2
De 21 id. 25 ans	190.4	192.0	135.7	138.6
De 25 id. 30 ans	201.5	206.2	171.1	175.3
De 30 id. 35 ans	130.6	132.6	144.8	140.6
De 35 id. 40 ans	95.4	96.9	124.2	119.1
De 40 id. 45 ans	67.3	66.9	93.9	93.1
De 45 id. 50 ans	44.5	45.1	68.7	70.6
De 50 id. 55 ans	30.6	29.5	50.6	48.5
De 55 id. 60 ans	18.5	19.4	31.4	27.1
De 60 id. 70 ans	17.6	17.3	27.0	24.2
De 70 ans et plus	3.9	3.3	5.6	5 3

Ces tableaux ont sans doute leur intérêt. Mais ils ne deviennent vraiment expressifs que par la comparaison avec l'état de la population générale. Le nombre des condamnés divisé selon les âges, doit être mis en regard des catégories formées parmi les habitants du royaume.

Déjà, en 1900 et en 1901 on avait rapproché les chiffres que donne la statistique criminelle de ceux que fournissait le recensement général de 1900. On a fait la même opération cette année en tenant compte de l'augmentation de la population au cours de 1902. Les chiffres de 1900 ont été augmentés de deux fois la moyenne annuelle de l'accroissement de la population constatée de 1890 à 1900.

AGE.	HOMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population masculine nombre des			FEMMES. Sur 1,000 personnes d'âge correspondant de la population féminine, nombre des		
	condamnés primaires.	condamnés récidivistes.	condamnés primaires et récidivistes réunis.	condamnées primaires.	condamnées récidivistes.	condamnées primaires et récidivistes réunies.
1	2	3	4	5	6	7
16 à moins de 18 ans.	15.4	1.6	15.0	4.5	0.5	4.8
18 id. 21 ans.	22.0	8.9	30.9	5.4	1.2	6.6
21 id. 25 ans.	17.9	14.6	32.5	5.5	2.1	7.4
25 id. 30 ans.	15.7	16.7	30.4	5.3	2.8	8.1
30 id. 35 ans.	9.3	15.1	22.4	5.0	3.0	8.0
35 id. 40 ans.	7.6	11.2	18.8	4.4	2.8	7.2
40 id. 45 ans.	6.0	8.7	14.7	3.9	2.5	6.4
45 id. 50 ans.	5.1	7.1	12.2	3.6	2.2	5.8
50 id. 55 ans.	4.2	5.0	9.2	2.9	1.6	4.5
55 id. 60 ans.	3.2	3.0	6.2	1.7	0.9	2.6
60 id. 70 ans.	2.2	1.7	3.9	1.1	0.5	1.6
70 ans et plus.	0.8	0.4	1.2	0.4	0.1	0.5

Le maximum de la criminalité masculine est atteint entre les âges de 21 et 25 ans. Pour les primaires, si l'âge de 18 à 21 ans est l'époque spécialement critique, celui qui va de 18 à 30 ans constitue tout entier une période périlleuse. Quant aux récidivistes, c'est entre 21 et 30 ans que sont les chiffres les plus forts.

Le nombre des récidivistes comparé à celui des condamnés primaires est plus faible de 18 à 25 ans, mais plus fort de 25 à 45 ans.

La criminalité féminine atteint son maximum entre 25 et 30 ans. La période, qui s'étend de la vingt-unième à la trente-cinquième année est, en 1903, la plus chargée; elle renseigne les proportions les plus fortes. Il est à noter que, chez les femmes, à aucun moment, les récidivistes ne l'emportent sur les primaires; la différence entre les deux groupes est très sensible.

12. — Répartition géographique des condamnés.

Comme le faisait remarquer le premier volume de la statistique judiciaire (1898), une étude sur la répartition géographique des condamnés doit, pour être complète, se faire d'après au moins deux bases différentes. La première est le lieu de naissance du condamné. Elle fait connaître l'influence que le lieu d'origine exerce sur la criminalité. La seconde est le lieu où le fait délictueux a été commis. Cette dernière base traduit l'action du milieu où le condamné se trouve au moment de l'accomplissement du délit.

Les recherches faites à ce double point de vue n'ont pu être simultanées; elles ont été sériées. Les publications de 1898, 1899, 1900 ont donné la répartition des condamnés par lieu de naissance. La publication de 1901 et la présente publication la donnent suivant l'arrondissement où les faits ont été commis. On trouvera dans le tableau ci-dessous la relation entre le chiffre des habitants de chaque arrondissement et celui des condamnés qui ont contrevenu à la loi pénale :

Population au 31 décembre 1902.

ARRONDISSEMENTS.	HOMMES primaires.	HOMMES récidivistes.	TOTAL.	FEMMES primaires.	FEMMES récidivistes.	TOTAL.
Bruxelles	7.5	6.9	14.2	2.6	1.2	3.8
Louvain	4.7	4.1	8.8	2.7	1.1	3.8
Nivelles	6.4	4.5	10.9	3.8	1.7	5.5
Anvers	6.8	6.9	13.7	2.6	1.2	3.8
Malines	5.6	4.9	10.5	1.7	0.5	2.2
Turnhout	5.9	5.7	11.6	2.0	0.8	2.8
Mons	6.1	5.3	11.4	4.1	2.4	6.5
Charleroi	8.3	8.7	17.0	4.3	3.0	7.3
Tournai	4.9	3.9	8.8	1.7	0.6	2.3
Gand	6.3	7.7	14.0	1.8	0.7	2.5
Audenarde	5.1	4.3	9.4	1.1	0.4	1.5
Termonde	6.3	4.9	11.2	1.8	0.5	2.3
Bruges	7.0	7.5	14.5	2.5	0.8	3.1
Courtrai	7.4	8.5	15.9	2.0	1.0	3.0
Furnes	5.8	6.7	12.5	1.4	0.7	2.1
Ypres	7.2	6.3	13.5	1.4	0.7	2.1
Liége	7.1	5.4	12.5	3.0	1.6	5.5
Huy	3.4	2.3	5.7	2.5	1.3	3.8
Verviers	4.6	4.1	8.7	1.5	0.9	2.4
Tongres	4.1	3.2	7.3	1.3	0.5	1.8
Hasselt	6.0	3.8	9.8	2.8	1.0	3.8
Arlon	6.3	4.4	10.7	1.9	0.6	2.5
Marche	4.0	3.2	7.2	1.3	0.6	1.9
Neufchâteau	5.7	3.6	9.3	2.1	0.3	2.4
Namur	7.0	5.4	12.4	3.3	1.9	5.2
Dinant	5.4	3.4	8.8	1.8	0.6	2.4
Le Royaume	6.4	5.9	12.3	2.6	1.2	3.8

Rangés par ordre décroissant de criminalité, les divers arrondissements se placent dans l'ordre suivant :

Condamnés par 1,000 habitants. — Hommes.		Femmes.	
Charleroi	17.0	Charleroi	7.3
Courtrai	15.9	Mons	6.5
Bruges	14.5	Nivelles et Liége	5.5
Bruxelles	14.2	Namur	5.2
Gand	14.0	Bruxelles, Louvain, Anvers, Huy et Hasselt	3.8
Anvers	13.7	Bruges	3.1
Ypres	13.5	Courtrai	3.0
Furnes et Liége	12.5	Turnhout	2.8
Namur	12.4	Gand et Arlon	2.5
Turnhout	11.6	Neufchâteau, Verviers et Dinant	2.4
Mons	11.4	Tournai et Termonde	2.3
Termonde	11.2	Malines	2.2
Nivelles	10.9	Ypres et Furnes	2.1
Arlon	10.7	Marche	1.9
Malines	10.5	Tongres	1.8
Hasselt	9.8	Audenarde	1.5
Audenarde	9.4		
Neufchâteau	9.3		
Louvain, Tournai et Dinant	8.8		
Verviers	8.7		
Tongres	7.3		
Marche	7.2		
Huy	5.7		

Il convient de renouveler la remarque faite l'année dernière.

Les coefficients qui précèdent n'étant établis que sur les condamnations prononcées pendant une année ne peuvent être considérés comme l'expression précise de l'état moral des différents arrondissements. L'activité plus ou moins grande des tribunaux peut accroitre dans une certaine mesure le nombre des condamnés. Aussi convient-il, pour écarter l'influence de cet élément étranger, de ne baser de conclusion que sur les chiffres réunis de plusieurs années. Telles qu'elles sont, les séries ci-dessus données sont intéressantes. Elles montrent que dans un même arrondissement, la criminalité féminine et la criminalité masculine ont un aspect tout différent et elles prouvent par les différences qui existent entre les arrondissements appartenant à une même région, combien est complexe le problème de l'influence du milieu sur la criminalité.

13. — Classement des récidivistes par degré. — Récidive générale (générique) et récidive spéciale (spécifique).

La récidive a été étudiée sous son double aspect d'intensité et de qualité, d'une façon identique en 1903, en 1902, en 1901, en 1900 et en 1899. Les chiffres de ces années, et même partiellement ceux de l'année 1898, sont donc comparables et l'on peut, en les rapprochant, d'un côté vérifier l'exactitude des rapports et des proportions précédemment calculés, de l'autre apercevoir les modifications qui se sont produites dans la répartition des récidivistes par degré et par groupe.

I. — La proportion des condamnés primaires, pour les hommes et pour les femmes, a encore diminué. Cependant, en 1902, on notait déjà qu'elle était la plus faible de celles relevées jusqu'alors. Elle atteint chez les premiers : 51.97 contre 53.92 en 1902, 54.76 en 1901, 56.02 en 1900, 57.02 en 1899. Chez les secondes : 68.02 contre 70.46 en 1902, 71.74 en 1901, 73.89 en 1900, 75.64 en 1899. La part des récidivistes (en ce qui concerne les hommes), dans l'ensemble des condamnés, suit donc une augmentation régulière, augmentation qui se répartit sur les différents degrés.

	1903.	Primaires.	Récidivistes. 1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus.	21,004	7,028	4,041	2,346	1,473	1,017	711	535	418	298	1,396
	Proportions . .	*51.97*	*18.81*	*9.58*	*5.56*	*3.49*	*2.55*	*1.68*	*1.31*	*0.99*	*0.70*	*3.31*
Femmes.	Chiffres absolus.	8,051	2,287	812	408	216	135	91	63	49	27	118
	Proportions . .	*68.02*	*17.37*	*6.17*	*3.10*	*1.64*	*1.02*	*0.69*	*0.49*	*0.37*	*0.20*	*0.89*

	1902.	Primaires.	Récidivistes. 1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus.	23,707	8,123	4,014	2,335	1,518	1,028	744	529	393	285	1,289
	Proportions . .	*53.92*	*18.47*	*9.12*	*5.31*	*3.45*	*2.33*	*1.69*	*1.20*	*0.89*	*0.64*	*2.93*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,754	2,183	811	405	253	147	75	51	30	36	118
	Proportions . .	*70.46*	*15.76*	*5.85*	*2.92*	*1.68*	*1.06*	*0.54*	*0.36*	*0.21*	*0.26*	*0.85*

	1901.	Primaires.	Récidivistes. 1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus.	24,227	8,018	4,154	2,196	1,441	992	755	554	399	269	1,297
	Proportions . .	*54.76*	*18.12*	*9.51*	*4.96*	*3.25*	*2.24*	*1.66*	*1.20*	*0.90*	*0.60*	*2.95*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,597	2,065	777	363	194	128	64	40	30	26	92
	Proportions . .	*71.74*	*15.42*	*5.80*	*2.72*	*1.45*	*0.95*	*0.47*	*0.29*	*0.22*	*0.19*	*0.68*

	1900.	Primaires.	Récidivistes. 1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus.	25,099	7,481	3,846	2,086	1,308	870	651	449	306	236	1,172
	Proportions . .	*56.02*	*18.04*	*8.59*	*5.05*	*3.17*	*2.15*	*1.57*	*1.08*	*0.74*	*0.62*	*2.84*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,205	1,808	667	315	157	89	58	35	25	17	82
	Proportions . .	*75.89*	*14.51*	*5.35*	*2.52*	*1.26*	*0.71*	*0.46*	*0.28*	*0.18*	*0.13*	*0.65*

	1899.	Primaires.	Récidivistes. 1er degré.	2e degré.	3e degré.	4e degré.	5e degré.	6e degré.	7e degré.	8e degré.	9e degré.	10e degré et au delà.
Hommes.	Chiffres absolus.	23,150	7,220	3,562	2,008	1,258	845	597	425	313	244	984
	Proportions . .	*57.02*	*17.80*	*8.77*	*4.97*	*3.04*	*2.07*	*1.47*	*1.04*	*0.77*	*0.60*	*2.42*
Femmes.	Chiffres absolus.	9,770	1,758	655	286	136	80	45	47	20	20	91
	Proportions . .	*75.64*	*13.61*	*5.05*	*2.21*	*1.05*	*0.61*	*0.34*	*0.36*	*0.15*	*0.22*	*0.70*

La probabilité avec laquelle un condamné récidivera à nouveau a été calculée cette année encore, et les chiffres des années antérieures ont été rappelés.

				Hommes. 1899	1900	1901	1902	1903	Femmes. 1899	1900	1901	1902	1903
Les récidivistes au	1er	degré sont aux	condamnés primaires dans la proportion de	51.2	52.5	55.09	34.20	36.19	17.9	19.6	21.49	22.38	25.55
Id.	2e	id.	récidivistes au 1er degré id.	49.2	47.4	51.55	49.41	50.97	37.1	36.8	37.66	37.15	35.50
Id.	3e	id.	id. 2e id. id.	56.5	58.8	55.12	58.16	58.05	45.7	47.2	46.07	40.05	50.24
Id.	4e	id.	id. 3e id. id.	61.6	62.7	65.61	65.01	62.78	47.5	49.8	55.15	57.53	52.94
Id.	5e	id.	id. 4e id. id.	69.6	67.2	68.84	67.72	73.12	58.8	56.6	65.97	63.09	62.50
Id.	6e	id.	id. 5e id. id.	70.8	74.0	74.09	72.37	66.01	»	»	»	»	»
Id.	7e	id.	id. 6e id. id.	70.8	68.9	72.75	71.10	77.77	»	»	»	»	»
Id.	8e	id.	id. 7e id. id.	74.4	68.1	74.71	74.20	73.58	»	»	»	»	»
Id.	9e	id.	id. 8e id. id.	77.4	83.6	67.41	72.51	71.20	»	»	»	»	»

14. — Nombre des infractions individuelles. — Leur répartition par localités et par mois.

On a continué, en 1903, les recherches commencées en 1899 sur le nombre d'infractions commises par chacun des délinquants compris dans la statistique criminelle. S'il est intéressant de connaître combien d'individus différents ont été frappés par la justice dans le cours d'une année, il ne l'est pas moins de mesurer la puissance criminelle de ces délinquants par le nombre de faits pour lesquels ils ont été condamnés. Pour établir cette comparaison dans tous ses termes, il faudrait posséder assurément une statistique des infractions proprement dite, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions indépendamment de celui de leurs auteurs, où l'on compte, par exemple, les vols commis sans avoir égard au nombre des voleurs. Mais, faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises ou, si l'on veut, le nombre des infractions subjectives, au lieu de celui des infractions objectives. Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement, ils n'ont commis qu'un seul vol qualifié; subjectivement, ils se sont rendus coupables chacun d'un tel crime. Une statistique des infractions ne compterait qu'un vol; la statistique des infractions individuelles dont il est question dans le présent chapitre, en comptera trois.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer avec toute la rigueur désirable l'intensité de la criminalité chez les primaires et chez les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, les moyennes et les petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité, enfin de mettre en relief l'importance exacte de chaque espèce d'infraction. Il importe de remarquer, quant à ce dernier point, que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont réellement, parce que, si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que

pour une autre plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de la première. Qu'un individu soit condamné, par exemple, à un mois de prison pour rébellion, à 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et à 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique, on ne l'inscrit qu'une fois à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité. Dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs, un bris de clôture.

I. — Les infractions individuelles jugées en 1903 ont été au nombre 73,483 commises par 55,304 délinquants. Les chiffres de 1902 avaient été de 76,864 infractions pour 57,808 condamnés; les chiffres de 1901 de 77,752 infractions pour 57,618 condamnés; les chiffres de 1900, 69,757 infractions pour 53,508 condamnés. Le rapport numérique des condamnés aux infractions individuelles qui représente l'activité délictueuse moyenne d'un condamné en une année déterminée, après avoir été de 1.31 en 1899, de 1.29 en 1900, s'être relevé à 1.34 en 1901, est en 1903 comme en 1902, de 1.33.

37,577 infractions furent commises par des condamnés primaires, 35,906 par des condamnés récidivistes. Sur 100 infractions individuelles, 48.8 ont été commises par des récidivistes. En 1902 la proportion était de 46.5, en 1901 la proportion était de 46.1 %, celle de 1900 était de 45 %, celle de 1899 de 43.5 %.

Si on calcule, comme on vient de le faire, pour l'ensemble des condamnations, l'action délictueuse moyenne d'un délinquant primaire et d'un récidiviste, on trouve les coefficients suivants :

Primaires : 31,509 (1) condamnés, 37,577 infractions = 1.19 infraction par condamné (1.20 en 1902, 1.20 en 1901, 1.16 en 1900, 1.17 en 1899).

Récidivistes : 24,449 condamnés, 35,906 infractions = 1.47 infraction par condamné (1.47 en 1902, 1.50 en 1901, 1.47 en 1900, 1.49 en 1899).

II. — Pour la répartition des infractions individuelles suivant l'importance des communes où elles ont été commises, on a rangé les communes du royaume en quatre catégories, ainsi disposées :

	Population totale au 31 décembre 1901.	Proportion % de la population du royaume.
1re catégorie : communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants au moins	1,235,293	18.16
2e catégorie : communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants .	520,039	7.65
3e catégorie : communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants . .	896,029	13.18
4e catégorie : communes de moins de 10,000 habitants	4,148,638	61.01

Le nombre d'infractions individuelles commises par les individus condamnés en 1903 a été, dans chacune de ces catégories de communes, de :

1re catégorie : 18,358 infractions ou 149 par 10,000 habitants.
2e id. 6,816 id. 131 id. id.
3e id. 13,530 id. 151 id. id.
4e id. 33,850 id. 82 id. di.

Ces chiffres avaient été en 1902 de :

1re catégorie : 17,392 infractions ou 136 par 10,000 habitants.
2e id. 7,299 id. 146 id. id.
3e id. 13,793 id. 160 id. id.
4e id. 37,533 id. 89 id. id.

En 1901 de :

1re catégorie : 18,746 infractions ou 149 par 10,000 habitants.
2e id. 7,049 id. 142 id. id.
3e id. 13,830 id. 167 id. id.
4e id. 37,316 id. 89 id. id.

En 1900 de :

1re catégorie : 17,142 infractions ou 138 par 10,000 habitants.
2e id. 5,867 id. 127 id. id.
3e id. 11,615 id. 140 id. id.
4e id. 34,568 id. 83 id. id.

Et en 1899 de :

1re catégorie : 17,795 infractions ou 147 par 10,000 habitants.
2e id. 5,581 id. 122 id. id.
3e id. 11,104 id. 139 id. id.
4e id. 35,418 id. 85 id. id.

L'année 1903, si l'on excepte la première catégorie, présente des chiffres meilleurs que les chiffres de l'année 1902. Celle-ci était déjà, pour trois catégories, en progrès sur 1901. Mais la criminalité en 1903 et 1902 reste supérieure à ce qu'elle fut en 1900 et 1899.

La proportion des infractions individuelles commises dans les communes de moins de 10,000 habitants est inférieure en 1903, à celle qui fut relevée pendant les quatre précédentes années.

La baisse des infractions individuelles commises dans les communes ou agglomérations de 100,000 habitants au moins, ne s'est pas maintenue. L'année 1903 donne la même proportion que l'année 1901.

Dans l'ensemble du pays, le nombre des infractions individuelles se traduit par les proportions suivantes :

1899 : 70,398 infractions ou 106 par 10,000 habitants.
1900 : 69,757 id. 105 id. id.
1901 : 77,572 id. 115 id. id.
1902 : 76,864 id. 113 id. id.
1903 : 73,483 id. 108 id. id.

(1) On obtient ce chiffre en ajoutant aux 30,853 condamnés primaires (tableau XXXV, col. 7) 654 individus condamnés comme primaires puis comme récidivistes dans le cours de l'année 1903. Dans ce tableau ces individus sont comptés parmi les récidivistes (col. 8).

Les tableaux ci-dessous montrent de combien les infractions qui entraînent un nombre élevé de condamnations ont varié en nombre, d'abord dans l'ensemble du pays, puis dans chaque catégorie de communes :

NATURE DES INFRACTIONS.	ANNÉES. 1899	1900	1901	1902	1903	Augmentation de 1902 à 1903.	Diminution de 1902 à 1903.
Faux en écritures	434	263	394	415	474	59	—
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	582	644	822	804	903	139	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	9,045	10,378	12,050	12,387	10,706	—	1,681
Crimes et délits contre la sécurité publique	2,140	2,302	2,469	2,730	2,592	—	138
Crimes et délits contre la moralité publique	1,735	1,651	1,776	1,706	1,706	—	00
Adultère et bigamie	549	508	541	680	822	142	—
Lésions corporelles volontaires	31,846	31,297	34,094	32,626	31,869	—	757
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	246	231	263	218	277	59	—
Calomnies et injures	3,605	3,600	3,881	3,871	3,354	—	517
Vols et maraudages	10,570	10,720	12,486	12,572	11,476	—	1,096
Abus de confiance, escroqueries, tromperies	3,254	2,725	3,235	3,078	3,665	587	—
Recel	841	896	979	1,017	972	—	45
Destructions et dommages	4,088	4,090	4,131	4,198	4,030	—	168

NATURE des INFRACTIONS (1).	NUMÉROS de la nomenclature.	NOMBRE D'INFRACTIONS PAR 10,000 HABITANTS dans les communes de 100,000 habitants et plus. 1899	1900	1901	1902	1903	25,000 à moins de 100,000 habitants. 1899	1900	1901	1902	1903	10,000 à moins de 25,000 habitants. 1899	1900	1901	1902	1903	moins de 10,000 habitants. 1899	1900	1901	1902	1903
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers	7, 8	29	30	33	32	31	21	25	27	20	23	20	20	24	26	21	9	9	10	11	9
Outrage aux mœurs	18, 19	3	2	2	2	3	2	2	2	2	2	1	1	2	2	2	1	1	1	1	0,8
Adultère	20	2	2	2	3	3	1	1	1	2	1	1	1	1	2	3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Lésions corporelles volontaires	23, 24, 25	56	50	53	47	51	52	55	58	62	56	65	65	77	70	70	42	41	43	42	39
Calomnies et injures	28, 29	6	5	5	6	6	6	6	6	7	7	5	6	8	8	6	4	4	4	5	4
Vols et maraudages	31, 35, 36	22	22	25	22	23	15	17	21	10	17	19	20	26	27	23	13	12	14	15	13
Vols et maraudages punis d'une peine correctionnelle	35	20	21	24	20	24	13	15	18	16	14	10	10	12	14	12	5	5	6	6	6
Vols et maraudages punis d'une peine de police	36	1	0,0	1	1	0,0	2	2	3	3	3	9	9	14	14	11	7	7	8	9	7
Escroqueries et abus de confiance	38, 39	12	10	9	10	12	7	5	7	7	7	5	4	7	4	5	2	1	1	2	2
Destructions et dommages	44, 45	3	4	4	4	4	4	5	5	6	5	9	9	10	9	10	6	6	5	6	6

(1) Pour ne pas compliquer ce tableau, on n'y a inscrit que les infractions dont la répartition par commune a semblé présenter le plus d'intérêt. Il est aisé de le compléter en utilisant les chiffres du tableau XLI.

Nombre des infractions commises pendant l'année 1900.

Un tableau donne le nombre complet des infractions *commises* pendant une année déterminée. C'est en 1902, pour la première fois, que pareil tableau a pu être dressé, parce que l'époque où une infraction est jugée suit quelquefois d'assez loin celle où elle fut commise; les tribunaux statuent parfois à la limite extrême du délai de prescription.

Le tableau dénombre toutes les infractions individuelles *commises* pendant l'année 1900, qu'elles aient été *jugées* en 1900, ou qu'elle l'aient été en 1901, 1902, 1903.

Le total des infractions commises et celui des infractions jugées différaient très peu en ce qui concerne l'année 1899; et cette similitude des chiffres s'observait même en ce qui concerne les quatre catégories entre lesquelles la statistique judiciaire répartit la population (communes ou agglomérations de 100,000 habitants et plus; communes de 25,000 à moins de 100,000; de 10,000 à moins de 25,000; de moins de 10,000).

Les recherches faites sur l'année 1900 ne conduisent pas à semblables constatations.

Il sera intéressant de rapprocher les résultats des deux années 1899 et 1900.

Mais ces études comparatives entre deux années seulement ne permettent pas de tirer des conclusions.

INFRACTIONS.		1re Catégorie.			2e Catégorie.			3e Catégorie.			4e Catégorie.			Total des 4 catégories.		
		Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.	Primaires.	Récidivistes.	Total.
En 1899	commises.	8,301	*9,467*	17,858	2,737	*2,914*	5,651	5,862	*5,235*	11,097	21,522	*14,035*	35,557	38,512	*31,651*	70,163
	jugées . .	8,862	*8,933*	17,795	2,807	*2,774*	5,581	6,027	*5,077*	11,104	21,773	*13,645*	35,418	39,469	*30,429*	69,898
En 1900	commises.	9,485	*9,498*	18,983	3,420	*3,300*	6,720	7,501	*6,055*	13,356	21,872	*14,784*	36,656	42,088	*33,637*	75,715
	jugées . .	8,252	*8,910*	17,142	2,923	*2,912*	5,867	6,161	*5,454*	11,615	20,673	*13,895*	34 568	37,991	*31,201*	69,192

N. B. — Il n'a pas été tenu compte, dans ces chiffres, des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé et des infractions commises à l'étranger.

Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique (loi du 16 août 1887).

I. — *Faits d'ivresse jugés en 1903.*

Les condamnations prononcées contre des individus coupables de s'être enivrés d'une façon scandaleuse, dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui, ont été au nombre de 22,916. C'est une diminution de 3,831, soit 14.32 % sur le chiffre de 1902 : 26,747. Ce dernier chiffre était déjà inférieur de 413 unités ou 1.5 % au chiffre de 1901.

Les chiffres se répartissent de la manière suivante entre les différentes catégories de communes :

	1899	1900	1901	1902	1903
	—	—	—	—	—
Communes de la 1re catégorie	9,418	9,865	10,631	10,731	9,194
Id. 2e id.	1,908	2,344	3,170	2,745	2,376
Id. 3e id.	4,281	4,819	5,698	5,714	5,296
Id. 4e id.	5,511	6,216	7,661	7,557	6,050

En 1902, la baisse était légère. Elle est, cette fois, considérable et appelle l'attention.

Pour apprécier ce qui est dû à un développement réel de l'ivrognerie et ce qui peut être attribué à la sévérité plus ou moins grande de la police, il faut distinguer les faits d'ivresse isolés des fait d'ivresse connexes à un delit. La répression des premiers doit nécessairement varier avec l'esprit qui anime les agents de la police et les autorités locales. Les seconds, au contraire, sont l'accessoire d'un délit et sont poursuivis en même temps que celui-ci. Leur nombre varie principalement sous l'action des causes qui font varier les chiffres de la criminalité en général.

Les faits d'ivresse poursuivis isolément ont été au nombre de :

	En 1899	En 1900	En 1901	En 1902	En 1903
	—	—	—	—	—
Dans les communes de la 1re catégorie de	8,175	8,472	9,051	9,053	7,812
Id. id. 2e id.	1,495	1,796	2,506	2,061	1,816
Id. id. 3e id.	3,306	3,653	4,385	4,493	4,171
Id. id. 4e id.	3,618	4,015	5,016	5,073	3,922

Les faits d'ivresse poursuivis comme connexes à un délit ont été au nombre de :

	En 1899	En 1900	En 1901	En 1902	En 1903
	—	—	—	—	—
Dans les communes de la 1re catégorie de	1,243	1,393	1,577	1,678	1,382
Id. id. 2e id.	413	548	664	684	560
Id. id. 3e id.	975	1,166	1,313	1,221	1,125
Id. id. 4e id.	1,893	2,201	2,645	2,484	2,128

La diminution s'étant fait sentir pendant les deux dernières années, on en mesure l'importance en prenant comme base l'année 1901. C'est ce qu'établissent les proportions suivantes :

Faits d'ivresse poursuivis isolément.

	Diminution de 1901 à 1903
	—
Pour les communes de la 1re catégorie	14 %
Id. id. 2e id.	28 %
Id. id. 3e id.	5 %
Id. id. 4e id.	22 %

Faits d'ivresse poursuivis comme connexes à un délit.

	Diminution de 1901 à 1903
	—
Pour les communes de la 1re catégorie	12 %
Id. id. 2e id.	16 %
Id. id. 3e id.	14 %
Id. id. 4e id.	20 %

II. — *Faits d'ivresse commis en 1901 et en 1902.*

La plupart des infractions à la loi sur l'ivresse publique sont des contraventions dont la poursuite est prescrite après un délai d'un an maximum. On a donc connu à la fin de l'année 1903 tous les faits d'ivresse *commis* en 1902 qui ont été suivis d'une condamnation. A ce relevé est joint celui de 1901.

	Faits d'ivresse		Faits d'ivresse	
	jugés en 1901	commis en 1901	jugés en 1902	commis en 1902
	—	—	—	—
Communes de la 1re catégorie	10,631	10,605	10,731	10,379
Id. 2e id.	3,170	3,134	2,745	2,648
Id. 3e id.	5,698	5,645	5,714	5,581
Id. 4e id.	7,661	7,753	7,557	7,245
	27,160	27,137	26,747	25,853

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1902-1903

I. — Justices de paix.

Bureau de conciliation.

Le nombre des affaires de la compétence des tribunaux civils de première instance, portées préalablement en conciliation devant les juges de paix du royaume, s'est élevé, pendant l'année judiciaire 1902-1903, à 2,990; en outre, il y eu 439 affaires rayées du rôle et restées sans suite connue des juges.

Des 2,990 affaires, 564 (19 %) ont été conciliées, 2,426 (81 %) ne l'ont pas été.

Juridiction contentieuse.

Dans leurs attributions judiciaires, les juges de paix ont eu à statuer sur 120,905 affaires; celles-ci dépassent de 3,905 le chiffre de l'année précédente.

Ces affaires ont été terminées :

13,350 (110 sur 1,000) par des jugements contradictoires;
9,437 (78 id.) id. par défaut;
250 (2 id.) id. d'incompétence;
Et 183 (2 id.) en vertu de l'article 7 du Code de procédure civile.

Les 97,625 (808 sur 1,000) causes restantes ont été terminées à l'amiable, ou sont restées sans suite.

Sur les 23,220 jugements, les juges de paix en ont prononcé 15,246 (66 %) en dernier ressort. Les autres, au nombre de 7,974 (34 %), étaient susceptibles d'appel.

La loi du 9 août 1887, réglant la procédure en expulsion des locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer, a permis aux juges de paix de statuer sur 3,930 demandes de cette nature.

Il a été rendu 4,016 jugements préparatoires ou interlocutoires. Les mesures les plus fréquemment ordonnées sont les enquêtes et les expertises.

Les audiences de justice de paix, au nombre de 16,802 en 1902-1903, ont eu une durée, pour la plupart, de deux à trois heures.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix ont présidé 21,451 conseils de famille, reçu 872 actes d'émancipation et procédé à 1,067 levées de scellés.

Le nombre des procès-verbaux de ventes mobilières reçus par les greffiers a été de 381; celui des actes reçus *pro Deo* s'est élevé à 15,973, soit une augmentation de 44 sur le total de l'année précédente.

La plus grande partie de ces actes reçus *pro Deo* concernait les conseils de famille (nomination de tuteurs, subrogés tuteurs, etc.).

Le nombre d'actes de toute nature reçus par les notaires du royaume s'est élevé, en 1903, à 258,947 pour une population de 6,896,079 habitants au 31 décembre 1902, soit 375 actes par 10,000 habitants.

La proportion des actes reçus par les notaires pendant l'année 1902 n'est pas de 364 par 10,000 habitants mais de 374 si, comme cette fois, l'on prend pour base de calcul, la population au 31 décembre de l'année précédente, soit au 31 décembre 1901 (6,789,999 habitants).

Ce relevé se répartit comme suit :

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 134,432 actes (52 p. c.), ce qui représente 295 actes par notaire;

Dans le ressort de la cour d'appel de Gand, 51,045 actes (20 p. c.), ou 154 actes par notaire;

Et, pour le ressort de la cour d'appel de Liége, 73,470 actes (28 p. c.), ou 244 par notaire.

Le tableau qui suit permettra de se rendre compte de la marche des affaires pendant la période 1897-1898 à 1901-1902, comparée à l'année 1902-1903 :

ANNÉES.	BUREAU DE CONCILIATION. Affaires		JURIDICTION CONTENTIEUSE. Affaires sur citation terminées		JURIDICTION GRACIEUSE.				ACTES REÇUS par LES NOTAIRES.	
	conciliées.	non conciliées.	à l'amiable ou restées sans suite.	par jugements.	Conseils de famille.	Scellés.	Ventes de biens.	Actes reçus pro Deo.		
1897-1898.	537	2,296	5,633	19,085	20,554	1,052	4,197	15,767	239,291	1898
1898-1899.	519	2,536	5,650	19,082	20 893	1,095	4.090	12.911	238,041	1899
1899-1900.	553	2,225	5,055	18,644	22,122	1,151	5,044	14.401	249,227	1900
1900-1901.	566	2,455	5,280	20,028	20,970	1,165	5,941	14,050	252,596	1901
1901-1902.	585	2,550	5.538	21,857	20,043	1,006	4,024	15,020	254,528	1902
TOTAL. . .	2,801	11,682	27,165	99,694	105,482	5,469	20,196	71,938	1,233,483	
MOYENNE. .	560	2,336	5,457	19,979	21,096	1,094	4,059	14,388	246,697	
1902-1903.	564	2,426	5,528	25,087	21,451	1,007	4,102	15 975	258,947—1903	

II. — Tribunaux de première instance.

Affaires à juger.

Les tribunaux civils de première instance ont été saisis de 11,515 affaires nouvelles en 1902-1903; celles-ci se divisent en 5,809 affaires ordinaires et 5,706 affaires sommaires.

Les premières forment donc un peu plus de la moitié du nombre total.

A ces 11,515 affaires nouvelles s'ajoutent 10,481 affaires anciennes; de ce nombre, 10,223 étaient pendantes au commencement de l'année judiciaire; 142 ont été réinscrites après avoir été rayées et 116 causes ont été reportées au rôle par suite d'opposition à des jugements par défaut.

Les tribunaux ont donc eu à juger 21,996 affaires, soit 1,048 en plus que l'année précédente.

Ces affaires se répartissent de la manière suivante, par ressort de cour d'appel :

COURS D'APPEL.	CAUSES ANCIENNES pendantes au commencement de l'année judiciaire.	réinscrites au rôle.	sur opposition à des jugements par défaut.	TOTAL.	CAUSES NOUVELLES.	TOTAL GÉNÉRAL.
Bruxelles.	7,289	74	84	7,447	6,832	14,270
Gand.	648	2	2	652	1.695	2,347
Liége	2,286	66	30	2,382	2 988	5 370
TOTAUX. . . .	10,223	142	116	10,481	11,515	21,996

Affaires terminées.

De ces 21,996 causes à juger, 11,223 ont été terminées, savoir :

4,626 (41.22 %) par des jugements contradictoires;
3,077 (27.42 %) par des jugements par défaut;
3,520 (31.36 %) par transaction, abandon, radiation.

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 10,773 affaires ou 48.98 % du total des affaires à juger.

Nature des affaires.

Les affaires terminées par des jugements sont renseignées dans le tableau XLIX, sous les divers titres des codes dont les dispositions ont été appliquées.

On y rencontre, en ce qui touche les actions les plus fréquemment introduites :

I. — Livre Ier du Code civil : 40 affaires rentrant sous le titre du mariage, 409 demandes en pension alimentaire, 1,030 relatives au divorce, 106 relatives à la séparation de corps, 102 en interdiction, 59 nominations de conseil judiciaire.

II. — Livre II : 140 affaires relatives aux biens et aux différents modes d'acquérir la propriété, dont 34 concernaient les propriétés immobilières, 106 les propriétés mobilières.

III. — Livre III : 789 demandes relatives aux partages et liquidations, 52 aux donations entre vifs et aux testaments, 47 relatives à l'exécution des conventions, 1,197 pour non-payement de sommes, 318 demandes rentrant sous le titre du contrat de mariage, 58 rentrant sous le titre de la vente, 47 relatives à la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Les procès en dommages-intérêts intentés sont nombreux (782). Ils sont classés par catégorie à la suite du tableau XLIX.

370 affaires se rapportaient à des saisies-arrêts ou oppositions et 267 à des saisies immobilières.

La loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation forcée a fourni matière à 598 procès.

Communication au ministère public.

Le ministère public, en vertu de l'article 83 du Code de procédure, a donné des conclusions dans 4,433 cas sur 7,703 affaires (57.5 %).

Dans 4,192 affaires, ces conclusions ont été conformes; dans 241, contraires au jugement.

Durée des procès.

La durée des procès est indiquée, tant pour les affaires terminées que pour celles qui restaient à juger à la fin de l'année judiciaire, dans le tableau XLVIII.

Sur les 7,703 affaires terminées par des jugements, 4,481 (58 %) ont été terminées dans les six mois de leur inscription; 1,758 (22 %) du sixième au douzième mois et 1,464 (19 %) après ce délai. Les procès qui restent inscrits au rôle pendant plus d'une année forment donc un peu plus du cinquième du total des affaires terminées par des jugements.

Affaires restant à juger.

Sur les 10,773 affaires restant à juger au 1er août 1903, 4,902 (46 %) avaient moins de six mois d'inscription; 2,502 (23 %) avaient de six mois à un an; 3,369 (31 %) étaient inscrites depuis plus d'un an.

L'arriéré de 1901-1902 était de 10,223 affaires; il y a donc encore augmentation notable de 550 affaires pour cette année. Cet arriéré dépasse le nombre des affaires jugées dans un certain nombre de tribunaux.

Le tableau qui suit compare la moyenne des affaires civiles en général, pour la période quinquennale 1897-1898 à 1901-1902 aux résultats de l'année 1902-1903 :

AFFAIRES DU ROLE GÉNÉRAL.		ANNÉE 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1897-1898 à 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.
Affaires à juger.		17,761	18,702	19,254	20,187	20,948	96,852	19,370	21,996
Nature des affaires à juger . .	Anciennes.	7,805	8,224	9,194	9,515	9,986	44,722	8,944	10.481
	Nouvelles	9,958	10,478	10,060	10,672	10,962	51 930	10,386	11,515
Résultat des affaires.	Affaires jugées contradictoirement.	4,316	4,195	4,452	4,453	4,301	21,695	4.379	4,620
	Id. par défaut	3,085	3,005	2,914	3,055	3,069	15,126	3,025	3 077
	Affaires rayées du rôle, transactions, désistement	2,421	2,611	2,624	2,916	3,329	13,901	2,780	3,520
	TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES. . . .	9,822	9,807	9,990	10,404	10,699	50,722	10,140	11,223
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.		7,959	8,895	9.264	9,785	10,249	46,130	9.226	10,773

Avant faire droit.

Les tribunaux ont encore prononcé 7,191 jugements avant de statuer au fond, soit 64 sur 100 affaires terminées.

Affaires sur requête.

Le nombre des affaires sur requêtes s'est élevé, en 1902-1903, à 10,938; 10,141 demandes ont été accordées, 610 rejetées et 187 sont restées sans suite.

On comptait parmi les principales affaires : 2,842 concernant les ventes de biens; 504, la rectification d'actes de l'état civil; 21, l'homologation d'actes de notoriété; 602, l'homologation de délibérations de conseils de famille.

Sur 5,248 demandes de *pro Deo*, 4,469 ont été accordées, 579 rejetées.

Parmi les ordonnances rendues, on peut citer comme les plus importantes par le nombre : celles sur assignations à bref délai, 1,996; les ordonnances sur référé, 2,320, dont 1,568 rendues contradictoirement et 762 par défaut.

Il y a eu 1,994 procès-verbaux de testaments présentés; 590 envois en possession de succession testamentaire ont été ordonnés.

Les ordonnances autorisant l'arrestation et la détention par voie de correction paternelle ont été de 153 (102 contre des garçons, 51 contre des filles).

Poursuites disciplinaires.

Les décisions rendues par les tribunaux en matière disciplinaire sur des infractions commises par des officiers ministériels dans l'exercice de leurs fonctions ont atteint 5 notaires, 1 avoué. Les peines ont été l'avertissement, la censure simple ou avec réprimande, la suspension, la destitution.

Divorces et séparations de corps.

Les demandes en divorce se sont élevées à 1,091. 40 de ces demandes émanaient de l'époux contre lequel le divorce était déjà demandé. Le chiffre des ménages dont on demandait la dissolution par le divorce était donc de 1,051.

796 demandes ont été accueillies, 147 rejetées, 148 ont été abandonnées.

Ces demandes étaient formées : 510 par le mari, 559 par la femme.

On relève, au point de vue de la situation de famille des époux, 530 cas (51 %) dans lesquels ceux-ci avaient des enfants; 414 (39 %) dans lesquels ils n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants et 107 cas (10 %) dans lesquels la situation de famille était inconnue.

Le tribunal a décidé, en outre, sur 22 demandes en divorce par consentement mutuel.

La durée du mariage des conjoints au moment de l'instance en divorce était : de moins de 1 an pour 5 demandes; de 1 à 5 ans pour 226 demandes; de 5 à 10, pour 344 demandes; de 10 à 20, pour 319; de 20 à 30, pour 78; dans 15 cas, la durée du mariage dépassait 30 ans; elle est restée inconnue dans 64 cas.

Les demandes étaient fondées : 838 (76.81 %) sur des excès, sévices ou injures graves; 19 (1.74 %) étaient la conséquence de séparations de corps; 208 (19.07 %) sur l'adultère (93 du mari, 115 de la femme); 4 (0.37 %) autres demandes étaient basées sur la condamnation à une peine criminelle (du mari) et 22 (2.01 %) reposaient sur le consentement mutuel.

Le nombre des demandes en séparation s'est élevé en 1902-1903 à 128 : 86 demandes ont été accordées, 22 rejetées et 20 abandonnées.

Il y avait 15 demandes introduites par le mari, 113 par la femme.

Dans 74 cas, les demandeurs avaient des enfants; dans 40, ils n'en avaient pas; dans 12 cas, le renseignement n'a pu être obtenu.

La durée du mariage, avant la séparation de corps, a été de moins de 1 an dans 1 cas; de 1 à 5 ans, dans 24 cas; de 5 à 10, dans 35; de 10 à 20, dans 33; de 20 à 30, dans 18; de 30 à 40, dans 5; elle est restée inconnue dans 10 cas.

Les motifs invoqués sont les excès, sévices et injures graves (dans 123 cas); 3 fois la demande est basée sur l'adultère du mari, 1 fois sur l'adultère de la femme.

Saisies immobilières. — Ordres et distributions par contribution.

Le nombre de transcriptions de saisies immobilières, opérées au bureau des hypothèques, conformément à l'article 19 de la loi du 15 août 1854, a été de 418 en 1902-1903, soit une augmentation de 29 sur l'année précédente.

Le nombre des procédures d'ordre ouvertes pendant l'année 1902-1903 a été de 40. Le nombre des procédures à régler s'élevait à 124. De celles-ci, 12 ont été terminées à l'amiable, 21 par règlement du juge, 2 par abandon; il restait à régler 89 procédures d'ordre à la fin de l'année judiciaire.

Le nombre des procédures de contributions ouvertes pendant l'année a été de 21. Les procédures à régler étaient de 87; 25 de ces procédures ont été terminées par le règlement du juge, 2 à l'amiable et 3 par abandon.

Il restait à régler 57 procédures de contribution à la fin de l'année.

L'état suivant permettra de voir les modifications qui se sont produites dans le nombre des saisies immobilières et des procédures d'ordre et de contribution pendant la période quinquennale indiquée ci-dessus et pendant l'année 1902-1903 :

NATURE DES PROCÉDURES.			ANNÉE 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1897-1898. à 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.
Transcriptions de saisies immobilières			443	458	387	393	389	2,072	414	418
Procédures à régler durant l'année.	Ordres		102	154	147	157	157	767	153	124
	Contributions		83	21	37	101	98	484	93	87
Procédures terminées dans l'année.	Ordres.	Règlement amiable	14	4	17	25	11	71	14	12
		Ordonnance du juge-commissaire	54	53	45	54	30	216	43	21
		Abandon	15	4	5	3	9	34	7	2
	Contributions.	Règlement amiable	1	4	2	—	2	9	2	2
		Ordonnance du juge-commissaire	27	22	17	40	24	130	26	23
		Abandon	5	4	1	4	6	20	4	3
Procédures restant à terminer au 31 juillet.	Ordres		111	93	80	97	83	464	93	89
	Contributions		50	61	71	62	66	310	62	57

III. — Tribunaux de commerce.

Le nombre des affaires inscrites au rôle des tribunaux consulaires et des tribunaux civils jugeant commercialement s'est élevé, en 1902-1903, à 36,651. Il y a augmentation, de 570 affaires, sur l'année précédente.

Aux 36,651 causes nouvelles, s'ajoutent : 10,155 causes qui étaient pendantes au 1er août 1902, 2,200 réinscrites après radiation, et 314 poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.

Le nombre total des affaires commerciales à juger a été de 49,320, soit 1,848 affaires de plus que l'année précédente.

Affaires terminées.

Des 49,320 affaires à juger, 38,081 ont été terminées de la manière suivante :

14,745 (39 %) par des jugements contradictoires (11,034 en dernier ressort, 3,711 à charge d'appel);

14,400 (38 %) par des jugements par défaut (13,699 en dernier ressort, 701 à charge d'appel);

3,713 (9 %) par désistement, transaction et 5,223 (14 %) par radiation du rôle ordonnée d'office.

Nature des affaires.

Les tribunaux spéciaux de commerce ont rendu 25,040 jugements (86 %).

8,936 affaires ont été terminées par désistement, transaction ou radiation.

7,481 étaient pendantes devant des tribunaux de commerce, 1,455 devant des tribunaux civils.

Ces tribunaux ont, en outre, rendu 3,514 jugements avant de statuer au fond.

Durée des procès.

Des 29,145 affaires terminées par des jugements, 24,250 ont été terminées dans les six mois de leur inscription (83 %); 3,320 (11 %) du sixième au douzième mois, et 1,575 (6 %) après ce délai.

Affaires restant à juger.

L'accroissement déjà signalé dans le précédent rapport, du nombre des affaires arriérées, s'est accentué encore en 1902-1903.

Au 1er août 1902, il restait à terminer 10,155 affaires; ce chiffre s'est élevé à la fin de l'exercice 1902-1903 à 11,239 affaires, soit encore une augmentation de 1,084 affaires.

Dans les 11,239 affaires restant à juger, les tribunaux spéciaux de commerce figurent pour 10,064 affaires; les tribunaux civils jugeant commercialement pour 1,175 affaires.

6,158 affaires étaient inscrites depuis moins de six mois (5,627 aux tribunaux de commerce, 531 aux tribunaux civils). 2,201 depuis six mois à un an (1,977 aux tribunaux de commerce, 224 aux tribunaux civils).

2,880 depuis un an et plus (2,460 aux tribunaux de commerce, 420 aux tribunaux civils).

L'état qui suit indique le nombre des affaires commerciales introduites et terminées pendant les années de la période 1897-1898 à 1901-1902, comparée à l'année 1902-1903.

NATURE DES AFFAIRES.	ANNÉE 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1897-1898 à 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.
Affaires introduites { anciennes	8,978	9,026	10,167	11,127	11,591	50,629	10,126	12,669
Affaires introduites { nouvelles	29,544	29,326	31,544	34,019	36,081	160,514	32,103	36,651
TOTAL DES AFFAIRES INTRODUITES	38,522	38,352	41,651	45,146	47,472	211,143	42,229	49,320
Affaires terminées par jugements contradictoires { en dernier ressort	8,980	9,595	9,567	10,514	10,682	49,168	9,834	11,054
Affaires terminées par jugements contradictoires { à charge d'appel	2,428	2,465	2,651	3,267	3,596	14,085	2,817	3,711
Affaires terminées par jugements par défaut { en dernier ressort	11,250	11,251	11,081	12,196	12,765	58,523	11,703	15,699
Affaires terminées par jugements par défaut { à charge d'appel	495	450	496	778	787	3,004	601	701
Affaires terminées par désistement, transaction	5,716	5,227	5,661	5,929	5,424	17,957	5,591	5,715
Affaires terminées par radiation d'office	5,611	4,905	6,587	5,964	6,265	29,130	5,826	5,925
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES	32,458	31,631	33,843	36,618	37,317	171,867	34,373	38,081
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.	6,064	6,721	7,808	8,528	10,155	39,276	7,855	11,239

Ordonnances de référé.

Le chiffre des ordonnances de référé rendues par les présidents en vertu de la loi du 26 décembre 1891 a été de 357. Ces ordonnances avaient été au nombre de 305 l'année précédente.

Concordats préventifs.

Il a été présenté aux tribunaux 320 requêtes tendant à obtenir le bénéfice du concordat préventif. De ce nombre 179 ont été accueillies et suivies d'homologation; 84 ont été rejetées (47 avant toute procédure, 37 pour défaut de majorité); 2 demandes ont été admises, mais non suivies d'homologation; 14 ont été suivies de déclaration de faillite; 41 ont été retirées ou étaient tenues en suspens à la fin de l'exercice.

Les demandes de concordat ont augmenté depuis deux ans. De 227 en 1900-1901 elles ont passé à 272 en 1901-1902 et à 320 en 1902-1903. On en a accueilli et homologué 131 en 1900-1901, 167 en 1901-1902, 179 en 1902-1903.

	Demandes de concordat.	Demandes accueillies et suivies d'homologation.
	—	—
1897-1898 à 1901-1902 (moyenne).	232	136
1902-1903	320	179

Faillites.

En 1902-1903, 613 faillites nouvelles ont été déclarées, 11 ont été réouvertes. Au 1er août 1902, il restait à liquider 804 faillites, soit, au total, 1,428 sinistres commerciaux dont les tribunaux de commerce ont eu à s'occuper.

Sur les 613 faillites nouvelles, 274 ont été déclarées sur aveu du failli, 247 à la poursuite des créanciers (dont 97 sur assignation, 150 sur requête), 92 d'office.

Sur le nombre de faillis, 578 étaient d'origine belge, 35 d'origine étrangère : 12 Français, 9 Allemands, 4 Hollandais, 2 Italiens, 3 Russes, 4 Anglais et 1 Luxembourgeois (G.-D.).

Parmi ces faillites, 36 concernaient les sociétés; 22 faillites intéressaient des associés.

Le nombre des faillites déclarées en 1900-1901 était de 613; pour l'exercice 1902-1903 le nombre en est identique.

Le montant du passif se détermine comme suit :

58	avaient un passif	de	moins de	1,000	francs;
184	id.	de	1,000 à	5,000	id.;
97	id.	de	5,000 à	10,000	id.;
84	id.	de	10,000 à	20,000	id.;
76	id.	de	20,000 à	50,000	id.;
34	id.	de	50,000 à	100,000	id.;
20	id.	de	100,000 francs et au delà.		

Au 31 juillet 1903, le montant du passif de 60 faillites était encore inconnu ou le délai accordé pour la production des créances n'était pas expiré.

Sur un total de 613 faillites nouvelles, on compte : pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, 377 faillites (61 %); pour le ressort de Gand, 138 (23 %), et pour le ressort de Liége, 98 (16 %).

Des 1,428 faillites à clôturer, les tribunaux en ont terminé 613 : 29 par concordat, 293 par liquidation, 271 à défaut d'actif et 20 par révocation.

Il en restait à régler 815 à la fin de l'année du compte.

La répartition proportionnelle du dividende distribué pour les faillites terminées par concordat et par liquidation donne les résultats suivants, depuis 1892-1893 :

ANNÉES.	DIVIDENDE DISTRIBUÉ.															
	FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT.									FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION.								
	Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.	Rien.	Moins de 10 %.	De 10 à 20 %.	De 20 à 30 %.	De 30 à 50 %.	De 50 à 75 %.	75 % et plus.	Payement intégral.	Inconnu.
1892-1893	—	—	8	16	8	3	—	8	4	28	125	53	28	16	4	—	3	4
1893-1894	—	3	14	11	13	6	—	4	3	20	123	62	27	17	2	1	5	5
1894-1895	—	5	9	14	2	3	—	3	1	17	101	41	21	11	4	3	1	3
1895-1896	—	6	3	8	7	3	—	4	8	5	108	45	24	16	2	—	2	6
1896-1897	—	2	3	8	3	3	1	1	11	6	123	53	18	14	5	—	3	7
1897-1898	—	2	11	10	4	4	—	3	1	15	120	61	22	10	2	7	3	5
1898-1899	—	5	7	7	6	8	—	1	2	7	134	61	18	14	4	1	3	4
1899-1900	—	6	3	10	11	9	—	2	3	11	86	54	27	8	8	—	3	6
1900-1901	—	7	6	3	4	9	—	2	2	7	111	49	26	13	6	3	4	18
1901-1902	—	—	3	6	6	7	2	—	2	26	144	61	25	25	3	1	3	1
1902-1903	—	2	4	7	6	2	—	6	2	21	136	74	22	23	3	—	12	—

La liquidations des faillites terminées par concordat ou liquidation a été opérée dans les délais suivants : 78 en moins de 6 mois; 88 en un délai de 6 mois à 1 an; 84 de 1 à 2 ans; 28 de 2 à 3 ans; 11 de 3 à 4 ans; 6 de 4 à 5 ans; 27 dans un temps plus long.

Une demande de sursis de payement a été introduite pendant l'année 1902-1903.

Les cours d'appel ont accueilli 4 demandes en réhabilitation émanant de faillis.

Protêts.

Il a été dressé, à charge des commerçants, 36,942 protêts de lettres de change et de billets à ordre.

La valeur de tous ces effets protestés s'élevait à la somme de 12,538,360 francs.

Pour l'arrondissement de Bruxelles seul, le nombre de lettres de change et billets à ordre protestés a été de 12,847. Leur import total était de 5,330,371 fr. 74 c.

IV. — Cours d'appel.

Affaires à juger.

Le nombre des affaires nouvelles introduites en 1902-1903 devant les cours d'appel réunies s'est élevé à 1,566, soit une augmentation de 68 affaires sur le chiffre de l'année 1901-1902.

Les affaires se répartissent comme suit :

Cour d'appel de Bruxelles, 992 affaires;
Id. de Gand, 219 id.
Id. de Liége, 355 id.

En ajoutant aux 1,566 causes nouvelles les 1,639 causes pendantes au commencement de l'année judiciaire, on arrive au chiffre de 3,205 causes à juger.

Les affaires soumises aux cours d'appel se composaient : de 1,880 appels en matière civile; de 1,113 appels sur jugements rendus par les tribunaux spéciaux de commerce; de 142 appels sur jugements rendus par les tribunaux civils jugeant commercialement; de 3 appels de tribunaux étrangers au ressort de la cour (renvoi après cassation); de 2 appels sur jugements de tribunaux consulaires en pays hors chrétienté; de 2 appels de décisions rendues par les conseils de discipline; de 33 appels de jugements arbitraux, de 27 appels de référés, de 3 affaires portées directement devant la cour.

Résultats des appels.

Les cours d'appel ont terminé 1,406 affaires. Elles ont rendu 1,075 arrêts : 1,027 contradictoirement (606 confirmatifs, 429 infirmatifs) et 48 par défaut; en outre, 221 causes ont été terminées par transaction, abandon, etc., et 110 par suite de radiation d'office.

En matière civile : 676 affaires ont été jugées contradictoirement, 31 par défaut, 180 rayées du rôle.

En matière commerciale : 351 affaires ont été jugées contradictoirement, 17 par défaut et 151 rayées du rôle.

Durée des procès.

Des 1,075 affaires terminées par des arrêts, 320 ont été terminées dans les six mois (220 en matière civile. 100 en matière commerciale); 291 du sixième au douzième mois (183 en matière civile et 108 en matière commerciale); 388 dans un délai d'un à trois ans (257 en matière civile, 131 en matière commerciale); 76 après ce délai (47 en matière civile, 29 en matière commerciale).

Affaires restant à juger.

Il restait à terminer à la fin de l'année judiciaire 1,799 affaires.

De celles-ci, 600 étaient inscrites depuis moins de six mois (361 en matière civile, 239 en matière commerciale);

368 depuis six mois à un an (219 en matière civile et 149 en matière commerciale);

693 depuis un à trois ans (393 en matière civile, 300 en matière commerciale);

138 depuis plus de trois ans (81 en matière civile, 57 en matière commerciale).

Les cours d'appel ont rendu 173 arrêts préparatoires et interlocutoires.

L'état qui suit permet de comparer les chiffres de l'année 1902-1903 à ceux de la période quinquennale 1897-1898 à 1901-1902.

NATURE DES AFFAIRES.	ANNÉE 1897-1898.	ANNÉE 1898-1899.	ANNÉE 1899-1900.	ANNÉE 1900-1901.	ANNÉE 1901-1902.	TOTAL.	NOMBRES moyens annuels de 1897-1898 à 1901-1902.	ANNÉE 1902-1903.
TOTAL DES AFFAIRES INSCRITES.	2,588	2,629	2,578	2,798	2,992	13,585	2,717	3,205
Affaires jugées par arrêts contradictoires — confirmatifs.	610	665	624	559	548	4,015	803	606
Affaires jugées par arrêts contradictoires — infirmatifs	585	578	400	445	451	2,057	411	421
Affaires jugées par arrêts par défaut	67	63	56	57	48	291	58	48
Affaires rayées du rôle par transaction, abandon, radiation	255	321	216	246	306	1,342	268	331
TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES.	1,322	1,427	1,296	1,307	1,353	7,705	1,541	1,406
Affaires restant à juger au 31 juillet de chaque période.	1,266	1,202	1,282	1,491	1,639	6,880	1,376	1,799

Nature des arrêts.

Sur les 707 arrêts en matière civile, 126 ont statué sur des questions régies par le livre Ier de ce code.

Parmi les arrêts qui concernent le livre Ier : 69 décidaient en matière de divorce et 10 en séparation de corps; 16 réglaient des contestations relatives aux obligations résultant du mariage, notamment des demandes de pensions alimentaires (12); 6 arrêts ont statué sur des demandes d'interdiction et de nomination de conseils judiciaires.

Les dispositions du livre II du Code civil ont été appliquées par 16 arrêts relatifs aux biens et aux différents modes de la propriété, dont 1 en matière de propriété immobilière (revendication), 3 en matière d'usufruit, 12 en matière de servitude.

Parmi les arrêts qui concernent le livre III, on trouve 37 arrêts pour le titre des Successions; 17 pour celui des Donations et testaments; 136 pour celui des Contrats et obligations; 187 pour celui des Engagements qui se forment sans convention.

Le titre des loyers et fermages a fourni matière à 18 arrêts; celui des privilèges et hypothèques, à 3 arrêts.

Le Code de procédure et les lois spéciales ont donné lieu à nombre d'affaires : 5 appartiennent par leur objet au titre des Saisies-arrêts; 7 à celui des Saisies immobilières, et le nombre des arrêts prononcés en matière d'expropriation forcée a été de 76.

Sur les 368 arrêts qui ont appliqué les dispositions du Code de commerce, 323 concernaient le livre Ier : Commerce en général, 8; le livre II : Commerce maritime, 37; le livre III : Faillites, banqueroutes et sursis.

Parmi les arrêts rendus, 619 l'ont été après communication au ministère public; 559 étaient conformes et 60 contraires, en tout ou en partie aux conclusions des magistrats du parquet.

Affaires diverses.

Les cours ont accueilli 11 jugements d'homologation d'actes d'adoption; elles ont accueilli 4 demandes en réhabilitation formées par des faillis.

Elles ont jugé 1,717 affaires de milice et 7,551 affaires électorales. Les premières ont, en outre, donné lieu à 203, les secondes à 1,265 arrêts interlocutoires. — 27 affaires fiscales ont été terminées.

V. — Cour de cassation.

Le nombre des pourvois en cassation (matière civile et commerciale), qui a été de 92 en 1901-1902, est de 90 en 1902-1903.

Ces pourvois étaient dirigés contre 55 arrêts de cours d'appel, 28 jugements de tribunaux civils, 5 de tribunaux de commerce et 2 décisions de justice de paix.

La cour a eu à statuer sur 52 affaires anciennes et sur 38 affaires nouvelles.

Elle a terminé 60 affaires : 9 par arrêt de cassation, 49 par arrêt de rejet, 1 par arrêt décrétant la déchéance, 1 par arrêt décrétant le désistement.

Le total des arrêts basés sur les Codes civil, de procédure et de commerce a été de 24 (3 arrêts de cassation, 21 arrêts de rejet); les lois et matières diverses ont fait l'objet de 22 arrêts.

Ces arrêts sont classés, d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rattachent, dans le tableau LXVIII. On remarquera l'arrêt basé sur une ordonnance de Charles-Quint, du 15 décembre 1533. Cette ordonnance concerne la police et l'administration de la forêt d'Hertogenwald.

Il restait, à la fin de l'exercice, 30 causes à juger, soit 22 de moins que l'année précédente.

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Les tableaux de la statistique pénitentiaire sont présentés en deux groupes; ceux du premier groupe se rapportent au fonctionnement des principaux services des prisons : écrou, services scolaire, disciplinaire, médical, industriel, c'est la statistique administrative; ceux du second groupe forment la statistique des détenus; ils donnent des renseignements sur leur situation avant la détention et au moment de leur libération. On trouvera ci-dessous, résumées brièvement et accompagnées de quelques explications, les principales données que fournissent les tableaux statistiques de chacun des deux groupes.

PREMIÈRE PARTIE. — Statistique administrative.

1. — Organisation des prisons.

Les prisons se divisent en prisons centrales, qui ne reçoivent que des condamnés, et en prisons secondaires, qui renferment, outre des condamnés, les diverses catégories de détenus mis à la disposition des autorités judiciaires ou administratives.

Il y a deux prisons centrales : l'une à Louvain, l'autre à Gand. La première est entièrement cellulaire; des huit quartiers de la seconde un seul est cellulaire, les autres sont des quartiers communs, avec cellules de nuit.

La prison centrale de Louvain et le quartier cellulaire de la prison centrale de Gand sont affectés à la détention des condamnés criminels (travaux forcés et reclusion) et de condamnés correctionnels à long terme (plus de cinq ans). Indépendamment de ceux réservés aux jeunes condamnés et aux indisciplinés des écoles de bienfaisance, dont il sera question plus loin, les quartiers communs de Gand reçoivent : 1° les condamnés criminels qui sont jugés inaptes à subir le régime cellulaire à raison de leur état de santé physique ou mental et les condamnés à perpétuité qui, après un encellulement de dix ans, optent pour le régime commun, usant de la faculté qui leur est laissée à cet égard par la loi du 4 mars 1870; 2° les condamnés correctionnels qui ne peuvent être soumis au régime cellulaire sans danger pour leur santé physique ou mentale; 3° les condamnés correctionnels à court terme (six mois et moins) de certains arrondissements qui, par suite d'encombrement, ne peuvent trouver place dans l'établissement qui leur est normalement affecté.

Les prisons secondaires sont au nombre de vingt-sept : il en est établi une au chef-lieu de chacun des vingt-six arrondissements judiciaires; l'arrondissement de Bruxelles en compte deux. Toutes ces prisons sont cellulaires, à l'exception des prisons de Bruxelles (Minimes), Turnhout et Audenarde. Ces trois prisons communes sont destinées à disparaître à bref délai pour faire place à des prisons cellulaires.

Les prisons centrales ne renferment que des hommes : il n'y a pas, vu le peu d'importance de la criminalité féminine, de prison centrale de femmes. Les femmes condamnées, même à une peine criminelle, la subissent dans les prisons secondaires : en général, celle du lieu de la condamnation.

Un quartier spécial, entièrement distinct de ceux réservés aux adultes, est établi à la prison centrale de Gand et est destiné aux condamnés âgés, lors de l'exécution de la condamnation, de moins de 18 ans accomplis. Y sont internés les jeunes délinquants dont la peine dépasse : le taux d'un mois, s'ils sont âgés de moins de 16 ans accomplis, celui de six mois, s'ils sont âgés de 16 et de moins de 18 ans. La loi du 27 novembre 1891 permet aux cours et tribunaux, lorsqu'ils condamnent à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis,

d'ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité. C'est au quartier spécial de la prison centrale de Gand que sont également internés, quel que soit le taux de la peine d'emprisonnement prononcée, les jeunes délinquants auxquels il a été fait application de cette disposition légale. Au quartier spécial de Gand, les jeunes détenus sont isolés la nuit dans des cellules et travaillent en commun pendant le jour. Une section du quartier cellulaire leur est réservée et est destinée aux élèves en quarantaine d'entrée, à ceux en punition ou isolés temporairement par mesure d'ordre.

A la prison centrale de Gand est également établi le quartier de discipline pour les garçons des écoles de bienfaisance. Il reçoit principalement ceux des élèves de ces écoles dont l'inconduite persistante constitue un danger pour leurs compagnons ou une cause de désordre pour l'établissement qui leur est normalement affecté.

Dans les tableaux de la statistique administrative, la rubrique des prisons centrales comprend la prison centrale de Louvain et les quartiers suivants de la prison centrale de Gand : 1° le quartier cellulaire; 2° le quartier commun des criminels. Les chiffres relatifs au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés sont renseignés distinctement. Quant aux quartiers communs de correctionnels établis à la prison centrale de Gand, ils figurent sous la rubrique des prisons secondaires.

2. — Capacité des prisons.

On compte dans les prisons belges, au 31 décembre 1903, 3,939 cellules de jour et de nuit pour hommes et 574 pour femmes.

Il s'agit de cellules ordinaires, à l'exclusion des cellules d'infirmerie, de pistole, de punition et des cellules pour dettiers.

Il y a, pour la détention en commun pendant le jour, avec cellules ou alcôves de nuit, 1,330 places pour hommes et 88 pour femmes.

Ces derniers chiffres sont fournis, en majeure partie, en ce qui concerne les hommes, par les quartiers communs de la prison centrale de Gand (1,039 places) et, pour le surplus, par les prisons de Bruxelles (Minimes), Turnhout et Audenarde.

Quelques prisons secondaires sont, en outre, pourvues de quartiers de « désencombrement ». On y dispose de 343 places en commun pour hommes et de 88 pour femmes.

3. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — Journées de détention. Population moyenne.

Le total des journées de détention est, dans les prisons centrales et pour les adultes seuls, de 288,616. Au quartier de discipline et des jeunes condamnés, il est de 65,577, dont 45,748 pour les indisciplinés et 19,829 pour les jeunes condamnés.

Dans les prisons secondaires, le nombre des journées de détention est, pour les hommes, de 1,414,928 et, pour les femmes, de 149,371, soit, au total, 1,564,299.

Le tableau qui suit renseigne, par catégories d'établissements, le nombre des journées de détention pour chacune des années 1899 à 1903 :

ÉTABLISSEMENTS.	1899	1900	1901	1902	1903
Prisons centrales	269,534	275,851	276,429	282,405	288,616
Prisons secondaires. Hommes	1,131,748	1,097,102	1,235,744	1,382,209	1,414,928
Prisons secondaires. Femmes	138,533	122,853	124,742	132,257	140,371
TOTAUX	1,539,815	1,493,856	1,636,915	1,796,871	1,852,915
Jeunes condamnés	18,541	14,872	17,810	20,971	19,829
Indisciplinés	64,495	64,990	55,353	45,713	45,748

La population moyenne par jour, pendant les mêmes années, s'établit de la façon suivante :

ÉTABLISSEMENTS.	1899	1900	1901	1902	1903
Prisons centrales	738	751	737	773	791
Prisons secondaires. Hommes	3,100	3,004	3,385	3,786	3,877
Prisons secondaires. Femmes	381	338	340	361	408
Totaux	4,219	4,093	4,482	4,920	5,076
Quartier de discipline et des jeunes condamnés	227	219	201	183	180

4. — Détenus par correction paternelle.

Pendant l'année 1903, 149 enfants ont été incarcérés par correction paternelle : 93 garçons et 56 filles.

Les 149 ordres d'arrestation se répartissent entre les arrondissements suivants :

Bruxelles	25
Louvain	3
Anvers	57
Malines	3
Mons	1
Charleroi	15
Tournai	5
Gand	16
Termonde	3
Courtrai	3
Liége	12
Marche	1
Namur	3
Dinant	2

Le chiffre des entrées (149), joint à celui de la population au 1er janvier (7), donne un total de 156; de ces 156 enfants, 147 sont sortis durant l'année, 3 par translation dans un autre établissement, 65 par suite d'expiration du terme fixé; 79, soit plus de la moitié, ont été retirés par la famille avant l'expiration du terme fixé et après avoir subi une détention qui, pour la plupart (72), n'a pas dépassé un mois, ni même, pour une grande partie (45), 15 jours.

5. — Ecole.

Dans les prisons centrales, la fréquentation de l'école est obligatoire pour les détenus, à moins d'une dispense motivée, accordée par le directeur. On dispense les détenus qui ont une instruction supérieure, ceux qui n'ont aucune disposition pour l'étude, les infirmes et les vieillards. La dispense peut aussi être motivée par mesure d'ordre et de sûreté.

Dans les prisons secondaires, la fréquentation de l'école est obligatoire : 1° pour les condamnés à six mois et plus qui n'ont pas atteint leur quarantième année; 2° pour les jeunes délinquants à quelque titre que ce soit. La fréquentation de l'école est facultative pour les autres détenus.

L'école est obligatoire pour tous les jeunes condamnés et pour les élèves du quartier de discipline.

Des 798 individus détenus dans les prisons centrales au 31 décembre 1903, 546, soit 68 p. c., fréquentaient l'école à cette date.

Les résultats obtenus à leur égard peuvent se résumer dans la constatation suivante :

475, soit 87 p. c., ont profité des leçons;
71, soit 13 p. c., n'ont fait aucun progrès.

La population des écoles des prisons secondaires était, au 31 décembre 1903, de 789 hommes et de 77 femmes. Parmi les hommes, 621 ou 79 p. c. ont profité de l'enseignement qui leur était donné; 168, soit 21 p. c., ne faisaient aucun progrès. Pour les femmes, la proportion est respectivement de 60 ou 78 p. c. et de 17 ou 22 p. c.

Les 179 garçons présents au quartier de discipline et des jeunes condamnés, au 31 décembre, fréquentaient tous l'école et tous, sauf 1, ont tiré quelque profit des leçons qu'ils ont reçues.

6. — Punitions infligées aux détenus.

Le nombre total des journées de punition a été :

Dans les prisons centrales, de 2,605, soit 0.90, pour cent journées de détention;

Dans les prisons secondaires :

Pour les hommes, de 14,766, soit 1.04, pour cent journées de détention;

Pour les femmes, de 439, soit 0.29, pour cent journées de détention;

Au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés, il a été de 425, ou 0.65, pour cent journées de détention.

7. — Infirmerie.

En règle générale, les détenus malades reçoivent à l'établissement les soins nécessaires. Comme on le voit au tableau renseignant la capacité des prisons, presque toutes les prisons sont pourvues à cet effet d'installations convenables. Le médecin décide si les détenus malades peuvent être soignés dans leur cellule ou s'ils doivent être transférés à l'infirmerie.

Les règlements prévoient la possibilité d'envoyer à l'hôpital du lieu — qui alors est considéré comme une succursale de la prison et où le condamné continue à subir sa peine — le détenu qui ne pourrait être soigné convenablement à la prison. Mais l'existence d'infirmeries dans la plupart des prisons et l'organisation dans toutes d'un service médical restreignent l'application de cette disposition réglementaire aux seuls cas exceptionnellement graves de maladies contagieuses ou nécessitant, pour leur guérison, l'intervention de chirurgiens spécialistes, ou encore lorsqu'il s'agit de femmes sur le point d'accoucher. En 1903, le nombre des transferts de ce genre a été de 16 (9 hommes et 7 femmes).

Le tableau qui suit renseigne, pour chacune des années 1899 à 1903, la proportion de journées de maladie pour cent journées de détention.

Il convient de remarquer qu'il s'agit dans ce tableau des journées de maladie et non des journées d'infirmerie, c'est-à-dire qu'il comprend les maladies même les plus anodines, qui ont été traitées dans les quartiers et qui, parfois, n'ont pas empêché le détenu de se livrer au travail.

ÉTABLISSEMENTS.	1899			1900			1901			1902			1903		
	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.	Journées de détention.	Journées de maladie.	Proportion de journées de maladie sur 100 journées de détention.
Prisons centrales	269,531	13,905	4.91	273,831	14,162	5.17	276,429	12,831	4.64	282,405	11,032	3.91	288,616	9,279	3.21
Prisons secondaires. Hommes	1,131,748	22,125	1.95	1,097,192	19,635	1.79	1,235,711	20,183	1.61	1,382,269	21,720	1.57	1,414,928	23,712	1.68
Prisons secondaires. Femmes	138,533	11,900	8.12	122,833	11,046	8.99	124,142	12,558	10.07	132,257	9,471	7.16	119,371	9,536	6.25
Quartier de discipline	64,495	1,895	2.91	64,995	2,303	3.54	55,253	1,716	3.10	45,713	1,061	2.98	45,748	325	0.71
Quartier des jeunes condamnés	18,541	610	3.29	14,872	250	1.68	17,810	268	1.67	20,971	536	2.56	19,829	357	1.80

8. — Décès.

Il y a eu, en 1903, dans les prisons centrales, 9 décès.

Dans les prisons secondaires :

Parmi les hommes. . . . . 33 décès;
Parmi les femmes . . . . . aucun.

Aucun décès ne s'est produit ni au quartier des jeunes condamnés, ni au quartier de discipline.

Comparés au chiffre de la population moyenne, ces chiffres accusent une proportion d'environ un décès pour cent détenus dans les prisons centrales et d'un décès par cent cinquante détenus dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.	1899			1900			1901			1902			1903		
	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.	Population moyenne.	Nombre de décès.	Proportion pour cent détenus.
Prisons centrales . .	738	15	2.03	751	16	2.13	757	8	1.06	773	6	0.78	791	9	1.14
Prisons secondaires. Hommes	3,100	25	0.80	3,001	25	0.77	3,385	27	0.80	3,780	18	0.48	3,877	33	0.85
Prisons secondaires. Femmes	381	4	1.05	338	3	0.89	340	4	1.18	361	2	0.55	408	—	—
Quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés . . .	227	—	—	219	—	—	201	1	0.50	185	1	0.55	180	—	—

9. — Suicides et tentatives de suicide.

Dans les prisons centrales, il ne s'est pas produit de suicide; il y a eu 1 tentative de suicide.

Dans les prisons secondaires, 3 prévenus et 1 condamné se sont suicidés. Il y a eu, en outre, 7 tentatives de suicide, dont 5 par des prévenus et 2 par des condamnés.

Le tableau qui suit donne, pour chacune des années 1899 à 1903, le nombre des suicides accomplis et tentés dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

Pendant la même période, on n'a pas constaté de suicide au quartier des jeunes condamnés et des indisciplinés.

ANNÉES.	PRISONS CENTRALES.		PRISONS SECONDAIRES.							
			SUICIDES ACCOMPLIS.				SUICIDES TENTÉS.			
			Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers.)		Condamnés.		Autres catégories. (Prévenus, passagers.)	
	SUICIDES ACCOMPLIS.	SUICIDES TENTÉS.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1899.	—	3	3	—	5	—	8	—	4	2
1900.	—	1	2	—	2	—	8	3	0	—
1901.	—	1	4	—	3	—	0	—	8	—
1902.	3	4	3	—	6	—	3	—	1	—
1903.	—	1	1	—	3	—	2	—	5	—
TOTAUX.	3	10	13	—	19	—	30	3	27	2

10. — Aliénation mentale.

Les vérifications médicales relatives à l'état mental des détenus dans les prisons sont, en vertu de l'arrêté royal du 30 mars 1891, confiées à des médecins spécialistes versés dans la connaissance des affections mentales. Deux médecins aliénistes se partagent actuellement ce service pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du royaume, qui sont, à ce point de vue, divisés en deux groupes. Ils examinent, sur la réquisition du directeur de l'établissement ou de l'administration centrale, tout condamné dont la conduite présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental. Quant aux prévenus et accusés, c'est au magistrat instructeur qu'il appartient, s'il le juge opportun, de faire procéder à leur examen mental par des praticiens qu'il désigne lui-même. Avis lui est donné par la direction de la prison des désordres mentaux apparents que présente tout prévenu ou accusé. La collocation d'un condamné dans un asile d'aliénés a lieu sur la production d'un certificat délivré dans les formes légales par les médecins aliénistes des prisons. Elle n'est ordonnée que si le détenu est atteint d'une maladie mentale de telle nature qu'il ne puisse être maintenu en prison sans préjudice pour son état mental ou pour l'ordre intérieur de l'établissement.

Les condamnés aliénés sont internés à l'asile de l'Etat à Tournai, les femmes sont internées à l'asile de l'Etat à Mons.

En 1903, il y a eu, dans les prisons centrales, 14 aliénés colloqués. Dans les prisons secondaires, le nombre des collocations a été de 71 (64 hommes, 7 femmes); il se subdivise ainsi qu'il suit au point de vue des catégories auxquelles appartenaient les colloqués.

Prévenus et accusés. . . . . 49 (45 hommes, 4 femmes).
Mendiants et vagabonds. . . 2 (1 homme, 1 femme).
Condamnés . . . . . 20 (18 hommes, 2 femmes).

Les chiffres qui précèdent accusent, par rapport à la population moyenne des établissements, les proportions suivantes :

Dans les prisons centrales, 1.77 aliéné colloqué pour cent détenus.

Dans les prisons secondaires : hommes, 1.65 aliéné colloqué pour cent détenus; femmes, 1.72 aliénée colloquée pour cent détenues.

Il ne s'est pas produit de cas d'aliénation mentale, en 1903, au quartier des indisciplinés.

Il convient de noter que, chez un certain nombre des condamnés colloqués dont il vient d'être question, la maladie mentale a été guérie après un court traitement. C'est ainsi que 4 hommes condamnés ont pu être ramenés en prison après avoir été colloqués respectivement durant 72 jours, 182 jours, 373 jours et 382 jours.

On trouvera ci-après un tableau renseignant le nombre de collocations de 1899 à 1903 dans les prisons centrales et dans les prisons secondaires.

ÉTABLISSEMENTS.		1899	1900	1901	1902	1903
Prisons centrales.	Louvain	6	6	7	9	6
	Gand — Quartier cellulaire	1	—	8	2	—
	Gand — Quartier commun des criminels	5	2	7	5	8
	Totaux	10	8	22	14	14
	Proportion pour cent détenus (population moyenne)	1.55	1.07	2.91	1.81	1.77
Prisons secondaires.	Prévenus et accusés. — Hommes	52	38	55	55	45
	Prévenus et accusés. — Femmes	6	5	6	4	4
	Mendiants et vagabonds. — Hommes	4	1	1	2	1
	Mendiants et vagabonds. — Femmes	—	—	2	—	1
	Condamnés. — Hommes	16	15	25	17	18
	Condamnés. — Femmes	7	9	9	5	2
	Totaux. — Hommes	52	54	61	72	64
	Totaux. — Femmes	13	12	17	9	7
	Proportion pour cent détenus (population moyenne). — Hommes	1.68	1.80	1.80	1.90	1.65
	Proportion pour cent détenus (population moyenne). — Femmes	3.41	3.55	5	2.40	1.72

Il a été dit plus haut que, dès qu'un condamné détenu présente quelque anomalie qui donne lieu de suspecter son état mental, le directeur de l'établissement est tenu d'en aviser le médecin aliéniste de la circonscription.

Le tableau qui va suivre, en indiquant le nombre des détenus signalés aux médecins aliénistes, comprendra donc la totalité des individus dont l'état mental a paru suspect au personnel de surveillance. Il s'applique à tous les condamnés, à l'exclusion des prévenus et accusés dont l'examen mental n'est pas de la compétence des médecins aliénistes des prisons.

ANNÉES.	Population moyenne des CONDAMNÉS DÉTENUS.	Nombre des condamnés signalés aux MÉDECINS ALIÉNISTES.
1899	3,645	137
1900	3,563	133
1901	3,789	180
1902	4,329	160
1903	4,409	159

Ces chiffres font ressortir à 3.61 pour cent détenus et par an la moyenne des condamnés qui ont paru présenter, à un degré quelconque, les indices d'un trouble mental.

11. — Travail des détenus.

Le travail est obligatoire pour les condamnés à des peines criminelles (travaux forcés, reclusion); les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont également astreints au travail, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le gouvernement dans des cas exceptionnels (art. 26 du Code pénal); le travail est facultatif pour les condamnés à l'emprisonnement de police et pour toutes les autres catégories de détenus.

Le travail est organisé dans les prisons sur les bases suivantes, fixées par l'arrêté royal du 5 avril 1887 : les détenus sont employés principalement à des travaux pour le compte de l'Etat.

Dans le cas où les travaux en régie ne suffisent pas pour occuper tous les détenus, les directeurs cherchent à utiliser les bras disponibles au profit de l'industrie libre. Ils font appel, dans ce but, à la concurrence des entrepreneurs ou fabricants. La main-d'œuvre des détenus ne peut être accordée qu'à des entrepreneurs ou fabricants; il est interdit aux directeurs d'accepter des commandes des particuliers, à l'exception des travaux de traduction, d'écritures, de dessin et autres semblables. Les conditions des entreprises sont réglées par un contrat soumis à l'approbation de la commission administrative et du Ministre. Les prix de façon sont déterminés par pièce ou par journée. Ils sont calculés sur les prix moyens du commerce, diminués de la moins-value du travail pénitentiaire.

Sur le prix de façon payé par l'entrepreneur il est opéré, au profit de l'Etat, une retenue de trois dixièmes, à titre de frais de gestion. Des sept dixièmes restants une part est attribuée aux détenus dans les proportions suivantes, qui constituent le maximum prévu par la loi : cinq dixièmes pour les condamnés correctionnels, quatre dixièmes pour les reclusionnaires, trois dixièmes pour les forçats. Le surplus appartient à l'Etat. Les détenus pour lesquels le travail n'est pas obligatoire reçoivent l'intégralité du prix de la main-d'œuvre, déduction faite des trois dixièmes retenus pour frais de gestion.

Voici quel était, au dernier jour ouvrable de l'année 1903, l'emploi de la population détenue dans les établissements pénitentiaires (prisons centrales, prisons secondaires, quartiers de discipline et des jeunes condamnés) :

NATURE DES TRAVAUX EFFECTUÉS.		HOMMES.	FEMMES.
Travaux domestiques		617	124
Travaux industriels.	*A.* Pour compte de particuliers	455	59
	B. Pour compte des administrations publiques	436	40
	C. Simples occupations	2,787	131
	D. Apprentis du quartier de discipline et des jeunes condamnés	171	—
Total des occupés		4,466	354
Détenus dispensés du travail pour diverses causes (maladie, punition, etc.)		438	33
Détenus inoccupés faute de travail		76	4
Total des inoccupés		514	37
Total général		4,980	391

En 1903, le produit brut du travail, c'est-à-dire l'ensemble des prix payés par les entrepreneurs particuliers ou pour les travaux en régie directe, par l'Etat, s'est élevé à fr. 441.500,67

Il a été payé aux détenus occupés aux travaux industriels . . . . . .fr. 153.827,26

A ceux employés aux travaux domestiques 26.261,99

Le traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels et certaines menues dépenses occasionnées par ces travaux représentent une somme de. 78.897,87

Soit un total de dépenses de . . . . . .fr. 258.987,12

Etant donné que le produit du travail dans une des prisons accuse une perte de fr. 5,49, les opérations se rapportant *exclusivement* au travail laissent un bénéfice de . . . . . .fr. 182.519,04

12. — Prix de la journée d'entretien.

Le prix moyen de la journée d'entretien dans les prisons est, pour 1903, de 1 fr. 17 c.

Il était pour 1899 de 1 fr. 27 c.
Id. 1900 de 1 fr. 32 c.
Id. 1901 de 1 fr. 27 c.
Id. 1902 de 1 fr. 18 c.

Ce prix est établi en répartissant sur le nombre total de journées de détention l'ensemble de la dépense nette.

Il est à remarquer qu'il est tenu compte dans ce calcul des journées d'entretien, dans les hôpitaux et les asiles d'aliénés, des détenus transférés en ces établissements et dont la charge d'entretien incombe à l'administration des prisons, ce qui explique la différence entre le nombre de journées de détention mentionné au tableau relatif au prix de la journée d'entretien et celui renseigné aux tableaux du mouvement de la population, lesquels ne comprennent naturellement que les journées de détention dans les prisons.

La dépense nette est fixée en évaluant toutes les consommations et dépenses faites dans l'établissement pendant l'année pour la nourriture des détenus, leur habillement, leur coucher, le chauffage, le fonctionnement des divers services : culte, école, etc., le traitement des fonctionnaires et employés, les frais de bureau, le salaire des détenus, etc. On y ajoute la valeur du matériel mis au rebut et on déduit les recettes effectuées, telles que produit du travail, part contributive des provinces dans les frais d'entretien des bâtiments et du mobilier, recouvrement des frais d'entretien de détenus dont l'entretien est à charge d'autres caisses (militaires, mendiants et vagabonds, etc.).

13. — Renseignements divers.

On trouvera ci-dessous des renseignements sur les options de régime et les transferts au régime commun.

Option de régime. — Les condamnés à perpétuité ne pouvant, aux termes de la loi du 4 mars 1870, être contraints à subir le régime de la séparation que pendant les dix premières années de leur captivité sont appelés, à l'expiration de la dixième année, à faire connaître s'ils désirent continuer à subir leur peine en cellule ou s'ils réclament, au contraire, leur transfert en commun.

Pendant l'année 1903, 9 condamnés ont été appelés à l'option.
7 condamnés ont opté pour la cellule.
2 condamnés ont opté pour le régime commun.
Un des sept condamnés qui avaient opté pour le régime cellulaire, a été transféré en commun, à sa demande, quinze mois après.

Transferts en commun. — Les condamnés dont les médecins reconnaissent l'inaptitude, soit au point de vue physique, soit au point de vue mental, à subir le régime cellulaire sont transférés dans les quartiers communs, distincts pour les condamnés criminels et les condamnés correctionnels, aménagés à la prison centrale de Gand. Les quartiers communs pour femmes sont installés à Mons (pour les condamnées criminelles), à Tournai (pour les condamnées correctionnelles).

Le tableau qui suit renseigne le nombre de transferts en commun effectués pendant l'année 1903.

TRANSFERTS EFFECTUÉS.	Condamnés criminels.		Condamnés correctionnels.		Total.
	HOMMES.	FEMMES.	HOMMES.	FEMMES.	
Pour cause d'inaptitude physique	5	—	22	3	28
Pour cause d'inaptitude mentale	13	—	23	—	38
TOTAUX	18	—	45	3	66

5 des 28 condamnés transférés en commun à raison de leur santé physique et 4 des 38 condamnés transférés à raison de leur santé mentale ont été ultérieurement réintégrés en cellule, sur le rapport du médecin compétent qui les jugeait en état d'être soumis de nouveau au régime cellulaire.

DEUXIÈME PARTIE. — Statistique des détenus.

Sous cette rubrique sont groupés divers renseignements concernant la personnalité de tous les condamnés qui, à la date du 31 décembre 1903, étaient inscrits à la comptabilité morale, quel que soit le lieu de leur détention : prison centrale, prison secondaire, quartier des jeunes condamnés. Les indisciplinés des écoles de bienfaisance n'y sont point compris.

Le compte moral, dont les annotations servent de base à cette statistique, est ouvert à tout détenu qui a à subir une peine d'emprisonnement de plus de trois mois. Il l'est à tout détenu du quartier des jeunes condamnés, quel que soit le taux de sa peine. On y inscrit d'abord des renseignements divers sur la condition du détenu à son entrée dans l'établissement : ils sont relatifs notamment à son état civil, sa profession, le degré de son instruction, ses antécédents. On y consigne toutes les indications concernant la condamnation en cours et spécialement un exposé des faits qui ont provoqué cette condamnation. Tous ces renseignements sont puisés par la direction de la prison dans un bulletin dressé, avec le concours des autorités locales, par le parquet qui a exercé les poursuites. Pendant le cours de la détention, le compte moral reçoit la mention des actes méritoires posés, des récompenses obtenues, des infractions commises, des punitions encourues et, en outre, des appréciations du personnel sur la conduite, le caractère et les dispositions morales de l'intéressé. Lors de la sortie de prison du condamné, on mentionne, enfin, à son compte moral, divers renseignements sur sa condition à cette époque, au point de vue notamment de son instruction, de sa conduite, de sa santé, de son amendement.

Au 31 décembre 1903, 3,216 détenus (2,981 hommes et 235 femmes) étaient inscrits à la comptabilité morale.

Voici leur répartition aux divers points de vue qui sont envisagés dans les tableaux statistiques :

Juridiction.

Avaient été jugés :

Par les cours d'assises	365	hommes,	38	femmes.
Par les cours d'appel	872	id.	62	id.
Par les tribunaux correctionnels.	1,494	id.	130	id.
Par les tribunaux de police	11	id.	5	id.
Par les tribunaux militaires	39	id.		

Genre des offenses.

Condamnés pour infractions :

Contre les personnes	1,451	hommes,	142	femmes.
Contre les propriétés	1,530	id.	93	id.

Nature des peines.

A la peine de mort	118	hommes,	9	femmes.
Aux travaux forcés à perpétuité	106	id.	9	id.
Aux travaux forcés à temps	261	id.	15	id.
A la reclusion	92	id.	4	id.
A l'emprisonnement correctionnel	2,394	id.	193	id.
A l'emprisonnement de police	10	id.	5	id.

Lieu où l'infraction a été commise.

Province d'Anvers	404	hommes,	24	femmes.
Id. de Brabant	749	id.	81	id.
Id. de Flandre occidentale.	434	id.	22	id.
Id. de Flandre orientale	476	id.	45	id.
Id. de Hainaut	490	id.	37	id.
Id. de Liége	220	id.	14	id.
Id. de Limbourg	46	id.	0	id.
Id. de Luxembourg	31	id.	3	id.
Id. de Namur	76	id.	7	id.
Faits commis à l'étranger	35	id.	2	id.

Pour les 3,179 détenus condamnés pour délits commis en Belgique (2,946 hommes, 233 femmes), les infractions ont été commises dans des communes de 5,000 habitants et moins par 1,060 hommes et 56 femmes, dans des communes de plus de 5,000 habitants par 1,886 hommes et 177 femmes.

Age (au jour de la condamnation).

Agés de moins de 16 ans	2	hommes,	0	femmes.
Id. de 16 à moins de 18 ans.	66	id.	3	id.
Id. de 18 à moins de 21 ans.	328	id.	9	id.
Id. de 21 à moins de 30 ans.	1,291	id.	74	id.
Id. de 30 à moins de 40 ans.	731	id.	67	id.
Id. de 40 à moins de 50 ans.	373	id.	57	id.
Id. de 50 à moins de 60 ans.	118	id.	20	id.
Id. de 60 à moins de 70 ans.	46	id.	3	id.
Id. de 70 ans et plus	6	id.	2	id.

Etat civil.

Célibataires		1,912	hommes,	89	femmes.
Mariés	ayant des enfants.	693	id.	93	id.
	sans enfants . . .	184	id.	22	id.
Veufs et divorcés.	ayant des enfants.	138	id.	26	id.
	sans enfants . . .	54	id.	5	id.

Filiation.

Enfants légitimes, légitimés ou reconnus par le père . . .	2,888	hommes,	231	femmes.
Enfants naturels	88	id.	4	id.
Enfants trouvés.	5	id.	0	id.

Suivant le degré de leur instruction.

1er degré. Ne sachant ni lire, ni écrire	627	hommes,	58	femmes.
2e degré. Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement. . . .	1,006	id.	126	id.
3e degré. Sachant bien lire et écrire.	652	id.	43	id.
4e degré. Ayant une instruction supérieure à ces degrés. .	196	id.	8	id.

Suivant l'idiome.

Parlant le français.	839	hommes,	81	femmes.
id. le flamand.	1,280	id.	91	id.
Id. ces deux langues . .	808	id.	61	id.
Ne parlant ni le français ni le flamand	54	id.	2	id.

Antécédents.

Non récidivistes. . . . . 1,038 hommes, 152 femmes.

		Hommes.	Femmes.
		—	—
Récidivistes	ayant subi 1 condamnation antérieure	352	23
	ayant subi 2 condamnations antérieures.	249	11
	ayant subi 3 condamnations antérieures.	250	10
	ayant subi 4 condamnations antérieures.	203	3
	ayant subi 5 condamnations antérieures.	164	2
	ayant subi plus de 5 à 10 condamnations antérieures.	366	21
	ayant subi plus de 10 à 15 condamnations antérieures.	170	6
	ayant subi plus de 15 à 20 condamnations antérieures.	95	4
	ayant subi plus de 20 condamnations antérieures.	94	3
		1,943	83

La récidive dont il est ici question est la récidive pénitentiaire et non la récidive légale. Il n'est pas tenu compte des condamnations antérieures à une peine de police.

Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération. — On trouvera dans le tableau LXXXVII des renseignements sur la condition au moment de la libération de 4,038 détenus (3,700 hommes et 338 femmes) libérés pendant l'année. Il s'agit là aussi des seuls libérés inscrits à la comptabilité morale.

STATISTIQUE

DE LA

MENDICITÉ ET DU VAGABONDAGE

Mouvement de la population des dépôts de mendicité, des maisons de refuge, des écoles de bienfaisance.

La statistique de la mendicité et du vagabondage relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants proprement dits et des écoles dénommées « écoles de bienfaisance », où sont internés les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.

Les entrées réelles ont été, dans les dépôts de mendicité :

En 1898, de 2,535 hommes;
En 1899, de 2,284 id. et 230 femmes;
En 1900, de 2,777 id. et 238 id.
En 1901, de 3,280 id. et 242 id.
En 1902, de 3,390 id. et 210 id.
En 1903, de 3,460 id. et 247 id.

Dans les maisons de refuge :

En 1898, de 3,600 hommes;
En 1899, de 3,266 id. et 238 femmes;
En 1900, de 3,461 id. et 212 id.
En 1901, de 4,048 id. et 238 id.
En 1902, de 4,260 id. et 230 id.
En 1903, de 3,349 id. et 243 id.

Une brusque et forte diminution s'est fait sentir cette année pour les hommes.

On ne possède point, en ce qui concerne les années antérieures à 1898, de statistique donnant le nombre des entrées réelles dans les dépôts de mendicité et maisons de refuge.

Le meilleur élément dont on puisse actuellement se servir pour apprécier l'influence qu'a exercée sur le vagabondage la loi du 27 novembre 1891, c'est la population moyenne des établissements. Le chiffre de cette population n'est pas, il est vrai, exactement proportionnel au nombre des entrées, ni par conséquent au nombre des cas de vagabondage, car il dépend pour beaucoup de la durée de l'internement que l'administration juge à propos de faire subir au vagabond. Si l'administration, usant du pouvoir d'appréciation que la loi lui confère, libère très tôt les individus mis à sa disposition par les tribunaux, le nombre des journées d'entretien sera relativement petit et la population moyenne, qui est le quotient de la division du total des journées d'entretien par 365, sera relativement faible. Les variations dans la durée de la détention peuvent être assez caractérisées pour que la population moyenne baisse quand le chiffre des entrées augmente.

En outre, les mouvements de hausse ou de baisse des entrées et de la population moyenne ne sont pas nécessairement simultanés; si de nombreuses entrées ont lieu à la fin de l'année, elles élèveront un peu la population moyenne de l'année où elles ont eu lieu, mais davantage celles de l'année suivante.

Il est nécessaire de tenir compte de ces remarques en lisant les séries suivantes, qui renseignent par année la population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge :

Années.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
—	—	—
1892.	3,564	2,043
1893.	4,324	2,145
1894.	4,193	2,902
1895.	4,529	2,766
1896.	4,430	2,314
1897.	4,076	1,876
1898.	4,208	1,983
1899.	4,248	1,823
1900.	4,058	1,691
1901.	4,510	1,761
1902.	4,865	1,877
1903.	5,055	1,733

De ces chiffres il résulte que, si l'Etat a pu, depuis 1896, restreindre l'hospitalisation des mendiants et des vagabonds, plutôt malheureux que coupables, placés dans les maisons de refuge, il a dû maintenir dans les dépôts de mendicité un nombre toujours aussi considérable d'individus adonnés au vagabondage quasi délictueux. Les chiffres, qui avaient légèrement fléchi de 1897 à 1900, se sont, en 1901, relevés à un niveau presque égal à celui de l'année 1895 (année où le chiffre de la population moyenne a été le plus fort depuis la promulgation de la loi), ont, en 1902, dépassé ce niveau de 336 unités et, en 1903, de 120 unités.

Sur 6,764 hommes reclus au 31 décembre 1903 dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge, 828 seulement s'y trouvaient pour la première fois, tandis que 4,113 y étaient pour la cinquième fois au moins. Parmi les 701 femmes recluses à la même date, 386 s'y trouvaient pour la première fois et seulement 117 pour la cinquième fois au moins.

De la comparaison de ces chiffres, il résulte que les hommes internés une première fois dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge sont beaucoup moins susceptibles d'amendement que les femmes : ils deviennent en grand nombre des vagabonds incorrigibles; tandis que la plupart des femmes sorties des dépôts de mendicité et des maisons de refuge après un premier internement n'y rentrent plus.

Il faut établir, parmi les mendiants et vagabonds des deux sexes, la distinction entre ceux que recueillent les dépôts de mendicité et ceux qu'hospitalisent les maisons de refuge. Ce qui a été dit des reclusions successives s'applique, avant tout et dans une mesure prépondérante, à la première de ces deux classes de reclus.

Les écoles de bienfaisance ont reçu, en 1903, 594 garçons et 120 filles, contre 532 garçons et 149 filles en 1902. La population moyenne a été de 2,347 contre 2,281 en 1902.

Les 714 garçons et filles entrés en 1903 dans les écoles de bienfaisance se répartissent de la manière suivante, au point de vue du motif qui a amené leur mise à la disposition du gouvernement :

22 ou 3.1 p. c. ont été internés sans décision judiciaire, à la suite d'une demande adressée au Ministre de la justice par le collège échevinal de leur commune;

307 ou 43 p. c. l'ont été en vertu de l'article 24 de la loi du 27 novembre 1891, c'est-à-dire pour avoir été trouvés en état de mendicité ou de vagabondage;

29 ou 4.1 p. c. avaient commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police (art. 25 de la loi);

91 ou 12.7 p. c. ont été mis à la disposition du gouvernement à la suite d'une condamnation à une peine d'emprisonnement correctionnel (art. 26);

265 ou 37.1 p. c. l'ont été par application de l'article 72 du Code pénal qui exempte de condamnation les accusés et prévenus âgés de moins de 16 ans s'il est décidé qu'iis ont agi sans discernement.

Statistique des placements en apprentissage.

L'article 30 de la loi du 27 novembre 1891 sur la répression du vagabondage et de la mendicité, modifié par l'article 2 de la loi du 15 février 1897, autorise le gouvernement à placer les enfants mis à sa disposition, en apprentissage chez un artisan ou chez un cultivateur.

Caractère légal et mode d'organisation des placements en apprentissage. — La mise en apprentissage est un mode d'exécution de la mise à la disposition du gouvernement; celui-ci garde l'entière responsabilité de l'enfant placé.

Antérieuremrnt à la loi du 27 novembre 1891, les enfants mis à la disposition du gouvernement du chef de vagabondage ou de mendicité, ou admis volontairement dans les écoles en vertu d'une autorisation du collège échevinal, pouvaient seuls être placés et le directeur de l'école de réforme de Ruysselede avait seul le droit, moyennant l'assentiment du comité d'inspection de l'établissement, d'effectuer des placements. (Règlement de l'école de Ruysselede, approuvé par arrêté royal du 28 mars 1852, art. 238.)

La loi du 27 novembre 1891 a étendu cette faculté à tous les enfants mis à la disposition du gouvernement pour quelque motif que ce soit, et les placements s'effectuent généralement par l'intermédiaire d'un organisme privé, qu'on appelle les comités de patronage. Ces comités sont établis dans tous les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire et, en outre, à Lierre, Thielt et Seraing; ils ont des correspondants, choisis librement, sinon dans toutes les communes de l'arrondissement, du moins dans les communes ou à proximité des communes où ils effectuent des placements.

De ce que l'enfant placé reste à la disposition du gouvernement il suit que le gouvernement, représenté par le Ministre de la justice, exerce un contrôle permanent sur les placements. Aucun placement ne peut avoir lieu sans son autorisation préalable; tout fait important, tout changement dans la situation de l'élève placé doit lui être immédiatement signalé; en outre, annuellement, un rapport spécial lui est adressé sur chaque placement. Le Ministre peut ordonner le réintégration de l'enfant à l'école ou le renvoyer dans sa famille; son pouvoir, en cette matière, est souverain,

Placements antérieurs au 1er janvier 1903.

Nombre des placements (tableau XCIV A). — Depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1902, 4,179 placements ont été effectués.

Il n'y a guère de différence marquante entre le nombres des placements effectuée chaque année, si l'on en excepte l'année 1894, où le nombre des placements atteint le chiffre de 555.

Cette augmentation brusque du nombre des placements suivie d'ailleurs d'un arrêt immédiat, s'explique : l'œuvre du placement en apprentissage avait atteint, en 1894, son entier développement; les comités de patronage s'étaient organisés dans tous les arrondsssements du pays : d'où accroissement du nombre des demandes d'élèves à placer et facilité pour les directeurs d'assigner à chaque élève le placement s'adaptant à son origine et à son développement physique, intellectuel et moral.

D'un autre côté, il y avait dans les établissements une réserve « d'élèves aptes à être placés », réserve formée par tous les élèves

entrés à l'établissement antérieusement à la mise en vigueur de la loi du 27 novembre 1891 (1er janvier 1892) et qui, pour des motifs divers, n'avaient pu être rendus à leur famille ou bénéficier, jusqu'ores, de la faveur du placement en apprentissage.

Lieu où les placements sont faits (tableau XCIV B). — Le rapport statistique présenté aux Chambres en 1894 constatait que la grande majorité des placements s'effectuait à la campagne, chez des cultivateurs; il signalait à l'attention des comités de patronage les difficultés qui pouvaient résulter, notamment pour les enfants originaires des grandes villes, de l'absence d'apprentissage d'un métier dont ils pussent utiliser les connaissances lorsqu'ils seraient rendus à la vie libre.

A cette époque (1894), le pourcentage des garçons placés chez les cultivateurs était de 62.84; il a été, successivement : en 1895, de 59.06; en 1896, de 57.71; en 1897, de 58.45; en 1898, de 62.12; en 1899, de 58.15; en 1900, de 58.84; en 1901, de 63.35, et en 1902 de 61.09 %.

Etat des placements au 1er janvier 1903. — Au 1er janvier 1903, 699 élèves, dont 667 garçons et 32 filles, étaient placés en apprentissage. Sont seuls compris dans ce nombre les élèves dont le terme de la mise à la disposition du gouvernement n'était pas expiré à cette date.

Il eût été désirable, sans doute, de relever également le nombre des élèves qui, ayant atteint le terme de leur mise à la disposition du gouvernement, sont restés dans la région de leur placement; mais le gouvernement n'a plus d'action sur ces élèves, il ne peut plus exercer de contrôle. Cependant, certains comités de patronage ont fourni à cet égard des renseignements officieux dans les rapports qu'ils publient annuellement sur les résultats de leurs travaux.

La constatation importante qui semble se dégager du tableau XCV est qu'un grand nombre d'élèves (garçons) restent en placement pendant plusieurs années; ils contractent ainsi l'habitude de la vie de campagne et se créent dans ce nouveau milieu un *lien d'attache* qui facilitera leur reclassement social.

Sur les 667 garçons restant en placement au 1er janvier 1903 :

1 était	placé depuis 11 ans	(1892).
6 étaient	id. 10 id.	(1893).
20	id. 9 id.	(1894).
12	id. 8 id.	(1895).
19	id. 7 id.	(1896).
38	id. 6 id.	(1897).
42	id. 5 id.	(1898).
76	id. 4 id.	(1899).
94	id. 3 id.	(1900).
151	id. 2 id.	(1901).
208	id. 1 an	(1902).

Sur les 32 filles restant en placement au 1er janvier 1903 :

2 étaient placées	depuis 10 ans	(1893).
1	id. 9 id.	(1894).
3	id. 5 id.	(1898).
1	id. 4 id.	(1899).
1	id. 2 id.	(1901).
24	id. 1 an	(1902).

Placements effectués en 1903.

Nombre des élèves placés. — Le nombre des élèves placés en apprentissage pendant l'année 1903 est de 372, dont 313 garçons et 59 filles; en y ajoutant le nombre des élèves restant placés au 1er janvier 1903, on obtient un nombre total de 980 garçons et de 91 filles.

Garçons.	463	sortis de l'école de	Ruysselede.
	244	id.	Saint-Hubert.
	59	id.	Reckheim.
	108	id.	Moll.
	106	id.	Gand.
Filles.	21	sorties de l'école de	Beernem.
	70	id.	Namur.

934 garçons ont été placés à l'intervention des comités de patronage.

46 garçons ont été placés directement par les soins des directeurs.

53 filles ont été placées à l'intervention des comités de patronage, dont 44 par le comité des dames patronnesses de Namur, avec le concours de la direction de l'école de cette ville.

38 filles ont été placées directement par les soins de la direction.

Les filles sorties des établissements privés où elles avaient été transférées ont été considérées comme continuant à faire partie de l'école d'où elles avaient été transférées.

Répartition des élèves par lieu de naissance. — Le nombre d'habitants des communes où sont nés les enfants placés a été calculé d'après les résultats du recensement général de 1900 (*Moniteur* du 31 décembre 1901). Dans la première catégorie (communes et agglomérations ayant plus de 100,000 habitants), les faubourgs de Bruxelles et d'Anvers ont été considérés comme faisant partie de l'agglomération.

Il résulte du tableau XCVI*B* que 66.1 % des élèves placés pendant l'année 1903 sont originaires des centres ayant une population de 10,000 habitants au moins.

Placements à la campagne. — Le pourcentage des élèves-garçons (tableau XVCII), placés à la campagne, chez les cultivateurs, pendant l'année 1903 est descendu de 61.09 en 1902 à 60.06.

Nombre des élèves placés qui ont été réintégrés, se sont évadés, ont été libérés (tableau XCVIII). — Le tableau XCVIII constate, par école et par comité de patronage, le nombre des réintégrations d'office ou après évasion, celui des évasions non suivies de réintégration, le nombre des libérations, des expirations du terme de la mise à la dispositton du gouvernement, des incorporations à l'armée et des décès; le total est de 398, de sorte que le nombre des élèves restant placés, au 1er janvier 1904, est de 1,071 — 398 = 673, dont 644 garçons et 29 filles.

Le tableau C groupe les élèves dont le placement a pris fin d'après l'année dans laquelle ils ont été mis en apprentissage.

Sur 980 garçons placés :

162 ou 16.53 % ont été réintégrés ou se sont évadés.
42 ou 4.28 % ont été rendus à leur famille.
107 ou 10.92 % ont atteint l'expiration de leur terme.
25 ou 2.55 % ont été incorporés dans l'armée.
644 ou 65.72 % sont maintenus en placement.

Sur 91 filles placées :

5 ou 5.49 °/₀ ont été réintégrées ou se sont évadées.
56 ou 61.54 °/₀ ont atteint l'expiration de leur terme.
1 ou 1.10 °/₀ a été rendue à sa famille.
29 ou 31.87 °/₀ sont maintenues en placement.

Appliqué exclusivement aux élèves placés pendant l'année 1903, le calcul donne les résultats suivants :

Sur 372 élèves (filles et garçons) placés :

84 ou 22.58 °/₀ ont été réintégrés ou se sont évadés.
6 ou 1.61 °/₀ ont été rendus à leur famille.
54 ou 14.52 °/₀ ont atteint l'expiration de leur terme (incorporation à l'armée).
228 ou 61.29 °/₀ sont maintenus en placement.

La différence du pourcentage des évasions et réintégrations entre les garçons et les filles provient, très vraisemblablement, de ce que celles-ci ne sont généralement placées que peu de temps avant l'expiration du terme de leur mise à la disposition du gouvernement et sont, par conséquent, moins exposées à un échec. Sur 91 filles placées, 8 seulement avaient été placées avant le 1er janvier 1902, tandis que, sur 980 garçons placés, 459 avaient été placés avant *cette même* date.

On pourrait multiplier les comparaisons, indiquer notamment, les résultats d'après les écoles d'où les élèves sont sortis, mais ce serait long et peut-être fastidieux; chacun, d'ailleurs, peut lui-même faire le travail à l'aide des chiffres indiqués aux deux tableaux.

Le tableau ci-dessous donne la répartition des élèves (garçons) dans les écoles de bienfaisance de l'Etat au moment de leur internement encore en vigueur à l'époque de la rédaction des tableaux :

CATÉGORIES D'INDIVIDUS.	AGE au moment du jugement.	PROVINCE dans laquelle est situé le tribunal qui a prononcé le jugement.	ÉCOLE de bienfaisance destinataire.
A. — GARÇONS.			
Loi du 27 novembre 1891, art. 24.	Moins de 15 ans	Les neuf provinces	Ruysselede.
	15 ans et plus	Anvers, Flandre occidentale, Flandre orientale, Hainaut, Namur	Moll.
		Brabant, Liége, Limbourg, Luxembourg	Reckheim.
Loi du 27 novembre 1891, art. 25 et 26. Code pénal, art. 72 et 70 (Pour les enfants âgés de moins de 16 ans.)	Moins de 11 ans	Les neuf provinces	Ruysselede.
	11 à 14 ans	Les neuf provinces	Saint-Hubert.
	Plus de 14 ans	Anvers, Limbourg, Namur	Reckheim.
		Brabant, Flandre orientale, Liége, Luxembourg	Saint-Hubert.
		Flandre occidentale, Hainaut	Moll.

Ensuite de la suppression de l'école de bienfaisance de l'Etat de Reckheim et de l'installation d'une nouvelle école à Ypres, le gouvernement a établi une classification nouvelle des élèves, entièrement conforme au vœu du législateur et de l'arrêté royal du 7 juillet 1890.

Cette classification a été opérée en vertu de l'arrêté royal du 24 novembre 1904, dont l'article 1er est conçu comme suit :

Les individus mis à la disposition du gouvernement avant l'âge de 18 ans accomplis, en vertu de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité et par application de l'article 72 du Code pénal, seront envoyés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat, conformément à la répartition ci-après :

AGE AU MOMENT DU JUGEMENT.	PROVINCE dans laquelle est situé le tribunal qui a prononcé le jugement.	ECOLE DE BIENFAISANCE DESTINATAIRE.
I. — GARÇONS.		
Moins de 13 ans accomplis.	Les neuf provinces	Ruysselede.
13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis	Brabant, Flandre occidentale, Hainaut	Ypres (1er quartier).
13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis.	Anvers, Flandre orientale, Namur, Liége, Limbourg, Luxembourg	Moll.
16 ans accomplis et au-dessus	Les neuf provinces	Saint-Hubert
II. — FILLES.		
Moins de 13 ans accomplis.	Les neufs province	Beernem.
13 ans accomplis et au-dessus	Id.	Namur.

La répartition des élèves dans les écoles de bienfaisance s'opère donc désormais d'après leur âge, au moment du jugement et leur lieu d'origine, *sans distinguer entre les jeunes délinquants et les jeunes mendiants et vagabonds.*

Les élèves garçons qui, sortis de l'école par voie de placement ou de libération provisoire, doivent être réintégrés et qu'il importe de soumettre à un régime plus sévère, sont transférés *dans un quartier spécial* annexé à l'école de bienfaisance d'Ypres. Ceux dont l'indiscipline et l'immoralité exigent des mesures spéciales, sont transférés aux quartiers de discipline établis à Gand (garçons) et à Namur (filles).

Les souteneurs de filles publiques, âgés de moins de 18 ans, sont également dirigés sur le quartier de discipline annexé à la prison centrale de Gand.

Motifs des réintégrations et des évasions (tableaux XCVIII et XCIX). — Le tableau XCIX, qui détaille les motifs des réintégrations et indique, en outre, les divers résultats d'après l'année dans laquelle les élèves ont été placés, ne relève que quatre réintégrations dues à la faute du patron.

Il est certain, néanmoins, que les renvois d'élèves, sans motifs, notamment par des cultivateurs, à l'entrée de l'hiver, sont relativement assez fréquents, surtout dans certaines régions. Mais, dans ce cas, il n'y a pas lieu à réintégration puisque l'élève n'a pas démérité; la solution qui s'indique, c'est ou bien le déplacement de l'élève chez un autre patron ou bien sa libération provisoire, si la situation de la famille n'y fait pas obstacle.

Sur 980 garçons placés, 81 ou 8.26 °/₀ se sont évadés de leur placement; plus de 58 °/₀ des évadés avaient été placés en 1903; c'est donc au début du placement que, généralement, les évasions se produisent.

Faut-il en chercher la cause dans cette circonstance que patron et élève constatent bien vite qu'ils ne peuvent se convenir? Faut-il y voir plutôt l'influence des parents qui s'exercera avec plus d'énergie et avec plus de chances de succès dans les premiers *temps du placement?* La cause serait-elle inhérente aux dispositions individuelles des élèves (âge, caractère, répulsion contre tout travail régulier)?

Rien n'autorise à attribuer une influence prépondérante à l'un de ces trois facteurs.

La seule constatation que fournissent à cet égard les tableaux est que, sur 81 évadés, 35 ont été réintégrés; 30 ont été infructueusement recherchés, 16 ont été autorisés à rester provisoirement en liberté dans leur famille.

L'examen des dossiers individuels permet d'affirmer que les recherches pour découvrir la retraite des évadés sont faites très activement et restent, d'ailleurs, rarement infructueuses. Mais un grand nombre d'évadés sont près d'atteindre l'expiration du ferme de leur mise à la disposition du gouvernement ou tout au moins, sont arrivés à un âge où ils peuvent se suffire à eux-mêmes; la réintégration serait souvent inefficace et inopportune. La circulaire du 8 mars 1897 laisse, dans certains cas, aux magistrats du parquet, chargés de la recherche des évadés, la faculté de surseoir à la réintégration s'ils jugent que cette mesure serait plutôt nuisible à l'élève et que d'ailleurs celui-ci peut, sans inconvénients, être laissé en liberté.

Résultats donnés par l'œuvre du placement en apprentissage. — L'œuvre du placement en apprentissage a été fondée en 1888-1889; à cette époque furent créés les premiers comités de patronage, établis successivement à Liége, Bruxelles, Anvers et Mons. Il fallait vaincre d'abord les résistances que l'œuvre rencontrait; le public craignait, non sans raison, de voir se mêler à la population ces enfants tarés; la difficulté était surtout de faire admettre ces enfants dans les familles honnêtes. La surveillance des placements devait être sérieusement organisée et cette organisation n'a été définitive qu'en 1894.

Actuellement, chaque enfant placé possède son livret de Caisse d'épargne, rendu indisponible jusqu'à sa majorité, sauf autorisation spéciale du Ministre. Auprès de chaque école de bienfaisance a été instituée une société mutualiste en vue de l'affiliation des élèves à la Caisse de retraite; le règlement sur la matière a rendu cette affiliation obligatoire pour tous les élèves des écoles de bienfaisanoe de l'Etat; plusieurs *comités de patronage*, ont établi également, dans leur sein, une mutualité spéciale du patronage; des mesures ont été prises pour assurer la continuation de l'affiliation des élèves à des mutualités particulières ou du patronage, après leur libération définitive.

STATISTIQUE

DES

GRACES ET DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

Les requêtes en grâce soumises au Roi avaient été en 1902 au nombre de 11,966, dont 10,474 furent rejetées, 1,492 accueillies totalement ou partiellement. En 1903, on a compté 16,940 requêtes en grâce; il y a eu rejet dans 14,771 cas, remise totale ou partielle dans 2,169 cas.

Le nombre des détenus auxquels peut s'appliquer la libération conditionnelle est nécessairement restreint : la loi exige une durée minimum de détention et exclut, par le fait, une nombreuse catégorie de prisonniers. D'autre part, l'amendement du détenu et les nécessités de la répression ne permettent évidemment pas de faire bénéficier de la mesure les récidivistes endurcis ou les condamnés ayant fait preuve d'une perversion spéciale.

Aussi la *statistique* de la libération conditionnelle, dressée annuellement surtout, ne peut-elle être que le résultat chiffré d'une enquête.

L'enquête a été faite dès le début de la loi et continue depuis.

Elle porte d'abord sur l'application de la loi, au point de vue de l'initiative que prennent les directeurs de prison et du contrôle qu'exerce l'administration centrale par les instructions d'office qu'elle ordonne; ensuite sur la personnalité des détenus qui bénéficient de la libération conditionnelle : âge, état civil, antécédents, peines encourues, etc.; enfin sur les résultats : proportion des révocations et des libérations devenant définitives par expiration du temps d'épreuve.

L'on trouvera les chiffres pour 1901 au tableau CI. Pour permettre d'apprécier l'importance réelle et la conséquence de la libération conditionnelle, les tableaux ci-dessous fournissent un résumé des chiffres constatés depuis le 1er juin 1888, date de la mise en vigueur de la loi.

Le premier indique la proportion des libérations conditionnelles accordées tant pour les propositions des autorités que pour les instructions d'office sur requête.

Le second expose les résultats en mettant en regard du chiffre total des libérations celui de celles qui sont devenues définitives et celui des révocations.

Enfin, le troisième indique la date à laquelle expireront les délais d'épreuve pour les libérés encore soumis à la surveillance et qui pourraient être éventuellement réintégrés.

Ces deux derniers tableaux ne tiennent pas compte des décès.

ANNÉES.	LIBÉRATIONS			REJETS		
	sur propositions des directeurs.	après requêtes instruites d'office.	TOTAL.	de propositions des directeurs.	après instructions d'office.	TOTAL.
1888-1889	118	54	172	156	69	225
1890	78	28	106	47	53	100
1891	123	47	170	45	45	90
1892	145	54	199	57	38	95
1893	133	43	176	66	18	84
1894	142	39	181	95	29	124
1895	140	61	201	135	48	183
1896	160	56	216	136	64	200
1897	163	72	235	172	90	262
1898	170	87	266	181	87	268
1899	162	70	232	179	88	267
1900	175	61	236	140	50	190
1901	148	74	222	180	80	260
1902	136	46	182	182	80	262
1903	180	45	225	176	61	237

ANNÉES.	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		LIBÉRATIONS DEVENUES DÉFINITIVES		RÉVOCATIONS		
	accordées pendant l'année.	TOTAL depuis le 1er juin 1888 (1).	pendant l'année.	depuis le 1er juin 1888 (1).	de libérations accordées dans l'année.	TOTAL des révocations prononcées dans l'année.	TOTAL depuis le 1er juin 1888 (1).
1888-1889	172	172			3	3	3
1890	106	278		245	1	5	8
1891	170	448			1	4	12
1892	199	647	170	415	3	5	17
1893	176	823	145	558	3	7	24
1894	181	1,004	126	684	3	6	30
1895	201	1,205	170	854	2	13	43
1896	216	1,421	178	1,032	1	6	49
1897	235	1,656	206	1,238	2	10	59
1898	266	1,922	234	1,472	1	9	68
1899	232	2,154	188	1,660	1	8	76
1900	236	2,390	123	1,783	»	8	84
1901	222	2,612	107	1,890	3	17	101
1902	182	2,794	197	2,087	3	21	122
1903	225	3,019	212	2,299	2	10	132

Suite des 3,019 libérations conditionnelles accordées depuis la mise en vigueur de la loi.

Libérations devenues définitives.			2,299
Id. révoquées.			132
Terme d'épreuve expirant en	1904.		176
Id. id.	1905.		235
Id. id.	1906.		39
Id. id.	1907.		28
Id. id.	1908.		15
Id. id.	1909.		12
Id. id.	1910.		14
Id. id.	1911.		6
Id. id.	1912.		6
Id. id.	1913.		4
Terme d'épreuve expirant en	1914.		7
Id. id.	1915.		7
Id. id.	1917.		2
Id. id.	1918.		1
Id. id.	1919.		2
Id. id.	1920.		3
Id. id.	1921.		1
Id. id.	1923.		1
Id. id.	1924.		1
Id. id.	1927.		1
Id. id.	1928.		1
Id. id.	1930.		1
Indéfini			25
			3,019

(1) Date de la mise en vigueur de la loi.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

L'administration de la sûreté publique a été informée de l'arrivée dans le pays du chiffre suivant des étrangers :

Année.	Résidents.	Vagabonds.	Total.
1899.	15,061	2,785	17,846
1900.	16,573	2,757	19,310
1901.	17,059	3,638	20,697
1902.	16,816	3,745	20,561
1903.	19,617	3,683	23,300

Le nombre des étrangers venant résider en Belgique qui avait diminué en 1902, a augmenté de 2,801 unités. Le nombre des vagabonds pendant la dernière période triennale ne varie guère. Le dénombrement total des étrangers arrivés pendant l'année 1903, accuse sur l'année 1902 une augmentation de 2,739.

L'appoint fourni par les différents pays à cette immigration a été :

	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.
Allemagne. . . .	3,813	4,509	5,650	5,467	5,812
Angleterre. . . .	560	536	627	385	528
Autriche.	330	460	546	509	471
France	5,425	5,762	7,902	8,366	10,430
Néerlande	2,546	2,734	2,868	2,759	2,815
Italie	653	626	866	730	629
Luxembourg. . .	477	426	573	538	436
Russie.	352	409	372	527	545

8,115 étrangers ont été renvoyés du pays. Ce chiffre inférieur de 415 à celui de 1902 (8,530) et de 608 à celui de 1901 (8,723), reste toutefois considérablement en dessus du chiffre de 1900. En cette année, 6,513 étrangers seulement avaient été renvoyés aux frontières.

Ci-dessous le tableau des nationaux des divers pays expulsés du royaume pendant chacune des années 1899 à 1903 :

	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.
Allemands. . . .	1,420	1,347	1,787	1,815	1,571
Argentins	8	54	—	—	—
Autrichiens . . .	77	163	202	201	122
Espagnols. . . .	36	12	32	32	21
Français.	4,697	3,881	5,464	5,256	5,254
Néerlandais . . .	428	362	556	526	450
Hongrois	18	39	45	45	48
Italiens	137	155	207	141	135
Luxembourgeois . .	142	160	207	153	204
Norvégiens	1	12	1	48	55
Russes	245	91	39	126	75
Suisses	84	100	123	81	89
Turcs	3	55	5	22	2
Autres pays . . .	58	82	55	81	89

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

Comme celle de l'année 1902, la statistique des aliénés qui figure dans le présent volume ne fournit que des renseignements généraux sur le nombre des aliénés internés dans les asiles. Des renseignements plus développés, surtout au point de vue médical, sont donnés dans les rapports sur la situation des asiles d'aliénés du royaume publiés par l'administration de la bienfaisance. Il n'existe pas de relevé annuel des aliénés soignés à domicile.

La population des asiles d'aliénés a subi, en 1903 une nouvelle hausse, qui a porté à 16,353 le chiffre des malades des deux sexes. En 1890 on n'en comptait pas 11,000. Chaque année étend le nombre des victimes des affections mentales soignées dans les asiles, comme on peut s'en convaincre par les séries de chiffres que voici :

Population des asiles au 31 décembre.

	Hommes.	Femmes.	Total.
1889.	5,335	5,180	10,515
1890.	5,453	5,324	10,777
1891.	5,665	5,410	11,075
1892.	5,935	5,545	11,480
1893.	6,275	5,719	11,994
1894.	6,392	5,908	12,300
1895.	6,624	6,178	12,802
1896.	7,037	6,278	13,315
1897.	7,167	6,401	13,568
1898.	7,473	6,749	14,422
1899.	7,618	6,985	14,603
1900.	7,834	7,140	14,974
1901.	8,072	7,276	15,348
1902.	8,470	7,512	15,982
1903.	8,651	7,702	16,353

En quatorze ans il s'est donc produit une augmentation de 62 °/₀ des hommes internés dans les asiles et une augmentation de 49 °/₀ des femmes internées.

Les individus admis pour la première fois dans un asile ont été au nombre de 3,057 (dont 1,672 hommes et 1,385 femmes).

Ce chiffre a été en 1902 de 3,144, en 1901 de 2,969, en 1900 de 2,822, en 1899 de 3,214.

Au point de vue de l'âge au moment de l'admission, on comptait, sur 1,000 aliénés de chaque sexe :

111 hommes et 69 femmes âgés de moins de 16 ans.
66 id. et 49 id. id. de 16 à 20 ans.
199 id. et 192 id. id. de 21 à 30 id.
381 id. et 371 id. id. de 31 à 50 id.
243 id. et 319 id. id. de plus de 50 ans.

La répartition d'un même nombre d'aliénés au point de vue de l'époque de l'année où ils furent admis à l'asile donne :

Pour le printemps. . .	266 hommes,	260 femmes.
Id. l'été	298 id.	278 id.
Id. l'automne	225 id.	215 id.
Id. l'hiver.	211 id.	247 id.

Dans différentes parties de la statistique criminelle, on a eu l'occasion de montrer l'influence énorme exercée par l'alcoolisme sur la criminalité masculine. Pourvoyeur des prisons, l'alcool est également une des grandes causes de l'extension des affections mentales. Sur 1,672 hommes admis pour la première fois dans un asile 450 ou 27 °/₀ étaient des alcoolisés.

En 1881, dernière année où l'on a établi la statistique des aliénés alcooliques par sexe, on comptait dans les asiles, au 31 décembre, 409 alcoolisés. En 1903, ce chiffre passe à 1,541 augmentant de 1,132 ou 277 °/₀. De 1881 à 1903 le nombre des hommes internés a crû de 4,160 à 8,651 ou de 108 °/₀. Un simple rapprochement entre ces deux chiffres, 108 °/₀ et 277 °/₀, montre de combien l'influence de l'alcool sur l'aliénation mentale a grandi depuis vingt ans. Un autre calcul, consistant à rechercher combien il y avait d'alcooliques sur cent aliénés détenus au 31 décembre de chacune des années 1881 et 1903, fournit la même démonstration sous une autre forme. Ce calcul apprend, en effet, qu'il y avait 9.8 alcooliques sur cent aliénés en 1881, 17.8 °/₀ en 1903.

L'alcoolisme joue un rôle beaucoup moins considérable dans les troubles mentaux qui affectent les femmes. En 1903 on a compté 6.42 femmes alcooliques sur cent femmes internées pour la première fois (89 : 1,385). Les asiles contenaient au 31 décembre 255 alcoolisées sur 7,702 recluses, soit 3.3 °/₀.

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

1903

ANNEXE

ORGANISATION DES TRAVAUX STATISTIQUES

Depuis le 1er janvier 1898, la statistique pénale de la Belgique est rédigée en partie d'après des états dressés annuellement par les autorités judiciaires, en partie à l'aide des bulletins de condamnation envoyés au casier judiciaire central. Il existe, en outre, des bulletins spéciaux, destinés uniquement au service de la statistique, pour relever, dans les tribunaux de première instance, les cours d'appel et les cours d'assises, le nombre des individus acquittés.

Ces deux méthodes, celle des bulletins et celle des états statistiques, ne sont pas combinées, mais simplement juxtaposées, c'est-à-dire que, sauf une légère exception en ce qui concerne les délits forestiers (pp. 46 et 50) et le tableau IV des cours d'assises, on n'a réuni dans aucun tableau de la publication des renseignements recueillis par des méthodes différentes.

On emploie les états statistiques pour connaître le nombre des affaires dont les cours d'assises et les tribunaux correctionnels ont à s'occuper, ainsi que pour recueillir tous les renseignements concernant les travaux des cours d'appel, des tribunaux de police, des parquets et des magistratures d'instruction.

On extrait des dossiers du casier judiciaire : 1° toutes les données relatives aux individus condamnés par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels; 2° tous les éléments de la statistique criminelle.

Voici quelques indications sommaires sur la façon dont les états statistiques sont rédigés et sur le fonctionnement du casier judiciaire dans ses rapports avec le service de la statistique :

1. — États statistiques.

A la fin de chaque année civile, les parquets des tribunaux correctionnels, ainsi que les greffes des tribunaux de police, des cabinets des juges d'instruction et des cours criminelles (cours d'assises, chambres correctionnelles des cours d'appel et chambres des mises en accusation) adressent au Département de la Justice un compte détaillé des travaux que leur office ou le tribunal auquel ils sont attachés a effectués durant l'année.

Pour que ces comptes puissent être dressés avec exactitude malgré leur étendue, les principaux services judiciaires tiennent un registre d'une forme déterminée, où ils inscrivent jour par jour, dans l'ordre où elles se présentent, les affaires dont ils ont à s'occuper. Les feuilles de ces registres sont divisées en cases et en colonnes qui correspondent aux différentes subdivisions des comptes statistiques. Pour rédiger ces comptes, les autorités judiciaires ne doivent donc se livrer à aucune recherche : il leur suffit de faire l'addition, par catégories, des affaires diverses inscrites dans leur registre.

Transmis au Département de la Justice, ces états sont vérifiés, puis dépouillés dans les différents cadres de la statistique.

2. — Bulletins et dossiers du casier judiciaire.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est déjà ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toutes les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (circulaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier du tribunal d'appel qui envoie ce bulletin.

Les bulletins sont classés dans des fardes individuelles, cataloguées comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les fardes, par ordre de date, non seulement toutes les condamnations concernant un même individu, mais encore les arrêtés de grâce ou de libération conditionnelle qui lui ont été accordés, les internements dans un dépôt de mendicité, une maison de refuge, une école de bienfaisance (1) qu'il a subis.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas encore tout à fait homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1° Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1er janvier 1869 contre des individus de nationalité belge ;

2° Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1879 contre des individus de nationalité belge ;

3° Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1er janvier 1895 contre des étrangers ;

4° Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1er janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique ;

5° Les condamnation à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, sauf le Code forestier, prononcées depuis le 1er janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie, extrêmement peu nombreuse, a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Quand on entama la compilation des tableaux de la nouvelle statistique au 1er janvier 1898, le casier judiciaire embrassait donc, abstraction faite des étrangers :

Pour les faits punis d'une peine criminelle, une période de vingt-neuf ans ;

Pour les faits punis d'une peine correctionnelle, une période de dix-neuf ans ;

Pour les infractions au Code pénal punies d'une peine de police, une période de trois ans.

Depuis le 1er janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, prononcées par un tribunal correctionnel qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi ; puis la pièce, datée et signée du chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte, à laquelle la statistique peut puiser en toute confiance.

L'utilisation des dossiers du casier judiciaire par le service de la statistique se fait d'une façon très simple. Chaque jour, les bulletins qui arrivent au casier judiciaire sont communiqués au bureau de statistique après avoir été rangés dans leurs dossiers, s'ils concernent des condamnés récidivistes. Ils sont dépouillés successivement sous leurs différents aspects, après quoi ils sont restitués au casier judiciaire.

Tous les travaux importants sont faits au moyen de fiches de dépouillement perforées par des emporte-pièce comme celles qui servent aux dépouillements par la machine électrique Hollerith. Ces fiches sont comptées au moyen du *classi-compteur March*.

(1) Sauf les mises à la disposition du gouvernement prononcées par application des articles 24 et 25 de la loi du 27 novembre 1891.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Casier judiciaire

N°

(Rappeler le numéro de l'extrait du casier judiciaire, quand il s'agit d'un récidiviste.)

BULLETIN DE CONDAMNATION.

Tribunal correctionnel de

N. B. — Prière de répondre par écrit à chaque question.
L'emploi des guillemets comme réponse est interdit.

N° de l'affaire :

NOM	
Prénoms	
Sobriquet ou surnom	
Faux nom	
Lieu et date de naissance	
Prénoms du père	
Nom et prénoms de la mère	
Nom et prénoms du conjoint. (Indiquer si ce conjoint est décédé ou s'il y a eu divorce.)	
Le condamné a-t-il des enfants légitimes ou légitimés ?	
Instruction. (Souligner ci-contre la mention qui convient.)	Illettré. — Sachant imparfaitement lire et écrire. — Sachant bien lire et écrire. — Ayant une instruction plus développée.
Profession	
	Si le condamné est entretenu par une autre personne, indiquer quelle est cette personne (père, mari, tuteur, etc.) et quelle est sa profession. Tout condamné sans moyens d'existence qui ne travaille pas doit être renseigné comme *sans aveu*, même s'il dit connaître un métier. Si le condamné, sans exercer de profession, a des moyens d'existence, le renseigner sous sa qualification sociale (rentier, pensionné, etc.).
Domicile	

Condamné conditionnellement, avec sursis de (*) , *le*

à :	*du chef de* (indiquer le nombre des infractions de chaque espèce) :	*par application de :*
1°	1°	1° .....
.....	.....	.....
2°	2°	2° .....
.....	.....	.....
3°	3°	3° .....
.....	.....	.....
.....	.....	.....

(**) *Ces faits ont été commis à* , *le*

Le condamné a-t-il agi étant sous l'influence de la boisson ? .....

Le *19* .

Le Greffier,

(*) Biffer les mots *conditionnellement avec sursis de*, si la loi du 31 mai 1888 n'a pas été appliquée.

(**) Indiquer la date à laquelle chaque infraction a été commise. S'il s'agit d'infractions collectives ou d'infractions connexes, *au sens de l'article 227 du Code d'instruction criminelle*, prendre pour date le dernier acte punissable commis, en y joignant l'abréviation **I. C.**

Quand on ignore la date exacte à laquelle une infraction a été commise, faire connaître la période (mois, saison, année) dans laquelle cette date doit se trouver comprise, en indiquant brièvement que la date exacte est inconnue.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE

DE

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE PÉNALE

POLICE JUDICIAIRE ET INSTRUCTION

La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir (Code d'instruction criminelle, art. 8).

Elle est exercée, sous l'autorité des cours d'appel, par les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres ou les échevins délégués, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction, les officiers de gendarmerie, suivant les distinctions établies par la loi (art. 9). Des lois spéciales ont conféré à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus les fonctions d'officier de police judiciaire chargés de rechercher les contraventions aux dispositions de ces lois. Il en est ainsi notamment en matière de voirie et de douanes.

Le soin de constater les contraventions, c'est-à-dire les faits punissables, au maximum, de 7 jours de prison et de 25 francs d'amende, est confié aux commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, au bourgmestre (ou à un échevin délégué). (Code d'instruction criminelle, art. 11; art. 153 de la loi du 18 juin 1869.) Les gardes champêtres et les gardes forestiers sont chargés, concurremment avec eux, de rechercher les délits et les contraventions qui auront porté atteinte aux propriétés rurales ou forestières. (Code d'instruction criminelle, art. 16.) Ces fonctionnaires transmettent directement les procès-verbaux concernant des contraventions de police à l'officier du ministère public près le tribunal de police compétent. (Code d'instruction criminelle, art. 15 et 20.) Cet officier est le commissaire de police dans les lieux où il en est établi et dans les autres le bourgmestre, qui peut se faire remplacer par un échevin. (Art. 153 de la loi du 18 juin 1869.)

Les procureurs du roi près les tribunaux de première instance ont pour mission, sous la surveillance du procureur général près la cour d'appel, de rechercher les crimes et les délits, de recevoir les plaintes et les dénonciations que leur adressent soit des particuliers, soit les officiers de la police judiciaire, d'exercer l'action publique. Ils sont donc à la fois officiers de police judiciaire et officiers du ministère public. Ils agissent soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs substituts. Si les délits parvenus à leur connaissance sont en état d'être jugés sans information préalable, ils les portent directement à l'audience des tribunaux correctionnels, sinon ils requièrent le juge d'instruction d'en informer. Ils saisissent ce magistrat de tous les faits présentant le caractère de crime. Ils soumettent à la chambre du conseil, pour être renvoyés au tribunal de police, les délits qui semblent ne mériter qu'une peine de police.

Le juge d'instruction est le magistrat chargé, en matière répressive, de l'information ou instruction écrite. Il rassemble la preuve des faits, recherche les auteurs de l'infraction et délivre dans ce but des mandats d'amener et des mandats d'arrêt. Sauf le cas de flagrant délit, où les règles ordinaires de l'information sont modifiées, le juge d'instruction ne peut être saisi que par le réquisitoire du ministère public ou par une plainte de la partie lésée.

Un juge d'instruction régulièrement saisi ne peut se dessaisir lui-même. Il ne peut l'être que par une décision de la chambre du conseil, à laquelle il rend compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. (Code d'instruction criminelle, art. 127.) Il y a au moins un juge d'instruction près de chaque tribunal; il peut y en avoir plusieurs si les besoins du service l'exigent. (Art. 20 à 23 de la loi du 18 juin 1869.)

On donne le nom de « chambre du conseil » au tribunal ou à une section du tribunal exerçant sa juridiction dans la chambre des délibérés et non en audience publique. Elle se compose de trois juges, y compris le juge d'instruction. Elle est chargée d'apprécier les éléments fournis par l'instruction préliminaire et d'en déduire soit l'abandon des poursuites, soit le renvoi de l'inculpé devant les juridictions de jugement. D'après la loi du 4 octobre 1867, elle peut, dans le cas où il existe en faveur de l'auteur de l'infraction, des circonstances atténuantes et s'il y a accord unanime des juges, renvoyer l'affaire s'il s'agit d'un délit au tribunal de police, s'il s'agit d'un crime au tribunal correctionnel. La décision de la chambre du conseil porte le nom d' « ordonnance ».

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction ou la chambre du conseil peuvent être, par voie d'opposition, portées en appel devant la chambre des mises en accusation, constituée par l'une des sections de la chambre correctionnelle de la cour d'appel. (Loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4.) Les chambres d'accusation ont le droit d'informer et de faire informer dans toutes les affaires et d'évoquer à elles les poursuites que les premiers juges auraient commencées. Elles ont seules le droit de prononcer le renvoi d'un accusé devant la cour d'assises. Elles statuent sur les demandes en réhabilitation. (Loi du 25 avril 1896.)

Détention préventive. — Cette matière est réglée par la loi du 20 avril 1874, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Après l'interrogatoire, le juge d'instruction pourra décerner un mandat d'arrêt lorsque le fait est de

nature à entraîner un emprisonnement de trois mois ou une peine plus grave. Si l'inculpé a sa résidence en Belgique, le juge ne pourra décerner ce mandat que dans des circonstances graves et exceptionnelles, lorsque cette mesure est réclamée par l'intérêt de la sécurité publique.

Néanmoins, si le fait peut entraîner la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans, ou une peine plus grande, le juge d'instruction ne peut laisser l'inculpé en liberté que sur l'avis conforme du procureur du roi.

ART. 3. — Immédiatement après la première audition, l'inculpé pourra communiquer librement avec son conseil.

Le juge pourra, toutefois, lorsque les nécessités de l'instruction le commandent, prononcer une interdiction de communiquer... L'interdiction ne pourra s'étendre au delà de trois jours à partir de la première audition. Elle ne pourra être renouvelée.

ART. 4. — Le mandat d'arrêt ne sera pas maintenu si, dans les cinq jours de l'interrogatoire, il n'est pas confirmé par la chambre du conseil.

ART. 5. — Si la chambre du conseil n'a pas statué sur la prévention dans le mois à compter de l'interrogatoire, l'inculpé sera mis en liberté, à moins que la chambre, par ordonnance motivée, rendue à l'unanimité, le procureur du roi et l'inculpé ou son conseil entendus, ne déclare que l'intérêt public exige le maintien de la détention.

ART. 6. — Le juge d'instruction pourra, dans le cours de l'instruction et sur les conclusions conformes du procureur du roi, donner mainlevée du mandat d'arrêt, à charge pour l'inculpé de se présenter à tous les actes de la procédure aussitôt qu'il en sera requis.

ART. 10. — Dans les cas prévus par les articles 4, 5 et 6, la mise en liberté pourra être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés comme ils l'ont été les années précédentes, à l'aide de comptes fournis par les parquets, les juges d'instruction ou les cours criminelles.

I. — État des travaux des parquets.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre des plaintes, dénonciations et procès-verbaux : reçus directement par le ministère public	reçus directement par les juges d'instruction	transmis au ministère public par la gendarmerie	par les juges de paix	par les bourgmestres	par les commissaires de police	par les gardes champêtres	par les gardes forestiers	par toute autre manière	Nombre total des plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés au parquet	Direction donnée aux plaintes, dénonciations et procès-verbaux. — NOMBRE DES AFFAIRES : communiquées au juge d'instruction	renvoyées devant une autre juridiction	laissées sans poursuite	portées à l'audience par citation directe : du ministère public	de la partie civile	d'une administration publique
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	4,126	19	2,322	11	55	22,452	348	165	826	30,322	3,438	3,143	16,898	4,877	56	165
Louvain	22	1	1,708	—	458	896	230	55	451	3,787	684	668	1,508	904	5	23
Nivelles	16	—	2,649	—	50	503	326	14	585	3,743	939	801	1,484	574	—	9
Anvers	1,225	22	1,676	—	567	8,533	1	99	652	12,775	2,853	503	6,214	2,898	5	41
Malines	82	—	724	—	64	886	162	—	135	2,053	1,004	6	610	425	2	2
Turnhout	24	—	857	—	15	258	319	95	107	1,651	554	50	444	772	—	45
Mons	1,989	—	5,025	—	115	2,589	218	522	910	9,373	3,054	840	2,707	744	2	8
Charleroi	10,151	—	3,849	—	591	5,515	670	24	55	20,839	6,385	5,059	8,570	2,505	5	50
Tournai	1,080	—	1,515	10	90	687	45	49	457	3,733	1,740	499	1,091	599	4	—
Gand	912	5	2,214	—	1,119	6,224	12	15	98	10,595	2,874	150	4,708	2,727	9	89
Audenarde	2	1	3,188	—	90	614	57	—	77	4,009	674	491	2,156	711	5	—
Termonde	57	—	2,421	4	367	1,708	60	62	295	5,064	1,017	552	2,011	1,583	4	19
Bruges	49	2	1,962	1	484	2,014	587	141	500	6,440	1,032	545	2,515	1,050	1	5
Courtrai	50	—	2,564	1	698	2,050	5	—	608	6,642	1,594	598	2,754	1,708	5	12
Furnes	22	—	715	—	324	582	2	—	188	1,631	440	120	574	483	—	3
Ypres	57	—	1,545	—	452	889	156	85	180	3,120	1,061	245	1,280	590	—	15
Liége	750	—	5,717	5	25	6,016	582	95	801	11,785	3,758	1,518	4,780	1,697	10	189
Huy	877	1	810	2	188	165	554	11	150	2,567	718	585	1,256	185	2	55
Verviers	892	2	1,218	9	900	1,775	295	154	59	5,286	1,250	1,781	1,816	419	1	58
Tongres	420	—	1,248	—	82	120	189	57	46	2,148	288	526	885	405	—	27
Hasselt	277	—	1,568	—	116	564	185	55	210	2,578	558	550	1,055	598	—	42
Arlon	9	1	1,481	4	4	222	45	111	265	2,158	694	458	651	108	—	177
Marche	5	—	917	—	1	68	146	20	60	1,224	255	259	478	245	—	27
Neufchâteau	610	—	745	5	11	120	42	116	99	1,755	521	476	707	207	—	50
Namur	42	—	5,542	—	55	2,040	81	59	104	5,705	1,656	708	2,592	555	5	99
Dinant	1,902	—	579	5	127	185	102	226	125	3,247	770	710	1,141	496	—	125
TOTAUX	25,655	52	47,740	51	6,986	68,955	4,787	2,180	7,825	164,207	40,767	22,164	70,654	28,645	95	1,269

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets.

Arrondissements.	LES FAITS ne constituant ni crime ni délit ou ne pouvant donner lieu qu'à des réparations civiles.	LES AUTEURS étant inconnus.	LA PREUVE ne pouvant être administrée.	LES DÉLITS étant sans gravité ou n'intéressant pas essentiellement l'ordre public.	LES PROCÈS-VERBAUX étant irréguliers.	LES PARTIES intéressées n'ayant pas porté plainte ou s'étant désistées.	LES PRÉVENUS étant décédés.	LA PRESCRIPTION étant acquise.	POUR tout autre motif.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	9,153	3,159	1,108	669	—	360	55	2	452	16,898
Louvain	259	450	486	250	—	57	2	1	43	1,508
Nivelles	412	544	419	48	—	2	1	—	58	1,484
Anvers	894	3,126	1,447	206	24	174	2	6	333	6,214
Malines	8	351	91	—	—	31	2	—	136	619
Turnhout	73	251	64	7	2	4	—	—	43	444
Mons	450	1,157	717	27	173	52	76	12	63	2,707
Charleroi	3,589	1,687	1,881	761	—	586	66	—	—	8,570
Tournai	148	621	209	12	—	10	1	--	—	1,091
Gand	1,212	1,243	1,871	180	—	65	15	27	97	4,708
Audenarde	215	985	331	179	7	29	—	11	333	2,136
Termonde	468	615	901	6	1	1	—	—	21	2,011
Bruges	52	792	1,307	19	8	46	4	4	103	2,315
Courtrai	139	1,434	944	89	—	50	—	2	96	2,754
Furnes	52	266	218	5	—	19	—	4	10	574
Ypres	75	509	511	51	38	42	—	10	14	1,280
Liége	455	704	2,874	344	—	107	3	9	104	4,780
Huy	303	334	478	7	—	62	1	3	44	1,256
Verviers	333	475	282	253	1	139	—	2	311	1,816
Tongres	271	263	280	—	3	51	1	1	15	885
Hasselt	47	278	609	24	4	18	1	2	72	1,055
Arlon	230	207	71	2	—	72	—	2	47	631
Marche	150	137	108	15	—	4	—	1	63	478
Neufchâteau	217	142	308	—	—	15	—	3	22	707
Namur	1,389	400	670	3	—	87	—	—	33	2,592
Dinant	15	272	702	3	—	20	—	4	33	1,141
TOTAUX. . .	20,539	22,402	19,117	3,364	261	2,103	210	108	2,550	70,654

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. — Affaires terminées. Résultat de l'instruction.

Arrondissements.	NOMBRE DES AFFAIRES AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES DE RENVOI DEVANT le tribunal correctionnel : la chambre des mises en accusation.	correctionnel : Crimes.	correctionnel : Délits.	de police : sur réquisition du parquet en vertu de l'art. 4 de la loi du 1 oct. 1867.	de police : après instruction.	une autre juridiction.	de non-lieu à poursuivre.	renvoyées au parquet ou à d'autres juges concurremment saisis.	évoquées par la cour d'appel.	TOTAL.	AFFAIRES SANS SUITE. Faits qui ne constituent ni crime ni délit.	CRIMES ET DÉLITS. présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve : Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve : Les auteurs ont été désignés.	reconnus tels d'après le résultat de l'instruction : Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	reconnus tels d'après le résultat de l'instruction : Les auteurs ont été désignés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	14	445	1,518	3,772	11	14	1,259	152	—	7,185	52	255	252	306	354
Louvain	4	39	168	273	2	1	151	4	—	642	23	6	33	30	37
Nivelles	5	60	132	720	3	3	172	2	—	1,099	8	12	32	71	49
Anvers	12	209	721	1,080	4	6	704	41	—	2,867	46	18	293	336	101
Malines	1	46	149	536	11	—	266	2	—	1,011	—	30	37	161	38
Turnhout	2	41	49	212	1	—	48	1	—	354	7	4	3	23	11
Mons	18	168	410	2,621	61	2	630	32	—	3,942	123	83	166	166	88
Charleroi	3	218	685	3,099	49	—	844	29	—	5,827	16	121	378	493	151
Tournai	—	55	259	1,087	31	—	249	2	—	1,661	14	6	30	108	71
Gand	15	185	383	1,569	3	—	675	11	—	2,841	71	41	207	268	88
Audenarde	3	42	160	285	2	—	174	1	—	669	10	20	47	56	32
Termonde	3	83	253	292	—	1	338	11	—	985	15	15	124	123	59
Bruges	4	138	273	690	27	1	416	—	1	1,550	3	22	77	147	165
Courtrai	1	74	196	868	138	3	338	6	—	1,926	16	104	79	91	48
Furnes	6	19	155	74	1	—	172	2	—	427	—	26	34	68	44
Ypres	1	74	198	521	—	3	198	—	—	995	30	16	37	53	62
Liége	3	417	849	1,671	53	1	755	6	—	3,757	86	133	263	123	146
Huy	4	13	73	381	13	—	101	1	—	590	8	8	20	32	27
Verviers	—	73	277	469	27	—	341	66	—	1,255	33	8	133	64	70
Tongres	2	17	63	118	—	—	69	—	—	301	2	4	11	20	32
Hasselt	3	33	97	307	1	—	99	—	—	540	—	17	34	14	34
Arlon	1	28	98	490	14	1	44	32	—	708	—	10	20	3	11
Marche	—	7	18	148	7	—	44	—	—	224	5	1	4	17	17
Neufchâteau	—	10	39	198	1	—	70	—	—	318	—	9	23	26	10
Namur	3	73	403	728	39	3	391	—	—	1,644	93	—	—	—	200
Dinant	—	33	140	386	20	1	184	—	—	766	1	8	38	63	72
TOTAUX. . .	114	2,604	7,782	23,495	823	42	8,822	401	1	44,084	672	968	2,447	2,630	2,105

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus.

NATURE DES INFRACTIONS.	Parquets.	Cabinets d'instruction. — Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve. — Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Cabinets d'instruction. — Crimes présumés, mais dont l'instruction n'a pas acquis la preuve. — Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	Cabinets d'instruction. — Crimes reconnus tels par l'instruction. — Les auteurs sont restés entièrement inconnus.	Cabinets d'instruction. — Crimes reconnus tels par l'instruction. — Les auteurs ont été désignés (charges insuffisantes).	TOTAL.	Récapitulation. — Crimes dont les auteurs sont restés entièrement inconnus (col. 2, 3, 5).	Récapitulation. — Crimes dont les auteurs ont été désignés mais contre lesquels on n'a pas relevé des charges suffisantes (col. 4 et 6).
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Crimes contre les personnes.								
Assassinat (ou tentative)	—	6	4	16	12	38	22	16
Empoisonnement (ou tentative)	1	3	3	3	—	13	9	5
Infanticide	3	10	11	19	6	46	32	17
Meurtre (ou tentative)	10	25	16	34	21	94	67	37
Coups ayant causé la mort	—	6	2	1	3	12	7	5
Chemins de fer. Obstacles à la circulation des convois ayant causé des blessures ou la mort	18	1	—	12	2	15	31	2
Enlèvement d'une fille au-dessous de 16 ans	—	—	—	1	1	2	1	1
Viol (ou tentative) et attentat à la pudeur	12	18	116	33	38	205	65	154
Débauche de mineurs de moins de 11 ans	—	—	1	2	4	7	2	5
Avortement	71	5	19	23	11	58	99	30
TOTAUX	115	74	174	144	98	490	333	272
Crimes contre les propriétés.								
Incendie (ou tentative)	273	135	40	250	29	458	636	75
Destruction de construction	24	2	4	11	3	20	37	7
Faux en écritures	28	20	65	40	50	200	106	122
Fausse monnaie	12	—	5	7	2	14	19	7
Contrefaçon d'effets publics, billets de banque, etc.	—	—	—	1	1	2	1	1
Banqueroute frauduleuse	—	5	40	1	7	53	6	53
Détournement par fonctionnaire public	—	15	5	5	5	30	20	10
Vol qualifié (ou tentative)	3,797	172	140	737	321	1,396	4,726	467
Extorsion	—	2	0	—	—	8	2	6
TOTAUX	4,134	378	321	1,061	427	2,187	5,573	748
Nombre total des crimes contre les personnes et contre les propriétés réunis	4,249	452	495	1,205	525	2,677	5,906	1,020
Délits	18,153	516	1,052	1,425	1,580	5,473	20,094	3,532
Nombre total des crimes et délits	22,402	968	2,447	2,630	2,105	8,150	26,000	4,552

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896.

I. — NATURE DE L'INFRACTION COMMISE PAR LE REQUÉRANT.	NOMBRE TOTAL DES DEMANDES.	DEMANDES ACCUEILLIES. — LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE — criminelle.	DEMANDES ACCUEILLIES. — correctionnelle.	DEMANDES ACCUEILLIES. — de police.	DEMANDES REJETÉES. — LE REQUÉRANT AVAIT ENCOURU UNE PEINE — criminelle.	DEMANDES REJETÉES. — correctionnelle.	DEMANDES REJETÉES. — de police.
1	2	3	4	5	6	7	8
Assassinat, 304	1	—	—	—	1	—	—
Meurtre, 393	1	1	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372-373	1	—	1	—	—	—	—
Viol, 375	2	—	1	—	—	1	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	6	—	3	—	—	3	—
Effets publics, billets de banque, contrefaçon, falsification, émission, 173 à 176	3	—	3	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	1	—	—	—	—	1	—
Abus de confiance, 491	9	—	7	—	—	2	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	1	—	1	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	1	—	1	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 308 à 400, 410	24	—	15	5	—	3	1
Escroquerie, 490	1	—	—	—	—	1	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1	—	1	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 507	2	—	2	—	—	—	—
Outrages envers un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 278	6	—	2	2	—	1	1
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 503	1	—	1	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	9	—	6	—	—	3	—
Chasse (Loi du 28 février 1882)	2	—	2	—	—	—	—
Ivresse publique (Loi du 16 août 1887)	1	—	—	—	—	—	1
Organisation militaire	1	—	1	—	—	—	—
Infraction à la police des filles publiques	1	—	—	1	—	—	—
Faux poids, fausses mesures (détention de), 561, § 4	2	—	—	2	—	—	—
TOTAUX	77	1	47	10	1	15	3

II. — Nombre des condamnés qui, entre l'époque où ils ont subi leur peine ou en ont été déchargés soit par la grâce, soit par l'expiration du sursis et celle où ils ont adressé leur demande de réhabilitation, ont laissé s'écouler un délai de :

Moins de 6 ans	6
6 ans à moins de 10 ans	21
10 ans à moins de 15 ans	20
15 ans et plus	21
TOTAL	77

VI. — Chambres des mises en accusation. — Nombre et résultats des arrêts.

NOMBRE DES ARRÊTS :	COURS D'APPEL.			TOTAL.
	BRUXELLES.	GAND.	LIÉGE.	
1	2	4	3	5
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	10	7	1	18
Portant renvoi aux assises	31	26	11	68
Portant renvoi au tribunal correctionnel	26	10	7	43
Portant renvoi au tribunal de police	—	—	—	—
Portant renvoi devant une autre juridiction	—	—	2	2
Totaux	67	43	21	131
Statuant sur des demandes en réhabilitations. Octrois	43	4	10	57
Statuant sur des demandes en réhabilitations. Rejets	13	3	4	20
Totaux	56	7	14	77

VII. — Ordonnances de la chambre du conseil qui ont été soumises à la chambre des mises en accusation.

NATURE DES ORDONNANCES.	Ordonnances confirmées entièrement.	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL.
		pour avoir déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre.	pour avoir déclaré qu'il y avait lieu à suivre.	pour fausse qualification des faits.	pour vice de forme.	pour autres motifs.	
1	2	3	4	5	6	7	8
1° Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles)	372	—	—	—	—	94	466
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires auxquelles il a été formé opposition par le ministère public	7	—	5	—	—	—	12
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires auxquelles il a été formé opposition par les parties civiles	—	—	—	—	—	—	—
2° Ordonnances rendues sur le fond des affaires dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code I. C.	59	9	1	25	1	21	116
Cours d'appel Bruxelles	242	2	5	14	1	64	328
Cours d'appel Gand	116	7	—	2	—	19	144
Cours d'appel Liége	80	—	1	9	—	32	122
Totaux	438	9	6	25	1	115	594
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition	2	—	—	—	—	1	3

DÉTENTION PRÉVENTIVE.

VIII. — Prévenus acquittés en appel.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	6	1	2	3	—
Gand	4	1	2	1	—
Liége	5	1	3	1	—
Totaux	15	3	7	5	—

IX. — Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation.

COURS D'APPEL.	TOTAL.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.			
		Moins d'un mois.	De 1 mois à moins de 2 mois.	De 2 mois à moins de 3 mois.	3 mois et plus.
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	2	—	1	—	1
Gand	4	—	2	2	—
Liége	—	—	—	—	—
Totaux	6	—	3	2	1

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les Cours d'assises.

PROVINCES.	Nombre total des accusés.	Nombre des accusés arrêtés préventivement.	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE.									
			Moins de 1 mois.	De 1 à moins de 2 mois.	De 2 à moins de 3 mois.	De 3 à moins de 4 mois.	De 4 à moins de 5 mois.	De 5 à moins de 6 mois.	De 6 à moins de 9 mois.	De 9 mois à moins de 1 an.	1 an et plus.	Durée inconnue.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	8	8	—	—	2	4	1	1	—	—	—	—
Anvers	22	22	2	1	2	7	3	3	4	—	—	—
Hainaut	10	10	—	—	—	3	4	1	2	—	—	—
Flandre orientale	17	17	—	3	7	3	1	3	—	—	—	—
Flandre occidentale	14	14	—	5	4	1	2	2	—	—	—	—
Liége	5	5	—	1	—	1	2	—	1	—	—	—
Limbourg	2	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	4	4	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—
Résultat des arrêts. Condamnés	68	68	1	10	13	17	12	9	6	—	—	—
Résultat des arrêts. Acquittés	14	14	1	1	4	4	2	1	1	—	—	—
Totaux	82	82	2	11	17	21	14	10	7		—	—

XI. — Durée de la détention préventive.

Arrondissements.	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres du conseil.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, condamnés à l'emprisonnement.						PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels, acquittés ou condamnés à des peines pécuniaires.					
	Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.					Total.	DURÉE de la détention préventive.				
		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.		Moins de 1 mois.	De 1 à 2 mois.	De 2 à 3 mois.	De 3 à 6 mois.	De 6 mois et plus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Bruxelles . . .	34	32	1	1	—	—	621	380	177	37	21	—	8	3	3	2	—	—
Louvain . . .	—	—	—	—	—	—	26	7	18	1	—	—	1	—	1	—	—	—
Nivelles. . . .	1	1	—	—	—	—	28	22	4	1	—	1	2	—	2	—	—	—
Anvers. . . .	13	7	3	3	—	—	231	177	40	7	5	2	20	5	12	2	1	—
Malines. . . .	10	9	1	—	—	—	24	12	8	3	1	—	1	1	—	—	—	—
Turnhout . . .	2	—	1	1	—	—	14	3	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons.	1	—	—	1	—	—	90	50	55	12	7	—	—	—	—	—	—	—
Charleroi . . .	4	1	2	1	—	—	164	89	68	7	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. . . .	—	—	—	—	—	—	70	46	17	4	3	—	1	—	1	—	—	—
Gand.	3	1	1	1	—	—	96	31	41	15	5	—	2	1	1	—	—	—
Audenarde . .	—	—	—	—	—	—	24	2	18	1	2	1	1	—	1	—	—	—
Termonde. . .	7	6	1	—	—	—	61	5	20	22	5	—	4	1	1	1	1	—
Bruges	14	13	1	—	—	—	119	37	45	32	5	—	2	1	1	—	—	—
Courtrai . . .	1	1	—	—	—	—	145	67	66	9	3	—	2	—	—	1	1	—
Furnes. . . .	—	—	—	—	—	—	8	5	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	39	31	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége.	7	7	—	—	—	—	323	275	39	9	2	—	9	7	1	1	—	—
Huy	1	—	—	1	—	—	15	7	6	2	—	—	1	1	—	—	—	—
Verviers . . .	2	1	1	—	—	—	66	37	7	2	—	—	6	6	—	—	—	—
Tongres . . .	9	3	6	—	—	—	19	6	12	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt. . . .	7	6	1	—	—	—	22	13	7	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Arlon	—	—	—	—	—	—	59	37	15	6	1	—	—	—	—	—	—	—
Marche. . . .	3	3	—	—	—	—	12	10	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau. .	1	1	—	—	—	—	17	12	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	8	6	1	1	—	—	79	54	24	1	—	—	3	1	2	—	—	—
Dinant	21	15	2	4	—	—	72	66	6	—	—	—	5	5	—	—	—	—
TOTAUX. . .	149	113	22	14	—	—	2,644	1,497	708	175	60	4	68	32	26	7	3	—
Prévenus laissés en liberté .	5,655						24,539 (1)						34,370					

(1) Y compris 331 délinquants de moins de 16 ans, acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal, mais mis à la disposition du gouvernement.

TRIBUNAUX DE POLICE

Compétence. — Les tribunaux de police sont compétents pour connaître :

1° Des infractions que le Code pénal, une loi ou un règlement spécial punissent d'une peine de police, c'est-à-dire n'excédant pas 7 jours de prison et 25 francs d'amende, sauf s'il s'agit de contraventions forestières commises dans des bois soumis au regime forestier ;

2° Des délits que la chambre du conseil leur renvoie quand, à raison de l'existence de circonstances atténuantes, il n'y a lieu de prononcer qu'une peine de police. Le tribunal de police devant lequel le prévenu est renvoyé ne peut décliner sa compétence en ce qui concerne les circonstances atténuantes (loi du 4 octobre 1867, art. 4 et 5) ;

3° Des infractions aux lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, ainsi que les infractions aux règlements provinciaux. Les juges de paix appliquent les peines comminées par les lois et règlements jusqu'à concurrence de 8 jours d'emprisonnement et 200 francs d'amende; les peines plus élevées sont réduites de plein droit à ce maximum (loi du 1er mai 1849, art. 1er et 2) ;

4° Des infractions à la loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage. Les tribunaux de police mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie, dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées, sont envoyés dans une maison de refuge.

Les fonctions de juge de police sont remplies par les juges de paix.

Il y a autant de tribunaux de police que de justices de paix. Cependant, dans les communes divisées en plusieurs justices de paix, le service du tribunal de police est fait successivement, pendant un terme à fixer par arrêté royal, par chaque juge de paix. En fait, sinon en droit, il n'y a donc, dans ce cas, qu'un tribunal de police pour plusieurs cantons.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés à l'aide de relevés que chaque tribunal de police adresse au Département de la Justice. Si l'on veut comparer les chiffres fournis, à partir de l'année 1898 avec ceux qui ont été publiés pour les années antérieures, il importe de remarquer que le chiffre des affaires porté au tableau XII des publications nouvelles comprend toutes les affaires jugées par le tribunal, même celles qui concernent l'application de la loi sur la mendicité et le vagabondage, tandis que depuis 1886 jusqu'en 1897 ces affaires n'ont pas été comptées. Si l'on veut comparer le chiffre des inculpés à partir de l'année 1898 à celui donné pour les années précédentes, il faut ajouter au chiffre des inculpés en matière de police, celui des inculpés en matière électorale.

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles. (3 cantons.)	26,364	23,045	11,634	12,659	752	1,319	1,291	28	—	—	—	—	—	1
Anderlecht	975	907	602	324	41	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Assche	367	335	260	50	25	15	15	—	—	19	7	8	4	—
Hal.	395	305	319	35	15	30	30	—	—	—	—	—	—	—
Ixelles	1,866	1,652	1,182	364	86	86	86	—	—	148	118	30	—	—
Laeken	960	949	608	301	40	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Lennick-St-Quentin	253	246	221	20	5	7	7	—	—	—	—	—	—	—
Molenbeek-St-Jean.	2,743	2,349	1,353	1,101	95	26	24	2	—	168	123	45	—	—
St-Gilles.	2,438	2,416	1,356	1,005	57	19	18	1	—	3	3	2	—	—
St-Josse-ten-Noode	2,237	2,166	1,008	1,128	30	71	71	—	—	—	—	—	—	—
Schaerbeek	1,340	1,258	789	451	38	82	81	1	—	—	—	—	—	—
Uccle.	1,065	1,031	687	315	29	17	17	—	—	17	12	5	—	—
Vilvorde	301	264	228	27	9	36	36	—	—	1	1	—	—	—
Wolverthem	171	159	155	20	6	12	12	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	41,475	39,382	20,400	17,776	1,206	1,737	1,705	32	—	356	264	88	4	1
Louvain (2 cantons.)	812	789	674	92	23	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Aerschot	282	266	221	17	28	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Diest	365	350	292	44	14	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Glabbeek	133	128	106	15	9	1	1	—	—	4	3	1	—	—
Haecht	404	385	361	18	6	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Léau	150	149	132	14	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Tirlemont	544	413	351	78	14	91	90	1	—	10	4	6	—	—
TOTAUX.	2,690	2,510	2,137	276	97	166	165	1	—	14	7	7	—	—
Nivelles.	766	710	341	318	57	60	60	—	—	—	—	—	—	—
Genappe.	228	189	134	40	15	30	30	—	—	9	3	6	—	—
Jodoigne	287	270	210	44	16	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Perwez	281	220	177	35	8	58	58	—	—	3	1	2	—	—
Wavre	540	482	452	44	6	55	55	—	—	3	2	1	—	—
TOTAUX.	2,102	1,886	1,303	481	102	201	201	—	—	15	6	9	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Anvers (3 cantons.)	11,295	11,220	6,801	4,232	187	175	159	16	—	—	—	—	—	1
Boom	311	303	207	21	15	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Borgerhout	2,075	1,982	1,167	661	154	93	93	—	—	—	—	—	—	—
Brecht	167	106	91	6	9	58	58	—	—	3	—	3	—	—
Contich	461	356	203	38	5	105	105	—	—	—	—	—	—	—
Eeckeren	275	240	185	43	12	35	35	—	—	—	—	—	—	—
Santhoven	176	143	125	14	4	33	33	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	14,860	14,350	8,929	5,035	386	507	491	16	—	3	—	3	—	1
Malines (2 cantons.)	785	751	638	107	6	34	34	—	—	—	—	—	—	—
Duffel	229	221	199	20	2	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Heyst-op-den-Berg.	210	204	178	17	9	4	4	—	—	2	1	1	—	—
Lierre.	306	301	250	42	9	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Puers	185	177	150	18	9	8	8	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,715	1,654	1,415	204	35	59	59	—	—	2	1	1	—	—
Turnhout	287	277	195	69	13	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Arendonck	99	96	69	16	11	2	2	—	—	1	—	1	—	—
Herenthals.	168	152	118	22	12	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Hoogstraeten.	451	81	56	20	5	370	370	—	—	—	—	—	—	—
Moll	404	393	320	50	23	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Westerloo	254	247	188	30	20	7	7	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,663	1,246	946	216	84	416	416	—	—	1	—	1	—	—
Mons	1,416	1,346	979	303	64	70	70	—	—	—	—	—	—	—
Boussu	1,501	1,475	1,158	272	45	26	26	—	—	—	—	—	—	—
Chièvres.	195	180	150	24	6	2	2	—	—	15	13	—	—	—
Dour	542	526	412	88	26	10	10	—	—	6	3	2	1	—
Enghien.	136	125	114	10	1	11	11	—	—	—	—	—	—	—
La Louvière	874	854	642	163	49	20	20	—	—	—	—	—	—	—
Lens	303	286	216	43	27	4	4	—	—	13	—	13	—	—
Pâturages	552	540	430	84	20	10	10	—	—	2	1	1	—	—
Rœulx	517	513	350	117	46	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Soignies.	440	411	300	72	39	29	29	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	6,476	6,256	4,757	1,176	323	186	186	—	—	34	17	16	1	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Charleroi. (2 cantons.)	5,367	5,200	2,501	2,672	255	125	122	1	—	38	11	27	—	—
Beaumont.	240	215	145	58	12	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Binche.	1,054	1,034	807	168	59	9	9	—	—	11	6	5	—	—
Châtelet	1,867	1,830	1,127	542	161	37	37	—	—	—	—	—	—	—
Chimay.	291	240	165	61	14	46	46	—	—	5	1	3	1	—
Fontaine-l'Evêque	1,428	1,403	995	314	96	22	20	2	—	1	—	1	—	—
Gosselies.	807	785	581	173	31	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Jumet	970	955	675	251	44	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Merbes-le-Château	254	232	170	47	15	22	22	—	—	—	—	—	—	—
Seneffe.	546	519	403	79	37	17	17	—	—	10	5	5	—	—
Thuin	325	304	228	73	3	19	19	—	—	2	1	1	—	—
TOTAUX.	13,149	12,723	7,597	4,421	705	359	356	3	—	67	24	42	1	—
Tournai	897	864	598	239	27	33	33	—	—	—	—	—	—	—
Antoing	434	424	325	79	20	9	9	—	—	1	1	—	—	—
Ath	423	414	286	104	24	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Celles	200	184	167	14	3	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Flobecq.	78	73	67	6	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Frasnes.	95	91	80	10	1	2	2	—	—	2	1	1	—	—
Lessines	141	139	127	11	1	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Leuze	252	231	178	38	15	14	14	—	—	7	1	6	—	—
Péruwelz	171	166	155	21	12	1	1	—	—	4	—	4	—	—
Quevaucamps	331	315	212	86	17	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Templeuve	248	235	175	48	12	13	13	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	3,270	3,196	2,348	656	132	120	120	—	—	14	3	11	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Gand (3 cantons)	6,398	6,121	2,455	3,364	324	277	266	11	—	—	—	—	—	—
Assenede	138	130	112	15	3	8	7	1	—	—	—	—	—	—
Caprycke.	125	120	96	16	8	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Cruyshautem	130	111	87	14	10	19	19	—	—	—	—	—	—	—
Deynze	286	169	122	34	13	117	117	—	—	—	—	—	—	—
Eecloo	282	257	191	47	19	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Everghem	390	365	203	149	9	27	22	5	—	—	—	—	—	—
Ledeberg	350	334	185	136	13	16	16	—	—	—	—	—	—	—
Loochristy.	130	124	99	15	10	5	5	—	—	1	—	1	—	—
Nazareth.	105	100	63	35	2	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Nevele.	993	206	118	72	16	787	783	4	—	—	—	—	—	—
Osterzeele	252	244	169	60	15	8	8	—	—	—	—	—	—	1
Somergem	198	181	142	23	16	17	17	—	—	—	—	—	—	—
Waerschot	178	48	43	5	—	130	130	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	9,955	8,508	4,063	3,985	460	1,446	1,425	21	—	1	—	1	—	1
Audenarde	438	415	270	113	24	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Grammont.	199	178	143	28	5	6	6	—	—	15	7	8	—	1
Herzele	182	176	142	25	9	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Hoorebeke-Ste-Marie	132	127	117	9	1	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Nederbrakel	123	121	99	20	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Ninove	305	280	227	36	17	25	24	1	—	—	—	—	—	—
Renaix	240	226	182	60	14	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Sottegem	234	224	172	37	15	10	10	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,853	1,745	1,330	328	87	93	92	1	—	15	7	8	—	1
Termonde	240	200	169	25	15	25	23	—	—	8	3	5	—	—
Alost	355	332	264	52	16	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Beveren.	385	375	288	82	35	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Hamme	209	205	140	49	16	3	3	—	—	1	1	—	—	—
Lokeren.	205	185	128	48	9	12	12	—	—	8	1	7	—	—
Saint-Gilles-Waes.	242	210	158	57	25	2	2	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas-Waes	467	457	317	112	28	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Tamise	320	317	260	40	17	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Wetteren	201	180	130	38	12	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Zele	145	143	110	17	7	2	2	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	2,769	2,643	1,943	520	180	109	109	—	—	17	5	12	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruges (3 cantons.)	3,132	1,986	841	979	166	146	146	—	—	—	—	—	—	—
Ardoye	104	98	76	14	8	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Ghistelles	286	283	190	48	27	15	15	—	—	8	—	6	2	—
Ostende	2,082	1,617	1,049	530	20	34	34	—	—	431	95	336	—	—
Ruysselede	65	63	42	14	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thielt	155	132	94	20	18	23	21	2	—	—	—	—	—	—
Thourout	290	274	203	52	17	14	14	—	—	2	2	—	—	—
TOTAUX.	5,114	4,437	2,497	1,666	274	236	234	2	—	441	97	342	2	—
Courtrai (2 cantons.)	830	768	507	205	56	62	62	—	—	—	—	—	—	—
Avelghem	106	91	73	11	5	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Harlebeke	307	210	140	52	18	97	97	—	—	—	—	—	—	—
Iseghem	309	296	196	65	37	11	11	—	—	2	1	1	—	—
Menin	927	718	388	203	38	209	209	—	—	—	—	—	—	—
Meulebeke	79	78	47	28	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Moorseele	138	133	90	38	5	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Mouscron	872	551	324	182	25	341	341	—	—	—	—	—	—	—
Oostroosebeke	135	109	81	24	4	26	26	—	—	—	—	—	—	1
Roulers	655	634	325	258	55	21	21	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	4,358	3,568	2,168	1,156	244	788	788	—	—	2	1	1	—	1
Furnes	147	145	121	17	5	4	4	—	—	—	—	—	—	—
Dixmude	162	156	100	38	18	6	6	—	—	—	—	—	—	—
Haringhe	80	70	67	9	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Nieuport	146	145	103	20	11	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	535	521	391	93	37	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Ypres (2 cantons.)	530	487	337	110	31	42	42	—	—	1	—	1	—	—
Hooglede	145	140	77	43	20	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Messines	244	235	145	76	12	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Passchendaele	127	122	86	25	13	4	4	—	—	1	1	—	—	—
Poperinghe	193	170	140	22	8	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Wervicq	222	218	125	85	10	4	4	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,461	1,379	919	363	97	80	80	—	—	2	1	1	—	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Liége (2 cantons.)	5,804	4,915	2,469	2,334	90	519	506	13	—	572	428	144	—	2
Dalhem	210	200	168	29	3	10	10	—	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	522	510	385	101	26	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	652	614	498	98	18	38	38	—	—	—	—	—	—	—
Grivegnée	568	556	429	119	8	12	12	—	—	—	—	—	—	—
Herstal	554	525	363	130	30	31	31	—	—	—	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	1,281	1,229	937	233	59	52	52	—	—	—	—	—	—	—
Louveigné	217	197	140	48	9	12	12	—	—	8	5	3	—	—
Saint-Nicolas	773	752	591	140	21	21	21	—	—	—	—	—	—	—
Seraing	1,294	1,267	965	265	41	26	26	—	—	1	—	—	1	1
Waremme	724	565	449	104	12	152	150	2	—	7	3	4	—	—
TOTAUX.	12,599	11,326	7,390	3,619	317	685	670	15	—	588	436	151	1	3
Huy	480	460	361	89	19	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Avennes	328	320	308	7	5	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Ferrières	43	41	36	5	—	1	1	—	—	1	1	—	—	—
Héron	181	181	144	25	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	179	173	145	26	6	3	3	—	—	1	—	—	1	—
Landen	262	261	219	21	21	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Nandrin	243	242	178	38	26	1	1	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,716	1,683	1,389	211	89	25	25	—	—	2	1	—	1	—
Verviers	2,174	2,115	1,117	942	51	28	28	—	—	33	12	21	—	—
Aubel	68	65	57	4	2	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Dison	461	446	397	48	1	10	10	—	—	5	4	1	—	—
Herve	137	119	108	10	1	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	145	129	102	25	2	14	14	—	—	2	—	1	1	—
Spa	460	418	285	96	37	36	36	—	—	6	1	5	—	—
Stavelot	124	114	90	17	7	8	8	—	—	2	2	—	—	—
TOTAUX.	3,569	3,402	2,156	1,142	104	119	119	—	—	48	19	28	1	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	316	278	214	51	13	38	38	—	—	—	—	—	—	—
Bilsen	111	103	80	20	3	8	8	—	—	—	—	—	—	—
Brée	95	92	50	20	4	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Looz	240	226	225	1	—	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Maeseyck	233	205	157	35	11	30	30	—	—	—	—	—	—	—
Mechelen	161	150	80	33	11	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Sichen-Sᵉ-et-Boltré.	80	80	50	18	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,236	1,132	857	227	48	104	104	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	319	305	171	103	31	10	10	—	—	4	1	3	—	—
Achel	148	145	70	32	2	4	4	—	—	1	—	1	—	—
Beeringen	335	326	220	69	37	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Herck-la-Ville	122	112	85	21	6	9	9	—	—	1	—	1	—	—
Peer	97	89	65	14	10	7	7	—	—	1	—	—	1	—
Saint-Trond	525	484	342	57	115	41	41	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX	1,546	1,459	932	326	201	80	80	—	—	7	1	5	1	1
Arlon	532	495	472	14	9	26	26	—	—	11	9	2	—	—
Etalle	209	194	178	14	2	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Fauvillers	76	70	70	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Florenville	203	178	169	8	1	25	25	—	—	—	—	—	—	—
Messancy	386	345	302	34	9	35	35	—	—	6	4	2	—	—
Virton	377	330	328	18	4	27	27	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,783	1,638	1,519	93	26	128	128	—	—	17	13	4	—	—
Marche	208	193	180	5	5	15	15	—	—	—	—	—	—	—
Durbuy	120	102	98	4	—	18	18	—	—	—	—	—	—	—
Erezée	53	48	48	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Houffalize	174	147	134	8	5	21	21	—	—	6	—	6	—	—
Laroche	149	139	130	7	2	9	9	—	—	1	—	—	1	—
Nassogne	63	63	57	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vielsalm	113	95	82	11	—	20	20	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	880	787	738	37	12	86	86	—	—	7	—	6	1	—

XII (suite). — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police.

CANTONS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police				Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Neufchâteau	205	184	179	5	—	14	13	1	—	7	1	5	1	—
Bastogne	290	250	199	40	11	30	30	—	—	10	4	6	—	—
Bouillon	192	165	147	18	—	18	18	—	—	9	5	4	—	—
Paliseul	224	205	182	21	2	18	18	—	—	1	1	—	—	1
Saint-Hubert	223	210	171	34	5	10	10	—	—	3	3	—	—	—
Sibret	85	82	81	1	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Wellin	142	137	132	4	1	5	5	—	—	—	—	—	—	1
TOTAUX.	1,361	1,233	1,091	123	19	98	97	1	—	30	14	15	1	2
Namur (2 cantons.)	2,163	1,991	765	1,142	86	172	172	—	—	—	—	—	—	—
Andenne	270	242	190	38	14	27	27	—	—	1	—	1	—	—
Eghezée	244	230	218	10	11	5	5	—	—	—	—	—	—	—
Fosses	702	679	440	216	23	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Gembloux	563	506	429	69	8	47	47	—	—	10	4	6	—	—
TOTAUX.	3,942	3,657	2,040	1,475	142	274	274	—	—	11	4	7	—	—
Dinant	310	269	249	20	—	40	40	—	—	1	1	—	—	—
Beauraing	185	176	145	18	13	8	8	—	—	1	—	1	—	—
Ciney	175	154	140	13	1	18	18	—	—	3	3	—	—	—
Couvin	220	186	158	25	3	34	34	—	—	—	—	—	—	—
Florennes	161	152	121	16	15	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Gedinne	152	143	137	5	1	9	9	—	—	—	—	—	—	—
Philippeville	92	69	61	5	3	23	23	—	—	—	—	—	—	—
Rochefort	204	195	186	9	—	7	7	—	—	2	1	1	—	—
Walcourt	197	194	155	34	7	3	3	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,696	1,538	1,350	143	45	151	151	—	—	7	5	2	—	—

RÉCAPITULATION.

XII (suite). — Etat des affaires par arrondissement.

ARRONDISSEMENTS.	Nombre TOTAL des AFFAIRES.	Affaires de police					Affaires concernant le vagabondage et la mendicité				Affaires électorales (absence au vote)				Nombre des affaires jugées à la requête de la partie civile.
		Total.	JUGÉES				Total.	JUGÉES			Total.	JUGÉES			
			contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.		contradictoirement.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains inculpés par défaut à l'égard des autres.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	41,475	39,582	20,400	17,776	1,206	1,757	1,705	52	—	336	264	88	4	1
Louvain	2,690	2,510	2,157	276	97	166	165	1	—	14	7	7	—	—
Nivelles	2,102	1,886	1,303	481	102	201	201	—	—	15	6	9	—	—
Anvers	14,860	14,330	8,929	5,055	386	507	491	16	—	3	—	3	—	1
Malines	1,715	1,654	1,415	204	35	59	59	—	—	2	1	1	—	—
Turnhout	1,663	1,246	946	216	84	416	416	—	—	1	—	1	—	—
Mons	6,476	6,256	4,757	1,176	323	186	186	—	—	34	17	16	1	—
Charleroi	13,149	12,723	7,597	4,421	705	559	556	3	—	67	24	42	1	—
Tournai	3,270	3,136	2,548	636	152	120	120	—	—	14	3	11	—	—
Gand	9,955	8,508	4,065	3,985	460	1,446	1,425	21	—	1	—	1	—	1
Audenarde	1,853	1,743	1,550	328	87	93	92	1	—	15	7	8	—	1
Termonde	2,769	2,613	1,945	520	180	109	109	—	—	17	5	12	—	—
Bruges	5,114	4,457	2,497	1,666	274	256	254	2	—	441	97	342	2	—
Courtrai	4,358	3,568	2,168	1,156	244	788	788	—	—	2	1	1	—	1
Furnes	535	521	391	95	37	14	14	—	—	—	—	—	—	—
Ypres	1,461	1,379	919	365	97	80	80	—	—	2	1	1	—	—
Liége	12,599	11,526	7,590	3,610	317	685	670	15	—	588	450	131	1	3
Huy	1,716	1,680	1,389	211	80	25	25	—	—	2	1	—	1	—
Verviers	3,569	3,402	2,150	1,142	101	119	119	—	—	48	19	28	1	—
Tongres	1,236	1,132	857	227	48	104	104	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	1,546	1,459	952	326	201	80	80	—	—	7	1	5	1	1
Arlon	1,783	1,638	1,510	95	20	128	128	—	—	17	13	4	—	—
Marche	880	787	758	57	12	86	86	—	—	7	—	6	1	—
Neufchâteau	1,361	1,253	1,091	125	19	98	97	1	—	30	14	15	1	2
Namur	3,942	3,657	2,040	1,475	142	274	274	—	—	11	4	7	—	—
Dinant	1,696	1,558	1,350	145	43	131	131	—	—	7	5	2	—	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	143,773	133,805	82,605	45,748	5,452	8,267	8,175	92	—	1,701	926	761	14	11

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles (3 cantons.)	26,496	981	5	—	2	3	—	55	3,416	3,499	18,357	—	—	—	—	85	1,242
Anderlecht	1,231	169	—	—	—	—	—	1	2	596	463	—	—	—	—	—	8
Assche	543	98	—	—	—	—	—	3	6	184	252	40	12	9	19	—	17
Hal	519	48	9	—	1	1	—	1	11	198	230	—	—	—	—	1	29
Ixelles	1,900	108	15	—	—	—	—	—	10	649	1,118	148	16	—	152	21	65
Lacken	1,182	151	12	—	1	9	—	—	6	294	726	—	—	—	—	—	11
Lennick-Saint-Quentin	331	76	2	—	—	—	—	3	7	131	112	—	—	—	—	—	7
Molenbeck-St-Jean	2,993	285	49	1	2	—	—	—	1	719	1,958	168	4	119	45	2	24
St-Gilles	2,670	127	6	—	2	—	1	3	76	657	1,798	3	3	—	—	2	17
St-Josse-ten-Noode	2,346	165	11	—	—	—	—	1	31	469	1,671	—	—	—	—	3	68
Schaerbeek	1,484	167	19	—	1	—	—	1	3	504	789	—	—	—	—	2	80
Uccle	1,304	206	2	1	1	—	—	—	3	505	586	17	4	1	12	—	17
Vilvorde	416	66	1	—	6	—	—	—	—	56	287	1	—	1	—	3	32
Wolverthem	238	52	—	—	—	3	—	2	10	99	72	—	—	—	—	—	15
TOTAUX	43,653	2,678	131	2	16	16	1	48	3,582	8,560	28,619	377	39	130	208	121	1,630
Louvain (2 cantons.)	1,102	194	7	—	4	—	—	3	18	207	570	—	—	—	—	1	20
Aerschot	504	93	5	—	—	—	—	—	1	182	221	—	—	—	—	1	17
Diest	526	90	15	—	2	—	—	5	6	110	283	—	—	—	—	3	12
Glabbeek	221	23	1	—	—	—	1	2	2	101	88	4	1	—	3	—	1
Haecht	385	27	7	—	1	13	—	5	17	114	201	—	—	—	—	—	10
Léau	198	30	—	—	4	1	—	—	2	86	66	—	—	—	—	1	—
Tirlemont	674	77	12	—	2	1	1	33	10	201	247	10	—	9	1	4	100
TOTAUX	3,610	551	47	—	13	15	2	48	56	1,193	1,685	14	1	9	4	10	184
Nivelles	1,008	115	2	—	—	—	—	—	1	404	488	—	—	—	—	—	30
Genappe	293	80	4	—	—	—	—	—	—	92	117	14	4	10	—	9	21
Jodoigne	399	76	14	—	—	—	—	—	5	66	238	—	—	—	—	2	8
Perwez	302	78	—	—	—	6	—	1	20	50	147	3	1	—	2	7	31
Wavre	691	173	7	—	—	—	—	2	5	83	421	3	2	—	1	12	45
TOTAUX	2,693	520	27	—	—	6	—	3	31	695	1,411	20	7	10	3	30	173

(1) *N. B.* Les chiffres inscrits dans les colonnes 4 et 5 étaient, antérieurement à l'année 1900, confondus avec ceux qui figurent aux colonnes 17 et 18 (colonne 18 en 1898 et 1899).

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897).		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Anvers. . . . (3 cantons).	12,375	1,524	287	—	—	2	—	1	1	2,200	8,360	—	—	—	—	40	137
Boom	476	48	15	—	1	—	—	1	1	215	195	—	—	—	—	—	8
Borgerhout . . .	2,356	138	46	—	1	—	—	—	4	745	1,424	—	—	—	—	1	92
Brecht	165	46	—	—	—	—	—	—	—	62	57	3	—	—	3	11	65
Contich.	380	75	11	—	—	—	—	—	—	118	178	—	—	—	—	14	109
Eeckeren	359	48	7	—	—	—	—	—	3	158	143	—	—	—	—	—	39
Santhoven. . . .	197	48	3	—	—	—	—	—	—	77	69	—	—	—	—	—	40
Totaux. . .	16,308	1,925	369	—	2	2	—	2	9	3,573	10,426	3	—	—	3	66	488
Malines . . . (2 cantons.)	339	180	7	—	4	—	—	—	4	307	328	—	—	—	—	—	34
Duffel	261	93	4	—	—	—	—	—	—	87	77	—	—	—	—	—	12
Heyst-op-den-Berg	326	27	14	—	—	10	—	14	15	148	100	2	—	1	1	—	4
Lierre	441	91	10	—	—	5	—	—	2	125	210	—	—	—	—	4	1
Puers	267	85	1	—	—	—	—	—	—	95	96	—	—	—	—	—	8
Totaux. . .	2,144	485	36	—	4	13	—	14	19	762	811	2	—	1	1	4	59
Turnhout. . .	407	25	17	—	—	—	—	—	1	209	157	—	—	—	—	—	10
Arendonck . . .	142	11	6	—	1	—	—	—	—	66	58	10	1	—	9	—	2
Bérenthals . . .	236	57	2	—	—	—	—	—	2	90	105	—	—	—	—	—	18
Hoogstraeten . .	134	12	3	—	1	—	—	—	1	40	69	—	—	—	—	24	345
Moll	680	78	19	—	5	—	—	—	2	210	358	—	—	—	—	—	11
Westerloo. . . .	360	47	15	—	—	—	—	—	—	58	240	—	—	—	—	2	5
Totaux. . .	1,959	208	62	—	5	—	—	—	6	711	967	10	1	—	9	26	589
Mons	1,969	287	45	—	—	3	—	—	27	585	1,022	—	—	—	—	3	70
Boussu	2,057	234	29	—	—	—	—	—	7	322	1,265	—	—	—	—	2	24
Chièvres	263	59	2	—	—	1	—	—	1	151	69	15	9	4	—	—	2
Dour.	744	135	11	—	—	—	—	1	2	207	298	20	4	16	—	1	9
Enghien	182	69	7	1	—	—	—	—	6	65	34	—	—	—	—	—	11
La Louvière. . .	1,165	201	4	—	1	—	—	—	—	317	522	—	—	—	—	2	24
Lens.	473	181	—	4	—	—	—	—	4	105	179	15	12	1	—	—	4
Pâturages. . . .	714	120	4	—	—	—	—	6	12	242	324	2	—	2	—	—	10
Rœulx	771	145	25	—	1	—	—	2	—	2	396	—	—	—	—	4	1
Soignies	684	105	5	—	1	—	—	6	3	123	441	—	—	—	—	7	25
Totaux. . .	9,022	1,630	132	5	3	4	—	15	62	2,421	4,750	48	25	23	—	19	180

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897).		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Charleroi. . . . (2 cantons)	6,723	678	61	—	—	1	—	5	24	1,050	4,901	38	8	7	23	31	111
Beaumont. . . .	279	57	4	—	—	—	—	—	1	73	164	—	—	—	—	1	23
Binche	1,740	425	28	—	5	—	—	2	1	400	873	11	6	5	—	—	9
Châtelet	2,792	399	45	—	—	3	—	12	2	1,142	1,189	—	—	—	—	4	30
Chimay.	296	46	1	—	—	8	—	2	12	91	136	10	3	—	7	2	74
Fontaine-l'Evêque.	2,091	318	27	—	1	—	—	11	3	596	1,133	1	1	—	—	1	22
Gosselies	1,120	239	32	—	1	—	23	4	11	306	482	—	—	—	—	2	22
Jumet	1,256	139	—	—	3	—	—	1	2	309	712	—	—	—	—	2	15
Merbes-le-Château	290	72	3	—	—	—	—	—	—	55	162	4	—	—	4	2	22
Seneffe.	671	184	9	—	4	32	—	5	16	208	213	10	4	1	5	—	17
Thuin	374	52	9	—	—	—	—	—	—	130	185	2	—	1	1	1	18
Totaux. . .	17,632	2,609	222	—	14	44	25	42	72	4,454	10,150	76	22	14	40	46	371
Tournai . . .	1,047	207	—	—	—	—	—	10	33	273	524	—	—	—	—	1	32
Antoing	585	58	2	—	—	—	—	13	18	155	341	1	1	—	—	1	8
Ath	525	66	10	—	1	9	—	5	37	102	235	—	—	—	—	—	10
Celles	249	76	4	—	1	—	—	1	—	85	84	—	—	—	—	—	17
Flobecq.	102	32	—	—	1	3	—	—	—	45	21	—	—	—	—	1	4
Frasnes.	112	25	—	—	1	—	—	—	—	48	40	2	—	1	1	—	2
Lessines	212	27	6	—	—	3	—	—	3	89	84	—	—	—	—	1	1
Leuze	293	51	1	—	—	—	—	2	—	124	152	7	—	7	—	2	12
Péruwelz	250	51	1	—	1	—	—	4	3	74	116	4	1	3	—	—	1
Quevaucamps . .	407	34	7	—	5	—	—	—	1	50	310	—	—	—	—	1	15
Templeuve . . .	339	55	1	—	2	1	—	1	2	91	186	—	—	—	—	2	17
Totaux. . .	4,121	663	32	—	12	16	—	36	97	1,192	2,073	14	2	11	1	9	119

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Gand (3 cantons)	6,956	516	12	—	2	1	—	239	48	1,758	4,380	—	—	—	—	55	222
Assenede	166	62	—	—	5	—	—	—	—	75	50	—	—	—	—	—	10
Caprycke	194	21	3	—	2	—	—	—	—	99	69	—	—	—	—	1	4
Cruyshautem	183	20	1	—	—	—	—	1	2	103	56	—	—	—	—	5	28
Deynze	253	30	—	—	—	—	—	—	—	89	125	—	—	—	—	—	103
Eecloo	384	57	11	—	3	—	—	—	—	178	135	—	—	—	—	—	25
Evergem	396	58	1	—	—	—	—	—	5	93	257	—	—	—	—	7	20
Ledeberg	438	64	—	—	—	—	—	6	9	105	254	—	—	—	—	—	16
Loochristy	208	48	—	—	1	—	—	—	1	75	83	1	—	—	1	1	4
Nazareth	129	5	3	—	—	—	—	—	—	69	52	—	—	—	—	—	7
Nevele	312	54	5	2	—	—	—	—	6	74	171	—	—	—	—	12	775
Oosterzele	315	62	4	2	—	—	—	—	—	120	127	—	—	—	—	—	8
Somergem	288	48	—	1	—	—	—	2	—	114	123	—	—	—	—	2	17
Waerschoot	63	5	1	—	—	—	—	—	—	34	23	—	—	—	—	—	224
TOTAUX	10,307	1,039	41	5	11	1	—	248	71	2,986	5,905	1	—	—	1	83	1,523
Audenarde	533	77	10	—	—	—	—	—	1	234	211	—	—	—	—	3	22
Grammont	218	49	—	—	—	—	—	2	10	68	80	15	4	6	5	—	6
Herzele	226	39	7	—	—	—	—	—	—	112	68	—	—	—	—	—	6
Hoorebeke-Sainte-Marie	182	28	—	—	—	—	—	—	—	98	56	—	—	—	—	—	5
Nederbrakel	150	25	—	—	3	—	—	2	1	85	36	3	1	2	—	—	2
Ninove	398	157	—	—	—	1	—	—	1	130	120	—	—	—	—	5	20
Renaix	283	46	—	—	1	—	—	—	—	116	120	—	—	—	—	—	14
Sottegem	288	52	1	—	—	—	—	2	6	145	104	—	—	—	—	2	11
TOTAUX	2,278	433	18	—	4	1	—	6	19	993	804	18	5	8	5	10	86
Termonde	302	30	3	—	—	—	—	—	—	131	98	8	3	—	5	—	23
Alost	475	88	—	—	—	—	—	4	1	227	135	—	—	—	—	4	21
Beveren	555	85	3	—	—	1	—	3	6	227	250	—	—	—	—	—	10
Hamme	305	24	—	—	—	—	—	4	5	102	170	1	—	1	—	—	3
Lokeren	208	7	3	—	—	—	—	—	1	79	118	8	2	4	2	—	12
Saint-Gilles-Waes	394	37	1	—	1	—	—	—	1	170	184	—	—	—	—	—	5
St-Nicolas-Waes	629	65	7	—	10	—	—	—	2	184	361	—	—	—	—	—	10
Tamise	378	24	8	—	—	—	—	—	1	164	181	—	—	—	—	1	3
Wetteren	270	24	—	—	2	—	—	—	1	113	130	—	—	—	—	—	21
Zele	204	21	4	—	—	—	—	—	1	66	112	—	—	—	—	—	2
TOTAUX	3,720	425	29	—	13	1	—	11	19	1,483	1,739	17	5	5	7	5	110

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruges (3 cantons)	2,914	335	44	—	2	—	1	10	8	963	1,551	—	—	—	—	9	138
Ardoye	135	17	1	—	5	—	—	—	—	58	54	—	—	—	—	3	3
Ghistelles	468	68	—	—	—	—	—	1	4	120	269	32	5	—	27	2	12
Ostende	1,810	287	28	1	3	—	—	—	1	381	1,109	431	332	36	63	8	26
Ruysselede	96	4	1	—	—	—	—	—	—	20	71	—	—	—	—	—	—
Thielt	238	9	—	—	1	1	—	—	1	100	126	—	—	—	—	2	21
Thourout	434	44	—	—	3	—	—	2	1	193	191	2	—	2	—	—	14
TOTAUX	6,095	764	74	1	14	1	1	13	15	1,841	3,371	465	337	38	90	24	214
Courtrai (2 cantons)	1,094	161	5	—	—	—	—	—	3	178	742	—	—	—	—	7	35
Avelghem	122	11	1	—	3	—	—	—	—	62	45	—	—	—	—	1	14
Harlebeke	302	26	1	—	—	—	—	1	—	105	169	—	—	—	—	11	97
Iseghem	428	97	—	—	—	—	—	—	—	99	232	2	—	1	1	3	9
Menin	943	78	14	1	4	—	—	—	6	176	664	—	—	—	—	16	193
Meulebeke	99	10	—	—	—	—	—	—	—	3	86	—	—	—	—	—	1
Moorseele	186	45	—	—	1	—	—	—	—	51	91	—	—	—	—	1	4
Mouscron	715	120	—	—	1	2	—	—	10	185	397	—	—	—	—	62	270
Oostroosebeke	146	20	—	—	—	—	—	—	—	87	30	—	—	—	—	8	18
Roulers	879	122	10	1	12	—	—	16	11	172	535	—	—	—	—	1	20
TOTAUX	4,914	700	31	2	21	2	—	17	32	1,118	2,991	2	—	1	1	110	690
Furnes	183	21	—	—	—	—	—	—	—	87	75	—	—	—	—	3	1
Dixmude	195	15	5	—	—	—	—	1	2	100	74	—	—	—	—	—	6
Haringhe	114	33	2	—	2	—	—	—	—	32	45	—	—	—	—	—	1
Nieuport	190	32	2	—	—	—	—	—	5	54	97	—	—	—	—	2	1
TOTAUX	682	99	9	—	2	—	—	1	7	273	291	—	—	—	—	5	9
Ypres (2 cantons)	682	70	3	—	3	—	—	1	4	327	274	3	—	—	3	3	40
Hooglede	312	37	1	—	—	—	—	—	—	100	165	—	—	—	—	1	4
Messines	301	31	3	—	4	1	—	4	3	125	132	—	—	—	—	—	11
Passchendaele	192	49	1	—	3	—	—	—	—	61	78	1	—	1	—	—	4
Poperinghe	283	19	—	—	1	—	—	—	—	148	115	—	—	—	—	—	15
Wervicq	289	20	1	—	2	—	—	—	—	99	161	—	—	—	—	1	3
TOTAUX	2,059	232	9	—	13	1	—	5	7	867	925	4	—	1	3	5	77

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 3 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Liége. (2 cantons)	5,464	528	240	9	5	6	—	36	13	1,420	3,398	572	357	74	141	74	280
Dalhem.	249	23	6	1	4	—	—	—	—	172	43	—	—	—	—	3	7
Fexhe-Slins	648	41	22	—	—	—	21	1	1	417	145	—	—	—	—	7	5
Fléron	884	66	51	3	—	—	—	—	32	405	327	—	—	—	—	5	33
Grivegnée	666	50	20	1	2	1	—	18	5	291	278	—	—	—	—	6	8
Herstal	723	176	1	—	3	—	1	45	—	311	186	—	—	—	—	2	30
Hollogne-aux-Pierres	1,927	264	206	1	2	—	—	17	27	684	720	—	—	—	—	18	39
Louveigné	247	35	7	—	—	—	—	—	2	130	75	8	1	3	4	7	6
Saint-Nicolas	1,025	106	42	1	3	—	—	—	15	335	523	—	—	—	—	9	12
Seraing	1,639	108	109	1	—	—	1	3	4	482	931	10	3	8	8	2	26
Waremme	842	60	175	2	—	—	—	24	1	323	255	7	—	3	4	14	138
TOTAUX.	14,314	1,257	879	19	19	7	23	144	100	4,981	6,885	606	361	88	157	147	554
Huy	650	80	41	1	2	—	—	—	5	328	184	—	—	—	—	—	11
Avennes	479	68	62	—	—	—	—	2	2	100	245	—	—	—	—	2	7
Ferrières	51	4	2	—	—	—	—	—	—	11	31	1	—	1	—	—	2
Héron	300	46	22	—	—	—	—	—	—	98	134	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	246	40	50	—	—	—	—	2	1	46	107	4	3	—	1	1	2
Landen	448	68	74	—	—	—	—	2	3	122	170	—	—	—	—	—	1
Nandrin	354	50	13	—	4	—	—	—	—	170	99	—	—	—	—	—	1
TOTAUX.	2,523	374	264	1	6	—	—	6	11	884	982	5	3	1	1	3	24
Verviers	2,501	175	135	1	3	—	—	43	—	589	1,550	33	12	5	16	—	31
Aubel	98	31	—	—	—	—	—	—	—	50	17	—	—	—	—	1	5
Dison	498	22	55	—	—	—	—	—	—	150	262	5	—	5	—	—	10
Herve	167	37	2	—	—	—	—	—	—	100	28	—	—	—	—	—	22
Limbourg	157	24	12	—	1	—	—	—	1	70	40	3	1	2	—	2	12
Spa	532	73	20	—	—	—	—	1	—	262	176	7	1	1	5	4	34
Stavelot	102	10	1	—	2	—	—	—	—	52	37	3	—	2	1	1	16
TOTAUX.	4,055	370	223	1	6	—	—	44	1	1,291	2,119	51	14	15	22	8	130

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Tongres	376	86	51	—	—	—	—	5	1	121	152	—	—	—	—	2	36
Bilsen	145	17	23	—	—	—	—	—	—	61	44	4	2	—	2	1	10
Brée	149	27	2	—	—	—	—	—	1	68	51	—	—	—	—	—	3
Looz	297	62	30	—	—	—	—	—	—	123	80	—	—	—	—	6	9
Maeseyck	251	60	3	—	—	—	—	—	2	96	90	—	—	—	—	1	39
Mechelen	187	25	6	—	1	—	—	—	1	51	103	—	—	—	—	—	11
Sichen-Sussen-et-Bolré	95	17	—	—	8	—	—	—	—	35	35	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	1,500	294	95	—	9	—	—	5	5	557	535	4	2	—	2	10	108
Hasselt	469	49	6	—	—	—	—	3	1	234	176	5	2	1	2	—	10
Achel	191	18	9	1	2	—	—	1	12	76	72	3	1	—	2	1	3
Beeringen	510	109	52	—	—	—	—	—	—	60	300	—	—	—	—	1	9
Herck-la-Ville	173	7	7	—	1	—	—	—	—	87	71	2	—	—	2	—	9
Peer	175	36	—	—	—	—	—	—	—	76	63	3	1	1	1	—	8
Saint-Trond	732	86	47	1	—	—	—	—	18	252	348	—	—	—	—	6	37
TOTAUX.	2,250	305	101	2	3	—	—	4	31	774	1,030	13	4	2	7	8	76
Arlon	757	183	83	5	—	—	—	3	1	102	320	11	—	10	1	—	20
Etalle	273	55	12	—	—	—	—	—	—	113	93	—	—	—	—	1	14
Fauvillers	100	34	3	—	—	—	—	—	—	26	37	—	—	—	—	—	—
Florenville	213	51	10	2	9	—	—	—	—	89	43	—	—	—	—	—	23
Messancy	622	202	64	—	—	—	—	—	—	88	268	—	—	—	—	8	27
Virton	507	114	30	—	—	—	—	—	—	177	186	—	—	—	—	4	23
TOTAUX.	2,472	639	211	7	9	—	—	3	1	655	947	11	—	10	1	13	115
Marche	289	61	28	—	—	—	—	—	—	140	60	—	—	—	—	5	8
Durbuy	123	32	1	—	3	—	—	—	—	45	42	—	—	—	—	4	14
Erezée	68	22	1	—	—	—	—	—	—	38	10	—	4	—	—	—	5
Houffalize	176	36	3	1	—	—	—	—	2	21	113	6	—	2	—	—	21
Laroche	175	20	16	—	1	—	—	—	—	74	64	9	—	4	5	—	9
Nassogne	110	15	7	—	—	—	—	—	—	52	36	6	5	1	—	—	—
Vielsalm	116	24	—	—	—	—	—	—	—	22	70	—	—	—	—	—	20
TOTAUX.	1,057	210	56	1	4	—	—	—	2	389	395	21	9	7	5	9	77

(1) Voir note page 31.

XIII (suite). — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police (1).

CANTONS.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage.	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Neufchâteau.	223	36	5	—	—	—	—	—	2	61	119	18	3	2	13	—	14
Bastogne. . . .	306	20	26	—	3	—	—	—	—	117	131	10	—	10	—	3	28
Bouillon	237	58	5	—	—	—	—	—	—	94	80	9	2	2	5	3	15
Paliseul.	345	28	7	—	—	2	—	—	2	107	159	1	—	1	—	—	21
Saint-Hubert. . .	338	60	8	—	—	—	—	—	—	147	125	3	—	3	—	—	10
Sibret	105	50	—	—	—	—	—	—	—	18	37	—	—	—	—	1	2
Wellin	156	21	—	—	1	—	—	—	2	10	116	—	—	—	—		5
TOTAUX. . .	1,710	282	51	—	4	2	—	—	6	620	745	41	5	18	18	7	95
Namur. . . . (2 cantons)	2,413	200	88	—	—	2	—	38	13	651	1,418	—	—	—	—	41	258
Andenne	376	73	6	—	2	—	—	—	2	142	151	1	—	—	1	2	30
Eghezée.	410	62	31	—	—	—	—	—	2	144	171	—	—	—	—	3	2
Fosses	1,034	220	37	—	7	—	—	—	—	122	648	—	—	—	—	7	19
Gembloux. . . .	722	125	21	—	2	25	1	25	15	280	220	10	—	4	6	1	47
TOTAUX. . .	4,955	678	183	—	11	27	1	61	32	1,348	2,614	11	—	4	7	54	336
Dinant. . . .	385	75	15	—	—	—	—	—	—	183	114	1	1	—	—	12	32
Beauraing. . . .	283	58	24	—	=	—	—	—	—	55	140	7	—	1	6	—	8
Ciney	230	32	13	—	—	2	—	—	2	68	113	4	2	2	—	2	16
Couvin.	258	32	21	1	—	1	—	3	2	80	112	—	—	—	—	—	35
Florennes. . . .	246	29	4	—	—	—	—	—	—	73	140	—	—	—	—	1	10
Gedinne	178	21	18	—	—	—	—	—	—	77	62	—	—	—	—	1	8
Philippeville. . .	114	37	4	—	1	—	—	—	1	29	42	—	—	—	—	2	22
Rochefort. . . .	265	17	33	—	—	—	1	—	—	91	125	2	1	—	1	1	6
Walcourt. . . .	198	32	1	—	—	—	—	—	2	88	75	—	—	—	—	—	3
TOTAUX. . .	2,155	333	131	1	1	3	1	3	7	750	925	14	4	3	7	19	140

(1) Voir note page 31.

RÉCAPITULATION.

XIII (suite). — Etat des inculpés par arrondissement (1).

Arrondissements.	Affaires de police											LOIS ÉLECTORALES absence au vote				Loi du 27 novembre 1891 sur la mendicité et le vagabondage	
	Nombre des inculpés. Col. 3 à 12.	Acquittés.	Prévenus âgés de moins de 16 ans (art. 25, lois des 27 novembre 1891 et 15 février 1897)		Renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent.	Condamnés à l'emprisonnement.				Condamnés à l'amende		Total.	Acquittés.	Condamnés		Acquittés.	Mis à la disposition du gouvernement.
			réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition de 8 jours et plus	sans condition de 5 à 7 jours	sans condition de 1 à 4 jours	conditionnelle.	simple.			à la réprimande.	à l'amende.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Bruxelles. . . .	43,653	2,678	131	2	16	16	1	48	3,382	8,560	28,610	377	59	130	208	121	1,630
Louvain.	3,610	551	47	—	15	15	2	48	56	1,193	1,685	14	1	9	4	10	184
Nivelles	2,693	520	27	—	—	6	—	3	31	695	1,411	20	7	10	3	30	173
Anvers.	16,308	1,923	369	—	9	2	—	2	9	3,573	10,426	3	—	—	3	66	488
Malines.	2,144	483	36	—	4	15	—	14	10	702	811	2	—	1	1	4	59
Turnhout. . . .	1,959	208	62	—	5	—	—	—	6	711	967	10	1	—	9	26	589
Mons.	9,022	1,630	152	5	3	4	—	15	62	2,421	4,750	48	25	23	—	19	180
Charleroi. . . .	17,632	2,609	222	—	14	44	23	42	72	4,451	10,150	76	22	14	40	46	371
Tournai	4,121	665	52	—	12	16	—	36	97	1,192	2,073	14	2	11	1	9	119
Gand.	10,307	1,059	41	5	11	1	—	248	71	2,086	5,903	1	—	—	1	83	1,823
Audenarde . . .	2,278	455	18	—	4	1	—	6	19	995	804	18	5	8	5	10	86
Termonde. . . .	3,720	425	29	—	13	1	—	11	19	1,485	1,739	17	5	5	7	5	110
Bruges.	6,095	764	74	1	14	1	1	15	15	1,841	3,371	465	337	38	90	24	214
Courtrai	4,914	700	31	2	21	2	—	17	32	1,118	2,991	2	—	1	1	110	690
Furnes.	682	99	9	—	2	—	—	1	7	275	291	—	—	—	—	5	9
Ypres	2,059	252	9	—	13	1	—	5	7	867	925	4	—	1	3	5	77
Liége.	14,314	1,257	870	10	19	7	25	144	100	4,981	6,885	600	501	88	157	147	534
Huy	2,528	374	204	1	6	—	—	6	11	884	982	5	3	1	1	3	24
Verviers	4,055	370	225	1	6	—	—	44	1	1,201	2,119	51	14	15	22	8	130
Tongres.	1,500	204	95	—	9	—	—	5	5	537	533	4	2	—	2	10	108
Hasselt.	2,250	303	101	2	3	—	—	4	31	774	1030	13	4	2	7	8	70
Arlon.	2,472	659	211	7	9	—	—	3	1	653	947	11	—	10	1	13	115
Marche.	1,057	210	56	1	4	—	—	—	2	389	395	21	9	7	5	9	77
Neufchâteau. . .	1,710	282	51	—	4	2	—	—	6	620	745	41	5	18	18	7	95
Namur	4,955	678	183	—	11	27	1	61	32	1,348	2,614	11	—	4	7	54	336
Dinant	2,155	333	131	1	1	3	1	3	7	750	925	14	4	3	7	19	140
TOTAUX GÉNÉRAUX.	168,193	19,703	3,463	47	219	162	54	779	4,300	45,371	94,095	1,848	846	399	603	851	8,157

(1) Voir note page 31.

XIV. — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total comparable à celui de l'année 1899. (Col. 4, 7 à 12.) (1)	Nombre des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Délits renvoyés aux tribunaux de police par la chambre du conseil. (Loi du 4 octobre 1867.)												
Code pénal. Bris de clôture. Art. 545	1,472	1,492	394	20	—	3	4	—	27	373	671	—
Coups et blessures. Art. 398	17,616	17,717	4,612	99	2	41	49	—	228	5,725	6,963	—
Calomnie et diffamation. Art. 444	3,147	3,156	812	8	1	6	12	—	34	1,025	1,260	—
Injures graves et menaces. Art. 448-520	1,115	1,120	334	5	—	1	7	—	18	314	441	—
Incendie. Art. 510	17	17	2	—	—	—	—	—	—	6	9	—
Maraudage. Art. 557, 6°, 2e alinéa	490	538	34	48	—	—	3	—	2	204	227	—
Outrages et rébellion. Art. 271, 276	1,564	1,575	170	11	—	3	5	—	33	502	851	—
Outrage aux mœurs. Art. 385	115	118	8	3	—	—	1	—	13	19	74	—
Vol. Art. 463	2,895	3,079	379	166	18	8	11	—	47	855	1,615	—
Autres délits	1,183	1,201	241	15	3	10	1	—	24	420	487	—
Lois spéciales. Police sanitaire des animaux domestiques. L. du 30 décembre 1882.	56	56	3	—	—	—	—	—	—	19	34	—
Police sanitaire des animaux domestiques (mesures de précaution contre la rage canine). A. R. du 16 juin 1891	2,098	2,102	94	4	—	2	—	—	—	876	1,126	—
Monnaies de billon étrangères (loi sur les) 9 juin 1893	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Jeux (loi sur les) 24 octobre 1902	18	18	—	—	—	1	—	—	4	2	11	—
Loi relative aux établissements dangereux et insalubres, 5 mai 1888	71	71	10	—	—	—	—	—	—	33	28	—
Travail des femmes et des enfants L. du 13 décembre 1889	18	18	1	—	—	—	—	—	—	12	5	—
Art de guérir	3	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—
Protection des enfants employés dans les professions ambulantes. L. du 28 mai 1888.	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Règlements d'atelier (loi sur les) 15 juin 1896.	11	11	—	—	—	—	—	—	—	8	3	—
Règlements sur les matières explosives ou inflammables pris en vertu de la loi du 28 mai 1886, art. 1er	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Payement des salaires aux ouvriers. L. du 17 juin 1896	22	22	4	—	—	—	—	—	—	14	4	—
Falsification de denrées alimentaires (art. 7, loi du 4 août 1890	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prestations militaires. L. du 14 août 1887.	4	4	—	—	—	—	—	—	—	3	1	—
Police maritime	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Loi sur l'ivresse publique, 16 août 1887	8	8	—	—	—	—	—	—	1	2	5	—
Loi sur la mendicité et le vagabondage. Art. 30. L. du 27 novembre 1891.	7	7	2	—	—	—	—	—	1	2	2	—
Loi sur la chasse, 28 février 1882.	3	3	3	—	—	—	—	—	—	1	1	—

(1) Les chiffres des colonnes 5 et 6 ont été relevés pour la première fois en 1900. Ils n'ont, par conséquent, pas été compris dans le total des inculpés de 1899 et des années antérieures.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Total comparable à celui de l'année 1899. (Col. 4, 7 à 12.) (1)	Nombre des inculpés. (Col. 4 à 12.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	Agés de moins de 16 ans. (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 8 jours et plus.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement de 1 à 7 jours.	CONDAMNÉS à l'amende conditionnelle.	CONDAMNÉS à l'amende sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.												
Code pénal. Loteries et jeux de hasard. Art. 557, 5°	811	871	87	60	—	1	18	—	122	198	385	—
Corps durs jetés contre les maisons, etc. Art. 557, 4°	410	519	114	109	—	—	—	—	2	160	134	—
Animaux domestiques tués ou blessés. Art. 557, 5°	125	131	61	6	—	—	—	—	1	28	35	—
Maraudage. Art. 557, 6°, 1er alinéa	1,003	1,177	139	172	2	3	3	—	6	406	444	—
Dommages aux propriétés mobilières. Art. 559, 1°	776	876	245	97	3	3	—	—	3	217	306	—
Bruits et tapages nocturnes. Art. 561, 1°	5,750	5,783	456	53	—	3	8	—	126	1,883	3,290	—
Denrées alimentaires falsifiées (vente de). Art. 561, 2° et 3°	201	201	27	—	—	—	1	1	9	76	87	—
Détention de faux poids ou de fausses mesures. Art. 561, 4°	73	73	4	—	—	—	—	—	—	21	48	—
Mauvais traitements envers les animaux. Art. 561, 5°	1,828	1,855	214	55	—	1	2	—	45	420	1,158	—
Animaux soumis à des tortures dans des combats, etc. Art. 561, 6°	535	535	41	—	—	—	8	49	274	47	116	—
Injures verbales. Art. 561, 7°	18,264	18,425	4,577	158	3	45	12	1	118	5,925	7,786	—
Divination, explication des songes. Art. 563, 1°	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—
Dégradation de clôtures urbaines ou rurales. Art. 563, 2°	335	375	82	50	4	—	1	—	5	105	142	—
Voies de fait. Art. 563, 3°	1,906	1,931	442	25	—	8	1	—	16	601	838	—
Autres contraventions. Art. 551 à 556, 557, 1° et 2°, 559, 2°, 3° et 4°, 563, 4° et 5°.	6,184	6,565	846	581	—	9	2	—	6	1,967	3,353	—
Règlements communaux sur. La police des cabarets et autres lieux publics.	6,634	6,654	504	20	—	2	—	—	17	2,332	3,779	—
Les filles publiques	5,038	5,038	52	—	—	—	2	—	1,023	55	3,928	—
D'autres objets	32,409	32,915	1,569	504	2	12	9	—	2,783	5,989	22,245	—
Règlements provinciaux	3,356	3,450	524	94	—	1	—	1	5	987	2,038	—
Lois spéciales et règlements généraux.												
Grande voirie et roulage	14,862	14,993	854	150	1	3	—	1	25	5,605	8,378	—
Police de l'audience. Code d'instruction criminelle. Art. 504 et 505.	24	24	—	—	—	—	1	1	7	1	14	—
Témoins défaillants. Code d'instruction criminelle. Art. 157.	270	270	85	—	—	—	—	—	1	4	182	—
Poids et mesures. L. du 1er octobre 1855	397	397	9	—	—	—	—	—	—	94	294	—
Registres de population. L. du 2 juin 1856	3,760	3,764	222	4	—	—	—	—	—	1,015	2,523	—
Cours d'eau. L. du 7 mai 1877, art. 27 et 28	74	75	28	1	—	—	—	—	—	22	24	—

(1) Voir note page 40.

XIV (suite). — Tribunaux de police. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL (comparable à celui de l'année 1890 (Col. 4, 7 à 12) (1)	NOMBRE des inculpés. (Col. 4 à 7.)	Acquittés.	Agés de moins de 16 ans. — (Art. 25, L. du 27 novembre 1891 et 15 février 1897.) réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	A l'égard desquels le tribunal s'est déclaré incompétent.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement conditionnel.	de 8 jours et plus.	de 1 à 7 jours.	à l'amende conditionnelle.	sans condition.	Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Navigation intérieure. A. R. des 1er mai 1889 et 22 décembre 1877.	275	272	67	2	—	—	—	—	—	102	101	—
Chemins de fer de l'Etat ou concédés. L. des 12 avril 1835 et 25 juillet 1892, etc.	1,361	1,423	218	62	—	3	—	—	3	636	501	—
Postes. L. du 30 mai 1870	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Télégraphes et téléphones. L. des 1er mars 1851 et 11 juin 1853.	19	19	8	—	—	—	—	—	—	9	2	—
Code rural. L. du 7 octobre 1886	4,916	5,684	779	705	3	8	—	—	13	2,007	2,169	—
Conservation des grenouilles. A. R. du 3 janvier 1893	181	191	15	10	—	—	—	—	—	44	122	—
Oiseaux insectivores. A. R. des 14 août 1889, 5 septembre 1889 et 16 septembre 1896	560	635	87	75	—	2	—	—	—	246	225	—
Ivresse publique. Loi du 16 août 1887	16,736	16,761	508	25	—	20	1	—	11	2,290	13,906	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 13 décembre 1889. Art. 17	131	131	10	—	—	—	—	—	—	72	49	—
Denrées alimentaires. L. du 4 août 1890. Art. 5, et règlements portés en vertu des articles 1er et 4 de cette loi.	987	990	65	5	—	4	—	—	5	358	575	—
Participation à une infraction commise par un enfant de moins de 16 ans. L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25*bis* et 25*ter*.	58	162	11	99	5	—	—	—	1	18	28	—
Non-comparution d'un enfant. Responsabilité de la personne qui en a la garde. L. des 27 novembre 1891-15 février 1897. Art. 25 *quater*	83	83	4	—	—	—	—	—	—	7	72	—
Autres contraventions	2,421	2,599	247	178	—	10	—	—	19	873	1,272	—

RÉCAPITULATION

Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. L. du 4 octobre 1867	Code pénal	29,614	30,013	7,006	575	24	72	65	—	426	9,419	12,598	—
	Lois spéciales	2,326	2,330	117	4	—	5	—	—	6	976	1,224	—
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Infractions au Code pénal	28,195	39,319	7,115	1,112	12	75	56	51	751	12,036	18,104	—
	Id. aux règlements communaux et provinciaux.	47,437	48,057	2,249	618	2	15	11	1	5,830	9,341	31,990	—
	Lois spéciales et règlements généraux	47,111	48,474	3,216	1,524	9	50	2	2	85	13,579	30,179	—
	TOTAUX. . .	164,683	168,193	19,703	3,463	47	219	162	54	5,079	45,371	94,095	—
					3,510			5,295			139,466		
Lois électorales. Absence au vote.	Acquittés 846												
	Réprimandés . . 399	1,848	1,848										
	Condamnés à l'amende 603												
	TOTAUX. . .	166,531	170,041										

(1) Voir note p. 40.

XV. — Appels de police. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels.

Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	par diminution de peine.	par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.
1	2	3	4	5	6
Report. . .	460	191	89	115	855
Bruxelles	133	61	15	16	223
Louvain	25	8	15	15	63
Nivelles	21	1	8	2	32
Anvers	55	25	7	8	95
Malines	22	14	5	5	46
Turnhout	2	5	7	3	15
Mons	33	10	5	10	58
Charleroy	52	18	5	27	102
Tournai	10	5	7	3	25
Gand	27	22	9	4	62
Audenarde	12	4	1	6	23
Termonde	32	4	2	14	52
Bruges	30	16	5	2	59
TOTAUX. . .	460	191	89	115	855

Arrondissements.	JUGEMENTS confirmés.	INFIRMÉS par acquittement.	par diminution de peine.	par condamnation ou aggravation de peine.	TOTAL des jugements frappés d'appel.
1	2	3	4	5	6
Courtrai.	35	25	10	10	80
Furnes	4	2	7	3	16
Ypres	13	5	—	21	39
Liége	117	30	34	43	233
Huy.	12	12	6	8	38
Verviers.	20	16	5	4	54
Tongres	11	4	3	2	20
Hasselt	16	8	2	3	29
Arlon	16	10	4	5	35
Marche	11	1	2	2	16
Neufchâteau	3	6	2	7	18
Namur	35	12	12	5	64
Dinant	20	7	2	8	37
TOTAUX. . .	762	338	178	236	1,534

XVI. — Lois électorales, absence au vote, résultat des poursuites.

OBJET DES ÉLECTIONS.	NOMBRE DES INCULPÉS — ACQUITTÉS.	RÉPRIMANDÉS.	CONDAMNÉS à l'amende.	Nombre total des inculpés.
1	2	3	4	5
Élections législatives	16	1	—	17
Élections provinciales	20	15	19	52
Élections communales	810	383	584	1,779
TOTAUX. . .	846	399	603	1,848

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS.

On appelle tribunaux correctionnels les tribunaux de première instance siégeant en matière répressive.

Ils jugent en premier ressort :

1° Les délits, c'est-à-dire les faits que le Code pénal punit d'une peine correctionnelle (emprisonnement de 8 jours à 5 ans ou amende d'au moins 26 francs);

2° Les infractions à des lois spéciales ou à des règlements d'administration qui peuvent être frappées d'une peine correctionnelle, sauf s'il s'agit d'infractions à des règlements provinciaux ou à des lois et règlements sur la grande voirie, le roulage, les messageries, les postes et les barrières, matières qui sont de la compétence des tribunaux de police (loi du 1er mai 1849);

3° Les faits punissables d'après la loi d'une peine criminelle que la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation leur renvoie dans tous les cas où il n'y a lieu de prononcer qu'une peine correctionnelle, à raison soit d'une excuse, soit de circonstances atténuantes, et dans le cas où il y a lieu d'y appliquer les articles 72, 73 et 76 du Code pénal, concernant les délinquants âgés de moins de 16 ans et les sourds-muets (loi du 4 octobre 1867, art. 2, 3 et 6);

4° Les contraventions commises dans les bois soumis au régime forestier (art. 132 du Code forestier).

Ils constituent, en outre, la juridiction d'appel pour les jugements répressifs rendus en première instance par les tribunaux de police.

Les tribunaux correctionnels sont, comme les tribunaux de première instance, au nombre de 26. Dans les tribunaux de première instance composés de plusieurs chambres, une ou plusieurs de ces chambres peuvent être chargées spécialement des affaires correctionnelles. De même qu'en matière civile, les chambres ne peuvent juger qu'au nombre fixe de trois juges.

Rédaction des tableaux. — Les acquittés sont classés d'après l'infraction pour laquelle ils ont été poursuivis, les condamnés d'après celle pour laquelle ils ont été condamnés.

Le prévenu condamné pour plusieurs infractions en une même audience n'est compté qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte, même si ces condamnations font l'objet de jugements différents.

Est considéré comme étant sans antécédents judiciaires, le condamné qui, au moment où il commettait le fait délictueux, n'avait pas encore encouru de peine correctionnelle ou de peine de police qui, cumulées, atteignaient le taux des peines correctionnelles.

Pour établir le groupe dans lequel un récidiviste doit être rangé, on additionne toutes les condamnations qu'il a encourues. Un prévenu dont le dossier renferme une condamnation à 6 mois de prison et un prévenu qui s'est vu infliger six fois 1 mois de prison figurent donc dans la même catégorie.

Les inculpés jugés en appel par les tribunaux correctionnels font, depuis l'année 1901, l'objet de comptes spéciaux.

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper.

Arrondissements.	AFFAIRES pendantes au commencement de l'année.	Renvoyées devant le tribunal par			Portées devant le tribunal par			TERMINÉES			AFFAIRES restant à juger à la fin de l'année.	NOMBRE DES AFFAIRES JUGÉES.			
		la chambre du conseil.	la chambre des mises en accusation.	la cour de cassation.	citation directe du ministère public.	citation directe de la partie civile.	une administration publique.	PAR JUGEMENT. au fond.	PAR JUGEMENT. d'incompétence.	par radiation du rôle.		contradictoire-ment.	par défaut.	contradictoirement à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles . .	1,560	1,055	14	—	4,677	56	165	6,660	5	—	1,720	4,956	1,481	215	6,656
Louvain . . .	398	220	1	1	904	5	23	1,372	—	—	180	1,224	100	48	1,372
Nivelles . . .	204	177	1	—	574	—	9	851	—	1	115	721	93	35	851
Anvers . . .	2,685	950	6	—	2,898	5	41	4,638	8	30	1,887	3,301	1,014	125	4,638
Malines . . .	195	195	—	1	425	2	2	662	2	1	151	586	55	21	662
Turnhout . .	152	90	—	—	772	—	45	847	—	—	190	657	142	48	847
Mons	555	578	—	2	744	2	8	1,174	2	—	711	960	170	44	1,174
Charleroi . .	955	905	5	—	2,500	3	50	3,729	—	—	465	2,760	762	207	3,729
Tournai . . .	207	202	—	1	599	4	—	700	1	—	202	568	105	27	700
Gand	1,465	568	5	—	2,727	9	89	3,461	—	—	1,598	2,454	801	206	3,461
Audenarde . .	255	202	1	2	782	5	—	897	—	—	348	724	111	62	897
Termonde . .	464	558	5	2	1,585	4	19	2,051	—	—	562	1,681	208	162	2,051
Bruges . . .	600	576	—	—	1,956	1	5	2,015	2	2	871	1,451	597	215	2,043
Courtrai . . .	545	545	—	1	1,708	5	12	2,025	10	—	577	1,511	585	127	2,023
Furnes . . .	100	175	1	—	485	—	5	640	2	—	120	459	155	46	640
Ypres	155	272	—	—	596	—	15	852	—	5	179	684	97	71	852
Liége	5,110	1,206	4	—	1,697	10	189	4,450	—	—	1,852	5,572	690	168	4,450
Huy.	71	91	—	1	185	2	55	542	—	2	59	282	49	11	542
Verviers. . .	221	552	—	—	419	1	58	885	—	—	148	670	172	41	885
Tongres . . .	95	112	—	—	405	—	27	552	—	—	105	408	89	55	552
Hasselt . . .	184	146	1	—	598	—	42	820	1	—	150	624	164	52	820
Arlon. . . .	59	126	1	—	198	—	177	500	—	2	59	565	118	19	500
Marche . . .	19	25	—	—	245	—	27	289	1	2	24	224	55	10	289
Neufchâteau .	57	40	—	—	207	—	50	509	1	—	55	220	75	14	509
Namur . . .	457	480	—	—	555	5	99	1,525	1	—	250	1,024	255	68	1,525
Dinant . . .	254	175	—	—	400	—	125	946	—	—	84	652	272	22	946
TOTAUX.	14,522	10,442	39	11	26,711	93	1,269	43,006	36	43	12,002	32,916	7,985	2,105	43,006

XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 73 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.			TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A					EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A		
										L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE						L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
										conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	sans condition plus de 6 mois.	sans condition 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Crimes correctionnalisés.																										
Infanticide, 300	9	—	—	—	—	—	—	9	9	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	7	1	1	—	—	—	—	6	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	61	9	9	—	—	—	—	52	36	5	20	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer. (Obstacle à la circulation des convois sur le), 400, 407, 408	8	7	2	5	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1er	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	128	41	28	4	9	—	—	87	51	8	26	15	2	—	—	15	5	1	—	1	—	—	—	—	1	—
Id. 373, § 2	68	21	15	1	7	—	—	47	17	2	9	6	—	—	—	15	5	5	—	5	—	—	—	—	5	—
Viol, 375	101	29	28	1	—	—	—	72	40	10	22	8	—	—	—	26	—	4	—	1	3	—	—	—	2	—
Supposition d'enfant, 363	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme ayant causé la mort, 330, 332	7	—	—	—	—	—	—	7	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en matière criminelle, 215, 216	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	6	3	2	—	1	—	—	3	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	11	3	3	—	—	—	—	8	4	—	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	7	7	4	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	20	11	11	—	—	—	—	9	4	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 320	6	1	1	—	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	396	66	64	2	—	—	—	330	193	85	47	60	1	—	1	2	1	2	—	—	2	—	—	—	—	—
Faux certificats par un fonctionnaire (Délivrance ou usage de), 208	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	14	—	—	—	—	—	—	14	9	1	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 480	104	25	25	—	—	—	—	79	45	17	9	10	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	7	2	2	—	—	—	—	5	5	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	1,885	561	347	105	109	—	—	1,324	(1) 575	262	92	200	18	3	1	1	16	21	4	8	9	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	25	10	9	1	—	—	—	15	4	—	4	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Faux bilans (Loi du 26 décembre 1881 sur les)	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																										
Abus de confiance, 491	1,253	282	204	3	15	—	—	971	(1) 525	161	39	220	76	20	—	—	1	14	4	—	9	1	—	—	—	—
Abus des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, 403, 404	5	3	3	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	1,052	204	204	—	—	—	—	848	537	222	—	275	25	17	—	—	—	22	8	—	15	—	1	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1894	890	98	93	3	—	—	—	792	529	92	—	80	231	106	—	—	—	13	—	—	2	3	6	—	—	—
Id. Fabrication et débit, 316	4	—	—	—	—	—	—	4	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, 434, 435, 436	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1er	98	27	25	—	2	—	—	71	48	9	17	22	—	—	—	39	2	1	—	—	1	—	—	—	1	—
Id. id. avec violence sur un enfant de plus de 14 ans, 373, § 1er	263	80	68	9	3	—	—	183	104	32	16	32	4	—	—	49	1	4	2	—	2	—	—	—	1	—

(1) Dont un condamné en outre à une peine d'incorporation dans une compagnie de correction.

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois. CONDAMNÉS					
		EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A		
		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.				
28	29	30	31	32	33	34	35
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 300.	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	1	1	—	—	—	—	—
Id. id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	9	9	—	—	—	—	—
Chemin de fer. (Obstacle à la circulation des convois sur le), 406, 407, 408.	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1.	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2.	8	3	5	—	—	8	—
Id. id. 373, § 2.	11	7	4	—	—	9	1
Viol, 375	11	7	4	—	—	9	—
Supposition d'enfant, 363.	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 332.	1	1	—	—	—	1	—
Faux témoignage en matière criminelle, 215, 216.	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510.	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511.	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, la nuit, 512, 513	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	2	—	2	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces en réunion ou en bande, 520.	2	—	2	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	35	9	26	—	—	—	—
Id. certificats par un fonctionnaire (délivrance de ou usage de), 208.	1	—	1	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168.	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	15	6	9	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1er	—	—	—	—	—	—	—
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 407 à 470.	159	26	131	2	—	—	—
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	3	3	—	—	—	—	—
Faux bilans (loi du 20 décembre 1881 sur les)	—	—	—	—	—	—	—
Délits.							
Abus de confiance, 491.	121	7	88	26	—	—	—
Abus des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, 403, 404	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389.	113	—	103	10	—	—	—
Armes prohibées. Port, 317 (L. du 18 juin 1894)	124	—	64	60	—	—	—
Id. id. Fabrication et débit, 316	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147.	—	—	—	—	—	—	—
Id id. id. par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1er	14	5	9	—	—	10	—
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 375, § 1er	38	12	26	—	2	23	—

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois. CONDAMNÉS						5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans. CONDAMNÉS						6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle. CONDAMNÉS					
		EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A			EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A			EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A		
		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.					plus de 6 mois.	6 mois et moins.					plus de 6 mois.	6 mois et moins.				
36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	5	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	8	5	—	—	11	—	12	9	3	—	—	9	—	2	2	—	—	—	1	—
7	6	1	—	1	7	—	5	4	1	—	—	3	—	2	1	1	—	1	2	—
9	6	3	—	—	9	—	6	4	2	—	1	3	—	2	2	—	—	1	2	—
—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
49	11	38	—	—	—	—	30	11	19	—	1	—	—	21	7	14	—	1	1	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	4	—	—	2	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	8	3	—	—	2	—	5	4	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
(1) 252	66	186	—	4	1	3	212	99	113	—	17	5	1	105	70	35	—	17	2	—
2	2	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	1	—	3	3	—	—	2	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
182	9	166	7	—	—	2	105	10	93	—	—	—	—	24	5	10	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
120	—	115	5	—	—	—	45	—	42	3	—	—	—	11	—	11	—	—	—	—
76	—	53	25	—	—	—	47	—	37	10	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	2	4	—	—	4	—	2	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
19	7	12	—	—	11	—	16	12	4	—	—	15	—	2	2	—	—	1	2	—

(1) Dont un condamné en outre à une peine d'incorporation dans une compagnie de correction.

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 73 du Code pénal.		de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897.			TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
										EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A		
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE		la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE		la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
										conditionnel.	sans condition, plus de 6 mois.	sans condition, 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.					conditionnel.	sans condition, plus de 6 mois.	sans condition, 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 370	69	32	32	—	—	—	—	37	26	9	11	6	—	—	1	15	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	8	—	—	—	—	—	—	8	7	—	7	—	—	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	64	27	27	—	—	—	—	37	23	6	2	3	7	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrage public aux mœurs, 385	862	158	142	8	8	—	—	704	385	101	16	148	94	26	—	16	6	27	5	—	12	4	6	—	1	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	5	1	1	—	—	—	—	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	49	11	10	1	—	—	—	38	30	14	10	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 489	65	18	18	—	—	—	—	47	35	10	3	9	3	1	—	—	—	3	2	—	—	—	1	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 445, 444	632	162	162	—	—	—	—	470	229	18	—	31	120	31	—	—	—	9	3	—	3	—	3	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairemrnt, 422	13	1	1	—	—	—	—	12	11	3	—	1	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : de fonctionnaires 233-234-236	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—
Id. atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	133	26	26	—	—	—	—	107	65	14	—	21	27	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	321	96	96	—	—	—	—	225	182	1	—	1	70	110	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Concussion. Intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	5	1	1	—	—	—	—	4	4	1	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	23	4	4	—	—	—	—	19	13	3	—	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184	7	—	—	—	—	—	—	7	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 183, 187	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste, enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 100	6	2	2	—	—	—	—	4	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : nom d'un fabricant (application frauduleuse du), 101	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 308 à 400, 410	18,600	3,783	3,721	55	7	—	—	14,817	7,666	1,038	148	850	3,782	910	—	1	2	362	40	4	104	70	120	—	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 270	7	—	—	—	—	—	—	7	5	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1,044	59	59	—	—	—	—	985	348	140	6	79	98	25	—	—	—	42	9	—	18	8	7	—	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282	49	6	6	—	—	—	—	43	14	9	—	1	3	1	—	—	—	4	2	—	1	1	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	629	216	212	4	—	—	—	413	311	28	—	3	244	34	—	—	—	6	—	—	—	4	2	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	15	5	5	—	—	—	—	10	7	2	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages aux objets d'un, 144	16	5	5	—	—	—	—	11	8	5	—	—	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. aux ministres d'un, 145	2	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 443	61	14	14	—	—	—	—	47	25	8	—	3	11	1	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 323, 324	5	2	2	—	—	—	—	3	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 320	77	26	26	—	—	—	—	51	36	10	—	3	10	4	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 327	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 328	29	5	5	—	—	—	—	24	17	9	1	6	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS					
		EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A		
		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement de		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
		plus de 6 mois.	6 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.						plus de 6 mois.	6 mois et moins.				
28	20	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 370	6	3	3	—	1	5	—	2	1	1	—	1	2	—	2	1	1	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	7	—	5	2	—	—	—	4	—	2	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 385	118	4	76	38	—	5	—	100	5	77	20	—	6	—	64	15	50	1	—	11	—	10	2	7	1	—	2	—
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	2	2	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute simple, 480	7	—	7	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 443, 444.	104	—	31	73	—	—	—	64	—	38	26	—	—	—	52	—	35	17	—	—	—	12	—	11	1	—	—	—
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422.	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coalition : de fonctionnaires, 233, 234, 236	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	21	—	12	9	—	—	—	9	—	6	3	—	—	—	7	—	6	1	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	41	—	3	38	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption. Menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	3	—	—	3	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183, 184	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 185, 187	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Nom d'un fabricant (application frauduleuse du), 191	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	3,337	61	1,507	1,769	—	—	3	2,135	43	1,529	763	—	—	—	1,120	38	776	286	—	—	—	197	5	141	51	—	—	—
Id. à un député, ministre, magistrat, 278, 279.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	219	5	162	52	—	—	—	192	1	176	15	—	—	—	145	5	140	2	—	—	—	39	1	37	1	—	—	—
Id. à des jurés ou témoins, 282	9	1	7	1	—	—	—	11	1	7	3	—	—	—	4	—	3	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	59	—	7	52	—	—	—	28	—	10	18	—	—	—	8	—	3	5	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Culte. Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Outrages aux objets d'un, 144.	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte. Id. aux ministres d'un, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	9	—	4	5	—	—	—	5	—	4	1	—	—	—	4	—	3	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	6	—	3	3	—	—	—	7	—	5	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de titres publics ou privés, 527.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528.	4	1	3	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal. laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897. réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 535.	1	—	—	—	—	—	—	1
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	3	—	—	—	—	—	—	3
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	113	29	28	—	1	—	—	84
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541.	29	8	8	—	—	—	—	21
Id. de clôtures, 545, 546.	1,412	337	332	4	1	—	—	1,075
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2.	6	—	—	—	—	—	—	6
Divulgation méchante, 449.	5	—	—	—	—	—	—	5
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	191	63	62	1	—	—	—	128
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441.	2	—	—	—	—	—	—	2
Id. id. introduction furtive la nuit, 442.	43	1	1	—	—	—	—	42
Duel : provocation injure pour refus, 423, 424.	1	—	—	—	—	—	—	1
Effets de commerce fictifs, 509.	8	—	—	—	—	—	—	8
Enlèvement de mineurs, 368, 370.	13	7	7	—	—	—	—	6
Epizootie, 510 à 521.	9	2	2	—	—	—	—	7
Escroquerie, 496.	637	139	127	5	7	—	—	498
Etat civil, 263 à 265, 267, 361-362, 365 à 367.	28	6	6	—	—	—	—	22
Evasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens, 333-334-336-337.	4	—	—	—	—	—	—	4
Exposition ou abandon d'enfants, 334-336-337-338.	31	16	16	—	—	—	—	15
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 335 à 339.	18	7	7	—	—	—	—	11
Faillites (fraudes dans les), 490.	26	8	8	—	—	—	—	18
Fausses clefs (fabrication de), 488.	1	1	1	—	—	—	—	—
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, émission, 132-163, 165 à 169.	14	3	3	—	—	—	—	11
Id. reçue pour bonne (émission de), 170.	30	7	7	—	—	—	—	23
Id. émission de monnaies dorées ou argentées, 497.	1	—	—	—	—	—	—	1
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209.	44	4	4	—	—	—	—	40
Faux témoignage en justice, 218 à 220.	77	37	37	—	—	—	—	40
Faux serment en matière civile, 220.	8	3	3	—	—	—	—	5
Homicide provoqué, 411 à 414.	6	—	—	—	—	—	—	6
Id. involontaire, 419.	190	100	99	1	—	—	—	90
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299.	40	15	15	—	—	—	—	25
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514.	12	6	2	3	1	—	—	6

1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.									2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS								TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
	EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A					ACCESSOIREMENT A		
	L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE						L'EMPRISONNEMENT			L'AMENDE				
		sans condition									sans condition						
	conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		conditionnel.	de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
61	18	—	14	21	8	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—
14	7	—	4	2	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
471	68	—	82	218	103	—	—	—	30	2	—	9	4	13	—	—	—
6	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
53	21	—	13	13	2	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
17	5	—	5	6	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	1	1	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	2	1	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	5	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
200	52	11	108	20	9	—	—	1	8	1	—	4	2	1	—	—	—
12	—	—	—	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	—	1	4	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
4	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	14	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	2	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	—	—	—	10	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
23	5	—	14	3	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
29	10	3	16	—	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—
4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	—	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
72	19	1	5	39	8	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
22	—	—	3	12	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	1	2	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	8	—	8	—	—	—	—	8	—	6	2	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	3	—	2	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	249	1	113	135	—	—	—	205	—	138	67	—	—	1	102	1	75	26	—	—	—	18	—	13	5	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	28	—	14	14	—	—	—	32	—	27	5	—	—	—	12	1	8	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442.	8	—	4	4	—	—	—	6	—	5	1	—	—	—	7	—	6	1	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—
Duel : provocation, injure pour refus, 425, 424	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 568 à 570.	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 319 à 321.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 406	69	7	57	5	—	—	—	97	8	87	2	—	—	—	78	13	63	—	—	—	—	46	11	34	1	—	—	—
Etat civil, 203 à 205, 207, 361, 362, 363 à 367	4	—	—	4	—	—	—	6	—	—	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens, 333, 331, 330, 337.	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 351, 350, 357, 358.	4	1	2	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 358 à 360.	2	—	2	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	1	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (fabrication de), 488.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169	1	—	—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Reçue pour bonne (émission de), 170	3	—	—	3	—	—	—	5	—	—	5	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Emission de monnaies dorées ou argentées, 407.	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	6	—	6	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	—	4	—	—	—	—	6	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux serment en matière civile, 226	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	12	—	8	4	—	—	—	4	—	3	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	2	—	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, laissés en liberté.	Renvoyés des poursuites en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1899, réprimandés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1899, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A — L'EMPRISONNEMENT — sans condition — conditionnel.	sans condition — de plus de 6 mois.	sans condition — de 6 mois et moins.	L'AMENDE — conditionnelle.	L'AMENDE — simple.	ACCESSOIREMENT A — la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A — l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A — la mise à la disposition du gouvernement.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS — EN ORDRE PRINCIPAL A — L'EMPRISONNEMENT — conditionnel.	sans condition — de plus de 6 mois.	sans condition — de 6 mois et moins.	L'AMENDE — conditionnelle.	L'AMENDE — simple.	ACCESSOIREMENT A — la surveillance de la police.	ACCESSOIREMENT A — l'interdiction des droits civils et politiques.	ACCESSOIREMENT A — la mise à la disposition du gouvernement.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Incendie involontaire, 319	16	14	10	2	2	—	—	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	6	—	—	—	—	—	—	6	5	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	178	38	38	—	—	—	—	140	106	12	—	2	84	8	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Inondation (549-550)	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 303	14	4	4	—	—	—	—	10	7	—	—	—	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	3	1	—	1	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	5	2	2	—	—	—	—	3	3	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	49	4	4	—	—	—	—	45	39	—	—	1	36	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	4	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1,005	197	193	1	1	—	—	808	336	118	1	84	103	28	—	—	—	19	4	—	8	3	4	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	110	3	2	1	—	—	—	107	58	7	—	45	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 307	59	13	13	—	—	—	—	46	27	10	—	10	6	1	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 308	266	39	38	1	—	—	—	227	119	30	1	14	63	9	—	—	—	6	1	—	1	3	1	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	160	7	6	1	—	—	—	153	80	20	—	7	40	7	—	—	—	5	1	—	—	1	3	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	4,207	364	360	3	—	1	—	3,843	1,609	154	—	117	992	346	—	—	—	142	7	—	33	28	72	—	—	—
Id. id. des corps constitués, 277	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	310	74	74	—	—	—	—	236	99	22	1	5	55	18	—	—	—	6	—	—	2	2	2	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	1,584	102	102	—	—	—	—	1,482	619	189	6	114	251	59	—	—	—	62	10	1	26	9	16	—	—	—
Recèlement des choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	1,013	311	290	16	5	—	—	702	355	166	9	92	66	22	3	—	1	12	3	1	4	2	2	—	—	—
Rupture de ban, 338	172	3	3	—	—	—	—	169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225	4	3	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 403	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	37	10	10	—	—	—	—	27	11	5	—	—	4	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	2	—	—	—	—	—	—	2	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	365	21	20	1	—	—	—	344	196	7	—	88	63	38	—	—	3	6	—	—	2	—	4	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	6,211	1,618	1,249	198	169	2	—	4,593	(1) 2,422	909	47	713	625	130	1	1	36	82	14	2	37	20	9	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 387, 6°, 463	358	40	34	4	2	—	—	318	235	15	—	18	130	72	—	—	2	4	1	—	1	1	1	—	—	—
Contraventions de police.																										
Contraventions à l'article 561, 2° et 5° (falsifications)	18	—	—	—	—	—	—	18	17	—	—	—	9	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1,257	267	267	—	—	—	—	990	567	2	—	5	525	257	—	—	—	29	—	—	1	1	27	—	—	—

(1) Dont un condamné en outre à 28 jours de prison militaire.

XVIII (suite). Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 5 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 5 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS						TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS					
		EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A			ACCESSOIREMENT A		
		l'emprisonnement		l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement			la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement			la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		l'emprisonnement			la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
		de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.						de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.						de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.						de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.				
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Incendie involontaire, 319	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 315	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	19	—	7	12	—	—	—	11	—	2	9	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Inondation, 349, 350	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 303	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 303	3	—	—	3	—	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	175	—	124	51	—	—	—	150	1	128	21	—	—	—	102	2	89	11	—	—	—	26	1	24	1	—	—	—
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	14	—	14	—	—	—	1	17	1	16	—	—	—	4	11	—	11	—	—	—	—	7	2	5	—	—	—	—
Objets saisis : destruction, détournement, 307	6	—	—	6	—	—	—	7	1	3	1	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. trouvés, trésor : détournement, 308	40	—	13	27	—	—	—	40	1	27	12	1	—	—	17	1	15	1	—	—	—	5	—	5	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	25	—	12	13	—	—	—	24	—	20	4	—	—	—	19	1	15	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	953	—	338	595	—	—	—	660	—	425	237	—	—	—	376	—	305	71	—	—	—	103	1	91	11	—	—	—
Id. id. des corps constitués, 277.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	68	1	35	32	—	—	—	41	—	26	15	—	—	—	20	—	18	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	317	5	222	90	—	—	—	254	4	218	32	—	—	—	178	4	162	12	—	—	1	52	1	48	3	—	—	—
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 305	119	10	82	27	—	—	—	102	7	90	5	—	—	—	77	16	55	6	—	—	—	37	18	10	—	4	—	—
Rupture de ban, 338	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	27	—	27	—	—	—	—	140	8	132	—	—	—	—
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223.	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 403	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	8	—	5	3	—	—	—	3	—	2	1	—	—	—	4	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 201, 202	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titre, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	41	—	15	26	—	—	—	56	—	38	18	—	—	—	29	—	24	5	—	—	—	16	—	16	—	—	—	—
Vol, 403, 404, 406	604	9	457	138	—	—	5	725	28	656	91	2	—	5	537	59	466	12	1	—	—	223	64	158	1	12	1	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 387, 6°, 403.	49	—	26	23	—	—	1	19	—	12	7	—	—	—	8	—	6	2	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—
Contraventions de police.																												
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	223	—	4	219	—	—	—	111	—	7	104	—	—	—	48	—	3	45	—	—	—	12	—	1	11	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903,

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, laissés en liberté.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu des art. 72 et 76 du Code pénal, mis à la disposition du gouvernement.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, réprimandés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897, mis à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Infractions prévues par des lois spéciales.								
Aliénés (régime des).	1	—	—	—	—	—	—	1
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888.	8	6	6	—	—	—	—	2
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1883 et 1er mars 1888.	100	30	30	—	—	—	—	70
Assistance gratuite. L. 30 juillet 1889	1	1	1	—	—	—	—	—
Id. publique. L. 27 novembre 1891, art. 58.	1	1	1	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	9	7	7	—	—	—	—	2
Chasse. L. 28 février 1887	2,715	560	549	8	1	2	—	2,155
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse).	3	—	—	—	—	—	—	3
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1853, 24 juin 1885, 20 juillet 1891.	43	1	1	—	—	—	—	42
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	2	1	1	—	—	—	—	1
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1870.	—	—	—	—	—	—	—	—
Élections	2	—	—	—	—	—	—	2
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	193	43	43	—	—	—	—	149
Étrangers (expulsion des). Loi 12 février 1897.	351	2	2	—	—	—	—	349
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890.	39	8	7	—	—	1	—	31
Garde civique. L. 9 septembre 1897	5	—	—	—	—	—	—	5
Impôts (lois et règlements concernant les).	205	48	47	1	—	—	—	157
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	4	4	4	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Échardonnage. — Échenillage. — Conservation des grenouilles.	29	5	5	—	—	2	—	24
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1,115	138	137	1	—	—	—	977
Limites du royaume. L. 15 avril 1887, 7 août 1845.	1	1	1	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	65	11	11	—	—	—	—	54
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	22	3	3	—	—	—	—	19
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	37	7	7	—	—	—	—	30
Mines et extractions de toute nature	30	3	3	—	—	—	—	27
Organisation militaire	118	5	5	—	—	—	—	113
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	1,110	132	121	9	—	2	—	978
Police maritime.	240	21	20	1	—	—	—	219
Police des rivières et polders	7	2	2	—	—	—	—	5
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	21	7	7	—	—	—	—	14
Id. id. Rage canine. A. R. 16 juin 1891.	38	2	2	—	—	—	—	36
Postes. L. 30 mai 1879.	2	—	—	—	—	—	—	2
Presse. D. 20 juillet 1831, L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858.	28	9	9	—	—	—	—	19

Infractions forestières.

Acquittés	235
Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	24
Id. id. sans condition.	156
Id. à l'amende conditionnelle.	651
Id. id. sans condition	1,070
TOTAL DES PRÉVENUS	2,123

classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. CONDAMNÉS. EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT conditionnel.	sans condition de plus de 6 mois.	sans condition de 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. CONDAMNÉS. EN ORDRE PRINCIPAL A L'EMPRISONNEMENT conditionnel.	sans condition de plus de 6 mois.	sans condition de 6 mois et moins.	L'AMENDE conditionnelle.	L'AMENDE simple.	ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
42	—	—	—	35	7	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1,139	6	—	13	999	121	—	—	—	14	—	—	1	9	4	—	—	—
3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
28	—	—	—	16	12	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
95	—	—	—	69	26	—	—	—	7	—	—	—	—	7	—	—	—
98	—	—	98	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—
25	—	—	—	6	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
101	16	4	14	5	62	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	—	—	—	10	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
330	—	—	9	91	230	—	—	—	48	1	—	16	2	29	—	—	—
127	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
43	2	—	—	20	21	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
14	1	—	1	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	7	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	11	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
69	1	—	1	32	35	—	—	—	5	—	—	—	1	4	—	—	—
655	8	—	5	575	69	—	—	—	14	—	—	1	7	6	—	—	—
(1) 169	155	—	6	4	1	—	—	151	4	1	—	5	—	—	—	—	—
4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	—	—	—	4	3	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
16	—	—	—	7	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	—	—	—	12	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Dont 2 condamnés à l'embarquement et 1 condamné à l'interdiction de son commandement comme peine principale.

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de plus de 6 mois.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement de 6 mois et moins.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'amende.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la surveillance de la police.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A l'interdiction des droits civils et politiques.	CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Infractions prévues par des lois spéciales.																												
Aliénés (régime des)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1878, 9 juillet 1888. A. R. 31 mai 1883 et 1er mars 1888	19	—	—	19	—	—	—	4	—	1	3	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—
Assistance gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. publique. L. 27 novembre 1897, art. 38.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	545	—	87	458	—	—	—	273	—	85	190	—	—	—	143	1	46	96	—	—	—	41	—	18	23	—	—	—
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 51 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, 24 juin 1885, 29 juillet 1891	9	—	—	9	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1823	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	33	—	—	33	—	—	—	9	—	—	9	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	31	—	30	1	—	—	—	97	—	97	—	—	—	—	98	—	98	—	—	—	—	23	1	21	1	—	—	1
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	34	2	14	18	—	—	—	10	—	3	7	—	—	—	11	4	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	229	—	67	162	—	—	—	203	—	108	95	—	—	—	143	—	88	55	—	—	—	24	—	15	9	—	—	—
Limites du royaume. L. 15 avril 1887, 7 août 1845	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	10	—	1	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	4	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	8	—	6	2	—	—	—	7	—	6	1	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	6	—	3	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organisation militaire	26	—	—	26	—	—	—	12	—	—	12	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et 5 juillet 1899	205	—	2	203	—	—	—	62	—	—	62	—	—	—	35	—	1	34	—	—	—	7	—	—	7	—	—	—
Police maritime	21	—	17	4	—	—	(1) 9	17	—	16	1	—	—	(1) 12	8	—	7	1	—	—	(1) 3	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id Rage canine. A. R. 16 juin 1891	6	—	—	6	—	—	—	4	—	—	4	—	—	—	9	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Peine accessoire de l'embarquement sur un navire de l'Etat.

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des PRÉVENUS.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.						TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.								2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.								
		TOTAL.	Acquittés.	RENVOYÉS DES POURSUITES en vertu					TOTAL des CONDAMNÉS de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS							TOTAL des CONDAMNÉS de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS							
				des art. 72 et 76 du Code pénal,		de l'article 25 de la loi du 27 nov. 1891 modifié par la loi du 15 fév. 1897,				EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A				EN ORDRE PRINCIPAL A				ACCESSOIREMENT A		
				laissés en liberté.	mis à la disposition du gouvernement.	réprimandés.	mis à la disposition du gouvernement.			L'EMPRISONNEMENT		L'AMENDE		la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		L'EMPRISONNEMENT		L'AMENDE		la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
										conditionnel.	sans condition de plus de 6 mois.	sans condition de 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.				conditionnel.	sans condition de plus de 6 mois.	sans condition de 6 mois et moins.	conditionnelle.	simple.			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. L. 28 mai 1888	12	3	3	—	—	—	—	9	4	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. B. 25 mars 1891	6	1	1	—	—	—	—	5	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1899	18	1	1	—	—	—	—	17	9	—	—	—	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	202	56	54	2	—	—	—	146	103	—	—	—	38	65	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—
Id. provinciaux	5	1	1	—	—	—	—	4	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	4	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897, L. 21 août 1903	72	18	18	—	—	—	—	54	43	—	—	1	22	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. 10 août 1887	41	15	15	—	—	—	—	26	20	—	—	—	15	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 155, 154	6	—	—	—	—	—	—	6	4	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	21	4	4	—	—	—	—	17	12	—	—	—	—	12	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Tramways, A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	4	—	—	—	—	—	—	4	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 déc. 1889	146	16	16	—	—	—	—	130	96	—	—	—	63	31	—	—	—	8	—	—	—	3	5	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	15	4	4	—	—	—	—	11	9	—	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	30	10	10	—	—	—	—	20	12	—	—	—	5	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																										
Crimes correctionnalisés	2,877	800	532	120	128	—	—	2,077	1,002	304	269	315	21	3	3	89	21	38	5	17	16	—	—	—	8	—
Délits prévus par le Code pénal	45,513	9,025	8,472	328	322	3	—	36,488	18,606	4,820	371	3,428	7,761	2,226	5	131	55	918	135	11	308	180	284	—	5	—
Contraventions de police	1,275	267	267	—	—	—	—	1,008	584	2	—	3	334	245	—	—	—	29	—	—	1	1	27	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	7,127	1,187	1,187	22	1	7	—	5,940	(1) 3,238	209	5	159	2,076	786	—	—	134	110	3	—	25	22	62	—	—	2
TOTAUX	56,792	11,279	10,448	470	351	10	—	45,513	(1) 23,430	5,425	645	3,905	10,192	3,260	8	220	210	1,095	143	28	348	203	373	—	13	2
Infractions forestières	2,123	233	233	—	—	—	—	1,890																		
TOTAUX	58,915	11,512	10,681	470	351	10	—	47,403																		
Inculpés jugés en degré d'appel	1,759	580						1,179																		
TOTAUX	60,674	12,092						48,582																		

Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels jugeant en 1re instance et en degré d'appel aux prévenus condamnés conditionnellement.

6 mois et moins	304
1 an	1,553
2 ans	1,281
3 ans	7,180
4 ans	163
5 ans	5,958
TOTAL	16,439

(1) Dont 3 individus condamnés à des peines spéciales (voir renvois page 65).

XVIII (suite). — Prévenus jugés par les tribunaux correctionnels en 1903, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement d'une durée totale inférieure à un mois.							4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.							5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.							6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.						
	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			ACCESSOIREMENT A			TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS EN ORDRE PRINCIPAL A l'emprisonnement			ACCESSOIREMENT A		
		de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.		de plus de 6 mois.	de 6 mois et moins.	l'amende.	la surveillance de la police.	l'interdiction des droits civils et politiques.	la mise à la disposition du gouvernement.
28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. L. 28 mai 1888	2	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. L. 28 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier. L. 15 juin 1890	8	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	24	—	—	24	—	—	—	13	—	—	13	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Id. provinciaux	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897. L. 21 août 1903	9	—	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Salaires (payement des), L. 10 août 1887	5	—	—	5	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 151, 155, 151	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	1	—	—	1	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	23	—	—	23	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	5	—	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.																												
Crimes correctionnalisés	258	72	184	2	—	27	1	362	118	244	—	7	51	3	282	142	140	—	21	20	1	135	85	50	—	22	8	—
Délits prévus par le Code pénal	7,226	159	3,720	3,367	5	45	8	5,482	129	3,945	1,408	5	24	10	3,265	200	2,577	488	1	30	1	991	121	702	78	17	5	—
Contraventions de police	224	—	4	220	—	—	—	111	—	7	104	—	—	—	48	—	3	45	—	—	—	12	—	1	11	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	1,288	3	229	1,056	—	—	0	729	1	315	413	—	—	12	471	6	240	210	—	—	3	104	1	37	40	—	—	1
TOTAUX	8,996	214	4,137	4,645	3	72	18	6,684	248	4,511	1,925	12	55	25	4,066	348	2,969	749	22	59	5	1,242	207	900	135	39	13	1

RÉCAPITULATION D'APRÈS LA NATURE DES PEINES.

(non compris les prévenus jugés en degré d'appel.)

Condamnés à l'emprisonnement	sans condition	conditionnel	5,592
		de plus de 6 mois	1,690
		de 6 mois et moins	16,906
Condamnés à l'amende		conditionnelle	11,046
		simple	12,166
TOTAL DES CONDAMNÉS			47,400 (1)

(1) Non compris 3 individus condamnés à des peines spéciales.

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS. TOTAL	ACQUITTÉS	Renvoyé des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	Réprimandés en vertu de la loi du 27 novembre 1891, modifié par la loi du 15 février 1902	TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires. TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Délits.											
Abus de confiance, 491	2	1	1	—	—	1	1	—	—	1	—
Armes prohibées, port, 317, L. 15 juin 1894	2	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrages publics aux mœurs, 385.	3	1	1	—	—	2	2	—	1	—	1
Calomnie envers des particuliers, 444	106	34	32	1	1	72	57	—	32	1	24
Comestibles : falsification, 500-501. L. 4 août 1890, art. 4.	4	3	3	—	—	1	1	—	—	—	1
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	313	72	70	—	2	241	186	7	104	1	74
Id. id. à la police, 280.	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Coups involontaires, 420	22	11	11	—	—	11	9	—	8	—	1
Culte (entrave au libre exercice d'un), 142-143)	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'objets destinés à l'utilité publique, 526.	3	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545-546	31	16	16	—	—	15	13	—	5	—	8
Domicile (violation de) par particulier, 439	2	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	14	6	6	—	—	8	7	—	6	1	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 527 à 529.	12	8	8	—	—	4	2	—	1	—	1
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	2	1	1	—	—	1	1	—	1	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 270.	27	7	7	—	—	20	17	—	12	—	5
Id. des jurés ou témoins, 282	2	—	—	—	—	2	2	—	1	—	1
Rébellion, 271-272	3	1	1	—	—	2	2	—	1	—	1
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505.	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	3	—	—	—	—	3	3	—	3	—	—
Vol, 463-464-466.	24	12	9	—	3	12	9	—	6	—	3
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463.	11	—	—	—	—	11	11	—	11	—	—
Contraventions de police.											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	7	1	1	—	—	6	4	—	1	—	3
Autres contraventions.	585	177	175	2	2	408	269	2	182	7	78
Infractions prévues par des lois spéciales.											
Art de guérir. L. 21 germinal, an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1883 et 1er mars 1888.	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1
Chasse. L. 28 février 1882.	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891.	36	8	8	—	—	28	23	—	14	—	9

2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende. TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.	3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois. TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois. TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans. TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle. TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	—	—	—	4	8	—	8	3	—	3	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8	1	1	—	6	30	1	29	14	3	11	3	—	3	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	—	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—

XVIII (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par les tribunaux correctionnels, classés d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.				TOTAL des condamnés.	1re Catégorie. Prévenus sans antécédents judiciaires.				
		TOTAL.	ACQUITTÉS	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du C. P.	Réprimandés en vertu de la loi du 27 novembre 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897.		TOTAL des condamnés de la 1re catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	10	3	3	—	—	7	5	—	4	—	1
Etablissements dangereux et insalubres. L. 5 mai 1888	3	2	2	—	—	1	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	10	3	3	—	—	7	4	—	3	—	1
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles	38	21	20	1	—	17	10	—	3	—	7
Impôts (lois et règlements sur les)	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	45	9	9	—	—	36	24	—	4	—	20
Margarine. L. 4 mai 1900	4	2	2	—	—	2	2	—	1	—	1
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	14	4	4	—	—	10	3	—	1	—	2
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et L. 5 juillet 1899	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	6	2	2	—	—	4	3	—	2	—	1
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	9	2	2	—	—	7	4	—	—	—	4
Police d'audience	2	—	—	—	—	2	1	—	—	(1) 1	—
Registres de population. (L. 2 juin 1850)	4	3	3	—	—	1	1	—	—	—	1
Règlements d'ateliers. (L. 13 juin 1896)	2	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	38	22	22	—	—	15	11	—	6	—	5
Id. id. (police des filles publiques)	6	3	3	—	—	13	10	—	—	7	3
Id. id. (autres objets)	130	59	59	—	—	71	35	—	(2) 11	—	24
Id. provinciaux	79	31	30	1	—	48	38	—	(3) 10	—	(4) 28
Salaires (payement des). L. du 16 août 1887	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	3	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	3	2	2	—	—	1	1	—	—	—	1
Voirie, roulage et messageries	113	31	31	—	—	82	53	—	(6) 28	—	(7) 25
RÉCAPITULATION.											
Délits prévus par le Code pénal	597	186	177	2	7	411	226	8	193	4	121
Contraventions de police	592	178	176	2	—	414	273	2	183	7	81
Infractions prévues par des lois spéciales	570	216	214	2	—	354	229	—	87	8	134
TOTAUX	1,759	(8) 580	567	6	7	1,179	(9) 728	10	463	19	336
Infractions forestières	6	3	3	—	—	3	—	—	—	—	—
TOTAUX	1,765	(8) 583	570	6	7	1,182	(9) 728	10	463	19	336

NATURE DES INFRACTIONS.	2e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.					3e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à un mois.			4e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.			5e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.			6e Catégorie. Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.		
	TOTAL des condamnés de la 2e catégorie.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS conditionnellement à l'amende.	CONDAMNÉS sans condition à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS sans condition à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 3e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 4e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 5e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.	TOTAL des condamnés de la 6e catégorie.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.
1	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux et insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles	2	—	—	—	2	4	1	3	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements sur les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	2	—	—	—	2	3	—	3	6	—	6	1	—	1	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1889	—	—	—	—	—	5	—	5	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et L. 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Registres de population. (L. 2 juin 1850)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. (L. 13 juin 1896)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux (fermeture des cabarets)	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Id. id. (police des filles publiques)	—	—	—	—	—	2	1	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	3	—	—	—	3	23	3	20	8	—	8	2	—	2	—	—	—
Id. provinciaux	1	—	—	—	1	9	—	(5) 9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. du 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884. A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	5	—	—	—	5	18	—	(4) 18	4	—	(5) 4	1	—	1	1	—	1
RÉCAPITULATION.																	
Délits prévus par le Code pénal	15	1	1	—	13	47	1	46	18	3	15	5	—	5	—	—	—
Contraventions de police	16	—	1	4	11	76	7	69	36	4	32	12	4	8	1	—	1
Infractions prévues par des lois spéciales	13	—	—	—	13	77	5	72	26	1	25	7	—	7	2	—	2
TOTAUX	44	1	2	4	37	(10) 200	13	187	80	8	72	(10) 24	4	20	3	—	3
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	44	1	2	4	37	(10) 200	13	187	80	8	72	(10) 24	4	20	3	—	3

(1) Condamné à 8 jours d'emprisonnement.
(2) Dont 1 condamné à 26 francs pour non payement de taxe.
(3) Dont 1 condamné à 26 francs.
(4) Dont 9 condamnés à 26 francs.
(5) Dont 5 condamnés à 20 francs.
(6) Dont 8 condamnés à 26 francs.
(7) Dont 11 condamnés à 26 francs.
(8) Non compris 2 individus acquittés comme souteneurs de filles pulliques.
(9) Non compris 4 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(10) Non compris 2 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Crimes correctionnalisés.																								
Infanticide, 396	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	2	7	9	—	2	2	3	1	4	—	2	2	1	—	1	—	1	1	—	1	1	3	6	9
Chemin de fer. (Obstacle à la circulation des convois sur le) 406, 407, 408.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	—	5
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	6	11	17	2	1	3	2	2	4	5	9	14	1	3	4	1	2	3	2	4	6	1	11	12
Id. 373, § 2	2	6	8	2	1	3	—	—	—	2	2	4	1	—	1	—	—	—	—	1	1	1	3	4
Viol. 375.	3	16	19	—	3	3	—	—	—	9	6	15	—	—	—	—	2	2	—	5	5	5	3	8
Supposition d'enfant, 363.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Faux témoignage en matière criminelle, 215-216	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	—	—	1	2	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	1	3
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	3	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	1	1	—	—	—	—	1	1	4	—	4
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 529.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	26	141	167	—	7	7	—	2	2	12	19	31	—	6	6	—	1	1	2	11	13	5	36	41
Faux certificats par un fonctionnaire (délivrance ou usage de), 208	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Banqueroute frauduleuse, 489	5	13	16	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	2	6	8	2	15	17
Détournement par un dépositaire public de deniers à lui confiés, 240, § 1	—	2	2	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	125	267	390	5	17	22	13	12	25	69	122	191	11	33	44	10	26	36	21	84	105	89	145	234
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474.	—	1	1	—	1	1	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	2	2	4	3	—	3
Faux bilans (Loi du 20 décembre 1881 sur les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																								
Abus de confiance, 491	81	347	428	—	10	10	6	14	20	64	109	173	1	11	12	—	7	7	11	28	39	20	44	64
Abus des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, 493-494	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	52	223	275	1	4	5	—	1	1	22	85	107	—	5	5	—	—	—	3	67	70	38	189	227
Armes prohibées : Port, 317, L. du 15 juin 1891	6	56	62	1	28	29	4	20	24	5	59	64	—	4	4	3	29	32	—	7	7	31	244	275
Id. Fabrication et débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, 434, 435, 436.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	2	16	18	—	1	1	—	3	3	3	4	9	—	1	1	—	3	3	—	1	1	1	7	8
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	6	21	27	—	—	—	—	6	6	12	12	24	5	6	11	1	7	8	—	6	6	25	14	39

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Crimes correctionnalisés.																											
Infanticide, 396	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	3	3	—	6	6	—	4	4	—	3	3	—	4	4	—	—	—	—	3	3	—	4	4
Chemin de fer (Obstacle à la circulation des convois sur le), 406, 407, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	2	1	3	4	6	10	1	1	2	—	4	4	3	4	9	—	6	6	1	—	1	—	3	3	6	10	16
Id. 373, § 2	1	2	3	2	7	9	1	2	3	—	6	6	—	2	2	2	1	3	—	1	1	1	—	1	2	4	6
Viol, 375	—	4	4	1	5	6	2	5	7	1	4	5	3	1	4	4	—	4	—	1	1	—	3	3	—	6	6
Supposition d'enfant, 303	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Faux témoignage en matière criminelle, 215, 216	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1
Id. id. inhabités, de bois ou récoltes sur pied, 511	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de construction, 521	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 520	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	—	5	5	—	8	8	1	4	5	—	3	3	1	8	9	—	7	7	1	1	2	1	2	3	9	33	42
Faux certificats par fonctionnaire (délivrance ou usage de), 208	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	2	2	2	7	9	2	7	9	—	4	4	—	—	—	4	15	19
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	8	26	34	35	110	145	6	14	20	13	51	64	52	74	106	20	54	74	8	5	13	7	29	36	42	123	165
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux bilans (Loi du 26 décembre 1881, sur les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Abus de confiance, 491	—	14	14	20	59	79	1	4	5	2	21	23	6	33	39	5	21	26	—	7	7	1	3	4	37	146	183
Abus des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, 493-494	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	2	10	12	9	44	53	—	5	5	—	—	—	—	2	2	—	18	18	—	2	2	2	4	6	47	128	175
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1894	—	2	2	3	27	30	2	8	10	4	14	18	2	12	14	2	14	16	—	8	8	—	1	1	22	175	197
Id. Fabrication et débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, 434, 435, 436	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	1	—	1	9	7	16	1	3	4	2	6	8	—	3	3	—	—	—	1	6	7	—	—	—	5	4	9
Id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	3	10	13	4	18	22	—	3	3	4	21	25	—	10	10	10	3	13	—	3	3	1	4	5	1	10	11

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Crimes correctionnalisés.																											
Infanticide, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé une maladie incurable, 400	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. ayant causé la mort sans intention de la donner, 401	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemin de fer. (Obstacle à la circulation des convois sur le) 406, 407, 408	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Rébellion avec armes, par plusieurs et par suite de concert préalable, 272, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur, 372, § 2	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	3	4	1	1	2
Id. 375, § 2	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	1	5	6	1	—	1
Viol, 375	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	2	3	—	2	2
Supposition d'enfant, 363	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Avortement du consentement de la femme, ayant causé la mort, 352	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en matière criminelle, 215. 216	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, de bois ou de récoltes sur pied, 511	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de récoltes coupées ou de bois abattus mis en tas, 512	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de constructions, 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pillage. Destruction de propriétés mobilières, à l'aide de violences ou menaces, en réunion ou en bande, 529	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	15	17	1	6	7
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197	—	2	2	4	9	13	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux certificats par fonctionnaire (délivrance ou usage de), 208	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fabrication et émission de fausse monnaie, 160, 161, 164, 168	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	5	—	—	—
Banqueroute frauduleuse, 489	—	2	2	5	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	14	21	8	25	33	—	2	2	1	3	4	12	28	40	2	20	22
Vol avec effraction, escalade ou à l'aide de violences, 467 à 470	5	7	10	15	27	42	1	6	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Vol à l'aide de violences avec circonstances aggravantes, 471 à 474	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux bilans (Loi du 20 décembre 1881 sur les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits.																											
Abus de confiance, 491	1	3	4	12	21	33	—	1	1	—	—	—	3	5	8	2	3	5	—	6	6	8	40	48	1	14	15
Id. des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, 495, 494	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	13	15	2	6	8
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	—	5	5	4	36	40	—	—	—	1	10	11	2	12	14	—	4	4	—	1	1	4	20	24	—	10	10
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1894	3	10	13	1	9	10	2	8	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Fabrication et débit, 316	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation ou détention arbitraire par un fonctionnaire public, 147	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par un particulier, 434 à 436	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence sur un enfant de moins de 14 ans, 372, § 1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	2	2	4	—	9	9
Id. id. avec violence sur une personne de plus de 14 ans, 373, § 1	—	6	6	5	8	13	—	1	1																		

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Attentat aux mœurs — Par excitation à la débauche de mineurs, 379	21	14	35	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—			—	—	—	2	2
Attentat aux mœurs — Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Attentat aux mœurs — Écrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384	13	18	31	—	—	—	—	—	—	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1	8
Attentat aux mœurs — Outrage public aux mœurs, 385	27	110	137	3	13	16	—	7	7	13	128	141	—	14	14	2	10	12	3	15	18	17	49	66
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1
Id. du consentement de la femme, 350, 351	3	12	15	—	—	—	—	3	3	—	5	5	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	3	4
Banqueroute simple, 489	2	9	11	—	2	2	—	1	1	1	1	2	1	2	3	—	—	—	—	3	3	10	12	22
Calomnie envers des particuliers, 444	14	36	50	3	13	16	3	5	8	17	52	69	5	26	31	3	4	7	7	16	23	5	10	15
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Coalition : de fonctionnaires, 233, 234, 236	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. 30 mai 1892	4	7	11	—	—	—	—	—	—	4	11	15	—	—	—	—	—	—	3	8	11	—	11	11
Comestibles : falsification, 500, 501. L. 4 août 1890, art. 4	14	51	65	1	3	4	1	4	5	8	16	24	—	5	5	—	—	—	2	9	11	49	87	136
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	3	3
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers, (usages de), 183, 184	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 183, 187	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon : timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. nom d'un fabricant (application frauduleuse du) 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures — simples, 398 à 400, 410	290	1,101	1,391	150	673	823	102	399	501	340	1,108	1,538	115	376	491	77	412	489	77	397	474	308	1,286	1,594
Coups et blessures — à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	3	3
Coups et blessures — à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	30	257	287	—	8	8	—	5	5	2	145	147	—	4	4	1	24	25	—	14	14	5	77	82
Coups et blessures — à des jurés ou témoins, 282	1	6	7	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	6	6	—	17	17
Coups et blessures — involontaires, 420	25	71	96	8	15	23	3	11	14	49	51	100	2	4	6	—	5	5	10	13	23	39	38	77
Culte — Entraves au libre exercice d'un, 142, 143	1	1	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Culte — Outrages aux objets d'un, 144	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Culte — Id. aux ministres d'un, 145	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	5	9	14	—	2	2	—	1	1	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	10	11
Destruction — de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	2	2	4	1	2	3	—	—	—	4	9	13	—	—	—	—	8	8	—	—	—	2	1	3
Destruction — de titres publics ou privés, 527	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction — de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	8	—	—	—	—	3	3	1	4	5	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	9
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrage public aux mœurs, 383	4	17	21	18	57	75	7	22	29	8	49	57	7	42	49	1	21	22	4	9	13	6	13	19	13	63	80
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	1	1	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Banqueroute simple, 489	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	2	2	—	2	2	—	1	1	1	2	3
Calomnie envers des particuliers, 444	1	—	1	20	28	48	—	13	13	17	95	112	26	32	58	9	26	35	1	16	17	1	9	10	13	22	35
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	2	2	—	2	2	—	—	—
Coalition : de fonctionnaires, 233, 234, 236	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892	—	10	10	5	19	24	—	1	1	6	22	28	—	1	1	1	13	14	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4.	—	—	—	6	16	22	3	2	5	4	5	9	3	12	15	—	10	10	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252.	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	1	7	8	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 185, 187.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. nom d'un fabricant (application frauduleuse du), 191	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	51	242	293	448	1,114	1,562	86	531	617	248	1,268	1,516	358	1,023	1,381	203	1,059	1,262	51	339	370	107	431	538	333	1,277	1,630
Coups et blessures à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	1	29	30	9	245	254	—	17	17	2	22	24	1	27	28	2	28	30	—	2	2	—	2	2	1	23	24
Coups et blessures à des jurés ou témoins, 282.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	3	2	7	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Coups et blessures involontaires, 420.	—	1	1	6	29	35	—	4	4	3	11	14	13	25	40	1	13	14	1	6	7	2	—	2	26	58	84
Culte. Entrave au libre exercice d'un, 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Culte. Outrages aux objets d'un' 144.	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	8	10
Culte. Id. aux ministres d'un, 145.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse. 445.	—	1	1	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	3	3
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 523, 524.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, objets d'art, 526	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	5	5	3	2	5	4	10	14	—	—	—	—	1	1	6	4	10
Destruction de titres publics ou privés, 527	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résulat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Attentat aux mœurs. Par excitation à la débauche de mineurs, 379.	—	—	—	4	6	10	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	3	6	—	—	—
Id. id. id. par une personne ayant autorité, 381.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ecrits ou images contraires aux bonnes mœurs, vente, impression, 383, 384.	—	—	—	2	2	4	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	2	3
Outrage public aux mœurs, 385.	2	2	4	11	11	22	—	2	2	—	5	5	—	3	3	—	2	2	—	1	1	9	26	35	1	11	12
Avortement sans le consentement de la femme, 348, § 2.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du consentement de la femme, 350, 351	—	—	—	3	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	—	1	1
Banqueroute simple, 489.	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444.	1	4	5	6	21	27	—	7	7	1	11	12	5	1	6	—	4	4	—	—	—	4	12	16	—	7	7
Chemins de fer : accident causé involontairement, 422	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Coalition : de fonctionnaires, 233, 234, 236.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	—	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 245, 245	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—
Corruption : menaces ou promesses faites, dons remis pour corrompre fonctionnaire public ou arbitre, 252	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Papier marqué d'un timbre contrefait, coupons de transport, sceaux, timbres divers (usage de), 183-184.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Marques du bureau de garantie (application frauduleuse des); sceaux, timbres et poinçons nationaux ou étrangers (usage préjudiciable des), 182, 185, 187.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon. Timbres-poste : enlèvement de la marque indiquant qu'ils ont servi, 190 .	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Nom d'un fabricant (application frauduleuse du) 191.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	14	86	100	91	210	301	87	305	392	74	328	402	59	97	136	15	59	74	11	70	81	75	389	464	24	147	171
à un député, ministre, magistrat, 278, 279	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281.	—	2	2	2	8	10	—	4	4	—	4	4	1	2	3	—	—	—	2	3	5	—	25	25	—	8	8
à des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
involontaires, 420	—	3	3	15	17	32	1	5	6	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2	9	21	30	1	4	5
Culte. Entrave au libre exercice d'un, 142, 143.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	3	1	4	—	—	—	—	—
Outrages aux objets d'un, 144	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. aux ministres d'un, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	1	1	2	2	1	3	—	—	—	—	1	1	2	2	4	—	—	—	—	1	1	1	1	2	—	1	1
Destruction de machines à vapeur ou d'appareils télégraphiques, 525, 524	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de tombeaux, monuments, objets d'art, 526.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	1	—	1	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	1	1
de titres publics ou privés, 527.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de propriétés mobilières à l'aide de violences ou menaces, 528	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 535.	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 534.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 533 à 537	6	4	10	4	2	6	1	1	2	1	2	3	—	5	5	—	—	—	—	2	2	—	3	3
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	1	3	4	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	1	2	3	1	4	5	—	1	1
Id. de clôtures, 545, 546	20	60	89	14	37	51	14	24	38	40	123	163	5	18	23	3	43	46	9	13	22	28	70	107
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439.	3	16	19	—	1	1	1	6	7	4	7	11	—	1	1	2	5	7	—	10	10	3	11	16
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	6	6	—	1	1	—	—	—
Duel : provocation, injure pour refus, 423. 424	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	2	2	4	—	—	—	1	—	1	2	1	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Epizootie, 319 à 321.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Escroquerie, 496	37	118	155	—	5	5	—	11	11	30	65	95	—	6	6	1	7	8	7	16	23	12	31	46
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	2	7	9	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1
Evasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens, 333, 334, 336, 337.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 334, 336, 337, 338	2	2	4	—	—	—	—	—	—	3	2	5	—	—	—	—	—	—	3	2	5	—	1	1
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 335 à 339.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Faillites (fraudes dans les), 490	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausses clefs (fabrication de), 488	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 163 à 169	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	2	7	9	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2
Id. émission de monnaies dorées ou argentées, 497	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	8	9	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	4	4
Faux témoignage en justice, 218 à 220	6	1	7	2	1	3	1	1	2	4	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	6	15
Faux serment en matière civile, 220	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Homicide provoqué, 411 à 414	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Id. involontaire, 419.	3	7	10	—	1	1	4	1	5	16	13	29	2	2	4	—	2	2	3	6	9	25	7	30
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	8	8	16	—	—	—	—	2	2	2	4	6	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	4	5
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 533.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant les bateaux, wagons ou voitures, 534	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537.	—	5	5	1	8	9	2	2	4	—	13	13	—	4	4	2	7	9	—	4	4	—	7	7	—	2	2
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	2	3	—	1	1	—	3	3	1	—	1
Id. de clôtures, 545, 546	3	16	19	34	75	109	24	64	88	16	115	131	28	88	116	26	73	99	2	32	34	5	22	27	20	75	95
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	—	5	5	4	4	8	4	4	8	2	7	9	2	4	6	8	7	15	1	5	6	—	—	—	18	15	33
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. id. introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	12	12	—	—	—	—	8	8	—	1	1	1	2	3	—	2	2
Duel : provocation, injure pour refus, 425, 424	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs, 368 à 370.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Epizootie, 519 à 521.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—
Escroquerie, 496	1	7	8	7	27	34	5	6	9	1	14	15	3	17	20	7	19	26	—	10	10	1	11	12	16	76	92
Etat civil, 265 à 265, 267, 561, 562, 565 à 567	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6
Evasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens, 555, 554, 556, 557.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 551, 556, 557, 558	—	1	1	5	1	6	—	1	1	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	2	2	—	1	1	1	2	3
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 555 à 559.	—	—	—	4	1	5	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Faillites (fraudes dans les), 490	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	7	12
Fausses clefs (fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 165 à 169.	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	3	3
Id. reçue pour bonne (émission de), 170.	2	1	3	—	3	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	3	3	—	—	—
Id. : émission de monnaies dorées ou argentées, 497	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	1	1	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2	2	1	10	11
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	1	1	—	1	1	3	3	6	2	2	4	4	2	6	—	4	4	1	2	3	—	1	1	1	3	4
Faux serment en matière civile, 226	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué, 411 à 414.	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	7	2	9	3	4	7	—	1	1	2	7	9	2	1	3	—	1	1	2	3	5	—	1	1	18	13	31
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	—	—	1	—	1	—	2	2	1	—	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Destruction de marchandises ou de matières servant à la fabrication, 555	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des obstacles retenant des bateaux, wagons ou voitures, 554	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 553 à 557	—	—	—	—	—	—	9	6	15	—	1	1	3	2	5	—	—	—	—	3	3	—	1	1	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 538, 540, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. de clôtures, 545, 546	—	—	—	1	24	25	21	33	54	10	23	33	—	6	6	—	3	3	—	2	2	3	25	28	—	4	4
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Divulgation méchante, 449	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	2	3	—	4	4	2	1	3	1	3	4	—	—	—	3	1	4	2	2	4	—	7	7	—	—	—
Id. id. à l'aide d'un faux ordre de l'autorité, 440, 441	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. Introduction furtive la nuit, 442	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Duel : provocation, injure pour refus, 423, 424	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Enlèvement de mineurs, 368 à 370	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Epizootie, 519 à 521	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Escroquerie, 496	—	3	3	7	13	20	—	—	—	—	6	6	—	2	2	—	—	—	2	2	4	3	15	18	1	8	9
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 365 à 367	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2
Évasion de détenus : négligence ou connivence des gardiens, 555, 554, 556, 557	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou abandon d'enfants, 351, 350, 357, 358	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par ascendants ou gardiens, 355 à 359	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	1	1
Faillites (fraude dans les), 490	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9	9	—	—	—
Fausses clefs (Fabrication de), 488	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie. Altération, contrefaçon, émission, 162, 165, 167 à 169	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. reçue pour bonne (émission de), 170	—	—	—	1	—	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. Émission de monnaies dorées ou argentées, 497	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux et usage de faux, 198 à 207, 209	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1
Faux témoignage en justice, 218 à 220	—	—	—	1	—	1	1	—	1	1	3	4	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	2	—	3	3
Faux témoignage en matière civile, 226	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Homicide provoqué, 411 à 414	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaire, 419	—	—	—	6	3	9	—	3	3	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	1	1	3	5	8	3	5	10
Imprimés sans nom d'auteur ou d'imprimeur : publication, distribution, 299	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie de lieux inhabités, bois ou récoltes sur pied, récoltes coupées ou bois abattus, 511 à 514	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Incendie involontaire, 319	1	—	1	—	—	—	1	1	2	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	11	13	1	10	11	3	17	20	6	4	10	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	4	6
Inondation, 549, 550	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305. Loi du 24 octobre 1902	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	2	—	2	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 305	—	2	2	—	1	1	—	—	—	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	7	7
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	7	66	73	4	21	25	—	7	7	19	45	64	2	15	17	2	20	22	6	39	45	9	90	99
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	20	26	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	1	1	—	—	—	—	2	2	1	5	6
Objets saisis : destruction, détournement, 507	6	18	24	—	2	2	—	2	2	3	2	5	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	5	6
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	12	54	66	—	7	7	2	5	7	2	27	29	—	3	3	1	9	10	1	5	6	1	18	19
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	10	10	1	12	13	—	4	4	—	13	13	1	6	7	—	2	2	1	6	7	1	20	21
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	105	819	924	6	128	134	4	66	70	57	519	576	18	57	75	3	71	74	2	42	44	25	321	344
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	7	25	32	3	11	14	—	6	6	11	21	32	2	4	6	2	11	13	3	4	9	31	50	81
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	12	284	296	7	64	71	—	18	18	48	252	280	8	55	43	—	28	25	1	40	41	5	127	132
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	47	103	150	4	20	24	2	6	8	51	105	157	3	7	10	3	26	31	18	29	47	58	56	94
Rupture de ban, 538	1	63	64	—	3	3	—	4	4	—	11	11	—	—	—	—	12	12	—	4	4	—	7	7
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 223	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	3	4	—	—	—	—	—	—	3	6	9	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	4	75	79	—	15	15	—	3	3	2	27	29	—	3	3	—	7	7	—	10	10	3	27	30
Vol, 463, 464, 466	333	927	1,262	18	77	95	40	99	139	228	761	989	20	47	67	20	65	94	45	184	229	121	389	510
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	6	42	48	6	96	102	4	19	23	—	25	25	—	—	—	—	17	17	4	5	9	—	1	1
Contraventions de police.																								
Contraventions à l'article 561, 2° et 5° (falsifications)	—	10	10	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Autres contraventions	11	23	34	11	49	60	2	15	17	16	54	70	2	17	19	12	28	40	8	18	26	4	30	34

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inhumations (infractions aux lois sur les), 345	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	—	2	9	11	3	9	12	—	17	17	—	2	2	1	2	3	2	11	13	—	1	1	4	8	12
Inondations, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 305	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	18	20
Maisons de prêt sur gages, 306 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	2	10	12	19	64	83	7	44	51	11	57	68	29	55	84	12	46	58	5	19	24	6	15	21	52	102	134
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	—	4	4	—	4	4	—	2	2	—	8	8	—	2	2	—	11	11	1	1	2	—	—	—	—	10	10
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	2	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	3	3	3	15	18	—	—	—	—	8	8	2	16	18	1	9	10	—	4	4	—	2	2	3	20	23
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	2	2	—	17	17	—	2	2	—	9	9	2	4	6	—	10	10	—	—	—	—	3	3	—	14	14
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	7	60	67	42	383	427	5	56	61	8	180	188	25	200	223	12	196	208	5	52	57	1	46	47	16	247	263
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	1	3	4	4	12	16	1	3	4	—	15	15	—	5	5	1	10	11	—	4	4	—	2	2	4	19	23
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	13	13	9	152	161	—	13	13	—	46	46	2	96	98	2	78	80	1	13	14	—	17	17	5	116	119
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	5	26	29	33	81	114	1	10	11	10	62	72	15	44	59	12	32	44	1	3	4	6	8	14	28	47	75
Rupture de ban, 558	—	1	1	—	7	7	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	13	13	—	2	2	—	2	2	—	25	23
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Substances nuisibles administrées, 402, 405	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	1	1	2	—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	2	2	2	2	4
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	3	3	6	32	38	—	9	9	1	3	4	—	21	21	—	9	9	—	2	2	—	2	2	4	39	43
Vol, 463, 464, 466	55	55	110	197	304	501	6	55	61	87	165	250	57	195	252	40	150	190	17	52	69	11	54	65	150	496	646
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 405	2	—	2	—	13	13	—	9	9	1	14	15	—	20	20	1	3	4	—	7	7	4	1	5	6	26	32
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	1	3	4	18	60	78	12	35	47	31	145	179	30	141	191	11	100	111	1	24	25	8	24	32	40	71	111

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Incendie involontaire, 519	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	4	—	4
Inhumations (infractions aux lois sur les), 545	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	1	1	1	5	6	—	4	4	—	6	6	4	—	4	—	—	—	5	7	12	—	9	9	2	1	3
Inondation, 549, 550	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lettres et dépêches télégraphiques : ouverture, suppression par un agent du Gouvernement, 149	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Lettres : suppression, violation du secret par un particulier, 460	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Loteries non autorisées, 302, 305	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maisons de prêt sur gages, 300 à 308	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	1	10	11	2	5	7	5	11	16	4	14	18	5	8	13	—	3	3	3	4	7	3	23	26	2	15	17
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	1	—	1	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	7	7	—	—	—	—	7	7	—	4	4
Objets saisis : destruction, détournement, 507	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	1	1	1	6	7	—	—	—	1	—	1	1	2	3	—	—	—	—	3	3	8	6	14	—	4	4
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	4	4	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Id. id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	1	16	17	2	67	69	1	32	33	2	50	52	4	23	27	2	21	23	4	28	32	10	110	129	1	42	43
Id. id. des corps constitués, 277	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des jurés ou témoins, 282	—	5	5	—	2	2	1	4	5	—	7	7	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	8	8	—	4	4
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	—	3	3	3	33	36	—	7	7	—	7	7	—	4	4	—	3	3	1	2	3	—	46	46	—	8	8
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	4	—	4	14	8	22	—	3	3	—	3	3	2	—	2	2	1	3	—	—	—	9	23	32	—	1	1
Rupture de ban, 338	1	1	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	4	4	1	2	3
Subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes, 225	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Substances nuisibles administrées, 402, 403	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	—	—	—	—	2	2	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, 227, 261, 262	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	—	5	5	—	10	10	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	2	2	—	2	2	1	18	19	—	15	15
Vol, 463, 464, 466	6	28	34	42	104	146	15	37	52	15	51	66	10	28	38	4	25	27	8	30	38	76	145	219	8	56	64
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	4	4	—	—	—	—	2	2	2	—	2	—	—	—	2	4	6	—	—	—	2	10	12	—	—	—
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	—	4	4	15	35	50	2	9	11	1	19	20	3	7	10	—	9	9	—	5	5	2	53	55	3	12	15

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Infractions prévues par des lois spéciales.																								
Aliénés (régime des)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. 12 mars 1818. 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888.	9	6	15	1	1	2	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	2	7	9	3	6	9
Assistance gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. publique. L. 27 novembre 1891, art. 38	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	4	—	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Chasse. L. 28 février 1882.	44	99	143	12	72	84	16	67	83	30	141	171	15	33	48	5	58	63	22	91	113	39	159	198
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. 24 juin 1885. 20 juillet 1891	—	8	8	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	9	9	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. 1er avril 1879.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	11	45	54	1	7	8	—	2	2	14	24	38	—	—	—	—	8	8	2	2	4	4	16	20
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897.	1	68	69	—	2	2	—	—	—	1	36	37	—	1	1	—	2	2	—	25	25	—	27	27
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	6	6	—	—	—	—	—	—	1	3	4	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	5	5
Garde civique. L. 9 septembre 1897.	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Impôts (lois et règlements concernant les)	9	19	28	1	3	4	1	4	5	7	27	34	—	2	2	—	4	4	1	6	7	3	1	4
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles.	—	—	—	2	4	6	—	3	3	—	—	—	2	4	6	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	2	182	184	—	10	10	1	2	3	1	51	52	1	5	6	2	14	16	1	19	20	10	14	24
Limites du royaume. L. 15 avril 1887 et du 7 août 1845	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	11	13	2	14	16
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	3	7	10	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2
Mines et extractions de toute nature.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	7	9
Organisation militaire.	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883, 5 juillet 1899	6	55	61	4	35	39	1	7	8	—	61	61	8	20	28	7	26	33	1	17	18	4	58	62
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18	180	198	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des rivières et polders.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882.	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. id. id. Rage canine. A. R. 16 juin 1891.	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	3	5	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	1

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Aliénés (régime des)	—	—	—	—	—	—	—	—	—					1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	7
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. L. 12 mars 1818. L. 9 juillet 1838. A. R. 31 mai 1885. A. R. 1er mars 1888	—	3	3	1	6	7	—	1	1	—	4	4	1	7	8	2	8	10	—	—	—	—	—	—	6	5	11
Assistance gratuite. L. 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. publique. L. 27 novembre 1891, art. 38.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. 22 mars 1886, art. 22 à 27.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Chasse. L. 28 février 1882.	13	44	57	53	200	253	10	35	45	15	58	73	21	96	117	7	53	60	15	124	139	45	87	130	18	80	98
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'article 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. L. 24 juin 1885. L. 20 juillet 1891	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	6	6	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle. C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	1	1	3	4	7	1	2	3	—	2	2	1	4	5	—	3	3	—	1	1	—	3	3	4	16	20
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897.	—	33	33	—	3	3	—	—	—	—	2	2	—	7	7	—	29	29	—	3	3	—	13	13	—	18	18
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	1	1	1	6	7	1	1	2	—	1	1	—	1	1	3	4	7
Garde civique. L. 9 septembre 1897.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	—	—	—	9	21	30	1	—	1	6	7	13	1	3	4	—	15	15	1	4	5	1	17	18	2	10	12
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	—	—	—	2	2	2	—	—	—	1	5	6	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	—	4	4	12	143	155	5	20	25	30	162	192	38	85	123	5	73	78	11	48	59	2	20	22	8	41	49
Limites du royaume. L. 15 avril 1887. L. 7 août 1845	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	1	1	1	2	3	—	2	2	—	—	—	—	2	2	1	5	6
Matières explosives. L. 15 octobre 1881. L. 22 mai 1886	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et L. 15 février 1897	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	1	5	6
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	6
Organisation militaire	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	4	4
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883. L. 5 juillet 1899	8	47	55	2	29	31	7	4	11	10	91	101	4	44	48	1	25	24	1	22	23	—	6	6	28	148	176
Police maritime	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	36	39	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Id des rivières et polders.	—	—	—	—	3	3	—	—	—	2	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1881.	—	—	—	—	—	—	3	3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	4	4	—	1	1	—	5	5	—	—	—	—	7	7
Postes. L. 30 mai 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. L. 20 décembre 1852. L. 12 mars 1858	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	10	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903,

classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63
Infractions prévues par des lois spéciales.									
Aliénés (régime des)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes à feu (Banc d'épreuves des). L. 24 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Art de guérir. L. 21 germinal an XI. 12 mars 1818. 9 juillet 1858. A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	—	1	1	1	1	2	—	—	—
Assistance gratuite. L. du 30 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assistance publique. L. du 27 novembre 1891, art. 38	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Auteur (droit d'). L. du 22 mars 1886, art. 22 à 27	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	15	60	75	10	69	79	12	34	46
Chasse : oiseaux insectivores. A. R. 14 août 1889 (application de l'art. 31 de la loi sur la chasse)	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1835. 24 juin 1885. 20 juillet 1891	—	—	—	—	1	1	—	3	3
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1825	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon industrielle, C. P. 1810, art. 425, 426, 427, 429. L. du 1er avril 1879	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elections	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888	—	1	1	2	3	5	—	—	—
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	—	4	4	—	12	12	—	3	3
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Garde civique. L. 9 septembre 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Impôts (lois et règlements concernant les)	—	—	—	—	3	3	—	1	1
Imprimés ayant l'apparence de valeurs fiduciaires. L. 11 juillet 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. — Echardonnage. — Echenillage. — Conservation des grenouilles	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	1	—	1	3	33	36	—	1	1
Limites du royaume. L. du 15 avril 1887 et du 7 août 1845	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	1	1	3	15	18	—	—	—
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886	—	—	—	1	9	10	—	—	—
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891 et 15 février 1897	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Organisation militaire	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	4	15	19	1	19	20	—	20	20
Police maritime	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police des rivières et polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques. L. 30 décembre 1882	—	—	—	—	4	4	—	—	—
Id. id. id. id. Rage canine. A. R. du 16 juin 1891	—	1	1	1	6	7	—	—	—
Postes. L. 30 mai 1870	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847. 20 décembre 1852. 12 mars 1858	—	—	—	—	2	2	—	—	—

HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	2	2	1	2	3	—	3	3	1	3	4	—	2	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
15	40	55	15	19	34	16	43	59	14	45	59	21	107	128	64	241	305
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2	—	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	3	—	1	1
—	3	3	—	10	10	—	3	3	—	6	6	—	8	8	—	27	27
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	3	3	4	2	6	—	1	1	1	—	1	—	2	2	—	2	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1
—	7	7	3	1	4	1	2	3	—	—	—	—	33	35	1	5	6
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	2	3	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	3	5	1	1	2	—	1	1
—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	10	10	—	—	—
4	100	104	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	17	20	7	27	34	8	46	54	2	33	35	8	32	40	7	76	83
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	3	7	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an V. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	7	7	—	4	4	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	—	9	9	—	—	—	4	17	21	1	1	2	2	—	2	—	3	3	1	4	5	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897 et 21 août 1903	3	15	18	2	19	21	5	10	15	2	2	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	1	4
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	2	2	—	—	—	—	—	—	6	10	16	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	—	—	—	—	2	2	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants, C. I. C., art. 80	4	9	13	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3
Tramways. A. R. 21 avril 1884-30 août 1897	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	6	65	71	—	6	6	—	3	3	1	3	4	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	11	12
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Voirie, roulage et messageries	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	—	—
RÉCAPITULATION.																								
Crimes correctionnalisés	165	477	642	10	35	45	10	10	38	106	164	270	14	44	58	11	33	44	30	118	148	120	228	348
Délits prévus par le Code pénal	1,232	5,164	6,416	250	1,297	1,547	198	788	986	1,096	3,935	5,031	194	672	866	157	840	986	226	1,033	1,259	901	3,406	4,307
Contraventions de police	11	33	44	11	51	62	2	15	17	16	54	70	2	17	19	12	28	40	8	18	26	4	30	34
Infractions prévues par des lois spéciales	114	616	730	23	170	193	28	123	151	87	551	638	28	68	96	14	127	141	38	193	231	75	340	415
TOTAUX	1,542	6,290	7,832	294	1,553	1,847	247	945	1,192	1,305	4,704	6,009	238	801	1,039	174	1,037	1,211	302	1,362	1,664	1,100	4,004	5,104
Infractions forestières	22	293	315	33	146	179	3	30	33	2	31	33	—	2	2	9	196	205	4	21	25	11	50	61
Affaires jugées en degré d'appel	70	181	260	12	48	60	7	24	31	60	52	111	23	30	55	5	16	21	18	40	67	32	85	117
TOTAUX	1,649	6,764	8,407	339	1,747	2,086	257	999	1,256	1,366	4,787	6,153	263	833	1,096	188	1,249	1,437	324	1,432	1,756	1,143	4,139	5,282

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES			COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. 28 mai 1888	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 25 mars 1891	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1
Id. communaux	—	—	—	3	7	10	—	1	1	10	53	63	22	39	61	—	11	11	—	—	—	—	—	—	5	—	5
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897 et du 21 août 1903	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	8	2	10	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 151, 153, 154	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Témoins défaillants. C. I. C. art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884-30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	1	1	4	6	10	—	2	2	—	3	3	—	2	2	—	5	5	—	2	2	—	2	2	1	4	5
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	8	10
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	3	4	2	8	10	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	1	3
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	11	44	55	42	145	185	13	34	47	18	77	92	47	109	156	30	85	115	11	14	25	9	41	50	68	197	265
Délits prévus par le Code pénal	150	576	706	942	2,913	3,855	100	924	1,084	440	2,315	2,764	396	2,038	2,634	575	1,005	2,336	76	643	719	156	684	840	876	3,354	4,230
Contraventions de police	1	4	5	18	61	79	12	36	48	34	145	179	50	144	194	11	100	111	1	24	25	8	24	32	40	71	111
Infractions prévues par des lois spéciales	22	134	156	98	442	540	27	70	97	73	411	486	95	551	446	18	241	259	20	214	243	46	157	203	87	371	458
TOTAUX	164	758	922	1,100	3,559	4,659	212	1,064	1,276	573	2,948	3,521	788	2,642	3,430	432	2,389	2,821	117	895	1,012	219	906	1,125	1,071	3,993	5,064
Infractions forestières	—	8	8	6	129	135	2	1	3	—	3	3	3	4	7	—	1	1	—	1	1	—	8	8	16	114	130
Affaires jugées en degré d'appel	11	16	27	29	45	74	5	15	20	9	42	51	41	44	85	34	61	95	9	12	21	10	51	61	62	224	286
TOTAUX	175	782	957	1,135	3,733	4,868	219	1,080	1,299	582	2,993	3,575	832	2,690	3,522	466	2,451	2,917	126	908	1,034	229	945	1,174	1,149	4,331	5,480

XIX (suite). — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel en 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81
Protection de l'enfance. L. 27 frimaire an v. 28 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875. 25 mars 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux	5	—	5	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—
Id. provinciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—
Règles relatives à l'exercice d'une profession (géomètre, greffier, huissier, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saccharine (détention de). L. 9 août 1897 et du 21 août 1903	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	4	4
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales. L. 22 mai 1886, art. 131, 133, 134	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884-30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	5	5	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	5	7	—	2	2
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—
RÉCAPITULATION.																											
Crimes correctionnalisés	3	12	15	25	47	72	3	10	13	10	24	34	8	27	35	1	4	5	2	7	9	22	54	76	5	30	35
Délits prévus par le Code pénal	57	211	268	241	654	895	148	491	639	118	558	676	88	219	307	32	151	183	44	177	221	250	1,056	1,306	55	407	462
Contraventions de police	—	4	4	15	35	50	2	9	11	1	19	20	3	7	10	—	9	9	—	5	5	2	53	55	3	12	15
Infractions prévues par des lois spéciales	25	84	109	25	185	210	12	63	75	23	173	196	32	65	97	27	111	138	26	97	123	40	219	259	75	564	437
TOTAUX.	65	311	376	306	921	1,227	165	573	738	152	774	926	131	318	449	60	275	335	72	286	358	314	1,382	1,696	136	813	949
Infractions forestières	9	51	60	11	35	46	1	36	37	22	77	99	8	214	222	6	51	57	26	77	103	17	148	165	22	163	185
Affaires jugées en degré d'appel	19	32	51	29	30	59	13	14	27	2	17	19	19	10	29	7	9	16	10	17	27	22	53	75	15	25	40
TOTAUX.	93	394	487	346	986	1,332	179	623	802	176	868	1,044	158	542	700	73	335	408	108	380	488	353	1,583	1,936	173	1,001	1,174

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Délits.												
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	9	11	20	—	—	—	1	—	1	2	5	7
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	17	44	61	—	2	2	—	—	—	3	5	8
Id. id. à la police, 280	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	—	4	4	—	—	—	—	—	—	3	1	4
Culte (entrave au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'objets destinés à l'utilité publique, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Id. d'animaux domestiques, 541	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 545, 546	1	1	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par particulier, 439	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	3	3
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.												
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	27	53	80	7	17	24	2	18	20	12	20	32
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Art de guérir	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	2	10	12	1	1	2	—	—	—	1	1	2

NATURE DES INFRACTIONS.	MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Délits.																											
Abus de confiance, 491	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers des particuliers, 444	3	5	8	—	—	—	1	1	2	3	4	7	1	3	4	—	1	1	1	—	1	—	4	4	4	4	8
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	4	2	6	3	4	7	1	10	11	5	26	31	—	4	4	1	7	8	—	5	5	—	1	1	7	1	8
Id. id. à la police, 280	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. involontaires, 420	—	3	3	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Culte (entrave au libre exercice d'un), 142, 143	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'objets destinés à l'utilité publique, 526	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 541	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	4	4	—	—	—	5	—	5	2	—	2	1	—	1	1	2	3
Id. de clôtures, 545, 546	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Domicile (violation de) par particulier, 439	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	3	3	1	—	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	1	1	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	1	2	3	1	—	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	3	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contraventions de police.																											
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres contraventions	2	13	15	—	8	8	3	13	20	12	30	42	4	5	9	11	15	26	2	5	7	2	17	19	7	12	19
Infractions prévues par des lois spéciales.																											
Art de guérir	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, 24 juin 1885, 20 juillet 1891	—	—	—	—	2	2	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Délits.												
Abus de confiance, 491	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Armes prohibées, port, 317. L. du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat aux mœurs : outrage public aux mœurs, 385	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Calomnie envers des particuliers, 444	4	6	10	—	—	—	—	—	—	2	18	20
Comestibles : falsification, 500, 501. L. du 4 août 1890, art. 4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Coups et blessures simples, 398 à 400, 410	2	13	15	—	—	—	2	10	12	11	60	71
Id. à la police, 280	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups involontaires, 420	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Culte (entrave au libre exercice d'un), 142, 145	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse, 445	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction d'objets destinés à l'utilité publique, 520	2	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Id. de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'animaux domestiques, 540, 541	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. de clôtures, 543, 546	3	1	4	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Domicile (violation de) par particulier, 439	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	2	—	2	—	—	—	1	1	2	—	—	—
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 329	—	—	—	—	—	—	1	1	2	1	—	1
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un membre des Chambres législatives, un ministre ou un magistrat, 275	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. un officier ministériel, un agent de l'autorité ou de la force publique, 276	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	
Id. des jurés ou témoins, 282	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rébellion, 271, 272	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Recel de choses volées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre, 228 à 232	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol, 463, 464, 466	1	—	1	—	1	1	—	—	—	4	1	5
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557, 6°, 463	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	2
Contraventions de police.												
Contraventions à l'article 561, 2° et 3° (falsifications)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Autres contraventions	12	18	30	3	7	10	4	14	18	13	77	92
Infractions prévues par des lois spéciales.												
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, L. 12 mars 1818, 9 juillet 1858, A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Chasse. L. 28 février 1882	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chemins de fer de l'Etat, concédés ou vicinaux. L. 12 avril 1855, L. 24 juin 1885, L. 20 juillet 1891	—	4	4	—	—	—	—	—	—	2	4	6

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—	—	—	7	7	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	14	16	4	1	5	—	3	3	—	2	2	3	2	5	1	1	2	2	2	4	4	11	15	—	11	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	1	—	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	2	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
9	8	17	2	12	14	9	9	18	—	5	5	9	6	15	1	3	4	6	2	8	9	12	21	5	7	12
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	—
—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	1	1	2	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles	2	—	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	2	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
Impôts (lois et règlements sur les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	—	1	1	—	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	5	—	—	—	—	4	4	—	1	1	4	6	10	—	1	1
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1886	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	—	3	—	1	1	—	—	—	—	2	2	—	—	—
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883 et du 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine, A. R. 16 juin 1891	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1850	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux (fermeture des cabarets)	—	1	1	2	3	5	—	—	—	5	1	6	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	1	1	11	4	15
Id. id. (sur la police des filles publiques)	1	4	5	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Id. id. (autres objets)	5	16	21	—	—	—	—	—	—	14	9	23	6	—	6	—	—	—	6	1	7	2	1	3	—	—	—	6	5	11	—	2	2	1	6	7	1	5	6
Règlements provinciaux	1	7	8	1	2	3	1	3	4	11	2	13	—	—	—	1	1	2	2	2	4	1	3	4	2	—	2	—	3	3	—	1	1	—	—	—	1	1	2
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Voirie, roulage et messageries	7	17	24	1	9	10	—	1	1	2	2	4	2	—	2	—	1	1	—	3	3	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	2	2
RÉCAPITULATION.																																						
Délits prévus par le Code pénal	28	65	93	—	10	10	1	—	1	10	14	24	11	14	25	4	4	8	2	21	23	13	41	54	2	9	11	9	13	22	3	6	9	2	5	7	17	10	27
Contraventions de police	27	53	80	7	19	26	2	18	20	12	20	32	2	14	16	—	8	8	3	15	20	12	30	42	4	5	9	11	15	26	2	5	7	2	17	13	7	12	19
Infractions prévues par des lois spéciales	22	60	82	3	19	24	4	6	10	37	18	55	12	2	14	1	4	5	11	13	24	6	14	20	5	2	7	9	17	26	—	4	4	3	20	25	17	22	39
TOTAUX	77	178	255	12	48	60	7	24	31	59	52	111	25	30	55	5	16	21	18	49	67	31	85	116	11	16	27	29	45	74	5	15	20	9	42	51	41	44	85
Infractions forestières	2	3	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	79 (1)	181 (2)	260	12	48	60	7	24	31	59	52	111	25	30	55	5	16	21	18	49	67	32	85	117	11	16	27	29	45	74	5	15	20	9	42	51	41	44 (3)	85

(1) Non compris 1 individu acquitté et mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de filles publiques.
(2) Non compris 5 condamnés mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(3) Id. 2 id. id. id.

XIX (suite). — Prévenus jugés en degré d'appel par chaque tribunal correctionnel, pendant l'année 1903, classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS.	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÉGE		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	2	2	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles.	1	—	1	1	3	4	—	1	1	2	3	5
Impôts (lois et règlements sur les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	6	6	—	—	—	—	—	—	1	3	4
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	4
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883, L. 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1894	—	—	—	—	1	1	—	1	1	2	—	2
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Registres de population. L. 2 juin 1850	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux (fermeture des cabarets)	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Id. id. (autres objets)	2	5	7	1	—	1	—	—	—	1	13	14
Id. provinciaux	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	6	8
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	1	2	3	4	—	4	2	2	4	4	17	21
RÉCAPITULATION.												
Délits prévus par le Code pénal	17	21	38	—	1	1	4	13	17	28	87	115
Contraventions de police	12	18	30	3	7	10	4	14	18	15	79	94
Infractions prévues par des lois spéciales	5	22	27	6	4	10	2	4	6	19	58	77
TOTAUX	34	61	95	9	12	21	10	31	41	62	224	286
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	34	61	95	9	12	21	10	31	41	62 (1)	224 (2)	286

NATURE DES INFRACTIONS.	HUY			VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.	Acquittés.	Condamnés.	Total.
41	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Etablissements dangereux, insalubres. L. 5 mai 1888	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cours d'eau. L. 7 mai 1877	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires. L. 4 août 1890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infractions rurales. Code rural. Echardonnage. Echenillage. Conservation des grenouilles.	1	—	1	5	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	1	2	1	—	1	3	—	3
Impôts (lois et règlements sur les)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse publique. L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	6	6	—	2	2	—	—	—
Margarine. L. 4 mai 1900	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Navigation intérieure. A. R. 1er mai 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche fluviale. L. 10 janvier 1883, L. 5 juillet 1899	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police sanitaire des animaux domestiques : rage canine. A. R. 16 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures. L. 1er octobre 1855	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police d'audience	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Registres de population. L. 2 juin 1850	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'ateliers. L. 15 juin 1896	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. communaux (fermeture des cabarets)	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (sur la police des filles publiques)	—	—	—	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (autres objets)	1	—	1	9	3	12	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	4	1	—	1	1	1	2
Id. provinciaux	—	2	2	2	1	3	3	2	5	—	4	4	1	—	1	—	1	1	—	—	—	—	2	5	7	—	—
Salaires (payement des). L. 16 août 1887	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tramways. A. R. 21 avril 1884, A. R. 30 août 1897	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants. L. 13 décembre 1889	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Voirie, roulage et messageries	1	4	5	2	2	4	—	—	—	1	1	2	—	—	—	2	1	3	—	—	—	2	10	12	1	3	4
RÉCAPITULATION.																											
Délits prévus par le Code pénal	7	18	25	7	6	13	—	3	3	—	4	4	5	4	9	3	3	6	3	3	6	5	22	27	3	14	19
Contraventions de police	9	8	17	2	12	14	9	9	18	—	6	6	9	6	15	1	3	4	0	2	8	10	12	22	5	7	12
Infractions prévues par des lois spéciales	3	6	9	20	12	32	4	2	6	2	7	9	5	—	5	3	3	6	1	12	13	7	10	26	3	4	9
TOTAUX	19	32	51	29	30	59	13	14	27	2	17	19	19	10	29	7	9	16	10	17	27	22	53	75	15	25	40
Infractions forestières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	19	32	51	29	30	59	13	14	27	2	17	19	19	10	29	7	9	16	10	17	27	22	53	75	15	25	40

(1) Non compris 1 individu acquitté comme souteneur de filles publiques.
(2) Id. 1 condamné mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de filles publiques.

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1903.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 27.
			Total des prévenus non condamnés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897.		Acquittés du chef d'infractions forestières.			
					Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.				
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3,356
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,934
	Total	8,147	1,564	1,322	101	119	—	—	22	6,583	293	6,290
Louvain	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	847
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	706
	Total	2,026	327	277	5	10	2	—	33	1,699	146	1,553
Nivelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	601
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	344
	Total	1,225	250	220	22	5	—	—	3	975	30	945
Anvers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,315 (1)
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,389
	Total	6,042	1,307	1,237	26	42	—	—	2	4,735	31	4,704 (1)
Malines	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	374
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	427
	Total	1,041	238	221	15	2	—	—	—	803	2	801
Turnhout	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	506
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	531
	Total	1,416	183	160	11	3	—	—	9	1,233	196	1,037
Mons	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	723
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	639
	Total	1,689	306	267	23	12	—	—	4	1,383	21	1,362
Charleroi	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,033
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,971
	Total	5,165	1,111	1,016	70	14	—	—	11	4,054	50	4,004
Tournai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	448
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	320
	Total	940	164	143	9	12	—	—	—	776	8	768

(1) Dont 2 condamnés à l'embarquement comme peine principale.

CONDAMNÉS

CONDAMNÉS A L'EMPRISONNEMENT

CONDITIONNEL de

6 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.
13	14	15	16
8	586	464	5
—	*17*	*11*	—
8	603	475	3
1	92	167	—
—	*1*	*4*	—
—	93	171	—
—	55	52	—
—	—	—	—
—	35	32	—
4	547	500	—
—	*5*	*6*	*1*
4	352	306	1
—	21	44	—
—	—	—	—
—	21	44	—
—	42	122	—
—	*2*	*2*	—
—	44	124	—
2	141	111	—
—	*8*	*10*	—
2	149	121	—
3	206	252	—
—	*9*	*9*	—
3	215	241	—
—	69	91	1
—	*6*	*8*	—
—	75	99	1

SIMPLE de

5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	1 mois à 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.
17	18	19	20	21	22	23
5	20	77	68	449	187	—
12	*22*	*158*	*111*	*1,095*	*838*	*1*
15	42	215	179	1,544	1,015	1
—	5	8	18	57	46	4
4	—	*20*	*20*	*112*	*267*	*5*
4	3	28	38	179	313	9
2	2	1	1	58	42	—
—	5	*6*	*2*	77	*59*	*1*
2	5	7	3	115	101	1
5	2	18	20	225	125	—
1	*4*	*47*	*52*	*782*	*631*	*2*
6	6	65	72	1,007	756	2
—	1	5	4	59	24	—
—	1	5	5	*87*	*180*	—
—	2	6	7	126	204	—
—	2	5	7	55	55	—
—	5	*4*	*12*	*108*	*207*	*2*
—	7	9	19	141	242	2
—	1	5	12	15	116	48
—	1	*6*	*15*	*15*	*276*	*169*
—	2	9	27	28	392	217
—	2	8	28	19	508	150
—	1	*7*	*15*	*56*	*709*	*564*
—	3	15	73	75	1,017	694
1	—	6	12	3	68	42
—	2	*4*	*8*	*5*	*118*	*115*
1	2	10	20	6	186	157

CONDAMNÉS A L'AMENDE

CONDITIONNELLE de

26 frs et plus.	moins de 26 frs.
24	25
808	216
51	*5*
839	221
291	75
1	—
295	75
—	—
—	—
—	—
916	88
17	*1*
933	89
164	9
—	—
164	9
81	95
1	—
82	93
215	16
11	—
226	16
804	56
25	—
827	36
120	5
5	—
123	5

SIMPLE de

26 frs et plus.	moins de 26 frs.
26	27
261	206
572	*91*
833	297
56	50
190	*49*
246	99
59	15
160	*56*
219	51
255	52
757	*81*
990	113
56	9
159	*14*
195	23
125	149
54	11
119	*9*
153	20
250	27
521	*21*
754	48
28	2
47	*6*
75	8

CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A

la mise à la disposition du gouvernement, L. du 27 novembre 1891.		l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
Art. 14	Art. 26			
28	29	30	31	32
—	24	—	45	2
—	*5*	—	*55*	*20*
—	27	—	78	22
—	5	—	4	—
—	*5*	—	*5*	*9*
—	6	—	7	9
—	1	—	6	2
—	—	—	*4*	*5*
—	1	—	10	5
—	9	124	6	—
—	*5*	*19*	*11*	*2*
—	12	143	17	2
—	—	—	4	—
—	—	—	*2*	—
—	—	—	6	—
—	—	—	5	—
—	—	—	*2*	*1*
—	—	—	5	1
—	1	—	10	—
—	—	—	*8*	*3*
—	1	—	18	3
—	1	—	20	—
—	*1*	—	*24*	*3*
—	2	—	44	5
—	—	—	14	—
—	—	—	*7*	—
—	—	—	21	—

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1903.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 27.
			Total des prévenus non condamnés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 70 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 23 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897.		Acquittés du chef d'infractions forestières.			
					Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.				
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,509
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,050
	Total	4,794	1,106	1,056	26	18	—	—	6	3,688	129	3,559
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	561
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	503
	Total	1,279	214	210	1	1	—	—	2	1,065	1	1,064
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,639
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,309
	Total	3,524	573	546	17	10	—	—	—	2,951	3	2,948
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(2)1,245
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,397
	Total	3,437	791	765	5	18	—	—	3	2,646	4	(2)2,642
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,120
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,269
	Total	2,822	432	411	6	14	1	—	—	2,390	1	2,389
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	405
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	490
	Total	1,013	117	89	16	11	1	—	—	896	1	895
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	468
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	438
	Total	1,133	219	214	3	2	—	—	—	914	8	906
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,182
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,811
	Total	5,194	1,087	1,011	31	29	—	—	16	4,107	114	3,993
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	174
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	137
	Total	436	74	62	2	—	1	—	9	362	51	311

(2) Dont 1 condamné à l'interdiction de son commandement pendant 1 mois (peine principale).

CONDAMNÉS

ARRONDISSEMENTS.		CONDAMNÉS A L'EMPRISONNEMENT											CONDAMNÉS A L'AMENDE				CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A				
		CONDITIONNEL de				SIMPLE de							CONDITIONNELLE de		SIMPLE de		la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891.		l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
		6 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 5 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	1 mois à 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	26 frs et plus.	moins de 26 frs.	Art. 14	Art. 26			
1		13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Gand	Primaires	7	135	147	—	1	3	15	19	111	61	—	768	82	115	45	—	4	1	16	3
	Récidivistes	—	2	4	—	1	15	29	41	513	615	—	26	1	721	82	—	3	—	26	3
	Total	7	137	151	—	2	18	44	60	624	676	—	794	83	836	127	—	7	1	42	6
Audenarde	Primaires	2	43	50	—	1	2	17	12	83	34	—	188	21	80	10	—	2	—	8	—
	Récidivistes	—	1	—	—	4	2	11	4	122	157	—	2	—	178	22	—	—	—	2	—
	Total	2	44	50	—	5	4	28	16	205	191	—	190	21	267	41	—	2	—	10	—
Termonde	Primaires	2	59	180	—	1	2	10	13	110	214	3	367	150	307	212	—	4	—	17	—
	Récidivistes	—	—	—	—	3	3	17	19	298	180	3	1	1	324	160	—	—	—	23	1
	Total	2	59	180	—	4	5	27	32	417	694	6	368	151	631	372	—	4	—	40	1
Bruges	Primaires	2	140	157	1	4	4	10	24	151	88	—	335	78	134	110	—	7	9	8	—
	Récidivistes	—	1	1	—	2	7	28	28	351	460	—	—	—	424	95	—	1	1	13	1
	Total	2	141	138	1	6	11	44	52	502	548	—	335	78	558	205	—	8	10	21	1
Courtrai	Primaires	1	134	111	4	2	2	18	22	128	67	3	302	54	131	81	—	4	—	7	1
	Récidivistes	—	2	2	—	2	8	41	30	433	310	1	6	—	310	94	—	1	6	8	15
	Total	1	136	113	4	4	10	59	52	561	407	4	368	54	441	175	—	5	6	15	16
Furnes	Primaires	1	41	78	—	1	—	1	2	27	19	1	171	31	21	11	—	2	—	6	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	5	6	109	186	—	—	—	154	30	1	1	—	2	—
	Total	1	41	78	—	1	—	6	8	136	205	1	171	31	175	41	1	3	—	8	—
Ypres	Primaires	—	43	14	—	—	1	7	1	41	11	—	242	48	51	9	—	—	—	4	—
	Récidivistes	—	1	—	—	—	2	2	7	90	81	—	4	1	213	37	—	—	—	1	1
	Total	—	44	14	—	—	3	9	8	131	92	—	246	49	264	46	—	—	—	5	1
Liége	Primaires	2	170	323	1	1	3	10	22	230	101	—	900	82	143	33	4	3	—	10	—
	Récidivistes	—	4	11	—	3	4	16	19	542	557	—	27	4	537	84	6	1	—	18	6
	Total	2	174	337	1	4	7	26	41	778	748	—	987	86	683	119	10	4	—	34	6
Huy	Primaires	—	12	33	1	—	—	1	—	8	8	—	87	14	5	5	—	1	—	1	—
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	33	37	1	5	—	49	12	—	1	—	1	—
	Total	—	12	33	1	—	—	1	—	41	45	1	92	14	54	17	—	2	—	2	—

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel pendant l'année 1903.

ARRONDISSEMENTS.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS							TOTAL des condamnés.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	TOTAL des colonnes 13 à 27.
			Total des prévenus non condamnés.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu des articles 72 et 76 du Code pénal.		Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 25 de la loi du 27 novemb. 1891, modifié par la loi du 15 février 1897.		Acquittés du chef d'infractions forestières.			
					Laissés en liberté.	Mis à la disposition du gouvernement.	Réprimandés.	Mis à la disposition du gouvernement.				
		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	447
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	474
	Total	1,273	317	258	32	16	—	—	11	956	35	921
Tongres	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	333
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	240
	Total	775	166	162	1	2	—	—	1	609	36	573
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	456
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	318
	Total	1,025	174	147	3	2	—	—	22	851	77	774
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	180
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	138
	Total	671	139	131	—	—	—	—	8	532	214	318
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	154
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	121
	Total	392	66	52	5	1	2	—	6	326	51	275
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	167
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	119
	Total	461	98	69	2	1	—	—	26	363	77	286
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	742
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	640
	Total	1,861	331	278	31	5	—	—	17	1,530	148	1,382
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	445
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	368
	Total	1,134	158	124	7	2	3	—	22	976	163	813
Récapitulation.	Primaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23,430 (3)
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,083
	Total	58,915	11,512	10,448	470	351	10	—	233	47,403	1,890	45,513 (3)

CONDAMNÉS

CONDAMNÉS A L'EMPRISONNEMENT

CONDITIONNEL de

6 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.
13	14	15	16
—	20	30	—
—	*1*	*4*	—
—	30	43	—
—	17	40	—
—	—	—	—
—	17	40	—
1	31	88	—
—	—	*1*	—
1	31	89	—
—	9	10	—
—	—	*2*	—
—	9	12	—
—	5	5	—
—	—	*2*	—
—	5	7	—
—	3	13	—
—	—	—	—
—	3	13	—
—	33	81	—
—	—	*2*	—
—	35	83	—
—	11	10	1
—	—	—	—
—	11	10	1
35	2,480	2,922	12
—	*60*	*82*	*1*
35	2,516	3,004	13

SIMPLE de

5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	plus de 6 mois à moins de 1 an.	1 mois à 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours
17	18	19	20	21	22	23
—	3	1	—	14	31	—
—	—	*2*	*1*	*99*	*100*	—
—	3	3	1	113	131	—
—	1	2	1	9	17	—
1	—	*2*	*4*	*33*	*106*	—
1	1	4	5	44	123	—
—	—	2	—	14	9	—
—	—	*3*	*3*	*46*	*87*	—
—	—	5	3	60	96	—
—	1	3	4	52	12	—
—	—	*5*	*5*	*33*	*31*	—
—	1	8	9	65	43	—
—	—	—	—	6	3	—
—	—	—	—	*12*	*21*	*13*
—	—	—	—	18	29	13
1	2	8	3	1	107	12
—	—	*3*	*1*	*22*	*22*	*1*
1	2	30	25	2	107	12
1	1	3	1	48	23	1
—	*1*	*8*	*3*	*101*	*153*	*3*
1	2	11	4	149	176	4
—	1	—	4	30	32	—
—	—	*1*	*4*	*49*	*91*	—
—	2	4	5	88	123	—
71	272	270	2,387	1,504	14	8,616
93	*462*	*416*	*6,282*	*6,547*	*56*	*488*
166	734	725	8,669	8,051	50	8,804

CONDAMNÉS A L'AMENDE

CONDITIONNELLE de 26 frs et plus.	CONDITIONNELLE de moins de 26 frs.	SIMPLE de 26 frs et plus.	SIMPLE de moins de 26 frs.
24	25	26	27
198	95	24	13
5	2	*200*	*62*
201	97	224	75
107	50	57	6
1	—	*85*	*6*
168	36	122	12
168	86	14	45
1	—	*107*	*70*
169	86	121	113
81	9	18	1
5	—	*55*	*1*
86	9	71	2
69	50	11	3
12	*2*	*46*	*22*
71	50	57	25
107	12	13	4
—	—	*60*	*10*
107	12	73	14
382	100	46	20
13	—	*514*	*42*
395	100	360	62
248	13	73	11
2	—	*205*	*15*
250	13	280	26
8,616	1,576	2,223	1,037
488	*15*	*6,584*	*1,243*
8,804	1,591	8,807	2,280

CONDAMNÉS ACCESSOIREMENT A

la mise à la disposition du gouvernement. L. du 27 novembre 1891. Art. 14	Art. 26	l'embarquement.	l'interdiction.	la surveillance.
28	29	30	31	32
—	1	—	3	—
—	—	—	*3*	*3*
—	1	—	6	3
—	1	—	—	—
—	—	—	*2*	—
—	1	—	2	—
—	2	—	1	—
—	—	—	*2*	—
—	2	—	3	—
—	—	—	1	—
—	—	—	*3*	*2*
—	—	—	4	2
—	—	—	2	—
—	—	—	—	—
—	—	—	2	—
—	2	—	3	—
—	—	—	*1*	—
—	2	—	4	—
—	—	—	5	—
—	—	—	*8*	*1*
—	—	—	13	1
—	—	—	10	—
—	—	—	*5*	—
—	—	—	15	—
4	72	134	220	8
7	18	26	*212*	*76*
11	90	160	432	84

(3) Dont 3 individus condamnés à des peines spéciales (voir notes pages 118 et 120).

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1903).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.					CONDAMNÉS.					
			TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Réprimandés en vertu de la loi du 27 juillet 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897.	acquittés du chef d'infractions forestières.	TOTAL.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	Condamnés à l'emprisonnement simple.	Condamnés à l'amende conditionnelle.	Condamnés à l'amende simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	(1) 117	—	2	4	55	58
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	(2) 61	—	—	4	—	(3) 57
	Total	260	(4) 79	77	—	—	2	181	3	2	8	53	115
Louvain	Primaires	—	—	—	—	—	—	40	—	1	2	(5) 26	(6) 11
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	8	—	—	1	—	(3) 7
	Total	60	12	12	—	—	—	48	—	1	3	26	18
Nivelles	Primaires	—	—	—	—	—	—	16	—	—	—	6	10
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	8	—	—	1	—	7
	Total	31	7	7	—	—	—	24	—	—	1	6	17
Anvers	Primaires	—	—	—	—	—	—	35	—	—	1	(5) 22	12
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	17	—	—	—	—	(6) 17
	Total	111	59	58	1	—	—	52	—	—	1	22	29
Malines	Primaires	—	—	—	—	—	—	26	—	—	—	19	7
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	4
	Total	55	25	21	—	4	—	30	—	—	—	19	11
Turnhout	Primaires	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	8	7
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Total	21	5	5	—	—	—	16	—	—	—	8	8
Mons	Primaires	—	—	—	—	—	—	33	—	—	—	23	(3) 10
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	16	—	—	1	—	(3) 15
	Total	67	18	18	—	—	—	49	—	—	1	23	25
Charleroi	Primaires	—	—	—	—	—	—	54	—	1	1	20	23
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	31	—	1	1	—	(3) 29
	Total	117	32	31	—	—	1	85	—	2	2	29	52
Tournai	Primaires	—	—	—	—	—	—	14	—	1	—	11	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Total	27	11	11	—	—	—	16	—	1	—	11	4

(1) Non compris 2 condamnés mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(2) Id. 3 id. id. id.
(3) Dont 1 condamné à 26 francs.
(4) Non compris 1 individu acquitté comme souteneur de filles publiques.
(5) Dont 5 condamnés à 26 francs.
(6) Id. 2 id. à 26 francs.

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1903).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.					CONDAMNÉS.					
			TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Réprimandés en vertu de la loi du 27 juillet 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897.	acquittés du chef d'infractions forestières.	TOTAL.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	Condamnés à l'emprisonnement simple.	Condamnés à l'amende conditionnelle.	Condamnés à l'amende simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Gand	Primaires	—	—	—	—	—	—	30	—	1	—	17	(1) 12
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	15	—	—	3	—	12
	Total	74	29	29	—	—	—	45	—	1	3	17	24
Audenarde	Primaires	—	—	—	—	—	—	9	—	—	1	6	2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	(1) 6
	Total	20	5	5	—	—	—	15	—	—	1	6	8
Termonde	Primaires	—	—	—	—	—	—	25	—	—	—	12	13
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	17	—	—	—	—	17
	Total	51	9	9	—	—	—	42	—	—	—	12	30
Bruges	Primaires	—	—	—	—	—	—	(2) 27	—	—	—	18	9
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	17	—	—	1	—	16
	Total	85	41	41	—	—	—	44	—	—	1	18	25
Courtrai	Primaires	—	—	—	—	—	—	40	—	—	1	21	18
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	21	—	—	—	—	(1) 21
	Total	95	34	31	3	—	—	61	—	—	1	21	39
Furnes	Primaires	—	—	—	—	—	—	8	—	—	—	3	5
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	4
	Total	21	9	9	—	—	—	12	—	—	—	5	7
Ypres	Primaires	—	—	—	—	—	—	15	—	—	—	12	3
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	16	—	—	1	—	15
	Total	41	10	10	—	—	—	31	—	—	1	12	18
Liége	Primaires	—	—	—	—	—	—	163	—	2	(3) 6	88	(4) 67
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	(5) 61	—	—	14	2	(6) 45
	Total	286	(7) 62	60	—	2	—	224	—	2	20	90	112
Huy	Primaires	—	—	—	—	—	—	32	—	—	—	13	19
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total	51	19	18	1	—	—	32	—	—	—	13	19

(1) Dont 1 condamné à 26 francs.
(2) Non compris 2 condamnés mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(3) Dont 1 condamné à 8 jours et plus.
(4) Id. 8 condamnés à 26 francs.
(5) Non compris 1 condamné mis à la disposition du gouvernement comme souteneur de filles publiques.
(6) Dont 5 condamnés à 26 francs.
(7) Non compris 1 individu acquitté comme souteneur de filles publiques.

XX (suite). — Résultat des poursuites devant chaque tribunal correctionnel jugeant en degré d'appel (année 1903).

TRIBUNAUX.		TOTAL des prévenus.	PRÉVENUS NON CONDAMNÉS.					CONDAMNÉS.					
			TOTAL.	Acquittés.	Renvoyés des poursuites en vertu de l'article 72 du Code pénal.	Réprimandés en vertu de la loi du 27 juin 1891, modifiée par la loi du 15 février 1897.	acquittés du chef d'infractions forestières.	TOTAL.	Condamnés du chef d'infractions forestières.	Condamnés à l'emprisonnement conditionnel.	Condamnés à l'emprisonnement simple.	Condamnés à l'amende conditionnelle.	Condamnés à l'amende simple.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Verviers	Primaires	—	—	—	—	—	—	19	—	—	2	13	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	—	(1) 11
	Total	59	29	29	—	—	—	30	—	—	2	13	15
Tongres	Primaires	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	9	4
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Total	27	13	13	—	—	—	14	—	—	—	9	5
Hasselt	Primaires	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—	1	(2) 10
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	—	6
	Total	19	2	2	—	—	—	17	—	—	—	1	16
Arlon	Primaires	—	—	—	—	—	—	9	—	1	—	5	3
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Total	29	19	19	—	—	—	10	—	1	—	5	4
Marche	Primaires	—	—	—	—	—	—	5	—	—	1	2	(1) 2
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	4
	Total	16	7	6	1	—	—	9	—	—	1	2	6
Neufchâteau	Primaires	—	—	—	—	—	—	13	—	—	—	5	8
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	4
	Total	27	10	10	—	—	—	17	—	—	—	5	12
Namur	Primaires	—	—	—	—	—	—	41	—	1	—	(3) 20	(3) 14
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	12	—	—	1	—	(2) 11
	Total	75	22	22	—	—	—	53	—	1	1	26	25
Dinant	Primaires	—	—	—	—	—	—	18	—	—	—	13	(1) 5
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	7	—	—	1	—	6
	Total	40	15	14	—	1	—	25	—	—	1	13	11
Récapitulation	Primaires	—	—	—	—	—	—	(4) 828	—	10	19	463	336
	Récidivistes	—	—	—	—	—	—	(4) 351	—	1	29	2	319
	Total	1,765	(5) 583	657	6	7	3	1,182	3	11	48	465	655

(1) Dont 1 condamné à 20 francs.
(2) Id. 2 id. à 20 francs.
(3) Id. 4 id. à 20 francs.
(4) Non compris 4 individus mis à la disposition du gouvernement comme souteneurs de filles publiques.
(5) Id. 2 id. acquittés comme souteneurs de filles publiques.

XXI. — État détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires (non compris les infractions au Code forestier) (année 1903).

CATÉGORIES DE PRÉVENUS.	EMPRISONNEMENT											AMENDE CONDITIONNELLE DE		AMENDE SIMPLE DE		Totaux.
	CONDITIONNEL DE				SANS CONDITION DE											
	6 mois.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	5 ans et plus.	3 ans à moins de 5 ans.	1 an à moins de 3 ans.	6 mois à moins de 1 an.	1 mois à moins de 6 mois.	8 jours à moins de 1 mois.	moins de 8 jours.	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	26 francs et plus.	moins de 26 fr.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Prévenus sans antécédents judiciaires	53	2,456	2,922	12	25	71	272	270	2,587	1,504	14	8,616	1,576	2,225	1,057	23,430 (1)
Prévenus condamnés précédemment à des peines de police dont le total excède 7 jours de prison ou 25 francs d'amende.	—	60	82	1	1	5	12	12	138	200	1	188	15	204	70	1,095
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines correctionnelles, soit d'amende, soit d'emprisonnement, d'une durée totale inférieure à 1 mois.	—	—	—	—	4	24	89	97	1,604	2,529	4	—	—	3,941	704	8,996
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 1 mois à moins de 6 mois.	—	—	—	—	6	21	104	117	2,245	2,245	25	—	—	1,611	514	6,684
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 6 mois à moins de 3 ans.	—	—	—	—	15	22	159	152	1,087	1,275	7	—	—	620	120	4,066
Prévenus condamnés précédemment à une ou à des peines d'emprisonnement correctionnel d'une durée totale de 3 ans et plus ou à une peine criminelle.	—	—	—	—	10	25	98	68	608	291	1	—	—	109	26	1,242
TOTAUX	53	2,516	3,004	13	65	166	734	725	8,669	8,051	50	8,804	1,591	8,807	2,280	45,513

(1) Dont 3 individus condamnés à des peines spéciales.

XXII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle.

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.
(Non compris les infractions au Code forestier.)

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans.	5 ans.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende	—	5	40	368	20	350	783
Emprisonnement de : 8 jours à moins de 1 mois	—	4	25	226	18	274	545
Id. 1 mois à moins de 3 mois.	—	—	3	116	9	153	281
Id. 3 mois à moins de 6 mois.	—	3	7	50	3	84	153
Id. 6 mois et plus	—	1	2	20	1	49	82
TOTAL	—	13	75	795	51	910	1,844

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.

N. B. Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE.	DURÉE DU SURSIS QUI AVAIT ÉTÉ ACCORDÉ.						TOTAL.
	3 mois.	6 mois.	1 an.	2 ans.	3 ans.	4 ans et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Peine correctionnelle.							
Amende simple	—	7	45	32	10	7	101
Id. conditionnelle	—	14	102	33	12	14	177
Emprisonnement simple de 8 jours et plus	—	6	30	15	7	10	97
Id. conditionnel de 8 jours et plus	—	7	77	29	3	10	126
TOTAL	—	34	283	111	32	41	501

COURS D'APPEL

Ces cours connaissent, en degré d'appel, des jugements rendus par les tribunaux correctionnels de leur ressort qui sont portés devant elles par le ministère public, le prévenu ou la partie civile (quant à ses intérêts civils seulement).

Elles jugent exceptionnellement en premier et en dernier ressort :

1° Certains magistrats et fonctionnaires, ainsi que leurs complices. Les causes, dans ce cas, sont portées à la chambre civile, présidée par le premier président (Code d'instruction criminelle, art. 479, 481, 483; loi du 20 avril 1810, art. 20; décret du 6 juillet 1810, art. 4);

2° Les auteurs de délits ou crimes commis à leur audience (Code d'instruction criminelle, art. 507);

3° Les affaires évoquées en vertu des articles 213 et 215 du Code d'instruction criminelle.

Les cours d'appel sont au nombre de trois : celle de Bruxelles, qui étend sa juridiction sur les neuf arrondissements judiciaires des provinces de Brabant, d'Anvers et de Hainaut; celle de Gand, qui a pour ressort les sept arrondissements judiciaires des deux Flandres; celle de Liége, de qui ressortissent les dix arrondissements judiciaires des provinces de Liége, de Limbourg, de Luxembourg et de Namur. Chaque cour est divisée en un certain nombre de chambres, qui, en matière répressive, rendent arrêt au nombre fixe de trois conseillers (loi du 4 septembre 1891, art. 2 et 4).

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. — Nombre et nature des arrêts rendus.

COURS.	NOMBRE DES AFFAIRES				NOMBRE DES ARRÊTS				ARRÊTS		NOMBRE DES AFFAIRES
	restant à juger au 1er janvier 1903.	portées devant la cour durant l'année 1903.	terminées.	restant à juger à la fin de l'année 1903.	TOTAL.	contradictoires.	par défaut.	contradictoires à l'égard de certains prévenus, par défaut à l'égard des autres.	confirmatifs.	infirmatifs en tout ou en partie.	dans lesquelles une nouvelle comparution de témoins a eu lieu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Bruxelles.	767	1,009	1,767	909	1,752	1,527	161	64	966	786	234
Gand	125	947	917	155	914	716	95	103	548	366	65
Liége	52	1,206	1.136	122	1,136	993	89	54	675	461	265
TOTAUX. . .	944	4,062	3,820	1,186	3,802	3,236	343	223	2,189	1,613	562

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. — Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance.

COURS.	NOMBRE des prévenus.	PRÉVENUS A L'ÉGARD DESQUELS ONT ÉTÉ RENDUS DES ARRÊTS								
		CONFIRMATIFS DE JUGEMENTS			INFIRMATIFS QUI ÉMENDENT OU MODIFIENT					
		d'acquittement.	de condamnation.	d'incompétence.	condamnant des acquittés.	acquittant des condamnés.	aggravant la peine.	diminuant la peine.	déclarant l'incompétence de la juridiction correctionnelle.	réformant des jugements d'incompétence ou de sursis.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles . . .	2,246	147	1,244	—	45	178	305	328	1	- -
Gand.	1,076	225	912	3	63	119	160	189	3	—
Liége.	1.702	274	850	1	61	199	52	281	3	1
TOTAUX. . .	5,624	646	2,986	4	167	496	517	798	9	1

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Crimes correctionnalisés.							
Infanticide, 396	2	—	—	1	—	—	3
Coups et blessures avec préméditation ayant causé la mort, 401.	4	1	1	1	8	1	16
Attentat à la pudeur, 372, § 2	10	9	4	1	5	4	31
Attentat à la pudeur, 373, § 2	1	—	4	3	6	1	15
Viol, 375, 376.	11	5	6	1	5	—	28
Avortement du consentement de la femme par des médecins, chirurgiens ayant causé la mort, 352, 353	2	—	—	—	—	—	2
Incendie de lieux habités, 510	—	—	3	5	—	—	8
Id. de récoltes coupées ou de bois abattus, mis en tas, 512.	—	—	—	—	—	1	1
Faux en écritures authentiques et publiques, 194 à 197. . . .	19	9	9	2	8	9	56
Fausse monnaie. Contrefaçon ou émission de monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal, 160, 161, 164, 168	2	1	—	3	—	—	6
Banqueroute frauduleuse, 489	1	2	1	—	3	3	10
Vol avec effraction, escalade ou fausses clefs, 467 à 470. . . .	60	56	35	23	21	17	210
Vol avec violences ou menaces, circonstances aggravantes, 471 à 474.	3	—	—	—	—	—	3
Délits.							
Abus d'autorité, 234	—	1	—	—	—	—	1
Id. de confiance, 491	58	40	13	7	26	13	157
Id. des faiblesses de l'emprunteur, 493, 494.	1	1	—	—	—	—	2
Adultère (et complicité d'), 387 à 389	17	15	1	1	20	15	69
Armes prohibées. Port, 317. L. du 15 juin 1894.	8	2	—	—	13	5	28
Attentat à la pudeur, 372, § 1er	7	4	3	1	4	—	19
Id. id. 373, § 1er	12	4	8	4	6	3	37
Attentat aux mœurs. Excitation à la débauche de mineurs, 379 . . .	6	6	—	—	2	7	21
Attentat aux mœurs. Ecrits ou images : vente, impression, 383, 384.	9	10	—	—	1	—	20
Attentat aux mœurs. Outrage public aux mœurs, 385	11	20	10	9	15	13	78
Avortement, 348, § 2, à 351	1	2	-	2	1	3	9
Banqueroute simple, 489	7	1	—	3	3	1	15
Calomnie envers des particuliers, 444	12	13	10	11	11	4	61
Coalition : atteinte au libre exercice de l'industrie, 310. L. du 30 mai 1892.	2	1	—	—	—	1	4
Comestibles (falsification), 500, 501	8	8	4	1	1	—	22
Concussion, intérêt illégal pris par un fonctionnaire public, 243, 245	—	—	—	1	—	1	2

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Contrefaçon : papier, coupons, sceaux, timbre contrefait (usage de), 185, 184	1						1
Coups et blessures : simples, 398 à 400, 410	178	224	187	157	158	139	1,014
Coups et blessures : à un membre des Chambres législatives, ministre ou magistrat, 278, 279	1	—	—	—	—		1
Coups et blessures : à un officier ministériel ou agent de l'autorité, 280, 281	17	8	—	—	16	13	54
Coups et blessures : involontaires, 420	36	20	4	6	29	17	112
Culte (outrage aux objets d'un), 144	—	—	—	—	3	3	6
Dénonciation calomnieuse, 445	9	7	—	—	3	1	22
Destruction : marchandises ou matières premières, 453	1	—	—	—	—	—	1
Destruction : de récoltes sur pied, plants, instruments d'agriculture, 535 à 537	—	—	—	—	3	3	6
Destruction : de clôtures, 545, 540	7	3	14	8	11	3	46
Détournement par un dépositaire public de deniers ou effets à lui confiés, 240, § 2	—	—	—	—	1	—	1
Domicile (violation de) par un particulier, à l'aide de menaces, violences ou effraction, 439	1	—	—	—	3	5	9
Effets de commerce fictifs, 509	—	—	—	—	1	—	1
Enlèvement de mineurs, 368, 370	1	—	—	—	—	1	2
Epizotie, 519 à 521	1	—	—	—	—	—	1
Escroquerie, 496	31	38	10	6	20	14	122
Etat civil, 263 à 265, 267, 361, 362, 363 à 367	—	—	—	—	1	1	2
Evasion de détenus, 332, 333	1	—	—	—	—	—	1
Exposition d'enfants, 354 à 359	3	—	—	—	—	1	4
Fausse monnaie : altération, contrefaçon, 162, 163, 165 à 169	—	—	—	—	—	1	1
Fausse monnaie reçue pour bonne (émission de), 170	3	1	—	—	—	—	4
Faux et usage de faux, 198, 207 à 209	—	—	—	—	2	—	2
Faux témoignage en justice, 218 à 220	4	3	4	2	4	3	20
Faux serment en matière civile, 220	1	2	1	1	—	1	6
Homicide involontaire, 419	—	—	8	2	7	1	18
Imprimés anonymes, 299	1	2	—	—	—	—	3
Incendie de récoltes coupées, 512	3	—	—	—	1	—	4
Injures par faits, écrits, images, emblèmes, 448	—	—	2	1	—	1	4
Jeux de hasard. Maisons non autorisées, 305	1	4	—	—	1	2	8
Lettres. Suppression par un particulier, 460	1	1	—	—	—	—	2

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÉGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Loterie non autorisée, 302, 303	—	—	—	—	—	2	2
Maraudage avec circonstances aggravantes, 557[4], 463	2	—	—	—	—	—	2
Menaces verbales ou par écrit, par gestes ou emblèmes, 327 à 331	15	12	15	4	21	9	76
Mendicité et vagabondage, 342 à 347	9	5	—	—	2	1	15
Objets saisis : destruction, détournement, 507	3	1	—	—	2	1	7
Objets trouvés, trésor : détournement, 508	8	4	—	—	7	4	23
Outrages : envers un député, ministre, magistrat, 275	12	4	4	—	2	3	25
Outrages : envers un officier ministériel, agent de l'autorité, 276	77	52	40	20	27	20	216
Outrages : envers des jurés ou témoins, 282	6	4	4	3	4	4	25
Rébellion par une ou plusieurs personnes, 271, 272	11	8	8	3	9	3	46
Recèlement de choses enlevées à l'aide d'un crime ou d'un délit, 505	24	12	8	6	6	6	62
Rupture de ban de surveillance, 338	6	—	3	2	3	2	18
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues, 498, 499	1	—	1	—	2	1	5
Usurpation de nom ou de titres, port illégal de costumes, décorations, etc., 228 à 232	9	—	—	—	3	1	13
Vol, 463, à 466	90	110	50	43	70	46	424
Infractions prévues par des lois spéciales.							
Art de guérir. L. 21 germinal an XI, 12 mars 1818, 9 juillet 1838, A. R. 31 mai 1885 et 1er mars 1888	6	—	—	—	3	1	10
Auteur (droit d'). L. du 22 mars 1886, art. 22 à 27	4	1	—	—	2	—	7
Chasse. L. 28 février 1882	41	40	37	21	43	27	211
Collectes non autorisées. A. R. 22 septembre 1823	—	1	—	—	—	—	1
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes. L. 5 mai 1888. Protection des ouvriers contre les accidents du travail. A. R. du 21 septembre 1894	2	3	—	—	—	—	5
Etrangers (expulsion des). L. 12 février 1897	5	—	—	—	6	—	11
Forêts (Code forestier)	8	—	—	—	8	3	19
Garde civique (loi sur la). 9 septembre 1897	2	—	—	—	—	—	2
Hypnotisme. L. 30 mai 1892	—	—	2	3	—	—	7
Impôts (lois et règlements concernant les)	20	12	10	11	6	3	71

XXV (suite). — Nature des infractions jugées par les cours d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS.	BRUXELLES.		GAND.		LIÈGE.		TOTAL.
	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	Arrêts confirmatifs.	Arrêts infirmatifs en tout ou en partie.	
1	2	3	4	5	6	7	8
Ivresse publique. L. 16 août 1887.	6	2	—	—	3	4	15
Margarine. L. 4 mai 1900.	—	—	1	—	4	4	9
Matières explosives. L. 15 octobre 1881 et 22 mai 1886 . . .	—	—	—	—	1	—	1
Mendicité et vagabondage. L. 27 novembre 1891.	—	—	—	—	1	—	1
Mines et extractions de toute nature	—	—	—	—	—	2	2
Pêche fluviale. L. 19 janvier 1883, 5 juillet 1899	5	5	6	2	9	6	33
Police maritime	—	1	1	—	—	—	2
Presse. D. 20 juillet 1831. L. 6 avril 1847, 20 décembre 1852, 12 mars 1858	—	—	—	—	—	1	1
Provocation à commettre des crimes ou des délits. L. 7 juillet 1875, 25 mars 1891	—	1	—	1	—	—	2
Protection de l'enfance. L. du 28 mai 1888.	1	—	—	—	—	—	1
Règlements d'ateliers. 15 juin 1896.	—	—	—	—	1	—	1
Règles relatives à l'exercice d'une profession	—	—	—	—	1	—	1
Saccharine. L. 9 août 1887	—	—	—	—	1	1	2
Salaires (payement des). L. 16 août 1887.	2	3	—	—	—	—	5
Sociétés commerciales. L. du 22 mai 1886, art. 151, 155, 154.	—	1	—	—	—	—	1
Témoins défaillants. C. I. C., art. 80	1	1	—	—	—	—	2
Travail des femmes et des enfants dans les établissements industriels. L. du 13 décembre 1889	2	1	—	—	1	—	4
Vente publique de marchandises neuves. L. 20 mai 1846 . . .	—	—	—	—	1	1	2
Voirie et roulage.	—	—	1	—	1	—	2
RÉCAPITULATION.							
Code pénal. — Crimes correctionnalisés	115	83	61	40	51	36	389
Id. Délits	746	631	420	286	527	372	2,982
Infractions prévues par des lois spéciales	105	72	67	40	91	55	431
TOTAUX.	966	786	548	366	675	461	3,802

COURS D'ASSISES

Les cours d'assises jugent les infractions que la loi punit d'une peine criminelle (mort, travaux forcés, détention, reclusion), à moins que les juridictions d'instruction (chambres du conseil, chambre des mises en accusation) n'aient relevé en faveur de l'accusé des circonstances atténuantes qui permettent de le renvoyer devant le tribunal correctionnel. Ces cours, jouissant d'une compétence générale, peuvent juger également des faits qui ne sont pas punissables d'une peine criminelle, si ces faits, à raison de leur connexité avec un crime, leur ont été déférés par la chambre des mises en accusation. Elles connaissent, en outre, exclusivement, des délits politiques et de presse.

Il y a une cour d'assises dans chaque province. Elle siège tous les trois mois, ou plus souvent si le besoin l'exige, au chef-lieu de la province. Cependant, dans le Limbourg, les assises se tiennent non au chef-lieu, mais à Tongres.

Une cour d'assises se compose de trois juges, dont l'un, chargé de présider la session, doit être membre d'une cour d'appel. Si l'affaire est jugée contradictoirement, la cour doit être assistée d'un jury de douze membres, recrutés parmi les citoyens âgés d'au moins 30 ans, réunissant les conditions de cens et de capacité exigées par la loi. Le jury n'est appelé que pour décider si l'accusé est ou non coupable du crime qu'on lui impute. Il n'intervient pas dans la fixation de la peine, non plus que dans l'admission des circonstances atténuantes. Il se prononce par un oui ou un non sur les questions qui lui sont posées par la cour. Sa décision est sans appel. Cependant, si l'accusé n'a été déclaré coupable qu'à la simple majorité des voix, la cour peut, en se ralliant à la minorité des membres du jury, prononcer l'acquittement.

Si l'affaire est jugée par contumace, l'arrêt est rendu par la cour seule, sans intervention du jury. Tout accusé condamné de cette manière doit être jugé à nouveau, dans la forme ordinaire, s'il se constitue prisonnier ou s'il est arrêté avant que la peine ne soit éteinte par la prescription.

Rédaction des tableaux. — Dans les tableaux où les accusés sont classés d'après la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites, les individus poursuivis pour plusieurs infractions sont inscrits en regard de l'infraction que le Code punit de la peine la plus grave. Au contraire, dans les tableaux où le classement est établi d'après la nature des infractions figurant à l'arrêt de condamnation, ces individus sont comptés à l'infraction qui leur a valu la peine la plus forte.

Pour le calcul des antécédents judiciaires, on additionne les différentes peines auxquelles l'accusé a été précédemment condamné. Par exemple un condamné ayant encouru trois condamnations à 2 mois d'emprisonnement est rangé dans la deuxième catégorie des récidivistes (6 mois d'emprisonnement et plus).

COURS D'ASSISES

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises.

1° *Nombre et nature des affaires jugées; nombre des individus poursuivis.*

PROVINCES.	Nombre total des affaires.	AFFAIRES CRIMINELLES jugées contradictoirement.	AFFAIRES CRIMINELLES jugées par contumace.	DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE jugés contradictoirement.	DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE jugés par contumace.	Nombre total des individus poursuivis.
1	2	3	4	5	6	7
Brabant	9	7	—	2	—	12
Anvers	14	13	1	—	—	24
Hainaut	7	7	—	—	—	10
Flandre orientale	(1) 17	17	—	—	—	17
Flandre occidentale	11	11	—	—	—	14
Liége	5	5	—	—	—	5
Limbourg	1	1	—	—	—	2
Luxembourg	—	—	—	—	—	—
Namur	3	3	—	—	—	4
Le royaume	67	64	1	2	—	88

(1) Y compris une affaire interrompue par le décès de l'accusé.

2° *Nombre, par province, des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés.*

PROVINCES.	AFFAIRES CRIMINELLES. ACCUSÉS JUGÉS CONTRADICTOIREMENT. Nombre total.	Acquittés.	CONDAMNÉS A LA PEINE: de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés de 15 ans et plus.	des travaux forcés de 10 ans à moins de 15 ans.	de la réclusion.	de l'emprisonnement de 6 mois et plus.	de l'emprisonnement de moins de 6 mois.	de l'amende.	ACCUSÉS jugés par contumace. Nombre total.	Acquittés.	Condamnés.	Délits politiques et de presse. Nombre total des prévenus.	Acquittés.	CONDAMNÉS à l'emprisonnement.	CONDAMNÉS à l'amende.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Brabant	8	3	2	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	1	3	—
Anvers	22	3	2	—	—	5	8	4	—	—	2	—	2	—	—	—	—
Hainaut	10	3	1	—	3	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre or.	17	1	2	2	3	2	2	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occ.	14	2	3	1	6	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége	5	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	4	1	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Le royaume	82	14	10	5	17	11	15	9	1	—	2	—	2	4	1	3	—

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	BRABANT			ANVERS			HAINAUT			FLANDRE ORIENTALE			FLANDRE OCCIDENTALE			LIÉGE			LIMBOURG			LUXEMBOURG			NAMUR		
	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.	TOTAL des accusés.	Acquittés.	Condamnés.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Crimes contre les personnes.																											
Attentat contre la vie ou la personne du Roi, 101	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assassinat, 394	1	—	1	2	—	2	2	1	1	4	—	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative d'), 394, 52	1	1	—	1	—	1	2	1	1	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide d'enfant illégitime sans préméditation, 396	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 393	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 393	—	—	—	1	1	—	2	—	2	4	—	4	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2
Id. (tentative de), 393, 52	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. id. (tentative de), 473, 52	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1er	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. avec préméditation ayant causé la mort, 401, § 2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur enfant de moins de 14 ans, 375, § 2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Délits contre les personnes.																											
Coups et blessures, 398, à 400, 410	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. Loi du 15 juin 1894	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes contre les propriétés.																											
Incendie de lieux habités 510	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. a nuit, 510, 513	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de billets de banque, 173	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (tentative de), 173, 52	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (complicité de), 173, 69	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'obligations au porteur, 174	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 467	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes. 471	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée, ayant causé la mort, 471, 474	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans un chemin public, 472	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. avec circonstances aggravantes, 471, 472	—	—	—	3	—	3	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans un chemin public, avec circonstances aggravantes (tentative de), 472, 471, 52	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction par l'effet d'une explosion, d'une maison habitée, la nuit, 520, 513	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les propriétés.																											
Vol simple, 463	—	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre les personnes	6	2	4	7	2	5	6	2	4	15	1	14	10	1	9	3	—	3	1	—	1	—	—	—	4	1	3
Id. id. les propriétés	2	1	1	15	1	14	4	1	3	2	—	2	4	1	3	2	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—
TOTAUX	8	3	5	22	3	19	10	3	7	17	1	16	14	2	12	5	1	4	2	—	2	—	—	—	4	1	3

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement.

Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées.

NATURE des INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	TOTAL des condamnés.	CONDAMNÉS A LA PEINE										CONDAMNÉS à la peine accessoire	
				de MORT.	des TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	des TRAVAUX FORCÉS de 15ans et plus.	des TRAVAUX FORCÉS de 10ans à moins de 15ans	de la RECLUSION de 10ans et plus.	de la RECLUSION de 5ans à moins de 10ans	de L'EMPRISONNEMENT de 5ans et plus.	de L'EMPRISONNEMENT de 6mois à moins de 5 ans.	de L'EMPRISONNEMENT de moins de 6mois	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Crimes contre les personnes.															
Attentat contre la vie ou la personne du Roi, 101.	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Assassinat, 304	16	2	14	7	2	3	2	—	—	—	—	—	—	14	—
Id. (tentative d'), 304, 52	9	3	6	—	—	2	1	1	—	1	1	—	—	3	—
Infanticide sur enfant illégitime avec préméditation, 306	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Infanticide sur enfant illégitime sans préméditation, 306	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Parricide, 303	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre, 303	11	2	9	—	1	4	2	—	1	—	1	—	—	7	—
Id. (tentative de), 303, 52	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	5	1	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Meurtre pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité (tentative de), 473, 52	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 2	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans, 375, § 2	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. id. id. par personne ayant autorité, 375, § 2, 377	2	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—
TOTAUX.	53	9	44	10	5	12	6	2	3	2	3	1	—	36	—
Crimes contre les propriétés.															
Incendie de lieux habités, 510	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. la nuit, 510, 513	3	1	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2	—
Contrefaçon de billets de banque, 173	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. id. id. (tentative de), 173, 52.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. id. id. (complicité de), 173, 60.	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Id. d'obligations au porteur, 174	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clefs, 407.	5	—	5	—	—	1	—	4	—	—	—	—	—	1	1
Id. à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée, avec circonstances aggravantes, 471	3	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Vol à l'aide de violences ou menaces sur un chemin public, avec circonstances aggravantes, 471, 472.	9	1	8	—	—	—	—	2	3	3	—	—	—	2	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces sur un chemin public avec circonstances aggravantes (tentative de), 471, 472, 52	2	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Destruction, par l'effet d'une explosion, d'une maison habitée, la nuit, 520, 513.	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1
TOTAUX.	29	5	24	—	—	5	5	6	4	4	—	—	—	12	2
Crimes contre les personnes	53	9	44	10	5	12	6	2	3	2	3	1	—	36	—
Crimes contre les propriétés	29	5	24	—	—	5	5	6	4	4	—	—	—	12	2
TOTAUX GÉNÉRAUX.	82	14	68	10	5	17	11	8	7	6	3	1	—	48	2

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement.

Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION.	NOMBRE DES ACCUSÉS POUR LESQUELS LA COUR a rejeté complètement l'accusation.	A ADMIS L'ACCUSATION sans modification.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui laissent au fait le caractère de crime.	A ADMIS L'ACCUSATION avec des modifications qui donnent au fait le caractère de délit.	ACCUSÉS déclarés coupables à la simple majorité des voix, acquittés par la cour.
1	2	3	4	5	6
Crimes contre les personnes.					
Attentat contre la vie ou la personne du Roi, 101	—	1	—	—	—
Assassinat, 304	2	9	3	—	—
Id. (tentative d'), 304, 52	3	3	1	2	—
Infanticide sur un enfant illégitime avec préméditation, 306	—	—	1	—	—
Id. id. sans préméditation, 306	—	1	—	—	—
Parricide, 303	—	1	—	—	—
Meurtre, 303	2	7	2	—	—
Id. (tentative de), 303, 52	1	—	—	2	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473	1	3	1	—	—
Id. id. id. (tentative de), 473, 52	—	—	1	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 2	—	1	—	—	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans, 375, § 2	—	1	—	—	—
Id. id. par personne ayant autorité, 375, § 1, 377	—	2	—	—	—
TOTAUX.	9	29	11	4	—
Crimes contre les propriétés.					
Incendie de lieux habités, 510	1	—	—	—	—
Id. id. la nuit, 510, 513	1	2	—	—	—
Contrefaçon de billets de banque, 173	—	1	—	—	—
Id. id. (tentative de) 173, 52	—	1	—	—	—
Id. id. (complicité) 173, 60	—	1	—	—	—
Id. d'obligation au porteur, 174.	—	1	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 407	—	5	—	—	—
Id. de violences ou de menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471.	—	3	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces sur un chemin public avec circonstances aggravantes, 471, 472.	1	5	—	3	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces sur un chemin public (tentative de), 471, 472, 52	1	—	—	1	—
Destruction, par l'effet d'une explosion, d'une maison habitée la nuit, 520, 513.	1	1	—	—	—
TOTAUX.	5	20	—	4	—
Crimes contre les personnes	9	29	11	4	—
Id. contre les propriétés.	5	20	—	4	—
TOTAUX GÉNÉRAUX.	14	49	11	8	—

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. — *Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées.*

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR.	TOTAL GÉNÉRAL DES condamnés.	Accusés sans antécédents judiciaires								ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT																			
										soit à l'amende correctionnelle, soit à un emprisonnement correctionnel de moins de 6 mois.								à un emprisonnement de 6 mois et plus.								à une peine criminelle.							
		Total des condamnés.	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés.	Condamnés à la peine						Condamnés à la peine accessoire	
			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.			de mort.	des travaux forcés à perpétuité.	des travaux forcés à temps.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Crimes contre les personnes.																																	
Attentat contre la vie ou la personne du Roi, 101.	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Assassinat, 304.	9	5	5	2	—	—	—	5	—	2	2	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative d'), 304, 52	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Infanticide sur un enfant illégitime sans préméditation, 396	2	2	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Parricide, 303	1	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre, 303.	11	8	—	—	8	—	—	8	—	2	2	—	—	2	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (tentative de), 303, 52.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. pour faciliter le vol ou en assurer l'impunité, 473.	3	1	—	—	1	—	—	1	—	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. (tentative de), 473, 52	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, 401, § 1	2	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. avec préméditation ayant causé la mort, 401, § 2.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viol sur un enfant de moins de 14 ans, 375, § 2.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. par personne ayant autorité, 375, § 2, 377.	2	1	—	—	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les personnes.																																	
Coups et blessures, 398 à 400, 410.	3	2	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes prohibées (port d'), 317. L. du 13 juin 1894.	2	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	43	24	4	3	10	3	4	18	—	12	4	—	4	2	2	10	—	7	2	1	4	—	—	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes contre les propriétés.																																	
Incendie de lieux habités la nuit, 510, 513	2	2	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon de billets de banque, 173	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (tentative de), 173, 52	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. (complicité de), 173, 60.	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. d'obligations au porteur, 174	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade ou fausses clefs, 407.	5	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. à l'aide de violences ou menaces dans une maison habitée avec circonstances aggravantes, 471	3	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou de menaces dans une maison habitée ayant causé la mort, 471, 474	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vol à l'aide de violences ou menaces sur un chemin public, 472.	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. id. avec circonstances aggravantes, 471, 472	5	3	—	—	—	3	—	—	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction par l'effet d'une explosion d'une maison habitée la nuit, 520, 513.	1	1	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Délits contre les propriétés.																																	
Vol simple, 405.	3	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	25	15	—	—	7	7	1	7	1	6	—	—	1	3	2	3	—	3	—	1	1	—	1	2	—	1	—	—	1	—	—	1	1
Crimes et délits contre les personnes	43	24	4	3	10	3	4	18	—	12	4	—	4	2	2	10	—	7	2	1	4	—	—	7	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Id. id. propriétés	25	15	—	—	7	7	1	7	1	6	—	—	1	3	2	3	—	3	—	1	1	—	1	2	—	1	—	—	1	—	—	1	1
TOTAUX GÉNÉRAUX.	68	39	4	3	17	10	5	25	1	18	4	—	5	5	4	13	—	10	2	2	5	—	1	9	—	1	—	—	1	—	—	1	1

XXXI. — Causes apparentes

des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le Jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs.

CAUSES APPARENTES DES CRIMES.	NOMBRE DES CONDAMNÉS.				
	ASSASSINAT.	PARRICIDE.	MEURTRE.	INCENDIE.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
Cupidité	5	1	4	2	10
Colère	—	—	3	—	3
Haine et vengeance	6	—	5	—	11
Haine contre un fonctionnaire public à l'occasion de l'exercice de ses fonctions	—	—	1	—	1
Jalousie	—	—	1	—	1
Ivresse	—	—	1	—	1
Passion amoureuse	3	—	—	—	3
Misère	—	—	1	—	1
	12	1	16	2	31

XXXII. — Affaires jugées par contumace.

NATURE DES CRIMES avec indication des provinces où ils ont été jugés.	TOTAL des accusés.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A LA PEINE							CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de mort.	DES TRAVAUX FORCÉS à perpétuité.	DES TRAVAUX FORCÉS de 15 ans et plus.	DES TRAVAUX FORCÉS de 10 à moins de 15 ans.	de la reclusion.	de l'emprisonnement.	de l'amende.	de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
ANVERS.											
Vol à l'aide d'effraction, escalade, fausses clés, 467	2	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—

XXXIII. — Délits politiques et de presse.

NATURE DES INFRACTIONS avec indication des provinces où elles ont été jugées.	TOTAL des prévenus.	ACQUITTÉS.	CONDAMNÉS A UN EMPRISONNEMENT				Condamnés à l'amende.	CONDAMNÉS à la peine accessoire	
			de 3 ans ou plus.	de 6 mois à moins de 3 ans.	de moins de 6 mois.	conditionnel.		de l'interdiction.	de la surveillance.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
BRABANT.									
Provocation à commettre des crimes. L. du 23 mars 1891.	4	(1) 1	—	2	1	—	—	—	—

(1) Mis hors cause.

COUR DE CASSATION

COMPÉTENCE

Il y a pour tout le royaume une cour de cassation, divisée en deux chambres.

Sauf dans le cas prévu par la loi du 24 mai 1886, la première chambre connait des pourvois en matière civile et la seconde des pourvois en matière criminelle, correctionnelle et de police, ainsi que des autres affaires dont la loi attribue la connaissance à la cour de cassation (art. 132, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

La cour se compose d'un premier président, d'un président de chambre et de quinze conseillers (art. 120).

Les fonctions du ministère public sont exercées par un procureur général et deux avocats généraux (art. 121).

Il y a près la cour un greffier en chef et deux greffiers adjoints (art. 122).

La cour de cassation connait :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les *jugements rendus en dernier ressort*;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et des prises à partie (loi du 25 mars 1876, art. 19).

La cour ne connait pas du fond des affaires, sauf le jugement des Ministres (*Constitution*, art. 95).

Elle intervient, en vertu des articles 482, 485 et suivants du Code d'instruction criminelle, dans les poursuites pour crime ou délit dirigées contre certains magistrats.

XXXIV. — Cour de cassation (2e chambre).

NATURE DES ARRÊTS.			NOMBRE des ARRÊTS.		Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR le ministère public, le gouverneur, ou le chef de la garde civique.	Résultat des pourvois ou demandes FORMÉS PAR les parties.	ARRÊTS de DÉSISTEMENT.	POURVOIS ou DEMANDES restant A JUGER.
1			2		3	4	5	6
Arrêts statuant au fond rendus en matière :	criminelle	cassation	1		1	—		
		rejet		25	—	25		
	correctionnelle	cassation	12		5	7		
		rejet		130	1	129	—	21
	de police	cassation	6		2	4		
		rejet		29	2	27		
	pénale militaire	cassation	3		—	3		
		rejet		24	—	24	—	3
	de garde civique	cassation	15		10	5		
		rejet		51	5	46	—	10
	de milice	cassation	7		6	1		
		rejet		9	4	5	—	—
	électorale	cassation	44		—	44		
		rejet		119	—	119	—	—
	fiscale	cassation	2		—	2		
		rejet		5	1	2	—	1
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière :	criminelle	cassation	—		—	—		
		rejet		—	—	—		
	correctionnelle	cassation	—		—	—		
		rejet		—	—	—	—	—
	de police	cassation	1		1	—		
		rejet		—	—	—		
	TOTAUX		89	390	38	441	—	35
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission	21		21	—	—	
		rejet		1	1	—	—	
	en renvoi pour cause de suspicion légitime	admission	2		2	—	—	
		rejet		—	—	—	—	
	en renvoi pour cause de sûreté publique	admission	—		—	—	—	
		rejet		—	—	—	—	8
	faites en vertu de l'article 441, C. I. C. et la loi du 27 ventôse an VIII	admission	5		5	—	—	
		rejet		—	—	—	—	
	faites en vertu de l'article 443, C. I. C. (L. 18 juin 1894)	admission	1		1	—	—	
		rejet		1	1	—	—	
	TOTAUX		29	2	31	—	—	8
Arrêts de désistement				—	—	—	—	—
TOTAL GÉNÉRAL			510		69	441	—	43

DEUXIEME PARTIE

STATISTIQUE CRIMINELLE

La statistique criminelle a pour matière les infractions suivantes :

1° Les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits.

En sont exceptés : *a*) certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'administration ou à l'absence d'une autorisation administrative ; *b*) les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance ;

2° Certaines infractions établies par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal ;

3° Les contraventions que l'on peut considérer comme des délits diminués : tels sont les maraudages (art. 557_6), les voies de fait (art. 563_3), les dégradations de clôtures (art. 563_2). Toutes les dégradations présentant ce caractère n'ont pu cependant être admises dans la statistique criminelle, à raison du grand nombre de condamnations auxquelles elles donnent lieu. Y sont seules comprises, les trois espèces de contraventions qui viennent d'être indiquées, qu'on a jugées les plus importantes pour l'étude de la criminalité.

Les infractions rentrant dans la statistique criminelle sont énumérées en détail dans la nomenclature insérée ci-après. Ces infractions ont été classées suivant deux principes différents. Elles sont d'abord réparties, d'après leur nature, en trente groupes distincts, placés, autant que possible, dans l'ordre adopté par le Code pénal. Les plus importants de ces groupes ont, en outre, été divisés en sous-catégories, d'après la gravité des peines infligées aux condamnés.

Les condamnations passées en force de chose jugée sont seules inscrites dans la statistique criminelle. Il ne saurait donc y avoir de concordance, quant au nombre des condamnés, entre les chiffres de cette statistique et ceux de la statistique de l'administration de la justice.

Rédaction des tableaux. — L'unité employée dans la statistique criminelle est *l'individu définitivement condamné*. Un délinquant condamné plusieurs fois pendant l'année n'est inscrit qu'une fois dans la statistique, à la rubrique de la dernière infraction qu'il a commise ou, s'il a été jugé à des dates différentes pour des infractions concurrentes, à la rubrique de l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

On a cependant donné au bas des tableaux, sous forme de second total, les résultats d'un relevé opéré suivant la méthode de 1898, méthode d'après laquelle un délinquant est inscrit dans la statistique criminelle *autant de fois qu'il a été condamné durant l'année du compte*, avec cette réserve toutefois que, s'il a été condamné *dans une même audience* pour plusieurs infractions, il n'est inscrit qu'une fois, et ce pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

La distinction entre condamnés primaires et condamnés récidivistes s'établit de la façon très simple que voici : on considère comme récidiviste tout individu qui, au moment où il commettait l'infraction pour laquelle il figure dans la récidive criminelle, avait déjà encouru une condamnation pour un fait rentrant dans le cadre de cette statistique. On le considère donc comme primaire s'il n'a subi auparavant que des condamnations dont la statistique criminelle ne tient pas compte : par exemple, des condamnations pour délits de chasse, fraude douanière, etc.

Tableau de la récidive générale et de la récidive spéciale. — Pour la rédaction de ce tableau, on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres tableaux de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous.

Statistique des infractions. — Cette statistique donne le nombre des infractions individuelles commises par les délinquants condamnés en 1903. On entend par infraction tout fait frappé d'une peine. Par exemple, un bulletin portant dix peines de huit jours de prison pour escroqueries est dépouillé dix fois ; par contre, s'il mentionne une *seule* peine de trois mois d'emprisonnement pour plusieurs faux en écritures, il ne sera dépouillé qu'une fois.

Les infractions sont réparties d'après le mois de l'année et l'importance de la localité où elles ont été commises. En vue de ce classement, les communes du pays ont été divisées en quatre catégories d'après le nombre de leurs habitants inscrits dans les registres de la population au 31 décembre 1901.

Première catégorie. — Communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus : Anvers et ses faubourgs (Berchem et Borgerhout), Bruxelles et ses faubourgs (Anderlecht, Etterbeek, Ixelles, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek), Gand, Liége. — Population totale : 1,235,293 habitants.

Deuxième catégorie. — Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants : Alost, Bruges, Charleroi, Courtrai, Jumet, Louvain, Malines, Mons, Namur, Ostende, Saint-Nicolas, Seraing, Tournai, Verviers. — Population totale : 520,039 habitants.

Troisième catégorie. — Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants : Arlon, Ath, Binche, Boom, Boussu, Châtelet, Châtelineau, Couillet, Courcelles, Dampremy, Dison, Dour, Eecloo, Forest, Frameries, Gentbrugge, Gheel, Gilly, Grammont, Hal, Hamme, Hasselt, Herstal, Hoboken, Hornu, Huy, Iseghem, Jemappes, Jemeppe, Jette, La Louvière, Ledeberg, Lierre, Lokeren, Maldegem, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Menin, Merxem, Montigny-sur-Sambre, Mont-Saint-Amand, Mouscron, Nivelles, Ougrée, Pâturages, Poperinghe, Quaregnon, Renaix, Roulers, Saint-Trond, Soignies, Tamise, Thielt, Thourout, Tirlemont, Turnhout, Uccle, Vilvorde, Wasmes, Wetteren, Willebroeck, Ypres, Zele. — Population totale : 896,029 habitants.

Quatrième catégorie. — Communes de moins de 10,000 habitants (2,526 communes). — Population totale : 4,148,638 habitants.

Groupes pour l'étude de la récidive générale et de la récidive spéciale.

DÉNOMINATION DES GROUPES.	N°s d'ordre.	N°s D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui rentrent dans chaque groupe.
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 50, 55.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes tromperies, falsifications	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 20.
Id. id. la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18, 19.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

Nomenclature en usage pour la rédaction de la Statistique criminelle.

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Crimes ou délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	Art. C. P. 101 à 135, 142 à 159. Loi électorale du 28 juin 1894, art. 196 à 216. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858, art. 1 à 5. Loi du 12 décembre 1817 sur la désertion.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Art. C. P. 160 à 191, 488. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 26. Code pénal de 1810, art. 427. Loi sur les marques de fabrique et de commerce, 1er avril 1879, art. 8.
Faux en écritures	3	Art. C. P. 193 à 214. Loi sur la collation des grades académiques, 10 avril 1890, art. 42. Faux dans les bilans, loi du 20 déc. 1881, art. 1. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Loi sur les warrants du 18 novembre 1862, art. 20. Loi électorale du 12 avril 1894, art. 18. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 5.
Faux témoignage et faux serment	4	Art. C. P. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Art. C. P. 227 à 231.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministre des cultes	6	Art. C. P. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, 58, § 1.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers :		Art. C. P. 252, 269 à 282, 284, 286 à 295, 295, § 1, 297 et 298, 309 à 314.
A. Frappés d'une peine criminelle ou correctionnelle	7	
B. Frappés d'une peine de police	8	
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	Art. C. P. 322 à 347. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur le vagabondage et la mendicité, 27 novembre 1891, art. 39.
Avortement	10	Art. C. P. 348 à 355.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Id. 354 à 360.
Destruction ou supposition d'état	12	Id. 303 à 307.
Enlèvement de mineurs	13	Id. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols :		Id. 372 à 378.
A. Frappés d'une peine criminelle	14	
B. Id. id. correctionnelle	15	
C. Id. id. de police	16	
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	Id. 379 à 382

DÉNOMINATION DES INFRACTIONS.	Nos d'ordre.	ARTICLES DU CODE PÉNAL ou des lois spéciales qui prévoient ces infractions.
Outrages publics aux bonnes mœurs :		Art. C. P. 383 à 386.
A. Frappés d'une peine correctionnelle	18	
B. Id. id. de police	19	
Adultère et bigamie	20	Id. 387 à 391.
Meurtre :		Id. 393 à 397, 475.
A. Frappé d'une peine criminelle	21	
B. Id. id. correctionnelle	22	
Lésions corporelles volontaires :		Id. 398 à 414, 503, § 3.
A. Frappées d'une peine criminelle	23	
B. Id. id. correctionnelle	24	
C. Id. id. de police	25	
Duel	26	Id. 425 à 433.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	Id. 434 à 442.
Calomnies et injures :		Id. 445 à 452.
A. Frappées d'une peine correctionnelle	28	
B. Id. id. de police	29	
Violation de sépulture	30	Id. 455.
Falsifications de denrées alimentaires dangereuses pour la santé	31	Id. 454 à 457.
Violation du secret professionnel	32	Id. 458 et 459.
Id. id. des lettres	33	Id. 460, loi du 30 mai 1879, art. 84.
Vols et maraudages :		Id. 463 à 474, 337, § 6.
A. Frappés d'une peine criminelle	34	
B. Id. id. correctionnelle	35	
C. Id. id. de police	36	
Banqueroute	37	Id. 489 et 490. Loi sur le concordat préventif de la faillite, 29 juin 1887, art. 31 et 32.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies :		Art. C. P. 491 à 504, 507 à 509. Loi sur la vente d'effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Loi sur les sociétés commerciales, 18 mai 1875, art. 131 à 134. Loi sur le payement des salaires, modif. art. 499 du C. P., 17 juin 1896. Loi sur la garde civique, 9 septembre 1897, art. 124.
A. Frappés d'une peine correctionnelle	38	
B. id. id. de police	39	
Recel	40	Art. C. P. 505 et 506.
Incendie :		Id. 510 à 518.
A. Frappé d'une peine criminelle	41	
B. Id. id. correctionnelle	42	
Destructions et dommages :		Id. 520 à 530, 563, § 2.
A. Frappés d'une peine criminelle	43	
B. Id. id. correctionnelle	44	
C. Id. id. de police	45	

XXXV. — HOMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉS.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunis.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	27	12	8	26	19	7	1	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	63	31	32	56	29	27	7	2	5
Faux en écritures	3	297	159	138	277	152	125	20	7	13
Faux témoignage et faux serment	4	40	23	17	39	23	16	1	—	1
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	471	285	186	420	270	150	51	15	36
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	19	17	2	19	17	2	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	5,837	2,022	3,815	5,102	1,904	3,198	735	118	617
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine de police	8	1,561	1,008	553	1,450	966	484	111	42	69
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1,802	679	1,123	1,521	651	870	281	48	233
Avortement	10	10	5	5	10	5	5	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	15	4	11	15	4	11	—	—	—
Enlèvement de mineurs	15	5	3	2	5	3	2	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	3	1	2	3	1	2	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	437	233	204	431	231	200	6	2	4
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	18	10	8	18	10	8	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	586	207	289	538	200	218	48	7	41
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	81	52	29	76	50	26	5	2	3
Adultère et bigamie	20	468	233	235	444	227	217	24	6	18
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	27	15	12	27	15	12	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	4	3	1	4	3	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	3	1	2	3	1	2	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	12,897	5,841	7,056	11,489	5,525	5,966	1,408	318	1,090
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	10,313	6,247	4,066	9,325	5,916	3,409	988	331	657
Duel	26	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	200	86	114	179	83	96	21	3	18
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	410	180	231	368	180	188	42	9	33
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	1,092	663	429	1,007	634	373	85	29	56
Violation du secret des lettres	33	5	3	2	5	3	2	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	16	8	8	16	8	8	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	4,576	1,935	2,641	4,012	1,796	2,216	564	137	427
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	1,227	832	395	1,132	788	344	95	44	51
Banqueroute	37	125	86	39	122	83	39	3	3	—
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	1,509	690	819	1,364	649	715	145	41	104
Abus de confiance, escroquerie, tromperies frappés — id. de police	39	80	49	31	76	49	27	4	—	4
Recel	40	555	236	319	482	214	268	73	22	51
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	8	—	8	8	—	8	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.	44	1,133	486	647	955	442	513	178	44	134
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	1,307	746	561	1,118	685	433	189	61	128
TOTAUX		47,230	23,195	24,035	42,145	21,904	20,241	5,085	1,291	3,794

XXXV (suite). — FEMMES. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnées réparties par nature d'infractions.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.			NOMBRE DES CONDAMNÉES.			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES.		
		Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires et récidivistes réunies.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	17	13	4	16	12	4	1	1	—
Faux en écritures	3	52	39	13	51	38	13	1	1	—
Faux témoignage et faux serment	4	8	6	2	8	6	2	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	72	52	20	61	46	15	11	6	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	629	297	332	572	291	281	57	6	51
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	394	262	132	376	254	122	18	8	10
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	173	93	80	158	91	67	15	2	13
Avortement	10	39	31	8	38	30	8	1	1	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	11	4	7	10	4	6	1	—	1
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	7	4	3	7	4	3	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	32	23	9	31	23	8	1	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	119	79	40	114	76	38	5	3	2
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	23	13	10	22	13	9	1	—	1
Adultère et bigamie	20	360	241	119	342	230	112	18	11	7
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	3	3	—	3	3	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	10	9	1	9	9	—	1	—	1
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	1,144	631	513	1,084	613	471	60	18	42
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	4,430	3,168	1 262	4,213	3,074	1,139	217	94	123
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	13	6	7	10	5	5	3	1	2
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	175	91	84	164	88	76	11	3	8
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	1,380	974	406	1,295	931	364	85	43	42
Violation du secret des lettres	33	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	35	1,337	856	481	1,232	817	415	105	39	66
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	2,798	1,784	1,014	2,472	1,693	779	328	91	235
Banqueroute	37	16	15	1	16	15	1	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	413	285	128	380	270	110	33	15	18
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	46	35	11	44	34	10	2	1	1
Recel	40	243	158	85	229	153	76	14	5	9
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	1	1	—	1	1	—	—	—	—
Destruction et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	50	22	28	47	21	26	3	1	2
Destruction et dommages frappés — id. de police	45	171	111	60	152	104	48	19	7	12
TOTAUX		14,168	9,308	4 860	13,159	8,951	4,208	1,009	357	652

XXXVI. — Etat civil. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		VEUFS				MARIÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU.	
				sans enfants.		avec enfants.		sans enfants.		avec enfants.			
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	15	5	—	—	—	—	2	—	2	2	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	19	8	—	—	1	—	1	1	6	15	2	—
Faux en écritures	3	75	51	1	1	2	6	20	14	49	55	5	—
Faux témoignage et faux serment	4	12	7	—	—	—	—	1	1	10	8	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	201	87	6	3	2	5	11	15	41	44	9	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	3	—	—	—	1	—	1	1	12	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	1,180	1,492	20	25	14	18	125	319	536	1,285	11	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	493	185	5	8	11	5	80	56	360	251	3	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	405	514	2	16	11	18	45	71	159	268	11	5
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	2	—	3	3	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	1	—	—	4	7	—	—
Enlèvement de mineurs	13	2	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	151	105	6	3	3	7	17	26	40	39	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	2	3	—	—	—	—	3	1	3	3	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	172	119	3	3	10	8	26	29	74	87	3	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	35	10	—	1	2	1	2	3	11	11	—	—
Adultère et bigamie	20	87	93	2	8	9	10	31	16	77	39	1	1
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	10	8	—	—	—	—	1	2	2	1	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	3,748	3,008	14	33	41	74	288	349	1,421	2,298	11	2
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	3,288	1,337	27	25	88	59	445	362	2,033	1,628	15	—
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	56	63	1	1	—	2	2	7	24	25	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	83	66	3	1	3	6	20	21	62	91	1	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	281	97	6	9	8	9	55	15	281	215	2	—
Violation du secret des lettres	33	2	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.	34	6	6	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	1,233	1,275	9	33	15	32	106	199	394	674	19	3
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	422	109	3	4	12	11	63	27	285	192	1	1
Banqueroute	37	10	6	1	1	2	—	14	12	38	20	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	202	301	2	19	14	18	92	91	236	284	15	2
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	25	11	—	—	—	—	7	2	17	14	—	—
Recel	40	91	91	1	1	3	6	20	31	99	139	—	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle.	41	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.	45	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.	44	330	301	1	1	3	3	21	18	66	133	1	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	469	250	2	3	10	7	40	26	164	147	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		13,153	9,619	115	201	267	340	1,574	2,036	6,587	8,029	108	16
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		14,225	11,928	120	236	277	388	1,651	2,379	6,811	9,086	111	18

XXXVI (suite). — Etat civil. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	Célibataires.		VEUVES				MARIÉES				ÉTAT CIVIL INCONNU.	
				sans enfants.		avec enfants.		sans enfants.		avec enfants.			
		Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.	Primaires	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	2	1	—	1	—	1	1	4	1	—	—
Faux en écritures	3	10	2	1	1	1	—	9	4	15	6	2	—
Faux témoignage et faux serment	4	4	1	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	24	10	—	—	3	—	3	4	15	1	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.	7	76	61	4	5	11	17	30	51	109	117	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.	8	69	25	2	2	12	8	26	15	145	74	—	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	32	21	1	3	2	3	7	10	48	29	1	1
Avortement	10	11	2	—	—	1	—	3	2	15	1	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	—	1	—	1	—	—	6	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	4	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	7	3	1	—	3	—	4	1	8	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	45	6	—	1	—	1	11	10	22	20	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.	19	4	—	—	—	2	1	2	1	3	7	—	—
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	—	—	61	38	169	74	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	187	68	3	6	14	16	61	75	348	398	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.	25	841	167	7	10	100	49	266	110	1,860	895	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	1	2	—	—	—	—	—	2	4	1	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	25	10	—	1	7	3	5	8	31	51	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	206	58	7	3	45	22	99	57	374	262	—	—
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	34	440	129	6	9	24	21	65	55	280	201	4	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	361	151	7	6	37	33	113	38	352	330	3	1
Banqueroute	37	3	—	—	—	1	—	2	1	9	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	83	30	8	—	15	3	24	10	137	67	3	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	13	2	—	—	4	1	1	2	14	3	—	—
Recel	40	23	1	2	—	7	3	14	8	103	39	—	—
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	3	3	—	—	—	4	6	12	17	—	—	
Destructions et dommages frappés — id. de police.	45	30	6	—	2	3	2	9	7	62	31	—	—
TOTAUX DU TABLEAU		2,726	744	50	51	313	185	821	512	5,026	2,714	15	2
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		2,856	921	52	62	323	203	855	599	5,207	3,073	15	2

XXXVII. — Ivrognerie. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	3	5	—	—	—	3	3	2
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	4	5	—	—	2	3	2	—
Faux en écritures	3	8	19	—	—	8	18	—	1
Faux témoignage et faux serment	4	2	4	—	—	2	4	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	20	43	3	1	8	32	9	10
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	748	2,095	39	21	115	768	594	1,306
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	313	213	41	15	29	58	243	142
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	115	303	27	7	20	207	59	89
Avortement	10	—	2	—	—	—	2	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	7	—	—	—	7	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	—	—	—	1	1	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	1	1	1	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	11	77	1	—	9	71	1	6
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	4	—	—	—	4	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	64	127	5	2	20	79	32	46
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	17	19	2	1	2	10	13	8
Adultère et bigamie	20	16	59	—	—	16	58	—	1
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	1	1	1	1	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	1	—	—	—	1	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	563	2,231	90	45	240	1,724	235	464
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	617	1,065	201	52	103	759	225	254
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	10	49	2	1	2	33	6	15
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	12	63	—	—	8	50	4	13
Calomnies et injures frappées. — id. de police	29	43	106	13	3	10	83	18	17
Vols et maraudages frappés. — d'une peine criminelle	34	—	2	—	—	—	2	—	—
Vols et maraudages frappés. — id. correctionnelle	35	127	772	5	1	113	736	9	25
Vols et maraudages frappés. — id. de police	36	36	88	4	2	28	79	4	7
Banqueroute	37	1	7	—	—	1	7	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	31	205	—	1	30	199	1	5
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — id. de police	39	3	8	—	—	3	7	—	1
Recel	40	7	90	—	—	6	90	1	—
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	3	—	—	—	3	—	—
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle	44	95	283	9	2	33	171	31	110
Destructions et dommages frappés. — id. de police	45	191	206	38	15	28	95	107	96
TOTAUX DU TABLEAU		3,060	8,183	502	168	945	5,377	1,613	2,618
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		3,295	10,245	522	190	1,057	6,896	1,716	3,159

XXXVII (suite). — Ivrognerie. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	TOTAL des condamnées qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson.		CONDAMNÉES qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique.		CONDAMNÉES qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson.	
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	1	—	—	—	1	—	—	—
Faux en écritures	3	1	3	—	—	1	3	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	1	—	—	—	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	42	84	2	2	11	58	20	11
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	14	13	3	—	1	4	10	9
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	1	4	—	—	—	3	1	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	—	—	—	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	6	9	2	—	3	6	1	3
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	1	3	—	—	—	1	1	2
Adultère et bigamie	20.	3	9	—	—	3	9	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine correctionnelle	24	5	58	1	2	4	46	—	10
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	15	36	3	1	3	28	7	7
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	1	—	—	—	1	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	11	—	—	1	10	—	1
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	3	18	1	—	1	13	1	3
Vols et maraudages frappés — d'une peine correctionnelle	33	9	48	—	—	9	37	—	1
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	2	4	—	—	1	4	1	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	2	4	—	—	2	3	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	6	—	—	—	6	—	—
Recel	40	2	1	—	—	2	—	—	1
Destructions et dommages frappés — d'une peine correctionnelle	44	3	10	—	—	2	3	1	6
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	7	9	—	—	2	5	3	3
TOTAUX DU TABLEAU		118	333	12	5	49	235	57	93
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		126	404	12	5	55	294	59	105

XXXVIII. — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION.																		Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Moins de 16 ans.		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	16	17	18	19		
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	4	1	5	—	5	1	2	1	1	3	2	—	1	—	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	2	—	1	1	4	3	9	2	3	6	4	5	2	3	2	1	—	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc.
Faux en écritures	3	1	—	7	1	10	4	30	21	37	33	21	17	20	20	10	16	7	17	4	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	3	—	1	2	—	1	4	7	6	2	2	—	3	2	1	—	1	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	1	—	25	—	73	18	48	27	59	44	19	25	12	12	12	8	5	10	2	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	1	—	2	—	4	1	1	1	4	—	1	—	2	—	1	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle	7	4	—	80	15	349	202	411	332	381	243	219	138	144	109	103	209	73	200	54	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police	8	—	—	40	8	140	50	172	58	132	85	134	81	84	73	68	55	53	50	37	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	2	—	40	9	121	51	139	115	90	204	71	133	43	130	39	83	29	59	19	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	3	1	—	—	—	—	—	—	2	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	1	1	3	1	2	1	—	1	Exposition ou délaissement d'enfants.
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	Enlèvement de mineurs.
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	8	—	33	5	41	13	33	23	17	40	21	23	17	37	8	17	12	13	9	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	1	—	—	1	2	3	3	1	1	1	2	1	1	—	—	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	2	—	10	3	43	13	47	39	48	47	34	36	29	36	18	25	14	18	9	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	13	—	8	—	3	3	0	3	3	3	—	2	4	3	2	1	2	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	11	3	32	19	33	39	17	37	17	17	10	23	9	11	5	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	2	—	2	—	3	3	4	3	—	3	2	1	—	1	—	—	—	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	44	2	381	53	1,272	623	1,420	1,361	1,054	1,308	700	951	303	568	208	422	138	212	93	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	—	—	417	33	1,120	271	1,139	577	1,091	826	687	545	482	427	320	291	220	191	138	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	Duel.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	10	1	11	9	31	20	13	25	9	19	2	9	2	2	3	3	—	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	1	—	10	—	23	3	20	12	30	32	23	30	23	33	13	26	7	22	11	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	—	—	43	2	81	13	87	28	100	62	58	53	72	63	47	57	43	40	41	Calomnies et injures frappées — id. de police.
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	Violation du secret des lettres
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	1	—	—	2	1	1	3	3	2	—	1	2	—	—	—	—	—	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	30	—	307	37	412	213	299	211	261	193	151	128	133	251	68	130	43	119	33	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	—	—	143	8	126	23	93	48	127	81	79	50	68	50	40	29	34	20	27	Vols et maraudages frappés — id. de police.
Banqueroute	37	—	—	—	—	3	—	7	2	13	7	12	10	19	12	7	4	11	3	6	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	2	—	39	3	63	30	97	73	139	100	76	131	68	111	60	72	37	63	29	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	—	3	1	7	—	3	3	8	6	9	3	4	3	4	5	1	3	2	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
Recel	40	1	—	11	2	23	16	38	34	36	63	20	42	20	46	23	23	10	13	3	Recel
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	1	—	1	—	1	—	1	—	Incendie frappé — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	3	—	39	3	133	67	113	119	81	137	33	80	9	48	8	30	10	11	3	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	—	—	61	1	171	60	166	103	101	93	68	61	31	33	33	37	18	16	11	Destructions et dommages frappés — id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		105	2	1,744	212	4,267	1,713	4,451	3,639	3,922	4,766	2,323	3,263	1,656	2,429	1,145	1,673	797	1,104	568	TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		113	3	1,919	284	4,649	2,199	4,749	4,558	4,117	5,738	2,411	3,800	1,716	2,755	1,176	1,908	816	1,227	582	NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION.												Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.					
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.				
20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32			
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
3	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux etc.
5	2	1	1	4	2	—	—	—	—	—	—	3	Faux en écritures.
1	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	Faux témoignage et faux serment.
2	1	9	3	2	1	1	—	—	—	—	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
51	111	33	67	41	34	1	8	—	—	—	—	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
37	28	40	15	33	19	11	4	—	—	—	—	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
19	40	19	20	14	19	4	4	1	—	—	—	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	Avortement.
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	Enlèvement de mineurs.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
9	8	8	4	15	9	7	2	—	—	—	—	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
15	11	10	14	12	3	1	—	—	—	—	—	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
3	3	1	—	4	—	—	—	—	—	—	—	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
4	3	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	20	Adultère et bigamie.
—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
95	144	57	82	56	53	9	7	1	—	—	—	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
158	125	124	63	115	52	28	5	—	—	—	—	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	Duel.
4	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
10	11	10	7	5	11	—	—	—	—	—	—	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
43	40	41	23	19	13	30	13	4	3	—	—	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Violation du secret des lettres
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
27	44	10	22	4	5	1	—	—	—	—	—	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
18	17	23	13	6	6	—	—	—	—	—	—	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.
3	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	37	Banqueroute.
29	59	14	21	10	7	3	1	1	—	—	—	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
2	—	—	2	3	1	1	—	—	—	—	—	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
5	6	4	8	7	10	4	—	—	—	—	—	40	Recel
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42	Incendie frappé — id. correctionnelle.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
5	6	2	4	4	5	1	2	—	—	—	—	44	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
11	8	8	7	15	5	4	1	—	—	—	—	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.
419	398	413	314	92	49	4	—						TOTAUX DU TABLEAU.
428	432	422	326	93	53	4	—						NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

XXXVIII (suite). — Age. — Répartition d'après la nature des infractions commises. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	AGE QUE LES CONDAMNÉES AVAIENT AU MOMENT OU ELLES COMMIRENT LEUR INFRACTION.																				Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
		Moins de 16 ans.		De 16 ans à moins de 18 ans.		De 18 ans à moins de 21 ans.		De 21 ans à moins de 25 ans.		De 25 ans à moins de 30 ans.		De 30 ans à moins de 35 ans.		De 35 ans à moins de 40 ans.		De 40 ans à moins de 45 ans.		De 45 ans à moins de 50 ans.		De 50 ans à moins de 55 ans.		De 55 ans à moins de 60 ans.		De 60 ans à moins de 70 ans.		70 ans et plus.		Age inconnu.			
		Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.	Primaires.	Récidivistes.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc	2	—	—	—	—	3	—	1	—	1	2	1	1	1	—	1	—	1	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
Faux en écritures	3	—	—	—	—	4	—	6	1	5	1	8	4	5	4	6	—	3	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	3	Faux en écritures.
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	3	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	4	Faux témoignage et faux serment.
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	—	—	4	—	10	2	12	5	4	1	9	1	2	2	1	2	2	1	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	Crimes et delits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes.
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés. — d'une peine correctionnelle	7	1	—	7	1	25	5	32	36	43	35	41	17	42	31	20	16	35	19	17	26	11	7	7	6	1	1	—	—	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	8	—	—	15	—	14	3	33	17	29	17	38	18	20	19	23	21	28	11	16	8	12	6	14	2	3	—	—	—	8	id. de police.
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	—	—	2	—	10	3	17	7	14	11	14	10	9	8	12	11	6	8	1	3	2	1	4	3	—	—	—	—	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
Avortement	10	—	—	1	—	4	—	6	1	3	—	4	2	3	1	2	2	3	1	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	10	Avortement.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	1	—	1	1	1	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	—	—	—	—	3	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle.
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	1	2	1	—	3	—	1	1	2	1	4	—	2	3	3	1	3	—	1	—	2	—	—	—	—	—	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle	18	4	—	8	—	18	2	9	4	8	4	12	7	8	6	4	7	3	6	—	1	—	1	2	—	—	—	—	—	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	19	—	—	1	—	3	—	1	1	1	1	—	1	3	3	—	—	—	2	—	1	1	—	1	—	2	—	—	—	—	19	id. de police.
Adultère et bigamie	20	—	—	—	—	3	1	29	6	77	32	51	19	32	18	20	21	11	9	4	3	—	2	1	1	—	—	—	—	20	Adultère et bigamie.
Meurtre frappé. — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21	Meurtre frappé. — d'une peine criminelle.
id. correctionnelle	22	—	—	1	—	4	—	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	id. correctionnelle.
Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle	24	7	—	27	1	76	29	98	51	109	100	87	86	71	65	32	32	36	35	20	27	15	15	11	7	4	2	—	—	24	Lésions corporelles volontaires frappées. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	25	—	—	169	8	349	69	476	155	380	245	425	201	327	186	264	115	179	75	140	49	75	22	74	13	18	2	—	—	25	id. de police.
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	1	—	—	—	2	1	1	1	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle	28	—	—	1	1	3	2	13	3	14	10	21	13	14	11	7	11	7	6	4	7	2	6	2	3	—	—	—	—	28	Calomnies et injures frappées. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	29	—	—	41	1	81	7	129	33	132	57	118	70	103	57	99	47	79	46	33	16	41	15	23	12	8	3	—	—	29	id. de police.
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	Violation du secret des lettres.
Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle	35	15	—	101	11	151	38	139	39	108	72	67	36	61	49	36	41	37	49	36	16	13	9	9	10	—	2	1	—	35	Vols et maraudages frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	36	—	—	183	14	230	57	214	106	279	145	257	110	168	108	125	64	90	55	67	41	43	22	45	26	13	5	1	—	36	id. de police.
Banqueroute	37	—	—	1	—	—	—	1	—	2	1	—	—	3	—	2	—	2	—	1	—	2	—	1	—	—	—	—	—	37	Banqueroute.
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle	38	3	—	12	—	23	6	33	11	23	17	40	20	28	16	31	15	26	9	21	8	11	5	9	3	3	—	—	—	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	39	—	—	2	—	3	—	4	3	3	—	3	2	4	1	2	2	1	—	1	2	2	—	3	—	—	—	—	—	39	id. de police.
Recel	40	—	—	3	1	13	1	7	6	18	10	26	18	10	10	23	12	10	8	9	6	3	2	11	1	—	1	—	—	40	Recel.
Incendie frappé d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41	Incendie frappé d'une peine criminelle.
Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle	44	—	—	—	—	2	—	2	2	4	3	3	7	3	3	2	4	1	2	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	44	Destructions et dommages frappés. — d'une peine correctionnelle.
id. de police	45	—	—	2	—	6	3	8	2	21	10	14	10	11	6	8	2	8	4	10	4	1	3	5	3	—	1	—	—	45	id. de police.
TOTAUX DU TABLEAU		28	—	582	40	1,052	227	1,309	514	1,514	792	1,225	743	954	613	770	481	581	348	413	225	240	117	228	91	53	17	2	—		TOTAUX DU TABLEAU.
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		28	—	624	64	1,098	293	1,373	611	1,573	926	1,271	855	992	685	799	541	595	386	420	253	246	126	233	101	54	19	2	—		NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.

XXXIX. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	BRUXELLES. Total des condamnés.	BRUXELLES. Hommes. Primaires.	BRUXELLES. Hommes. Récidivistes.	BRUXELLES. Femmes. Primaires.	BRUXELLES. Femmes. Récidivistes.	LOUVAIN. Total des condamnés.	LOUVAIN. Hommes. Primaires.	LOUVAIN. Hommes. Récidivistes.	LOUVAIN. Femmes. Primaires.	LOUVAIN. Femmes. Récidivistes.
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	2	—	—	—	3	3	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	21	8	9	1	3	1	1	—	—	—
Faux en écritures	3	134	58	60	14	2	5	3	—	2	—
Faux témoignage et faux serment	4	8	2	3	2	1	2	1	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	105	68	25	12	2	19	11	7	1	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés, d'une peine correctionnelle	7	1,068	366	592	51	59	190	72	93	12	13
id. de police	8	310	179	66	48	17	21	14	3	4	—
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	233	66	137	19	11	25	9	16	—	—
Avortement	10	10	—	—	10	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés, d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
id. correctionnelle	15	71	41	28	2	—	5	2	3	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	18	3	4	8	3	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés, d'une peine correctionnelle	18	124	65	45	13	3	15	9	4	2	—
id. de police	19	7	4	2	—	1	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	201	82	40	64	15	3	—	1	1	1
Meurtre frappé, d'une peine criminelle	21	2	—	12	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	22	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées, d'une peine criminelle	23	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	24	954	389	458	61	46	566	273	240	31	22
id. de police	25	2,074	870	614	417	173	208	80	47	60	21
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	18	5	9	1	3	1	1	—	—	—
Calomnies et injures frappées, d'une peine correctionnelle	28	52	17	18	11	6	28	11	11	2	4
id. de police	29	359	70	89	146	63	23	12	—	10	1
Violation du secret des lettres	33	1	—	1	—	—	2	2	—	—	—
Vols et maraudages frappés, d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	35	1,103	399	421	104	89	109	28	38	20	25
id. de police	36	85	30	5	44	6	237	15	4	176	42
Banqueroute	37	25	22	2	1	—	3	1	2	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés, d'une peine correctionnelle	38	537	221	255	65	18	24	11	8	3	2
id. de police	39	9	6	—	2	1	2	1	—	1	—
Recel	40	97	36	50	26	5	23	5	14	2	4
Incendie frappé, d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés, d'une peine criminelle	43	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	44	51	25	21	1	4	37	15	21	1	—
id. de police	45	137	68	45	12	12	18	14	3	1	—
TOTAUX DU TABLEAU		7,830	3,110	2,948	1,229	543	1,571	592	517	329	133
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		8,489	3,255	3,379	1,267	588	1,696	629	583	344	140

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NIVELLES. Total des condamnés.	NIVELLES. Hommes. Primaires.	NIVELLES. Hommes. Récidivistes.	NIVELLES. Femmes. Primaires.	NIVELLES. Femmes. Récidivistes.	ANVERS. Total des condamnés.	ANVERS. Hommes. Primaires.	ANVERS. Hommes. Récidivistes.	ANVERS. Femmes. Primaires.	ANVERS. Femmes. Récidivistes.
		11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	—	—	—	—	—	5	3	—	2	—
Faux en écritures	3	2	—	2	—	—	20	10	8	1	1
Faux témoignage et faux serment	4	1	—	—	1	—	2	2	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	5	2	3	—	—	25	19	4	1	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés, d'une peine correctionnelle	7	95	44	44	6	1	775	239	317	47	52
id. de police	8	34	14	8	6	6	72	44	19	6	3
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	23	7	10	4	2	93	32	39	11	11
Avortement	10	3	1	—	1	1	6	—	1	4	1
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés, d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	15	11	4	7	—	—	33	20	13	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés, d'une peine correctionnelle	18	7	—	3	3	1	111	45	36	3	7
id. de police	19	4	—	—	3	1	4	3	1	—	—
Adultère et bigamie	20	1	—	1	—	—	85	23	23	25	11
Meurtre frappé, d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées, d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	24	342	185	128	16	13	1,002	420	459	64	59
id. de police	25	383	165	81	98	41	842	345	173	254	69
Duel	26	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	5	2	3	—	—	7	3	4	—	—
Calomnies et injures frappées, d'une peine correctionnelle	28	21	14	2	3	2	47	13	16	9	9
id. de police	29	47	12	7	19	9	189	47	25	87	32
Violation du secret des lettres	33	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—
Vols et maraudages frappés, d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	9	7	2	—	—
id. correctionnelle	35	92	51	27	20	14	762	263	338	165	56
id. de police	36	222	30	17	151	41	67	27	6	33	1
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés, d'une peine correctionnelle	38	33	9	14	7	3	199	82	79	31	7
id. de police	39	1	1	—	—	—	3	—	1	1	1
Recel	40	12	3	3	3	3	72	23	31	13	2
Incendie frappé, d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	42	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés, d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	44	19	5	12	1	1	108	42	55	6	5
id. de police	45	35	18	10	6	1	34	19	9	3	3
TOTAUX DU TABLEAU		1,402	548	383	328	143	4,581	1,757	1,787	705	332
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,500	575	433	338	154	5,184	1,884	2,184	728	388

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	MALINES. Total des condamnés.	MALINES. Hommes. Primaires.	MALINES. Hommes. Récidivistes.	MALINES. Femmes. Primaires.	MALINES. Femmes. Récidivistes.	TURNHOUT. Total des condamnés.	TURNHOUT. Hommes. Primaires.	TURNHOUT. Hommes. Récidivistes.	TURNHOUT. Femmes. Primaires.	TURNHOUT. Femmes. Récidivistes.
		21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	5	3	—	—	—	1	1	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	5	3	1	—	1	9	3	4	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés, d'une peine correctionnelle	7	104	25	77	4	—	75	27	45	4	1
id. de police	8	55	37	13	4	1	43	20	19	3	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	35	17	17	—	1	35	10	25	2	—
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés, d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	15	6	3	3	—	—	13	9	4	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés, d'une peine correctionnelle	18	12	7	4	—	1	13	3	6	2	—
id. de police	19	2	1	1	—	—	3	2	1	—	—
Adultère et bigamie	20	4	—	3	—	1	—	—	—	—	—
Meurtre frappé, d'une peine criminelle	21	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées, d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	24	327	141	167	7	12	282	132	143	2	5
id. de police	25	276	153	56	36	11	238	121	63	47	7
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	—	—	—	—	10	3	6	—	1
Calomnies et injures frappées, d'une peine correctionnelle	28	22	1	12	3	6	4	3	1	—	—
id. de police	29	108	31	15	33	9	12	2	—	7	3
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés, d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	35	71	32	28	10	1	62	17	33	8	4
id. de police	36	31	18	6	7	—	96	16	10	45	27
Banqueroute	37	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés, d'une peine correctionnelle	38	21	7	10	3	1	21	10	11	—	—
id. de police	39	5	—	2	2	1	5	1	1	2	1
Recel	40	6	2	1	3	—	23	6	10	3	2
Incendie frappé, d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Destructions et dommages frappés, d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
id. correctionnelle	44	25	6	19	—	—	34	11	21	—	2
id. de police	45	41	25	12	3	1	28	18	8	2	—
TOTAUX DU TABLEAU		1,170	516	451	156	47	1,010	419	410	127	54
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		1,266	542	516	157	51	1,159	453	517	132	57

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	MONS. Total des condamnés.	MONS. Hommes. Primaires.	MONS. Hommes. Récidivistes.	MONS. Femmes. Primaires.	MONS. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		31	32	33	34	35	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	1	1	—	—	2
Faux en écritures	3	6	1	4	1	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	17	10	7	—	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	2	2	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés, d'une peine correctionnelle	7	112	33	67	6	4	7
id. de police	8	204	93	76	20	15	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	135	59	67	6	3	9
Avortement	10	3	—	1	2	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	1	—	—	11
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés, d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	14
id. correctionnelle	15	18	7	11	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés, d'une peine correctionnelle	18	12	3	8	1	—	18
id. de police	19	5	—	4	1	—	19
Adultère et bigamie	20	68	16	19	22	11	20
Meurtre frappé, d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	21
id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées, d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	23
id. correctionnelle	24	357	138	167	33	19	24
id. de police	25	1,132	466	336	233	97	25
Duel	26	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	9	6	1	1	1	27
Calomnies et injures frappées, d'une peine correctionnelle	28	19	7	5	3	4	28
id. de police	29	197	57	22	80	38	29
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés, d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	34
id. correctionnelle	35	247	81	99	39	28	35
id. de police	36	734	132	73	317	212	36
Banqueroute	37	10	8	2	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés, d'une peine correctionnelle	38	50	18	23	4	5	38
id. de police	39	19	7	4	6	2	39
Recel	40	33	10	8	10	5	40
Incendie frappé, d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	41
id. correctionnelle	42	1	—	1	—	—	42
Destructions et dommages frappés, d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	43
id. correctionnelle	44	20	13	6	—	1	44
id. de police	45	103	49	31	12	1	45
TOTAUX DU TABLEAU		3,516	1,201	1,054	797	464	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		3,968	1,259	1,240	846	623	

XXXIX (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	CHARLEROI. Total des condamnés.	CHARLEROI. Hommes. Primaires.	CHARLEROI. Hommes. Récidivistes.	CHARLEROI. Femmes. Primaires.	CHARLEROI. Femmes. Récidivistes.	TOURNAI. Total des condamnés.	TOURNAI. Hommes. Primaires.	TOURNAI. Hommes. Récidivistes.	TOURNAI. Femmes. Primaires.	TOURNAI. Femmes. Récidivistes.	GAND. Total des condamnés.	GAND. Hommes. Primaires.	GAND. Hommes. Récidivistes.	GAND. Femmes. Primaires.	GAND. Femmes. Récidivistes.	AUDENARDE. Total des condamnés.	AUDENARDE. Hommes. Primaires.	AUDENARDE. Hommes. Récidivistes.	AUDENARDE. Femmes. Primaires.	AUDENARDE. Femmes. Récidivistes.	TERMONDE. Total des condamnés.	TERMONDE. Hommes. Primaires.	TERMONDE. Hommes. Récidivistes.	TERMONDE. Femmes. Primaires.	TERMONDE. Femmes. Récidivistes.	BRUGES. Total des condamnés.	BRUGES. Hommes. Primaires.	BRUGES. Hommes. Récidivistes.	BRUGES. Femmes. Primaires.	BRUGES. Femmes. Récidivistes.	COURTRAI. Total des condamnés.	COURTRAI. Hommes. Primaires.	COURTRAI. Hommes. Récidivistes.	COURTRAI. Femmes. Primaires.	COURTRAI. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
		56	57	58	59	60	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	1	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	8	6	1	1	—	3	1	1	1	—	4	1	2	1	—	4	1	2	1	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	7	—	5	2	—	2
Faux en écritures	3	35	18	15	2	2	6	3	1	2	—	10	4	6	—	—	3	3	—	—	—	2	—	2	—	—	12	4	5	3	—	8	2	3	1	1	3
Faux témoignage et faux serment	4	6	4	2	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	4	2	1	1	—	2	2	—	—	—	2	1	1	—	—	4	3	1	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	39	15	18	3	3	3	1	2	—	—	32	15	15	2	—	8	4	4	—	—	4	1	1	—	2	36	17	16	3	—	20	10	8	1	1	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes ou délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	551	175	308	30	40	111	47	51	4	6	562	180	349	13	20	79	32	41	5	—	249	81	142	13	8	280	93	163	15	11	313	103	177	18	15	7
Crimes ou délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	92	38	26	14	14	74	32	25	14	5	220	106	79	21	11	24	14	6	2	2	19	10	2	6	1	49	28	8	8	5	47	25	15	7	2	8
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	189	72	96	11	10	57	22	30	4	1	99	30	55	3	2	41	12	28	—	1	70	24	37	6	3	65	32	28	2	3	96	31	61	—	4	9
Avortement	10	4	—	—	3	1	2	—	—	1	1	8	3	1	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	2	2	—	—	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	2	—	2	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	40	16	23	—	1	10	6	3	—	—	42	21	21	—	—	11	7	3	—	1	40	12	27	1	—	20	8	12	—	—	13	7	6	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	3	—	—	3	—	7	2	1	4	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	51	24	18	3	4	16	7	5	1	3	46	19	14	8	3	20	6	2	12	—	38	19	9	7	3	40	18	13	4	3	16	7	6	1	2	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	11	3	4	2	2	10	6	3	—	1	4	2	2	—	—	1	1	—	—	—	6	3	—	1	—	7	6	1	—	—	17	8	3	3	1	19
Adultère et bigamie	20	184	35	51	33	25	8	2	2	3	1	37	9	9	14	3	5	2	1	1	1	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1	16	3	3	2	6	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	4	2	2	—	—	—	—	—	—	—	6	3	1	—	—	2	1	1	—	—	2	1	1	—	—	2	1	—	1	—	1	—	1	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	1	1	—	—	—	3	1	—	2	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	1,129	459	377	59	54	233	120	105	5	5	933	362	499	40	23	499	251	237	20	8	1,042	327	551	34	30	882	339	468	40	29	924	402	473	26	23	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	2,094	749	626	451	265	533	239	169	90	55	816	387	217	170	42	204	117	51	41	12	302	155	42	94	11	452	208	91	133	20	625	253	181	140	16	25
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	16	7	8	1	—	6	—	6	—	—	9	3	4	—	—	8	3	3	—	—	16	3	10	1	—	4	—	4	—	—	18	8	10	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	23	4	9	4	6	1	—	1	—	—	34	17	12	4	1	19	10	7	—	2	77	22	26	19	10	25	6	13	3	4	25	5	11	4	5	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	222	52	35	93	50	79	25	17	20	10	163	48	41	39	15	19	8	3	7	1	76	23	5	45	3	198	63	57	70	24	107	31	30	33	13	29
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	484	161	212	68	40	89	30	24	18	8	345	103	195	31	18	66	22	31	5	8	191	80	78	26	7	240	80	110	33	11	185	56	99	21	9	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	643	138	79	256	190	39	6	5	25	1	77	30	22	20	5	28	10	3	15	2	64	28	11	18	7	40	16	11	9	4	19	9	7	3	—	36
Banqueroute	37	25	8	15	1	1	3	1	2	—	—	3	2	1	—	—	2	2	—	—	—	1	—	1	—	—	6	4	1	1	—	9	3	3	1	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	181	52	52	31	26	22	7	15	2	—	103	32	48	16	7	15	2	6	4	3	40	18	17	4	1	68	22	26	13	5	57	11	25	15	8	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	8	—	2	5	1	1	—	—	—	1	9	4	2	2	1	2	—	1	1	—	2	1	1	—	—	5	1	2	2	—	12	6	3	2	—	39
Recel	40	65	16	21	14	14	26	11	9	5	1	84	18	41	14	11	10	6	2	1	1	56	19	13	16	7	43	10	19	9	5	35	6	21	4	1	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	73	20	41	1	2	18	10	8	—	—	69	30	36	—	3	54	28	25	1	—	122	70	38	4	1	75	31	42	2	—	79	31	12	1	5	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	163	77	60	12	14	66	42	18	5	1	79	42	30	6	1	32	20	11	1	—	44	29	9	5	1	55	31	23	1	—	126	60	48	10	2	45
TOTAUX DU TABLEAU		6,352	2,183	2,294	1,110	765	1,430	632	502	216	80	3,906	1,486	1,808	441	171	1,163	549	458	114	42	2,474	1,147	907	324	96	2,618	1,031	1,099	360	128	2,781	1,092	1,254	293	142	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		7,205	2,344	2,788	1,170	903	1,547	662	570	227	88	4,546	1,591	2,293	459	203	1,255	577	515	117	46	2,700	1,214	1,052	329	105	2,915	1,100	1,291	380	144	3,083	1,177	1,455	301	150	

XXXIX (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FURNES. Total des condamnés.	FURNES. Hommes. Primaires	FURNES. Hommes. Récidivistes.	FURNES. Femmes. Primaires	FURNES. Femmes. Récidivistes.	YPRES. Total des condamnés.	YPRES. Hommes. Primaires	YPRES. Hommes. Récidivistes.	YPRES. Femmes. Primaires	YPRES. Femmes. Récidivistes.
		71	72	73	74	75	76	77	78	79	80
Crimes et délits contre la sécurité de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	1	1	—	—	4	2	—	1	1
Faux en écritures	3	1	—	1	—	—	4	—	3	1	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	3	—	3	—	—	4	3	1	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	70	27	35	4	4	63	22	33	7	1
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	4	1	—	—	—	21	13	7	1	—
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	21	6	15	—	—	52	26	25	1	2
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	4	—	1	—	3	1	—	—	—	1
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	7	3	2	—	—	11	8	3	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	6	4	1	1	—	11	6	4	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	1	—	1	—	—	4	1	1	1	1
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	5	2	3	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	286	127	141	10	3	372	170	178	9	6
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	59	20	7	23	5	314	152	100	45	19
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	5	—	3	—	—	2	1	1	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	23	8	11	2	2	4	—	4	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	9	4	1	4	—	75	26	18	18	13
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	57	14	25	10	8	64	25	33	6	—
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	5	3	1	1	—	29	15	5	9	4
Banqueroute	37	5	4	1	—	—	1	1	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	16	2	7	4	3	14	4	5	2	3
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	—	—	—	—	—	3	1	2	—	—
Recel	40	4	2	1	—	1	5	1	2	2	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	33	10	22	—	1	21	10	11	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	1	—	1	—	—	61	33	25	2	1
TOTAUX DU TABLEAU		628	249	289	60	30	1,143	528	459	103	53
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		703	268	337	62	36	1,257	557	538	107	55

LIÉGE. Total des condamnés.	LIÉGE. Hommes. Primaires.	LIÉGE. Hommes. Récidivistes.	LIÉGE. Femmes. Primaires.	LIÉGE. Femmes. Récidivistes.	HUY. Total des condamnés.	HUY. Hommes. Primaires.	HUY. Hommes. Récidivistes.	HUY. Femmes. Primaires.	HUY. Femmes. Récidivistes.	VERVIERS. Total des condamnés.	VERVIERS. Hommes. Primaires.	VERVIERS. Hommes. Récidivistes.	VERVIERS. Femmes. Primaires.	VERVIERS. Femmes. Récidivistes.	TONGRES. Total des condamnés.	TONGRES. Hommes. Primaires.	TONGRES. Hommes. Récidivistes.	TONGRES. Femmes. Primaires.	TONGRES. Femmes. Récidivistes.	HASSELT. Total des condamnés.	HASSELT. Hommes. Primaires.	HASSELT. Hommes. Récidivistes.	HASSELT. Femmes. Primaires.	HASSELT. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	
9	8	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
4	2	2	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2
35	17	6	8	4	1	—	1	—	—	10	5	3	2	—	1	1	—	—	—	4	3	—	—	1	3
2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	—	4
58	33	8	15	2	10	3	4	1	—	12	6	4	2	—	—	—	—	—	—	7	4	—	3	—	5
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	1	—	—	—	6
381	143	186	29	21	30	10	18	—	2	78	22	49	2	5	40	13	23	4	—	52	21	23	3	3	7
91	31	14	13	10	50	18	13	12	7	85	40	28	6	5	7	3	—	2	—	42	22	8	6	6	8
168	64	87	10	7	20	9	11	—	—	23	12	8	1	2	15	7	8	—	—	22	13	9	—	—	9
1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	14
26	17	9	—	—	6	3	1	—	—	11	9	2	—	—	5	3	2	—	—	4	2	1	1	—	15
8	2	1	4	1	—	—	—	—	—	5	1	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
58	24	27	4	3	2	1	1	—	—	12	3	5	2	—	3	2	—	1	—	5	1	2	2	—	18
8	3	2	—	3	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
114	26	38	32	18	5	—	3	2	—	32	4	13	3	12	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	20
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
1,111	312	467	86	46	76	30	44	2	2	149	41	90	5	13	236	112	107	9	8	260	141	100	10	9	24
1,005	422	143	324	116	226	114	48	30	14	281	139	60	62	20	105	33	20	25	7	169	82	33	38	14	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
19	8	11	—	—	3	2	1	—	—	7	5	2	—	—	1	1	—	—	—	4	2	2	—	—	27
28	8	8	8	4	4	2	1	—	1	13	1	6	2	3	10	6	4	—	—	11	3	4	3	1	28
130	52	15	64	21	36	10	1	14	2	57	26	6	20	5	2	1	1	—	—	28	18	4	6	—	29
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
553	171	198	129	53	25	8	9	5	3	99	34	45	14	6	39	9	14	9	7	52	18	23	9	2	35
401	84	21	219	77	198	24	8	98	68	26	12	1	11	2	57	20	2	28	7	142	23	11	81	27	36
20	10	5	3	—	4	3	—	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	37
196	87	70	20	10	6	2	4	—	—	32	13	13	2	4	1	—	1	—	—	11	5	2	6	—	38
18	12	2	4	—	3	2	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	—	39
67	22	15	21	11	1	—	—	1	—	11	6	4	1	—	2	—	1	—	1	3	1	2	—	—	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	41
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	44
62	20	41	1	—	1	1	—	—	—	15	4	10	1	—	27	15	13	1	—	26	15	10	—	1	45
73	38	22	10	3	12	6	5	—	1	22	9	11	—	2	12	8	3	1	—	15	7	6	2	—	
4,650	1,822	1,397	1,017	414	725	262	175	188	100	988	404	361	140	83	569	258	203	78	30	866	385	246	171	64	
5,141	1,922	1,688	1,054	477	791	270	201	197	123	1,127	423	456	148	100	631	275	242	81	33	923	395	280	179	69	

XXXIX (suite). — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis le fait punissable.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	ARLON. Total des condamnés.	ARLON. Hommes. Primaires	ARLON. Hommes. Récidivistes.	ARLON. Femmes. Primaires	ARLON. Femmes. Récidivistes.	MARCHE. Total des condamnés.	MARCHE. Hommes. Primaires	MARCHE. Hommes. Récidivistes.	MARCHE. Femmes. Primaires	MARCHE. Femmes. Récidivistes.
		106	107	108	109	110	111	112	113	114	115
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage et faux serment	4	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	4	3	1	—	—	5	2	3	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	7	27	12	13	2	—	14	3	9	—	2
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	42	24	13	4	1	23	12	8	2	1
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	41	15	22	4	—	21	7	12	2	—
Avortement	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	15	2	1	1	—	—	2	1	1	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	18	2	—	1	1	—	2	1	1	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie	20	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre frappé — id. correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	24	82	34	42	3	3	33	12	20	—	1
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	197	100	47	40	10	100	56	25	17	4
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	4	3	—	1	—	1	—	1	—	—
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	28	4	3	—	1	—	1	—	1	—	—
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	19	8	1	8	2	22	5	4	9	4
Violation du secret des lettres	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	35	49	27	19	2	1	16	7	6	—	3
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	44	20	10	9	5	27	13	5	8	5
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	38	5	3	2	—	—	3	—	3	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Recel	40	4	2	2	—	—	2	1	1	—	—
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	44	8	3	3	—	—	1	—	1	—	—
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	30	13	11	3	1	15	8	3	2	—
TOTAUX DU TABLEAU		568	275	190	79	24	291	130	103	40	18
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		630	290	230	84	26	316	139	116	41	20

NATURE DES INFRACTIONS.	NEUFCHATEAU. Total des condamnés.	NEUFCHATEAU. Hommes. Primaires	NEUFCHATEAU. Hommes. Récidivistes.	NEUFCHATEAU. Femmes. Primaires	NEUFCHATEAU. Femmes. Récidivistes.	NAMUR. Total des condamnés.	NAMUR. Hommes. Primaires	NAMUR. Hommes. Récidivistes.	NAMUR. Femmes. Primaires	NAMUR. Femmes. Récidivistes.	DINANT. Total des condamnés.	DINANT. Hommes. Primaires	DINANT. Hommes. Récidivistes.	DINANT. Femmes. Primaires	DINANT. Femmes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. Total des condamnés.	A L'ÉTRANGER. Hommes. Primaires	A L'ÉTRANGER. Hommes. Récidivistes.	A L'ÉTRANGER. Femmes. Primaires	A L'ÉTRANGER. Femmes. Récidivistes.	Numéros de la nomenclature.
	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Faux en écritures	1	—	1	—	—	13	8	3	—	2	7	4	2	1	—	1	1	—	—	—	3
Faux témoignage et faux serment	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	6	1	4	1	—	—	—	—	—	—	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	2	1	1	—	—	29	19	7	2	1	20	13	5	—	2	—	—	—	—	—	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle	30	9	15	7	1	165	58	91	4	12	60	22	33	3	2	—	—	—	—	—	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	43	28	7	8	—	99	33	15	25	8	55	33	8	11	3	—	—	—	—	—	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	13	3	6	1	1	42	15	22	4	1	45	20	23	—	2	—	—	—	—	—	9
Avortement	—	—	—	—	—	4	—	—	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	10
Exposition ou délaissement d'enfants	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	11
Enlèvement de mineurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	13
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle	4	4	—	—	—	15	5	9	—	1	12	8	4	—	—	—	—	—	—	—	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	—	—	—	—	—	4	1	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle	1	—	1	—	—	19	9	10	—	—	10	3	4	3	—	—	—	—	—	—	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	—	—	—	—	—	5	4	—	1	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	19
Adultère et bigamie	—	—	—	—	—	7	1	—	3	3	5	2	1	2	—	—	—	—	—	—	20
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21
Meurtre frappé — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle	55	23	28	1	1	307	124	151	20	29	124	61	58	3	—	8	4	4	—	—	24
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	185	96	50	30	9	444	209	95	87	53	273	136	47	50	20	1	1	—	—	—	25
Duel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	1	—	1	—	—	8	6	2	—	—	7	3	2	—	—	—	—	—	—	—	27
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle	8	6	2	—	—	21	11	2	3	3	8	2	2	2	2	—	—	—	—	—	28
Calomnies et injures frappées — id. de police	16	7	2	7	—	86	17	12	31	23	25	8	5	9	3	—	—	—	—	—	29
Violation du secret des lettres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	34
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle	25	10	11	4	—	143	45	66	25	11	64	24	30	9	1	12	3	6	1	2	35
Vols et maraudages frappés — id. de police	19	4	2	13	—	208	49	14	108	37	66	16	9	33	8	—	—	—	—	—	36
Banqueroute	—	—	—	—	—	12	6	1	3	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle	10	3	4	1	—	52	18	26	4	4	19	10	7	2	—	8	—	6	2	—	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	1	1	—	—	—	5	3	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	39
Recel	—	—	—	—	—	19	8	7	2	2	2	—	2	—	—	6	2	3	1	—	40
Incendie frappé — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	41
Incendie frappé — id. correctionnelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle	3	3	—	—	—	15	6	9	—	—	5	2	3	—	—	1	—	1	—	—	44
Destructions et dommages frappés — id. de police	10	7	3	—	—	33	20	8	2	3	25	16	6	3	—	—	—	—	—	—	45
TOTAUX DU TABLEAU	429	212	133	72	12	1,760	695	536	334	195	845	409	257	136	43	38	12	20	4	2	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES	460	219	155	72	14	1,947	731	650	345	221	919	432	304	139	44	41	12	22	4	3	

XL. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — HOMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. — 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. — 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. — 5 CONDAMNATIONS.			5e DEGRÉ. — 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. — 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. — 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. — 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. — 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU DELA. — 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	—	5	5	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	7	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	4	6	10	—	7	7	2	2	4	—	4	4	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	20	27	2
Faux en écritures	3	10	32	48	17	9	26	8	2	10	5	3	8	3	5	8	2	—	2	2	3	7	2	—	2	1	1	2	8	4	12	64	61	125	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	8	8	—	2	2	—	4	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16	16	4
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	2	63	65	3	23	26	1	10	20	—	7	7	—	4	4	—	2	2	—	4	4	—	1	1	—	1	1	—	20	20	6	144	150	5
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés d'une peine correctionnelle.	7	245	726	971	296	309	605	84	296	380	87	191	278	45	193	236	47	94	141	31	81	112	20	58	78	15	42	57	70	261	340	947	2,231	3,198	7
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés id. de police	8	43	216	261	36	68	104	5	41	46	4	14	18	3	16	19	2	5	7	—	2	2	—	9	9	1	4	5	2	11	13	98	386	484	8
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	30	263	293	34	136	170	14	78	92	8	41	49	9	39	48	11	36	47	7	20	27	7	31	38	2	17	19	28	79	107	130	740	890	9
Avortement	10	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5	10
Exposition ou délaissement d'enfants	11	—	2	2	—	5	5	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	11	11
Enlèvement de mineurs	13	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	13
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine criminelle.	14	—	—	—	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	14
Attentats à la pudeur et viols frappés id. correctionnelle.	15	14	79	93	7	27	34	4	24	28	—	10	10	1	10	11	—	7	7	—	4	4	1	2	3	—	1	1	—	9	9	27	173	200	15
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	3	3	—	1	1	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	8	17
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés d'une peine correctionnelle.	18	13	78	91	9	52	61	3	27	30	3	11	14	2	11	13	1	5	6	1	10	11	—	6	6	—	6	6	—	10	10	32	216	248	18
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés id. de police	19	—	15	12	—	6	6	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	26	19
Adultère et bigamie	20	12	68	80	7	49	56	—	33	33	1	14	15	—	7	7	—	6	6	—	3	3	—	4	4	—	1	1	—	12	12	20	197	217	20
Meurtre frappé d'une peine criminelle,	21	3	1	4	—	—	—	1	—	1	3	1	4	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	11	3	14	21
Meurtre frappé id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	22
Meurtre frappé id. de police	23	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	23
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine criminelle.	23	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	26
Lésions corporelles volontaires frappées id. correctionnelle.	24	1,480	847	2,327	997	235	1,232	457	269	726	333	135	468	205	115	320	133	62	195	98	65	161	88	38	126	46	46	92	105	144	339	4,014	1,052	5,966	24
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	1,039	647	1,686	600	136	736	256	144	380	140	60	200	80	47	127	44	32	76	33	29	62	27	20	47	14	11	25	31	39	70	2,244	1,165	3,409	25
Duel	26	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	26
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	—	43	43	—	15	15	1	10	11	—	7	7	—	10	10	—	1	1	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	7	7	1	95	96	27
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	7	57	64	8	30	38	—	10	19	1	12	13	—	10	10	—	11	11	—	7	7	—	6	6	—	3	3	—	17	17	16	172	188	28
Calomnies et injures frappées id. de police	29	8	177	185	8	60	68	—	55	55	1	23	24	—	14	14	—	7	7	—	6	6	—	3	3	—	3	3	—	8	8	17	330	373	29
Violation du secret des lettres	33	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	33
Vols et maraudages frappés d'une peine criminelle.	34	4	—	4	—	2	2	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	4	11	34
Vols et maraudages frappés id. correctionnelle.	35	313	389	702	236	146	382	122	141	263	91	74	165	63	77	142	67	53	120	34	44	78	24	30	54	26	19	45	130	135	265	1,107	1,106	2,213	35
Vols et maraudages frappés id. de police	36	65	119	184	33	31	64	7	27	34	6	14	20	2	7	9	2	4	6	2	4	6	—	2	2	3	2	5	1	13	14	121	223	344	36
Banqueroute	37	8	16	24	1	3	4	2	3	5	1	2	3	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	14	25	39	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	116	151	267	71	51	122	38	47	85	32	20	52	24	21	45	17	15	32	11	14	25	4	7	11	11	5	16	27	33	60	331	304	715	38
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	3	13	16	3	3	6	1	2	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	8	10	27	39
Recel	40	23	63	88	20	28	48	6	10	22	12	20	32	1	9	10	3	7	10	1	7	8	2	3	5	4	1	5	13	27	40	87	181	268	40
Incendie frappé d'une peine correctionnelle	42	—	3	3	—	2	2	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	8	8	42
Destructions et dommages frappés d'une peine correctionnelle.	44	15	159	174	18	92	110	3	52	55	4	46	50	2	23	25	—	24	24	1	13	14	—	15	15	—	7	7	1	38	39	44	469	513	44
Destructions et dommages frappés id. de police	45	21	185	206	23	82	105	3	49	52	—	23	23	—	14	14	—	7	7	—	6	6	—	7	7	—	4	4	—	9	9	47	386	433	45
TOTAUX DU TABLEAU		3,490	4,438	7,928	2,429	1,612	4,041	980	1,366	2,346	734	739	1,473	443	634	1,077	330	361	711	223	330	553	175	243	418	123	175	298	519	877	1,396	9,446	10,795	20,241	
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES		3,909	4,925	8,834	2,796	1,851	4,647	1,164	1,590	2,754	938	900	1,838	556	787	1,343	425	500	925	277	438	715	222	318	540	157	243	400	759	1,280	2,039	11,203	12,832	24,035	

XL (suite). — Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues. — FEMMES.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	1er DEGRÉ. — 2 CONDAMNATIONS.			2e DEGRÉ. — 3 CONDAMNATIONS.			3e DEGRÉ. — 4 CONDAMNATIONS.			4e DEGRÉ. — 5 CONDAMNATIONS.		
		Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	—	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Faux en écritures.	3	3	3	6	2	—	2	—	—	—	3	—	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.	5	—	9	9	1	3	4	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés d'une peine correctionnelle.	7	20	96	116	20	39	59	5	24	29	8	12	20
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés id. de police	8	11	61	72	11	14	25	—	9	9	—	5	5
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	4	30	34	3	3	10	—	7	7	2	2	4
Avortement	10	2	3	5	1	1	2	—	1	1	—	—	—
Exposition et délaissement d'enfants	11	2	2	4	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle	15	1	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	1	4	5	—	1	1	—	1	1	—	—	—
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. d'une peine correctionnelle.	18	2	17	19	1	7	8	—	2	2	—	4	4
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés. id. de police	19	1	7	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Adultère et bigamie.	20	18	38	56	8	18	26	—	14	14	—	7	7
Meurtre frappé d'une peine correctionnelle	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées d'une peine correctionnelle.	24	119	108	227	62	30	92	32	26	58	21	9	30
Lésions corporelles volontaires frappées id. de police	25	377	337	714	155	69	224	39	49	88	24	12	36
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	—	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Calomnies et injures frappées d'une peine correctionnelle.	28	4	29	33	2	12	14	1	7	8	1	2	3
Calomnies et injures frappées id. de police	29	45	176	221	17	55	72	1	20	27	4	14	18
Vols et maraudages frappés d'une peine correctionnelle	33	114	58	172	62	14	76	32	23	55	15	6	21
Vols et maraudages frappés id. de police	36	270	135	432	115	25	140	36	24	80	43	7	50
Banqueroutes	37	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés d'une peine correctionnelle.	38	37	24	61	16	3	19	12	1	13	2	2	4
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés id. de police	39	3	2	5	2	1	3	1	—	1	1	—	1
Recel	40	10	26	45	9	4	13	3	5	8	2	2	4
Destructions et dommages frappés. d'une peine correctionnelle.	44	—	7	7	—	6	6	—	3	3	—	3	3
Destructions et dommages frappés. id. de police	45	1	23	24	3	10	13	—	4	4	—	2	2
TOTAUX DU TABLEAU.		1,066	1,221	2,287	492	320	812	184	224	408	126	90	216
NOMBRE TOTAL DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES.		1,179	1,321	2,500	564	354	918	224	263	487	153	107	260

5e DEGRÉ. — 6 CONDAMNATIONS.			6e DEGRÉ. — 7 CONDAMNATIONS.			7e DEGRÉ. — 8 CONDAMNATIONS.			8e DEGRÉ. — 9 CONDAMNATIONS.			9e DEGRÉ. — 10 CONDAMNATIONS.			10e DEGRÉ ET AU-DELÀ. — 11 CONDAMNATIONS et plus.			TOTAL.			Numéros de la nomenclature.
Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	Spécialistes.	Non spécialistes.	Total.	
15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	10	3	13	3
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	14	15	5
—	15	15	3	6	9	3	6	9	1	4	5	1	5	6	3	10	13	64	217	281	7
—	4	4	1	3	4	—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	23	99	122	8
1	1	2	1	3	4	—	1	1	2	—	2	—	1	1	1	1	2	16	51	67	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	8	10
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	4	6	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	15
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	7	8	17
—	2	2	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	3	35	38	18
—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	9	19
—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	5	5	26	86	112	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
10	8	18	8	4	12	6	3	9	1	5	6	—	2	2	6	11	17	265	206	471	24
11	19	30	6	6	12	2	10	12	1	3	4	2	2	4	2	13	15	610	520	1,139	25
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	5	5	27
—	1	1	—	7	7	—	5	5	—	2	2	—	—	—	—	3	3	8	68	76	28
—	9	9	—	7	7	—	3	3	—	5	5	—	—	—	—	2	2	67	297	364	29
12	6	18	10	4	14	13	—	13	8	2	10	4	—	4	25	7	32	205	120	415	33
17	2	19	15	—	15	7	1	8	11	1	12	7	—	7	16	—	16	566	213	779	36
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	37
4	3	7	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4	74	36	110	38
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	3	10	39
1	1	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2	30	37	76	40
—	2	2	—	—	—	—	1	1	—	1	1	—	—	—	—	3	3	—	20	26	44
—	4	4	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	4	44	48	45
56	79	135	47	44	91	31	34	65	24	25	49	14	13	27	58	60	118	2,098	2,110	4,208	
93	91	184	68	56	124	38	47	85	39	27	66	22	15	37	118	81	199	2,498	2,362	4,860	

XLI. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année

(Population au 31 décembre

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS — JANVIER. Primaires	JANVIER. Récidivistes.	FÉVRIER. Primaires	FÉVRIER. Récidivistes.	MARS. Primaires	MARS. Récidivistes.	AVRIL. Primaires	AVRIL. Récidivistes.	MAI. Primaires	MAI. Récidivistes.	JUIN. Primaires	JUIN. Récidivistes.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres sceaux, etc	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Faux en écritures	3	5	7	4	4	3	5	3	1	1	2	6	3
Faux témoignage et faux serment	4	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	22	9	20	5	13	13	21	10	17	7	14	6
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — d'une peine correctionnelle.	7	80	184	83	135	70	129	54	151	72	174	80	190
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés — id. de police	8	50	22	52	17	27	15	37	10	25	2	21	16
Crimes et délits contre la sécurité publique	9	16	33	10	12	17	34	10	17	13	24	4	30
Avortement	10	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2	—
Exposition ou délaissement d'enfants	11	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Destruction ou supposition d'état	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enlèvement de mineurs	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.	15	7	2	8	1	—	—	2	1	3	3	6	1
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.	18	9	8	7	9	4	16	8	10	23	16	17	23
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police	19	—	—	—	1	—	—	—	—	2	2	1	3
Adultère et bigamie	20	10	3	17	11	7	12	11	10	17	5	9	2
Meurtre frappé — d'une peine criminelle	21	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Meurtre frappé — id. correctionnelle.	22	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle	23	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.	24	106	158	92	150	94	124	58	121	62	145	72	139
Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police	25	136	77	117	90	141	101	113	85	203	139	173	127
Duel	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	27	6	1	—	2	1	3	—	6	4	1	—	1
Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.	28	5	10	9	5	11	5	2	5	3	8	2	8
Calomnies et injures frappées — id. de police	29	24	18	21	12	17	10	21	15	30	12	42	19
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. id. des lettres	33	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle	34	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.	35	121	152	117	116	92	137	93	93	87	91	106	106
Vols et maraudages frappés — id. de police	36	6	1	6	3	6	4	2	—	2	2	27	6
Banqueroute	37	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.	38	55	31	32	33	27	27	41	31	40	29	28	37
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police	39	5	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—
Recel	40	34	18	8	13	3	11	6	6	6	7	6	7
Incendie frappé — d'une peine criminelle	41	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Incendie frappé — id. correctionnelle.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.	44	17	25	7	12	8	16	4	12	2	20	5	11
Destructions et dommages frappés — id. de police	45	12	12	15	6	9	8	8	4	6	9	12	8
TOTAUX		737	777	606	637	564	682	505	569	618	700	645	758
		1,514		1,243		1,246		1,074		1,318		1,391	

Individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique
Infractions commises à l'étranger.

DÉTERMINÉ. Décembre.	Octobre à mars.	Avril à septembre	à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAL.	FAITS COMMIS — en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé. Primaires	Récidivistes.	à l'étranger. Primaires	Récidivistes.	TOTAL.	Numéros de la nomenclature.	NATURE DES INFRACTIONS.
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		23
—	—	—	3	32	—	—	—	—	32	1	Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.
6	4	1	16	83	3	3	—	—	89	2	Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.
17	—	2	199	404	44	23	—	3	474	3	Faux en écritures.
2	—	—	—	49	—	—	—	—	49	4	Faux témoignage et faux serment.
82	1	1	64	937	12	14	—	—	963	5	Usurpation de fonctions, de titres ou de nom.
2	—	—	39	53	3	—	—	—	56	6	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes
540	—	—	28	8,580	7	10	—	1	8,598	7	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — d'une peine correctionnelle.
164	—	—	1	2,106	2	—	—	—	2,108	8	Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers frappés — id. de police.
173	5	—	47	2,556	14	22	—	—	2,592	9	Crimes et délits contre la sécurité publique.
—	—	—	18	46	4	—	—	—	50	10	Avortement.
2	—	—	3	27	—	—	—	—	27	11	Exposition ou délaissement d'enfants.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	Destruction ou supposition d'état.
—	—	—	—	5	—	—	—	—	5	13	Enlèvement de mineurs.
—	—	1	1	3	—	—	—	—	3	14	Attentats à la pudeur et viols frappés — d'une peine criminelle.
40	1	1	165	598	—	—	—	—	598	15	Attentats à la pudeur et viols frappés — id. correctionnelle.
1	1	—	39	51	1	—	1	—	53	17	Prostitution ou corruption de la jeunesse.
41	9	15	147	915	19	—	—	—	934	18	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — d'une peine correctionnelle.
4	—	—	3	118	—	—	—	—	118	19	Outrages publics aux bonnes mœurs frappés — id. de police.
42	2	1	334	819	2	1	—	—	822	20	Adultère et bigamie.
—	—	—	—	30	—	—	—	—	30	21	Meurtre frappé — d'une peine criminelle.
1	—	—	2	12	—	—	—	—	12	22	Meurtre frappé — id. correctionnelle.
—	—	—	—	3	—	—	—	—	3	25	Lésions corporelles volontaires frappées — d'une peine criminelle.
936	—	9	131	15,862	10	15	5	5	15,915	24	Lésions corporelles volontaires frappées — id. correctionnelle.
878	2	2	23	15,949	1	—	1	—	15,951	25	Lésions corporelles volontaires frappées — id. de police.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26	Duel.
21	—	—	1	277	—	—	—	—	277	27	Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.
38	—	2	30	687	4	5	—	—	696	28	Calomnies et injures frappées — d'une peine correctionnelle.
140	16	15	44	2,657	—	—	1	—	2,658	29	Calomnies et injures frappées — id. de police.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30	Violation de sépulture.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32	Id. du secret professionnel.
1	—	—	1	5	—	—	—	—	5	33	Id. id. des lettres.
—	—	—	—	16	—	—	—	—	16	34	Vols et maraudages frappés — d'une peine criminelle.
588	11	19	837	7,255	27	38	5	16	7,341	35	Vols et maraudages frappés — id. correctionnelle.
155	13	2	24	4,119	—	—	—	—	4,118	36	Vols et maraudages frappés — id. de police.
7	—	1	141	171	9	21	—	—	201	37	Banqueroute.
231	3	15	1,004	2,985	182	339	12	19	3,537	38	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — d'une peine correctionnelle.
5	2	—	9	127	—	1	—	—	128	39	Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés — id. de police.
72	3	4	219	950	6	12	2	2	972	40	Recel.
—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	41	Incendie frappé — d'une peine criminelle.
2	—	—	—	17	—	—	1	—	18	42	Incendie frappé — id. correctionnelle.
—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	45	Destructions et dommages frappés — d'une peine criminelle.
137	—	—	20	2,075	—	1	1	1	2,078	44	Destructions et dommages frappés — id. correctionnelle.
128	1	2	4	1,952	—	—	—	—	1,952	45	Destructions et dommages frappés — id. de police.
4,496	74	91	3,625	72,554	350	503	29	47	73,483		TOTAUX.

XLII. — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé — et des infractions commises à l'étranger pendant l'année 1900.

NATURE DES INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS DES communes de 25,000 habitants et plus. Primaires.	Récidivistes.	Total.	communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants. Primaires.	Récidivistes.	Total.	communes de moins de 10,000 habitants. Primaires.	Récidivistes.	Total.	FAITS COMMIS en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé. Primaires.	Récidivistes.	A l'étranger. Primaires.	Récidivistes.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution	1	1	1	2	4	1	5	15	7	22	—	—	—	—	33
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	2	2	4	4	—	4	15	5	20	4	1	—	—	52
Faux en écritures	3	56	2	58	15	9	24	48	35	83	28	16	2	—	429
Faux témoignage et faux serment	4	5	1	6	8	3	11	11	1	12	9	1	—	—	42
L'usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	38	2	90	48	42	90	130	112	242	14	14	—	—	722
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des fonctionnaires ou des ministres des cultes	6	3	5	8	3	—	3	17	3	20	—	—	—	—	35
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés	7	564	000	964	1,546	967	2,513	1,943	1,717	2,996	1	14	—	—	9,069
Crimes et délits contre la sécurité publique	8	136	76	212	306	155	461	802	520	1,322	10	10	—	—	2,207
Avortement	9	156	96	252	472	259	731	633	706	1,340	39	39	—	—	2,395
Exposition ou délaissement d'enfants	10	11	2	13	6	2	8	5	7	12	—	—	—	—	33
Destruction ou supposition d'état	11	1	6	7	4	4	8	8	12	20	—	—	—	—	46
Enlèvement de mineurs	12	—	—	—	—	—	—	2	4	6	—	—	—	—	2
Attentats à la pudeur et viols, frappés	13	1	—	1	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	11
	14	95	20	115	54	42	96	257	121	378	5	3	—	—	647
Prostitution ou corruption de la jeunesse	15	23	8	31	14	7	21	5	9	14	3	2	—	—	49
Outrages publics aux bonnes mœurs, frappés	16	286	57	343	148	66	214	194	153	347	5	5	—	—	900
Adultère et bigamie	17	43	15	58	18	6	24	45	21	66	2	1	—	—	143
Meurtre, frappé	18	293	38	331	112	46	158	57	42	99	1	1	—	—	572
	19	9	4	13	6	4	10	5	17	22	—	—	—	—	42
	20	2	—	2	1	—	1	1	—	1	—	—	—	—	4
Lésions corporelles volontaires, frappées	21	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1
	22	655	1,007	1,662	1,804	1,626	3,430	5,046	4,532	9,578	7	4	—	—	17,043
Duel	23	134	584	718	1,136	1,057	2,193	6,079	2,458	8,537	3	1	—	—	17,000
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	24	1	—	1	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	4
Calomnies et injures, frappées	25	42	8	50	12	9	21	87	71	158	15	5	—	—	254
Violation de sépulture	26	142	56	198	111	60	171	259	214	443	13	3	1	—	831
Id. du secret professionnel	27	587	138	725	178	171	349	1,207	442	1,649	2	—	—	—	2,960
Id. des lettres	28	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	3
	29	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages, frappés	30	1	—	1	—	—	—	7	—	7	—	—	—	—	4
	31	450	376	826	217	177	394	1,278	1,212	2,490	40	55	7	27	7,635
Banqueroute	32	111	35	146	73	58	131	2,980	871	3,154	11	2	1	10	4,443
Abus de confiance, escroqueries, tromperies, frappés	33	36	13	49	24	1	25	510	45	45	1	—	—	—	133
Recel	34	304	125	329	188	148	336	484	305	789	132	107	5	10	3,010
Incendie, frappé	35	40	8	48	20	31	51	87	31	88	2	1	—	—	214
Destructions et dommages, frappés	36	420	95	515	166	72	238	185	127	312	9	11	3	5	1,022
	37	—	—	—	1	—	1	8	6	14	—	—	—	—	1
	38	1	—	1	—	—	—	575	796	1,360	1	1	—	—	16
	39	243	184	427	444	277	721	802	407	1,209	—	—	—	—	2,242
	40	286	80	366	452	188	640	1,200	827	2,027	—	—	—	—	2,027
	41	3,430	3,290	6,720	7,301	6,055	13,356	21,872	14,784	36,656	304	260	21	57	76,357
	42	983	3,290	4,273	9,498	6,055	15,553	9,485	14,784	24,269	304	260	21	57	44,617
	43	2,447	—	2,447	3,803	—	3,803	12,387	—	12,387	—	—	—	—	31,740

XLIII. — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1903, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.	Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit :														
100,000 habitants ou plus	124	103	76	78	109	105	129	124	151	130	111	112	4	1,382
25,000 à moins de 100,000 habitants.	47	46	55	57	60	64	46	57	66	47	39	18	—	560
10,000 à moins de 25,000 habitants.	115	68	59	82	92	108	125	122	84	111	90	64	7	1,125
Moins de 10,000 habitants	201	214	150	112	190	202	184	252	210	178	124	130	1	2,128
TOTAUX	485	433	318	309	451	477	484	535	511	492	364	324	12	5,195
Faits d'ivresse commis isolément :														
100,000 habitants ou plus	817	624	510	515	597	598	580	620	685	855	780	651	6	7,812
25,000 à moins de 100,000 habitants.	155	145	139	138	130	146	172	185	176	144	158	128	2	1,816
10,000 à moins de 25,000 habitants.	547	284	527	257	527	207	418	415	575	545	455	522	4	4,171
Moins de 10,000 habitants	547	555	500	258	500	519	568	577	580	567	209	289	3	3,922
TOTAUX	1,644	1,388	1,276	1,146	1,374	1,360	1,538	1,597	1,612	1,689	1,692	1,390	15	17,721
Total des deux catégories ci-dessus :														
100,000 habitants ou plus	941	729	586	591	706	701	709	744	836	989	891	763	10	9,194
25,000 à moins de 100,000 habitants.	180	191	172	175	210	210	218	242	242	191	197	146	2	2,376
10,000 à moins de 25,000 habitants.	460	352	586	339	419	405	543	537	457	456	545	386	11	5,296
Moins de 10,000 habitants	548	549	450	350	490	521	552	609	590	545	425	419	4	6,050
TOTAUX	2,129	1,821	1,594	1,455	1,825	1,837	2,022	2,132	2,123	2,181	2,055	1,714	27	22,916

XLIII (suite). — Contraventions aux articles 1, 2, 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises.

COMMUNES ou Agglomérations urbaines DE :	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Faits commis à une époque inconnue ou indéterminée.	TOTAUX.
	Janvier.	Février.	Mars.	Avril.	Mai.	Juin.	Juillet.	Août.	Septembre	Octobre.	Novembre.	Décembre.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1901 :														
100,000 habitants ou plus.	117	119	131	141	145	138	135	146	168	115	125	129	2	1,607
25,000 à moins de 100,000 habitants.	46	47	54	56	72	58	75	66	66	51	32	59	1	661
10,000 à moins de 25,000 habitants.	112	84	95	98	116	95	102	98	130	70	100	110	6	1,221
Moins de 10,000 habitants.	197	198	190	205	238	275	234	245	320	176	171	148	1	2,596
TOTAUX.	472	448	468	498	569	564	542	555	684	421	428	426	10	6,085
Faits d'ivresse connexes à un délit commis en 1902 :														
100,000 habitants ou plus	118	111	132	136	120	128	126	145	158	132	113	109	1	1,558
25,000 à moins de 100,000 habitants.	49	38	65	57	62	60	61	50	69	45	44	44	—	642
10,000 à moins de 25,000 habitants .	105	76	110	70	78	92	105	115	84	109	89	64	5	1,114
Moins de 10,000 habitants.	187	175	198	101	201	224	210	242	234	182	118	128	2	2,290
TOTAUX.	457	398	512	463	470	504	500	552	545	488	364	345	6	5,604
Faits d'ivresse commis isolément en 1901 :														
100,000 habitants ou plus.	595	637	717	721	831	757	812	749	832	870	745	750	2	8,998
25,000 à moins de 100,000 habitants.	180	165	221	251	205	246	242	227	225	189	176	152	—	2,473
10,000 à moins de 25,000 habitants.	314	266	401	392	383	392	465	448	387	347	291	358	—	4,424
Moins de 10,000 habitants.	338	377	489	410	422	475	500	494	502	594	522	368	6	5,157
TOTAUX.	1,427	1,443	1,828	1,774	1,839	1,870	2,019	1,918	2,004	1,800	1,534	1,588	8	21,052
Faits d'ivresse commis isolément en 1902 :														
100,000 habitants ou plus	692	647	795	691	670	707	645	830	958	751	702	652	2	8,821
25,000 à moins de 100,000 habitants.	165	157	160	157	140	188	176	199	194	180	177	155	2	2,006
10,000 à moins de 25,000 habitants.	331	302	410	350	349	378	381	454	433	412	358	345	4	4,467
Moins de 10,000 habitants.	376	355	440	424	391	459	557	460	448	374	375	295	5	4,955
TOTAUX.	1,582	1,441	1,805	1,622	1,520	1,732	1,759	1,952	2,013	1,717	1,700	1,393	13	20,249
Total des 2 catégories pour 1901 :														
100,000 habitants ou plus.	712	756	848	862	974	895	945	895	1,000	985	870	859	4	10,605
25,000 à moins de 100,000 habitants.	226	210	275	307	275	304	315	293	289	240	208	191	1	3,134
10,000 à moins de 25,000 habitants.	426	350	491	490	499	485	567	546	517	426	391	448	6	5,645
Moins de 10,000 habitants.	535	575	679	615	660	750	734	739	882	570	493	516	7	7,753
TOTAUX.	1,899	1,891	2,296	2,272	2,408	2,434	2,561	2,473	2,688	2,221	1,962	2,014	18	27,137
Total des 2 catégories pour 1902 :														
100,000 habitants ou plus.	810	758	927	827	790	835	771	984	1,096	903	905	761	3	10,379
25,000 à moins de 100,000 habitants.	212	175	225	214	202	248	237	249	203	225	221	177	2	2,648
10,000 à moins de 25,000 habitants.	451	378	529	420	397	470	484	569	517	521	447	379	7	5,581
Moins de 10,000 habitants.	563	528	638	615	592	683	767	702	682	556	491	421	7	7,245
TOTAUX.	2,039	1,839	2,317	2,085	1,990	2,236	2,259	2,504	2,558	2,205	2,064	1,738	19	25,853

XLIV. — Table de décompte. — *Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année 1903.*

NATURE des INFRACTIONS.	Numéros de la nomenclature.	NOMBRE DES deuxièmes condamnations.		troisièmes condamnations.		quatrièmes condamnations.		cinquièmes condamnations.		sixièmes condamnations.		septièmes condamnations.		huitièmes condamnations.		NOMBRE TOTAL des condamnations.	
		Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
Crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ou portant atteinte aux droits politiques garantis par la Constitution.	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	3	1	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	1
Faux en écritures	3	14	1	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	1
Faux témoignage et faux serment.	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	38	10	9	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	51	11
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : d'une peine correctionnelle	7	548	42	132	12	33	3	10	—	3	—	3	—	(1) 2	—	735	57
Crimes et délits contre l'ordre public commis par des particuliers, frappés : d'une peine de police. . . .	8	93	12	15	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	111	18
Crimes et délits contre la sûreté publique	9	202	12	57	3	18	—	2	—	1	—	1	—	—	—	281	15
Avortement	10	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Exposition ou délaissement d'enfants.	11	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Attentats à la pudeur et viols frappés d'une peine correctionnelle .	13	5	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—
Prostitution ou corruption de la jeunesse	17	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine correctionnelle	18	37	3	6	—	2	—	2	—	—	—	1	—	—	—	48	5
Outrages publics aux bonnes mœurs frappés : d'une peine de police. . . .	19	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1
Adultère et bigamie	20	20	16	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24	18
Meurtre frappé d'une peine correctionnelle.	22	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine correctionnelle	24	1,084	50	235	5	35	3	11	1	4	1	1	—	—	—	1,408	60
Lésions corporelles volontaires frappées : d'une peine de police. . . .	25	860	195	101	18	22	4	3	—	2	—	—	—	—	—	988	217
Attentats à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers . .	27	13	3	5	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	21	3
Calomnies et injures frappées : d'une peine correctionnelle	28	32	9	7	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42	11
Calomnies et injures frappées : d'une peine de police. . . .	29	82	80	1	2	2	3	—	—	—	—	—	—	—	—	85	85
Vols et maraudages frappés : d'une peine correctionnelle	33	426	84	102	12	24	7	7	1	3	1	—	—	(2) 2	—	564	105
Vols et maraudages frappés : d'une peine de police. . . .	36	84	228	11	51	—	20	—	7	—	4	—	4	—	(3) 9	95	326
Banqueroute	37	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : d'une peine correctionnelle	38	117	22	24	7	3	3	—	1	1	—	—	—	—	—	145	33
Abus de confiance, escroqueries, tromperies frappés : d'une peine de police. . . .	39	4	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2
Recel	40	56	11	13	3	1	—	2	—	—	—	1	—	—	—	73	14
Destructions et dommages frappés : d'une peine correctionnelle	44	150	1	21	2	3	—	2	—	1	—	—	—	1	—	178	3
Destructions et dommages frappés : d'une peine de police. . . .	45	157	16	26	1	4	—	1	2	1	—	—	—	—	—	189	19
TOTAUX.		4,037	805	793	128	183	44	41	13	19	6	7	4	5	9	5,085	1,009
																6,094	

(1) Dont 1 condamné ayant encouru 19 condamnations.
(2) Id. 1 id. id. 9 id.
(3) Dont : 1° 2 condamnées ayant encouru 9 condamnations.
2° id. id. 10 id.
3° id. id. 11 id.

STATISTIQUE

DE LA

JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

1902-1903

STATISTIQUE DE LA JUSTICE CIVILE ET COMMERCIALE

Rédaction des tableaux. — La statistique de la justice civile et commerciale est dressée à l'aide de tableaux envoyés au Département de la Justice à la fin de chaque année judiciaire (1er août), par les greffiers des tribunaux. Ces fonctionnaires puisent les éléments de ces tableaux dans des registres statistiques qui leur sont fournis par le Ministère de la Justice et qui sont divisés en colonnes correspondant aux catégories de renseignements qui doivent figurer aux tableaux.

Dans les greffes civils de première instance, le registre des jugements est rempli d'après des bulletins statistiques que les magistrats sont invités à transmettre au greffier dès que le jugement est rédigé. Ces bulletins renferment toutes les données qui doivent être transcrites dans ce registre.

La statistique des divorces et celle des faillites sont faites à l'aide de listes nominatives.

1° JUSTICES DE PAIX

COMPÉTENCE

Les arrondissements judiciaires du royaume sont divisés en 222 cantons de justice de paix. Le ressort de la cour d'appel de Bruxelles en comprend 83, celui de Gand 65, celui de Liége, 74.

Dans chaque canton, il y a un juge de paix assisté d'un greffier. Auprès de chaque juge de paix, il est nommé des suppléants.

Les greffiers peuvent avoir des commis, qui prêtent serment devant le juge de paix.

Le Roi peut, si les besoins du service le permettent, charger un juge de paix de desservir un canton contigu. Le juge reçoit, dans ce cas, le traitement attribué aux juges de paix des cantons ayant une population égale à la population des deux cantons réunis.

En matière civile, les juges de paix ont à remplir une triple mission; ils agissent : 1° comme conciliateurs; 2° comme juges; 3° comme officiers publics.

Les résultats obtenus à ce triple point de vue sont consignés dans les tableaux I et II.

Bureau de conciliation.

Aucune demande principale introductive d'instance entre parties capables de transiger, et sur des objets qui peuvent être la matière d'une transaction, n'est reçue dans les tribunaux de première instance, que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le juge de paix ou que les parties n'y aient volontairement comparu. (Code de procédure civile, art. 48.)

Un certain nombre de contestations sont dispensées du préliminaire de la conciliation; nous citerons notamment : les demandes qui intéressent l'Etat, les communes, les établissements publics, les mineurs, les interdits, les demandes qui requièrent célérité, les demandes en matière de commerce, les demandes de mise en liberté, celles en mainlevée de saisie-opposition, en payement de loyer, fermages ou arrérages, en vérification d'écritures, en désaveu, etc., etc. (Code de procédure civile, art. 49 et suivants.)

Juridiction contentieuse.

Les juges de paix connaissent de toutes les actions civiles, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 francs et en premier ressort, jusqu'à la valeur de 300 francs. Ils connaissent, en dernier ressort, jusqu'à la valeur de 100 francs, et en premier ressort, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de certaines actions énumérées à l'article 3 de la loi du 25 mars 1876, et de quelques autres qui y ont été ajoutées par les lois du 7 octobre 1886 (Code rural, art. 8 et 21), du 14 août 1887 (art. 19), du 21 décembre 1896.

La loi du 9 août 1887 a réglé la procédure en expulsion de locataires de maisons ou appartements d'un faible loyer. Lorsque le montant du loyer de maisons ou appartements n'excède pas 150 francs par an dans les communes de moins de 5,000 habitants, et 300 francs dans les autres communes, le juge de paix statue sur les demandes en expulsion de locataires par une ordonnance mise au bas de l'exploit original de citation.

Juridiction gracieuse.

Les juges de paix sont aussi chargés de convoquer les conseils de famille, de procéder à l'apposition et à la levée des scellés, d'assister à la vente et au partage des biens de mineurs, de recevoir les actes d'adoption et d'émancipation, de délivrer des actes de notoriété, etc.

Notariat.

Le notariat est encore régi par la loi du 25 ventôse an XI (16 mars 1803).

Le nombre des notaires, leur placement et résidence sont déterminés par le gouvernement de manière que : 1° dans les villes de 100,000 habitants et au-dessus, il y ait un notaire au plus par 6,000 habitants; dans les autres villes, bourgs ou villages, il y ait deux notaires au moins ou cinq au plus par canton de justice de paix. Parfois, en raison de lois spéciales ou en conséquence de remaniements de circonscriptions cantonales, le chiffre de cinq notaires, inscrit dans l'article 31 de la loi du 25 ventôse an XI, est dépassé.

Dans le ressort de la cour d'appel de Bruxelles, le nombre des notaires est de 456, dans celui de Gand, de 332, et dans celui de Liége, de 301; soit pour les 222 cantons de justice de paix, un total de 1,089 notaires.

La création de nouveaux cantons de justice de paix dans ces dernières années a permis d'augmenter sensiblement le nombre des notariats.

JUSTICE DE PAIX

XLV. — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.* — 1902-1903.

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — non conciliées.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — rayées du rôle et restées sans suite connue.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — non conciliées.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — rayées du rôle et restées sans suite connue.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — non conciliées.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — par jugement — contradictoire.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — par jugement — par défaut.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — par jugement — d'incompétence.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — Nombre des affaires sur citation.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — de la compétence du juge de paix.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — par jugement (art. 7 Code de P. C.) — excédant la compétence du juge de paix.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — Nombre des affaires sur comparution volontaire.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Levées de scellés.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Ventes de biens.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — d'adoption.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — d'émancipation.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — ACTES — de notoriété.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Partages et liquidations	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	ACTES NOTARIÉS. — Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles 1er canton	5	49	4	—	—	—	5	49	4	156	344	414	8	922	1,120	8	—	1,137	1,285	774	70	232	24	28	1	18	71	16	—	162		
Id. 2e id.	6	106	15	—	—	—	6	106	15	174	302	333	6	815	1,016	—	—	1,016	1,190	641	7	206	40	26	4	20	157	30	—	95	15,698	3,502,601 45
Id. 3e id.	3	55	—	—	—	—	3	53	—	172	596	724	7	1,519	1,272	—	—	1,272	1,464	1,327	68	233	28	36	2	15	68	32	—	116		
Anderlecht	—	20	—	—	—	—	—	26	—	14	234	94	12	354	1,102	—	—	1,102	1,116	340	88	238	7	12	—	10	10	41	—	101	1,552	230,855 97
Assche	—	2	—	—	—	—	—	2	—	34	42	7	—	83	116	—	—	116	150	49	7	140	5	21	—	1	4	54	—	96	1,515	85,760 65
Hal	—	8	—	—	—	—	—	8	—	21	99	7	3	130	319	—	—	319	340	109	60	185	10	24	1	2	4	20	—	121	1,494	118,130 75
Ixelles	—	125	22	—	—	—	—	125	22	53	537	612	1	1,203	651	—	—	651	704	1,150	124	327	19	45	—	18	102	70	—	164	1,877	209,441 04
Laeken	—	11	5	—	—	—	—	11	5	35	167	90	1	293	962	7	—	969	997	285	11	152	11	19	—	4	16	15	—	115	1,528	207,610 42
Lennick-Saint-Quentin	2	3	—	—	—	—	2	3	—	36	40	3	1	86	331	—	—	331	367	50	28	138	4	26	—	—	4	16	—	99	1,624	107,930 55
Molenbeek-Saint-Jean	4	32	—	—	—	—	4	32	—	72	160	111	1	344	1,900	—	—	1,900	1,972	272	69	282	11	12	—	11	32	14	—	201	1,097	163,903 60
Saint-Josse-ten-Noode	—	61	7	—	—	—	—	61	7	144	325	145	5	617	574	2	—	576	718	475	76	215	18	21	—	10	104	27	—	157	3,100	613,018 21
Schaerbeek	—	78	8	—	—	—	—	78	8	106	304	182	16	608	1,332	1	—	1,333	1,438	503	81	202	45	32	1	31	115	33	—	154	2,179	311,083 60
Saint-Gilles	1	61	7	—	—	—	1	61	7	126	272	178	9	585	1,588	4	—	1,592	1,714	463	82	235	37	7	—	20	68	15	—	117	1,940	305,146 17
Uccle	10	28	3	—	—	—	10	28	3	93	108	55	6	262	634	—	—	634	727	169	11	204	9	21	2	6	73	23	—	145	1,229	150,109 67
Vilvorde	—	6	—	4	5	6	4	11	6	—	36	15	—	51	570	—	—	579	579	51	11	161	—	10	—	2	—	37	—	104	1,322	87,167 56
Wolverthem	2	2	—	—	—	—	2	2	—	28	57	11	1	97	58	—	—	58	86	69	15	110	2	14	—	1	23	15	—	78	940	51,721 58
TOTAUX	33	651	71	4	5	6	37	656	77	1,284	3,627	2,981	77	7,969	13,563	22	—	13,585	14,847	6,707	817	3,368	268	363	11	167	848	452	—	2,093	37,095	6,356,482 02
Louvain, 1er canton	—	7	3	—	—	—	—	7	3	37	34	32	1	104	631	—	—	631	668	67	9	155	5	32	1	7	32	32	1	107	4,513	338,157 16
Id. 2e id.	2	25	2	—	—	—	2	23	2	32	53	40	—	125	939	—	—	939	971	93	6	180	8	35	—	5	125	42	—	122		
Aerschot	2	—	—	—	—	—	2	—	—	8	22	5	2	37	256	—	—	256	264	29	—	71	—	17	—	—	1	12	—	61	962	50,223 24
Diest	—	5	—	—	—	—	—	5	—	—	50	8	1	68	273	—	—	273	273	68	7	68	6	17	—	2	1	18	20	54	981	76,527 74
Glabbeek	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	3	1	—	10	56	—	—	56	62	4	1	41	—	7	—	—	15	15	—	34	355	14,114 20
Haecht	—	3	1	—	—	—	—	3	1	14	23	2	2	41	212	—	—	212	226	27	10	78	1	38	—	2	—	43	—	71	589	41,353 51
Léau	—	3	—	—	—	—	—	3	—	6	13	1	—	20	131	—	—	131	137	14	8	53	1	7	—	1	—	8	—	44	527	24,302 07
Tirlemont	5	6	2	1	—	5	4	6	7	43	55	21	—	99	384	—	—	384	427	56	15	127	5	30	—	5	32	31	—	103	1,845	127,618 48
TOTAUX	7	47	8	1	—	5	8	47	13	146	242	110	6	504	2,882	—	—	2,882	3,028	358	53	760	24	210	1	20	222	203	21	596	9,772	692,586 49
Nivelles	12	—	—	—	—	—	12	—	—	114	65	39	—	216	737	1	—	738	851	103	25	174	5	40	—	2	6	32	2	170	2,695	206,013 74
Genappe	—	1	—	9	5	—	9	6	—	11	18	6	2	37	358	—	—	358	369	26	17	83	1	33	—	1	1	20	—	70	1,885	126,020 73
Jodoigne	3	4	1	—	—	—	3	4	1	32	34	27	2	95	440	—	—	440	472	63	20	108	5	26	—	4	—	26	—	94	2,176	115,941 20
Perwez	1	3	1	1	2	13	2	5	14	13	45	30	1	89	393	—	—	393	406	76	11	76	7	44	—	12	—	20	—	70	1,248	70,383 44
Wavre	—	15	4	—	—	—	—	15	4	76	185	37	1	297	780	—	—	780	856	221	70	151	4	64	—	4	67	40	—	171	2,413	172,093 56
TOTAUX	16	23	6	10	7	13	26	30	19	246	343	139	6	734	2,708	1	—	2,709	2,954	489	150	594	20	207	—	23	74	156	2	584	10,417	691,358 76
Anvers, 1er canton	—	15	16	—	—	—	—	15	16	180	167	154	10	511	1,525	7	—	1,532	1,705	338	106	338	10	47	—	12	94	28	1	102		
Id. 2e id.	4	54	6	—	—	—	4	54	6	140	342	226	10	724	669	5	1	675	815	584	76	205	10	26	—	7	48	15	—	81	10,261	2,258,559 58
Id. 3e id.	—	55	8	—	—	—	—	55	8	104	236	112	6	458	1,514	9	—	1,323	1,418	363	78	274	5	15	—	—	90	13	—	243		
Boom	—	1	—	—	—	—	—	1	—	10	28	5	—	43	360	—	—	360	370	33	1	127	2	12	—	2	30	14	—	122	715	45,668 14
Borgerhout	—	46	1	—	—	—	—	46	1	40	145	60	2	256	1,562	2	—	1,564	1,602	218	17	271	7	20	—	2	65	14	—	177	1,528	217,372 85
Brecht	—	1	—	—	2	—	—	3	—	6	7	1	—	14	14	2	—	16	20	10	2	41	—	15	—	—	—	2	42	23	666	55,300 75
Contich	—	5	—	—	—	—	—	5	—	8	36	12	2	58	85	—	—	85	93	50	14	115	2	14	—	11	—	5	9	15	748	78,669 85
Eeckeren	—	6	—	—	—	—	—	6	—	7	24	10	—	41	120	—	—	120	127	34	9	105	—	16	—	—	2	20	—	78	1,072	72,810 66
Santhoven	—	—	—	2	2	—	2	2	—	3	17	3	—	25	51	—	—	51	56	20	4	50	1	8	—	6	—	15	56	35	804	47,125 35
TOTAUX	4	183	31	2	4	—	6	187	31	506	1,002	592	30	2,130	5,700	25	1	5,726	6,206	1,650	307	1,522	37	180	—	40	335	124	108	966	15,794	2,773,787 16

XLV (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTON VOLONTAIRE: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires. sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés	Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Malines, 1er canton	—	5	—	—	—	—	—	5	—	65	94	42	—	199	130	—	—	139	202	136	18	98	6	21	—	7	25	10	—	70	3,101	284,320 31
Id. 2e id.	—	16	3	—	—	—	—	16	3	37	82	78	—	197	249	—	—	249	285	160	4	166	1	22	1	4	—	21	—	152		
Duffel	—	2	—	—	—	—	—	2	—	6	32	11	2	51	20	—	—	20	25	45	11	80	1	10	—	—	1	13	—	58	292	13,042 01
Heyst-op-den-Berg	—	1	—	—	—	—	—	1	—	14	9	4	—	27	6	—	—	6	20	13	5	72	6	13	—	—	10	6	—	47	817	68,450 56
Lierre	—	6	—	—	—	—	—	6	—	—	12	3	1	16	236	—	—	236	236	16	14	83	2	13	—	4	31	4	—	63	663	55,301 76
Puers	—	2	—	—	—	—	—	2	—	12	10	—	—	22	156	—	—	156	168	10	6	112	2	12	—	1	13	11	—	92	1,069	42,612 07
TOTAUX	—	32	3	—	—	—	—	32	3	132	239	138	3	512	806	—	—	806	938	380	58	617	18	91	1	16	89	73	—	488	5,942	466,328 21
Turnhout	1	4	—	—	—	—	1	4	—	27	17	3	—	47	298	—	—	298	325	20	6	86	1	17	—	10	—	10	—	69	805	71,041 56
Arendonck	—	1	—	4	10	—	4	11	—	4	15	5	1	25	102	1	—	103	106	22	8	40	1	11	—	—	37	7	—	55	373	22,209 45
Herenthals	1	2	—	4	3	—	5	5	—	20	8	2	1	31	73	—	—	73	93	11	2	59	—	14	—	12	—	11	—	53	1,101	59,196 60
Hoogstraeten	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4	50	—	—	50	50	4	2	28	—	8	—	—	—	8	—	16	412	21,015 84
Moll	—	2	1	—	—	—	—	2	1	44	6	9	—	59	81	—	—	81	125	15	7	85	—	30	—	1	1	28	44	67	1,347	71,126 00
Westerloo	1	3	—	3	—	—	4	3	—	3	45	7	—	55	25	—	—	25	28	52	18	50	1	17	—	2	3	8	25	31	774	46,548 05
TOTAUX	3	12	1	11	13	—	14	25	1	98	95	26	2	221	629	1	—	630	727	124	43	357	3	97	—	25	41	72	69	251	4,812	291,138 38
Mons	—	22	1	—	—	—	—	22	1	150	151	231	3	535	2,096	—	—	2,096	2,246	385	57	235	15	65	—	3	43	25	—	140	3,251	309,485 77
Boussu	3	14	—	—	—	—	3	14	—	103	171	182	—	516	1,000	—	—	1,000	1,163	353	65	247	22	62	1	5	2	28	—	200	2,198	104,825 00
Chièvres	4	2	—	—	—	—	4	2	—	16	52	5	2	75	308	—	—	308	324	59	11	56	11	14	—	—	5	9	—	47	878	58,276 05
Dour	—	10	3	—	—	—	—	10	3	115	41	47	—	203	1,775	—	—	1,775	1,890	88	20	141	11	20	—	—	—	14	—	233	1,233	64,047 77
Enghien	—	4	—	—	—	—	—	4	—	2	21	4	—	27	158	—	—	158	160	25	11	56	8	14	1	1	3	10	—	33	1,169	70,848 48
La Louvière	—	15	—	—	—	—	—	15	—	32	133	45	3	215	349	—	—	349	381	183	41	108	7	34	—	4	2	24	—	92	1,853	121,032 27
Lens	—	7	—	26	22	52	26	29	52	2	34	16	3	55	240	—	—	240	242	53	13	91	7	16	—	—	2	7	—	70	1,195	66,102 62
Pâturages	—	13	—	—	—	—	—	13	—	26	52	20	—	107	513	—	—	513	539	81	21	140	2	30	—	—	1	10	—	128	1,848	93,025 12
Rœulx	1	21	—	—	—	—	1	21	—	28	44	11	—	83	243	—	—	243	271	55	18	81	3	16	—	—	—	11	—	70	750	42,447 78
Soignies	—	12	—	—	—	—	—	12	—	53	43	43	2	143	280	4	—	293	344	92	20	105	2	24	—	—	13	18	—	82	1,685	110,695 10
TOTAUX	8	120	4	28	22	52	34	142	56	389	744	613	13	1,959	6,971	4	—	6,975	7,560	1,374	284	1,260	86	311	2	13	71	154	—	1,128	16,060	1,136,806 84
Charleroi, 1er canton	1	23	1	—	—	—	1	23	1	64	140	222	—	426	729	—	—	729	793	362	50	252	5	40	—	5	2	20	—	176	4,101	376,721 89
Id. 2e id.	1	8	1	—	—	—	1	8	1	58	124	125	—	307	1,417	—	—	1,417	1,475	249	33	182	8	57	—	3	1	30	—	130		
Beaumont	—	4	1	—	—	—	—	4	1	22	14	6	—	42	157	—	—	157	179	20	5	44	5	15	—	2	—	8	—	30	1,022	49,738 28
Binche	1	12	1	—	—	—	1	12	1	49	136	95	2	282	864	—	—	864	913	233	75	141	10	41	—	3	1	13	—	91	1,962	131,903 59
Châtelet	1	11	—	—	—	—	1	11	—	52	239	340	3	614	5,695	—	—	5,695	5,727	582	102	169	13	56	—	2	9	28	—	161	2,036	142,060 05
Chimay	—	3	2	—	—	—	—	3	2	8	29	7	—	44	272	—	—	272	280	36	20	30	2	6	—	—	—	11	—	18	1,208	72,075 77
Fontaine-l'Évêque	—	25	2	69	38	8	69	63	10	110	310	445	2	865	625	1	—	626	735	756	92	242	4	50	—	4	9	20	—	184	2,210	170,668 14
Gosselies	—	13	2	1	—	37	1	13	39	27	130	91	4	252	597	4	—	601	624	229	73	135	4	41	—	13	—	40	—	127	2,207	142,187 07
Jumet	3	—	—	—	—	—	3	—	—	—	177	91	1	269	988	—	—	988	988	269	14	117	3	23	—	10	—	13	—	119	2,335	136,237 47
Merbes-le-Château	—	4	—	—	—	—	—	4	—	9	35	20	2	66	202	1	—	203	211	58	14	50	3	23	—	3	1	18	—	27	1,083	93,007 24
Seneffe	—	6	—	—	—	—	—	6	—	43	68	73	1	185	75	—	—	75	118	142	21	147	6	32	—	4	—	20	—	133	2,179	135,283 60
Thuin	—	5	—	—	—	—	—	5	—	23	28	26	—	77	278	—	—	278	301	54	6	65	4	30	—	2	—	16	—	50	1,180	116,251 62
TOTAUX	9	114	10	70	38	45	79	152	55	445	1,430	1,539	15	3,429	11,899	6	—	11,905	12,344	2,990	505	1,583	67	423	—	53	23	257	—	1,246	21,523	1,615,231 78

XLV (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: conciliées	non conciliées	rayées du rôle et restées sans suite connue	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conciliées	non conciliées	rayées du rôle et restées sans suite connue	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conciliées	non conciliées	rayées du rôle et restées sans suite connue	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION: à l'amiable et restées sans suite connue	par jugement: contradictoire	par défaut	d'incompétence	Nombre des affaires sur citation	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue	de la compétence du juge de paix	excédant la compétence du juge de paix	Nombre des affaires sur comparution volontaire	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue	par jugement	Jugements rendus avant de statuer au fond	3° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES: Conseils de famille	Levées de scellés	Ventes de biens	d'adoption	d'émancipation	de notoriété	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier	Actes reçus *pro Deo*	ACTES NOTARIÉS. Nombre	Droits d'enregistrement perçus
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Tournai	—	7	1	2	—	2	2	7	3	13	30	19	4	77	120	—	—	129	144	62	11	148	13	28	—	3	5	27	—	92	2,993	345,584 57
Antoing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40	4	1	45	295	—	—	295	295	45	6	114	10	16	—	—	10	13	—	84	1,003	84,511 43
Ath	1	6	1	—	—	—	1	6	1	7	32	5	3	47	321	—	—	321	328	40	19	59	10	21	—	4	30	16	—	85	985	85,172 89
Celles	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	16	5	—	21	12	—	—	12	12	21	5	39	1	7	—	1	1	4	3	23	608	52,703 75
Flobecq	1	1	—	19	9	8	20	10	8	12	25	—	—	35	210	—	—	210	222	23	12	51	—	11	1	—	10	9	—	42	813	47,847 23
Frasnes	—	4	—	—	—	—	—	4	—	1	10	—	—	11	—	—	—	—	1	10	5	41	1	2	—	5	1	8	—	32	845	55,821 02
Lessines	—	2	—	16	20	18	16	28	18	15	37	20	—	70	210	1	—	211	223	58	25	74	8	15	—	5	8	19	—	58	1,513	94,037 71
Leuze	—	4	—	—	—	—	—	4	—	11	25	2	—	38	275	—	—	275	286	27	14	59	5	8	1	3	2	11	14	35	990	58,671 87
Peruwelz	—	4	—	—	—	—	—	4	—	9	28	7	—	44	355	—	—	355	364	35	13	74	7	14	—	4	—	11	—	50	1,827	115,704 34
Quevaucamps	—	—	—	5	11	4	3	11	4	20	19	5	—	44	348	—	—	348	368	24	12	86	10	8	—	4	2	3	—	71	743	33,718 04
Templeuve	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	—	15	142	—	—	142	142	15	4	54	3	9	—	4	10	7	—	47	697	51,887 75
TOTAUX	2	29	2	70	46	32	72	75	34	88	282	69	8	447	2,297	1	—	2,298	2,385	360	120	799	70	139	2	31	103	128	17	619	13,017	992,561 48
Gand, 1er canton	5	54	1	26	15	5	29	47	4	30	32	40	—	140	299	—	—	299	338	101	16	202	17	20	—	6	112	16	—	126		
Id. 2e id.	—	45	5	18	37	—	18	80	3	47	32	51	3	153	277	1	—	278	324	107	6	165	21	40	—	9	141	26	—	77	5,241	1,001,106 61
Id. 3e id.	—	10	5	7	19	6	7	29	9	25	36	38	1	98	189	—	—	189	212	75	6	213	6	11	—	8	61	10	—	167		
Assenede	—	2	—	1	6	—	1	8	—	6	17	4	2	29	122	—	—	122	128	23	2	50	3	14	—	1	—	15	—	30	598	62,706 97
Capryeke	—	4	—	6	5	7	6	7	7	5	12	1	—	16	130	1	—	131	133	14	9	44	—	7	—	—	1	8	—	30	408	16,303 30
Cruyshautem	1	2	—	—	—	—	1	2	—	15	19	6	—	40	160	—	—	160	175	25	11	55	1	9	—	6	2	10	—	48	387	39,932 33
Deynze	—	4	—	4	5	—	4	7	—	2	15	2	—	19	17	—	—	17	19	17	6	66	1	15	—	3	—	15	—	40	602	52,076 62
Eeeloo	—	1	—	—	—	—	—	1	—	7	15	2	—	24	157	—	—	157	164	17	10	77	4	14	—	10	3	19	—	58	679	54,402 03
Evergem	1	8	—	—	—	—	1	8	—	10	17	4	1	32	155	—	—	155	165	22	10	97	4	8	—	5	34	14	—	85	693	78,605 06
Ledeberg	2	8	—	—	—	—	2	8	—	15	25	18	2	58	170	—	—	170	183	45	17	88	4	10	—	4	2	11	—	69	446	52,323 21
Loochristy	—	3	—	—	—	—	—	3	—	7	18	3	—	28	62	—	—	62	69	21	4	80	—	9	—	3	27	10	—	52	640	45,324 56
Nazareth	1	1	—	3	2	—	6	3	—	3	9	1	—	13	72	—	—	72	75	10	—	51	6	5	—	3	1	16	—	33	437	41,164 10
Nevele	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	15	—	—	13	120	—	—	120	120	13	2	68	1	6	—	3	—	12	19	41	470	41,768 62
Oosterzeele	—	15	1	—	—	—	—	13	1	4	24	11	1	40	186	—	—	186	190	36	8	91	5	13	—	2	3	11	—	67	800	34,806 07
Somergem	—	4	—	—	1	—	—	5	—	6	11	—	1	18	39	—	—	39	45	12	—	62	1	6	—	—	—	10	—	44	436	10,407 25
Waerschot	—	2	1	—	—	—	—	2	1	3	4	—	—	9	50	1	—	50	54	5	1	59	—	1	—	1	—	1	—	24	261	50,508 47
TOTAUX	8	143	9	67	84	16	75	227	25	190	339	190	11	730	2,204	3	—	2,207	2,394	543	108	1,428	74	197	—	64	389	204	19	991	12,098	1,570,435 89
Audenarde	—	15	—	—	—	—	—	15	—	25	30	12	—	87	—	—	—	—	25	62	22	106	2	18	—	10	1	24	—	54	1,285	122,420 01
Grammont	—	1	—	—	—	—	—	1	—	17	22	5	—	44	202	—	—	202	309	27	14	70	4	15	—	1	6	22	—	45	1,325	70,449 27
Herzele	1	3	—	—	—	—	1	5	—	8	27	2	—	37	302	—	—	302	400	29	16	93	1	20	—	2	1	25	—	71	1,003	40,745 38
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	1	—	14	8	2	14	9	2	1	25	4	—	28	273	—	—	273	274	27	5	56	2	11	—	—	—	12	—	50	568	33,032 44
Nederbrakel	—	5	—	—	—	—	—	3	—	—	20	—	—	20	62	—	—	62	62	20	10	60	4	7	—	—	—	8	—	38	465	24,041 15
Ninove	—	5	—	—	—	—	—	3	—	—	31	2	—	33	117	—	—	117	117	33	18	97	7	17	—	3	—	9	—	68	1,505	76,773 69
Renaix	—	11	—	—	—	—	—	11	—	15	32	6	2	73	56	—	—	56	69	60	6	76	2	7	—	5	—	9	—	31	649	45,715 12
Sottegem	1	11	—	—	—	—	1	11	—	10	45	10	—	72	93	—	—	93	112	53	26	74	3	10	—	—	2	8	—	52	806	49,070 60
TOTAUX	2	50	—	14	8	2	16	58	2	83	268	41	2	394	1,285	—	—	1,285	1,368	311	117	638	25	105	—	21	10	115	—	429	7,606	484,056 66

XLV (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION: concil.	SUR CITATION: non conci-	SUR CITATION: rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: conci-	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: non conci-	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: conci-	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: non conci-	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES: rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES — SUR CITATION: à l'amiable ou restées sans suite connue.	par jugement: contradictoire.	par jugement: par défaut.	par jugement: d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Termonde	1	5	—	—	—	—	1	5	—	17	26	10	—	53
Alost	—	31	—	—	—	—	—	31	—	15	38	8	2	61
Beveren	—	1	2	—	—	—	—	1	2	8	11	3	—	22
Hamme	—	4	—	—	—	—	—	4	—	3	3	5	—	13
Lokeren	—	4	—	—	3	4	—	7	4	6	37	11	1	55
Saint-Gilles-Waes	—	7	—	—	—	—	—	7	—	7	18	5	—	30
Saint-Nicolas-Waes	—	7	—	—	—	—	—	7	—	17	25	2	—	44
Tamise	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	26	5	—	33
Wetteren	1	6	—	5	2	—	6	8	—	9	14	—	—	23
Zele	2	1	—	—	—	—	2	1	—	3	10	3	—	16
TOTAUX	4	68	2	5	5	4	9	73	6	85	210	52	3	350
Bruges, 1er canton	—	22	—	—	—	—	—	22	—	12	55	12	—	77
Id. 2e id.	5	24	—	1	6	—	4	30	—	26	27	28	3	84
Id. 3e id.	—	5	—	—	—	—	—	5	—	10	23	11	—	46
Ardoye	—	2	—	—	—	—	—	2	—	4	9	4	—	17
Ghistelles	—	2	—	—	—	—	—	2	—	10	8	7	2	27
Ostende	1	25	—	—	—	—	1	25	—	76	128	83	2	289
Ruysselede	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	12	9	—	23
Thielt	—	2	—	3	5	—	3	7	—	4	14	—	—	18
Thourout	1	5	4	—	—	—	1	5	4	32	26	2	—	60
TOTAUX	5	87	4	4	11	—	9	98	4	176	302	156	7	641
Courtrai, 1er canton	—	4	—	—	—	—	—	4	—	9	30	5	1	45
Id. 2e id.	6	12	—	—	—	—	6	12	—	10	19	9	—	47
Avelghem	—	2	—	—	—	—	—	2	—	3	14	5	1	23
Harlebeke	—	1	—	8	—	6	8	1	6	13	9	4	—	26
Iseghem	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	7	—	—	7
Menin	—	5	—	—	—	—	—	5	—	12	23	8	—	45
Meulebeke	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	4	—	—	4
Moorseele	—	1	—	—	—	—	—	1	—	8	8	—	—	16
Mouscron	—	4	—	—	—	—	—	4	—	3	12	8	1	24
Oostroosbeke	—	1	—	—	—	—	—	1	—	7	7	2	—	16
Roulers	—	7	1	—	—	—	—	7	1	9	24	14	—	47
TOTAUX	6	40	1	8	—	6	14	40	7	83	159	55	3	300
Furnes	1	4	—	—	—	—	1	4	—	11	16	5	1	33
Dixmude	—	4	—	—	4	—	—	8	—	5	5	4	—	14
Haringhe	—	—	—	4	—	—	4	—	—	2	2	—	—	4
Nieuport	—	1	—	4	2	1	4	3	1	2	8	11	—	21
TOTAUX	1	9	—	8	6	1	9	15	1	20	31	20	1	72

CONTENTIEUSE. TERMINÉES — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): de la compétence du juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P. C.): excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES: à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES: d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
311	16	—	327	328	52	20	151	9	11	—	3	1	18	3	92	1,365	122,806 74
1,040	—	—	1,040	1,053	48	36	245	3	30	—	6	—	41	—	104	2,400	175,344 67
240	—	—	246	254	14	4	82	3	4	—	—	6	3	—	80	889	65,186 93
206	—	—	205	209	10	—	83	4	6	—	4	12	5	—	66	578	35,812 38
388	1	—	389	394	50	15	85	—	8	—	1	18	10	—	52	643	41,504 38
185	—	—	185	192	23	10	86	10	10	—	2	2	12	—	70	891	70,834 74
187	—	—	187	204	27	9	125	4	13	—	5	4	16	—	99	972	102,540 44
132	1	—	133	134	32	9	87	7	8	—	5	32	10	—	53	661	58,870 41
271	—	—	271	280	14	16	113	—	13	—	2	3	20	—	78	908	55,285 47
218	—	—	218	221	13	1	84	4	8	—	1	17	10	—	52	650	31,110 07
3,184	18	—	3,202	3,269	283	120	1,135	48	111	—	27	95	147	3	806	9,957	757,331 23
552	—	—	552	564	65	10	169	4	14	—	15	72	20	—	106	. . .	. . .
569	—	—	569	595	58	9	181	9	10	—	15	68	52	—	93	4,612	629,910 63
262	—	—	262	272	36	5	77	4	15	—	2	41	12	—	57	. . .	. . .
184	—	—	184	188	13	7	50	—	4	—	0	28	5	—	41	430	24,052 22
192	—	—	192	202	17	2	80	5	10	—	1	0	15	—	50	898	104,177 84
812	—	—	812	888	213	92	147	9	20	—	11	80	9	—	85	1,182	227,718 10
73	—	—	73	75	21	4	51	—	5	—	2	10	4	—	17	262	22,085 25
207	—	1	208	211	15	7	57	3	6	—	2	30	5	3	42	375	48,491 52
454	—	—	454	486	28	—	127	6	14	—	2	—	25	—	87	1,339	125,934 95
3,305	—	1	3,306	3,481	466	136	919	40	112	—	56	360	132	5	560	9,097	1,181,870 51
72	1	—	73	81	37	—	70	1	6	—	12	—	7	—	47	1,868	259,124 30
367	—	—	367	386	28	4	104	5	11	—	2	—	17	—	70	. . .	. . .
223	—	—	223	226	20	5	40	—	4	—	—	—	3	—	32	361	20 304 77
192	—	—	192	205	13	2	55	—	5	—	4	23	1	—	57	404	43,623 68
68	—	—	68	68	7	2	77	2	5	—	4	2	4	—	47	341	39,050 26
410	—	—	410	422	33	—	106	6	—	—	4	3	16	—	74	801	81,440 34
14	—	—	14	14	4	12	45	—	5	—	3	33	2	—	38	423	48,206 75
27	—	—	27	35	8	4	53	—	5	—	3	1	3	3	41	374	27,190 51
106	—	—	106	109	21	4	74	5	15	—	2	—	8	—	44	1,044	105,682 66
186	—	—	186	193	9	3	45	—	5	—	—	11	3	—	27	241	24,524 58
245	—	—	245	254	38	14	100	1	7	—	6	6	8	—	51	580	52,641 02
1,910	1	—	1,911	1,993	218	50	772	18	66	—	40	79	72	3	548	6,437	690,657 93
85	—	—	85	96	22	7	68	3	17	—	1	—	26	—	30	842	100,408 67
237	—	—	237	242	9	4	83	1	7	—	2	1	8	—	58	652	60,951 10
112	—	—	112	114	2	—	48	3	7	—	—	2	11	—	21	427	58,016 69
190	—	—	190	192	19	1	61	3	6	—	1	2	7	—	30	371	32,914 12
624	—	—	624	644	52	12	262	14	37	—	4	5	52	—	157	2,292	233,173 58

XLV (suite). — Etat, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION			SUR COMPARUTION VOLONTAIRE			NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES			2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION					SUR COMPARUTION VOLONTAIRE			NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES			Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. ACTES							ACTES NOTARIÉS.	
	conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement contradictoire.	par jugement par défaut.	par jugement d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement de la compétence du juge de paix.	par jugement excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.		Conseils de famille.	Levées de scellés.	Vente de biens.	ACTES d'adoption.	ACTES d'émancipation.	ACTES de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo.*	Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Ypres, 1er canton	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—	6	1	—	7	130	—	—	130	130	7	1	48	1	5	—	—	1	11	—	22	1,470	140,210 03
Id. 2e id.	—	8	—	—	—	—	—	8	—	3	7	—	1	11	215	—	—	215	218	8	5	84	3	8	—	10	—	7	—	30		
Hooghlede	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	8	1	—	12	10	—	—	10	13	9	1	49	—	10	—	3	—	8	—	36	385	42,771 61
Messines	—	1	—	—	4	—	—	5	—	2	18	9	1	30	110	—	—	110	112	28	6	42	2	1	—	—	—	4	6	27	460	31,343 19
Passchendaele	—	2	—	—	—	—	—	2	—	3	8	—	—	11	74	—	—	74	77	8	2	62	—	9	—	3	1	12	—	45	406	40,200 40
Poperinghe	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9	2	—	12	79	2	—	81	80	13	1	39	2	4	—	2	11	8	—	14	314	33,881 03
Wervicq	—	2	—	—	—	—	—	2	—	3	18	—	—	21	179	—	—	179	182	18	6	64	1	8	—	8	29	10	—	48	523	60,890 85
TOTAUX.	—	17	—	—	4	—	—	21	—	15	74	13	2	104	797	2	—	799	812	91	22	388	9	45	—	28	42	60	6	242	3,558	361,305 13
Liége, 1er canton	2	26	—	—	—	2	2	26	2	75	276	466	8	825	965	—	—	965	1,040	750	63	274	38	33	—	14	33	19	3	196	7,131	1,114,196 63
Id. 2e id.	—	54	6	1	—	—	1	54	6	142	668	449	3	1,262	1,255	25	2	1,258	1,375	1,145	62	296	31	116	—	10	3	18	17	380		
Dalhem	—	3	—	—	—	—	—	3	—	3	34	9	1	47	—	—	—	—	3	44	13	51	2	16	—	—	—	6	—	32	778	51,312 41
Fexhe-Slins	—	3	—	—	—	—	—	3	—	4	61	4	1	70	266	—	—	266	270	66	23	91	4	17	—	2	—	8	—	69	1,196	144,830 16
Fléron	—	5	—	6	15	—	6	20	—	—	98	47	—	145	1,301	—	—	1,301	1,301	145	4	145	5	10	1	4	3	10	—	93	1,265	106,070 70
Grivegnée	2	8	—	—	—	—	2	8	—	24	101	56	2	183	850	—	—	830	854	159	23	102	3	24	—	5	89	9	—	164	366	20,010 94
Hollogne-aux-Pierres	—	10	—	1	—	—	1	10	—	27	241	137	1	406	1,522	—	—	1,522	1,549	379	31	247	10	37	1	2	4	8	—	260	1,322	98,774 97
Herstal	—	4	—	1	—	—	1	4	—	25	84	74	1	184	1,153	—	—	1,153	1,178	159	12	93	10	19	—	4	23	9	—	63	541	41,298 93
Louveigné	1	3	—	—	—	—	1	3	—	7	65	15	2	85	683	9	—	692	690	87	7	56	7	12	1	2	33	6	—	96	608	53,357 86
Saint-Nicolas	3	5	—	3	17	—	6	22	—	15	76	124	—	213	1,337	—	—	1,337	1,350	200	6	89	2	12	—	2	1	7	—	127	794	57,469 17
Seraing	—	9	4	—	—	—	—	9	4	32	106	204	2	434	2,557	2	—	2,559	2,589	404	26	234	7	46	1	7	1	31	—	230	2,348	236,778 71
Waremme	—	1	—	—	—	—	—	1	—	20	20	9	—	49	606	—	—	606	626	29	—	61	1	8	—	—	14	8	—	69	856	51,012 77
TOTAUX.	8	131	10	12	32	2	20	163	12	372	1,918	1,592	21	3,903	12,453	34	2	12,489	12,825	3,567	290	1,739	120	350	4	52	208	139	20	1,785	17,205	1,983,113 25
Huy	1	6	—	3	1	2	4	7	2	21	39	61	1	122	847	—	—	847	868	101	21	114	8	23	—	6	1	28	13	80	2,001	126,031 73
Avennes	2	—	—	—	—	—	2	—	—	15	30	7	—	50	714	1	—	715	727	38	1	68	1	10	—	—	—	11	—	43	1,071	109,204 39
Ferrières	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	7	—	—	10	45	—	—	45	48	7	3	14	1	—	—	—	—	—	—	11	249	8,312 50
Héron	—	3	—	—	—	—	—	3	—	9	19	13	—	41	17	—	—	17	26	32	3	40	—	18	—	—	3	16	—	62	641	34,538 73
Jehay-Bodegnée	1	2	—	1	—	—	2	2	—	10	2	9	—	21	146	—	—	146	156	11	1	48	1	19	—	—	1	14	—	48	1,042	82,860 41
Landen	2	5	1	1	1	2	3	6	3	5	8	4	—	17	157	3	—	160	162	15	8	52	4	17	—	—	3	14	—	33	914	52,435 46
Nandrin	—	2	—	—	—	—	—	2	—	7	22	7	3	39	—	—	—	—	7	32	11	55	—	20	—	2	—	13	—	33	679	23,138 12
TOTAUX.	6	19	1	5	2	4	11	21	5	68	127	101	4	300	1,926	4	—	1,930	1,994	236	50	391	15	116	—	8	10	96	13	320	6,597	437,487 34
Verviers	—	24	—	—	—	—	—	24	—	33	142	91	4	272	2,017	—	—	2,017	2,052	237	11	157	9	39	—	19	—	20	—	87	3,045	231,710 55
Aubel	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	18	5	—	25	20	—	—	29	31	23	10	30	1	8	—	4	1	4	—	6	624	61,088 08
Dison	—	7	—	—	—	—	—	7	—	3	23	2	—	28	398	—	—	398	401	25	7	47	—	13	—	3	9	10	—	33	444	33,399 03
Herve	—	1	—	2	—	—	2	1	—	2	15	5	—	22	145	—	—	145	147	20	4	33	1	6	—	2	—	9	—	13	451	50,176 88
Limbourg	—	4	—	3	5	8	3	9	8	7	38	6	2	53	248	—	—	248	255	46	10	37	1	13	—	9	5	13	—	13	533	56,940 05
Spa	1	17	—	—	—	—	1	17	—	5	74	20	2	107	523	1	—	524	528	103	27	101	7	24	—	11	20	10	—	60	823	85,083 74
Stavelot	—	2	—	—	—	—	—	2	—	2	31	3	—	36	49	2	—	51	51	36	3	56	2	10	—	1	—	7	—	27	615	37,120 92
TOTAUX.	1	57	—	5	5	8	6	62	8	56	341	138	8	549	3,409	3	—	3,412	3,465	490	72	461	21	113	—	49	41	82	—	241	6,535	577,528 03

XLV (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. — AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. — AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P.C.) — de la compétence du juge de paix	excédant la compétence du juge de paix	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Tongres	—	6	1	—	—	—	—	6	1	23	19	6	—	50	481	—	—	481	506	25	4	69	5	14	—	—	5	9	—	41	1,244	82,500 21
Bilsen	—	6	—	—	—	—	—	6	—	27	9	5	—	41	34	—	—	34	61	14	4	95	—	17	—	—	—	12	—	30	854	34,658 90
Brée	—	4	—	—	—	—	—	4	—	6	9	3	—	18	104	—	—	164	170	12	—	52	1	12	—	—	—	13	—	28	389	22,350 88
Looz	1	6	—	—	—	—	1	6	—	25	14	1	1	41	186	1	—	187	211	17	7	58	1	—	—	2	—	—	—	36	1,134	61,082 52
Maeseyck	—	4	—	—	—	—	—	4	—	7	15	4	—	26	139	—	—	139	146	19	1	50	4	—	—	2	—	—	—	32	709	32,860 46
Mechelen	—	12	1	—	—	—	—	12	1	14	18	35	—	67	615	4	—	619	629	57	2	39	—	11	—	1	—	8	—	30	787	26,095 87
Sichen-Sussen-Bolré	1	15	—	—	—	—	1	15	—	2	26	5	1	34	211	—	—	211	213	32	2	51	1	14	—	1	12	6	—	—	532	16,372 25
TOTAUX.	2	53	2	—	—	—	2	53	2	106	110	59	2	277	1,830	5	—	1,835	1,936	176	20	392	12	68	—	6	17	48	—	223	5,649	275,916 15
Hasselt	1	6	—	1	—	—	2	6	—	11	39	16	1	67	393	—	—	395	406	56	16	88	3	25	—	5	1	10	—	84	1,212	84,963 20
Achel	2	—	—	—	—	—	2	—	—	10	3	—	—	13	17	—	—	17	27	3	1	35	—	8	—	—	—	8	—	21	476	15,071 44
Beeringen	—	6	1	3	—	—	5	6	1	6	28	10	—	44	398	—	—	398	404	38	3	56	2	14	—	1	—	6	—	28	744	33,145 52
Herck-la-Ville	—	2	—	—	—	—	—	2	—	9	24	3	1	39	57	—	—	57	66	30	6	43	—	12	—	—	—	10	—	34	731	20,287 57
Peer	—	2	1	3	2	6	3	4	7	4	3	—	—	7	41	1	—	42	45	4	—	53	—	11	—	—	14	7	22	43	587	20,264 61
Saint-Trond	—	12	—	—	—	—	—	12	—	27	90	18	—	135	750	2	—	752	777	110	36	85	2	26	—	—	14	14	—	58	1,187	140,408 65
TOTAUX.	3	28	2	9	2	6	12	30	8	67	187	49	2	305	1,658	3	—	1,661	1,725	241	62	360	7	94	—	6	29	55	22	270	4,937	322,140 99
Arlon	2	4	—	—	—	—	2	4	—	26	84	47	1	158	670	—	—	670	695	132	22	49	2	22	—	2	—	18	—	30	1,366	79,238 06
Etalle	5	—	—	—	—	—	5	—	—	14	48	13	1	76	62	1	—	63	76	63	38	51	4	27	—	1	—	7	—	28	815	44,146 99
Fauvillers	—	2	—	1	—	—	1	2	—	6	9	1	—	16	106	1	—	107	112	11	7	15	2	6	—	—	—	1	16	11	271	15,613 83
Florenville	—	6	—	—	—	—	—	6	—	17	88	19	1	125	330	—	—	330	347	108	20	58	4	13	1	—	2	4	1	16	602	33,611 95
Messancy	—	5	—	—	—	—	—	5	—	42	50	14	3	109	152	32	—	164	174	99	19	30	—	12	—	—	2	6	1	12	665	45,591 77
Virton	1	1	—	—	—	—	1	1	—	21	51	13	1	86	933	—	—	955	976	65	17	25	4	10	—	—	—	6	—	45	895	58,303 47
TOTAUX.	8	18	—	1	—	—	9	18	—	126	330	107	7	570	2,255	34	—	2,289	2,381	478	132	215	16	99	1	3	4	42	18	142	4,614	274,508 09
Marche	—	3	—	—	—	—	—	3	—	5	30	17	—	52	403	3	—	408	410	50	15	38	1	8	—	—	14	2	—	29	670	33,416 38
Durbuy	—	2	—	—	—	—	—	2	—	—	17	3	—	20	92	—	—	92	92	20	4	25	2	16	—	2	—	8	1	15	584	25,451 06
Erezée	—	1	—	—	1	—	—	2	—	2	2	4	—	8	40	—	—	40	42	6	1	12	—	5	—	—	—	3	43	7	146	6,716 62
Houffalize	—	3	1	—	—	—	—	3	1	8	18	10	—	36	39	—	—	39	47	28	17	49	—	13	—	2	—	6	—	30	725	30,159 61
Laroche	1	1	—	5	2	—	6	3	—	10	13	6	—	29	85	—	—	85	95	19	6	41	1	18	—	3	1	5	—	33	724	19,392 78
Nassogne	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	6	—	12	30	—	—	30	34	8	1	21	—	12	—	2	—	6	—	18	436	15,587 57
Vielsalm	—	4	—	—	—	—	—	4	—	12	9	10	1	32	314	—	—	314	326	20	—	40	—	—	—	—	4	—	—	35	581	92,252 92
TOTAUX.	1	14	1	5	3	—	6	17	1	41	91	56	1	189	1,005	3	—	1,008	1,046	151	44	232	4	72	—	9	19	30	44	171	3,866	159,936 94
Neufchâteau	—	3	—	—	—	—	—	3	—	18	57	18	—	93	37	—	—	97	55	75	45	61	—	28	—	4	—	6	—	37	1,268	67,115 30
Bastogne	—	1	—	—	—	—	—	1	—	17	30	25	2	83	83	—	—	83	100	66	24	31	—	11	—	1	—	5	—	20	621	30,104 30
Bouillon	—	1	—	—	—	—	—	1	—	12	42	8	1	63	10	—	—	10	22	51	47	25	—	4	—	—	1	1	2	12	557	25,487 20
Paliseul	—	6	—	—	—	—	—	6	—	1	78	17	1	97	56	—	—	56	57	96	70	33	1	13	—	3	—	3	—	14	480	30,231 05
Saint-Hubert	1	2	—	—	—	—	1	2	—	26	31	15	3	75	149	—	—	149	175	49	7	25	1	5	—	1	1	4	—	11	779	41,623 05
Sibret	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	12	1	—	19	71	—	—	71	77	13	1	18	—	8	—	—	3	4	—	9	450	25,007 10
Wellin	—	4	—	—	—	—	—	4	—	—	20	3	—	23	—	—	—	—	—	23	10	10	—	7	—	—	1	1	—	6	470	17,126 81
TOTAUX.	1	17	—	—	—	—	1	17	—	80	279	87	7	453	406	—	—	406	486	373	202	212	2	78	—	9	6	24	2	108	4,625	243,786 99

XLV (suite). — État, par canton, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

CANTONS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Namur, 1er canton	—	30	5	5	6	—	5	42	3	106	93	144	—	345
Id. 2e id.	—	14	—	55	43	46	55	57	46	62	46	57	1	166
Andenne	—	3	—	—	—	—	—	3	—	25	33	64	1	121
Eghezée	—	4	2	1	1	3	1	5	5	24	23	10	1	58
Fosses	—	6	—	—	—	—	—	6	—	15	67	71	—	153
Gembloux	1	14	2	—	—	—	1	14	2	68	103	35	3	209
Totaux	1	77	7	61	50	49	62	127	56	298	369	379	6	1,052
Dinant	—	3	—	—	1	—	—	4	—	39	18	23	1	81
Beauraing	1	1	—	2	—	3	3	1	3	11	23	16	—	52
Ciney	—	7	1	1	1	—	1	8	1	28	29	20	—	77
Couvin	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1	21	15	1	38
Florennes	—	3	—	—	—	—	—	3	—	10	29	13	—	52
Gedinne	7	0	—	—	—	—	7	9	—	17	12	3	1	33
Philippeville	—	2	2	2	2	2	2	4	4	8	11	3	—	22
Rochefort	2	—	—	—	—	—	2	—	—	6	51	5	—	62
Walcourt	1	3	—	11	5	3	12	10	5	8	15	37	—	60
Totaux	11	31	3	16	9	10	27	40	13	128	211	135	3	477

CONTENTIEUSE. TERMINÉES. — SUR COMPARUTION VOLONTAIRE. — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) de la compétence du juge de paix.	excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. — Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES — d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. — Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
2,049	2	—	2,051	2,155	241	44	161	10	85	—	25	159	20	—	124	4,475	589,672 94
850	1	—	851	892	105	29	87	3	32	—	7	125	21	—	64		
269	—	—	269	292	98	9	81	0	18	—	3	30	8	—	58	1,201	61,502 74
309	—	—	309	333	34	11	69	—	26	—	3	2	21	—	51	1,168	55,556 54
480	—	—	480	495	138	9	158	2	42	—	4	—	13	—	120	1,877	117,968 55
715	3	2	718	781	146	49	92	2	65	—	10	37	37	—	137	1,858	90,125 78
4,650	6	2	4,658	4,948	762	151	648	23	266	—	52	360	120	—	563	10,579	918,826 55
557	1	—	538	576	43	14	85	5	26	—	5	26	15	—	71	1,736	174,387 38
107	—	—	107	118	41	15	59	2	10	—	5	—	4	—	36	764	30,458 57
48	—	—	48	76	49	22	71	3	20	—	6	20	3	—	53	1,414	75,101 68
154	—	—	154	155	37	9	45	2	26	—	8	2	7	—	32	1,171	72,744 45
157	—	—	157	167	42	12	28	2	15	—	1	26	8	9	40	765	30,684 47
172	—	—	172	189	16	6	20	—	7	—	—	—	5	—	19	523	21,457 85
100	—	—	100	108	14	2	32	2	20	—	8	28	9	—	54	749	30,428 88
345	—	—	345	351	56	6	36	7	19	—	8	68	11	—	114	745	45,997 26
181	—	—	181	189	52	7	34	3	—	—	0	—	—	—	20	996	74,711 40
1,801	1	—	1,802	1,929	350	91	399	26	152	—	50	179	60	9	450	8,863	565,009 72

RÉCAPITULATION.

XLV (suite). — Etat, par arrondissement, des travaux des juges de paix. — *Actes notariés.*

ARRONDISSEMENTS.	1° BUREAU DE CONCILIATION. AFFAIRES — SUR CITATION — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES — conciliées.	non conciliées.	rayées du rôle et restées sans suite connue.	2° JURIDICTION CONTENTIEUSE. AFFAIRES TERMINÉES — SUR CITATION — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement — contradictoire.	par défaut.	d'incompétence.	Nombre des affaires sur citation.	SUR COMPARUTION VOLONTAIRE — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) de la compétence du juge de paix.	par jugement (art. 7 Code de P. C.) excédant la compétence du juge de paix.	Nombre des affaires sur comparution volontaire.	NOMBRE TOTAL DES AFFAIRES TERMINÉES — à l'amiable et restées sans suite connue.	par jugement.	Jugements rendus avant de statuer au fond.	3° JURIDICTION GRACIEUSE. Conseils de famille.	Levées de scellés.	Ventes de biens.	ACTES d'adoption.	d'émancipation.	de notoriété.	Partages et liquidations.	Procès-verbaux de ventes mobilières reçus par le greffier.	Actes reçus *pro Deo*.	ACTES NOTARIÉS. Nombre.	Droits d'enregistrement perçus.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33
Bruxelles	55	651	71	4	5	6	37	656	77	1,284	5,627	2,081	77	7,969	13,565	22	—	13,585	14,847	6,707	817	3,368	268	365	11	167	848	452	—	2,005	37,095	6,336,482 02
Louvain	7	47	8	1	—	5	8	47	13	246	343	139	6	734	2,882	—	—	2,882	3,028	358	55	760	24	210	1	20	222	203	21	506	9,772	692,586 49
Nivelles	10	25	6	10	7	13	26	30	19	246	343	139	6	734	2,708	1	—	2,709	2,954	489	150	504	20	207	—	25	74	156	2	584	10,417	691,338 76
Anvers	4	185	31	2	4	—	6	187	31	506	1,002	592	30	2,130	5,700	25	1	5,726	6,206	1,650	507	1,522	57	180	—	40	335	124	108	966	15,794	2,775,787 16
Malines	—	52	5	—	—	—	—	32	3	132	230	138	3	512	806	—	—	806	938	380	58	617	18	91	1	16	89	73	—	488	5,942	466,528 21
Turnhout	3	12	1	11	13	—	14	25	1	98	93	26	2	221	629	1	—	630	727	124	45	357	3	97	—	23	41	72	69	251	4,812	291,138 38
Mons	8	120	4	20	22	52	34	142	56	580	744	613	13	1,959	6,971	4	—	6,975	7,560	1,374	284	1,260	80	311	2	13	71	154	—	1,126	16,060	1,156,806 84
Charleroi	9	114	10	70	58	45	79	152	55	445	1,450	1,559	15	3,429	11,899	6	—	11,906	12,344	2,990	505	1,585	67	425	—	55	23	257	—	1,246	21,523	1,615,251 78
Tournai	2	20	2	70	46	32	72	75	34	88	282	69	8	447	2,297	1	—	2,298	2,385	360	120	799	70	159	2	31	105	128	17	619	13,107	992,561 48
Gand	8	145	9	67	84	16	75	227	25	190	539	190	11	730	2,204	3	—	2,207	2,394	543	108	1,428	74	197	—	64	389	204	19	991	12,098	1,570,455 80
Audenarde	2	50	—	14	8	2	16	58	2	85	268	41	2	394	1,285	—	—	1,285	1,368	311	117	658	25	105	—	21	10	115	—	429	7,606	464,056 66
Termonde	4	68	2	5	5	4	9	73	6	85	210	52	3	350	3,184	18	—	3,202	3,269	283	120	1,135	48	111	—	27	95	147	3	806	9,957	757,551 25
Bruges	3	87	4	4	11	—	9	98	4	176	502	136	7	841	3,303	—	1	3,306	3,481	466	156	919	40	112	—	56	360	152	5	860	9,097	1,181,870 51
Courtrai	6	40	1	8	—	6	14	40	7	85	150	55	3	300	1,910	1	—	1,911	1,993	218	50	772	18	66	—	40	70	72	3	548	6,437	690,657 03
Furnes	1	9	—	8	6	1	9	15	1	20	51	20	1	72	624	—	—	624	644	52	12	262	14	57	—	4	5	52	—	157	2,292	253,173 58
Ypres	—	17	—	—	4	—	—	21	—	15	74	15	2	104	797	2	—	799	812	91	22	388	9	45	—	28	42	60	6	259	3,558	361,393 13
Liége	8	131	10	12	32	2	20	163	12	372	1,918	1,592	21	3,903	12,453	34	2	12,489	12,825	3,567	200	1,750	120	330	4	52	208	130	20	1,785	17,205	1,083,113 25
Huy	6	19	1	5	2	4	11	21	5	68	127	101	4	300	1,926	4	—	1,930	1,994	236	50	391	15	116	—	8	10	96	15	320	6,597	437,487 34
Verviers	1	57	—	5	5	8	6	62	8	56	341	138	8	543	3,409	3	—	3,412	3,465	490	72	461	21	113	—	49	41	82	—	241	6,535	577,528 03
Tongres	2	55	2	—	—	—	2	53	2	106	110	59	2	277	1,830	5	—	1,835	1,936	176	20	392	12	68	—	6	17	48	—	225	5,649	275,916 15
Hasselt	3	28	2	0	2	6	12	30	8	67	187	49	2	305	1,658	3	—	1,661	1,725	241	62	360	7	94	—	6	29	55	22	276	4,937	322,140 09
Arlon	8	18	—	1	—	—	9	18	—	120	350	107	7	570	2,285	34	—	2,289	2,381	478	152	215	16	90	1	3	4	42	18	142	4,614	274,508 09
Marche	1	14	1	5	3	—	6	17	1	41	91	56	1	189	1,003	3	—	1,008	1,046	151	44	252	4	72	—	9	10	30	44	171	3,866	159,056 04
Neufchâteau	1	17	—	—	—	—	1	17	—	80	270	87	7	459	406	—	—	406	486	373	202	212	2	78	—	9	6	24	2	109	4,625	245,786 09
Namur	1	77	7	61	50	40	62	127	56	208	369	370	6	1,052	4,650	6	2	4,658	4,948	762	151	648	23	260	—	52	360	120	—	563	10,579	918,826 55
Dinant	11	51	5	16	9	10	27	40	13	128	211	135	3	477	1,801	1	—	1,802	1,929	350	91	399	26	152	—	50	179	60	9	450	8,863	565,009 72
Cour d'appel de Bruxelles	82	1,211	158	104	155	155	276	1,346	289	3,551	8,004	6,207	160	17,905	47,455	60	1	47,516	50,989	14,432	2,357	10,860	595	2,021	17	588	1,800	1,619	217	7,969	134,432	15,016,281 12
Cour d'appel de Gand	26	414	16	106	118	20	132	532	45	632	1,585	527	20	2,591	13,309	24	1	13,334	13,961	1,964	565	5,542	228	675	—	240	980	782	36	3,730	51,045	5,258,020 05
Cour d'appel de Liége	42	445	26	114	103	70	156	548	105	1,542	3,965	2,705	61	8,069	31,303	93	4	31,490	32,735	6,824	1,114	5,049	246	1,408	5	244	875	696	128	4,274	73,470	5,758,254 05
TOTAUX GÉNÉRAUX	150	2,070	178	414	356	261	564	2,426	439	5,528	13,350	9,437	250	28,565	92,517	177	6	92,340	97,685	23,220	4,016	21,451	1,067	4,102	22	872	3,659	3,097	381	15,973	258,947	26,033,456 10

XLVI. — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix.			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles, 1er canton	36	1	37	40	160	14	—	5	—	—	—	242	15	109
Id. 2e id.	10	12	28	7	74	15	—	11	—	—	—	45	17	55
Id. 3e id.	35	12	20	52	102	20	—	18	—	—	—	288	7	248
Anderlecht	21	5	26	45	155	11	—	2	—	—	—	77	5	158
Assche	0	1	4	5	15	—	—	2	—	—	—	—	—	54
Hal	5	—	18	37	127	10	0	7	—	—	—	84	1	57
Ixelles	0	2	41	111	250	40	1	4	—	—	—	382	20	114
Laeken	14	—	0	5	25	8	1	3	—	—	—	55	2	106
Lennick-Saint-Quentin	1	1	10	11	57	5	0	5	—	—	—	45	2	48
Molenbeek-Saint-Jean	20	11	51	25	114	0	1	11	—	—	—	77	5	91
Saint-Josse-ten-Noode	98	1	51	61	205	28	—	8	—	—	—	556	8	128
Schaerbeck	47	1	20	37	115	40	—	17		—	—	228	52	108
Saint-Gilles	78	2	24	41	127	22	—	10	—	—	—	508	12	187
Uccle	14	1	8	4	20	14	1	7	—	—	—	517	10	66
Vilvorde	1	—	5	10	19	—	—	5	—	—	—	51	4	92
Wolverthem	5	2	8	11	58	4	2	1	—	—	—	22	1	65
TOTAUX	406	52	320	478	1,579	242	24	112	—	—	—	2,641	159	1,686
Louvain, 1er canton	5	1	—	10	24	1	—	5	—	—	—	156	8	80
Id. 2e id.	15	4	4	7	47	5	1	2	—	—	—	404	9	76
Aerschot	2	—	6	8	41	2	1	4	—	—	—	—	—	96
Diest	1	—	5	1	9	—	5	5	—	—	—	—	—	82
Glabbeek	5	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	5	—	64
Haecht	2	—	6	4	56	2	1	5	—	—	—	15	1	57
Léau	2	—	5	5	29	2	—	1	—	—	—	8	—	70
Tirlemont	11	—	5	8	58	0	1	4	—	—	—	51	5	62
TOTAUX	39	5	27	41	224	21	7	21	—	—	—	638	23	587
Nivelles	15	—	14	4	50	2	5	8	—	—	—	166	2	51
Genappe	5	—	6	2	21	1	—	5	—	—	—	15	1	104
Jodoigne	—	—	2	10	24	5	1	5	—	—	—	41	—	46
Perwez	—	—	5	8	20	1	—	4	—	—	—	55	—	72
Wavre	42	—	25	28	179	11	5	16	—	—	—	186	5	156
TOTAUX	58	—	52	52	303	20	7	36	—	—	—	441	6	409
Anvers, 1er canton	31	2	31	35	115	31	—	15	—	—	—	1,980	9	36
Id. 2e id.	10	2	5	6	11	30	—	11	—	—	—	468	19	128
Id. 3e id.	10	4	20	6	117	46	5	9	—	—	—	358	17	58
Boom	1	2	4	2	25	—	—	2	—	—	—	22	5	50
Borgerhout	10	5	20	21	110	25	—	18	—	—	—	40	4	54
Brecht	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	7	—	100
Contich	2	—	8	4	10	4	4	—	—	—	—	25	—	52
Eeckeren	1	—	4	—	15	2	—	—	—	—	—	11	—	99
Santhoven	—	—	4	2	0	2	—	—	—	—	—	10	—	88
TOTAUX	83	15	112	76	417	156	7	53	—	—	—	2,910	54	691

XLVI (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Malines, 1er canton	2	—	13	11	115	3	1	7	—	—	—	—	—	80
Id. 2e id.	18	—	12	20	47	6	—	4	—	—	—	18	2	74
Duffel	2	—	2	9	37	2	—	3	—	—	—	11	1	41
Heyst-op-den-Berg	2	—	3	2	9	4	—	3	—	—	—	5	—	75
Lierre	4	—	7	8	30	1	—	3	—	—	—	19	3	104
Puers	2	—	2	4	13	—	—	1	—	—	—	16	—	64
TOTAUX	30	—	39	63	251	16	1	23	—	—	—	69	6	447
Turnhout	18	—	3	—	13	1	1	1	—	—	—	6	—	64
Arendonck	2	—	—	4	5	—	—	9	—	—	—	11	—	55
Herenthals	—	—	—	1	3	9	4	3	—	—	—	4	2	120
Hoogstraeten	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	—	6
Moll	1	—	1	3	6	—	—	—	—	—	—	27	2	47
Westerloo	3	—	2	16	42	—	—	8	—	—	—	36	—	55
TOTAUX	25	—	8	24	69	10	5	22	—	—	—	86	4	327
Mons	4	—	26	12	77	2	1	11	—	—	—	907	26	191
Boussu	26	—	18	30	150	3	9	4	—	—	—	146	2	49
Chièvres	3	—	4	16	49	11	8	—	—	—	—	96	—	105
Dour	11	3	6	7	27	15	34	3	—	—	—	65	4	110
Enghien	1	—	4	12	46	1	2	4	—	—	—	9	2	48
La Louvière	2	1	2	7	27	10	4	6	—	—	—	114	—	100
Lens	15	—	13	12	31	2	1	3	—	—	—	160	3	50
Pâturages	—	—	—	3	10	7	3	—	—	—	—	51	—	45
Rœulx	3	—	1	4	32	—	8	—	—	—	—	13	—	85
Soignies	10	1	3	3	28	7	3	1	—	—	—	79	7	84
TOTAUX	77	7	79	106	486	58	95	34	—	—	—	1,640	44	835
Charleroi, 1er canton	3	—	18	25	215	15	2	8	—	—	—	88	9	26
Id. 2e id.	40	—	4	14	48	3	—	6	—	—	—	61	1	61
Beaumont	—	—	—	2	9	—	—	—	—	—	—	6	—	82
Binche	3	—	12	32	104	6	7	8	—	—	—	155	1	32
Châtelet	—	—	20	94	402	2	7	14	—	—	—	337	3	107
Chimay	3	—	12	4	67	3	2	7	—	—	—	18	1	51
Fontaine-l'Evêque	9	—	27	30	125	12	13	13	—	—	—	210	4	52
Gosselies	1	—	18	27	116	6	19	8	—	—	—	46	2	30
Jumet	4	—	17	19	67	2	20	13	—	—	—	35	3	22
Merbes-le-Château	—	—	—	2	4	6	1	3	—	—	—	110	—	47
Seneffe	3	—	—	14	27	—	1	3	—	—	—	—	6	64
Thuin	—	—	2	3	15	2	—	1	—	—	—	14	1	28
TOTAUX	74	—	130	286	1,197	55	72	88	—	—	—	998	35	622

XLVI (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tournai	8	1	3	2	17	—	—	—	—	—	—	88	—	67
Antoing	—	—	3	—	7	—	4	—	—	—	—	—	—	55
Ath	12	—	5	9	42	3	3	1	—	—	—	22	1	90
Celles	1	—	2	2	9	—	—	—	—	—	—	—	—	36
Flobecq	14	1	3	7	20	1	3	7	—	—	—	61	14	57
Frasnes	2	1	2	—	5	—	—	—	—	—	—	—	—	18
Lessines	10	3	6	14	68	6	7	5	1	—	—	41	1	72
Leuze	2	—	1	2	12	—	4	—	1	—	—	4	—	54
Péruwelz	7	1	4	5	30	—	2	2	—	—	—	—	—	63
Quevaucamps	—	—	4	3	10	—	1	—	—	—	—	20	—	56
Templeuve	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	3	—	50
TOTAUX	56	7	33	44	238	10	26	16	2	—	—	239	16	627
Gand, 1er canton	5	5	5	2	17	4	1	3	—	—	—	36	10	104
Id. 2e id.	16	15	6	7	29	5	—	6	—	—	—	382	6	104
Id. 3e id.	9	5	8	2	14	—	4	—	—	—	—	34	5	103
Assenede	—	—	2	—	6	—	1	—	—	—	—	43	—	55
Caprycke	2	1	2	6	16	2	2	3	—	—	—	8	17	54
Cruyshautem	—	—	2	4	13	—	—	—	—	—	—	8	—	124
Deynze	3	—	—	4	7	4	—	1	—	—	—	8	3	42
Eecloo	—	—	7	2	10	2	—	1	—	—	—	2	7	52
Evergem	11	1	5	—	16	—	3	1	—	—	—	54	1	115
Ledeberg	4	—	1	7	22	6	1	1	—	—	—	35	2	52
Loochristy	—	1	—	2	3	1	1	—	—	—	—	15	—	35
Nazareth	2	—	—	5	9	—	—	2	—	—	—	17	—	90
Nevele	3	—	3	—	8	—	—	—	—	—	—	9	1	49
Oosterzeele	4	1	3	1	22	2	1	—	—	—	—	18	1	50
Somergem	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76
Waerschot	—	—	2	—	5	—	—	—	—	—	—	7	1	20
TOTAUX	60	27	46	42	206	26	14	18	—	—	—	678	54	1,136
Audenarde	2	—	7	11	53	4	1	6	—	—	—	—	—	62
Grammont	4	—	1	4	14	4	3	3	—	—	—	61	38	52
Herzele	3	1	4	6	24	4	2	2	—	—	—	6	—	84
Hoorebeke-Sainte-Marie	—	—	6	—	9	4	—	1	—	—	—	20	9	106
Nederbrakel	2	—	8	4	30	—	3	1	—	—	—	—	—	104
Ninove	3	—	8	8	39	6	7	10	—	—	—	47	2	103
Renaix	—	—	6	8	16	—	4	—	—	—	—	67	—	63
Sottegem	3	—	6	12	38	4	8	1	—	—	—	68	23	93
TOTAUX	17	1	46	53	229	26	30	24	—	—	—	269	74	729

XLVI (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Termonde	6	2	5	5	18	—	5	1	—	—	—	61	1	151
Alost	13	1	5	7	19	—	—	—	—	—	—	37	4	40
Beveren	—	—	—	1	3	—	3	1	—	—	—	15	2	150
Hamme	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	2	75
Lokeren	9	2	9	5	35	—	6	2	—	—	—	21	—	180
Saint-Gilles-Waes	—	—	4	1	17	—	4	3	—	—	—	6	2	72
Saint-Nicolas-Waes	5	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	15	—	150
Tamise	—	—	5	—	15	1	1	1	—	—	—	12	—	100
Wetteren	3	—	3	2	15	2	1	1	—	—	—	29	8	55
Zele	—	—	2	—	5	—	—	—	—	—	—	9	2	135
TOTAUX	36	5	33	21	125	3	20	22	—	—	—	208	21	1,138
Bruges, 1er canton	5	—	12	4	41	—	—	1	—	—	—	78	—	111
Id. 2e id.	2	1	3	3	7	1	—	—	—	—	—	30	—	93
Id. 3e id.	1	—	2	2	9	1	—	—	—	—	—	46	—	120
Ardoye	4	—	2	2	21	—	2	1	—	—	—	12	1	104
Ghistelles	—	—	—	2	5	—	1	2	—	—	—	17	—	66
Ostende	7	—	27	23	110	12	—	10	—	—	—	—	—	151
Ruysselede	—	—	—	4	7	1	1	—	—	—	—	15	—	90
Thielt	6	—	2	6	19	1	—	2	—	—	—	37	2	122
Thourout	1	—	8	8	17	—	3	1	—	—	—	23	4	126
TOTAUX	26	1	56	56	236	16	7	17	—	—	—	269	7	992
Courtrai, 1er canton	—	—	—	2	5	—	—	1	—	—	—	17	2	104
Id. 2e id.	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	222	0	92
Avelghem	—	—	—	7	10	—	—	—	—	—	—	33	—	46
Harlebeke	2	—	—	4	5	—	—	—	—	—	—	17	1	74
Iseghem	—	—	—	2	8	1	2	1	—	—	—	13	1	107
Menin	3	8	2	5	16	—	—	2	—	—	—	32	—	150
Meulebeke	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	11	—	18
Moorseele	1	—	4	2	18	—	—	1	—	—	—	20	2	84
Mouscron	2	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	16	—	44
Oostroosbeke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	52
Routers	1	—	4	0	35	—	—	2	—	—	—	74	3	76
TOTAUX	9	8	11	29	98	4	3	8	—	—	—	477	18	853
Furnes	—	—	—	6	17	—	—	7	—	—	—	27	—	89
Dixmude	—	—	—	—	—	2	3	—	—	—	—	26	—	103
Haringhe	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	57
Nieuport	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	5	1	60
TOTAUX	1	—	—	7	18	2	3	8	—	—	—	58	1	309

XLVI (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES.		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Ypres, 1er canton	—	—	—	1	3	1	—	—	—	—	—	18	—	48
Id. 2e id.	4	—	6	1	20	1	—	1	—	—	—	78	2	98
Hooglede	1	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	12	—	104
Messines	1	—	6	—	8	1	2	1	—	—	—	22	—	49
Passchendaele	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	32	—	33
Poperinghe	—	—	—	2	2	—	—	3	—	—	—	20	—	66
Wervicq	—	—	—	3	9	—	—	—	—	—	—	11	—	107
TOTAUX.	7	—	13	11	49	3	2	5	—	—	—	213	2	527
Liége, 1er canton.	23	—	14	43	104	12	2	19	—	—	—	288	2	92
Id. 2e id.	32	—	24	16	131	26	4	11	—	—	—	314	12	86
Dalhem.	2	—	—	3	6	4	7	1	—	—	—	17	2	52
Fexhe-Slins	2	—	6	14	37	—	8	3	—	—	—	33	—	69
Fléron	2	—	—	4	9	1	1	3	—	—	—	33	—	61
Grivegnée	18	6	3	8	20	6	7	6	—	—	—	183	3	61
Hollogne-aux-Pierres	26	—	16	16	87	—	6	33	—	—	—	142	1	116
Herstal	9	—	—	9	18	—	—	3	—	—	—	308	—	101
Louveigné	4	—	7	4	33	48	4	7	—	—	—	30	—	80
Saint-Nicolas	18	—	3	6	29	—	1	1	—	—	—	82	2	36
Seraing	19	—	13	13	78	7	11	11	—	—	—	213	—	162
Waremme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	87	—	133
TOTAUX.	155	6	86	136	673	104	51	102	—	—	—	1,972	24	1,071
Huy	4	—	4	8	18	4	4	2	—	—	—	30	1	94
Avennes	2	—	—	3	8	—	—	2	—	—	—	20	—	77
Ferrières	—	—	2	—	6	1	—	—	—	—	—	3	—	32
Héron	4	—	1	3	10	—	1	1	—	—	—	38	—	52
Jehay-Bodegnée	2	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	7	1	76
Landen	2	—	6	7	16	3	—	2	—	—	—	67	6	50
Nandrin	2	—	1	—	3	7	6	1	—	—	—	20	—	48
TOTAUX.	16	—	14	23	69	15	11	9	—	—	—	223	8	429
Verviers	4	1	8	3	30	2	1	11	—	—	—	412	—	183
Aubel	—	—	—	3	9	1	3	2	—	—	—	24	1	72
Dison	4	—	4	1	20	3	2	1	—	—	—	26	6	32
Herve	1	—	2	—	7	—	2	1	—	—	—	6	—	32
Limbourg	—	—	1	3	13	1	1	1	—	—	—	33	—	76
Spa	4	—	9	9	74	1	23	—	—	—	—	128	—	122
Stavelot	3	1	3	6	28	3	2	4	—	—	—	13	—	68
TOTAUX.	16	2	27	29	181	13	36	20	—	—	—	664	7	627

XLVI (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Tongres	7	—	3	6	28	3	—	3	—	—	—	18	—	138
Bilsen	—	—	—	2	2	—	—	1	—	—	—	7	—	104
Brée	—	—	—	3	6	—	3	—	—	—	—	—	—	63
Looz	4	—	4	2	22	2	1	1	—	—	—	9	4	112
Maeseyck	—	—	2	—	3	—	—	1	—	—	—	8	—	30
Mechelen	14	—	2	1	12	—	1	2	—	—	—	24	—	33
Sichen-Sussen-Bolré	1	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	10	—	32
TOTAUX.	26	—	11	15	74	5	5	10	—	—	—	82	4	574
Hasselt	1	—	3	—	8	—	—	8	—	—	—	73	2	73
Achel	1	—	1	—	2	1	—	—	—	—	—	8	—	83
Beeringen	—	—	2	—	14	—	—	—	—	—	—	20	—	47
Herck-la-Ville	4	—	—	1	3	1	1	2	—	—	—	3	—	101
Peer	—	—	—	—	—	—	—	6	—	—	—	10	—	64
Saint-Trond	9	2	21	14	98	2	2	3	—	—	—	172	6	38
TOTAUX.	15	2	29	15	125	4	3	21	—	—	—	290	8	430
Arlon	2	—	13	26	198	19	10	2	—	—	—	261	4	64
Etalle	2	1	10	7	121	4	7	3	—	—	—	217	3	31
Fauvillers	—	—	4	4	18	2	3	—	—	—	—	38	4	26
Florenville	—	—	6	22	78	3	3	2	—	—	—	—	1	26
Messancy	—	—	16	20	80	7	8	13	—	—	—	183	6	47
Virton	9	—	8	4	41	6	2	3	—	—	—	41	1	43
TOTAUX.	16	1	66	83	536	43	35	23	—	—	—	742	21	257
Marche	—	—	8	4	47	2	3	2	—	—	—	43	—	30
Durbuy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	32
Erezée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—	24
Houffalize	1	—	4	6	40	4	3	3	—	—	—	13	1	67
Laroche	—	1	6	3	19	1	2	1	—	—	—	28	—	33
Nassogne	2	—	—	2	3	—	—	—	—	—	—	2	—	63
Vielsalm	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
TOTAUX.	3	1	18	15	111	7	8	8	—	—	—	107	1	383
Neufchâteau	—	—	10	12	83	12	7	18	1	—	—	68	—	49
Bastogne	3	—	4	13	32	1	1	6	—	—	—	13	2	39
Bouillon	—	—	9	10	71	2	4	3	—	—	—	47	—	38
Paliseul	—	—	16	11	80	11	8	14	—	—	—	31	—	24
Saint-Hubert	—	—	—	3	11	3	3	3	—	—	—	49	1	64
Sibret	—	—	3	2	29	—	—	3	—	—	—	6	—	44
Wellin	—	—	—	3	29	—	—	4	—	—	—	30	2	30
TOTAUX.	3	—	44	60	337	29	23	55	1	—	—	247	5	328

XLVI (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		PRESTATION DU SERMENT en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Namur, 1er canton.	8	1	10	8	48	7	8	2	—	—	—	444	9	52
Id. 2e id.	9	—	10	10	64	6	10	5	—	—	—	252	41	61
Andenne.	—	—	—	2	4	0	3	2	—	—	—	20	1	110
Eghezée	3	—	—	8	12	—	—	8	—	—	—	17	2	104
Fosses.	1	—	2	2	10	7	—	2	—	—	—	26	—	54
Gembloux	8	—	16	19	109	11	19	8	—	—	—	198	3	127
TOTAUX.	29	1	38	49	247	40	40	27	—	—	—	957	56	508
Dinant	—	—	6	4	47	1	1	1	—	—	—	154	1	45
Beauraing	1	—	5	20	45	9	1	1	—	—	—	25	12	62
Ciney	6	—	8	4	45	6	2	1	—	—	—	49	3	51
Couvin	2	—	5	1	38	3	3	2	—	—	—	5	1	23
Florennes	—	—	2	5	17	6	1	4	—	—	—	15	—	48
Gedinne	—	—	2	4	10	3	1	2	—	—	—	55	8	27
Philippeville	—	—	—	2	3	1	—	—	—	—	—	6	—	25
Rochefort	1	—	3	6	19	27	2	2	—	—	—	12	—	95
Walcourt	1	—	—	6	15	—	—	—	—	—	—	7	3	23
TOTAUX.	11	—	31	52	241	56	11	13	—	—	—	328	28	395

RÉCAPITULATION.

XLVI (suite). — Actes d'instruction et de procédure.

CANTONS.	AUTORISATIONS de plaider sans frais		ENQUÊTES ordonnées par le juge de paix			EXPERTISES.	Visites de lieux sans experts	PRESTATION DU SERMENT en matière contentieuse.		PRESTATION DU SERMENT en matière de conciliation.		REMISES de CAUSES		Nombre des audiences.
	accordées.	rejetées.	avec procès-verbal à charge d'appel.	sans procès-verbal en dernier ressort.	Nombre des témoins entendus.			Déféré.	Référé.	Déféré.	Refus de prêter le serment déféré.	en matière contentieuse.	en matière de conciliation.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles.	406	52	320	478	1,579	242	24	112	—	—	—	2,041	139	1,686
Louvain	59	5	27	41	224	21	7	21	—	—	—	638	23	587
Nivelles.	58	—	52	52	503	20	7	30	—	—	—	441	0	409
Anvers.	85	15	112	76	417	156	7	55	—	—	—	2,010	54	691
Malines.	30	—	39	65	251	16	1	23	—	—	—	69	6	447
Turnhout.	25	—	8	24	69	10	5	22	—	—	—	86	4	527
Mons.	77	7	70	106	486	58	95	54	—	—	—	1,040	44	835
Charleroi	74	—	150	280	1,197	55	72	88	—	—	—	908	35	622
Tournai	56	7	53	44	238	10	20	16	2	—	—	239	16	627
Gand.	60	27	46	42	266	26	14	18	—	—	—	678	54	1,156
Audenarde	17	1	40	53	220	26	30	24	—	—	—	269	74	720
Termonde.	36	5	53	21	125	3	20	22	—	—	—	208	21	1,158
Bruges.	26	1	56	56	256	16	17	17	—	—	—	269	7	992
Courtrai	9	8	11	29	98	4	5	8	—	—	—	477	18	855
Furnes.	1	—	—	7	18	2	5	8	—	—	—	58	1	309
Ypres	7	—	13	11	40	5	2	5	—	—	—	215	2	527
Liége	155	6	80	150	675	104	51	102	—	—	—	1,072	24	1,671
Huy	16	—	14	25	69	15	11	9	—	—	—	225	8	420
Verviers	16	2	27	29	181	15	30	20	—	—	—	664	7	627
Tongres	20	—	11	15	74	5	5	10	—	—	—	82	4	574
Hasselt.	15	2	29	15	125	4	3	21	—	—	—	290	8	450
Arlon	16	1	66	85	520	45	55	25	—	—	—	742	21	257
Marche.	5	1	18	15	111	7	8	8	—	—	—	107	1	505
Neufchâteau.	5	—	44	60	357	29	25	55	1	—	—	247	5	528
Namur	20	1	58	49	247	40	40	27	—	—	—	957	56	508
Dinant	11	—	31	52	241	56	11	15	—	—	—	328	28	395
Cour d'appel de Bruxelles	818	86	800	1,170	4,764	588	244	405	2	—	—	9,662	547	6,251
Cour d'appel de Gand	156	42	205	219	961	80	70	102	—	—	—	2,172	177	4,684
Cour d'appel de Liége	200	13	361	477	2,594	316	225	288	1	—	—	5,612	162	4,082
TOTAUX GÉNÉRAUX.	1,294	141	1,369	1,866	8,319	984	546	795	3	—	—	17,446	886	15,897

2° TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

COMPÉTENCE

Il y a dans le royaume 26 tribunaux de première instance ou tribunaux civils d'arrondissement.

Dans les arrondissements où les affaires sont nombreuses, le tribunal a plusieurs chambres, composées chacune d'un président ou d'un vice-président, de juges titulaires et de juges suppléants.

Il y a, dans chaque tribunal de première instance, un greffier, assisté d'un ou plusieurs greffiers adjoints.

Aux termes de l'article 83 du Code de procédure civile, le ministère public, en matière civile, est appelé à donner son avis dans un certain nombre de cas.

Les tribunaux civils connaissent de toutes matières, à l'exception de celles qui sont attribuées aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils de prud'hommes (loi du 25 mars 1876, art. 8).

Ils connaissent de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix (art. 9).

Ils statuent, enfin, sur les décisions rendues par les juges étrangers en matière civile et en matière commerciale.

Le taux du dernier ressort est fixé à 2,500 francs pour les jugements et pour les ordonnances de référé (art. 16).

Les ordonnances de référé sont rendues par le président du tribunal (art. 16 et loi du 26 décembre 1891).

En matière gracieuse, les tribunaux de première instance ont des attributions assez nombreuses. Leur intervention est surtout fréquente dans les actes relatifs aux personnes (livre I[er] du Code civil, état civil, adoption, absence, tutelle, etc.).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.

XLVII. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger.

Arrondissements.	NATURE DES AFFAIRES. — AFFAIRES A JUGER. — ANCIENNES — pendantes au commencement de l'année judiciaire.	ANCIENNES — réinscrites au rôle.	ANCIENNES — sur opposition à des jugements par défaut.	Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire. — ordinaires.	Nouvelles introduites pendant l'année judiciaire. — sommaires.	Nombre total des affaires à juger.	AFFAIRES TERMINÉES — PAR DES JUGEMENTS CONTRADICTOIRES — sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.	par des jugements par défaut.	Nombre total des affaires terminées par des jugements.	par décrètement, transaction, abandon, jonction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	Nombre total des affaires terminées.	NOMBRE des affaires restant à juger.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	4,136	9	55	1,282	1,598	7,078	856	170	—	970	1,996	263	821	3,080	3,998
Louvain	151	3	1	148	151	434	118	—	—	75	191	93	—	284	150
Nivelles	130	22	3	263	89	516	136	—	—	83	239	76	1	316	200
Anvers	1,189	1	3	584	899	2,476	200	100	—	268	653	425	—	1,083	1,393
Malines	117	5	—	122	48	292	60	14	—	34	108	54	14	176	116
Turnhout	15	1	—	20	16	61	21	2	—	9	32	10	—	42	19
Mons	533	—	—	522	259	1,114	104	25	—	153	352	105	41	496	618
Charleroi	601	33	25	550	381	1,645	108	109	—	350	657	244	17	918	736
Tournai	368	—	1	158	147	654	156	—	1	82	209	125	—	332	322
Gand	222	—	—	361	300	883	252	76	—	136	464	200	—	673	210
Audenarde	63	1	—	90	64	218	52	22	—	38	112	52	6	150	68
Termonde	22	—	—	58	128	188	85	—	—	46	131	2	—	133	55
Bruges	134	—	2	205	215	556	124	41	—	103	268	66	2	336	220
Courtrai (1)	130	—	—	64	122	325	82	7	—	36	125	6	49	180	145
Furnes	16	1	—	31	18	66	18	5	—	8	31	12	—	43	23
Ypres	52	—	—	39	20	111	24	5	—	15	42	21	—	63	48
Liége	1,255	23	16	740	384	2,427	324	166	—	301	791	366	25	1,182	1,245
Huy	147	—	3	93	91	334	75	37	—	30	149	56	4	209	125
Verviers	190	4	2	151	175	525	136	30	—	108	274	62	6	342	183
Tongres	24	3	1	61	68	157	57	10	—	21	88	35	—	123	34
Hasselt	32	11	1	45	73	162	38	15	—	17	70	10	14	94	68
Arlon	69	—	2	150	98	319	93	22	—	37	152	21	7	180	139
Marche	32	—	—	63	25	118	46	10	—	24	80	11	—	91	27
Neufchâteau	54	10	—	39	38	141	31	12	—	16	59	12	4	75	66
Namur	310	—	3	252	154	699	116	45	—	93	254	102	—	356	343
Dinant	175	15	2	151	147	488	67	37	—	67	171	78	17	266	222
Cour d'appel de Bruxelles.	7,289	74	84	3,244	3,588	14,279	2,040	448	1	1,074	4,442	1,391	894	6,727	7,552
Cour d'appel de Gand (1).	648	2	2	828	867	2,347	637	136	—	380	1,173	348	57	1,578	769
Cour d'appel de Liége	2,286	66	30	1,737	1,251	5,370	981	384	—	725	2,088	753	77	2,918	2,452
TOTAUX GÉNÉRAUX.	10,223	142	116	5,809	5,706	21,996	3,667	958	1	3,077	7,703	2,492	1,028	11,223	10,773

(1) Des renseignements postérieurs à la publication de la précédente statistique (année 1901-1902) ont amené la rectification du chiffre des affaires restant à juger à la fin de l'année judiciaire devant le tribunal de Courtrai. Il faut donc lire page 220 de la statistique de 1901-1902, tableau XLVII, colonne 16 — Courtrai 139 au lieu de 163 — et par voie de conséquence il faut lire : Cour d'appel de Gand 648 au lieu de 674 — total 10,223 au lieu de 10,249.

XLVIII. — Durée des procès.

ARRONDISSEMENTS.	Durée des instances à partir de l'inscription au rôle. — AFFAIRES TERMINÉES PAR JUGEMENT. Inscrites — depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	TOTAL.	AFFAIRES RESTANT A JUGER. Inscrites — depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an jusqu'à 3 ans.	depuis 3 ans et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	759	581	586	284	6	1,996	820	870	1,170	922	189	3,998
Louvain	55	58	67	51	—	191	55	52	28	21	16	150
Nivelles	55	55	61	65	7	239	42	59	51	40	8	200
Anvers	338	116	102	89	13	658	360	266	260	403	104	1,393
Malines	32	13	27	12	4	108	26	18	20	23	27	116
Turnhout	10	7	5	5	—	32	5	4	5	3	2	19
Mons	175	57	62	69	11	352	103	105	101	185	124	618
Charleroi	381	93	124	40	8	657	403	148	108	45	32	736
Tournai	27	57	44	93	6	209	58	57	45	88	74	322
Gand	120	211	114	18	1	464	—	91	87	32	—	210
Audenarde	25	25	37	21	4	112	22	16	12	13	5	68
Termonde	91	27	5	7	1	131	25	14	10	6	—	55
Bruges	24	42	106	94	2	268	45	75	50	36	14	220
Courtrai	96	15	9	1	4	125	94	20	13	12	6	145
Furnes	17	3	10	1	—	31	9	4	5	4	1	23
Ypres	15	9	11	7	—	42	15	4	12	9	10	48
Liége	102	224	114	151	157	791	200	203	224	331	224	1,245
Huy	84	15	16	30	4	149	26	21	39	22	17	125
Verviers	155	51	47	38	5	274	62	37	29	38	17	183
Tongres	77	5	2	4	—	88	22	7	4	1	—	34
Hasselt	36	17	10	7	—	70	41	9	11	7	—	68
Arlon	15	10	77	18	2	152	19	27	88	5	—	139
Marche	22	34	18	6	—	80	15	9	3	—	—	27
Neufchâteau	30	3	10	15	1	59	20	10	9	18	9	66
Namur	158	24	45	30	8	254	62	75	58	86	62	343
Dinant	24	31	31	36	9	171	48	30	31	48	25	222
Cour d'appel de Bruxelles	1,817	770	1,076	715	55	4,442	1,881	1,566	1,707	1,752	576	7,552
Cour d'appel de Gand	388	552	292	149	12	1,173	208	224	189	112	36	769
Cour d'appel de Liége	721	444	390	347	186	2,088	575	448	516	539	354	2,452
TOTAUX GÉNÉRAUX.	2,926	1,555	1,758	1,211	253	7,703	2,664	2,238	2,502	2,403	966	10,773

XLIX. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public de droit.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public d'office.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code civil.										
LIVRE I. — *Des personnes.*										
TITRE II. — Actes de l'état civil (rectification, transcriptions, etc.)	19	16	3	12	7	19	—	18	1	19
TITRE V. — Mariage (opposition, nullité, autorisation maritale, etc.)	40	32	8	21	19	39	1	39	1	40
TITRE V. — Pension alimentaire	409	245	164	232	177	195	2	192	3	195
TITRE VI. — Divorce. Garde d'enfants.	1,030	813	217	313	717	1,030	—	993	37	1,030
TITRE VI. — Séparation de corps.	106	85	21	58	48	106	—	102	4	106
TITRE VII. — Paternité. Filiation	8	7	1	3	5	8	—	8	—	8
TITRE X. — Tutelle (nomination, destitution de tuteur, etc.).	6	5	1	5	1	6	—	6	—	6
TITRE X. — Reddition de compte de tutelle	25	10	15	23	—	11	—	10	1	11
TITRE XI. — Interdiction.	102	97	5	42	60	100	1	100	1	101
TITRE XI. — Conseil judiciaire	59	57	2	18	41	59	—	59	—	59
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété immobilière (revendication).	34	15	19	30	4	10	—	9	1	10
TITRE II. — Propriété mobilière (revendication).	106	48	58	79	27	19	—	18	1	19
TITRE IV. — Servitudes	30	15	15	28	2	6	—	6	—	6
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions. Partages et liquidations, licitations	789	702	87	529	260	470	6	462	14	476
TITRE II. — Donations entre vifs et testaments	52	25	17	43	9	23	2	23	—	25
TITRE III. — Conventions (exécution, résolution, interprétation).	47	15	32	45	2	11	2	11	2	13
TITRE III. — Payement de sommes	1,197	825	374	658	539	320	9	306	23	329
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits (*dommages-intérêts*)	782	248	534	735	47	365	18	335	48	383
TITRE V. — Contrat de mariage. Droits des époux. Séparations de biens	318	311	7	87	231	316	—	315	1	316
TITRE VI. — Ventes (nullité, résolution, rescision)	58	28	30	46	12	21	—	20	1	21
TITRE VIII. — Contrat de louage (baux à loyers, fermages)	492	391	101	227	265	69	1	64	6	70
TITRE XVIII. — Loi du 16 décembre 1851. Des privilèges et hypothèques (mainlevée, radiation, nullité).	47	40	7	23	22	31	—	31	—	34

XLIX (suite). — Nombre des affaires civiles terminées par des jugements.

MATIÈRES dans lesquelles LES JUGEMENTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE total des affaires terminées par jugements.	NOMBRE des jugements qui accueillent la demande.	NOMBRE des jugements qui rejettent la demande en tout ou en partie.	NOMBRE des jugements contradictoires.	NOMBRE des jugements par défaut.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public de droit.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public d'office.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	JUGEMENTS rendus après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des jugements rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Code de procédure civile. Lois spéciales.										
LIVRE II, TITRE VIII. — Opposition à jugement par défaut	70	25	45	45	25	11	3	12	2	14
LIVRE V, TITRE VII. — Saisies-arrêts ou oppositions	370	336	34	120	250	70	7	74	3	77
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Appel de jugement de justice de paix.	288	100	188	271	17	86	4	70	11	90
Lois des 25 mars 1841 et 25 mars 1876. — Compétence	11	4	7	10	1	9	—	9	—	9
Loi du 15 août 1854, chapitres II et III. — Saisie immobilière	267	257	10	93	174	192	2	191	3	194
Loi du 17 avril 1835. — Expropriation pour cause d'utilité publique.	598	457	141	590	8	598	—	536	62	598
Loi du 25 mars 1876, art. 10. — Exequatur de jugements étrangers.	25	21	4	20	5	25	—	25	—	25
Autres matières	318	191	127	254	84	145	4	134	15	149
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,703	5,409	2,294	4,626	3,077	4,371	62	4,192	241	4,433
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Bruxelles	4,442	3,145	1,297	2,468	1,974	2,604	36	2,516	124	2,640
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Gand	1,173	793	380	793	380	629	16	618	27	645
Totaux par ressort de Cour d'appel. — Liége	2,088	1,471	617	1,365	723	1,138	10	1,058	90	1,148
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,703	5,409	2,294	4,626	3,077	4,371	62	4,192	241	4,433

NOTA. — Les tribunaux ont, en outre, statué favorablement sur un total de 22 adoptions.

Sur les 782 jugements statuant sur des demandes en dommages-intérêts, renseignés au présent tableau :

111	concernent	des accidents de chemins de fer	(33	accueillent,	76 rejettent en tout ou en partie la demande).
69	id.	des délits de presse	(24	id.	43 id. id.)
37	id.	l'inexécution de conventions	(15	id.	22 id. id.)
23	id.	des coups et blessures	(11	id.	12 id. id.)
13	id.	l'inexécution de travaux	(6	id.	7 id. id.)
12	id.	des dénonciations calomnieuses et diffamations	(2	id.	10 id. id.)
63	id.	le non-paiement de sommes	(35	id.	28 id. id.)
272	id.	des accidents de travail	(69	id.	203 id. id.)
17	id.	des ruptures de promesse de mariage	(6	id.	11 id. id.)

L. — Divorces et séparations de corps. (Année judiciaire 1902-1903.)

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Bruxelles		Louvain		Nivelles		Anvers		Malines		Turnhout		Mons		Charleroi		Tournai		Gand		Audenarde	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Demandes	accueillies	289	21	6	4	10	5	85	4	4	1	—	—	33	3	85	4	25	1	70	4	3	3
	rejetées	54	2	2	—	3	2	11	1	—	—	—	—	6	1	11	—	2	2	9	5	—	—
	abandonnées	70	—	3	—	1	1	8	1	—	—	—	—	5	—	8	—	—	—	8	—	—	—
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		413	23	11	4	14	8	105	6	4	2	—	—	44	4	104	4	25	3	87	9	3	5
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel																		720	54				
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		19	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	4	—	—	1
ou réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		394	23	11	4	13	8	104	6	4	2	—	—	44	4	101	4	24	3	83	9	3	4
Total des ménages en instance par ressort de cour d'appel																		695	54				
Demandes formées	par le mari	199	2	3	—	4	1	52	—	1	—	—	—	19	—	40	—	14	2	38	1	—	2
	par la femme	201	21	8	4	10	7	49	6	3	2	—	—	25	4	58	4	11	1	48	8	3	3
	par consentement mutuel	13	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
		413	23	11	4	14	8	105	6	4	2	—	—	44	4	104	4	25	3	87	9	3	5
Situation de famille	ayant des enfants	187	10	7	3	7	3	52	3	3	2	—	—	22	2	49	—	14	2	46	7	1	3
	n'ayant pas ou plus d'enfants	182	13	4	1	6	3	52	3	1	—	—	—	10	2	50	1	7	—	27	2	2	1
	situation inconnue	25	—	—	—	—	—	20	—	—	—	—	—	3	—	2	3	3	1	10	—	—	—
		394	23	11	4	13	8	104	6	4	2	—	—	44	4	101	4	24	3	83	9	3	4
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	De 1 à 5 ans	121	6	2	1	6	—	12	—	—	—	—	—	5	—	19	—	6	2	8	5	—	2
	De 5 à 10 ans	127	9	5	—	3	1	26	3	1	1	—	—	11	1	40	1	5	—	27	1	2	1
	De 10 à 20 ans	70	6	2	1	4	2	30	1	—	—	—	—	23	2	27	2	11	—	31	4	1	1
	De 20 à 30 ans	18	2	2	1	—	1	11	2	3	1	—	—	4	1	5	—	2	1	13	—	—	—
	De 30 à 40 ans	5	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	2	1	—	—
	De 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	53	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	—	—
		394	23	11	4	13	8	104	6	4	2	—	—	44	4	101	4	24	3	83	9	3	4
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	219	21	6	4	8	3	27	3	3	1	—	—	28	3	52	3	14	1	50	3	3	3
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	123	2	5	—	4	3	10	2	—	1	—	—	9	1	18	—	2	2	16	3	—	—
	Adultère du mari — accueillies	35	—	—	—	—	—	22	1	1	—	—	—	3	—	11	—	2	—	3	—	—	—
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	Adultère de la femme — accueillies	20	—	—	—	2	—	31	—	—	—	—	—	2	—	20	—	6	—	7	1	—	—
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	après séparation de corps — accueillies	3	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—	—
	après séparation de corps — rejetées et abandonnées	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	par consentement mutuel — accueillies	13	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		413	23	11	4	14	8	105	6	4	2	—	—	44	4	104	4	25	3	87	9	3	5

RENSEIGNEMENTS DIVERS.		Termonde		Bruges		Courtrai		Furnes		Ypres		Liége		Huy		Verviers		Tongres		Hasselt		Arlon		Marche		Neufchâteau		Namur		Dinant		TOTAL	
		Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.	Divorces.	Séparations de corps.
1		24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Demandes	accueillies	3	—	10	2	7	2	—	—	2	2	100	15	7	5	35	12	—	—	1	—	4	3	1	—	2	—	12	7	4	2	796	86
	rejetées	2	—	9	—	1	1	1	—	—	—	21	5	5	—	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	147	22
	abandonnées	1	2	—	—	—	—	1	—	1	2	54	9	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	2	148	20
Totaux des demandes par arrondissement judiciaire		6	2	19	2	8	3	2	—	3	4	155	25	16	3	42	4	—	—	1	—	4	3	1	—	3	3	14	7	7	4	1091	128
Totaux des demandes par ressort de cour d'appel										128	25																			243	49	1091	128
Demandes doubles formées séparément par chacun des époux		—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	7	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	40	2
ou réintroduites la même année après rejet ou biffure d'une précédente		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Total des ménages en instance par arrondissement judiciaire		6	2	19	2	7	3	2	—	3	4	145	24	16	3	42	4	—	—	1	—	4	3	1	—	3	3	14	7	7	4	1051	126
Total des ménages en instance par ressort de cour d'appel										123	24																			233	48	1051	126
Demandes formées	par le mari	1	—	10	—	6	1	—	—	1	—	70	4	8	1	21	—	—	—	—	—	3	—	1	—	3	—	6	1	4	—	510	15
	par la femme	3	2	9	2	2	2	2	—	2	4	83	21	8	2	19	4	—	—	1	—	1	3	—	—	—	3	8	6	3	4	559	113
	par consentement mutuel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	—
		6	2	19	2	8	3	2	—	3	4	155	25	16	3	42	4	—	—	1	—	4	3	1	—	3	3	14	7	7	4	1091	128
Situation de famille	ayant des enfants	2	1	9	2	5	—	1	—	1	4	97	16	10	3	30	3	—	—	1	—	1	2	1	—	2	1	10	1	2	4	530	74
	n'ayant pas ou plus d'enfants	1	1	2	—	1	1	1	—	2	—	46	3	6	—	12	1	—	—	—	—	3	—	—	—	1	2	4	6	3	—	414	40
	situation inconnue	3	—	8	—	1	2	—	—	—	—	2	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	107	12
		6	2	19	2	7	3	2	—	3	4	145	24	16	3	42	4	—	—	1	—	4	3	1	—	3	3	14	7	7	4	1051	126
Durée du mariage au moment de la demande	Moins de 1 an	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1
	De 1 à 5 ans	1	2	5	1	1	—	—	—	1	1	23	2	4	—	5	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1	2	—	2	2	—	226	24
	De 5 à 10 ans	1	—	4	—	4	—	—	—	1	—	30	8	7	2	12	3	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	7	3	1	1	344	35
	De 10 à 20 ans	2	—	4	1	2	—	1	—	1	1	44	5	3	1	21	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	1	6	2	3	2	319	33
	De 20 à 30 ans	—	—	6	—	—	—	1	—	2	—	10	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	78	18
	De 30 à 40 ans	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	14	5
	De 40 à 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
	Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Durée inconnue	1	—	—	—	—	—	3	—	—	—	2	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	64	10
		6	2	19	2	7	3	2	—	3	4	145	24	16	3	42	4	—	—	1	—	4	3	1	—	3	3	14	7	7	4	1051	126
Motifs des demandes	Excès, sévices ou injures graves — accueillies	3	—	6	1	6	2	—	—	1	2	83	13	3	3	20	2	—	—	1	—	2	3	1	—	2	—	6	6	3	2	553	81
	Excès, sévices ou injures graves — rejetées et abandonnées	2	2	7	—	1	1	1	—	1	2	33	12	7	—	9	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	2	—	3	2	285	42
	Adultère du mari — accueillies	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—	91	3
	Adultère du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
	Adultère de la femme — accueillies	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	7	—	2	—	8	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	3	—	—	—	113	1
	Adultère de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
	Condamnation à une peine criminelle — du mari — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
	Condamnation à une peine criminelle — du mari — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
	Condamnation à une peine criminelle — de la femme — accueillies	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Condamnation à une peine criminelle — de la femme — rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	après séparation de corps — accueillies	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	15	1
	après séparation de corps — rejetées et abandonnées	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
	par consentement mutuel — accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22	—
	par consentement mutuel — rejetées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		6	2	19	2	8	3	2	—	3	4	155	25	16	3	42	4	—	—	1	—	4	3	1	—	3	3	14	7	7	4	1091	128

LI. — Affaires sur requête. — Référés. — Ordonnances.

ARRONDISSEMENTS.	AFFAIRES SUR REQUÊTE				PRO DEO		RECTIFICATION d'actes de l'état civil.	HOMOLOGATIONS			AUTORISATIONS de vendre des biens	
								d'actes de notoriété.	de délibérations de conseils de famille			
	accordées.	rejetées.	sans suite.	TOTAL.	accordés.	rejetés.			relatives à l'aliénation de biens de mineurs.	concernant tous autres objets.	de mineurs.	d'interdits.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Bruxelles	1,800	193	—	1,995	1,005	188	56	4	12	62	280	4
Louvain	315	14	—	329	93	14	15	—	18	3	121	—
Nivelles	265	20	10	295	69	19	13	—	17	—	158	—
Anvers	685	19	—	702	572	19	18	6	55	28	120	—
Malines	141	3	3	147	39	3	7	—	6	4	64	1
Turnhout	115	1	—	116	6	1	4	—	5	7	85	2
Mons	550	10	6	546	209	8	25	—	10	14	175	1
Charleroi	1,144	155	55	1,332	645	151	68	—	44	—	225	—
Tournai	319	11	2	332	155	11	10	—	24	2	98	2
Gand	545	18	51	612	251	17	35	4	12	12	121	5
Audenarde	180	10	4	194	29	10	17	—	1	1	89	2
Termonde	248	45	11	304	60	40	26	—	11	8	107	—
Bruges	206	15	8	229	75	14	28	—	6	3	55	1
Courtrai	220	9	4	233	86	7	32	—	7	2	51	1
Furnes	76	4	—	80	24	4	5	—	—	2	28	—
Ypres	105	1	3	107	20	1	22	—	6	—	57	2
Liége	1,075	44	28	1,147	680	42	38	2	17	38	171	—
Huy	315	23	2	338	122	21	9	—	7	8	118	—
Verviers	504	9	—	513	270	8	9	—	4	11	69	—
Tongres	155	—	—	155	23	—	9	—	15	6	93	—
Hasselt	184	8	2	194	52	8	5	—	15	15	87	1
Arlon	188	6	—	194	53	5	2	1	8	3	80	—
Marche	137	2	—	139	24	2	7	—	6	3	73	—
Neufchâteau	132	1	—	133	18	1	9	—	13	—	64	—
Namur	335	4	—	339	97	4	10	3	35	7	147	2
Dinant	230	3	—	233	47	1	11	1	10	3	109	—
Cour d'appel de Bruxelles	5,312	408	74	5,794	2,749	594	225	10	191	120	1,315	10
Cour d'appel de Gand	1,570	102	81	1,759	545	93	105	4	45	28	488	11
Cour d'appel de Liége	3,255	100	32	3,385	1,375	92	118	7	128	92	1,017	3
TOTAUX.	10,141	610	187	10,938	4,669	579	504	21	362	240	2,818	24

RÉFÉRÉS JUGÉS		ORDONNANCES d'assignation à bref délai.	PROCÈS-VERBAUX de présentation de testaments		ORDONNANCES d'envoi en possession de succession testamentaire.	ORDRES d'arrestation par voie de correction paternelle contre		ORDONNANCES d'exequatur de jugements arbitraux		ARRONDISSEMENTS.
contradictoirement.	par défaut.		olographes.	mystiques.		un fils.	une fille.	en matière civile.	en matière commerciale.	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
625	529	445	340	3	125	29	9	2	—	Bruxelles.
16	9	49	61	5	18	2	4	—	—	Louvain.
20	5	89	57	1	17	—	—	—	—	Nivelles.
191	184	225	121	1	45	30	17	1	27	Anvers.
20	2	55	55	—	15	—	2	—	—	Malines.
1	—	17	26	1	4	—	—	1	—	Turnhout.
38	6	29	82	3	36	1	—	—	—	Mons.
81	85	139	141	1	39	3	1	1	—	Charleroi.
45	12	106	95	1	40	3	1	—	—	Tournai.
30	31	142	127	11	37	9	6	1	—	Gand.
8	4	11	59	2	17	2	1	—	—	Audenarde.
9	3	3	80	4	15	1	1	—	—	Termonde.
16	11	45	78	4	20	—	—	—	1	Bruges.
7	5	45	64	—	28	2	1	—	—	Courtrai.
4	1	16	24	2	6	—	—	—	—	Furnes.
2	1	14	37	3	6	—	1	—	—	Ypres.
62	50	219	140	4	44	20	6	7	—	Liége.
7	1	52	43	1	4	—	—	—	—	Huy.
11	2	24	44	1	12	—	—	3	—	Verviers.
8	—	21	31	1	2	—	—	—	—	Tongres.
5	2	27	40	5	7	—	—	—	—	Hasselt.
7	2	79	21	1	7	—	—	—	—	Arlon.
4	1	16	16	—	2	—	—	—	—	Marche.
2	1	20	21	1	3	—	—	—	—	Neufchâteau.
17	13	47	53	2	11	—	1	—	—	Namur.
18	4	74	63	2	25	—	—	—	—	Dinant.
1,342	630	1,152	978	14	335	68	31	5	27	Cour d'appel de Bruxelles.
85	58	276	469	26	138	14	10	1	1	Cour d'appel de Gand.
141	70	588	489	18	117	20	7	10	—	Cour d'appel de Liége.
1,568	762	1,996	1,936	58	590	102	51	16	28	TOTAUX.

LII. — Jugements rendus avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE des jugements rendus.	JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND						ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.						
		contradictoires			par défaut.	sur requête.	Jugements par défaut suivis d'opposition.	Serments prêtés à l'audience.			Enquêtes			Interrogatoires sur faits et articles.
		sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	sur instruction par écrit.				déférés par l'une des parties à l'autre	référés.	déférés d'office.	sommaires.	devant juge commissaire directes.	devant juge commissaire contraires.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	2,235	441	708	—	969	25	51	5	—	9	256	95	62	22
Louvain	118	85	7	3	25	—	1	5	3	4	1	5	4	3
Nivelles	127	94	—	—	33	—	3	—	—	—	21	9	5	—
Anvers	607	180	149	—	133	145	6	3	2	4	71	30	30	7
Malines	87	27	40	—	17	3	—	3	—	—	—	9	7	3
Turnhout	7	6	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Mons	206	101	53	—	30	2	3	3	—	—	25	22	16	1
Charleroi	670	194	119	—	360	—	12	3	1	—	63	9	5	5
Tournai	170	110	—	—	30	36	2	—	—	—	12	5	2	6
Gand	471	149	269	—	33	18	5	4	1	2	32	24	16	5
Audenarde	91	24	61	—	3	1	1	3	—	2	—	6	4	1
Termonde	170	93	—	—	73	—	3	4	—	—	4	7	5	3
Bruges	177	37	81	—	31	23	1	1	—	—	—	8	5	4
Courtrai	45	30	—	—	6	—	2	18	4	1	—	4	3	2
Furnes	52	9	15	—	6	4	—	—	—	—	2	—	—	2
Ypres	40	11	17	—	12	—	1	4	1	—	2	6	1	—
Liége	1,245	139	608	—	498	—	11	—	—	—	4	98	33	6
Huy	78	37	33	—	—	8	2	—	—	—	—	25	10	7
Verviers	180	57	56	—	32	15	3	2	—	—	31	17	11	9
Tongres	48	20	21	—	—	7	1	—	—	—	—	8	5	8
Hasselt	44	26	10	—	2	—	1	3	—	3	3	5	5	7
Arlon	66	20	40	—	—	—	—	2	—	3	4	5	4	10
Marche	40	23	14	3	—	—	1	—	—	—	2	2	1	2
Neufchâteau	20	11	15	—	—	—	—	2	—	—	—	6	5	5
Namur	72	40	21	—	11	—	3	2	—	1	—	21	10	9
Dinant	126	38	61	—	20	7	4	—	—	—	—	16	10	8
Cour d'appel de Bruxelles	4,240	1,238	1,167	3	1,621	211	78	25	6	17	429	191	131	47
Cour d'appel de Gand	1,026	304	441	—	175	48	13	34	6	5	60	55	34	17
Cour d'appel de Liége	1,025	417	885	3	583	37	26	11	—	7	44	201	111	71
TOTAUX GÉNÉRAUX	7,191	2,019	2,493	6	2,377	296	117	68	12	29	533	447	276	135

LIII. — Procédure d'ordre et de contribution.

Arrondissements.	NOMBRE DES PROCÉDURES D'ORDRE									NOMBRE DES PROCÉDURES DE CONTRIBUTION									Transcriptions de saisies immobilières. — Année 1902-1903.
	A RÉGLER				TERMINÉES					A RÉGLER				TERMINÉES					
	pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	Restant à régler.	pendantes au commencement de l'année.	poursuivies de nouveau.	Ouvertes pendant l'année.	TOTAL.	à l'amiable.	par règlement du juge.	par abandon de procédure.	TOTAL.	Restant à régler.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	—	2	17	—	13	—	13	4	33
Louvain	—	—	3	3	—	1	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15
Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	16
Anvers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	2	8	—	2	2	4	4	13
Malines	2	—	—	2	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Mons	8	—	3	11	—	4	—	4	7	5	—	1	6	—	—	—	—	6	36
Charleroi	54	—	8	62	—	5	—	5	57	18	—	3	21	—	1	—	1	20	60
Tournai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	1	1	1	3	—	7
Gand	1	—	1	2	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	1	—	1	—	5
Audenarde	—	—	2	2	1	—	—	1	1	—	—	2	2	—	2	—	2	—	15
Termonde	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11
Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	1	2	—	3	—	16
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Liége	6	—	4	10	1	3	—	4	6	5	—	4	9	—	—	—	—	9	36
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	1	—	1	1	9
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1	—	29
Tongres	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Hasselt	9	—	2	11	—	4	—	4	7	—	—	1	1	—	—	—	—	1	4
Arlon	—	—	1	1	—	1	—	1	—	4	—	2	6	—	—	—	—	6	12
Marche	—	—	1	1	—	1	—	1	—	1	—	2	3	—	1	—	1	2	7
Neufchâteau	2	—	—	2	—	—	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	1	7
Namur	—	—	14	14	10	—	—	10	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27
Dinant	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	2	—	—	—	—	2	20
Cour d'appel de Bruxelles	61	—	14	78	—	10	2	12	66	48	—	8	56	1	17	3	21	35	185
Cour d'appel de Gand	2	—	3	5	1	1	—	2	3	4	—	2	6	1	5	—	6	—	34
Cour d'appel de Liége	18	—	23	41	11	10	—	21	20	14	—	11	25	—	3	—	3	22	170
TOTAUX	84	—	40	124	12	21	2	35	89	66	—	21	87	2	25	3	30	57	418

3° TRIBUNAUX DE COMMERCE

COMPÉTENCE

Il y a des tribunaux de commerce dans les lieux déterminés par la loi. Celle-ci règle leur organisation, leurs attributions, le mode de nomination de leurs membres et la durée des fonctions de ces derniers. (Constitution, art. 105, 2e alinéa).

Lorsqu'aucun tribunal de commerce n'est établi dans un arrondissement, le tribunal de première instance y exerce la juridiction commerciale. Dans ce cas, il juge sans l'assistance du ministère public, conformément aux dispositions qui régissent les tribunaux de commerce (titre Ier, chapitre III, loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869).

Le taux de la compétence en dernier ressort des tribunaux de commerce a été porté à 2,500 francs par l'article 16 du titre préliminaire du nouveau Code de procédure civile (25 mars 1876).

En vertu de la loi du 26 décembre 1891, les présidents des tribunaux de commerce statuent en référé comme les présidents des tribunaux civils.

TRIBUNAUX DE COMMERCE.

LIV. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES.													
		CAUSES A JUGER						CAUSES TERMINÉES							
		ANCIENNES			NOUVELLES INTRODUITES			PAR JUGEMENTS							
CIVILS.	DE COMMERCE.	pendantes au commencement de l'année.	réinscrites après avoir été rayées comme terminées.	poursuivies sur opposition à des jugements par défaut.	entre commerçants.	entre commerçants et non-commerçants.	TOTAL.	contradictoires sur plaidoiries.	contradictoires sur simples conclusions.	par défaut.	TOTAL.	par désistement, transaction ou radiation.	par radiation ordonnée d'office.	TOTAL des causes terminées.	Causes restant à juger.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles . . .	2,819	2,024	56	13,620	1,739	20,267	5,508	583	7,157	13,340	—	3,649	16,989	3,278
	Louvain . . .	157	6	8	492	74	717	78	40	247	371	188	14	573	144
Nivelles . . .	. . . . .	129	—	—	380	5	520	80	31	186	297	107	—	404	116
	Anvers. . . .	2,032	68	76	4,315	84	7,495	2,830	293	718	3,843	445	270	4,558	2,937
Malines. . . .	. . . . .	236	—	—	406	108	770	125	6	193	322	92	89	503	267
Turnhout. . .	. . . . .	10	—	—	65	12	94	10	1	33	53	23	6	81	13
	Mons.	407	27	5	1,527	245	2,009	94	281	595	970	267	252	1,489	540
Charleroi . . .	. . . . .	315	9	5	2,251	582	3,160	226	515	1,423	2,164	456	181	2,801	359
	Tournai . . .	145	7	0	462	70	699	177	3	184	364	118	—	482	217
	TOTAUX. . . .	7,179	2,141	152	23,331	2,928	35,731	9,225	1,783	10,716	21,724	1,695	4,441	27,860	7,871
	Gand.	485	—	24	1,602	36	2,147	503	142	537	1,182	244	76	1,502	645
Audenarde . .	. . . . .	51	—	—	256	12	319	55	75	83	191	68	6	265	54
	Alost.	170	—	—	284	81	535	140	—	92	241	104	—	345	190
	Saint-Nicolas .	55	—	—	236	23	294	81	54	55	190	44	4	238	56
Termonde . .	. . . . .	6	—	—	60	26	98	65	—	23	86	4	—	90	8
	Bruges. . . .	158	—	—	400	14	552	70	29	135	234	157	9	400	152
	Ostende . . .	74	—	—	385	56	515	84	56	101	244	115	40	397	118
	Courtrai . . .	310	4	1	695	44	1,054	121	102	258	481	206	15	702	352
Furnes. . . .	. . . . .	4	3	—	56	7	70	15	15	19	45	21	1	67	3
Ypres	. . . . .	40	—	—	65	14	117	19	21	6	46	31	—	77	40
	TOTAUX. . .	1,313	7	25	4,043	313	5,701	1,136	492	1,312	2,940	992	151	4,083	1,618
	Liége.	655	40	90	2,411	596	3,805	912	265	1,279	2 456	489	257	3,182	623
Huy	. . . . .	65	—	5	115	65	244	50	31	51	112	78	8	198	46
	Verviers . . .	185	2	25	528	103	899	142	115	282	539	55	205	779	120
Tongres . . .	. . . . .	11	—	1	76	39	127	21	4	53	78	55	—	113	14
Hasselt. . . .	. . . . .	27	5	5	250	26	298	20	65	145	237	51	6	274	24
Arlon	. . . . .	77	—	—	118	35	230	50	40	49	145	53	5	203	27
Marche. . . .	. . . . .	22	—	—	69	15	106	18	10	42	70	15	—	83	23
Neufchâteau. .	. . . . .	78	—	5	85	24	188	16	12	33	61	46	12	119	69
	Namur	418	—	—	980	199	1,597	205	70	301	585	171	149	905	692
Dinant	. . . . .	131	1	5	221	36	394	42	17	159	198	75	9	282	112
	TOTAUX. . .	1,663	52	137	4,838	1,198	7,888	1,465	644	2,372	4,481	1,026	631	6,138	1,750
Tribunaux . .	civils.	1,220	10	18	4,466	1,006	6,735	782	867	2,456	4,105	1,152	325	5,560	1,175
	de commerce .	8,026	2,184	206	27,746	3,453	42,585	11,044	2,082	11 944	25,040	2,581	4,000	32,521	10,064
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . .	10,155	2,200	314	32,212	4,459	49,320	11,826	2,919	14,400	29,145	3,713	5,223	38,081	11,239

LV. — Durée de la procédure.

TRIBUNAUX		DURÉE DES PROCÈS A PARTIR DE L'INSCRIPTION AU ROLE.									
		CAUSES TERMINÉES PAR JUGEMENT INSCRITES					CAUSES RESTANT A JUGER INSCRITES				
CIVILS.	DE COMMERCE.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.	depuis moins de 3 mois.	depuis 3 mois jusqu'à 6 mois.	depuis 6 mois jusqu'à 1 an.	depuis 1 an et plus.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
	Bruxelles	11,188	885	584	683	13,340	1,178	680	509	1,111	3,278
	Louvain	322	24	17	8	371	44	26	20	54	144
Nivelles	. . . . .	245	28	16	10	297	36	10	26	44	116
	Anvers	1,413	559	1,446	425	3,843	812	910	873	342	2,937
Malines	. . . . .	275	22	12	13	322	44	25	24	174	267
Turnhout	. . . . .	48	2	3	—	53	4	1	1	7	13
	Mons	896	46	20	8	970	166	93	93	188	540
Charleroi	. . . . .	1,850	110	184	11	2,164	56	88	125	92	359
	Tournai	305	25	20	18	364	65	47	43	62	217
	Gand	825	166	105	86	1,182	171	97	102	273	645
Audenarde.	. . . . .	53	46	94	18	191	22	12	5	15	54
	Alost	186	19	8	28	241	81	60	39	10	190
	Saint-Nicolas. . . .	136	16	15	5	190	33	8	6	9	56
Termonde	. . . . .	76	5	3	2	86	8	—	—	—	8
	Bruges	103	30	62	19	234	38	68	39	7	152
	Ostende.	200	26	14	4	244	49	18	33	16	118
	Courtrai.	374	33	39	35	481	86	44	61	161	352
Furnes	. . . . .	31	11	2	1	45	2	1	—	—	3
Ypres	. . . . .	21	10	11	4	46	10	7	12	11	40
	Liége	1,500	476	389	91	2,456	327	109	142	45	623
Huy.	. . . . .	101	5	3	3	112	20	12	2	12	46
	Verviers.	180	160	155	46	539	89	10	8	4	120
Tongres	. . . . .	71	6	1	—	78	12	2	—	—	14
Hasselt	. . . . .	205	16	12	4	237	15	8	3	—	24
Arlon	. . . . .	56	54	42	13	145	6	7	7	7	27
Marche	. . . . .	60	9	1	—	70	18	3	2	—	23
Neufchâteau	. . . . .	38	11	3	7	61	20	7	7	35	69
	Namur	305	225	30	16	585	184	123	205	178	692
Dinant	. . . . .	119	44	22	13	198	50	18	12	25	112
Cour d'appel de. . . .	Bruxelles	16,356	1,706	2,502	1,180	21,724	2,405	1,880	1,514	2,072	7,871
	Gand	2,005	582	351	202	2,940	500	315	299	504	1,618
	Liége	2,655	986	607	193	4,481	748	310	388	304	1,750
	TOTAL GÉNÉRAL. . .	21,176	3,074	3,320	1,575	29,145	3,653	2,505	2,201	2,880	11,239
Tribunaux	civils	3,225	368	411	101	4,105	550	201	224	420	1,175
	de commerce. . . .	17,951	2,706	2,909	1,474	25,040	3,325	2,304	1,977	2,460	10,064

LVI. — Jugements rendus avant de statuer au fond. — Actes d'instruction préparatoire. Actes de société.

TRIBUNAUX		JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.					Opposition à des jugements par défaut.	ACTES D'INSTRUCTION PRÉPARATOIRE.							ACTES concernant les sociétés commerciales déposés aux greffes et publiés au Recueil spécial.
			Contradictoires					Enquêtes		Interrogatoires sur faits et articles.	Prestation du serment				
													déféré d'office		
CIVILS.	DE COMMERCE.	TOTAL.	sur plaidoiries.	sur simples conclusions.	par défaut.	sur requête.		par écrit.	sans écrit.		déféré par la partie.	référé.	sur le montant de la demande.	sur tout autre point.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
	Bruxelles. . .	674	637	5	13	19	982	25	86	15	41	7	72	10	2,328
	Louvain . . .	66	29	35	2	—	7	1	21	1	5	—	2	—	80
Nivelles. . . .	. . . . .	38	38	—	—	—	5	1	12	—	1	—	—	—	46
	Anvers. . . .	631	449	142	32	8	64	6	35	2	10	—	—	19	1,059
Malines. . . .	. . . . .	59	52	1	6	—	8	5	30	—	2	—	4	1	42
Turnhout . . .	. . . . .	8	7	1	—	—	5	—	2	—	—	—	—	1	16
	Mons.	59	52	4	3	—	20	3	15	1	—	—	—	—	215
Charleroi . . .	. . . . .	191	107	70	14	—	25	25	91	—	8	—	5	1	453
	Tournai . . .	134	134	—	—	—	6	—	11	2	—	—	4	2	140
	Gand.	176	150	20	4	2	14	20	—	4	9	—	—	—	259
Audenarde . .	. . . . .	42	15	25	2	—	5	—	12	—	—	—	—	—	25
	Alost.	51	51	—	—	—	2	—	16	1	5	—	5	—	57
	Saint-Nicolas .	22	22	—	—	—	4	7	6	—	2	—	—	2	26
Termonde. . .	. . . . .	57	38	—	18	1	4	5	1	—	—	—	—	—	26
	Bruges	34	24	10	—	—	5	—	—	8	2	—	—	—	58
	Ostende. . . .	155	80	75	—	—	4	6	37	—	5	—	—	6	32
	Courtrai . . .	109	24	83	—	2	9	—	1	1	2	—	1	2	90
Furnes. . . .	. . . . .	13	1	8	4	—	—	—	1	—	—	—	—	—	11
Ypres	. . . . .	36	15	9	12	—	—	1	4	—	3	—	—	1	9
	Liége.	512	207	206	—	9	165	22	109	9	7	—	—	—	504
Huy	. . . . .	30	23	6	—	1	3	1	9	1	—	—	1	—	58
	Verviers . . .	127	59	68	—	—	25	8	10	—	3	—	6	2	175
Tongres . . .	. . . . .	20	10	3	—	1	2	3	12	—	—	—	—	—	40
Hasselt. . . .	. . . . .	56	27	20	—	—	3	4	2	3	6	—	2	1	50
Arlon	. . . . .	39	23	14	2	—	3	4	23	—	4	3	2	1	30
Marche. . . .	. . . . .	27	9	18	—	—	3	2	3	2	1	—	—	—	11
Neufchâteau. .	. . . . .	29	8	21	—	—	15	—	—	—	2	—	—	—	14
	Namur	71	35	33	3	—	54	47	—	1	3	—	—	—	140
Dinant	. . . . .	48	27	10	1	10	12	6	11	7	—	—	—	2	74
	Bruxelles . . .	1,860	1,505	258	70	27	1,118	68	303	21	67	7	85	34	4,359
Cour d'appel de	Gand.	695	420	230	40	5	45	30	78	14	28	—	6	11	595
	Liége	959	434	408	6	21	279	97	100	25	26	3	11	6	1,102
	TOTAUX . . .	3,514	2,359	986	116	53	1,442	204	571	60	121	10	102	51	6,054
	civils	693	406	215	50	13	87	57	215	15	27	3	12	8	891
Tribunaux . .	de commerce .	2,321	1,953	771	57	40	1,355	147	356	45	94	7	90	43	5,163

CONCORDATS PRÉVENTIFS DE LA FAILLITE

Le débiteur commerçant peut éviter la déclaration de faillite s'il obtient de ses créanciers un concordat préventif dans les formes et conditions prescrites par la loi du 29 juin 1887.

Le concordat peut être également accordé après le décès du débiteur. Il ne peut s'établir que si la majorité des créanciers, représentant, par leurs créances contestées ou admises par provision, les trois quarts de toutes les sommes dues, ont adhéré expressément à la demande. Il n'a d'effet que moyennant l'homologation du tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'en faveur du débiteur malheureux et de bonne foi. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers; il ne s'applique qu'aux engagements contractés antérieurement à son obtention.

Le concordat préventif ne profite point aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion. Il est sans effet relativement : 1° aux impôts et autres charges publiques, ainsi qu'aux contributions pour les digues et polders; 2° aux créances garanties par des privilèges, hypothèques ou nantissements; 3° aux créances dues à titre d'aliments. Celui qui a obtenu le concordat est tenu, en cas de retour à meilleure fortune, de payer intégralement ses créanciers.

LVII. — Concordats préventifs de la faillite.

TRIBUNAUX.	NOMBRE de DEMANDES de concordat préventif.	DEMANDES DE CONCORDAT PRÉVENTIF DE LA FAILLITE					
		accueillies et suivies d'homologation.	REJETÉES avant toute procédure.	REJETÉES pour défaut de majorité.	admises par les créanciers, mais non suivies d'homologation.	suivies de déclaration de faillite sur aveu pendant la procédure.	retirées ou tenues en suspens.
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	91	42	14	—	—	12	23
Louvain	1	—	—	—	—	..	1
Nivelles	5	3	—	—	—	—	2
Anvers	66	38	—	14	2	2	10
Malines	21	15	—	6	—	—	—
Turnhout	1	1	—	—	—	—	—
Mons	7	3	4	—	—	—	—
Charleroi	10	2	11	3	—	—	3
Tournai	6	3	1	2	—	—	—
Gand	7	4	2	1	—	—	—
Audenarde	2	2	—	—	—	—	—
Alost	5	4	—	1	—	—	—
Saint-Nicolas	8	7	1	—	—	—	—
Termonde	3	2	1	—	—	—	—
Bruges	6	4	1	1	—	—	—
Ostende	5	2	2	1	—	—	—
Courtrai	7	5	1	1	—	—	—
Furnes	1	—	—	1	—	—	—
Ypres	—	—	—	—	—	—	—
Liége	10	6	1	3	—	—	—
Huy	2	2	—	—	—	—	—
Verviers	19	15	—	2	—	—	2
Tongres	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	5	5	—	—	—	—	—
Arlon	5	4	—	1	—	—	—
Marche	—	—	—	—	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—
Namur	17	9	8	—	—	—	—
Dinant	1	1	—	—	—	—	—
Cour d'appel de Bruxelles	217	107	30	25	2	14	39
Cour d'appel de Gand	44	30	8	6	—	—	—
Cour d'appel de Liége	30	12	9	6	—	—	2
TOTAUX GÉNÉRAUX	320	179	47	37	2	14	41

FAILLITES

Tout commerçant qui cesse ses payements et dont le crédit se trouve ébranlé, est en état de faillite.

Celui qui n'exerce plus le commerce peut être déclaré en faillite, si la cessation de ses payements remonte à une époque où il était encore commerçant.

La faillite d'un commerçant peut être déclarée après son décès, lorsqu'il est mort en état de cessation de payement.

La faillite est qualifiée banqueroute simple et punie correctionnellement, si le commerçant failli se trouve dans l'un des cas de faute grave prévus par le chapitre Ier du titre II de la loi du 18 avril 1851.

Elle est qualifiée banqueroute frauduleuse et punie criminellement, si le commerçant failli se trouve dans un des cas de fraude prévus par le chapitre II du même titre de loi.

Le sursis de payement n'est accordé qu'au commerçant qui, par suite d'événements extraordinaires et imprévus, est contraint de cesser temporairement ses payements, mais qui, d'après son bilan dûment vérifié, a des biens ou moyens suffisants pour satisfaire tous ses créanciers en principal et intérêts.

Le failli qui a intégralement acquitté, en principal, intérêts et frais toutes les sommes par lui dues, peut obtenir sa réhabilitation.

LVIII. — Faillites déclarées. — Montant du passif.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE total des faillites déclarées.	MONTANT DU PASSIF. Moins de 1,000 francs.	1,000 à 5,000 francs.	5,000 à 10,000 francs.	10,000 à 20,000 francs.	20,000 à 50,000 francs.	50,000 à 100,000 francs.	100,000 francs et plus.	Encore inconnu.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	172	27	52	24	32	30	16	11	—
Louvain	20	1	10	2	4	—	2	—	1
Nivelles	7	1	2	—	—	3	—	—	1
Anvers	30	1	6	5	5	5	1	2	7
Malines	11	—	3	3	—	2	1	1	1
Turnhout	3	—	3	—	—	—	—	—	—
Mons	52	10	21	8	3	1	1	—	6
Charleroi	62	—	24	20	9	4	4	1	—
Tournai	20	—	8	4	2	1	2	1	2
Gand	38	3	15	3	4	3	1	—	3
Audenarde	9	1	3	1	1	1	—	—	—
Alost	3	—	2	—	—	1	—	—	—
Saint-Nicolas	4	—	1	1	—	—	—	—	2
Termonde	8	3	1	—	2	1	—	—	1
Bruges	24	—	11	4	4	2	—	2	1
Ostende	16	—	2	3	4	4	1	—	—
Courtrai	25	1	6	1	3	—	—	—	14
Furnes	5	—	3	—	1	1	—	—	—
Ypres	6	—	3	—	2	—	—	—	1
Liége	33	—	10	1	4	9	1	—	8
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	14	4	4	2	2	1	—	1	—
Tongres	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Hasselt	6	—	1	2	—	—	—	—	3
Arlon	8	1	2	1	1	1	2	—	—
Marche	3	2	—	—	—	1	—	—	—
Neufchâteau	2	—	—	1	—	—	—	—	1
Namur	22	1	8	7	—	3	2	1	—
Dinant	9	—	1	—	1	—	—	—	7
Cour d'appel de Bruxelles	377	40	109	66	53	46	27	16	18
Cour d'appel de Gand	138	10	40	17	21	15	2	2	22
Cour d'appel de Liége	98	8	26	14	8	15	3	2	20
TOTAUX GÉNÉRAUX	613	58	184	97	84	76	34	20	60

FAILLITES DÉCLARÉES.

LIX. — Circonstances personnelles aux faillis.

ARRONDISSEMENTS.	Faillites déclarées.	FAILLITES NOUVELLES OUVERTES contre des hommes.	contre des femmes.	contre des associés.	contre des sociétés.	FAILLITES PRONONCÉES sur aveu du failli.	à la poursuite des créanciers sur assignation.	sur requête.	d'office.	ORIGINE DES FAILLIS. Belge.	Etranger.	Inconnue.	RÉSIDENCE DES FAILLIS. Communes de 100,000 habitants et plus.	Communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants.	Communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants.	Communes de moins de 10,000 habitants.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	172	122	25	9	18	120	21	19	12	161	11	—	150	—	6	7
Louvain	20	19	—	—	1	11	1	6	2	19	1	—	—	12	1	7
Nivelles	7	7	—	—	—	—	4	1	2	6	1	—	—	—	—	7
Anvers	30	24	3	1	2	14	14	1	1	24	6	—	27	—	1	2
Malines	11	10	—	—	1	4	—	7	—	11	—	—	—	9	2	—
Turnhout	3	3	—	—	—	3	—	—	—	3	—	—	—	—	—	3
Mons	52	48	1	1	2	20	7	17	8	50	2	—	—	7	24	21
Charleroi	62	53	7	1	1	22	10	14	16	62	—	—	—	14	23	23
Tournai	20	16	2	2	—	10	2	7	1	20	—	—	2	3	3	12
Gand	38	33	3	1	1	12	10	6	10	37	1	—	23	—	3	8
Audenarde	9	6	1	1	1	3	—	3	3	9	—	—	—	—	3	6
Alost	3	2	1	—	—	2	1	—	—	3	—	—	—	1	—	2
Saint-Nicolas	4	3	—	—	1	2	—	2	—	4	—	—	—	2	—	2
Termonde	8	7	—	1	—	1	—	3	4	8	—	—	—	—	3	3
Bruges	24	21	2	—	1	15	3	6	—	24	—	—	—	9	2	13
Ostende	16	13	1	—	—	9	—	3	4	14	2	—	—	10	3	3
Courtrai	23	23	—	—	—	7	6	9	3	23	2	—	—	7	12	6
Furnes	5	5	—	—	—	2	—	1	2	5	—	—	—	—	—	5
Ypres	6	3	—	1	—	—	3	3	—	6	—	—	—	—	3	3
Liége	33	23	6	2	2	9	8	14	2	29	4	—	23	1	3	6
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Verviers	14	10	3	—	1	1	3	7	3	14	—	—	—	8	1	3
Tongres	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	1
Hasselt	6	3	—	1	—	2	2	—	2	6	—	—	—	—	3	1
Arlon	8	6	1	1	—	—	—	8	—	4	4	—	—	—	3	3
Marche	3	2	1	—	—	1	2	—	—	3	—	—	—	—	—	3
Neufchâteau	2	2	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	2
Namur	22	18	2	—	2	4	—	3	15	21	1	—	—	13	—	9
Dinant	9	6	1	—	2	—	—	7	2	9	—	—	—	—	—	9
Cour d'appel de Bruxelles	377	302	36	14	25	204	30	72	42	336	21	—	188	45	62	82
Cour d'appel de Gand	138	122	8	4	4	35	23	36	26	133	3	—	23	20	33	31
Cour d'appel de Liége	98	73	14	4	7	17	15	42	24	80	9	—	23	22	14	39
TOTAUX GÉNÉRAUX	613	497	58	22	36	274	97	150	92	578	35	—	236	96	109	172

LX. — Faillites déclarées.

RELEVÉ PAR PROVINCE.

Brabant	199	Liége	47
Anvers	44	Limbourg	7
Hainaut	134	Luxembourg	13
Flandre orientale	62	Namur	31
Flandre occidentale	76		

POUR LE ROYAUME : **613.**

LXI. — Faillites terminées.

Dividende distribué.

MONTANT DES DIVIDENDES.		1902-1903	MONTANT DES DIVIDENDES.		1902-1903
Dividendes des faillites terminées par concordat	Rien	—	Dividendes des faillites terminées par liquidation	Rien	21
	Moins de 10 %	2		Moins de 10 %	130
	De 10 à 20 %	4		De 10 à 20 %	74
	De 20 à 30 %	7		De 20 à 30 %	22
	De 30 à 50 %	6		De 30 à 50 %	25
	De 50 à 75 %	2		De 50 à 75 %	5
	75 % et plus	—		75 % et plus	—
	Paiement intégral	6		Paiement intégral	12
	Inconnu	2		Inconnu	—
Faillites révoquées		20			
Id. abandonnées faute d'actif		271			
Id. pendantes à la fin du mois de juillet 1903		815			

LXII. — Faillites terminées. — Durée de la procédure.

ARRONDISSEMENTS.	NOMBRE DES FAILLITES TERMINÉES PAR					DURÉE DES FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT OU LIQUIDATION.									
	révocation.	abandon à défaut d'actif.	concordat.	liquidation.	TOTAL.	Moins de 6 mois.	6 mois à 1 an.	1 an à 2 ans.	2 à 3 ans.	3 à 4 ans.	4 à 5 ans.	5 à 6 ans.	6 ans et plus.	Inconnue.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	7	70	13	93	192	9	32	38	13	9	1	2	5	—	106
Louvain	—	7	—	14	21	7	2	4	—	—	—	—	1	—	14
Nivelles	—	3	—	3	6	—	—	1	1	—	—	—	1	—	3
Anvers	2	18	1	23	44	5	7	6	4	1	—	—	1	—	24
Malines	—	5	—	3	8	1	1	—	1	—	—	—	—	—	3
Turnhout	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Mons	—	25	1	25	51	11	7	6	1	1	—	—	—	—	26
Charleroi	1	18	3	9	31	3	2	2	—	—	—	1	4	—	12
Tournai	1	11	—	5	17	1	2	—	1	—	—	1	—	—	5
Gand	—	18	3	17	38	7	6	3	2	—	2	—	—	—	20
Audenarde	—	4	—	5	9	—	1	1	—	1	—	2	—	—	5
Alost	—	4	—	2	6	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Saint-Nicolas	1	—	—	6	7	—	3	1	—	—	—	1	1	—	6
Termonde	—	—	2	3	5	3	2	—	—	—	—	—	—	—	5
Bruges	—	15	1	14	30	6	2	6	—	1	—	—	—	—	15
Ostende	—	2	2	11	15	5	3	5	—	—	—	—	—	—	13
Courtrai	1	14	—	12	27	6	4	—	2	—	—	—	—	—	12
Furnes	—	—	—	6	6	1	4	1	—	—	—	—	—	—	6
Ypres	1	—	—	2	3	1	1	—	—	—	—	—	—	—	2
Liége	—	10	1	9	20	5	1	2	1	—	—	—	1	—	10
Huy	—	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Verviers	1	13	—	7	21	—	1	—	—	—	3	1	2	—	7
Tongres	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hasselt	2	—	—	3	5	1	2	—	—	—	—	—	—	—	3
Arlon	—	7	—	2	9	1	—	—	—	—	—	1	—	—	2
Marche	—	1	—	3	4	1	—	2	—	—	—	—	—	—	3
Neufchâteau	1	—	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Namur	1	5	2	11	19	3	5	3	2	—	—	—	—	—	13
Dinant	1	4	—	2	7	—	—	—	—	1	—	—	1	—	2
Totaux par ressort. Bruxelles	11	166	18	176	371	57	55	57	21	8	1	5	12	—	194
Totaux par ressort. Gand	3	57	8	78	146	20	20	10	4	2	2	3	1	—	86
Totaux par ressort. Liége	6	48	3	30	86	12	9	8	3	1	3	2	4	—	42
TOTAUX GÉNÉRAUX	20	271	29	293	613	78	88	84	28	11	6	10	17	—	322

LXIII. — Faillites à terminer.

ARRONDISSEMENTS.	FAILLITES OUVERTES DEPUIS								TOTAUX.
	moins de 6 mois.	6 mois à 12 mois.	1 an à 2 ans.	2 ans à 3 ans.	3 ans à 4 ans.	4 ans à 5 ans.	5 ans à 6 ans.	6 ans et plus.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	50	31	25	20	15	3	5	10	162
Louvain	6	—	2	1	1		1	8	19
Nivelles	3	1	1	3	1	1	—	2	12
Anvers	8	5	0	5	1	2	—	2	32
Malines	4	2	3	—	1	3	—	1	14
Turnhout	3	1	1	1	—	1	1	—	8
Mons	14	0	14	3	5	—	2	17	64
Charleroi	10	20	17	10	4	4	6	84	173
Tournai	7	5	7	4	1	2	1	10	37
Gand	10	0	11	5	1	1	2	2	44
Audenarde	2	2	2	2	1	—	—	—	9
Alost	—	2	1	1	1	—	—	—	5
Saint-Nicolas	2	1	—	2	—	—	1	—	6
Termonde	3	2	1	—	—	—	—	1	7
Bruges	0	1	2	3	1	1	1	—	18
Ostende	4	2	2	—	—	—	—	—	8
Courtrai	8	4	3	4	1	1	—	3	26
Furnes	3	—	1	—	—	—	—	1	5
Ypres	1	3	3	—	—	—	—	—	7
Liége	17	3	3	3	2	1	—	1	32
Huy	—	—	1	—	—	—	1	—	2
Verviers	7	3	4	6	3	1	2	5	31
Tongres	—	—	—	2	—	—	—	—	2
Hasselt	—	2	—	1	1	—	—	—	4
Arlon	1	3	3	1	—	—	—	5	13
Marche	—	1	2	—	—	—	—	—	3
Neufchâteau	1	—	—	—	—	1	—	8	10
Namur	12	7	7	4	2	1	3	7	43
Dinant	5	2	4	—	3	—	2	3	19
Totaux par ressort. Bruxelles	114	80	70	47	29	16	16	134	521
Totaux par ressort. Gand	48	23	28	17	5	5	4	7	135
Totaux par ressort. Liége	43	21	26	17	11	4	8	29	159
TOTAUX GÉNÉRAUX	205	130	133	81	45	23	28	170	815

4° COURS D'APPEL

COMPÉTENCE

. . . . . —

L'organisation des cours d'appel est réglée par le chapitre IV du titre I de la loi d'organisation judiciaire.

Elles ne peuvent juger en matière civile qu'au nombre fixe de cinq conseillers, y compris le président.

Les cours d'appel connaissent, en matière civile, de l'appel des jugements rendus en premier ressort par les tribunaux de première instance et par les tribunaux de commerce. Elles connaissent aussi de l'appel des ordonnances de référé, des jugements d'arbitres et des décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV. — Causes introduites, terminées et restant à juger

Cour d'appel de Bruxelles.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus	CAUSES TERMINÉES									CAUSES	JURIDICTIONS.
					PAR ARRÊTS AU FOND					D'UNE AUTRE MANIÈRE					
					CONTRADICTOIRES										
						INFIRMATIFS									
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	avant de statuer au fond.	confirmatifs.	en tout.	en partie.	par défaut non susceptibles d'opposition.	TOTAL des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.	TOTAL général des causes terminées.	restant à juger.	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Bruxelles	207	202	589	10	104	23	44	8	179	38	20	58	237	352	Bruxelles.
Louvain	22	14	36	—	6	—	3	—	9	—	1	1	10	26	Louvain.
Nivelles	33	20	53	4	11	2	4	1	18	3	2	5	23	30	Nivelles.
Anvers	96	82	178	0	21	7	13	3	44	9	12	21	65	113	Anvers.
Malines	14	7	21	1	7	1	2	—	10	2	1	3	13	8	Malines.
Turnhout	7	4	11	—	—	—	—	—	—	—	2	2	2	9	Turnhout.
Mons	46	38	84	3	11	2	3	2	18	6	2	8	26	58	Mons.
Charleroi	143	81	224	12	34	5	10	4	62	8	7	15	77	147	Charleroi.
Tournai	47	30	77	2	11	6	5	—	22	4	1	5	27	50	Tournai.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Renvoi après cassation.
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	2	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	Conseils de discipline.
Appels de jugements d'arbitres	21	9	30	1	6	1	1	—	8	4	—	1	9	21	Appels de jugements d'arbitres.
Tribunal consulaire (de Belgique à Constantinople)	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	Tribunal consulaire.
Référés	8	17	25	—	4	2	1	—	7	5	—	5	12	13	*Référés.*
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX															TRIBUNAUX DE :
DE PREMIÈRE INSTANCE. / DE COMMERCE.															
Bruxelles	262	192	454	17	55	17	24	4	100	24	20	53	153	301	Bruxelles.
Louvain	8	9	17	—	4	1	—	—	5	—	—	—	5	12	Louvain.
Nivelles	—	10	10	—	3	—	—	—	3	1	—	1	4	6	Nivelles.
Anvers	192	124	316	3	41	14	23	5	83	27	10	37	120	196	Anvers.
Malines	6	1	7	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	6	Malines.
Turnhout	4	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	Turnhout.
Mons	15	9	24	—	3	—	1	—	4	—	2	2	6	18	Mons.
Charleroi	56	28	84	—	9	2	2	1	14	5	1	6	20	64	Charleroi.
Tournai	27	17	44	6	6	3	—	—	9	6	—	6	15	20	Tournai.
Tribunal consulaire (de Belgique à Téhéran)	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Tribunal consulaire.
Appels de jugements d'arbitres	3	—	3	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	2	Appels de jugements d'arbitres.
Affaires portées directement devant la Cour	—	3	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	3	—	Affaires portées directement.
Référés	2	—	2	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	Référés.
TOTAUX. Affaires civiles	734	508	1,332	51	218	50	93	18	381	76	48	124	505	827	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	575	394	969	26	127	37	50	10	224	63	43	106	330	639	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX	1,309	992	2,301	77	345	87	145	28	605	139	91	230	835	1,466	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	223	224	447	12	108	15	32	6	161	30	10	40	201	246	Première chambre.
Deuxième id.	208	103	491	20	93	16	19	3	103	15	34	47	150	341	Deuxième id.
Troisième id.	201	196	457	21	55	18	20	4	106	31	9	40	146	311	Troisième id.
Quatrième id.	248	199	447	—	51	17	33	9	112	44	16	60	172	275	Quatrième id.
Cinquième id.	270	179	458	24	93	21	30	6	122	21	22	43	165	293	Cinquième id.
Vacations	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Vacations.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Gand.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER				CAUSES TERMINÉES										JURIDICTIONS.
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	Arrêts rendus avant de statuer au fond.	PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général des causes terminées.	CAUSES restant à juger.	
					CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.			
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Gand	10	37	56	6	27	8	4	1	40	5	—	5	45	11	Gand.
Audenarde	7	17	24	6	4	7	4	—	15	3	—	3	18	6	Audenarde.
Termonde	12	22	34	8	6	8	1	—	15	7	—	7	22	12	Termonde.
Bruges	7	36	43	10	11	—	10	1	22	2	5	7	29	14	Bruges.
Courtrai	4	8	12	1	6	2	—	—	8	2	—	2	10	2	Courtrai.
Furnes	—	8	8	—	1	2	—	—	3	—	—	—	3	5	Furnes.
Ypres	3	3	6	—	2	1	2	—	5	1	—	1	6	—	Ypres.
Tribunaux étrangers au ressort (affaires renvoyées après cassation)	—	2	2	—	1	—	1	—	2	—	—	—	2	—	Renvoi après cassation.
Affaires commerciales.															**Affaires commerciales.**
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. / DE COMMERCE.															TRIBUNAUX DE
Gand	26	35	61	8	17	7	7	1	32	10	—	10	42	19	Gand.
Audenarde / —	3	3	6	—	1	—	2	—	3	1	—	1	4	2	Audenarde.
Alost	13	19	32	6	7	2	—	1	10	7	—	7	17	15	Alost.
Saint-Nicolas	1	6	7	—	1	3	—	—	4	1	—	1	5	2	Saint-Nicolas.
Termonde / —	1	4	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	Termonde.
Bruges	5	6	9	3	4	2	2	—	8	1	—	1	9	—	Bruges.
Ostende	3	2	7	1	1	3	—	—	4	—	—	—	4	3	Ostende.
Courtrai	3	8	11	3	1	1	2	—	4	1	—	1	5	6	Courtrai.
Furnes / —	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	1	—	Furnes.
Ypres / —	—	2	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	—	Ypres.
TOTAUX. Affaires civiles	52	133	185	40	58	28	22	2	110	20	5	25	135	50	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	55	86	141	21	32	10	13	2	56	23	—	23	89	52	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX	107	219	326	61	90	47	35	4	176	43	5	48	224	102	TOTAUX GÉNÉRAUX
Première chambre	42	135	177	40	46	20	23	1	90	23	—	25	115	62	Première chambre.
Deuxième id.	63	81	146	15	42	27	12	3	84	17	5	22	106	40	Deuxième id.
Vacations	—	3	3	—	2	—	—	—	2	1	—	1	3	—	Vacations.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

Cour d'appel de Liége.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.	CAUSES A JUGER			Arrêts rendus	CAUSES TERMINÉES									CAUSES	JURIDICTIONS.
					PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL	D'UNE AUTRE MANIÈRE			TOTAL général	restant	
	pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	avant de statuer au fond.	CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.	des arrêts.	par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.	TOTAL.	des causes terminées.	à juger.	
					confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Affaires civiles.															**Affaires civiles.**
Tribunaux de première instance. Liége	70	108	184	10	44	15	18	8	85	6	5	11	96	88	Liége.
Huy	7	18	25	—	7	3	5	—	15	—	—	—	15	10	Huy.
Verviers	9	36	45	5	20	1	1	1	23	2	3	5	28	17	Verviers.
Tongres	9	8	17	2	4	3	1	—	8	3	—	3	11	6	Tongres.
Hasselt	5	8	13	—	8	1	1	1	11	—	—	—	11	2	Hasselt.
Arlon	12	15	27	2	6	1	9	—	16	3	1	4	20	6	Arlon.
Marche	7	7	14	—	3	1	3	1	10	2	—	3	13	2	Marche.
Neufchâteau	5	3	8	—	3	2	—	—	5	—	—	—	5	3	Neufchâteau.
Namur	20	38	67	2	21	3	13	—	37	4	2	6	43	24	Namur.
Dinant	5	19	24	2	3	1	—	—	6	—	—	—	6	18	Dinant.
Affaires commerciales. TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.															**Affaires commerciales.** TRIBUNAUX DE :
Liége	20	55	84	8	27	0	8	3	44	12	—	12	56	28	Liége.
Huy	1	3	4	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	2	Huy.
Verviers	10	16	26	1	9	2	2	1	14	4	1	5	19	7	Verviers.
Tongres	1	—	1	—	1	—	—	—	5	—	—	—	5	—	Tongres.
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Hasselt.
Arlon	3	4	7	2	3	—	1	—	4	—	—	—	4	3	Arlon.
Marche	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	Marche.
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Neufchâteau.
Namur	11	10	21	—	4	2	1	1	8	2	2	4	12	9	Namur.
Dinant	4	5	9	—	1	—	3	—	4	1	—	1	5	4	Dinant.
TOTAUX. Affaires civiles	104	260	424	24	125	31	51	11	216	20	11	31	247	177	Affaires civiles.
TOTAUX. Affaires commerciales	59	93	154	11	48	10	15	5	78	10	3	22	100	54	Affaires commerciales.
TOTAUX GÉNÉRAUX.	223	355	578	35	171	41	66	16	294	39	14	53	347	231	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Première chambre	82	119	201	16	47	12	20	3	91	22	3	25	116	85	Première chambre.
Deuxième id.	71	120	191	12	62	12	15	7	96	12	2	14	110	81	Deuxième id.
Troisième id.	70	116	186	7	62	17	22	6	107	5	9	14	121	65	Troisième id.

AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES.

LXIV (suite). — Causes introduites, terminées et restant à juger.

RÉCAPITULATION.

JURIDICTIONS qui ont rendu les décisions attaquées.		CAUSES A JUGER			Arrêts rendus avant de statuer au fond.	CAUSES TERMINÉES								CAUSES restant à juger.	JURIDICTIONS.
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.		PAR ARRÊTS AU FOND				TOTAL des arrêts.	D'UNE AUTRE MANIÈRE		TOTAL.	TOTAL général des causes terminées.	
						CONTRADICTOIRES			par défaut non susceptibles d'opposition.		par transaction, abandon ou autres motifs.	par radiation du rôle d'office.			
						confirmatifs.	INFIRMATIFS en tout.	INFIRMATIFS en partie.							
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	Tribunaux de première instance en matière civile	703	568	1,273	50	205	46	95	18	362	70	48	118	480	793	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	66	39	105	—	12	2	2	1	17	6	2	8	25	80	Id. (affaires commerciales.)
	Id. de commerce	504	351	855	26	109	35	48	9	201	57	41	98	299	556	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	1	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	Id. étrangers.
	Id. consulaires, hors chrétienté	—	2	2	—	1	1	—	—	2	—	—	—	2	—	Id. consulaires.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	2	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	24	9	33	1	7	1	1	—	9	1	—	1	10	23	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	3	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	3	—	Affaires portées devant la Cour.
	Référés	10	17	27	—	5	2	1	—	8	3	—	5	13	14	Référés.
Gand	Tribunaux de première instance en matière civile	52	131	183	40	57	28	21	2	108	20	5	25	133	50	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	4	10	14	—	4	1	2	—	4	3	—	3	7	7	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	51	76	127	21	31	18	11	2	62	20	—	20	82	45	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	2	2	—	1	—	1	—	2	—	—	—	2	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Liége	Tribunaux de première instance en matière civile	161	260	421	24	123	31	31	11	216	20	11	31	247	177	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	9	14	23	2	8	—	4	—	12	1	—	1	13	10	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	50	81	131	9	40	10	11	5	66	18	3	21	87	44	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Id. étrangers.
	Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	Affaires portées devant la Cour.
Totaux	Tribunaux de première instance en matière civile	921	959	1,880	114	385	105	165	31	686	110	64	174	860	1,020	Tribunaux (affaires civiles).
	Id. id. id. commerciale	79	63	142	2	21	3	8	1	33	10	2	12	45	97	Id. (affaires commerciales).
	Id. de commerce	605	508	1,113	56	180	65	70	16	329	95	41	139	468	645	Id. de commerce.
	Id. étrangers au ressort (après cassation)	—	3	3	—	2	—	1	—	3	—	—	—	3	—	Id. étrangers.
	Id. consulaires, hors chrétienté	—	2	2	—	1	1	—	—	2	—	—	—	2	—	Id. consulaires.
	Conseils de discipline	—	2	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	2	—	Conseils de discipline.
	Appels de jugements d'arbitres	24	9	33	1	7	1	1	—	9	1	—	1	10	23	Appels de jugements d'arbitres.
	Affaires portées directement devant la Cour	—	3	3	—	3	—	—	—	3	—	—	—	3	—	Affaires portées devant la Cour.
	Référés	10	17	27	—	5	2	1	—	8	3	—	5	13	14	Référés.
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1,639	1,566	3,205	173	606	175	246	48	1,075	221	110	331	1,406	1,799	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Totaux par ressort.	Bruxelles	1,309	992	2,301	77	345	87	145	28	605	139	91	230	835	1,466	Bruxelles.
	Gand	107	219	326	61	90	47	35	4	176	43	5	48	224	102	Gand.
	Liége	223	355	578	35	171	41	66	16	294	39	14	35	347	231	Liége.

LXV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFFAIRES CIVILES.										
Code civil.										
LIVRE Ier. — *Des personnes.*										
TITRE V. Mariage. (Opposition — nullité — autorisation maritale)	4	1	3	3	1	4	—	4	—	4
TITRE V. Pension alimentaire	12	7	5	11	1	7	—	7	—	7
TITRE VI. Divorce (garde d'enfant)	69	48	21	58	11	69	—	65	4	69
TITRE VI. Séparation de corps	10	4	6	9	1	10	—	7	3	10
TITRE VI. Pension alimentaire	3	2	1	3	—	1	—	—	1	1
TITRE VII. — Paternité. Filiation	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
TITRE VIII. — Adoption	14	14	—	14	—	14	—	14	—	14
TITRE IX. — Puissance paternelle	1	1	—	1	—	1	—	—	1	1
TITRE X. — Tutelle	6	3	3	4	2	6	—	6	—	6
TITRE XI. — Interdiction	6	6	—	5	1	6	—	5	1	6
LIVRE II. — *Des biens et des différentes modifications de la propriété.*										
TITRE II. — Propriété immobilière (revendication de)	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
TITRE III. — Usufruit	3	1	2	3	—	1	—	1	—	1
TITRE IV. — Servitudes	12	4	8	12	—	6	—	5	1	6
LIVRE III. — *Des différentes manières dont on acquiert la propriété.*										
TITRE I. — Successions, partages et liquidations	33	19	14	32	1	18	—	15	3	18
TITRE II. Dons	4	2	2	3	1	1	—	1	—	1
TITRE II. Testaments	13	6	7	13	—	8	—	8	—	8
TITRE III. Conventions. (Exécution, résolution, interprétation)	40	30	10	39	1	17	—	16	1	17
TITRE III. Paiement de sommes	96	56	40	89	7	42	1	37	6	43
TITRE IV. — Quasi-contrats. Délits et quasi-délits (dommages-intérêts)	187	94	93	184	3	90	3	85	8	93
TITRE V. — Contrat de mariage. Droits des époux. Séparation de biens	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
TITRE VI. — Ventes. Nullité. Résolution. Rescision	18	9	9	18	—	9	—	9	—	9
TITRE VIII. — Contrat de louage. Loyers. Fermages, Baux	18	6	12	18	—	11	—	9	2	11
TITRE IX. — Contrat de société	6	3	3	6	—	3	—	—	3	3
TITRE X. — Prêt	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—
TITRE XI. — Dépôt et sequestre	6	4	2	6	—	4	—	4	—	4
TITRE XVI. — Contrainte par corps	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRE XVIII. — Privilèges, hypothèques	3	3	—	3	—	2	—	2	—	2
TITRE XX. — Prescription	3	2	1	3	—	2	—	2	—	2
Code de procédure et lois spéciales.										
Ire PARTIE, LIVRE II, TITRE XII. — Des enquêtes	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
LIVRE V, TITRE VII. — Des saisies arrêts ou oppositions	5	5	—	4	1	4	—	4	—	4
LIVRE V, TITRE XI. — De la distribution par contribution	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
IIe PARTIE, LIVRE II, TITRE Ier. — De l'apposition des scellés après décès	1	—	1	1	—	1	—	1	—	1
Compétence. Loi du 25 mars 1841 et du 25 mars 1876	2	—	2	2	—	2	—	2	—	2
Exequatur de jugements étrangers. Loi du 25 mars 1876	2	1	1	2	—	2	—	1	1	2
Expropriation pour cause d'utilité publique. Loi du 17 avril 1835	76	30	46	76	—	76	—	65	11	76
Saisie immobilière. Loi du 15 août 1854. CHAPITRES II et III	7	4	3	7	—	6	—	6	—	6
Autres matières	40	17	23	40	—	26	—	25	1	26
TOTAUX	707	385	322	676	31	455	4	412	47	459

LXV (suite). — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par des arrêts.

MATIÈRES dans lesquelles LES ARRÊTS ONT ÉTÉ RENDUS.	NOMBRE TOTAL des affaires terminées par arrêts.	NOMBRE DES ARRÊTS qui accueillent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS qui rejettent les conclusions du demandeur originaire.	NOMBRE DES ARRÊTS contradictoires.	NOMBRE DES ARRÊTS par défaut.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public de droit.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public d'office.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions conformes.	ARRÊTS RENDUS après communication au ministère public sur ses conclusions contraires.	TOTAL des arrêts rendus après communication au ministère public.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Affaires commerciales.										
Code de commerce.										
LIVRE Ier.										
Du commerce en général.										
TITRE I à V. — Des commerçants, etc.	295	179	116	279	16	108	3	102	9	111
TITRE VI. — Du gage. Loi du 5 mai 1872	1	1	—	1	—	1	—	1	—	1
TITRES VII et VII*bis*. — De la commission, du contrat de transport	2	1	1	2	—	—	—	—	—	—
TITRE VIII. — De la lettre de change et du billet à ordre	7	3	4	6	1	3	—	3	—	3
TITRE IX. — Des sociétés	15	7	8	15	—	8	—	7	1	8
TITRES X et XI. — Des assurances	3	2	1	3	—	1	—	1	—	1
LIVRE II.										
Du commerce maritime.	8	6	2	8	—	4	—	3	1	4
LIVRE III.										
Des faillites, banqueroutes et sursis.	37	20	17	37	—	32	—	30	2	32
TOTAL	368	219	149	351	17	157	3	147	13	160
Affaires civiles.										
Cour d'appel de Bruxelles	381	227	154	303	18	238	4	208	34	242
Cour d'appel de Gand	110	67	43	108	2	75	—	71	4	75
Cour d'appel de Liége	216	91	125	205	11	142	—	133	9	142
TOTAL	707	385	322	676	31	455	4	412	47	459
Affaires commerciales.										
Cour d'appel de Bruxelles	224	147	77	214	10	92	3	83	12	95
Cour d'appel de Gand	66	40	26	64	2	45	—	42	1	43
Cour d'appel de Liége	78	32	46	73	5	22	—	22	—	22
TOTAL	368	219	149	351	17	157	3	147	13	160
TOTAL GÉNÉRAL POUR LE ROYAUME	1,075	604	471	1,027	48	612	7	559	60	619

LXVI. — Durée de la procédure.

AFFAIRES INSCRITES AU ROLE	AFFAIRES TERMINÉES			TOTAL.	AFFAIRES RESTANT à JUGER.
	PAR ARRÊTS		par radiation, du rôle, etc.		
	contradictoires.	par défaut.			
1	2	3	4	5	6
***A.* — En matière civile.**					
Depuis moins de 3 mois	86	7	16	108	217
— 3 à 6 mois	122	5	13	140	144
— 6 mois à 1 an	175	8	34	217	210
— 1 à 3 ans	248	9	79	336	393
— 3 à 5 ans	39	2	36	77	65
— 5 à 10 ans	6	—	2	8	15
— 10 ans et plus	—	—	—	—	1
TOTAL	676	31	180	887	1,054
***B.* — En matière commerciale.**					
Depuis moins de 3 mois	41	4	10	51	127
— 3 à 6 mois	54	1	27	80	112
— 6 mois à 1 an	103	5	36	144	149
— 1 à 3 ans	126	5	57	188	300
— 3 à 5 ans	22	2	19	43	50
— 5 à 10 ans	5	—	2	7	7
— 10 ans et plus	—	—	—	—	—
TOTAL	351	17	151	519	745
Affaires civiles.					
Cour d'appel de Bruxelles	303	18	124	505	827
Cour d'appel de Gand	108	2	25	135	50
Cour d'appel de Liége	265	11	31	247	177
TOTAL	676	31	180	887	1,054
Affaires commerciales.					
Cour d'appel de Bruxelles	214	10	106	330	659
Cour d'appel de Gand	64	2	25	89	52
Cour d'appel de Liége	73	5	22	100	54
TOTAL	351	17	159	519	745
TOTAL GÉNÉRAL	1,027	48	331	1,406	1,799

COUR DE CASSATION (1re CHAMBRE).

LXVII. — Pourvois en matière civile.

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les jugements attaqués.		CAUSES A JUGER			ARRÊTS					TOTAL des ARRÊTS.	Causes restant à juger.
		pendantes au commencement de l'année judiciaire.	introduites pendant l'année judiciaire.	TOTAL.	d'instruction.	AU FOND		DÉCRÉTANT			
						Cassation.	Rejet.	la déchéance.	le désistement.		
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Cours d'appel jugeant *en matière*											
civile.	de commerce.										
Bruxelles		20	11	31	—	4	24	1	—	29	2
	Bruxelles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand		2	5	7	—	—	5	—	—	5	2
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Liége		9	4	13	—	1	8	—	—	9	4
	Liége	4	—	4	—	—	4	—	—	4	—
Tribunaux jugeant											
en première instance.	en degré d'appel.										
Bruxelles		2	—	2	—	1	1	—	—	2	—
Louvain		1	1	2	—	—	1	—	—	1	1
Anvers		1	—	1	—	—	1	—	—	1	—
	Mons	1	1	2	—	—	—	—	1	1	1
Charleroi		2	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Tournai		—	1	1	—	—	—	—	—	—	1
Audenarde		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Ypres		—	2	2	—	—	—	—	—	—	2
Liége		—	2	2	—	—	—	—	—	—	2
Huy		2	—	2	—	1	—	—	—	1	1
Verviers		3	—	3	—	—	1	—	—	1	2
Tongres		1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Arlon		1	1	2	—	1	—	—	—	1	1
Marche		—	1	1	—	—	1	—	—	1	—
Namur		2	—	2	—	—	2	—	—	2	—
Dinant		—	2	2	—	—	—	—	—	—	2
Tribunaux de commerce		—	5	5	—	—	1	—	—	1	4
Justices de paix		—	2	2	—	1	—	—	—	1	1
TOTAUX		52	38	90	—	9	49	1	1	60	30

LXVIII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent.

NATURE DES AFFAIRES JUGÉES.				ARRÊTS				TOTAL par MATIÈRE.	TOTAL GÉNÉRAL.
				sur incidents.	de désistement.	de cassation.	de rejet.		
LIVRE.	TITRE.	CHAPITRE.	**Code civil.**						
I	VI	II	Du divorce pour cause déterminée.	—	—	—	1	1	
	IX		De la puissance paternelle	—	—	—	1	1	
III	III	II	Des conditions essentielles pour la validité des conventions.	—	—	—	1	1	
			De la cause	—	—	—	1	1	
		III	De l'effet des obligations.	—	—	—	2	2	12
		IV	Des diverses espèces d'obligations.	—	—	1	—	1	
		VI	De la preuve littérale. — Du titre authentique.	—	—	—	1	1	
			De l'acte sous seing privé	—	—	—	2	2	
	IV	I	Des quasi-contrats	—	—	1	—	1	
		II	Des délits et des quasi-délits.	—	—	—	1	1	
			TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU *CODE CIVIL*. . .	—	—	2	10	12	
			Code de procédure. PREMIÈRE PARTIE.						
II	IX		Des exceptions, § 1er. Des renvois	—	—	—	1	1	2
III	Unique		Des tribunaux d'appel	—	—	—	1	1	
			TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE PROCÉDURE. . .	—	—	—	2	2	
			Code de commerce.						
I	IX		Des sociétés. Loi du 18 mai 1873	—	1	—	3	4	7
III	1		Des faillites. Loi du 18 avril 1851	—	—	—	3	3	
			TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AU CODE DE COMMERCE . . .	—	1	—	6	7	
			Lois et matières diverses.						
			Ordonnance de Charles-Quint du 15 décembre 1553	—	—	—	1	1	
			Loi du 22 frimaire an VII. (Enregistrement.)	—	—	—	4	4	
			Décret du 30 décembre 1809. (Fabriques d'églises.) Loi du 18 germinal an X. (Organisation des cultes.)	—	—	—	1	1	
			Décret du 11 janvier 1811. (Polders et schoores.)	1	—	—	2	3	
			Loi du 17 avril 1833. (Expropriation pour cause d'utilité publique.)	—	—	1	2	3	
			Loi du 30 mars 1836. (Communale.)	—	—	—	1	1	
			Loi du 21 mars 1841. (Compétence.)	—	—	1	5	6	
			Loi du 10 avril 1841. (Chemins vicinaux.)	—	—	—	1	1	39
			Loi du 21 juillet 1844. (Pensions.)	—	—	1	—	1	
			Loi du 16 décembre 1851. (Hypothèques).	—	—	—	3	3	
			Loi du 18 juin 1869. (Organisation judiciaire.)	—	—	1	—	1	
			Loi du 25 mars 1876. (Compétence.)	—	—	2	10	12	
			Loi du 9 septembre 1897. (Garde civique.)	—	—	1	—	1	
			Loi du 20 mai 1898. (Portant approbation de la convention de La Haye du 14 novembre 1896.)	—	—	—	1	1	
			TOTAL DES ARRÊTS RELATIFS AUX LOIS ET MATIÈRES DIVERSES. . .	1	—	7	31	39	
			TOTAL GÉNÉRAL.	1	1	9	49	60	

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

1903

STATISTIQUE PÉNITENTIAIRE

Organisation des prisons. — (Les renseignements sont donnés dans l'introduction, page L.)

Rédaction des tableaux. — La statistique des prisons est dressée par la Direction des prisons au ministère de la justice à l'aide de tableaux qui lui sont adressés annuellement par les directeurs des établissements pénitentiaires. L'administration centrale vérifie l'exactitude des renseignements contenus dans ces tableaux, en les comparant à ceux que fournissent les rapports journaliers et les rapports mensuels qu'elle reçoit de ces mêmes directeurs.

PREMIÈRE PARTIE

STATISTIQUE ADMINISTRATIVE

LXIX. — Capacité des prisons. — Population moyenne, maxima et minima.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	Capacité. CELLULES OU PLACES ordinaires.		d'infirmerie.		de pistole.		pour dettiers.		de désencombrement.		TOTAL.		Population moyenne.		maximum.		minimum.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
A. — Prisons centrales.																		
Prison centrale à Louvain. . .	571	—	24	—	—	—	—	—	—	—	595	—	557	—	573	—	544	—
Prison centrale à Gand. Quartier commun des criminels	202	—	28	—	—	—	—	—	—	—	230	—	142	—	150	—	135	—
Prison centrale à Gand. Quartier cellulaire . Id. de discipline et des jeunes condamnés.	100	—	6	—	—	—	—	—	—	—	106	—	92	—	98	—	86	—
	359	—	15	—	—	—	—	—	—	—	374	—	180	—	190	—	171	—
TOTAUX.	1,232	—	73	—	—	—	—	—	—	—	1,305	—	971	—	1,011	—	936	—
B. — Prisons secondaires.																		
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	523	—	11	—	—	—	—	—	—	—	534	—	465	—	550	—	551	—
Prison à Saint-Gilles.	597	—	12	—	7	—	—	—	—	—	616	—	604	—	646	—	540	—
Id. à Bruxelles.	162	88	3	8	—	—	—	—	—	15	165	113	158	79	190	108	87	57
Id. secondaire à Louvain. .	141	28	6	3	3	1	6	3	22	6	178	41	164	8	194	18	156	4
Id. à Nivelles	102	15	6	1	3	—	—	—	—	—	111	16	86	7	106	15	52	2
Id. à Anvers.	338	62	9	3	3	1	—	—	20	—	393	67	360	45	416	57	317	34
Id. à Malines	61	15	3	2	1	—	—	—	—	—	73	18	63	9	84	15	46	5
Id. à Turnhout.	60	10	3	—	1	—	—	—	—	—	70	10	49	1	70	4	18	—
Id. à Mons	226	44	8	4	3	1	4	1	43	22	284	72	210	24	250	31	173	18
Id. à Charleroi.	108	20	4	1	3	2	—	—	—	—	115	23	99	18	141	26	69	15
Id. à Tournai	150	25	6	3	2	1	6	1	23	9	189	37	158	17	158	25	115	11
Id. secondaire à Gand. . .	230	55	10	2	3	2	—	—	60	16	323	73	285	58	336	57	228	23
Id. à Termonde	117	28	4	2	4	2	—	—	10	—	135	32	126	15	151	22	100	8
Id. à Audenarde	65	9	3	2	1	—	—	—	—	—	67	11	45	5	71	8	10	1
Id. à Bruges.	218	39	4	1	3	1	—	—	—	—	226	61	208	38	238	50	173	28
Id. à Courtrai	131	14	4	1	2	1	—	—	—	—	137	16	129	10	166	10	103	5
Id. à Furnes.	51	8	2	—	2	1	2	—	—	—	57	9	52	5	47	8	10	3
Id. à Ypres	65	10	3	1	2	1	3	—	—	—	71	18	60	7	75	11	57	5
Id. à Liége	181	35	4	2	2	2	—	—	12	—	202	57	188	33	228	49	148	17
Id. à Verviers	134	24	2	1	2	2	—	—	100	10	264	37	160	13	206	18	121	7
Id. à Huy.	30	13	2	1	2	1	—	—	8	3	42	18	28	3	33	8	17	4
Id. à Tongres	27	13	—	—	—	—	—	—	13	—	40	13	28	2	39	5	20	1
Id. à Hasselt	52	11	2	1	1	1	—	—	8	—	63	13	41	4	50	10	20	2
Id. à Arlon	62	16	3	2	2	1	1	—	6	2	74	21	62	5	92	10	30	1
Id. à Marche	15	2	—	—	—	—	—	—	—	—	13	2	8	—	17	3	1	—
Id. à Neufchâteau	19	7	1	1	1	1	—	—	6	—	27	9	19	2	32	3	11	1
Id. à Namur.	92	26	3	2	3	2	4	—	—	2	104	32	83	10	103	26	63	8
Id. à Dinant.	34	5	—	—	1	—	—	—	4	3	39	8	30	4	44	8	22	1
TOTAUX.	4,037	662	120	44	60	28	32	5	343	88	4,592	827	3,877	408	4,752	614	3,055	261
TOTAUX GÉNÉRAUX.	5,269	662	193	44	60	28	32	5	343	88	5,897	827	4,848	408	5,763	614	3,991	261

LXX. — Mouvement général d'entrée et de sortie. — A. *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ET DES CATÉGORIES.	POPULATION au 31 décembre 1902. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	ENTRÉES. Venant de l'état de liberté ou de la prison du lieu du jugement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Venant d'une autre prison ou rétablissement après évasion, libération provisoire ou translation dans un autre établissement. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	TOTAL des entrées, y compris la population au 31 décembre 1902. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	SORTIES. Rendus à la liberté ou décédés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	Transférés dans un autre établissement ou évadés. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	TOTAL des sorties. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	POPULATION au 31 décembre 1903. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.	JOURNÉES de détention. Hommes.	Jeunes condamnés et indisciplinés.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28
Prison centrale à Gand. Prison centrale à Louvain. Travaux forcés à perpétuité.	124	—	124	15	—	15	8	—	8	145	—	145	—	—	—	15	—	15	15	—	15	130	—	130	46,316	—	46,316
Travaux forcés à temps.	215	—	213	32	—	32	14	—	14	259	—	259	20	—	20	20	—	20	40	—	40	219	—	219	80,573	—	80,573
Réclusion.	72	—	72	16	—	16	6	—	6	94	—	94	15	—	15	9	—	9	24	—	24	70	—	70	25,326	—	25,326
Emprisonnement correctionnel. . . .	137	—	137	35	—	35	10	—	10	188	—	188	20	—	20	24	—	24	44	—	44	144	—	144	51,238	—	51,238
Quartier commun des criminels. Travaux forcés. . . .	125	—	125	—	—	—	36	—	36	161	—	161	6	—	6	32	—	32	38	—	38	123	—	123	46,857	—	46,857
Réclusion.	14	—	14	1	—	1	6	—	6	21	—	21	1	—	1	4	—	4	5	—	5	16	—	16	4,887	—	4,887
Quartier cellulaire. Travaux forcés à temps.	11	—	11	—	—	—	15	—	15	26	—	26	1	—	1	14	—	14	15	—	15	11	—	11	3,027	—	3,027
Réclusion.	2	—	2	—	—	—	2	—	2	4	—	4	—	—	—	1	—	1	1	—	1	3	—	3	1,284	—	1,284
Emprisonnement correctionnel. . . .	78	—	78	31	—	31	15	—	15	124	—	124	24	—	24	18	—	18	42	—	42	82	—	82	28,548	—	28,548
Quartier de discipline et de jeunes condamnés. Indisciplinés.	—	120	120	—	4	4	—	84	84	208	—	208	—	114	114	—	19	19	132	—	132	—	47	47	45,748	19,829	65,577
Jeunes condamnés . .	—	60	60	—	71	71	—	18	18	149	—	149	—	29	29	—	16	16	45	—	45	—	47	47	19,829	65,577	354,193
TOTAUX	776	180	956	128	75	203	118	102	220	1,379	357	1,022	87	143	230	137	35	172	224	178	402	798	178	977	288,616	65,577	354,193

LXX (suite). — Mouvement

B. — *Prisons*

MERIE.

entrées et des sorties pendant l'année.

centrales.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	POPULATION au 31 décembre 1902.			ENTRÉES. Venant de l'état de liberté.			Venant d'autres établissements ou réintégrés après évasion.			TOTAUX DES ENTRÉES.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Quartier commun des correctionnels de la prison centrale à Gand	484	—	484	403	—	403	1,032	—	1,032	2,335	—	2,335
Prison à Saint-Gilles	630	—	630	2,467	—	2,467	2,688	—	2,688	5,155	—	5,155
Id. à Bruxelles	133	67	200	7,253	2,454	9,707	5,234	503	5,737	12,487	2,957	15,444
Id. secondaire à Louvain	163	5	170	1,193	183	1,378	302	7	309	1,497	190	1,687
Id. à Nivelles	43	5	48	474	40	514	310	20	330	784	69	853
Id. à Anvers	348	45	393	4,888	923	5,781	759	16	775	5,617	939	6,556
Id. à Malines	64	7	71	845	64	909	108	7	115	953	71	1,024
Id. à Turnhout	45	1	46	675	40	715	281	—	281	956	40	996
Id. à Mons	208	25	233	1,265	198	1,463	289	5	294	1,554	203	1,757
Id. à Charleroi	112	15	127	3,542	363	3,705	822	23	845	4,164	386	4,550
Id. à Tournai	132	12	144	794	92	886	208	17	225	1,002	109	1,111
Id. secondaire à Gand	270	26	296	5,033	401	5,434	1,736	112	1,848	6,769	513	7,282
Id. à Termonde	142	9	151	2,032	114	2,146	223	12	235	2,255	126	2,381
Id. à Audenarde	50	3	53	659	49	708	120	8	128	779	57	836
Id. à Bruges	194	29	223	2,353	185	2,538	424	37	460	2,777	221	2,998
Id. à Courtrai	133	9	142	2,389	171	2,760	429	16	445	3,018	187	3,205
Id. à Furnes	33	8	41	386	36	422	38	4	42	424	40	464
Id. à Ypres	49	8	57	552	32	584	80	7	87	632	39	671
Id. à Liége	216	32	248	2,907	556	3,463	1,185	57	1,242	4,092	613	4,705
Id. à Verviers	171	7	178	688	128	816	333	15	368	1,043	141	1,184
Id. à Huy	26	5	31	173	17	190	51	12	63	224	29	253
Id. à Tongres	30	3	33	401	22	423	50	1	51	451	23	474
Id. à Hasselt	44	5	49	558	58	616	177	10	187	735	68	803
Id. à Arlon	64	5	69	457	26	483	295	17	312	752	43	795
Id. à Marche	6	—	6	274	10	293	12	—	12	286	19	305
Id. à Neufchâteau	14	1	15	285	25	310	28	2	30	313	27	340
Id. à Namur	92	23	115	1,331	122	1,453	290	44	340	1,627	166	1,793
Id. à Dinant	32	4	36	479	31	510	45	6	51	524	37	561
TOTAUX	3,932	357	4,289	44,708	6,349	51,057	18,477	964	19,441	63,185	7,313	70,498

PENDANT L'ANNÉE. Libérés, graciés, transférés dans d'autres prisons.			Décédés.			TOTAL.			EN TRAITEMENT au 31 décembre 1903.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — Journées de maladie.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — Journées de maladie.		
Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.	Hommes.	Jeunes gens condamnés et indisciplinés.	Total.
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	3	—	3	6	—	6	1	—	1	871	—	871	—	—	—
—	—	—	3	—	3	5	2	7	1	—	1	734	28	762	—	—	—
—	—	—	—	—	—	8	—	8	4	—	4	787	—	787	—	—	—
1	—	1	2	—	2	15	18	33	10	1	11	2,809	135	2,944	—	—	—
—	—	—	—	—	—	15	5	20	2	—	2	553	57	610	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—	62	—	62	—	—	—
—	—	—	—	—	—	3	2	5	3	—	3	1,110	32	1,142	—	—	—
1	—	1	—	—	—	6	1	7	3	—	3	1,170	4	1,174	—	—	—
—	—	—	—	—	—	3	1	4	2	—	2	622	17	639	—	—	—
—	2	2	—	—	—	2	3	5	—	—	—	252	133	385	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1	118	90	208	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	3	3	2	1	3	141	67	208	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	—	—	18	21	39	—	—	—
—	—	—	—	—	—	1	7	8	—	1	1	32	80	112	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	18	18	—	—	—
2	3	5	9	—	9	67	48	115	29	3	32	9,279	682	9,961	—	—	—

INFIRMERIE.

LXXVII (suite). — Mouvement général des entrées et des sorties pendant l'année.

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	EN TRAITEMENT au 31 décembre 1902.			ENTRÉES pendant l'année.			TOTAL.			SORTIES PENDANT L'ANNÉE. GUÉRIS.			TRANSFÉRÉS dans une maison de santé ou un hôpital.			LIBÉRÉS, GRACIÉS, transférés dans d'autres prisons.			DÉCÉDÉS.			TOTAL.			EN TRAITEMENT au 31 décembre 1903.			DÉTENUS traités à l'infirmerie. — JOURNÉES DE MALADIE.			DÉTENUS traités en cellule ordinaire ou dans les quartiers. — JOURNÉES DE MALADIE.		
	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.	Hommes.	Femmes.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Fièvres	2	1	3	12	3	15	14	4	18	12	2	14	—	—	—	1	2	3	—	—	—	13	4	17	1	—	1	136	—	136	171	196	367
Id. éruptives	1	—	1	9	—	9	10	—	10	9	—	9	1	—	1	—	—	—	—	—	—	10	—	10	—	—	—	182	—	182	28	—	28
Maladies du cerveau	—	2	2	12	2	14	12	4	16	3	1	4	3	1	4	3	—	3	2	—	2	11	2	13	1	2	3	182	70	252	72	400	472
Id. des organes de la circulation	2	—	2	29	3	32	31	3	34	9	1	10	2	—	2	11	1	12	7	—	7	29	2	31	2	1	3	746	248	994	243	17	260
Altération du sang	11	6	17	63	37	100	74	43	117	41	26	67	—	1	1	28	10	38	1	—	1	70	37	107	4	6	10	1,269	354	1,623	1,402	2,247	3,649
Maladies des organes respiratoires	14	—	14	141	14	155	155	14	169	54	5	59	5	1	6	64	8	72	13	—	13	136	14	150	19	—	19	4,694	63	4,757	1,707	118	1,825
Id. des organes de la digestion et annexes	10	4	14	125	37	162	135	41	176	94	27	121	1	—	1	32	9	41	3	—	3	150	36	186	5	5	10	1,050	226	2,156	2,831	1,333	4,164
Id. des reins	—	—	—	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	2	—	2	—	—	—	23	—	25	6	—	6
Id. des organes génito-urinaires	2	1	3	11	12	23	13	13	26	6	7	13	1	1	2	5	4	7	2	—	2	12	12	24	1	1	2	178	292	470	136	348	484
Id. des os	1	1	2	5	—	5	6	1	7	1	—	1	—	—	—	4	1	5	—	—	—	5	1	6	1	—	1	99	—	99	305	287	592
Id. des articulations	—	—	—	9	2	11	9	2	11	3	—	3	1	—	1	5	1	4	—	—	—	7	1	8	2	1	3	202	27	319	16	113	129
Id. du système nerveux	1	2	3	13	5	18	14	7	21	6	3	9	—	1	1	6	3	9	1	—	1	13	7	20	1	—	1	381	9	390	39	34	73
Id. de l'appareil de la vision	1	—	1	17	—	17	18	—	18	8	—	8	—	—	—	5	—	5	—	—	—	13	—	13	5	—	5	1,210	—	1,210	8	—	8
Id. id. auditif	—	—	—	2	—	2	2	—	2	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	4	—	4	10	—	10
Id. id. olfactif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. du système lymphatique	3	2	5	13	3	16	16	5	21	7	—	7	—	1	1	6	1	7	—	—	—	13	2	15	3	3	6	778	—	778	648	893	1,541
Id. des muscles	—	—	—	9	—	9	9	—	9	7	—	7	—	—	—	2	—	2	—	—	—	9	—	9	—	—	—	349	—	349	13	—	13
Id. des tissus cellulaires	—	—	—	17	—	17	17	—	17	13	—	13	—	—	—	4	—	4	—	—	—	17	—	17	—	—	—	67	—	67	480	—	480
Id. de la peau	1	—	1	15	—	15	16	—	16	8	—	8	—	—	—	7	—	7	—	—	—	15	—	15	1	—	1	215	—	215	36	—	36
Id. vénériennes	4	—	4	33	2	35	37	2	39	19	—	19	—	—	—	10	2	12	—	—	—	29	2	31	8	—	8	779	—	779	687	37	724
Maladies ne rentrant pas dans les catégories ci-dessus	1	3	4	25	14	39	26	17	43	15	2	17	—	1	1	7	7	14	—	—	—	22	10	32	4	7	11	983	1,094	2,079	373	930	1,303
TOTAUX	54	22	76	562	134	696	616	156	772	317	74	391	14	7	21	198	49	247	29	—	29	558	130	688	58	26	84	14,501	2,383	16,884	9,211	6,953	16,164

LXXVIII. — Décès pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.			
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Forçats.	Réclusionnaires.	Correctionnels.	Élèves à la disposition du gouvernement.	1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Maladies du cerveau	3	—	—	—	—	1	1	1	3	—	—	—	—	—	2	1
Id. des organes de la circulation	3	—	—	—	—	—	1	2	2	—	1	—	—	1	1	1
Id. id. respiratoires	2	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2	—	—
Id. id. génito-urinaires	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Totaux	9	—	—	2	1	1	2	3	7	1	1	—	1	3	3	2

DÉSIGNATION DES MALADIES.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
	Moins de 1 an.	De 1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 à 10 ans.	Plus de 10 à 15 ans.	Plus de 15 à 20 ans.	Plus de 20 à 25 ans.	Plus de 25 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès.	
																				Oui.	Non.
1	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38
Maladies du cerveau	—	1	—	—	—	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1
Id. des organes de la circulation	—	—	—	2	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	1	—	—	—	1	2	—
Id. id. respiratoires	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	1	1	—
Id. id. génito-urinaires	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Totaux	1	1	—	3	1	—	2	—	1	3	1	1	1	—	1	—	—	2	5	3	1

B. — *Prisons secondaires.*

DÉSIGNATION DES MALADIES.		NOMBRE TOTAL des décédés.	NOMBRE DE DÉCÉDÉS SUIVANT L'AGE.							NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la catégorie pénale.			
			Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Prévenus et accusés.	Mendiants et vagabonds.	Passagers en destination de la frontière.	Condamnés.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Maladies du cerveau	Hommes.	2	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	—
Id. des organes de la circulation	Hommes.	7	—	1	1	—	1	2	2	—	1	—	6
Altération du sang	Hommes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
Maladies des organes respiratoires	Hommes.	13	—	1	2	3	1	2	4	—	2	—	11
Id. id. de la digestion et annexes	Hommes.	3	—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	2
Id. id. génito-urinaires	Hommes.	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2
Id. du système nerveux	Hommes.	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—
Totaux	Hommes.	29	—	2	6	4	3	7	7	2	5	—	22
Morts subites	Hommes.	4	—	—	—	2	—	—	2	1	1	—	2
Totaux généraux		33	—	2	6	6	3	7	9	3	6	—	24

DÉSIGNATION DES MALADIES.		NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la saison.				NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée de la détention.					NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant la durée du traitement médical.									NOMBRE DE DÉCÉDÉS suivant l'état de santé à l'entrée.		
		1er trimestre.	2e trimestre.	3e trimestre.	4e trimestre.	Moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Moins de 15 jours.	15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 2 mois.	Plus de 2 à 3 mois.	Plus de 3 à 4 mois.	Plus de 4 à 5 mois.	Plus de 5 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	BON.	MAUVAIS. Existence de la maladie qui a occasionné le décès.	
																					Oui.	Non.
1		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34
Maladies du cerveau	Hommes.	1	—	—	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Id. des organes de la circulation	Hommes.	3	2	—	2	4	1	2	—	—	3	—	3	1	—	—	—	—	—	—	5	2
Altération du sang	Hommes.	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Maladies des organes respiratoires	Hommes.	6	2	3	2	8	1	4	—	—	5	2	3	2	—	—	—	1	—	4	8	1
Id. id. de la digestion et annexes	Hommes.	1	—	2	—	—	2	1	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	3	—
Id. id. génito-urinaires	Hommes.	1	1	—	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	1	—
Id. du système nerveux	Hommes.	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Totaux	Hommes.	12	5	7	5	16	5	8	—	—	12	2	7	4	1	1	1	1	—	5	21	3
Morts subites	Hommes.	1	1	1	1	4	—	—	—	—										2	—	2
Totaux généraux		13	6	8	6	20	5	8	—	—										7	21	5

LXXIX. — Suicides et tentatives de suicide pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE de l'infraction.			DURÉE de la condamnation.	MODE EMPLOYÉ.		DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.				
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Peine de mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Pendaison.	Autres.	Moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24
Condamnés à la peine de mort commuée en celle des travaux forcés à perpétuité . . .	—	1	—	—	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIES.	TOTAL des suicides		AGE.					ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.			NATURE DE L'INFRACTION.		DURÉE DE LA CONDAMNATION.						MODE EMPLOYÉ.			DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.								
	accomplis.	tentés.	Moins de 21 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	Plus de 50 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Absence illégale.	Moins de 1 mois.	1 mois à 3 mois.	Plus de 3 à 6 mois.	Plus de 6 mois à 1 an.	Plus de 1 an.	Mise à la disposition du gouvernement.	Strangulation ou pendaison.	Blessures au moyen d'instrument tranchant.	Saut par dessus la balustrade.	1 jour et moins.	Plus de 1 à 15 jours.	Plus de 15 jours à 1 mois.	Plus de 1 à 6 mois.	Plus de 6 mois et moins de 1 an.	1 an et moins de 2 ans.	2 ans et moins de 3 ans.	3 ans jusqu'à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Prévenus et accusés. — Hommes .	3	4	1	3	—	3	—	2	4	1	2	2	3	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	1	1	3	—	2	—	1	—	—	—
Condamnés. — Hommes	1	2	—	3	—	—	—	2	1	—	—	3	—	1	2	—	—	—	—	—	—	3	—	2	—	1	—	—	—	1	1	—	1	—	—
Passagers militaires	—	1	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	4	7	1	7	—	3	—	5	5	1	3	5	3	6	4	—	1	—	—	—	—	3	—	7	2	2	2	3	—	3	1	1	1	—	—

LXXX. — Aliénés colloqués pendant l'année.

A. — *Prisons centrales.*

Condition au moment de la collocation.

ÉTABLISSEMENTS.	NOMBRE des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS.		NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE DE LA CONDAMNATION.					DURÉE DE LA DÉTENTION.				
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à perpétuité.	Travaux forcés à temps.	Réclusion.	Emprisonnement correctionnel.	Moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27
Prison centrale à Louvain.	6	—	1	1	2	2	—	—	4	2	—	5	1	2	3	1	—	1	1	2	2	—	2	1	2	1
Prison centrale à Gand. — Quartier commun des criminels. . .	8	—	—	1	6	1	—	—	6	2	—	4	4	5	5	—	1	1	6	—	—	—	1	—	4	3
Prison centrale à Gand. — Quartier cellulaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. — Quartier de discipline.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Prison centrale à Gand. — Quartier des jeunes condamnés. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux.	14	—	1	2	8	3	—	—	10	4	—	9	5	7	6	1	1	2	7	2	2	—	3	1	6	4

B. — *Prisons secondaires.*

CATÉGORIE.	Nombre des aliénés.	AGE.							ÉTAT CIVIL.			ANTÉCÉDENTS (1).			NATURE DE L'INFRACTION.			NATURE ET DURÉE DE LA CONDAMNATION.							DURÉE DE LA DÉTENTION SUBIE.						
		Moins de 18 ans.	18 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 40 ans.	41 à 50 ans.	51 à 60 ans.	Plus de 60 ans.	Célibataires.	Mariés ou veufs avec enfants.	Mariés ou veufs sans enfants.	Non connus.	Récidivistes.	Non récidivistes.	Attentat contre les personnes.	Attentat contre les propriétés.	Attentat contre les mœurs.	Militaires.	Mendiants et vagabonds.	Peine criminelle. Travaux forcés à perpétuité.	Peine criminelle. Travaux forcés à temps.	Peine criminelle. Réclusion.	Peine correctionnelle de moins de 6 mois.	Peine correctionnelle de 6 mois à 1 an.	Peine correctionnelle de plus de 1 à 3 ans.	Peine correctionnelle de plus de 3 à 5 ans.	Peine correctionnelle de plus de 5 ans.	Peine de police.	Mise à la disposition du gouvernement.	Moins de 1 mois.	1 mois et moins de 6 mois.	6 mois et moins de 1 an.	1 à 2 ans.	Plus de 2 à 3 ans.	Plus de 3 à 5 ans.	Plus de 5 ans.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37
Prévenus et accusés. — Hommes. .	45	1	2	21	10	6	3	2	31	13	1	7	18	20	15	24	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	33	4	—	—	—	—
Prévenus et accusés. — Femmes. .	4	—	1	1	2	—	—	—	1	2	1	—	—	4	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. — Hommes. .	1	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Mendiants et vagabonds. — Femmes. .	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Condamnés. — Hommes. .	18	—	1	10	4	2	1	—	11	3	4	—	12	6	3	10	5	—	1	—	—	—	3	1	4	5	5	—	—	—	4	1	6	1	6	—
Condamnés. — Femmes. .	2	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	2	1	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Totaux. — Hommes. .	64	1	3	31	15	8	4	2	43	16	5	8	30	26	18	34	11	—	2	—	—	—	3	1	4	5	5	—	1	9	37	5	6	1	6	—
Totaux. — Femmes. .	7	—	1	1	3	2	—	—	2	4	1	1	—	6	3	1	2	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	1	—	7	—	—	—	—	—
Totaux généraux. . .	71	1	4	32	18	10	4	2	45	20	6	9	30	32	21	35	13	—	2	—	—	—	4	1	4	6	5	—	2	9	44	5	6	1	6	—

(1) Ces renseignements ne sont pas recueillis pour les prévenus et accusés.

LXXXI. — Compte en recettes et dépenses du travail effectué par les prisonniers.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	RECETTES. PRODUIT BRUT DU TRAVAIL. pour compte de particuliers.	POUR COMPTE DE L'ÉTAT. Département de la justice.	Autres départements.	TOTAL.	PERTE SUR LE TRAVAIL. — (Excédent des dépenses sur les recettes.)	TOTAL GÉNÉRAL.
1	2	3	4	5	6	7
Prison centrale à Gand	25,345 50	21,214 61	9,772 20	54,532 23	—	54,532 23
Id. à Louvain	46,904 26	11,257 26	27,422 99	85,564 51	—	85,564 51
Prison à Saint-Gilles	58,708 16	340 68	18,526 48	77,641 32	—	77,641 32
Id. à Bruxelles	4,453 02	263 30	—	4,716 92	—	4,716 92
Id. secondaire à Louvain	12,855 54	—	351 45	13,206 99	—	13,206 99
Id. à Nivelles	3,118 37	—	—	3,118 37	—	3,118 37
Id. à Anvers	37,049 99	81 66	—	37,131 65	—	37,131 65
Id. à Malines	5,527 20	—	—	5,527 20	—	5,527 20
Id. à Turnhout	835 20	—	—	835 20	—	835 20
Id. à Mons	23,586 17	41 10	—	23,627 27	—	23,627 27
Id. à Charleroi	2,244 36	—	—	2,244 36	—	2,244 36
Id. à Tournai	16,284 57	—	—	16,284 57	—	16,284 57
Id. secondaire à Gand	23,090 12	1,127 17	—	24,217 29	—	24,217 29
Id. à Termonde	6,804 41	—	740 45	7,544 86	—	7,544 86
Id. à Audenarde	1,819 33	—	—	1,819 33	—	1,819 33
Id. à Bruges	14,499 89	138 05	—	14,637 94	—	14,637 94
Id. à Courtrai	7,493 87	479 28	—	7,973 15	—	7,973 15
Id. à Furnes	1,522 48	—	—	1,522 48	—	1,522 48
Id. à Ypres	5,910 60	—	—	5,910 60	—	5,910 60
Id. à Liége	10,398 35	32 29	—	10,430 64	—	10,430 64
Id. à Verviers	23,136 67	—	—	23,136 67	—	23,136 67
Id. à Huy	2,063 38	—	—	2,063 38	—	2,063 38
Id. à Tongres	1,719 59	—	—	1,719 59	—	1,719 59
Id. à Hasselt	2,640 74	—	—	2,640 74	—	2,640 74
Id. à Arlon	3,022 53	—	—	3,022 53	—	3,022 53
Id. à Marche	39 96	—	—	39 96	5 49	45 45
Id. à Neufchâteau	1,056 59	—	—	1,056 59	—	1,056 59
Id. à Namur	5,089 26	28 »	—	5,117 26	—	5 117 26
Id. à Dinant	4,217 07	—	—	4,217 07	—	4,217 07
TOTAUX	349,697 67	35,189 43	56,613 57	441,500 67	5 49	441,506 16

DÉPENSES. A. Salaires accordés aux détenus occupés aux travaux industriels. Condamnés correctionnels.	Condamnés à la réclusion.	Condamnés aux travaux forcés.	Autres catégories de détenus.	TOTAL.	B. Salaires accordés aux détenus employés aux travaux domestiques.	C. Menues dépenses. — (Achat d'articles de confection, etc.)	D. Traitement du personnel attaché spécialement aux travaux industriels.	TOTAL général des dépenses.	BÉNÉFICE sur LE TRAVAIL.	TOTAL GÉNÉRAL.
8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18
12 450 04	674 75	5,142 61	—	18,257 40	5,820 54	1,007 35	28,346 67	53,431 96	1,100 27	54,532 23
8,180 50	3,190 25	10,670 15	3 20	22,050 28	1,951 86	7,817 70	18,489 08	50,259 01	35,305 50	85,564 51
25,056 45	—	—	5,049 61	29,006 04	5,255 67	4,958 52	16,077 50	53,277 42	24,363 90	77,641 32
1,255 20	—	—	826 02	2,060 12	945 68	57 30	—	3,063 10	1,653 82	4,716 92
4,440 72	—	—	341 42	4,782 14	556 05	55 20	—	5,391 39	7,815 60	13,206 99
1,009 92	—	—	159 86	1,169 78	355 65	15 90	—	1,539 33	1,579 04	3,118 37
14,499 55	15 87	57 55	2,761 06	14,331 70	1,655 20	519 80	—	16,504 79	20,626 86	37,131 65
1,867 05	—	—	132 28	1,999 33	316 49	40 10	—	2,355 92	3,171 28	5,527 20
268 10	—	—	47 07	316 07	320 70	9 75	—	646 52	188 68	835 20
7,551 70	—	236 35	656 21	8,444 35	1,288 11	134 95	—	9,867 39	13,759 88	23,627 27
387 42	—	—	797 94	1,185 36	545 05	31 25	—	1,761 68	482 70	2,244 36
5,557 20	—	—	255 20	5,810 38	558 70	66 15	—	6,415 43	9,869 14	16,284 57
7,187 19	—	141 07	2,440 08	9,768 34	1,277 10	76 50	—	11,121 94	13,095 33	24,217 29
2,496 34	2 61	81	271 12	2,770 88	788 42	134 10	—	3,693 40	3,851 46	7,544 86
572 12	—	—	128 85	700 97	236 38	14 85	—	952 20	867 13	1,819 33
4,407 65	9 20	257 29	406 25	5,170 37	1,205 07	522 26	—	6,897 70	7,740 24	14,637 94
2,665 36	—	—	587 77	3,053 33	599 50	68 05	—	3,720 88	4,252 27	7,973 15
492 65	—	—	78 88	571 51	241 70	9 90	—	823 20	699 28	1,522 48
1,069 57	—	—	105 30	2,164 87	346 85	34 70	—	2,546 42	3,364 18	5,910 60
2,821 05	30	6 38	1,654 47	4,462 20	942 50	174 71	—	5,579 41	4,851 23	10,430 64
8,014 19	—	—	161 56	8,175 75	1,079 51	82 23	—	9,337 51	13,779 16	23,136 67
677 41	—	—	88 15	765 56	241 77	2 40	—	1,009 73	1,053 65	2,063 38
462 56	—	1 07	274 32	737 95	202 57	10 70	—	951 02	768 57	1,719 59
829 40	—	—	189 80	1,019 20	225 09	25 10	—	1,285 39	1,378 35	2,640 74
992 25	—	22 23	56 56	1,070 82	424 97	87 05	—	1,583 74	1,438 79	3,022 53
13 56	—	—	84	14 40	30 45	60	—	45 45	—	45 45
556 48	—	—	25 69	582 17	177 50	16 95	—	576 62	479 97	1,056 59
1,659 96	—	6 55	248 39	1,914 68	526 59	45 95	—	2,485 02	2,632 24	5,117 26
1,280 42	—	—	390 62	1,671 04	192 85	19 70	—	1,883 57	2,333 50	4,217 07
116,406 20	3,880 98	16,541 80	16,998 28	153,827 26	26,261 99	16,014 73	62,883 14	258,987 12	182,519 04	441,506 16

LXXXII. — Prix de la journée d'entretien. — Année 1903.

DÉSIGNATION DES PRISONS.	DÉPENSE NETTE.	NOMBRE DE JOURNÉES DE DÉTENTION. (1)	COUT DE LA JOURNÉE D'ENTRETIEN.	OBSERVATIONS.
Prison centrale à Gand.	337,140 00	336,094	1.0031	(1) Y compris les journées des détenus traités dans les hôpitaux ou colloqués dans les asiles d'aliénés.
Id. id. à Louvain	230,505 91	213,181	1.1230	
Id. à Saint-Gilles	241,058 71	221,521	1.0922	
Id. à Bruxelles	93,202 14	79,630	1.1931	
Id. secondaire à Louvain	68,341 22	63,207	1.0812	
Id. à Nivelles	59,359 72	23,114	2.5681	
Id. à Anvers	132,651 55	148,031	0.8959	
Id. à Malines	32,003 20	26,102	1.2257	
Id. à Turnhout	30,883 89	18,208	1.6870	
Id. à Mons	88,003 28	86,001	1.0230	
Id. à Charleroi	69,724 88	42,062	1.6229	
Id. à Tournai	73,547 80	57,111	1.2878	
Id. secondaire à Gand	108,585 71	118,337	0.9174	
Id. à Termonde	58,055 40	51,380	1.1299	
Id. à Audenarde	25,694 18	16,820	1.4087	
Id. à Bruges	100,592 80	92,051	1.0930	
Id. à Courtrai	58,065 58	50,797	1.1607	
Id. à Furnes	27,477 61	13,500	2.0345	
Id. à Ypres	29,594 18	24,429	1.2114	
Id. à Liége	90,577 85	80,498	1.1097	
Id. à Verviers.	82,505 75	63,552	1.3037	
Id. à Huy.	24,852 66	12,340	2.0130	
Id. à Tongres	20,711 14	11,072	1.8706	
Id. à Hasselt	25,699 61	17,788	1.4448	
Id. à Arlon	35,446 50	24,187	1.4655	
Id. à Marche	18,698 99	2,952	6.3345	
Id. à Neufchâteau	21,870 74	7,678	2.8496	
Id. à Namur	50,250 07	36,021	1.3587	
Id. à Dinant	22,125 07	12,470	1.7745	
TOTAUX.	2,281,002 20	1,952,505	1.1682	

DEUXIÈME PARTIE

STATISTIQUE DES DÉTENUS

LXXXIII. — Répartition des individus frappés par la justice, détenus au 31 décembre, suivant le lieu où l'infraction a été commise.

CATÉGORIES.		Condamnés appartenant aux communes de 5,000 habitants et moins et de plus de 5,000 habitants, compris dans les provinces																		FAITS COMMIS A L'ÉTRANGER.		TOTAUX.		
		d'Anvers.		de Brabant.		de la Flandre Occid^le.		de la Flandre Orientle.		de Hainaut.		de Liége.		de Limbourg.		de Luxembourg.		de Namur.						
		Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	Communes de 5,000 âmes et moins.	Communes de plus de 5,000 âmes.	TOTAUX.
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	4	6	7	11	14	9	12	11	15	12	2	—	1	—	2	—	—	2	3	3	58	56	114
	Id. (militaires)	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	3	1	4
	Femmes	1	2	—	—	2	1	—	1	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	6	9
	TOTAUX	5	8	8	11	16	10	12	12	14	14	2	—	1	—	2	—	1	3	3	5	64	63	127
2° Travaux forcés à perpétuité.	Hommes (civils)	6	8	6	6	9	7	11	10	6	9	6	6	—	1	—	—	3	1	1	2	49	50	99
	Id. (militaires)	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	5	1	6
	Femmes	—	1	—	—	—	1	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	5	4	9
	TOTAUX	7	9	6	7	10	8	14	11	7	9	7	7	1	1	1	—	5	1	1	2	59	55	114
3° Travaux forcés à temps.	Hommes (civils)	19	17	10	28	22	13	31	30	15	32	6	14	2	2	5	—	5	2	3	1	118	139	257
	Id. (militaires)	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
	Femmes	1	—	—	3	3	—	3	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	10	5	15
	TOTAUX	20	17	10	32	25	13	36	31	16	32	6	14	3	2	6	—	5	2	4	2	131	145	276
4° Réclusion.	Hommes (civils)	5	3	6	3	4	2	5	16	4	7	7	2	3	1	—	—	2	2	1	—	57	58	75
	Id. (militaires)	2	3	1	—	—	—	1	—	2	1	—	1	1	—	—	—	—	1	—	1	7	7	14
	Femmes	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2	4
	TOTAUX	7	6	7	3	5	2	7	17	6	8	7	4	4	1	—	—	2	3	1	1	46	47	93
5° Emprisonnement correctionnel.	Hommes (civils)	72	230	132	318	170	185	131	109	120	257	61	102	25	9	13	9	37	17	7	11	760	1,557	2,323
	Id. (militaires)	1	3	—	4	2	4	1	7	1	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	7	21	28
	Femmes	2	17	6	72	5	9	3	23	12	20	—	12	—	—	2	—	3	1	—	—	37	156	193
	TOTAUX	75	270	138	594	177	198	137	231	133	280	61	114	24	9	16	9	42	18	7	11	810	1,734	2,544
6° Emprisonnement de police.	Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	4	6	10
	Femmes	—	—	—	—	—	—	4	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	5
	TOTAUX	—	—	—	—	—	—	4	—	1	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	11	15
Détenus du quartier des jeunes condamnés.		—	2	3	11	3	7	3	6	3	2	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—	18	20	47
Totaux particuliers.	Hommes (civils)	106	288	164	577	224	223	195	272	163	310	87	131	20	13	20	9	49	24	15	19	1,050	1,875	2,925
	Id. (militaires)	4	6	2	6	3	4	4	7	4	4	1	1	4	—	2	—	1	2	—	1	23	51	56
	Femmes	4	20	6	73	11	11	12	33	14	23	—	14	—	—	3	—	6	1	1	1	57	178	235
	TOTAUX GÉNÉRAUX	114	314	172	658	238	238	209	312	181	346	88	146	33	13	25	9	56	27	16	21	1,132	2,084	3,216

LXXXIV. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant leur âge, leur état civil, leur filiation, le degré de leur instruction et l'idiome.

CATÉGORIES.	AGE. moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	Total.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	MARIÉS ayant des enfants.	MARIÉS sans enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS ayant des enfants.	VEUFS ET DIVORCÉS sans enfants.	Total.	FILIATION. Enfants légitimes, légitimés, ou reconnus par le père.	Enfants naturels.	Enfants trouvés.	Total.	DEGRÉ D'INSTRUCTION. 1er degré. — Ne sachant ni lire ni écrire.	2e degré. — Sachant lire ou lire et écrire imparfaitement.	3e degré. — Sachant bien lire et écrire.	4e degré. — Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	Total.	IDIOME. Parlant le français.	Parlant le flamand.	Parlant le français et le flamand.	Ne parlant ni le français ni le flamand.	Total.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31
1° Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	—	1	5	43	38	19	6	—	—	114	60	26	6	11	5	114	108	5	1	114	27	37	22	8	114	36	43	33	2	114
Id. (militaires)	—	—	—	3	1	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	4	3	1	—	4	1	3	—	—	4	3	1	—	—	4
Femmes	—	—	2	2	—	5	1	—	—	9	1	5	—	3	—	9	9	—	—	9	2	6	—	1	9	3	4	2	—	9
Totaux	—	1	7	50	39	24	6	—	—	127	71	31	6	14	5	127	120	6	1	127	30	66	22	9	127	42	48	35	2	127
2° Travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	—	1	14	41	26	14	3	—	—	99	56	22	8	9	1	99	97	2	—	99	22	48	21	8	99	36	41	18	4	99
Id. (militaires)	—	—	—	6	—	—	—	—	—	6	6	—	—	—	—	6	6	—	—	6	1	2	2	1	6	2	2	2	—	6
Femmes	—	—	—	2	4	3	—	—	—	9	1	3	—	5	—	9	8	1	—	9	3	6	—	—	9	3	6	—	—	9
Totaux	—	1	14	49	30	17	3	—	—	114	66	25	8	14	1	114	111	3	—	114	26	56	23	9	114	41	49	20	4	114
3° Travaux forcés à temps. — Hommes (civils)	—	3	45	102	66	31	6	4	—	257	158	64	13	17	3	257	251	6	—	257	61	108	33	35	237	67	125	61	4	237
Id. (militaires)	—	—	—	4	—	—	—	—	—	4	4	—	—	—	—	4	4	—	—	4	—	2	1	1	4	1	2	1	—	4
Femmes	—	—	—	5	5	1	4	—	—	15	5	4	1	4	1	15	14	1	—	15	3	9	2	1	15	4	9	2	—	15
Totaux		3	45	111	71	32	10	4	—	276	167	68	14	21	6	276	269	7	—	276	64	119	56	37	276	72	136	64	4	276
4° Réclusion. — Hommes (civils)	—	—	7	38	18	10	2	—	—	75	44	23	3	4	1	75	71	4	—	75	23	26	17	9	75	20	20	24	2	75
Id. (militaires)	—	—	1	13	—	—	—	—	—	14	12	1	—	1	—	14	12	2	—	14	3	3	7	1	14	4	6	4	—	14
Femmes	—	—	—	2	2	—	—	—	—	4	3	—	—	1	—	4	4	—	—	4	1	1	2	—	4	1	3	—	—	4
Totaux	—	—	8	53	20	10	2	—	—	93	59	24	3	6	1	93	87	6	—	93	27	30	26	10	93	25	38	28	2	93
5° Emprisonnement correctionnel. — Hommes (civils)	—	20	248	1,013	507	208	99	42	6	2,323	1,477	337	132	93	42	2,323	2,252	67	4	2,323	463	1,203	323	130	2,323	641	983	635	42	2,323
Id. (militaires)	—	—	3	25	—	—	—	—	—	28	28	—	—	—	—	28	27	1	—	28	7	15	3	3	28	6	16	6	—	28
Femmes	—	3	7	61	55	46	16	3	2	193	73	80	21	13	4	193	191	2	—	193	49	90	39	6	193	70	66	53	2	193
Totaux	—	23	258	1,099	562	344	115	45	8	2,544	1,580	637	173	108	46	2,544	2,470	70	4	2,544	521	1,319	565	139	2,544	717	1,067	716	44	2,544
6° Emprisonnement de police. — Hommes (civils)	—	—	1	1	3	1	2	—	—	10	7	—	2	1	—	10	10	—	—	10	4	3	1	—	10	9	1	—	—	10
Femmes	—	—	—	2	1	2	—	—	—	5	4	1	—	—	—	5	5	—	—	5	—	3	—	—	3	—	3	2	—	5
Totaux	—	—	1	3	6	3	2	—	—	15	11	1	2	1	—	15	15	—	—	15	4	10	1	—	15	9	4	2	—	15
Détenus du quartier des jeunes condamnés.	2	41	4	—	—	—	—	—	—	47	47	—	—	—	—	47	47	—	—	47	13	32	2	—	47	14	20	4	—	47
Totaux particuliers. — Hommes (civils)	2	66	324	1,240	730	373	118	46	6	2,923	1,858	692	184	137	54	2,923	2,836	84	5	2,923	615	1,481	630	190	2,923	825	1,253	705	54	2,923
Id. (militaires)	—	—	4	51	1	—	—	—	—	56	54	1	—	1	—	56	52	4	—	56	12	23	13	8	56	16	27	13	—	56
Femmes	—	3	9	74	67	57	20	3	2	235	89	93	22	26	5	235	231	4	—	235	58	126	43	8	235	81	91	61	2	235
Totaux généraux	2	69	337	1,365	818	430	138	49	8	3,216	2,001	786	206	164	59	3,216	3,119	92	5	3,216	685	1,632	695	204	3,216	920	1,371	869	56	3,216

LXXXV. — Répartition de l'effectif des condamnés, détenus au 31 décembre, suivant la juridiction, le genre des infractions et la nature des peines.

DÉSIGNATION DES ETABLISSEMENTS.	CONDAMNÉS						CONDAMNÉS			CONDAMNÉS						
	PAR LES COURS		PAR LES TRIBUNAUX			TOTAL.	POUR INFRACTIONS		TOTAL.	A LA PEINE DE MORT COMMUÉE EN TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ.	AUX TRAVAUX FORCÉS		A LA RÉCLUSION.	A L'EMPRISONNEMENT CORRECTIONNEL.	A L'EMPRISONNEMENT DE POLICE.	TOTAL.
	D'ASSISES.	D'APPEL.	CORRECTIONNELS.	DE POLICE.	MILITAIRES.		CONTRE LES PERSONNES.	CONTRE LES PROPRIÉTÉS.			A PERPÉTUITÉ.	A TEMPS.				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
A. Prisons centrales. { Hommes (civils)	549	146	75	—	—	770	498	272	770	114	99	236	75	226	—	770
A. Prisons centrales. { Id. (militaires)	1	—	—	—	27	28	17	11	28	4	6	4	14	—	—	28
Totaux	550	146	75	—	27	798	515	283	798	118	105	260	89	226	—	798
B. Quartier des jeunes condamnés	6	12	29	—	—	47	24	25	47	—	1	—	5	45	—	47
C. Prisons secondaires. { Hommes (civils)	9	700	1,382	11	—	2,108	897	1,211	2,108	—	—	1	—	2,097	10	2,108
C. Prisons secondaires. { Id. (militaires)	—	8	8	—	12	28	15	13	28	—	—	—	—	28	—	28
C. Prisons secondaires. { Femmes	38	62	130	5	—	235	142	93	235	9	9	15	4	193	5	235
Totaux	47	776	1,520	16	12	2,371	1,054	1,317	2,371	9	9	16	4	2,318	15	2,371
Totaux généraux	603	934	1,624	16	39	3,216	1,593	1,623	3,216	127	115	276	96	2,587	15	3,216

LXXXVI. — Récidivistes détenus au 31 décembre.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS.	RÉCIDIVISTES																				CONDAMNÉS																						NOMBRE des condamnés au 31 décembre non en état de récidive.
	A LA PEINE DE MORT commuée en travaux forcés à perpétuité ayant subi										AUX TRAVAUX FORCÉS A PERPÉTUITÉ ayant subi										AUX TRAVAUX FORCÉS A TEMPS ayant subi										A LA RÉCLUSION ayant subi										A L'EMPRISONNEMENT ayant subi										TOTAL des récidivistes des diverses catégories.	
	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.	une	deux	trois	quatre	cinq	de 6 à 10	de 11 à 15	de 16 à 20	plus de 20	TOTAL.		
	condamnations.										condamnations.										condamnations.										condamnations.										condamnations.											
1	2									3	4									5	6									7	8									9	10									11	12	13
A. Prisons centrales. { Hommes (civils)	10	13	14	9	3	12	2	—	1	73	14	13	6	5	2	8	10	2	—	60	20	21	15	13	13	18	9	3	7	128	6	9	6	8	4	3	2	—	1	39	16	15	15	17	13	48	26	8	8	164	464	300
A. Prisons centrales. { Id. (militaires)	3	—	1	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	2	1	3	1	—	1	—	—	—	8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	13
Totaux	22	13	15	9	3	12	2	—	1	77	14	13	6	5	3	9	10	2	—	62	29	22	15	13	13	18	9	3	7	129	8	10	9	9	4	4	2	—	1	47	16	15	15	17	13	48	26	8	8	164	479	319
B. Quartier des jeunes condamnés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	3	1	—	—	—	—	11	11	36
C. Prisons secondaires. { Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	230	160	189	145	120	274	120	82	77	1,439	1,439	669
C. Prisons secondaires. { Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	2	4	1	1	1	—	—	14	14	14
C. Prisons secondaires. { Femmes	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	23	11	9	5	2	21	6	4	3	82	83	153
Totaux	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	286	181	200	150	129	296	127	86	80	1,535	1,536	835

LXXXVII. — Libérés pendant l'année. — Condition au moment de la libération.

DÉSIGNATION DES LIBÉRÉS d'après les CATÉGORIES AUXQUELLES ILS APPARTIENNENT.	TOTAL des LIBÉRÉS.	AGE. Moins de 16 ans.	16 à moins de 18 ans.	18 à moins de 21 ans.	21 à moins de 30 ans.	30 à moins de 40 ans.	40 à moins de 50 ans.	50 à moins de 60 ans.	60 à moins de 70 ans.	70 ans et plus.	ÉTAT CIVIL. Célibataires.	Mariés, veufs ou divorcés avec enfants.	Mariés, veufs ou divorcés sans enfants.	ÉTAT DE SANTÉ. Bon.	Passable.	Mauvais.	INSTRUCTION. Ne sachant ni lire, ni écrire.	Sachant lire ou écrire imparfaitement.	Sachant bien lire et écrire.	Ayant une instruction supérieure aux degrés précédents.	GRACES ET PUNITIONS. Ayant obtenu des remises de peines.	Ayant obtenu leur libération provisoire.	Ayant obtenu leur libération conditionnelle.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention moins de 15 jours.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention 15 jours à 1 mois.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention plus de 1 à 3 mois.	Ayant passé en cellule de répression pendant la durée de leur détention plus de 3 à 6 mois.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite bonne.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite passable.	LIBÉRÉS ayant eu dans l'établissement une conduite mauvaise.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits contre les personnes. Récidivistes.	Non récidivistes.	LIBÉRÉS condamnés pour crimes et délits contre les propriétés. Récidivistes.	Non récidivistes.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35
A. — *Prisons.*																																		
Mort commuée en travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travaux forcés à perpétuité. — Hommes (civils)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Travaux forcés à temps. — Hommes (civils)	25	—	—	—	4	12	3	4	2	—	10	8	1	23	—	2	4	2	10	9	2	—	11	2	—	3	—	17	3	3	3	8	9	3
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	2	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1	1	—	—	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	—	2	—	—
Réclusion. — Hommes (civils)	10	—	—	—	4	4	—	2	—	—	8	2	—	10	—	—	1	2	2	3	3	—	3	3	—	—	—	6	2	2	2	4	2	2
Id. (militaires)	7	—	—	—	3	1	1	—	—	—	7	—	—	7	—	—	1	1	1	4	1	—	—	—	—	—	—	7	—	—	1	3	1	2
Femmes	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—
Emprisonnement correctionnel. — Hommes (civils)	3,526	—	13	320	1,455	968	455	240	72	16	2,253	952	319	3,252	228	66	559	1,860	969	158	129	39	170	114	10	3	—	2,462	752	352	1,047	628	1,335	516
Id. (militaires)	82	—	—	10	69	3	—	—	—	—	75	6	1	80	1	1	11	49	10	3	3	1	1	1	—	—	—	76	4	2	24	24	20	14
Femmes	327	—	5	28	111	77	63	30	6	1	128	160	39	209	18	10	72	101	85	9	12	7	20	7	—	—	—	288	30	9	30	63	152	91
Emprisonnement de police. — Hommes (civils)	20	—	—	—	7	9	2	—	1	1	12	4	4	20	—	—	6	13	1	—	—	1	1	1	—	—	—	15	3	2	2	—	11	7
Id. (militaires)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Femmes	7	—	—	—	2	2	2	1	—	—	3	2	2	7	—	—	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	—	—	7	—	—
Totaux particuliers. — Hommes (civils)	3,581	—	13	320	1,480	993	458	246	75	17	2,201	966	324	3,285	228	68	550	1,877	982	172	156	60	187	120	10	6	—	2,500	740	341	1,056	640	1,337	528
Id. (militaires)	89	—	—	10	74	4	1	—	—	—	82	6	1	87	1	1	12	50	20	7	4	1	1	1	—	—	—	83	4	2	23	27	21	16
Femmes	338	—	5	28	114	80	65	38	7	1	135	165	42	308	19	11	73	169	86	10	12	7	31	7	—	—	—	299	30	9	30	76	132	91
TOTAUX GÉNÉRAUX.	4,008	—	18	367	1,638	1,077	524	284	82	18	2,506	1,135	367	3,680	248	80	635	2,096	1,088	189	152	68	219	128	10	6	—	2,882	774	352	1,120	743	1,510	635
B. *Quartier des jeunes condamnés.*	30	2	5	22	1	—	—	—	—	—	30	—	—	30	—	—	—	18	12	—	1	—	5	—	—	—	—	20	8	2	—	14	2	14

STATISTIQUE

DU

VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE ET DE LA MENDICITÉ

La répression du vagabondage et de la mendicité est actuellement réglée par la loi du 27 novembre 1891, dont voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, de maisons de refuge et d'écoles de bienfaisance.

ART. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge dont il est fait mention au même article seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Les écoles de bienfaisance seront affectées aux individus âgés de moins de 18 ans accomplis qui seront mis par l'autorité judiciaire à la disposition du gouvernement ou dont l'admission aura été demandée par l'autorité communale.

ART. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

ART. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

ART. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

ART. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la justice fixera pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

ART. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

ART. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

ART. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

ART. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

ART. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

ART. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

ART. 15. — Le Ministre de la justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

ART. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant, sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront mis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la justice, pour les diverses catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 24. — Lorsque l'individu traduit devant le tribunal de police, en vertu de l'article 8 ou de l'article 9 de la présente loi, n'aura pas l'âge de 18 ans accomplis, le juge de paix, si l'état habituel de mendicité, de vagabondage est prouvé, ordonnera qu'il soit mis à la disposition du gouvernement pour être interné, jusqu'à sa majorité, dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 25. — Lorsqu'un individu qui n'avait pas l'âge de 16 ans accomplis au moment du fait, sera traduit en justice et convaincu d'avoir commis avec discernement une infraction punissable d'une peine de police, le tribunal, même dans le cas où il y aurait récidive, ne le condamnera ni à l'emprisonnement ni à l'amende; mais il constatera l'infraction et réprimandera l'enfant ou, si la nature et la gravité du fait ou les circonstances de la cause le requièrent, mettra l'enfant à la disposition du gouvernement jusqu'à sa majorité. Dans les deux cas, il le condamnera aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Les poursuites exercées en vertu des articles 24 et 25 ne seront pas mentionnées dans les renseignements fournis ultérieurement au sujet des individus poursuivis.

Art. 26. — Les cours et tribunaux pourront, lorsqu'ils condamneront à l'emprisonnement un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis, ordonner qu'il restera à la disposition du gouvernement depuis l'expiration de sa peine jusqu'à sa majorité.

La condamnation, dans ce cas, sera exécutée endéans les huit jours, à compter de la date à laquelle elle sera devenue définitive.

Art. 27. — Les individus mis à la disposition du gouvernement en vertu des articles 25 et 26 de la présente loi seront internés dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Art. 29. — Les individus qui n'auront pas dépassé l'âge de 13 ans accomplis à la date de leur entrée dans une école de bienfaisance de l'Etat resteront, pendant toute la durée de leur internement, complètement séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

De même, les individus entrés dans une école de bienfaisance de l'Etat à l'âge de plus de 13 ans accomplis et moins de 16 ans accomplis resteront, pendant toute la durée de leur internement, séparés des individus entrés à un âge plus avancé.

Art. 30. — Les individus mis à la disposition du gouvernement, conformément aux articles 24, 25 et 26 de la présente loi ou en vertu de l'article 72 du Code pénal, pourront, après avoir été internés dans une école de bienfaisance de l'Etat, être placés en apprentissage chez un cultivateur ou un artisan; ils pourront aussi, avec l'assentiment de leurs parents ou tuteur, être placés dans un établissement public ou privé d'instruction ou de charité.

Art. 31. — Les individus internés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat pourront être rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur par décision du Ministre de la justice, lorsque leurs parents ou leur tuteur présenteront des garanties suffisantes de moralité et seront à même de surveiller convenablement leur enfant ou leur pupille.

Art. 32. — Les individus rendus conditionnellement à leurs parents ou à leur tuteur, ainsi qu'il est prévu à l'article précédent, pourront, jusqu'à leur majorité, être réintégrés dans une école de bienfaisance de l'Etat, par décision du Ministre de la justice, lorsqu'il sera reconnu que leur séjour chez leurs parents ou leur tuteur est devenu dangereux pour leur moralité.

Ils seront, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date à laquelle ils auront été réintégrés.

Art. 33. — Les individus âgés de moins de 18 ans accomplis dont l'admission dans une école de bienfaisance de l'Etat sera demandée par le collège des bourgmestre et échevins d'une commune du royaume et autorisée par le Ministre de la justice, seront placés dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sous le même régime et dans les mêmes conditions que les individus mis à la disposition du gouvernement par l'autorité judiciaire.

Ils resteront à la disposition du gouvernement jusqu'à leur majorité et, pour l'application de la règle établie par l'article 29 de la présente loi, ils seront censés avoir été mis à la disposition du gouvernement à la date à laquelle leur admission aura été demandée par le collège des bourgmestre et échevins.

Le collège des bourgmestre et échevins justifiera, s'il y a lieu, du consentement de la personne exerçant les droits de la puissance paternelle à l'égard de l'individu dont l'admission dans les écoles de bienfaisance de l'Etat sera demandée.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressée à l'aide de tableaux envoyés annuellement à la direction générale de la bienfaisance par les directeurs des divers établissements.

La statistique des placements en apprentissage est extraite directement des dossiers que la direction du patronage possède pour chaque élève. Elle comprend les élèves placés dans des établissements privés. (Art. 30 *in fine*.)

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

LXXXVIII. — Mouvement de la population en 1903.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ENTRÉES RÉELLES.					Entrées par transfert.	Entrées après évasion.	Total des entrées.	NOMBRE DES RECLUS inscrits dans les colonnes 3, 4, 5, qui étaient mis à la disposition du gouvernement pour				
	En vertu d'une autorisation de l'autorité communale ou du Ministre de la justice.	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891.			Total.				la 1re fois.	la 2e fois.	la 3e fois.	la 4e fois.	la 5e fois et au delà.
		Article 13.	Article 14.	Article 16.									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
HOMMES.													
Merxplas (dépôt)	—	3,450	10	—	3,460	305	884	4,649	588	327	326	1,060	459
Wortel (refuge)	42	—	—	3,307	3,349	46	33	3,428	330	375	276	943	1,201
Total	42	3,450	10	3,307	6,809	351	917	8,077	918	702	582	2,905	1,660
FEMMES.													
Bruges (dépôt)	—	247	—	—	247	39	—	(1) 386	52	25	19	59	125
Détachées à Beckheim du dépôt	—	—	—	—	—	17	—	17	—	—	—	—	—
Bruges (refuge)	—	—	—	243	243	33	—	(2) 278	41	19	6	9	83
Total	—	247	—	243	490	91	—	681	73	44	25	68	208
Total général	42	3,697	10	3,550	7,299	442	917	8,758	991	746	607	2,973	1,868

(1) *Non compris 18 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.*
(2) Id. 33 id. id.

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS.	TRANSFÉRÉS.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6
HOMMES.					
Merxplas (dépôt)	2,922	452	1,004	108	4,486
Wortel (refuge)	3,372	138	72	99	3,681
Total	6,294	590	1,076	207	8,167
FEMMES.					
Bruges (dépôt)	224	59	—	11	(1) 294
Détachées à Beckheim du dépôt	16	2	—	—	18
Bruges (refuge)	225	47	—	9	(2) 283
Total	465	108	—	20	593
Total général	6,759	698	1,076	227	8,760

(1) *Non compris 15 enfants accompagnant leurs mères ou nés à l'établissement.*
(2) Id. 25 id. id.

ÉCOLES DE BIENFAISANCE.

LXXXIX. — Mouvement de la population en 1903.

ENTRÉES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLÈVES ENTRÉS DIRECTEMENT					TOTAL des entrées directes.	Élèves transférés d'un autre établissement.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS				TOTAL des entrées.
	Internés par autorisation du Ministre de la justice (art. 33).	Mis à la disposition du gouvernement par application de la loi du 27 novembre 1891.			Mis à la disposition du gouvernement par application de l'article 72 du C. P.			après placement en apprentissage.	après libération conditionnelle.	après évasion.	après mise à la disposition d'un magistrat etc.	
		Article 24.	Article 25.	Article 26.								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
GARÇONS.												
Ruysselede	11	104	2	—	26	143	3	22	—	14	—	184
Moll	3	64	3	1	17	88	12	20	10	16	4	165
Reckheim	2	55	—	—	19	76	06	4	8	13	11	178
Saint-Hubert	—	2	24	2	108	196	3	10	10	24	41	299
Gand	—	3	—	86	—	91	34	10	10	10	13	168
TOTAL	16	230	29	89	230	594	120	81	43	77	69	994
FILLES.												
Beernem	1	11	—	—	14	26	—	—	—	—	—	26
Namur	5	60	—	2	21	94	4	2	3	1	1	105
TOTAL	6	77	—	2	35	120	4	—	5	1	1	131
TOTAL GÉNÉRAL	22	307	—	91	265	714	124	83	48	78	70	1,125

SORTIES.

ÉTABLISSEMENTS.	ÉLARGIS par expiration de terme.	TRANSFÉRÉS dans un autre établissement ou mis à la disposition d'un magistrat.	TRANSFÉRÉS dans un établissement libre.	PLACÉS en apprentissage.	LIBÉRÉS conditionnellement. (art. 31).	ENTRÉS à l'armée.	ÉVADÉS.	DÉCÉDÉS.	TOTAL.
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
GARÇONS.									
Ruysselede	—	7	24	102	35	5	4	1	178
Moll	15	9	11	47	54	13	5	1	155
Reckheim	15	20	6	25	33	16	17	—	180
Saint-Hubert	8	122	9	75	60	8	16	3	(1) 302
Gand	11	42	1	42	52	8	—	—	156
TOTAL	47	206	51	291	256	52	42	5	951
FILLES.									
Beernem	1	1	—	14	2	—	—	3	21
Namur	36	2	5	20	40	—	—	4	125
TOTAL	37	3	5	43	51	—	—	7	146
TOTAL GÉNÉRAL	84	209	56	334	307	52	42	12	1,097

(1) Y compris un élève reconduit dans son pays d'origine.

XC. — Nombre des journées d'entretien.

ÉTABLISSEMENTS.	Nombre des journées d'entretien.	
Dépôts et refuges :		
Merxplas (dépôt)	1,685,076	
Bruges (dépôt)	160,122	} 171,222
Femmes détachées à Reckheim du dépôt de Bruges	11,100	
Wortel (refuge)	530,585	
Bruges (refuge)	101,859	
TOTAL	2,488,742	
Écoles de bienfaisance :		
Ruysselede-Beernem	312,446	
Moll	99,975	
Reckheim	98,205	
Saint-Hubert	173,893	
Namur	126,391	
Gand	45,748	
TOTAL	856,658	
TOTAL GÉNÉRAL	3,345,400	

DÉPOTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE.

XCI. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1903.

ÉTABLISSEMENTS.	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR					TOTAL GÉNÉRAL.
	la première fois.	la deuxième fois.	la troisième fois.	la quatrième fois.	la cinquième fois ou plus.	
1	2	3	4	5	6	7
HOMMES.						
Merxplas (dépôt)	525	488	502	161	3,538	5,014
Wortel (refuge)	303	301	218	155	573	1,750
TOTAL	828	789	720	314	4,113	6,764
FEMMES.						
Bruges (dépôt)	173	64	58	33	105	413
Détachées à Reckheim du dépôt	—	15	10	3	2	28
Bruges (refuge)	163	57	22	8	10	260
TOTAL	336	134	70	44	117	701
TOTAL GÉNÉRAL	1,164	923	790	358	4,230	7,465

XCII. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1903.

AGE.	HOMMES.		FEMMES.		AGE.	HOMMES.		FEMMES.	
	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.		Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.	Dépôts de mendicité.	Maisons de refuge.
1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
De 18 à 20 ans	62	32	31	38	De 45 à 49 ans	705	170	44	14
De 21 à 24 ans	170	62	30	44	De 50 à 54 ans	760	188	61	20
De 25 à 29 ans	305	94	31	24	De 55 à 59 ans	722	265	47	14
De 30 à 34 ans	310	96	37	25	De 60 à 69 ans	577	442	60	27
De 35 à 39 ans	322	94	41	10	De 70 ans et plus	65	164	8	9
De 40 à 44 ans	603	145	48	26					

XCIII. — Age des élèves.

ÉTABLISSEMENTS.	Entrés directement âgés de					Se trouvant à l'établissement au 31 décembre de l'année, âgés				
	moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	TOTAL.	de moins de 7 ans.	de 7 ans à moins de 13 ans.	de 13 ans à moins de 16 ans.	de 16 ans à moins de 21 ans.	TOTAL.
1	2	3	4	5	9	7	8	9	10	11
GARÇONS.										
Ruysselede	3	82	58	—	143	3	162	218	135	518
Moll	—	—	22	66	88	—	—	34	238	272
Reckheim	—	—	42	34	76	—	—	140	163	303
Saint-Hubert	—	71	103	22	196	—	56	222	177	455
Gand	—	—	2	89	91	—	—	4	128	132
TOTAL	3	153	227	211	594	3	218	618	841	1,680
FILLES.										
Beernem	2	23	1	—	26	2	31	70	120	226
Namur	—	—	44	50	94	—	—	66	301	427
TOTAL	2	23	45	50	120	2	34	136	481	653
TOTAL GÉNÉRAL	5	176	272	261	714	5	252	754	1,322	2,333

XCIV. — Relevé des placements en apprentissage effectués antérieurement au 1er janvier 1903.

A. — *Nombre des élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892* (1) *jusqu'au 31 décembre 1902.*

	ETABLISSEMENTS.	TOTAL général.	1892 et 1893.	1894.	1895.	1896.	TOTAL des trois années.	1897.	1898.	1899.	TOTAL des trois années.	1900.	1901.	1902.	TOTAL des trois années.
Écoles de bienfaisance.	GARÇONS. Ruysselede	1,441	351	187	162	125	472	110	113	116	339	79	108	92	279
	Saint-Hubert	1,130	235	170	95	116	381	85	98	73	256	93	85	80	258
	Reckheim	338	76	58	14	23	77	10	27	32	78	55	58	34	107
	Moll	306	—	—	11	36	47	47	45	25	117	89	51	44	184
	Gand	276	10	7	5	20	41	25	22	24	71	71	40	45	154
	Namur (2)	285	97	112	35	21	188	—	—	—	—	—	—	—	—
	FILLES. Beernem	119	—	22	15	15	50	7	12	9	28	28	15	15	41
	Namur	277	—	15	18	16	49	21	19	48	88	88	56	48	140
	Bruges (3)	7	—	4	—	3	7	—	—	—	—	—	—	—	—
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . .	4,179	769	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396	373	356	1,125
Comités de patronage qui ont effectué les placements. — 1er janvier 1892 au 31 décembre 1902.	Anvers	345	90	80	46	20	155	10	17	17	44	24	20	12	56
	Lierre	117	—	—	—	8	8	16	10	21	56	16	15	22	53
	Malines	3	—	—	1	—	1	—	1	—	1	—	—	1	1
	Turnhout	5	—	—	—	—	—	1	4	—	5	—	—	—	—
	Bruxelles	712	190	126	121	70	317	58	39	31	108	21	41	35	97
	Louvain	4	1	1	—	—	1	1	—	—	1	—	1	—	1
	Nivelles	115	—	3	17	22	42	17	15	11	43	22	3	5	30
	Charleroi	112	7	10	12	14	36	16	14	2	32	14	12	11	37
	Mons	454	108	90	34	34	167	34	20	20	74	34	29	22	105
	Tournai	58	—	—	10	7	17	11	3	2	18	2	10	11	23
	Bruges	13	—	4	3	3	10	—	1	1	2	—	1	—	1
	Courtrai	89	17	3	3	4	10	8	14	8	30	17	7	8	32
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt	175	—	—	—	—	—	18	41	34	93	23	20	30	82
	Ypres	2	—	—	1	—	1	1	—	—	1	—	—	—	—
	Audenarde	7	—	—	1	—	1	1	—	1	2	1	—	3	4
	Gand	51	4	—	—	21	21	4	2	2	8	5	5	8	18
	Termonde	28	3	—	—	4	4	4	2	3	9	3	2	7	12
	Huy	55	—	4	8	15	27	3	3	4	10	4	9	5	18
	Liége	439	111	70	7	22	108	20	10	33	161	41	44	31	119
	Seraing	39	7	4	6	4	14	3	3	1	9	2	5	2	9
	Verviers	69	10	28	13	6	47	1	2	2	5	—	4	3	7
	Arlon	67	—	2	6	9	17	15	13	7	33	8	7	2	17
	Marche	127	—	7	20	17	44	10	13	12	37	14	10	13	46
	Neufchâteau	228	43	18	5	25	46	28	27	26	81	25	16	19	58
	Dinant	44	—	1	7	6	14	4	7	4	15	4	4	7	15
	Namur	165	13	17	12	8	37	5	9	6	20	39	26	30	95
	Hasselt	15	1	—	—	—	—	—	1	1	2	1	2	9	12
	Tongres	182	5	41	20	22	83	14	14	16	44	29	16	5	50
	Directeurs	459	159	28	24	52	84	20	27	42	89	26	41	57	127
	TOTAUX GÉNÉRAUX. . .	4,179	769	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396	373	356	1,125

(1) Date de la mise en vigueur de la loi du 27 novembre 1891, sur la répression du vagabondage et de la mendicité.
(2) Le quartier des garçons à Namur a été supprimé en 1896.
(3) Le quartier de discipline des filles à Bruges a été supprimé en 1896.

XCIV*bis*. — Relevé des placements en apprentissage effectués antérieurement au 1er janvier 1903.

B. — *Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1894 jusqu'au 31 décembre 1902.*

PROFESSIONS.	TOTAL général.	1894.	1895.	1896.	TOTAL des trois années.	1897.	1898.	1899.	TOTAL des trois années.	1900.	1901.	1902.	TOTAL des trois années.
Cultivateurs Domestiques Manouvriers	1,823	325	202	210	735	166	187	157	510	104	204	180	578
Cordonniers Selliers Bourreliers	182	32	26	20	78	12	16	17	45	28	18	13	59
Charrons Forgerons Maréchaux-ferrants Mécaniciens Serruriers-poêliers	269	20	33	33	97	27	25	21	71	29	37	35	101
Chaudronniers Ferblantiers Plombiers-zingueurs	22	—	5	3	8	1	2	4	7	1	3	3	7
Charpentiers Ébénistes Menuisiers Tonneliers	120	28	16	11	55	12	16	6	34	13	8	10	31
Chaisiers Sabotiers Tourneurs en bois	27	2	3	6	13	3	1	2	6	2	1	5	8
Tailleurs de limes Tailleurs de métaux Repousseurs sur cuivre	5	—	—	—	—	1	1	3	5	—	—	—	—
Tailleurs de pierres Marbriers Ardoisiers	11	7	—	3	10	—	—	—	—	1	—	—	1
Couvreurs Maçons Rejointoyeurs	7	1	1	—	2	—	1	2	3	1	—	1	2
Tailleurs-Casquetiers	206	23	22	28	73	30	24	24	78	17	20	18	55
Expatriés	3	2	—	—	2	—	—	—	—	1	—	—	1
Bouchers-Charcutiers	20	5	3	4	12	2	3	1	6	1	—	1	2
Boulangers-meuniers	162	26	15	19	58	19	20	17	56	19	15	14	48
Graveurs sur verre	3	—	—	1	1	1	1	—	2	—	—	—	—
Houilleurs	28	20	3	1	24	1	2	—	3	1	—	—	1
Imprimeurs	12	2	2	1	5	2	—	—	2	2	2	1	5
Jardiniers	28	6	4	1	11	1	3	2	6	5	2	4	11
Magasiniers-Comptables	13	—	1	3	4	2	—	1	3	1	2	3	6
Mousses	9	2	—	—	2	—	—	2	2	4	1	—	5
Peintres, vitriers	30	2	3	4	9	2	1	6	9	3	3	4	12
Photographe	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—
Placements industriels	4	2	—	—	2	—	1	—	1	1	—	—	1
Plafonneur	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Quincailliers	3	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	3
Relieurs-cartonniers	2	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1	—	1
Scieurs de long	3	—	—	—	—	—	—	1	1	1	1	—	2
Tanneur	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Tapissier	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vanniers	11	2	1	1	4	1	—	2	3	3	—	1	4
SERVANTES	403	41	33	32	106	28	31	37	116	67	51	65	181
TOTAUX GÉNÉRAUX	3,410	555	375	382	1,312	312	334	327	973	396	373	356	1,125

XCV. — Nombre d'élèves placés en apprentissage au 1er janvier 1903. — Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

| Numéro d'ordre. | COMITÉS de PATRONAGE. | TOTAL GÉNÉRAL. | GARÇONS. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | FILLES. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

XCVI. *A.* — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1903. Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés.

N° d'ordre.	COMITÉS de PATRONAGE.	Total des placements effectués.	GARÇONS.						FILLES.		
			Ruysselede.	St-Hubert.	Reckheim.	Moll.	Gand.	Total.	Beernem.	Namur.	Total.
1	Anvers	12	6	2	—	2	1	11	—	1	1
2	Lierre	21	9	12	—	—	—	21	—	—	—
3	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Bruxelles	31	29	1	1	—	—	31	—	—	—
6	Louvain	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
7	Nivelles	4	1	1	1	1	—	4	—	—	—
8	Charleroi	22	3	10	—	3	4	22	—	—	—
9	Mons	29	19	4	1	3	2	29	—	—	—
10	Tournai	15	8	6	—	—	—	14	—	1	1
11	Bruges	2	2	—	—	—	—	2	—	—	—
12	Courtrai	2	1	—	—	1	—	2	—	—	—
13	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Thielt	34	20	—	2	3	7	34	—	—	—
15	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	Audenarde	2	1	—	—	—	1	2	—	—	—
17	Gand	18	—	—	—	—	18	18	—	—	—
18	Termonde	5	1	1	—	2	1	5	—	—	—
19	Huy	7	2	1	—	1	3	7	—	—	—
20	Liége	33	7	13	8	4	—	32	—	1	1
21	Seraing	3	3	—	—	—	—	3	—	—	—
22	Verviers	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
23	Arlon	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
24	Marche	17	4	8	—	—	5	17	—	—	—
25	Neufchâteau	13	—	13	—	—	—	13	—	—	—
26	Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	Namur	30	1	1	—	—	—	2	1	27	28
28	Hasselt	8	—	1	1	4	2	8	—	—	—
29	Tongres	7	—	—	6	1	—	7	—	—	—
30	Directeurs	54	7	—	2	17	—	26	12	16	28
	Totaux généraux	372	124	77	22	46	44	313	13	46	59

B. — Tableau groupant les élèves d'après l'importance du lieu de naissance.

	100,000 habitants et plus.	25,000 à — 100,000.	10,000 à — 25,000.	Moins de 10,000.	Étranger.
Elèves sortis de l'école et placés en apprentissage pendant l'année 1903	151	55	45	120	18

XCVII. — Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage pendant l'année 1903.

Cultivateurs-domestiques	188
Charrons	8
Forgerons	11
Maréchaux-ferrants	6
Mécaniciens-ajusteurs	3
Serrurier-poêlier	1
Tailleurs	25
Bourreliers	2
Cordonniers	14
Boulangers-pâtissiers	19
Meuniers	2
Menuisiers	8
A reporter	287

Report	287
Tonneliers	2
Ebénistes	3
Chaudronnier-ferblantier	1
Plombier-zingueur	1
Peintres-vitriers	4
Jardiniers-pépiniéristes	5
Magasiniers-comptables	4
Imprimeur	1
Bouchers	4
Cigarier	1
Servantes	59
Total	372

XCVIII. — Résultats généraux des placements en apprentissage, par école et par comité de patronage.

Année 1903.

		NOMBRE TOTAL des ÉLÈVES EN PLACEMENT pendant l'année 1903.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS. Rentrés volontairement.	Repris chez leurs nourriciers.	Après évasion.	Total.	ÉVADÉS NON RÉINTÉGRÉS. Infructueusement recherchés.	Laissés en liberté.	ÉLÈVES rendus provisoirement à leur famille.	ÉLÈVES ayant atteint pendant le placement le terme de la mise à la disposition du gouvernement.	ÉLÈVES incorporés dans l'armée pendant le placement.	ÉLÈVES décédés pendant le placement.	TOTAL des élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1903.
Écoles de bienfaisance.	Garçons. Ruysselede.	463	1	31	11	43	3	3	24	37	12	—	124
	Garçons. St-Hubert .	244	3	13	11	27	7	7	7	24	3	—	77
	Garçons. Reckheim .	59	3	2	3	8	6	3	2	18	3	—	40
	Garçons. Moll . . .	108	1	17	4	22	4	1	4	18	2	—	51
	Garçons. Gand . . .	106	1	9	6	16	8	2	3	10	3	—	44
	Garçons. Total. .	980	9	72	35	116	30	16	42	107	25	—	336
	Filles. Beernem. .	21	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	8
	Filles. Namur . .	70	—	2	1	3	—	2	1	48	—	—	54
	Filles. Total. .	91	—	2	1	3	—	2	1	56	—	—	62
	Totaux généraux.	1,071	9	74	36	119	30	18	43	163	25	—	398
Comités de patronage qui ont effectué les placements.	Anvers	68	—	3	4	9	3	1	1	6	3	—	25
	Lierre	75	—	7	2	9	—	—	3	3	3	—	20
	Malines	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
	Turnhout . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruxelles	175	—	13	6	19	3	3	9	16	3	—	53
	Louvain	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Nivelles	14	—	1	—	1	1	—	1	2	1	—	6
	Charleroi . . .	39	1	—	2	3	2	1	2	9	1	—	18
	Mons.	107	—	5	3	8	2	3	5	11	2	—	31
	Tournai	32	1	3	2	8	1	1	1	2	—	—	13
	Bruges	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Courtrai	20	—	3	—	3	—	—	2	5	—	—	10
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt	89	1	2	2	5	3	2	3	13	4	—	34
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Audenarde . . .	4	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Gand	23	—	2	2	4	2	—	1	—	—	—	7
	Termonde . . .	12	—	1	2	3	1	1	2	—	—	—	7
	Huy	18	—	1	1	2	—	—	—	3	—	—	5
	Liége	91	3	7	3	13	5	2	5	9	4	—	38
	Seraing	8	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Verviers	8	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
	Arlon	8	—	1	1	2	—	1	1	1	—	—	5
	Marche.	56	—	1	—	1	1	—	1	4	—	—	7
	Neufchâteau . .	43	1	2	—	3	—	1	—	6	—	—	10
	Dinant	8	1	—	1	2	—	—	—	1	1	—	4
	Namur	52	—	3	1	4	—	1	1	27	—	—	33
	Hasselt.	15	1	2	—	3	—	1	—	1	—	—	5
	Tongres	18	—	2	1	3	3	—	—	4	—	—	10
	Directeurs . . .	84	—	0	3	12	1	—	3	36	1	—	53
	Totaux généraux.	1,071	9	74	36	119	30	18	43	163	25	—	398

XCIX. — Motifs des réintégrations. — Dénombrement des élèves placés au 31 décembre 1903, avec l'indication de l'année du placement.

ANNÉE du PLACEMENT.	NOMBRE D'ÉLÈVES RESTANT PLACÉS.	ÉLÈVES RÉINTÉGRÉS PAR LA FAUTE DU L'INCONDUITE DE L'ÉLÈVE. Rentrés volontairement à l'établissement.	Réintégrés après évasion.	Insubordination. Indocilité.	Paresse.	Vol.	Immoralité.	Maladies, infirmités, (accouchement d'infirmes. Epilepsie).	Inconduite générale. (Prostitution. fréquentation de cabarets, tabagies de nuit.)	Faute du patron. (Renvoi intempestif, etc.).	Manque d'entente. Défaut d'aptitude.	Motif inconnu ou indéterminé.	TOTAL	Évadés non réintégrés.	Évadés laissés en liberté.	ÉLÈVES rendus à leur famille.	ÉLÈVES ayant atteint pendant le placement le terme de leur mise à la disposition du gouvernement.	ÉLÈVES incorporés dans l'armée pendant le placement.	ÉLÈVES décédés pendant le placement.	TOTAL des élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1903.
1890.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1891.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1892.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1893.	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1894.	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1895.	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1896.	10	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1897.	25	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1898.	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1899.	56	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1900.	56	—	1	—	—	—	1	—	5	5	—	—	5	1	1	2	5	14	—	—
1901.	99	—	3	2	2	1	3	1	5	5	—	3	—	1	1	2	5	14	1	—
1902.	133	2	10	2	1	7	3	2	5	5	—	—	3	1	1	5	13	36	1	—
1903.	212	6	21	5	2	6	1	4	7	7	1	1	7	1	1	8	21	58	—	—
Totaux généraux.	657	9	36	7	5	15	6	7	19	19	1	4	10	4	4	17	44	119	1	—

C. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1903, d'après l'année de leur mise en apprentissage.

	ANNÉE du PLACEMENT.	1892	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903	TOTAL.
Écoles de bienfaisance.	Garçons. Ruysselede	1	1	5	5	9	7	4	12	10	21	25	24	124
	Saint-Hubert	—	—	2	—	—	6	4	4	8	11	18	24	77
	Reckheim	—	—	—	—	—	—	—	—	3	5	16	16	40
	Moll	—	—	—	—	—	—	—	—	8	11	10	22	51
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	2	9	2	14	17	44
	TOTAL	1	1	7	5	9	13	8	18	38	50	83	103	336
	Filles. Beernem	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	7	8
	Namur	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	15	34	54
	TOTAL	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3	16	41	62
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1	1	7	5	9	13	9	19	38	53	99	144	398
Comités de patronage qui ont effectué les placements.	Anvers	—	1	1	—	3	1	1	—	3	3	5	5	25
	Lierre	—	—	—	—	1	2	—	3	2	3	3	4	20
	Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Bruxelles	—	—	3	3	3	3	1	3	2	9	10	10	53
	Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Nivelles	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	1	6
	Charleroi	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	6	7	18
	Mons	1	—	1	—	—	1	1	3	3	1	7	9	31
	Tournai	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	4	6	13
	Bruges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	4	1	10
	Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Thielt	—	—	—	—	—	—	1	3	4	5	10	9	34
	Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Gand	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	6	7
	Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	7
	Huy	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	3	1	5
	Liége	—	—	—	—	—	1	—	—	3	8	5	19	38
	Seraing	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Verviers	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Arlon	—	—	—	—	—	1	—	—	—	4	—	—	5
	Marche	—	—	1	—	—	—	—	—	—	3	1	2	7
	Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	1	1	2	—	3	3	10
	Dinant	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	1	—	4
	Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	15	15	33
	Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3	5
	Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	1	5	10
	Directeurs	—	—	—	—	—	—	2	1	1	4	9	36	53
	TOTAUX GÉNÉRAUX	1	1	7	5	9	13	9	19	38	53	99	144	398

STATISTIQUE

DE LA

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

STATISTIQUE DE LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

La libération conditionnelle est organisée de la façon suivante :

Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines principales ou subsidiaires emportant privation de la liberté peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le tiers de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

S'il y a récidive légale, la durée de l'incarcération déjà subie doit dépasser six mois et correspondre aux deux tiers des peines.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera dix ans ou, s'il y a récidive légale, quatorze ans.

Lorsque l'incarcération a été subie sous le régime de la séparation, les réductions établies par la loi profitent au condamné pour le calcul de la quotité à concurrence de laquelle la peine a été accomplie; elle ne lui profite pas pour le délai de trois ou six mois d'incarcération.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération (art. 1er à 3 de la loi du 31 mai 1888).

La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

« Toutefois, ce délai ne pourra en aucun cas être inférieur à « deux ans. Il sera de cinq ans au minimum si le libéré avait « encouru, dans le courant des cinq années antérieures à la « date de sa dernière condamnation, soit une peine principale « de trois mois d'emprisonnement au moins, soit deux ou plu- « sieurs peines principales d'un mois au moins.

« Les condamnations considérées comme non avenues en « vertu de l'article 9, § 2, de la présente loi n'entrent pas en « ligne de compte (condamnations conditionnelles dont le sursis « est expiré).

« S'il était constaté ultérieurement par un jugement ou un « arrêt prononcé à sa charge et passé en force de chose jugée, « que le condamné avait commis un crime ou un délit avant « l'expiration du délai d'épreuve, la mise en liberté serait « censée avoir été révoquée à la date à laquelle ce crime ou ce « délit se trouverait avoir été consommé. » (Art. 1er de la loi du 3 août 1899.)

La mise en liberté est ordonnée par le Ministre de la justice, après avis du parquet qui a exercé les poursuites et du procureur général du ressort, ainsi que du directeur et de la commission administrative de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par le Ministre de la justice, après avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et des autorités locales.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine comportait encore à la date de la libération.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de la justice, qui prononce la révocation s'il y a lieu. L'effet de la révocation remonte, dans ce cas, au jour de l'arrestation.

La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Elle ne peut pas être invoquée dans le cas prévu au § 2 de l'article 4 de la loi.

Un arrêté royal déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels (art. 5 à 8 de la loi du 31 mai 1888).

La libération conditionnelle n'est pas applicable aux condamnés militaires.

Elle est sans influence sur la contrainte par corps prononcée pour assurer soit le recouvrement des frais de justice, soit le payement des dommages et intérêts.

Elle ne peut s'appliquer à l'emprisonnement subsidiaire afférent à une amende fiscale, celle-ci participant du caractère de la réparation civile.

La libération conditionnelle n'est accordée qu'aux condamnés qui ont fait preuve d'amendement.

L'administration, pour apprécier si un condamné, qui a fait preuve d'amendement, peut être libéré conditionnellement, tient compte de ses antécédents, des causes de la condamnation qu'il a encourue, de ses dispositions morales et des moyens d'existence dont il disposera à sa sortie de prison.

Dans la huitaine de la mise à exécution de toute condamnation comportant une incarcération de plus de trois mois, le parquet qui aura exercé les poursuites transmettra au directeur de l'établissement pénitentiaire une notice relatant les antécédents du condamné et contenant une appréciation de sa moralité.

Le personnel de l'établissement pénitentiaire consignera dans un carnet spécial ses observations sur la conduite, le caractère et les dispositions morales du détenu.

Le directeur formulera, d'après l'ensemble des observations ainsi recueillies, les annotations qu'il inscrira mensuellement au registre de la comptabilité morale.

Afin de compléter les renseignements concernant la situation du condamné, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille et les ressources de celle-ci, le directeur de l'établissement pénitentiaire se mettra en rapport avec les autorités locales et, le cas échéant, avec les institutions charitables et les comités de patronage.

Les directeurs des établissements pénitentiaires adresseront au Ministre de la justice, par l'intermédiaire des commissions administratives, leurs propositions en faveur des condamnés auxquels ils estimeront que la libération conditionnelle pourrait être accordée. Ils y annexeront un extrait du registre de la comptabilité morale reproduisant les annotations relatives à ces condamnés.

Ces propositions seront transmises, dans la huitaine, au Ministre de la justice par les commissions administratives, qui y joindront leur avis motivé.

Les propositions dont les commissions administratives croiront devoir prendre l'initiative seront accompagnées de l'avis motivé du directeur de l'établissement pénitentiaire et de l'extrait du registre de la comptabilité morale.

L'administration centrale, après avoir recueilli l'avis du parquet, conformément à l'article 5 de la loi du 31 mai 1888, et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, sur les propositions transmises par les commissions administratives, soumet les dites propositions au Ministre de la justice, avec ses observations.

Elle recueille l'avis du parquet, celui de la commission administrative et du directeur de l'établissement pénitentiaire et, s'il y a lieu, celui des autorités locales, pour les propositions à soumettre au Ministre de la justice, en dehors de celles qui lui sont adressées par les commissions administratives et les directeurs des établissements pénitentiaires (art. 1er à 6 de l'arrêté royal du 1er août 1888).

Les parquets et les autorités locales surveillent la conduite du libéré et signalent sans retard au Ministre de la justice tous faits qui leur paraîtraient de nature à motiver la révocation de la mise en liberté.

La libération conditionnelle n'est jamais accordée que sous la condition d'une conduite irréprochable, et le libéré manque à cette condition lorsqu'il s'adonne à la débauche ou à l'ivrognerie.

La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infractions aux conditions spéciales énoncées dans le permis de libération. La révocation est prononcée par le Ministre de la justice, qui prend, au préalable, l'avis du procureur du roi près le tribunal dans le ressort duquel le condamné se trouve et, s'il y a lieu, l'avis des autorités locales. (Art. 13 et 14 de l'arrêté royal du 1er août 1888.)

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont dressés par le service de la libération conditionnelle d'après le dossier des libérés reposant dans ses archives.

CI. — Nombre des propositions et des requêtes accueillies et rejetées. — Motifs des rejets.

Propositions.

Propositions soumises par les directeurs	356
Libérations conditionnelles	180
Rejets	176

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	97
Mauvais antécédents	33
Défaut d'amendement	39
Inapplicabilité de la loi	1
Internement dans un asile d'aliénés	4
La peine étant expirée avant la fin de l'instruction	2
Requêtes envoyées au Ministre de la justice	223
Laissées sans suite	117
Libérations conditionnelles	45
Rejets	61

Motifs de ces rejets.

Gravité des faits	35
Antécédents	5
Défaut d'amendement	21

En résumé.

Affaires instruites	462
Libérations conditionnelles	225
Rejets	237

CII. — Renseignements relatifs aux libérés.

Sexe.

Hommes	194
Femmes	31

Etat civil.

Célibataires	87
Mariés	120
Veufs	16
Divorcés	2

Age.

Moins de 20 ans	15
De 20 à moins de 25 ans	38
De 25 id. 30 id.	50
De 30 id. 40 id.	71
De 40 id. 50 id.	27
De 50 id. 60 id.	13
De 60 ans et plus	11

Antécédents.

Sans antécédents judiciaires	124
Ayant subi une condamnation antérieure (1).	50
En ayant subi plusieurs.	51

Nature des infractions.

Coups et blessures	70
Vols, escroqueries, etc.	51
Faux, usage de faux	21
Abus de confiance	6
Détournement d'objets saisis	1
Rébellion.	3
Atteinte à la liberté du travail.	1
Abandon d'enfant.	1
Infanticides, avortements	10
Viol, tentative de viol.	1
Attentats à la pudeur	3
Faux témoignages	15
Recels	11
Incendies.	7
Homicides, tentatives d'homicide	12
Homicides par imprudence	4
Contrefaçon de monnaie	2
Emissions de fausse monnaie	3
Banqueroutes.	5
Menaces par gestes et écrits.	1
Destruction de propriété	4
Offense au Roi	1
Délit de chasse	1
Combat de coqs.	1

Professions.

Ouvriers	110
Cultivateurs.	38
Commerçants, industriels.	23
Domestiques	8
Employés	16
Agents de change.	2
Ménagères	12
Profession libérale	1
Colporteurs.	4
Cabaretiers.	8
Facteur des postes	1
Forains.	1
Sans profession.	1

Durée de la peine prononcée.

Moins de 1 an.	67
De 1 à moins de 2 ans.	59
De 2 id. 5 id.	55
De 5 id. 10 id.	29
De 10 id. 20 id.	8
De 20 ans et plus.	7

Durée de la détention restant à subir.

Moins de 3 mois	89
De 3 à moins de 6 mois	74
De 6 mois à moins de 1 an.	33
De 1 à moins de 2 ans	18
De 2 id. 3 id.	9
De 3 id. 5 id.	1
De 5 id. 10 id.	—
De 10 ans et plus	1

Suites de la libération conditionnelle.

Révocations	2
Temps d'épreuve expirant en 1905	187
Id. id. en 1906	11
Id. id. en 1907	7
Id. id. en 1908	6
Id. id. en 1909	4
Id. id. en 1910	3
Id. id. en 1911	—
Id. id. en 1912	1
Id. id. en 1913	—
Id. id. en 1914	1
Id. id. en 1919	1
Id. id. en 1921	1
Indéfinis	1

(1) Toute condamnation est comptée, même les condamnations à une peine de police.

STATISTIQUE

DE LA

POLICE DES ÉTRANGERS

STATISTIQUE DE LA POLICE DES ÉTRANGERS

La police des étrangers est réglée par les dispositions suivantes :

A. En ce qui concerne les étrangers non-résidents :

1° L'article 9 du décret du 23 messidor an III :

« Tout étranger, à son arrivée dans un port de mer ou dans « une commune frontière de la république, se présentera à la « municipalité; il déposera son passeport, qui sera renvoyé de « suite au comité de sûreté générale pour y être visé ; il demeu- « rera, en attendant, sous la surveillance de la municipalité, « qui lui donnera une carte de sûreté provisoire énonciative de « la surveillance. »

2° L'article 7 de la loi du 28 vendémiaire an VI :

« Tous étrangers voyageant dans l'intérieur de la république, « ou y résidant sans y avoir une mission des puissances neutres « et amies reconnue par le gouvernement français, ou sans y « avoir acquis le titre de citoyen, seront mis sous la surveillance « spéciale du directoire exécutif, qui pourra leur retirer leurs « passeports et leur enjoindre de sortir du territoire français, « s'il juge leur présence susceptible de troubler l'ordre et la « tranquillité publique. »

3° L'article 3 de l'arrêté du gouvernement provisoire du 6 octobre 1830 :

« Tous autres étrangers *non munis d'autorisation* du gouver- « nement sont tenus de justifier de leurs ressources; dans le « cas contraire, ils seront renvoyés chez eux. »

4° Les articles 10 et 19 de la loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

« ART. 10. — Les étrangers adultes et valides ne résidant « pas en Belgique qui seront trouvés mendiant ou en état de « vagabondage pourront être immédiatement reconduits à la « frontière.

« ART. 19. — Le gouvernement pourra en tout temps faire « reconduire à la frontière les individus de nationalité étrangère « qui seront mis à sa disposition pour être internés dans un « dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge. »

B. En ce qui concerne les étrangers résidents :

1° L'article 19 de la loi du 29 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité :

(Voir ci-dessus.)

2° L'article 28 de la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique :

« Le gouvernement est autorisé à conclure avec les Etats « étrangers des traités pour le rapatriement des indigents. Sauf « convention internationale, les indigents étrangers peuvent, à « la demande des administrations qui pourvoient à leur assis- « tance, être renvoyés à la frontière. »

3° L'article 1er de la loi du 12 février 1897 :

« L'étranger résidant en Belgique qui, par sa conduite, com- « promet la tranquillité publique ou celui qui est poursuivi ou « qui a été condamné à l'étranger pour les crimes ou délits qui « donnent lieu à l'extradition, peut être contraint par le gouver- « nement de s'éloigner d'un certain lieu, d'habiter dans un lieu « déterminé ou même de sortir du royaume.

« L'arrêté royal enjoignant à un étranger de sortir du royaume « parce qu'il compromet la tranquillité publique sera délibéré « en conseil des Ministres. »

N. B. — Le terme d'*expulsés* n'est appliqué qu'aux étrangers éloignés du territoire en vertu d'un arrêté royal pris en exécution de la loi du 12 février 1897.

Les autres sont désignés en général sous le nom de *renvoyés*.

Rédaction des tableaux. — Les tableaux sont rédigés par l'administration de la sûreté publique à l'aide de renseignements puisés dans ses archives.

CIII. — Etat numérique, par nationalité, des étrangers renvoyés du pays en 1903, pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité.

NATIONALITÉ.	ÉTRANGERS transférés à la frontière pour défaut de moyens d'existence.	VAGABONDS étrangers transférés directement à la frontière après décision judiciaire.	VAGABONDS étrangers transférés à la frontière après avoir été internés dans les dépôts ou maisons de refuge.	TOTAUX.
1	2	3	4	5
Allemands	1,494	70	7	1,571
Américains (Etats-Unis)	6	10	3	19
Anglais	5	14	1	18
Autrichiens	119	3	—	122
Brésiliens	—	1	—	1
Canadiens	1	1	—	2
Chinois	—	6	—	6
Danois	8	1	—	9
Equateur (République de l')	—	1	—	1
Espagnols	21	—	—	21
Français	5,011	191	39	5,254
Grecs	1	—	—	1
Néerlandais	392	56	2	450
Hongrois	47	1	—	48
Italiens	134	1	—	135
Luxembourgeois	195	3	4	204
Mexicains	1	—	—	1
Norvégiens	55	—	—	55
Polonais	1	—	—	1
Portugais	1	2	—	3
Roumains	16	1	—	17
Russes	75	2	—	75
Suédois	8	2	—	10
Suisses	81	3	—	89
Turcs	2	—	—	2
TOTAUX	7,673	376	66	8,115

CIV. — Dénombrement, par nationalité, des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1903.

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABONDS.
1	2	3
Africains (non spécialement désignés)	—	2
Allemands	4,704	1,109
Américains (Etats-Unis)	118	21
Anglais	515	13
Asiatiques (non spécialement désignés)	2	—
Argentins	11	3
Australiens	—	2
Autrichiens	375	96
Brésiliens	13	—
Bulgares	48	—
Boliviens	1	—
Canadiens	4	2
Chiliens	1	—
Chinois	—	5
Congolais	1	—
Costa-Rica (Individus originaires de)	2	—
Danois	41	5
Egyptiens	4	1
Equateur (République de l')	—	1
Espagnols	121	12
Finlandais	13	2
Français	8,745	1,805
Grecs	42	—
Néerlandais	2,718	197
Hongrois	142	47
A reporter	17,631	3,382

NATIONALITÉ.	RÉSIDENTS.	VAGABOND
1	2	3
Report	17,631	3,382
Italiens	533	96
Japonais	2	—
Luxembourgeois	365	73
Mexicains	10	1
Monégasques	1	—
Norvégiens	33	20
Paraguay (République de)	4	—
Persans	2	—
Péruviens	1	1
Portugais	14	3
Roumains	99	8
Russes	304	41
Serbes	17	—
Siamois	1	—
Suédois	46	3
Suisses	248	47
Tunisiens	2	—
Turcs	98	—
Uruguay (Individus originaires de l')	8	—
TOTAL	19,617	3,683
TOTAL GÉNÉRAL	23,300	
Pour mémoire,	R.	V.
Moresnet-Neutre	9	—

CV. — État numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays.

ANNÉES.	Étrangers expulsés du pays par arrêté royal.			Étrangers refoulés ou renvoyés à la frontière en vertu de la loi du 23 messidor an III, de l'arrêté du 6 octobre 1830 ou de la loi du 27 novembre 1891.								Totaux.	NOMBRE des dossiers nouveaux ouverts à des étrangers dans le courant de l'année.
	Étrangers expulsés pour motif de **poursuite** ou de **condamnation** pour l'un des crimes ou délits donnant lieu à l'extradition.	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique **sous un rapport non politique.**	Étrangers expulsés pour avoir compromis la tranquillité publique **sous un rapport politique.**	Étrangers renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour motifs politiques.	Étrangers refoulés ou conduits à la frontière **par la gendarmerie ou la police** pour motifs politiques.	Étrangers conduits à la frontière **par la gendarmerie** pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour défaut de moyens d'existence.	Étrangers conduits à la frontière pour **condamnation** du chef de mendicité ou de vagabondage.	Étrangers non résidents conduits à la frontière **par la gendarmerie** pour condamnation en Belgique ou *dans un autre pays* pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers non résidents renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour condamnation en Belgique ou *dans un autre pays* pour un fait autre que la mendicité ou le vagabondage.	Étrangers renvoyés à la frontière **avec feuille de route** pour motifs non politiques autres qu'une condamnation encourue ou le défaut de moyens d'existence.		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1892 .	119	198	10	2	2	2,604	17	1,465	405	48 (1)	57	**4,985**	13,423
1893 .	127	94	8	2	—	2,056	12	1,694	201	54	47	**4,385**	13,301
1894 .	120	88	25	7	1	2,158	19	2,175	352	39	90	**5 050**	16,447
1895 .	152	65	12	—	5	1,995	28	2,146	357	97	74	**4,929**	14,978
1896 .	191	65	12	5	5	3,965	24	960	354	15	35	**5,713**	16,000
1897 .	160	101	6	4	6	3,925	25	314	369	71	68	**7,047**	18,327
1898 .	187	76	12	2	5	7,468	22	307	443	105	85	**8,708**	18,410
1899 .	159	88	7	2	2	7,035	48	319	468	120	79	**8,337**	18,410
1900 .	187	106	8	5	2	6,217	55	296	471	96	69	**7,510**	19,892
1901 .	215	326	11	6	—	8,277	56	446	528	112	172	**10,129**	22,187
1902 .	280	380	28	9	2	8,069	25	461	610	109	172	**10,154**	22,251
1903 .	285	514	2	4	2	7,673	17	442	562	105	111	**9,513**	24,461

(1) Depuis 1890, les étrangers non-résidents ayant encouru une condamnation dans un autre pays et qui refusent de quitter la Belgique avec feuille de route ou qui y rentrent sans autorisation sont expulsés par arrêté royal.

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

STATISTIQUE DES ALIÉNÉS

L'organisation des établissements destinés à recevoir des aliénés, le placement des aliénés dans ces établissements et leur sortie, la surveillance des aliénés gardés dans leurs familles, sont réglés par les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873. En voici les principales dispositions :

ARTICLE PREMIER. — Nul ne peut ouvrir ou diriger un établissement destiné aux aliénés sans une autorisation du gouvernement.

La même autorisation est nécessaire pour le maintien des établissements actuellement existants.

ART. 2. — Est considérée comme établissement d'aliénés toute maison où l'aliéné est traité, même seul, par une personne qui n'a avec lui aucun lien de parenté ou d'alliance, ou qui n'a pas la qualité de tuteur, de curateur ou d'administrateur provisoire.

ART. 3. — Le gouvernement n'accordera l'autorisation demandée qu'autant qu'il reconnaisse qu'il est satisfait aux conditions suivantes :

1° Situation et locaux salubres, bien aérés, d'une étendue suffisante et d'une distribution convenable;

2° Séparation des sexes et classement des aliénés de chaque sexe d'après les exigences de leur maladie et la nature des soins dont ils doivent être l'objet;

3° Organisation d'un service médical et sanitaire, et régime intérieur approprié aux besoins et à l'état des malades;

4° Nomination, par le gouvernement, du personnel des médecins, sur la proposition des chefs ou directeurs des établissements, la députation permanente entendue; le gouvernement peut, en tout temps, ordonner la modification ou le remplacement de ce personnel en cas de négligence grave ou d'omission des devoirs imposés aux médecins par la présente loi.

Il fixe le montant de leur traitement à la charge des établissements et en règle le mode de payement;

5° Cautionnement à fournir par les propriétaires des établissements.

ART. 4. — Les établissements existants ou ceux qui pourront être fondés à l'avenir, qui ne satisferont pas aux conditions voulues et dont les chefs ou directeurs refuseront ou seront dans l'impossibilité de les remplir, seront fermés, la députation permanente entendue et après enquête.

ART. 6. — L'organisation de la colonie de Gheel et d'autres semblables qui pourront exister ou se former par la suite et le régime des aliénés qui y seront envoyés feront l'objet d'un règlement spécial, approuvé par arrêté royal, qui prescrira, entre autres, le mode de placement et de surveillance et l'organisation du service médical.

ART. 7. — Le chef d'un établissement ne pourra recevoir aucune personne atteinte d'aliénation mentale que :

1° Sur une demande écrite d'admission du tuteur d'un interdit, accompagnée de la délibération du conseil de famille prise en exécution de l'article 510 du Code civil;

2° Sur une demande d'admission de l'autorité locale du domicile de secours d'un aliéné indigent;

3° En vertu d'un arrêté de collocation pris par l'autorité locale compétente, par application de l'article 95 de la loi communale.

(Toutefois, la collocation provisoire pourra, en cas d'urgence, être requise par le bourgmestre ou par le membre du collège qui le remplace. Le collège, dans ce cas, statuera lors de sa première réunion ou, au plus tard, dans le délai de six jours, conformément à l'article 5 de la loi communale.)

4° En exécution d'un réquisitoire d'un officier du ministère public, dans le cas de l'article 12 ci-après;

5° Sur une demande d'admission de toute personne intéressée indiquant la nature des relations et, le cas échéant, le degré de parenté ou d'alliance qui existe entre elle et l'aliéné. Cette demande devra être revêtue du visa du bourgmestre de la commune où l'aliéné se trouve;

6° En vertu d'un arrêté de la députation permanente du conseil provincial, dans les cas des nos 2, 3 et 5 précédents.

S'il y a urgence, cet arrêté pourra être porté par le gouverneur seul et sera soumis à la députation permanente lors de sa première réunion.

ART. 10. — Dans les vingt-quatre heures de l'admission d'un aliéné, le chef de l'établissement en donnera avis par écrit :

1° Au gouverneur de la province;
2° Au procureur du roi de l'arrondissement;
3° Au juge de paix du canton;
4° Au bourgmestre de la commune;
5° Au comité de surveillance de l'établissement mentionné à l'article 21 ci-après.

Pareil avis sera donné, dans le même délai, au procureur du Roi de l'arrondissement du domicile ou de la résidence habituelle de l'aliéné, et ce magistrat en informera l'autorité locale, qui en donnera immédiatement connaissance aux plus proches parents connus et aux personnes chez lesquelles l'aliéné avait son habitation, chaque fois que l'ordre ou la demande de séquestration sera émané de l'une des autorités ou des personnes mentionnées aux nos 2, 3, 5 et 6 de l'article 7.

ART. 11. — Pendant chacun des cinq premiers jours de son admission, l'aliéné sera visité par le médecin de l'établissement.

Celui-ci consignera sur un registre à ce destiné, coté et paraphé comme il est dit à l'article 22, ses observations et le jugement qu'il en aura tiré, et en transmettra, le sixième jour, une copie au procureur du roi de l'arrondissement.

Il consignera ultérieurement sur le même registre, au moins tous les mois, les changements survenus dans l'état mental de chaque malade.

ART. 12. — Le gouvernement désignera un établissement public ou traitera avec un établissement privé, pour le placement des prévenus, accusés ou condamnés qui seraient reconnus en état d'aliénation mentale.

ART. 13. — Lorsque le médecin de l'établissement aura déclaré, sur le registre tenu en vertu de l'article 22, que la guérison est opérée (ou que la personne colloquée n'est pas atteinte d'aliénation mentale), le chef de l'établissement en donnera immédiatement avis, par écrit, à celui sur la demande duquel l'aliéné a été admis, au tuteur de l'interdit, ainsi qu'aux personnes et aux autorités qui ont été informées de son admission, aux termes de l'article 10.

Cinq jours après l'envoi de ces avis, la personne déclarée guérie ou non aliénée sera mise en liberté.

ART. 15. — Avant même que le médecin de l'établissement ait déclaré la guérison, toute personne retenue dans un établissement d'aliénés pourra toujours en être retirée par ceux qui l'y ont placée, sauf le cas de minorité ou d'interdiction, dans lesquels ce droit n'appartiendra, d'après les circonstances, qu'au tuteur, au curateur ou à l'administrateur provisoire, sans préjudice du droit du ministère public.

ART. 17. — Toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, ou toute autre personne intéressée, pourra, à quelque époque que ce soit, se pourvoir devant le président du tribunal du lieu de la situation de l'établissement, qui, après les vérifications nécessaires, ordonnera, s'il y a lieu, la sortie immédiate.

ART. 21. — Tout établissement d'aliénés est sous la surveillance du gouvernement, qui le fera visiter tant par des fonctionnaires spécialement délégués à cet effet que par des comités permanents d'inspection chargés de veiller à l'exécution de toutes les mesures prescrites par la loi et les règlements.

ART. 25. — Nulle personne ne peut être séquestrée dans son domicile ou celui de ses parents, ou des personnes qui en tiennent lieu, si l'état d'aliénation mentale n'est pas constaté par deux médecins désignés, l'un par la famille ou les personnes intéressées, l'autre par le juge de paix du canton, qui s'assurera par lui-même de l'état du malade et renouvellera ses visites au moins une fois par trimestre.

Indépendamment des visites personnelles du juge de paix, ce magistrat se fera remettre trimestriellement un certificat du médecin de la famille, aussi longtemps que durera la séquestration, et fera, d'ailleurs, visiter l'aliéné par tel médecin qu'il désignera, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

L'Etat possède les asiles de Mons et de Tournai ainsi que la colonie de Gheel; la colonie de Lierneux est administrée par la province de Liége. Les autres asiles appartiennent à des hospices civils, des communautés religieuses, des sociétés civiles, des particuliers qui en ont la direction. Les colonies de Gheel et de Lierneux ne reçoivent que des malades dont l'état est compatible avec la vie libre.

Les tableaux qui suivent ne concernent que les établissements d'aliénés. Les aliénés gardés dans leur famille n'y figurent pas.

Rédaction des tableaux. — Les renseignements statistiques relatifs aux aliénés placés dans les asiles sont extraits des registres médicaux et administratifs qui, en vertu de la loi, doivent être tenus dans chaque établissement.

Ils sont réunis chaque année dans des tableaux d'un modèle uniforme arrêté par le service de l'inspection des aliénés, et adressés au département de la justice (direction générale de la bienfaisance).

CVI. — Mouvement de la population pendant l'année 1903. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTS au 1er janvier.	ADMIS					TOTAL des existants et des admis.	SORTIS							DÉCÉDÉS				TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
		pour la première fois.	par suite de rechute ou de récidive.	par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	venant d'un autre asile belge (1).	TOTAL des admissions.		guéris.	améliorés.	non modifiés.	évadés.	transférés.	non aliénés.	TOTAL des sortis.	par maladie.	par accident.	par suicide.	TOTAL des décès.			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	82	15	—	1	1	17	99	—	1	2	—	1	—	4	15	—	—	15	19	80	Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	28	14	5	—	3	22	50	—	2	—	—	2	—	4	4	—	1	5	9	41	Malines. — Hospice des Frères Alexiens.
Mortsel. — Hospice	623	106	33	18	12	169	792	10	35	9	9	27	2	112	78	—	—	78	190	602	Mortsel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	7	111	41	—	—	152	159	60	6	—	—	69	—	144	9	—	—	9	153	6	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	39	1	—	—	—	1	40	—	—	1	—	—	—	1	2	—	—	2	3	37	Diest. — Hospice des Frères Alexiens.
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	225	77	20	2	17	122	347	40	15	6	1	6	—	77	60	—	—	60	137	210	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	22	14	—	—	1	15	37	4	1	—	—	—	2	7	6	—	—	6	13	24	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	98	5	2	—	—	7	105	3	1	—	—	—	—	4	5	—	—	5	9	96	Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens.
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	60	16	1	—	3	20	80	6	5	3	—	3	—	17	7	—	—	7	24	56	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	14	6	2	—	2	10	24	1	—	1	—	1	—	3	2	—	—	2	5	19	Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	55	29	—	—	16	45	100	—	1	—	—	—	—	1	5	—	—	5	6	94	Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	268	68	27	3	2	100	368	53	—	1	3	3	1	61	36	—	—	36	97	271	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	381	24	6	—	1	31	412	2	15	—	—	2	—	17	31	—	—	31	48	364	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	91	6	5	—	—	11	102	3	3	—	—	—	—	6	5	—	—	5	11	91	Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	188	63	10	—	—	73	261	18	1	—	—	—	1	20	36	—	—	36	56	205	Ypres. — Hospice. — *Mixte.*
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	20	4	—	—	—	4	24	1	—	—	—	—	1	2	1	—	—	1	3	21	Gand. — Etablissement des Frères de St-Jean de Dieu.
Gand. — Hospice Guislain	527	67	7	6	5	85	614	13	11	6	—	1	2	33	49	—	—	49	82	532	Gand. — Hospice Guislain.
Gand. — Maison de santé du « Strop »	103	18	4	—	—	22	125	6	—	—	—	3	—	9	9	—	—	9	18	107	Gand. — Maison de santé du « Strop ».
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	290	80	23	—	4	107	406	19	7	2	2	4	—	34	46	—	—	46	80	326	Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme.
Selzaete. — Etablissement	721	85	15	—	15	115	836	40	5	2	—	5	—	52	72	—	1	73	125	711	Selzaete. — Etablissement.
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	93	54	—	—	6	60	153	—	1	2	—	1	—	4	6	—	—	6	10	143	Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants.*
Hainaut.																					**Hainaut.**
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	617	85	10	2	8	114	731	17	32	3	2	14	1	69	57	—	—	57	126	605	Froidmont. — Hospice Saint-Charles.
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille	202	61	—	2	2	65	327	2	1	18	—	20	—	50	22	—	—	22	72	255	Manage. — Hospice de la Sainte-Famille.
Tournai. — Hospice pour hommes	827	193	52	23	4	272	1,099	70	68	13	12	34	3	200	70	—	—	70	270	829	Tournai. — Hospice pour hommes.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice « les Insensés »	118	40	28	3	3	83	201	12	23	5	—	18	2	60	22	—	—	22	82	119	Liége. — Hospice « les Insensés ».
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	49	14	1	—	—	15	64	2	8	2	—	3	—	15	5	—	—	5	20	44	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Henri-Chapelle. — Etablissement	35	7	—	—	1	8	43	2	—	1	—	—	—	3	2	—	—	2	5	38	Henri-Chapelle. — Etablissement.
Limbourg.																					**Limbourg.**
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	202	37	—	1	—	38	240	1	—	8	—	16	—	25	9	—	—	9	34	206	Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur.
Zickeren-Saint-Trond. — Hospice	685	76	37	—	6	119	804	33	22	1	1	2	—	61	57	—	—	57	118	686	Zickeren-Saint-Trond. — Hospice.
Namur.																					**Namur.**
Dave. — Asile	414	173	—	—	70	232	646	3	21	39	—	2	—	65	76	—	—	76	141	525	Dave. — Asile.
TOTAL	7,155	1,558	344	61	191	2,154	9,309	441	303	125	30	246	15	1,160	813	—	2	815	1,975	7,334	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	1,022	68	6	2	16	92	1,114	11	4	14	—	16	1	46	54	—	—	54	100	1,014	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	293	46	4	—	12	62	355	9	3	5	3	23	—	43	9	—	—	9	52	303	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	8,470	1,672	354	63	219	2,308	10,778	461	310	144	33	285	16	1,249	876	—	2	878	2,127	8,651	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénés venant d'un asile étranger sont considérés comme admis pour la première fois.

CVI (suite). — Mouvement de la population pendant l'année 1903. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	EXISTANTES au 1er janvier.	ADMISES pour la première fois.	ADMISES par suite de rechute ou de récidive.	ADMISES par réintégration après évasion, retrait sans amélioration.	ADMISES venant d'un autre asile belge (1)	TOTAL des admissions.	TOTAL des existantes et des admises.	SORTIES guéries.	SORTIES améliorées.	SORTIES non modifiées.	SORTIES évadées.	SORTIES transférées.	SORTIES non aliénées.	SORTIES TOTAL des sorties.	DÉCÉDÉES par maladie.	DÉCÉDÉES par accident.	DÉCÉDÉES par suicide.	DÉCÉDÉES TOTAL des décès.	TOTAL des décès et des sorties.	RESTANT au 31 décembre.	ÉTABLISSEMENTS.
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
Anvers.																					**Anvers.**
Duffel. — Hospice	433	107	18	—	14	220	662	46	16	15	—	3	1	81	64	—	—	64	145	517	Duffel. — Hospice.
Brabant.																					**Brabant.**
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	4	88	10	—	—	107	111	27	8	—	—	58	—	93	10	—	—	10	103	8	Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte.*
Diest. — Hospice des Sœurs grises	42	3	1	—	—	6	48	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	2	46	Diest. — Hospice des Sœurs grises.
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	410	21	7	—	—	28	438	6	1	7	—	1	—	15	21	—	—	21	36	402	Erps-Querps. — Institut Saint-Joseph.
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	299	80	30	1	4	124	423	42	15	11	—	7	—	75	47	—	—	47	122	301	Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte.*
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	78	14	2	—	—	16	94	3	1	—	—	—	—	4	0	—	—	9	13	81	Louvain. — Hospice des Sœurs noires.
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	27	7	3	—	—	10	37	1	4	—	—	—	1	6	3	—	—	3	9	28	Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte.*
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	48	6	3	—	1	10	58	3	1	2	—	2	—	8	3	—	—	3	11	47	Uccle. — Maison de santé. — *Mixte.*
Flandre occidentale.																					**Flandre occidentale.**
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	253	28	5	—	—	33	286	19	—	—	—	—	—	19	15	—	—	15	34	252	Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte.*
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	465	40	12	—	1	53	518	11	13	1	—	—	—	25	31	—	—	31	56	462	Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte.*
Menin. — Hospice	89	11	—	—	1	12	101	6	3	—	—	—	—	9	4	—	—	4	13	88	Menin. — Hospice.
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	443	38	11	—	—	40	402	12	11	1	—	—	—	24	17	—	—	17	41	451	Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	70	—	—	—	—	—	70	1	—	—	—	—	—	1	6	—	—	6	7	63	Ypres. — Hospice. — *Mixte.*
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	197	81	9	—	2	92	289	13	2	—	—	1	—	16	36	—	—	36	52	237	Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur.
Flandre orientale.																					**Flandre orientale.**
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	282	34	10	—	2	46	328	15	9	1	—	—	—	25	28	—	—	28	53	275	Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes.
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	87	14	5	1	3	21	108	10	1	1	—	2	—	14	8	—	—	8	22	86	Gand. — Maison de santé rue d'Assaut.
Lede. — Hospice	259	33	13	—	2	48	307	17	7	1	—	—	—	25	18	—	—	18	43	264	Lede. — Hospice.
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	418	86	—	—	—	86	504	5	14	9	—	11	1	40	36	—	—	36	76	428	Lokeren. — Hospice Saint-Benoît.
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	483	64	10	—	7	81	566	16	14	7	—	—	—	37	30	—	—	30	67	499	Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis ».
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	56	7	2	1	—	10	66	3	3	—	—	—	—	6	5	—	—	5	11	55	Velsicque-Ruddershove. — Hospice.
Hainaut.																					**Hainaut.**
Mons. — Hospice	584	118	30	—	8	156	740	34	13	11	—	10	4	92	59	—	—	59	151	589	Mons. — Hospice.
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	71	18	2	—	—	20	91	6	—	—	—	—	1	7	8	—	—	8	15	76	Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.
Wez-Velvain. — Hospice	50	10	—	—	1	11	61	3	2	1	—	1	—	7	2	—	—	2	9	52	Wez-Velvain. — Hospice.
Liége.																					**Liége.**
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	200	58	14	8	2	82	282	15	17	10	1	10	—	53	23	—	—	23	76	206	Liége. — Hospice Sainte-Agathe.
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	27	20	5	—	—	25	52	11	1	6	—	—	—	18	5	—	—	5	23	29	Glain. — Maison de santé. — *Mixte.*
Limbourg.																					**Limbourg.**
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	412	87	11	—	12	110	522	35	7	4	—	1	—	47	37	—	—	37	84	438	Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph.
Saint-Trond. — Hospice	712	130	28	—	7	171	883	31	20	1	—	—	—	64	95	—	—	95	159	724	Saint-Trond. — Hospice.
TOTAL	6,501	1,310	248	11	67	1,636	8,137	414	192	89	1	107	8	811	622	—	—	622	1,433	6,704	TOTAL.
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	827	51	6	1	4	62	889	7	3	13	—	9	—	32	37	—	—	37	69	820	Gheel. — Colonie. — *Mixte.*
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	184	24	3	—	8	35	219	7	3	1	1	15	2	29	12	—	—	12	41	178	Lierneux. — Colonie. — *Mixte.*
TOTAL GÉNÉRAL	7,512	1,385	257	12	79	1,733	9,245	428	198	103	2	131	10	872	671	—	—	671	1,543	7,702	TOTAL GÉNÉRAL.

(1) Les aliénées venant d'un asile étranger sont considérées comme admises pour la première fois.

CVII. — Premières admissions : Age. — État civil. — Saisons. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà.	Inconnu.	Célibataires.	Mariés.	Veufs.	Séparés ou divorcés.	Inconnus.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites.	15	—	—	4	9	2	—	9	5	1	—	—	4	2	7	2	—
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	14	—	1	3	4	6	—	4	8	2	—	—	1	3	7	3	—
Mortsel. — Hospice	106	—	7	19	46	34	—	47	49	9	1	—	31	26	19	30	—
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*.	111	1	7	18	32	33	—	47	61	3	—	—	30	24	36	21	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Evere lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte* . . .	77	—	7	15	30	16	—	26	45	3	1	—	18	19	16	24	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	14	—	—	1	7	6	—	3	8	—	3	—	4	2	3	3	—
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	5	—	—	2	1	2	—	3	2	—	—	—	1	3	—	1	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*.	16	—	—	2	12	2	—	6	8	2	—	—	3	7	2	2	—
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens.	6	—	—	3	3	—	—	4	2	—	—	—	4	1	—	1	—
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	29	29	—	—	—	—	—	29	—	—	—	—	6	10	9	4	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	68	—	1	25	26	18	—	39	25	4	—	—	26	15	8	19	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	24	—	1	3	10	10	—	15	9	—	—	—	3	12	4	3	—
Sainte-Anne lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	6	—	—	—	2	3	1	2	3	—	—	1	3	1	2	—	—
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	63	—	2	11	20	21	—	32	27	4	—	—	17	21	13	12	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	4	—	1	1	—	2	—	2	2	—	—	—	2	—	—	2	—
Gand. — Hospice Guislain.	67	—	9	10	24	24	—	24	33	10	—	—	16	17	22	12	—
Gand. — Maison de santé du « Strop »	18	—	1	3	4	8	—	10	7	1	—	—	4	4	6	4	—
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	80	—	4	17	25	34	—	36	33	8	1	—	13	30	8	—	—
Selzaete. — Etablissement.	85	—	9	18	23	33	2	46	31	7	—	1	21	25	17	24	—
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	54	53	1	—	—	—	—	54	—	—	—	—	—	—	—	—	54
Hainaut.																	
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	85	—	4	15	40	26	—	60	19	5	1	—	22	19	23	21	—
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille.	61	60	1	—	—	—	—	61	—	—	—	—	20	18	9	14	—
Tournai. — Hospice pour hommes	193	—	13	48	91	41	—	102	73	17	1	—	55	47	46	45	—
Liége.																	
Liége. — Hospice « les Insensés. »	49	1	2	7	28	11	—	20	21	8	—	—	11	15	8	12	3
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*.	14	—	—	3	8	3	—	7	5	2	—	—	3	7	2	—	—
Henri-Chapelle. — Etablissement.	7	—	1	1	5	—	—	6	1	—	—	—	3	2	2	—	—
Limbourg.																	
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	37	36	1	—	—	—	—	37	—	—	—	—	11	8	10	8	—
Zieleren-Saint-Trond. — Hospice.	76	—	7	15	43	11	—	42	26	18	—	—	23	19	15	19	—
Namur.																	
Dave. — Asile.	173	—	21	64	65	23	—	103	52	16	—	—	44	63	35	24	7
TOTAL.	1,558	180	101	308	596	370	3	839	557	122	8	2	403	447	329	315	64
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	68	2	6	19	19	22	—	52	9	6	1	—	12	17	22	16	1
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	46	4	3	4	21	14	—	32	12	2	—	—	15	15	10	8	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,672	186	110	331	636	406	3	923	578	130	9	2	428	479	361	339	65

CVII (suite). — Premières admissions : Age. — Etat civil. — Saisons. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Total.	AGE AU MOMENT DE L'ADMISSION.						ÉTAT CIVIL.					SAISONS.				
		Moins de 16 ans.	16 à 20 ans.	21 à 30 ans.	31 à 50 ans.	Au delà	Inconnu.	Célibataires.	Mariées.	Veuves.	Séparées ou divorcées.	Inconnu.	Printemps.	Été.	Automne.	Hiver.	Inconnue.
1		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Anvers.																	
Duffel. — Hospice.	197	2	9	40	71	73	2	93	70	27	5	—	45	52	47	53	—
Brabant.																	
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	88	2	7	18	34	27	—	34	32	19	1	2	27	18	22	21	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises.	5	—	—	1	3	1	—	2	1	2	—	—	—	4	—	1	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	21	—	1	4	11	5	—	13	7	1	—	—	2	6	2	11	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte* . .	89	—	3	17	38	31	—	43	32	10	2	—	19	25	22	23	—
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	14	—	—	3	3	4	—	10	2	2	—	—	2	1	6	3	—
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	7	—	—	—	4	3	—	2	3	2	—	—	2	—	2	3	—
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	6	—	—	1	1	4	—	3	3	—	—	—	1	1	2	2	—
Flandre occidentale.																	
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*. . . .	28	—	1	4	16	7	—	15	10	3	—	—	9	11	1	7	—
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*.	40	—	3	10	15	12	—	21	16	3	—	—	13	4	10	11	—
Menin. — Hospice	11	—	2	1	3	3	—	7	4	—	—	—	—	2	2	7	—
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*. . . .	38	—	3	12	10	13	—	23	10	3	—	—	10	13	7	6	—
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ypres. — Hospice du Sacré-Cœur	81	—	3	13	29	34	—	33	26	22	—	—	10	24	21	26	—
Flandre orientale.																	
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes . . .	34	—	4	9	9	12	—	14	10	6	4	—	11	11	3	7	—
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	14	—	1	3	3	3	—	10	1	3	—	—	3	2	6	1	—
Lede. — Hospice	33	—	4	3	13	9	—	14	13	6	—	—	11	8	7	7	—
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	86	84	2	—	—	—	—	86	—	—	—	—	20	24	23	10	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	64	—	2	16	23	21	2	30	20	5	—	—	18	21	10	15	—
Velsieque-Ruddershove — Hospice.	7	—	—	1	4	2	—	4	2	—	1	—	3	2	—	2	—
Hainaut.																	
Mons. — Hospice	118	—	7	20	48	37	—	45	33	22	—	—	33	31	21	31	—
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité.	18	—	—	2	6	10	—	7	3	6	—	—	4	2	3	2	7
Wez-Velvain. — Hospice	10	—	—	3	4	3	—	6	2	1	1	—	3	3	4	—	—
Liége.																	
Liége. — Hospice Sainte-Agathe.	58	—	3	8	27	20	—	24	13	16	3	—	13	16	9	20	—
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	20	—	—	3	8	7	—	9	8	3	—	—	9	8	2	1	—
Limbourg.																	
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	87	2	3	10	37	20	—	43	31	11	—	—	11	18	17	7	34
Saint-Trond. — Hospice	130	—	4	20	50	47	—	63	50	21	—	—	40	44	20	23	—
TOTAL.	1,310	90	62	250	485	419	4	669	426	196	17	2	323	353	280	313	41
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	51	4	3	10	15	19	—	26	16	9	—	—	17	12	11	11	—
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	24	1	1	3	13	4	—	15	4	3	—	—	8	8	1	7	—
TOTAL GÉNÉRAL.	1,385	95	66	265	513	442	4	710	446	210	17	2	348	373	292	331	41

CVIII. — Sorties : Age, résultat du traitement. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIS — PAR GUÉRISON âgés de				AMÉLIORÉS âgés de				NON MODIFIÉS âgés de				Total.
	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers.													
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	4
Malines. — Hospice des Frères Alexiens . . .	—	—	—	—	—	—	2	—	—	1	1	—	4
Mortsel. — Hospice	—	3	7	—	—	21	24	10	—	14	23	10	112
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte* . .	—	20	30	10	—	1	3	—	—	18	34	17	144
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	—	10	32	7	—	2	12	1	—	4	8	1	77
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*. . .	—	1	2	1	—	—	1	—	—	1	—	1	7
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens . .	—	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—	—	4
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	5	1	—	—	3	3	—	—	4	1	17
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	3
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*.	—	18	24	11	—	—	—	—	—	1	5	2	61
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*. . .	—	—	2	—	—	5	5	3	—	1	—	1	17
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*.	—	1	2	—	—	1	1	1	—	—	—	—	6
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	—	—	10	9	—	—	—	—	—	—	—	1	20
Flandre orientale.													
Gand. — Etablissement des Frères de Saint-Jean de Dieu	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Gand. — Hospice Guislain	—	4	6	3	—	6	4	3	—	4	1	2	33
Gand. — Maison de santé du « Strop »	—	2	2	2	—	—	—	—	—	1	1	1	9
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme. . . .	—	3	11	3	—	—	7	—	—	4	4	—	34
Selzaete. — Etablissement	—	9	23	8	—	1	1	3	—	2	5	—	52
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—	—	4
Hainaut.													
Froidmont. — Hospice Saint-Charles.	—	4	10	4	—	8	18	6	—	10	5	4	69
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille . . .	—	—	—	—	—	1	—	—	24	23	—	—	50
Tournai. — Hospice pour hommes	—	24	36	10	23	26	19	—	—	20	34	8	200
Liége.													
Liége. — Hospice « les Insensés »	—	3	7	2	—	1	14	8	1	3	13	8	60
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	1	2	—	1	6	—	—	—	4	1	15
Henri-Chapelle. — Etablissement	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3
Limbourg.													
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	—	1	—	—	—	—	—	—	16	8	—	—	25
Ziekeren-Saint-Trond. — Hospice	—	13	10	12	—	5	10	7	—	1	2	1	61
Namur.													
Dave. — Asile	—	—	3	—	—	7	13	1	—	10	10	3	65
TOTAL.	—	122	234	88	25	86	146	46	44	142	165	62	1,160
Gheel. — Colonie. — *Mixte*.	—	4	3	4	—	3	1	—	—	13	13	5	46
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	—	4	2	3	—	1	1	1	2	5	13	11	43
TOTAL GÉNÉRAL.	1	120	239	95	25	90	148	47	46	160	191	78	1,249

CVIII (suite). — Sorties : Age, résultat du traitement. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	SORTIES — PAR GUÉRISON âgées de				AMÉLIORÉES âgées de				NON MODIFIÉES âgées de				Total.
	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	moins de 16 ans.	16 à 30 ans.	31 à 50 ans.	plus de 50 ans.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Anvers													
Duffel. — Hospice	—	11	27	9	—	1	10	5	—	7	7	4	81
Brabant.													
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte* . .	—	7	14	6	—	2	3	3	3	11	30	14	93
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	—	3	3	—	—	1	—	—	—	2	4	2	15
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	13	18	11	—	2	10	3	—	3	5	10	75
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	—	—	2	1	—	—	1	—	—	—	—	—	4
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte* . . .	—	—	—	1	—	1	1	2	—	—	1	—	6
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*.	—	1	2	—	—	1	1	1	—	—	—	2	8
Flandre occidentale.													
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte* .	—	5	9	5	—	—	—	—	—	—	—	—	19
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte* . . .	—	4	3	4	—	2	7	4	—	—	—	1	25
Menin — Hospice	—	2	1	3	—	—	3	—	—	—	—	—	9
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte* .	—	3	8	1	—	—	5	6	—	—	—	1	24
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	—	4	7	2	—	—	2	—	—	—	1	—	16
Flandre orientale.													
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes.	—	6	3	4	—	2	5	2	—	—	1	—	25
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut. . . .	—	4	3	3	—	—	—	1	—	—	2	1	14
Lede. — Hospice.	—	4	8	5	—	3	3	1	—	1	—	—	25
Lokeren. — Hospice Saint-Benoit.	1	5	—	—	9	5	—	—	8	12	—	—	40
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	—	4	5	7	—	3	4	7	—	2	2	3	37
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	1	1	1	—	—	2	1	—	—	—	—	6
Hainaut.													
Mons. — Hospice	—	18	21	15	—	1	10	2	—	8	10	7	92
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité . .	—	2	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Wez-Velvain. — Hospice	—	1	2	—	—	2	—	—	—	—	1	1	7
Liége.													
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	—	4	5	6	—	1	8	8	1	7	8	5	53
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	—	5	7	1	—	—	1	—	—	1	2	3	18
Limbourg.													
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	—	4	24	7	—	1	4	2	—	4	—	1	47
Saint-Trond. — Hospice.	—	15	13	4	—	7	13	7	—	—	—	1	64
TOTAL.	1	124	193	99	9	35	95	55	12	58	74	56	811
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	—	3	1	1	—	1	2	—	1	2	11	8	32
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*.	1	3	4	1	—	1	2	—	1	4	6	6	29
TOTAL GÉNÉRAL.	2	132	198	101	9	37	99	55	14	64	91	70	872

CIX. — Statistique des alcoolisés. — HOMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existants au 1er janvier.	ADMIS.			SORTIS.					Restants au 31 décembre.
		Première admission.	Réintégration.	TOTAL.	Guéris.	Améliorés.	Autrement.	Décédés.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Bouchout. — Hospice des Frères Cellites	3	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Malines. — Hospice des Frères Alexiens	1	1	1	2	—	1	—	1	2	1
Mortsel. — Hospice	138	21	18	39	6	22	3	4	37	140
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	2	25	16	41	25	15	3	—	43	—
Diest. — Hospice des Frères Alexiens	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	15	16	6	22	23	—	—	4	27	10
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	4	3	1	4	2	—	—	2	4	4
Tirlemont. — Hospice des Frères Alexiens	8	—	—	—	—	—	—	—	—	8
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	1	2	—	2	2	—	—	—	2	1
Winxele. — Hospice des Frères Alexiens	1	1	—	1	—	—	—	1	1	1
Louvain. — Saint-Antoine. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	87	20	21	50	26	—	2	3	31	106
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	127	10	4	14	1	6	1	7	15	126
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	15	—	2	2	1	—	—	—	1	16
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	20	6	—	6	4	—	—	3	9	17
Flandre orientale.										
Gand. — Établissement des Frères de Saint-Jean de Dieu.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Gand. — Hospice Guislain	49	29	4	33	10	7	1	19	37	45
Gand. — Maison de santé du « Strop »	29	1	—	1	—	—	—	4	4	26
Saint-Nicolas. — Hospice Saint-Jérôme	75	60	10	70	6	3	2	17	28	117
Selzaete. — Établissement	114	8	4	12	9	2	—	1	12	114
Gand. — Saint-Joseph. — *Enfants*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hainaut.										
Froidmont. — Hospice Saint-Charles	107	37	16	73	21	26	8	31	86	184
Manage. — Hospice de la Sainte-Famille	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tournai. — Hospice pour hommes	132	30	9	68	28	17	10	24	79	121
Liége.										
Liége. — Hospice « les Insensés »	23	23	10	33	10	15	4	8	37	21
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	5	10	—	10	3	4	2	2	11	4
Henri-Chapelle. — Établissement	—	1	—	1	1	—	—	—	1	—
Limbourg.										
Tessenderloo. — Asile du Sacré-Cœur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zickeren-Saint-Trond. — Hospice	140	10	10	20	8	6	1	7	22	138
Namur.										
Dave. — Asile	—	62	83	145	2	33	20	51	103	37
TOTAL	1,187	438	215	651	188	159	59	191	597	1,241
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	277	10	5	15	2	1	7	12	22	270
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	25	14	—	14	1	—	7	1	9	30
TOTAL GÉNÉRAL	1,489	460	220	680	191	160	73	204	628	1,541

CIX (suite). — Statistique des alcoolisées. — FEMMES.

ÉTABLISSEMENTS.	Existantes au 1er janvier.	ADMISES.			SORTIES.					Restantes au 31 décembre.
		Première admission.	Réintégration.	TOTAL.	Guéries.	Améliorées.	Autrement.	Décédées.	TOTAL.	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Anvers.										
Duffel. — Hospice	30	20	3	32	3	3	1	13	20	42
Brabant.										
Bruxelles. — Hôpital Saint-Jean. — *Mixte*	—	2	1	3	3	—	—	—	3	—
Diest. — Hospice des Sœurs grises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erps-Querbs. — Institut Saint-Joseph	6	2	—	2	—	—	—	—	—	8
Evere-lez-Bruxelles. — Maison de santé. — *Mixte*	2	2	1	3	—	—	1	—	1	4
Louvain. — Hospice des Sœurs noires	7	1	1	2	1	—	—	1	2	7
Schaerbeek. — Maison de santé. — *Mixte*	3	—	1	1	—	1	—	—	1	3
Uccle. — Maison de santé. — *Mixte*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Flandre occidentale.										
Bruges. — Hospice Saint-Dominique. — *Mixte*	5	1	2	3	—	—	—	1	1	7
Bruges. — Hospice Saint-Julien. — *Mixte*	62	3	3	6	4	2	—	2	8	60
Menin. — Hospice	2	—	—	—	1	—	—	—	1	1
Sainte-Anne-lez-Courtrai. — Hospice. — *Mixte*	13	4	1	5	—	—	—	2	2	16
Ypres. — Hospice. — *Mixte*	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Ypres. — Asile du Sacré-Cœur	4	3	—	3	—	—	—	1	1	6
Flandre orientale.										
Gand. — Hospice de la rue Courte des Violettes	4	2	—	2	2	—	—	2	4	2
Gand. — Maison de santé rue d'Assaut	1	—	—	—	—	1	—	—	1	—
Lede. — Hospice	6	3	—	3	1	2	—	—	3	6
Lokeren. — Hospice Saint-Benoît	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas. — Hospice « Ziekhuis »	21	3	2	5	2	1	—	1	4	22
Velsicque-Ruddershove. — Hospice	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1
Hainaut.										
Mons. — Hospice	14	14	2	16	5	2	3	2	12	18
Tournai. — Hospice des Sœurs de la Charité	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wez-Velvain. — Hospice	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Liége.										
Liége. — Hospice Sainte-Agathe	5	4	5	9	4	5	—	—	9	3
Glain. — Maison de santé. — *Mixte*	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—
Limbourg.										
Munster-Bilsen. — Asile Saint-Joseph	8	10	—	10	—	—	—	1	1	17
Saint-Trond. — Hospice	8	6	1	7	3	—	—	2	5	10
TOTAL	203	89	24	113	29	17	5	29	80	236
Gheel. — Colonie. — *Mixte*	18	—	—	—	—	—	1	—	1	17
Lierneux. — Colonie. — *Mixte*	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2
TOTAL GÉNÉRAL	223	89	24	113	29	17	6	29	81	255

STATISTIQUE

DES

SOURDS-MUETS ET DES AVEUGLES

CX. — Statistique des sourds-muets et des aveugles au 31 décembre 1903.

I. — *Aveugles.*

PROVINCES.	NOMBRE.			AGÉS DE MOINS DE 21 ANS.								
				SUSCEPTIBLES DE RECEVOIR L'INSTRUCTION.			RECEVANT L'INSTRUCTION.			ABANDONNÉS A EUX-MÊMES (1).		
	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.	Garçons.	Filles.	Total.
Anvers	201	189	390	90	133	232	25	30	55	74	103	177
Brabant	282	312	594	20	90	125	23	94	117	6	2	8
Flandre occidentale	308	258	566	33	24	57	20	21	50	4	3	7
Flandre orientale	294	270	564	27	28	55	26	25	51	1	3	4
Hainaut	401	315	716	58	51	109	41	37	78	17	14	31
Liége	201	140	341	22	12	34	18	11	29	4	1	5
Limbourg	83	66	149	10	8	18	9	3	12	2	4	6
Luxembourg	43	27	70	4	7	11	3	3	6	1	4	5
Namur	90	41	131	15	5	20	14	4	18	1	1	2
Total	1,910	1,593	3,503	297	364	661	188	228	416	110	135	245

II. — *Sourds-muets.*

Anvers	146	92	238	89	66	155	76	57	133	15	9	22
Brabant	144	110	254	58	46	104	51	40	91	7	6	13
Flandre occidentale	240	199	439	105	85	190	105	70	182	2	6	8
Flandre orientale	403	302	705	200	150	356	100	145	344	7	5	12
Hainaut	339	237	576	120	80	209	115	67	182	14	13	27
Liége	251	181	435	84	67	151	74	61	135	10	6	16
Limbourg	88	60	148	19	27	46	17	22	39	2	5	7
Luxembourg	73	50	123	36	17	53	20	15	42	7	4	11
Namur	72	58	130	32	25	57	21	18	42	8	7	15
Total	1,759	1,289	3,048	758	563	1,321	688	502	1,190	70	61	131

(1) Parmi les sourds-muets et les aveugles indiqués comme abandonnés à eux-mêmes figurent ceux qui avaient terminé leur éducation, ceux qui n'étaient pas en âge de la recevoir et ceux qui étaient incapables de la recevoir.

TABLE ANALYTIQUE

Pages.

Accusés.

Nombre par province des accusés acquittés et condamnés 137
Accusés jugés contradictoirement, classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 138
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées . . 140
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après les résultats comparés de l'instruction orale et à l'instruction par écrit. — Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. . . . 141
Accusés jugés contradictoirement, classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées. 142
Durée de la détention préventive des accusés de crimes ordinaires, jugés contradictoirement par les cours d'assises. 19
Accusés jugés par contumace, classés d'après les provinces où ils ont été jugés, la nature des faits, le résultat des poursuites 145

Acquittés.

Nombre par tribunal de police. 31
Acquittés par les tribunaux de police, répartis par nature d'infractions. 40
Nombre par tribunal correctionnel :
En première instance. 118
En degré d'appel 124
Acquittés par les tribunaux correctionnels, répartis par nature d'infractions :
En première instance. 46
En degré d'appel 70

Pages.

Acquittés répartis par tribunal et par nature d'infractions :
En première instance 74
En degré d'appel 110
Acquittés par les tribunaux correctionnels, détenus préventivement 20
Proportion des acquittés XVI
Acquittés en première instance, condamnés en appel. 130
Acquittés par les cours d'appel, après avoir été condamnés en première instance 130
Acquittés par les cours d'appel, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, détenus préventivement 19
Acquittés par les cours d'assises, répartis par province, d'après la nature des faits 138
Acquittés par la cour, après avoir été condamnés par le jury à la simple majorité des voix . . . 141
Acquittés en matière politique et de presse. . . . 145

Adoption (Actes d'). XLIX

Affaires. (Voir aussi *Infractions.*)

Répressives.

Affaires entrées dans les parquets, direction qui leur a été donnée, autorités qui les ont transmises. . . . . IX, 13
Tableau comparatif des affaires entrées dans les parquets, de 1870 à 1902, et dans chaque parquet, en 1880, 1890, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902 X
Affaires laissées sans suite par les parquets . . . 14
Affaires terminées par les juges d'instruction et les chambres du conseil. . . . . XI, 15
Affaires laissées sans suite par les juges d'instruction et les chambres du conseil 15
Affaires jugées par chaque tribunal de police. . . 22-30

N. B. — Les chiffres romains renvoient à l'*Introduction.*

Pages.

Affaires jugées par les tribunaux de police en matière ordinaire, de mendicité ou vagabondage, électorale (absence au vote) XII
Affaires portées devant chaque tribunal correctionnel 45
Affaires terminées par chaque tribunal correctionnel. 45
Tableau comparatif des affaires introduites dans chaque tribunal correctionnel de 1899 à 1903. XIV
Affaires portées devant les cours d'appel. . . . . XX, 130
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . . XX, 130
Affaires terminées par les cours d'appel, réparties par nature 131
Affaires jugées par les cours d'assises 136
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Civiles.

Affaires jugées par les juges de paix. . . . . XLI, 194
Affaires portées devant les tribunaux de première instance . . . . . XLII, 220
Affaires terminées par les tribunaux de première instance . . . . . XLIII, 220
Nature des affaires terminées par jugement . . . XLIII, 222
Affaires portées devant les tribunaux de commerce. XLV, 232
Affaires terminées par les tribunaux de commerce. XLV, 232
Nature des affaires jugées par les tribunaux de commerce XLV
Affaires introduites devant les cours d'appel. . . XLVIII, 244
Affaires terminées par les cours d'appel . . . . XLVIII, 245
Nature des affaires civiles et commerciales jugées par les cours d'appel . . . . . XLIX, 252
Affaires jugées par la cour de cassation. (Voir *Pourvois.)*

Affaires en conciliation . . . . . XLI, 194

Affaires sur requête.

Tribunaux civils. 226

Affaires (Nomenclature des).

Les affaires traitées par les tribunaux civils et les cours d'appel sont groupées sous les principaux titres des Codes civil, de commerce et de procédure.
Tribunaux civils . . . . . XLIII, 222
Cours d'appel . . . . . XLIX, 252

Affaires restant à juger.

Dans les tribunaux de première instance :
En matière répressive. . . . . XV, 45
En matière civile . . . . . XLIII, 220
Dans les tribunaux de commerce. . . . . XLVI, 232
Dans les cours d'appel :
En matière répressive. 130
En matière civile . . . . . XLVIII, 244

Pages.

Age.

Inculpés de moins de 16 ans traduits devant les tribunaux de police . . . . . XIV, 31, 04
Condamnés de 16 à 18 ans mis à la disposition du gouvernement par les tribunaux de police . 40
Prévenus de moins de 16 ans acquittés en vertu de l'article 72 du Code pénal ou de la loi du 27 novembre 1891, laissés en liberté ou mis à la disposition du gouvernement . . . . . XV, 46, 118
Répartition des condamnés par âge XXXI
Age des condamnés, répartis d'après la nature des infractions commises :
Hommes. 166
Femmes 162
Age des détenus qui se sont suicidés. 278
Age des détenus décédés 276
Age des détenus subissant une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois. 288
Age des détenus condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de 3 mois, libérés pendant l'année 292
Age des mendiants et vagabonds se trouvant au 31 décembre dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge. 302
Age des élèves des écoles de bienfaisance 303
Age des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 330
Femmes 331
Age des aliénés sortis des asiles :
Hommes 332
Femmes 333
Les renseignements sur les jeunes délinquants détenus dans les quartiers de discipline et de correction sont donnés dans les tableaux des détenus. (Voir ce mot.)

Alcoolisme. (Voir *Ivresse alcoolique.)*

Aliénés (Asiles d').

Tous les renseignements relatifs aux aliénés sont donnés pour chaque asile en particulier.

Aliénés.

Dispositions législatives sur le régime des aliénés. 324
Nombre des aliénés internés dans les asiles au 31 décembre de chacune des années 1889 à 1902 LXIX
Mouvement de la population des asiles durant l'année 1902 :
Hommes 326
Femmes 328
Aliénés admis pour la première fois dans un asile, répartis d'après leur âge, leur état civil, l'époque de leur admission :
Hommes 330
Femmes 331

Pages.

Aliénés sortis des asiles : durée du séjour, âge, époque de la sortie, décès :
Hommes 332
Femmes 333
Aliénés alcoolisés :
Hommes 334
Femmes 335
Aliénés détenus dans les prisons, colloqués en 1902. Renseignements divers sur leur condition au moment de leur collocation. . . . . LV, 280

Amende.

Condamnés à l'amende détenus préventivement . 20
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police 31
Amende (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police . . . 40
Amende (Peines d') prononcées pour absence au vote, avec distinction de la nature des élections. 43
Amende (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires. 118
Amende (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des amendes dans l'ensemble des peines XVI
Amende (Peines d') prononcées par les cours d'assises 137

Antécédents judiciaires. (Voir *Primaires. Récidivistes.)*

Appel.

Des jugements de police. . . . . XX, 43
Id. des tribunaux correctionnels . . . XX, 130
Id. des tribunaux civils . . . . . } XLVIII { 244
Id. des tribunaux de commerce. . . . } { 244
Arbitre. Exequatur des jugements arbitraux. 227
Appel de jugements d'arbitres. 244

Arrêts. (Voir *Cours d'appel, Cours d'assises, Cour de cassation, Chambre des mises en accusation.)*

Attributions.

Des juges de paix :
Comme officiers de police judiciaire. 11
Comme officiers publics. 193
Des procureurs du roi et des procureurs généraux. 11
Des juges d'instruction 11
Des commissaires de police 11
Des gardes champêtres et forestiers 11
Des bourgmestres. 11
Des présidents des tribunaux civils et de commerce en matière de référé 219, 231
Des chambres du conseil des tribunaux de première instance 11
Des chambres des mises en accusation. 11

Pages.

Aveugles. (Voir *Sourds-muets.)*

Bourgmestre.

Attributions en matière de police judiciaire . . . 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus . 13

Capacité des prisons . . . . . LI, 262

Casier judiciaire. Organisation comme source de renseignements statistiques 5

Causes. (Voir *Affaires.)*

Causes apparentes de certains crimes 144

Célibataires. (Voir Etat de famille.)

Cellulaire (Régime) L
Option du régime cellulaire LVIII

Cellules (Nombre des) dans les prisons . . . . . LI, 262

Chambres.

Des tribunaux de première instance 44, 219
Des cours d'appel 129, 243
Affaires jugées en matière civile et commerciale par chaque chambre des cours d'appel 244
De la cour de cassation 146, 147, 255

Chambre du conseil.

Organisation. 11
Ordonnances rendues . . . . . XII, 15
Ordonnances soumises à la chambre des mises en accusation 18
Affaires renvoyées par les chambres du conseil aux tribunaux correctionnels 47
Prévenus de délits renvoyés par les chambres du conseil aux tribunaux de police . . . . . XIII, 40

Chambre des mises en accusation.

Organisation 11
Demandes en réhabilitation accueillies et rejetées par les chambres des mises en accusation . . . XII, 17
Nombre et résultat des arrêts. . . . . XI, 18
Crimes renvoyés devant les tribunaux correctionnels. (Voir *Crimes correctionnalisés.)*

Commissaires de police.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Communes.

Répartition des communes du royaume en quatre catégories, pour établir la statistique des infractions individuelles . . . . . XXXVIII, 150
Nombre des infractions individuelles commises dans chaque catégorie de communes. . . . XXXVIII, 176
Nombre des infractions individuelles commises en 1899 XXXIX
Nombre, dans chaque catégorie de communes, des individus condamnés pour ivresse publique . XXXX, 187

Pages.

Compétence :
- Des tribunaux de police 21
- Des justices de paix 193
- Des tribunaux correctionnels 44
- Des tribunaux civils 219
- Des tribunaux de commerce 231
- Des cours d'appel 129, 243
- Des cours d'assises 135
- De la cour de cassation 146
- (Voir aussi *Attributions*.)

Compte moral (détenus) LIX

Conciliation. (Voir *Affaires en conciliation*.)

Concordat préventif de la faillite . . . . . XLVI, 235

Condamnés.
- Condamnés par les cours d'assises détenus préventivement. Durée de la détention 19
- Condamnés par les tribunaux correctionnels détenus préventivement. Durée de la détention . . . 20
- Nombre des condamnés par tribunal de police . . 31
- Condamnés par les tribunaux de police répartis par nature d'infractions 40
- Condamnés pour absence au scrutin électoral . . 43
- Condamnés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions 74
- Condamnés par les tribunaux correctionnels classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires 46
- Condamnés par les tribunaux correctionnels répartis d'après la nature des peines qu'ils ont encourues et d'après leurs antécédents 118
- Condamnés dont la peine a été supprimée, confirmée ou modifiée en appel 130
- Condamnés par les cours d'assises, répartis par province, d'après leurs antécédents judiciaires, d'après la nature des faits pour lesquels ils ont été poursuivis et celle des faits dont ils ont été reconnus coupables 137
- Condamnés par contumace 145
- Condamnés répartis par sexe d'après leur état civil, leur penchant à l'ivrognerie, leur âge, leur lieu de naissance, leurs antécédents judiciaires . . . . . XXIII, 154
- Condamnés détenus dans les prisons. (Voir *Détenus*.)

Conditionnelles (Condamnations) :
- Prononcées par les tribunaux de police :
  - Nombre par tribunal 31
  - Nombre par nature d'infractions et espèce de peines 40
- Prononcées par les tribunaux correctionnels :
  - Nombre par nature d'infractions et espèces de peines 46

Pages.
- Nombre par espèce détaillée de peines et par tribunal 118
- Durée des sursis accordés 66
- Rechutes après une condamnation *conditionnelle*. XIX, 128
- Renseignements généraux sur l'application de la *loi du 31 mai 1888* créant la condamnation conditionnelle XVI

Conseils de famille.
- Nombre annuel de 1896-1897 à 1901-1902 . . . XLI
- Nombre par canton 195
- Homologation de délibérations par les tribunaux de première instance 226

Contribution (Procédures d'ordre et de) :
- A régler et terminées 229

Correction paternelle.
- Ordres d'arrestation délivrés dans chaque arrondissement . . . . . XLIV, LII, 227
- Détenus répartis par âge d'après la durée de la détention à subir 267
- Nombre des détenus retirés avant l'expiration du *terme fixé*, — durée de la *détention subie* . . . 268

Correctionnel.
- Tribunaux correctionnels. (Voir *Tribunaux*.)
- Peines correctionnelles. (Voir *Peines*.)

Cours d'appel.
- Organisation et compétence 129, 243
- Travaux comme juridictions d'instruction. (Voir *Chambre des mises en accusation*.)
- Travaux en matière répressive . . . . . XX, 130
- Travaux en matière civile et commerciale . . . XLVIII, 244

Cours d'assises.
- *Organisation et compétence* 135
- Travaux . . . . . XXII, 136

Cour de cassation.
- Organisation et compétence 146
- Travaux de la première chambre . . . . . XLIX, 255
- Travaux de la deuxième chambre . . . . . XXII, 147

Crimes.
- Définition 135
- Nombre et nature des crimes dont les auteurs sont restés inconnus 16
- Crimes renvoyés aux cours d'assises par les chambres des mises en accusation 18
- Accusés de crimes jugés par les cours d'assises. (Voir *Accusés*.)
- Crimes dans la statistique criminelle (les crimes les plus importants sont séparés des délits dans la nomenclature en usage pour cette partie de la statistique : voir nos 14, 21, 23, 34, 41, 43 de cette statistique).
- Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie . . . 144

Pages.

Crimes correctionnalisés.
- Définition 44
- Prévenus de ces crimes jugés par les tribunaux correctionnels, avec indication de la peine appliquée 46
- Jugés par les cours d'appel 131

Décès.
- Dans les prisons centrales et les prisons secondaires . . . . . LIV, 276
- Dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 299
- Dans les écoles de bienfaisance 300
- Dans les asiles d'aliénés :
  - Hommes 327
  - Femmes 329

Décompte.
- Tableau des individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte 189

Délits.
- Définition 44
- Dont les auteurs sont restés inconnus 16
- Prévenus de délits jugés par les tribunaux de police sur renvoi de la chambre du conseil . . . . . XIII, 40
- Prévenus de délits jugés par les tribunaux correctionnels 46
- Prévenus de délits jugés par les cours d'appel . . 131
- *Délits dans la statistique criminelle* (voir nos 7, 15, 18, 22, 24, 28, 35, 38, 42, 44 des différents tableaux de cette statistique).

Dénonciations. (Voir *Plaintes*.)

Dépôts de mendicité et maisons de refuge.
- Dispositions législatives 297
- Mouvement des entrées de 1898 à 1902 LXI
- Mouvement de la population en 1902 299
- Population au 31 décembre 1902 répartie par âge, par sexe et par antécédents 302
- Journées d'entretien 301

Détention préventive.
- Dispositions législatives 11
- Durée de la détention préventive :
  - Des prévenus acquittés en appel 19
  - Des prévenus déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation 19
  - Des accusés de crimes ordinaires jugés par les cours d'assises 19
  - *Des prévenus déchargés* des poursuites par les chambres du conseil 20
  - Des prévenus condamnés ou acquittés par les tribunaux correctionnels 20

Détenus.
- Entrés et sortis . . . . . LI, 263
- Nombre des détenus fréquentant l'école . . . . . LII, 268

Pages.
- Progrès accomplis par les détenus fréquentant l'école 269
- Punitions infligées . . . . . LIII, 270
- Maladies . . . . . LIII, 272
- Décès . . . . . LIV, 276
- Suicides . . . . . LIV, 278
- Aliénés . . . . . LV, 280
- Condamnés à une peine de plus de 3 mois répartis suivant :
  - La juridiction, le genre des affaires, la nature des peines, le lieu d'origine, l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome, l'état de récidive . . . . . LIX, LX, 287
- Libérés . . . . . LX, 292

Disciplinaires (poursuites).
- Nombre des décisions rendues par les tribunaux. XLIV
- Appels de décisions rendues par les conseils de discipline de l'ordre des avocats 244

Divorces.
- Demandes; situation des familles; durée du mariage; motifs des demandes . . . . . XLIV, 224

Divorcés.
- Dans la statistique criminelle, ils sont rangés parmi les veufs. (Voir *Famille* [*Etat de*].)

Durée.
- Des procès jugés par les tribunaux civils ou restant à juger . . . . . XLIII, 221
- Des procès jugés par les tribunaux de commerce ou restant à juger . . . . . XLV, 233
- Des faillites terminées . . . . . XLVII, 241
- De la procédure devant les cours d'appel . . . . XLVIII, 254
- Des sursis accordés pour les condamnations conditionnelles. (Voir ces mots.)

École.
- Dans les prisons . . . . . LII, 268

Écoles de bienfaisance.
- Dispositions législatives 297
- Mouvement comparatif des entrées de 1898 à 1902. LXI
- Mouvement de la population en 1902 300
- Population au 31 décembre 1902 répartie par âge. 303
- Journées d'entretien 301

Élections.
- Absence au scrutin électoral 22, 43

Embarquement.
- Cette peine, qui n'existe que pour les infractions au Code disciplinaire de la marine marchande, est inscrite dans les tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels, colonne des mises à la disposition du gouvernement, rubrique « Police maritime ».

Pages.

Emprisonnement.

Condamnés à l'emprisonnement détenus préventivement 20
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal de police. 31
Emprisonnement (Peines d') prononcées pour chaque espèce d'infractions par les tribunaux de police 40
Emprisonnement (Peines d') prononcées par chaque tribunal correctionnel, les prévenus étant classés suivant leurs antécédents judiciaires 118
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les tribunaux correctionnels pour chaque espèce d'infractions 46
Proportion des peines d'emprisonnement dans l'ensemble des autres peines XVI
Emprisonnement (Peines d') prononcées par les cours d'assises :
1. Dans chaque province. 137
2. Dans le royaume, suivant la nature des infractions qui ont donné lieu aux poursuites 140
3. Suivant la nature des infractions admises par le jury, en tenant compte des antécédents judiciaires des condamnés. . . 142

Enquêtes.

Devant les juges de paix. 210
Id. les tribunaux de première instance. . . . 228
Id. les tribunaux de commerce. 234

Étrangers.

Condamnés pour infractions commises à l'étranger. 171
Infractions commises à l'étranger jugées en Belgique. 185
Expulsés du pays 320

Évadés.

Dépôts de mendicité. 299
Ecoles de bienfaisance 300
Placements en apprentissage. 304
Asiles d'aliénés 326

Expertises.

Ordonnées par les juges de paix 210

Faillis.

Sexe, origine, résidence. 239
Demandes en réhabilitation XLIX

Faillites.

Législation 237
Montant du passif des faillites déclarées. . . . XLVII, 238
Faillites prononcées sur aveu, sur assignation, sur requête, d'office. . . . . XLVI, 239

Pages.

Relevé par province 240
Faillites terminées : montant du dividende distribué. . . . . XLVII, 240
Faillites terminées : durée de la procédure . . XLVII, 241

Famille (état de).

Des condamnés répartis par nature d'infractions. XXVIII, 156
Des divorcés . . . . . XLIV, 224
Des condamnés à une peine de plus de 3 mois détenus dans les prisons au 31 décembre de l'année du compte. . . . . LX, 288
Des condamnés à un peine de plus de 3 mois sortis des prisons pendant l'année 292
Des individus libérés conditionnellement 314
Des aliénés admis pour la première fois dans les asiles :
Hommes 330
Femmes 331

Femmes. (Voir *Sexe.*)

Gardes champêtres.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13

Gendarmerie.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus. 13

Grâces LXVI

Hommes. (Voir *Sexe.*)

Impunité. (Voir *Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus, Acquittés.*)

Infirmerie. (Voir *Maladies.*)

Infractions (Nomenclature des).

Dans le tableau de la statistique de l'administration de la justice (p. 13 à 147), les infractions jugées par les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les cours d'appel, les cours d'assises sont classées d'après la dénomination que leur donne le Code pénal et rangées par ordre alphabétique ou d'après l'ordre adopté par ce code.

Dans la statistique criminelle (p. 150 à 189), toutes les infractions sont réparties en quarante-cinq groupes, correspondant aux divisions du Code pénal.

La composition de chacun de ces groupes est donnée page 152 et la liste en est reproduite dans la marge de chaque tableau.

Infractions individuelles. Jugées en 1903. (Répartition par communes et par mois.) . . . . XXXVII, 176
Commises en 1900 . . . . . XXXIX, 186

Instruction.

Détenus subissant une peine de plus de 3 mois, classés d'après leur degré d'instruction 288
Progrès accomplis pendant leur internement. . . 269

Pages.

Instruction judiciaire.

Organisation en matière répressive. 11
Travaux des juridictions d'instruction 15-20
Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit devant les cours d'assises. 141
Actes d'instruction en matière civile posés par les juges de paix 210
Actes d'instruction devant les tribunaux civils. . 228
Id. id. de commerce 234

Interrogatoires sur faits et articles.

Tribunaux civils. 228
Tribunaux de commerce. 234

Ivresse alcoolique.

Renseignements généraux sur les rapports de l'ivresse alcoolique avec la criminalité. XXVII
Répartition par nature d'infractions des condamnés qui ont agi en état d'ivresse ou avaient, avant de commettre le fait qui leur a valu leur nouvelle condamnation, encouru une condamnation pour infraction aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique :
Hommes 158
Femmes 159
Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique jugées en 1902 ou commises en 1900 et 1901, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises. XXXIX, 187
Aliénés alcooliques :
Hommes 334
Femmes 335

Journée d'entretien.

Prix de la journée d'entretien dans les prisons. . 284
Nombre des journées d'entretien dans les dépôts de mendicité et les maisons de refuge 301
Nombre des journées d'entretien dans les écoles de bienfaisance 301

Journées de détention.

Dans les prisons. 266

Juge d'instruction.

Attributions. 11
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par eux. 13
Affaires traitées et laissées sans poursuites . . . 15

Juge de paix.

Attributions comme officier auxiliaire du procureur du roi 11
Compétence comme juge :
En matière répressive. 21

Pages.

En matière civile, contentieuse et gracieuse . . 193
Plaintes, dénonciations et procès-verbaux reçus par les juges de paix 13
(Voir *Tribunaux de justice de paix et de police.*)

Justices de paix. (Voir *Tribunaux.*)

Libération conditionnelle.

Dispositions législatives. 314
Nombre annuel; nombre de 1888 à 1903 LXVI
Nombre des propositions accueillies et rejetées . 315
Motifs des rejets. 315
Renseignements relatifs aux libérés 315
Epoques où expirent les termes d'épreuve 316

Libérés.

Condamnés à une peine de plus de 3 mois sortis de prison pendant l'année; condition au moment de la libération . . . . . LX, 292

Maisons de refuge. (Voir *Dépôts de mendicité.*)

Maladie.

Classement par nature de maladie des détenus admis à l'infirmerie . . . . . LIII, 272
Classement par nature de maladie (groupement réduit) des détenus décédés 276

Mariés. (Voir *Famille [Etat de].*)

Méthode.

Statistique pénale :

Objet de la statistique de l'administration de la justice et de la statistique criminelle IX
Organisation de la statistique pénale; méthode de relèvement, organisation du casier judiciaire comme source de renseignements statistiques; annexe 5, 6, 7
Rédaction des tableaux relatifs à la police judiciaire et aux juridictions d'instruction. . . . 12
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux de police et spécialement du tableau des condamnations conditionnelles 21
Rédaction des tableaux relatifs aux tribunaux correctionnels 44
Rédaction des tableaux relatifs aux cours d'assises. 135
Méthode employée pour la rédaction de la statistique criminelle. Emploi en 1902 de l'unité « individu condamné » au lieu de l'unité « condamnation individuelle » 150
Rédaction de la statistique des infractions individuelles 150
Rédaction de la statistique civile et commerciale. 192
Rédaction des tableaux de la statistique des prisons 259
Rédaction de la statistique de la mendicité et du vagabondage 297

Pages.

Rédaction de la statistique de la libération conditionnelle 314
Rédaction de la statistique de la police des étrangers 319
Rédaction de la statistique des aliénés 324

Ministère public.

Affaires portées devant les tribunaux correctionnels par le ministère public 45
Conclusions données en matière civile. . . . . XLIII, 222

Mois.

Nombre des infractions commises durant chaque mois de l'année 176

Mort (Peine de). (Voir *Peines, Cour d'assises.*)

Muets. (Voir *Sourds-muets.*)

Nature des affaires. (Voir *Affaires.*)

Nomenclature. (Voir *Affaires, Infractions.*)

Notaires.

Attributions et nombre des notaires 193
Nombre des actes reçus par les notaires . . . . . XLI, 195

Notoriété (Actes de).

Reçus par les juges de paix 193
Homologation par les tribunaux civils 226

Ordre. (Voir *Contribution.*)

Organisation.

De la statistique. (Voir *Méthode.*)
Judiciaire. (Voir *Parquets, Juges d'instruction, Juges de paix, Chambres, Tribunaux, Cours.*)

Parquets.

Attributions. 11
Etat des travaux. 13
Affaires laissées sans suite. 14
Tableau comparatif du nombre des affaires depuis 1870 X

Partages et liquidations.

Devant les juges de paix. 193

Parties civiles.

Affaires poursuivies devant les tribunaux de police. 22
Affaires poursuivies devant les tribunaux correctionnels. 45

Peines.

Peines de police, définition 21
Peines correctionnelles, définition 44
Peines criminelles, énumération. 135
Condamnés classés par nature de peines :
1° Tribunaux de police :
Répartition par tribunal 31
Répartition par infraction. 40

Pages.

2° Tribunaux correctionnels :
Répartition par tribunal . . . . . XVIII, 118
Répartition par infraction 46
Rechutes après une condamnation conditionnelle, peine nouvelle encourue . . . . . XIX, 128
3° Cours d'assises :
Répartition des condamnés par province . . . 137
Répartition d'après la nature des infractions déclarées constantes par le jury. 144
Accusés jugés par contumace 145
Accusés poursuivis pour délits politiques ou de presse 145
Détenus dans les prisons, répartis par nature de peines :
Mouvement général d'entrée et de sortie. . . . 263
Fréquentant l'école 268
Punis durant l'année 270
Condamnés subissant une peine de plus de 3 mois, détenus au 31 décembre 287
Libérés d'une peine de plus de 3 mois 292
(Voir aussi *Amende, Emprisonnement, Crime.*)

Placements en apprentissage . . . . . LXII, 304

Plaintes.

Plaintes, dénonciations et procès-verbaux entrés dans les parquets : de 1880 à 1902. . . . . XI, 13
Autorités qui les ont reçues 13

Police.

Judiciaire : organisation, travaux 11
Tribunaux. (Voir *Tribunaux.*)
Des étrangers 318

Population.

Du royaume X
Des différentes catégories de communes XXXVIII
Mouvement de la population dans les prisons . . LI, 263
Mouvement de la population dans les asiles d'aliénés. 326
Mouvement de la population dans les établissements de bienfaisance. 300
Population moyenne des dépôts de mendicité et des maisons de refuge, de 1892 à 1902 LXI

Pourvois. (Voir *Cour de cassation.*)

Prévenus.

Détenus préventivement. 19
Jugés par chaque tribunal et répartis d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites 46

Pages.

Primaires (Condamnés).
Dans la statistique de l'administration de la justice pénale.
— Tribunaux correctionnels.
Définition de la dénomination. . . . . XVI, 44
Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 118, 127
Nombre par catégorie d'infractions 46
Nombre total et proportionnel. XVII
— Cours d'assises.
Définition de la dénomination 135
Nombre total et proportionnel. XXI
Nombre par catégorie d'infractions 142
Dans la statistique criminelle.
Définition de la dénomination. 150
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des condamnés primaires répartis par sexe et état civil, habitudes alcooliques, âge, lieu de naissance . . . . . XXIII, 154
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou de l'étranger par des condamnés primaires. XXXVII, 176

Prisons.

(Voir *Table méthodique*, Table analytique : *Age, Cellules, Compte moral, Correction paternelle, Détenus, Décès, Ecoles, Etrangers, Etat de famille, Instruction, Journées d'entretien, Journées de détention, Libérés, Maladies, Méthode, Option de régime, Peines, Suicides, Travail, Régime cellulaire, Transferts en commun.*)

Procès-verbaux. (Voir *Plaintes.*)

Pro Deo.

Actes reçus par les juges de paix . . . . . XLI, 193
Autorisations de plaider sans frais accordées et rejetées par les juges de paix 210
Tribunaux de première instance. . . . . XLIV, 226

Récidivistes :

Dans la statistique de l'administration de la justice pénale :
— Tribunaux correctionnels.
Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes. . . . . XVI, 44
Nombre par catégorie d'infractions 46
Nombre par tribunal et par nature de peines. . . 118-127
Nombre total et proportionnel. XVI
— Cours d'assises.
Définition de la dénomination et subdivision des récidivistes 135
Nombre total et proportionnel XXI
Nombre par infraction 142

Pages.

Dans la statistique criminelle.
Définition de la dénomination 150
Nombre dans chaque catégorie d'infractions des récidivistes répartis par sexe, état civil, degré d'instruction, habitudes alcooliques, âge, lieu de naissance . . . . . XXIII, 154
Récidivistes spécialistes et non spécialistes répartis par sexe d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues. . . . . XXXVI, 172
Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année dans les différentes catégories de communes du pays ou à l'étranger, par des récidivistes . . . . . XXXVII, 176
Récidivistes détenus dans les prisons 290

Reclusion. (Voir *Peines, Cours d'assises.*)

Référés jugés par les présidents des tribunaux civils. 226

Réhabilitations.

Par nature d'infractions 17
Par cour d'appel 18
Depuis la promulgation de la loi XII
Demandées par des faillis. XLIX

Réintégration d'élèves placés en apprentissage. . . LXIII, 310

Réprimandés.

Pour absence au scrutin électoral 43
Délinquants âgés de moins de 16 ans. (Voir *Age.*)

Saisies immobilières.

Transcriptions XLIV

Saisons. (Voir *Mois.*)

Décès dans les prisons durant chaque trimestre . 276
Admissions dans les asiles d'aliénés durant chaque saison 330

Scellés.

Levées de scellés . . . . . XLI, 194

Séparation de corps. (Voir *Divorce.*)

Sermont (Prestation de).

Dans les affaires jugées par les juges de paix. . . 210
Dans les affaires jugées par les tribunaux de première instance 228
Dans des affaires jugées par les tribunaux de commerce 234

Sexe.

Influence du sexe sur la criminalité XXV
Répartition par sexe des divorcés et des faillis. . 224, 239
Tous les renseignements de la statistique criminelle, sauf ceux de la statistique des infractions, sont donnés séparément pour les hommes et pour les femmes.

Pages.

Il en est de même de ceux des statistiques des prisons, de la mendicité et du vagabondage, de la libération conditionnelle, des asiles d'aliénés.

Sociétés.

Actes de sociétés déposés aux greffes des tribunaux de commerce . . . . . XLVII, 234
Faillites de sociétés XLIV

Sourds-muets et aveugles, par province, par sexe. 388

Succession testamentaire (ordonnance d'envoi en possession de) . . . . . XLIV, 226

Suicides :

Dans les prisons . . . . . LIV, 278
Dans les asiles d'aliénés 326

Transferts en commun. LVIII

Travail dans les prisons. . . . . . LVII, 282

Travaux forcés. (Voir *Peines, Assises* [*Cours d'*].)

Tribunaux :

— De justice de paix et de police.

Organisation, compétence 21, 193

Pages.

Travaux en matière répressive. . . . . XII, 22
Travaux en matière civile . . . . . XLI, 194

— De première instance.

Organisation, compétence 44, 219
Travaux en matière répressive. . . . . XIV, 45
Id. civile . . . . . XLII, 220
Id. consulaire. 232
Id. disciplinaire. XLIV

— De commerce.

Compétence. 231
Travaux. . . . . XLV, 232

Ventes de biens.

Devant les juges de paix . . . . . XL, 195
Devant les tribunaux de première instance. . . . 226

Veufs. (Voir [*Famille Etat de*].)

Visites de lieux sans experts.

Par les juges de paix 210

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Pages.

Statistique pénale.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique de l'administration de la justice pénale.*

1. Police judiciaire et juridictions d'instruction IX
2. Tribunaux de police XII
3. Tribunaux correctionnels. — Application de la loi du 31 mai 1888 sur la condamnation conditionnelle. XIV
4. Cours d'appel XX
5. Cours d'assises XXI
6. Cour de cassation XXII

SECONDE PARTIE. — *Statistique criminelle.*

7. Nombre des condamnés. XXIII
8. Le sexe. XXV
9. L'état civil. XXVI
10. L'ivrognerie XXVII
11. L'âge. XXXI
12. Répartition géographique des condamnés XXXIII
13. Récidive générale et récidive spéciale XXXIV
14. Nombre des infractions individuelles. Leur répartition par commune et par mois XXXV

Statistique de la justice civile et commerciale.

1. Justices de paix XLI
2. Tribunaux de première instance XLII
3. Tribunaux de commerce XLV
4. Cours d'appel XLVIII
5. Cour de cassation. XLIX

Statistique pénitentiaire.

PREMIÈRE PARTIE. — *Statistique administrative.*

1. Organisation des prisons L
2. Capacité des prisons LI
3. Mouvement général d'entrée et de sortie. Journées de détention. Population moyenne. LI
4. Détenus par correction paternelle. LII
5. Ecole. LII
6. Punitions infligées aux détenus LIII
7. Infirmerie LIII
8. Décès LIV
9. Suicides et tentatives de suicide LIV
10. Aliénation mentale LV
11. Travail des détenus. LVII
12. Prix de la journée d'entretien. LVIII
13. Renseignements divers LVIII

SECONDE PARTIE. — *Statistique des détenus.* LIX

Statistique de la mendicité et du vagabondage.

1. Dépôts de mendicité et maisons de refuge. LXI
2. Ecoles de bienfaisance LXI
3. Elèves des écoles de bienfaisance placés en apprentissage. Résultats donnés par l'œuvre du placement en apprentissage. LXII

Statistique des grâces et de la libération conditionnelle. LXVI
Statistique de la police des étrangers LXVIII
Statistique des aliénés. LXIX

TABLEAUX

STATISTIQUE PÉNALE

Pages.

Annexe. — Organisation des travaux statistiques. 5

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique de l'Administration de la Justice pénale.

1° Police judiciaire et instruction. — Détention préventive :

Organisation et compétence des offices de police et d'instruction. — Dispositions législatives sur la détention préventive 11

I. — Etat des travaux des parquets 13

II. — Affaires laissées sans poursuites par les parquets 14

III. — Juges d'instruction et chambres du conseil. Affaires terminées. Résultat de l'instruction 15

IV. — Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus 16

V. — Réhabilitations demandées en vertu de la loi du 25 avril 1896 17

VI. — Chambres des mises en accusation. Nombre et résultat des arrêts 18

VII. — Ordonnances des chambres du conseil rendues sur le fond des affaires qui ont été soumises aux chambres des mises en accusation 18

VIII. — Détention préventive. Prévenus acquittés en appel 19

IX. — Id. Inculpés déchargés des poursuites par les chambres des mises en accusation . 19

X. — Durée de la détention préventive des accusés de crimes ou de délits ordinaires jugés contradictoirement par les cours d'assises 19

XI. — Durée de la détention préventive : chambres du conseil et tribunaux correctionnels 20

2° Tribunaux de police :

Organisation et compétence 21

XII. — Etat des affaires par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police . . . 22

XIII. — Etat des inculpés par cantons de justice de paix formant le ressort de chaque tribunal de police. . . 31

XIV. — Résultat des poursuites d'après la nature des infractions 40

XV. — Nombre des appels jugés par les tribunaux correctionnels 43

XVI. — Lois électorales. Absence au vote. Résultat des poursuites. 43

3° Tribunaux correctionnels :

Organisation et compétence 44

XVII. — Nombre des affaires dont les tribunaux correctionnels ont eu à s'occuper 45

XVIII. — Prévenus jugés par les tribunaux, classés par espèce d'infractions d'après leurs antécédents judiciaires et le résultat des poursuites. Durée des sursis accordés par les tribunaux correctionnels aux prévenus condamnés conditionnellement :

En première instance 46

En degré d'appel 70

XIX. — Prévenus jugés par chaque tribunal correctionnel classés d'après la nature des infractions et le résultat des poursuites :

En première instance 74

En degré d'appel 110

XX. — Résultat détaillé des poursuites devant chaque tribunal correctionnel :

En première instance 118

En degré d'appel 124

XXI. — Etat détaillé des peines prononcées par les tribunaux correctionnels, les condamnés étant répartis d'après leurs antécédents judiciaires 127

XXII. — Rechutes après une condamnation conditionnelle. 128

Pages.

4° Cours d'appel :

Organisation et compétence 129

XXIII. — Affaires portées devant les cours d'appel. Nombre et nature des arrêts rendus. 130

XXIV. — Prévenus jugés par les cours d'appel. Modifications apportées par les arrêts aux jugements de première instance 130

XXV. — Nature des infractions jugées par les cours d'appel 131

5° Cours d'assises :

Organisation et compétence 135

XXVI. — Aperçu général des travaux des cours d'assises :

1° Nombre et nature des affaires jugées par chaque cour. Nombre des individus poursuivis . . 136

2° Nombre par province des accusés et des prévenus acquittés ou condamnés 137

XXVII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés suivant les provinces où ils ont été jugés, avec indication de la nature des infractions et du résultat sommaire des poursuites 138

XXVIII. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées. 140

XXIX. — Affaires jugées contradictoirement. Résultats comparés de l'instruction orale et de l'instruction par écrit. Accusés déclarés coupables à la simple majorité des voix. 141

XXX. — Affaires jugées contradictoirement. Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables, leurs antécédents judiciaires, les peines qui leur ont été infligées 142

XXXI. — Causes apparentes des crimes d'assassinat, d'empoisonnement, de meurtre et d'incendie déclarés constants par le jury et suivis de la condamnation de leurs auteurs 144

XXXII. — Affaires jugées par contumace 145

XXXIII. — Délits politiques et de presse 145

6° Cour de cassation :

Organisation et compétence 146

XXXIV. — Pourvois en matière criminelle, électorale, fiscale, etc. 147

SECONDE PARTIE.

Statistique criminelle.

Matière de cette statistique. — Nomenclature en usage 150

XXXV. — Nombre total des condamnations individuelles et des condamnés répartis par nature d'infractions :

Hommes 154

Femmes 155

XXXVI. — Etat civil :

Hommes. 156

Femmes. 157

XXXVII. — Ivrognerie :

Hommes. 158

Femmes 159

XXXVIII. — Age. Répartition d'après la nature des infractions commises :

Hommes. 160

Femmes. 162

XXXIX. — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction 164

XL. — Récidivistes spécialistes et non spécialistes, répartis d'après le nombre des condamnations qu'ils ont encourues :

Hommes 172

Femmes. 174

XLI. — Nombre des infractions individuelles commises durant chacun des mois de l'année :

Dans les communes et agglomérations urbaines de 100,000 habitants et plus 176

Dans les communes de 25,000 à moins de 100,000 habitants 178

Dans les communes de 10,000 à moins de 25,000 habitants 180

Dans les communes de moins de 10,000 habitants 182

Récapitulation des catégories précédentes, avec indication du nombre des infractions commises en Belgique dans un lieu inconnu ou indéterminé ou commises à l'étranger. 184

XLII. — Nombre des infractions individuelles commises en 1900 186

Pages.

XLIII. — Contraventions aux articles 1er, 2 et 3 de la loi sur l'ivresse publique, réparties d'après les localités et les mois de l'année où elles ont été commises :
Faits jugés en 1903 . . . 187
Faits commis en 1901 et 1902 . . . 188
XLIV. — Table de décompte. Individus condamnés plusieurs fois pendant l'année du compte. . . . 189

Statistique de l'Administration de la Justice civile et commerciale

Rédaction des tableaux . . . 192

1° Justices de paix :
Compétence. . . . 193
XLV. — Etat par canton des travaux des juges de paix. Actes notariés . . . 194
Id. — Récapitulation par arrondissement . . . 208
XLVI. — Actes d'instruction et de procédure. . . . 210
Id. — Récapitulation par arrondissement . . . 217

2° Tribunaux de première instance :
Compétence. . . . 219
XLVII. — Aperçu général des affaires civiles introduites, terminées et restant à juger. . . . 220
XLVIII. — Durée des procès . . . 221
XLIX. — Nature des affaires civiles terminées par des jugements . . . 222
L. — Aperçu des causes de divorce et de séparation de corps . . . 224
LI. — Affaires sur requête, référés, ordonnances . . . 226
LII. — Jugements avant de statuer au fond et actes d'instruction préparatoire . . . 228
LIII. — Procédures d'ordre et de contribution . . . 229

3° Tribunaux de commerce :
Compétence. . . . 231
LIV. — Aperçu général des causes commerciales introduites, terminées et restant à juger. . . . 232
LV. — Durée de la procédure . . . 233
LVI. — Jugements rendus avant de statuer au fond. Actes d'instruction préparatoire. Actes de société . . . 234
Concordats. Législation . . . 235
LVII. — Etat des concordats préventifs de la faillite . . . 236
Faillites. Législation . . . 237
Faillites déclarées :
LVIII. — Montant du passif . . . 238
LIX. — Circonstances personnelles aux faillis. . . . 239
LX. — Relevé par province . . . 240
Faillites terminées :
LXI. — Dividende distribué . . . 240
LXII. — Durée de la procédure . . . 241
Faillites à terminer :
LXIII. — Durée de la procédure . . . 242

4° Cours d'appel :
Compétence. . . . 243
LXIV. — Causes introduites, terminées et restant à juger avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées . . . 244
Id. — Récapitulation . . . 250
LXV. — Nature des affaires civiles et commerciales terminées par les arrêts . . . 252
LXVI. — Durée de la procédure . . . 254

5° Cour de cassation :
Compétence (voir statistique pénale, p. 146).
LXVII. — Pourvois en matière civile . . . 255
LXVIII. — Arrêts classés d'après leur nature et les lois auxquelles ils se rapportent . . . 256

Pages.

Statistique Pénitentiaire

Organisation des prisons. . . . 259
Méthode employée pour la rédaction des tableaux . . . 259

PREMIÈRE PARTIE.

Statistique administrative.

LXIX. — Capacité des prisons. Population moyenne, minima et maxima. . . . 262
LXX. — Mouvement général d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales . . . 263
B. Prisons secondaires . . . 264
LXXI. — Répartition des journées de détention. . . . 266
LXXII. — Détenus par correction paternelle, Mouvement des entrées et des sorties. . . . 267
LXXIII. — Détenus par correction paternelle. Durée de la détention subie . . . 268
LXXIV. — Ecoles. Mouvement d'entrée et de sortie :
A. Prisons centrales . . . 268
B. Prisons secondaires . . . 268
LXXV. — Ecoles. Détenus fréquentant l'école au 31 décembre, répartis suivant l'instruction, avant et depuis l'entrée :
A. Prisons centrales . . . 269
B. Prisons secondaires . . . 269
LXXVI. — Punitions infligées aux détenus :
A. Prisons centrales . . . 270
B. Prisons secondaires . . . 270
LXXVII. — Infirmerie. Mouvement des entrées et des sorties ;
A. Prisons centrales . . . 272
B. Prisons secondaires . . . 274
LXXVIII. — Décès :
A. Prisons centrales . . . 276
B. Prisons secondaires . . . 276
LXXIX. — Suicides :
A. Prisons centrales . . . 278
B. Prisons secondaires . . . 278
LXXX. — Aliénation mentale :
A. Prisons centrales . . . 280
B. Prisons secondaires . . . 280
LXXXI. — Compte en recettes et dépenses de travail effectué par les détenus. . . . 282
LXXXII. — Prix de la journée d'entretien. . . . 284

DEUXIÈME PARTIE.

Statistique des détenus.

LXXXIII. — Répartition suivant le domicile au jour de la condamnation. . . . 287
LXXXIV. — Id. l'âge, l'état civil, le degré d'instruction, l'idiome. . . . 288
LXXXV. — Id. la juridiction, le genre des offenses et la nature des peines . . . 290
LXXXVI. — Id. l'état de récidive . . . 290
LXXXVII. — Libérés pendant l'année. Condition au moment de la libération . . . 292

Statistique de la Mendicité et du Vagabondage

Dispositions législatives . . . 297
Méthode employée pour la rédaction des tableaux. . . . 298
LXXXVIII. — Mouvement de la population des dépôts de mendicité et maisons de refuge en 1902 . . . 299
LXXXIX. — Mouvement de la population des écoles de bienfaisance en 1902 . . . 300
XC. — Nombre des journées d'entretien . . . 301

Pages.

XCI. — Répartition d'après leurs antécédents des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1903 302
XCII. — Répartition par âge des reclus composant la population des établissements au 31 décembre 1903 . . 302
XCIII. — Age des élèves 303

Placements en apprentissage :

XCIV. — Relevé des placements effectués antérieurement au 1er janvier 1903 :
A. Nombre des élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1892 jusqu'au 31 décembre 1902. 304
B. Métiers exercés par les élèves placés en apprentissage depuis le 1er janvier 1894 jusqu'au 31 décembre 1902 305
XCV. — Nombre d'élèves qui se trouvaient placés en apprentissage au 1er janvier 1903. Indication de l'année du placement, de l'école d'où les élèves sont sortis et du comité qui les a placés. 306
XCVI. — Nombre d'élèves placés en apprentissage pendant l'année 1903. Indication des écoles d'où ces élèves sont sortis et du comité qui les a placés. Répartition des élèves d'après l'importance de leur lieu de naissance 308
XCVII. — Métiers exercés par les élèves mis en apprentissage pendant l'année 1903 309
XCVIII. — Résultats généraux des placements en apprentissage par école et par comité de patronage. Année 1903. 310
XCIX. — Motifs des réintégrations. Dénombrement des élèves restant placés au 31 décembre 1903 avec indication de l'année de placement. 311
C. — Tableau groupant les élèves dont le placement a pris fin pendant l'année 1903, d'après l'année de leur mise en apprentissage. 312

Statistique des Grâces et de la Libération conditionnelle

Dispositions législatives 314
CI. — Nombre des propositions accueillies et rejetées. Motifs des rejets. 315
CII. — Renseignements relatifs aux libérés 315

Statistique de la Police des Étrangers

Dispositions législatives et administratives concernant la police des étrangers 319
CIII. — Etat numérique par nationalité des étrangers renvoyés du pays en 1903 pour défaut de moyens d'existence, vagabondage ou mendicité. 320
CIV. — Dénombrement par nationalité des étrangers arrivés pour la première fois dans le pays, du 1er janvier au 31 décembre 1903 321
CV. — Etat numérique des étrangers expulsés ou renvoyés du pays 322

Statistique des Aliénés

Dispositions législatives sur le régime des aliénés 324
Rédaction des tableaux. 325
CVI. — Mouvement de la population pendant l'année 1903 :
Hommes 326
Femmes 328
CVII. — Premières admissions. Age. Etat civil. Saisons :
Hommes 330
Femmes. 331
CVIII. — Sorties. Durée du séjour. Age. Saisons :
Hommes. 332
Femmes 333
CIX. — Statistique des alcoolisés :
Hommes 334
Femmes 335

Statistique des Sourds-muets et des Aveugles

CX. — Sourds-muets et aveugles au 31 décembre 1903, par province et par sexe 338

Table analytique. 339